



**ARNDT WEINRICH
& NICOLAS PATIN (DIR.)**

**QUEL BILAN SCIENTIFIQUE
POUR LE CENTENAIRE
DE 1914-1918 ?**

De 2014 à 2018, la France et le monde entier ont commémoré la Première Guerre mondiale. À travers une vague impressionnante et inédite d'événements et d'activités mémoriels de toute sorte, Françaises et Français ont encore approfondi le lien avec l'histoire et la mémoire d'un conflit qui, outre qu'il a marqué de son sceau le xx^e siècle, a laissé des traces profondes dans l'histoire de millions de familles. Les historiennes et historiens, mais aussi de nombreux chercheurs et chercheuses d'autres disciplines, tout comme d'innombrables archivistes, ont pris une part essentielle dans les différents temps du Centenaire, non seulement à travers leurs activités scientifiques, mais aussi dans leur intense travail de médiation des connaissances vers le grand public.

La Mission du centenaire 1914-1918 a commandé au Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne un rapport le plus exhaustif possible sur toutes les activités scientifiques, au sens large, menées en France pendant la séquence commémorative. Une équipe de onze chercheuses et chercheurs a travaillé trois ans durant à ce bilan, qui rassemble et met à la disposition de quiconque souhaite réfléchir à cette échéance mémorielle majeure un nombre considérable de données et d'analyses portant sur tous les aspects du Centenaire scientifique (colloques, publications, médiations...).

Bien au-delà des résultats déjà essentiels qu'il apporte à la compréhension de la mémoire de 1914-1918 en France, et du premier bilan historiographique qu'il trace à partir des données accumulées, cet ouvrage interroge, par son ampleur même, la place de l'histoire dans la Cité et le rapport des Français à leur passé.



sup.sorbonne-universite.fr

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?

Mondes Contemporains

collection dirigée par Olivier Forcade

Dernières parutions

Décoloniser les Antilles ? Une histoire de l'État post-colonial (1946-1982)

Sylvain Mary

La Marche à rebours. Regards sur l'histoire soviétique et russe

Françoise Thom

L'Engagement des Américains dans la guerre (1917-1918)

Olivier Chaline & Olivier Forcade (dir.)

Les Diplomates de la République (1871-1914)

Isabelle Dasque

Les Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale (1944-1949).

Histoire d'une intégration

Pawel Sekowski

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes & Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales

de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Arndt Weinrich & Nicolas Patin (dir.)

Quel bilan scientifique pour le centenaire de 1914-1918 ?

Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre

SORBONNE UNIVERSITÉ PRESSES
Paris

Ouvrage publié avec le concours du Centre international de recherche de l'Historial
de la Grande Guerre, de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale,
du conseil départemental de la Somme et de Sorbonne Université

Les SUP sont un service de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

ISBN édition papier : 979-10-231-0706-7

© Sorbonne Université Presses, 2022

PDF complet : 979-10-231-1000-0

© Sorbonne Université Presses, 2023

Mise en page 3d2s (Paris)/Emmanuel Marc Dubois (Issigeac)

SUP

Maison de la Recherche

Sorbonne Université

28, rue Serpente

75006 Paris

tél. : (33) 01 53 10 57 60

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

PRÉFACE

Stéphane Audoin-Rouzeau
Président du Centre international de recherche
de l'Historial de la Grande Guerre (Péronne-Somme)

La fin du centenaire de la Grande Guerre se profilait déjà à l'horizon lorsqu'au cours d'une rencontre près de l'Hôtel national des Invalides Joseph Zimet, alors directeur général de la Mission du Centenaire, exprima devant moi son désir de voir établi un bilan *scientifique* de l'ensemble du cycle commémoratif. Et il me demanda si l'équipe que constituait le Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre pourrait être la structure porteuse d'un tel projet d'évaluation.

J'ai trouvé l'idée séduisante. Avant même novembre 2013, date de l'ouverture officielle du Centenaire par le président de la République, les historiens de la Grande Guerre (mais avec eux un grand nombre d'autres chercheurs et chercheuses de toutes disciplines, sans oublier les conservateurs et conservatrices du patrimoine) étaient engagés dans une séquence commémorative sans précédent. Par sa temporalité pluriannuelle, celle-ci dépassait singulièrement la durée de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, restée centrée sur l'année 1989. En outre, son intensité était particulière, à travers la scansion imprimée par des cérémonies de grande ampleur : inauguration de l'Anneau de la Mémoire de Notre-Dame-de-Lorette en novembre 2014 ; commémoration de la bataille de Verdun, puis de la Somme, en 2016 ; commémoration du Chemin des Dames en 2017. Autant de temps forts suivis par l'itinérance mémorielle du président Emmanuel Macron en novembre 2018, achevée à l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, peu de temps avant la réunion des chefs d'État à l'Arc de Triomphe à l'occasion du 11 novembre. Deux ans plus tard, la panthéonisation de Maurice Genevoix et de « Ceux de 14 » s'est inscrite en quelque sorte comme le couronnement de ce cycle de sept années.

Il semble à cet égard que cette longue séquence commémorative a connu en France une intensité particulière, sans équivalent chez d'autres ex-belligérants de 1914-1918, à l'exception peut-être du Royaume-Uni où la mémoire historique de la Grande Guerre continue de revêtir une importance capitale.

Pourtant, là n'est pas l'essentiel en ce qui concerne la genèse du volume que l'on va découvrir. Car la commémoration a été accompagnée, et parfois

nourrie, par une intense activité historiographique (le terme étant entendu ici en son sens le plus large), activité dont le conseil scientifique présidé par Antoine Prost a été, au sein de la Mission du Centenaire, à la fois un moteur, un coordinateur, une caisse de résonance, un lieu d'élaboration et de débats. Une telle structure, largement internationale, a constitué une originalité indiscutable du Centenaire français.

8 De ce fait cependant, une question se posait, en effet : une fois le Centenaire achevé, pourrait-on déterminer *ce qu'il s'était passé* sur le plan scientifique ? Car ce dont il s'agit dans cet ouvrage, c'est bien de tenter de prendre en compte le *fait scientifique* pendant le Centenaire (et non d'analyser en historiens la période commémorative, ce qui constituerait un autre projet), dans l'ambition d'établir un bilan, bilan destiné à faciliter toute réflexion future sur les années 2013-2018. Pourrait-on *évaluer*, d'une manière ou d'une autre, l'efficace de cette masse de recherches, de publications extrêmement diverses, de colloques, de conférences, de programmes diffusés dans les médias, d'expositions, etc. ? Dans quel sens, si on ose l'écrire, s'était *dirigé* cet effort scientifique massif, historien surtout, mais pas seulement ? De nouveaux sujets s'étaient-ils fait jour ? Des perspectives historiographiques nouvelles s'étaient-elles ouvertes ? L'histoire de la Grande Guerre s'était-elle internationalisée davantage ? Des réévaluations, des remises en cause étaient-elles apparues ?

À ces questions s'en ajoutaient d'autres, angoissantes parfois pour les spécialistes car touchant à l'avenir du sujet lui-même : un tel effort scientifique était-il destiné à rester sans lendemain ? Après une telle tension, fallait-il se préparer à une désaffection envers le sujet ? Ou bien, tout au contraire, l'étude de la Grande Guerre serait-elle projetée vers des niveaux plus élevés ?

Bref, à cet ensemble de questions, et à bien d'autres encore, il était tentant d'essayer de répondre. Mais le travail d'investigation à prévoir, épistémologique au sens plein du terme, était considérable. Heureusement, un des membres du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre – Arndt Weinrich – a accepté de relever le défi en notre nom. Avec une grande intelligence de la situation, ce dernier a constitué une équipe de jeunes chercheurs et chercheuses d'origines diverses, équipe dont la composition a donc transcendé des appartenances historiographiques distinctes. Un comité de pilotage¹ au sein du conseil scientifique de la Mission constitua dans le même temps un espace de discussion pour les premiers résultats des recherches entreprises.

1 Outre l'auteur de ces lignes, le comité de pilotage était composé de Caroline Fontaine, Alexandre Lafon, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost, Laurent Veyssière, Jay Winter, Arndt Weinrich et Joseph Zimet. Que tous soient ici remerciés, en particulier Laurent Veyssière pour son aide très précieuse.

Ce n'est pas l'objet de cette préface que de tenter de résumer un ouvrage aussi riche. D'un simple coup d'œil au sommaire, le lecteur appréciera la variété des directions d'investigation, des plus traditionnelles aux plus neuves. Ainsi composé, le volume constitue pour les historiens du présent mais aussi du futur, de même que pour tous les acteurs investis dans les questions de mémorialisation et de commémoration, un acquis réflexif considérable, à dire vrai sans précédent. Bien entendu, cette étude, aussi profonde soit-elle, ne saurait revêtir qu'un caractère provisoire. Ne serait-ce que parce que le recul manque sans doute pour mesurer exactement, à plus long terme, les conséquences scientifiques de ce Centenaire.

Cette préface ne saurait s'achever sans remerciements. Ces derniers vont d'abord à Arndt Weinrich, ainsi qu'à Nicolas Patin qui a apporté à la conduite de l'entreprise une aide décisive. Ils vont aux collègues qui ont pris en charge les différents chapitres de ce volume, et à Caroline Fontaine, directrice générale du Centre de recherche de Péronne, qui a œuvré de manière déterminante à la délicate coordination de l'entreprise. Ils vont naturellement au président du conseil scientifique, Antoine Prost, ainsi qu'au directeur général de la Mission du Centenaire, Joseph Zimet, auquel revient tout le mérite de l'idée d'une telle évaluation, et qui en a soutenu avec constance la réalisation. Ils vont enfin aux éditions Sorbonne Université Presses ainsi qu'à leur directeur, Olivier Forcade, qui a accueilli l'édition de ce volume avec une générosité particulière.

QUEL BILAN SCIENTIFIQUE
POUR LE CENTENAIRE DE 1914-1918 ?
BILAN GÉNÉRAL

Arndt Weinrich

Nicolas Patin

Le centenaire de la Première Guerre mondiale appartient désormais au passé. Une séquence mémorielle et commémorative d'une ampleur inédite vient de se clore, après avoir impliqué un ensemble d'acteurs considérable : les pouvoirs publics, la société civile, les médias, le monde de la culture et de l'édition ainsi que tous les niveaux de l'Éducation nationale et de la recherche scientifique. Pendant cinq ans, l'engagement dans la commémoration s'est fait tous azimuts et à différentes échelles, témoignant de la vivacité des mémoires françaises de la Grande Guerre, mémoires au pluriel, convergeant dans une culture de mémoire où se sont conjugués une « politique mémorielle » au sens étroit – celle portée par l'État, et en premier lieu par la magistrature suprême – et le Centenaire « d'en bas », celui des territoires, de la société civile et des familles. À ce jeu d'échelles au plan national s'ajoute la dimension internationale et mondiale des commémorations, sur laquelle le rapport de préfiguration du Centenaire, le « rapport Zimet » de septembre 2011, avait longuement insisté et qui a été un élément structurant du début jusqu'à la fin¹. Plus que le bicentenaire de la Révolution française de 1789, le centenaire de 14-18 s'est inscrit dans des dynamiques aussi bien historiographiques (histoire transnationale et mondiale du conflit) que commémoratives (internationalisation des temps forts commémoratifs dans le cadre européen et surtout franco-allemand depuis les années 1990) qui ont poussé à une transnationalisation, sinon de la mémoire dans son ensemble, tout du moins des grandes cérémonies autour des morts de la Grande Guerre.

1 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, septembre 2011, en ligne : <https://www.vie-publique.fr/rapport/33552-commemorer-la-grande-guerre-2014-2020-propositions-pour-un-centenaire> (consulté le 1^{er} août 2021).

Après cinq ans d'intense activité, il est désormais temps de tirer des conclusions. Peu de séquences commémoratives d'ampleur comparable à celle du Centenaire sont en mesure de rivaliser avec celui-ci en matière de diversité des échelles et des approches, tout comme de durée, au moins depuis le bicentenaire de 1989. Cette ampleur permet d'étudier, en adoptant les focales appropriées, une multitude d'aspects liés, au-delà de la mémoire de la Grande Guerre, à l'écosystème mémoriel à l'intérieur duquel évoluent différents acteurs ayant des périmètres d'action différents. Par conséquent, on ne saurait s'étonner que le Centenaire soit devenu lui-même, et cela dès 2014, un objet d'étude. Un premier bilan pédagogique du Centenaire a d'ailleurs été présenté au printemps 2019². Et le fait commémoratif *stricto sensu*, ses temps forts, ses cérémonies, ses pratiques et ses discours ont fait l'objet d'une mise en perspective au fil du temps, même si une telle démarche ne peut (et ne prétend pas) se substituer à une analyse d'ensemble des aspects mémoriels et culturels du Centenaire qui doit intervenir plus en aval³. Le présent ouvrage, qui répond à une commande de la Mission du Centenaire⁴, n'a pas, lui non plus, pour ambition d'embrasser tous les aspects de la séquence commémorative du Centenaire. Il se donne pour objectif de proposer une première lecture approfondie du versant scientifique du Centenaire tout en reconnaissant que nous manquons encore du recul nécessaire pour une analyse définitive de l'impact de celui-ci sur le champ des sciences humaines et sociales ou des études littéraires, dont les reconfigurations se feront dans un temps plus long et ne deviendront pleinement manifestes que dans quelques années. Il s'agit donc d'une première esquisse, dont les conclusions, mais aussi les données collectées et réunies en annexe, se veulent un outil de travail pour quiconque souhaitant analyser la dimension scientifique du centenaire de la Première Guerre mondiale,

2 Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école. Un laboratoire pédagogique*, préface de Jean-Michel Blanquer et Joseph Zimet, postface d'Antoine Prost, Paris, Mission du Centenaire, 2019.

3 Voir le site internet de l'Observatoire du Centenaire (<https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/observatoire-centenaire>, consulté le 1^{er} août 2021); voir aussi *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 121-122, « La commémoration en pratique. Usages et appropriations du centenaire de la Première Guerre mondiale », dir. Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, 2016/3-4, p.5-66.

4 Lors de sa réunion le 28 avril 2017, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire a validé le projet de bilan scientifique élaboré et porté par le comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (CIRHGG). Les travaux du groupe chargé de l'élaboration du bilan ont été suivis par un comité de pilotage composé de Stéphane Audoin-Rouzeau, Caroline Fontaine, Alexandre Lafon, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost, Laurent Veyssière, Jay Winter, Arndt Weinrich et Joseph Zimet. Le comité s'est réuni pour la première fois en septembre 2017.

tout comme, incidemment, et vu l'ampleur des données collectées, la place de l'histoire en tant que discipline scientifique dans le débat public.

À travers d'innombrables projets scientifiques (projets de recherche et de publications, organisation de colloques) et de vulgarisation (publications et conférences grand public, interventions dans les médias, implications dans des projets d'exposition), mais aussi par le biais d'un rôle de conseil et de caution dans le processus d'élaboration des politiques de mémoire (c'est notamment le cas pour le conseil scientifique de la Mission du Centenaire), la communauté scientifique toutes disciplines confondues (notamment historiennes et historiens, chercheuses et chercheurs en sciences sociales et littéraires, archéologues, géographes, mais aussi conservatrices et conservateurs du patrimoine et des bibliothèques) a fait preuve d'un investissement soutenu et protéiforme. Produire de la connaissance, diffuser, conseiller : ce triptyque résume la fonction systémique du monde de la recherche sur la Première Guerre mondiale au sein de l'écosystème commémoratif.

En s'efforçant d'embrasser l'ensemble de ces trois champs d'action, essentiels pour la compréhension globale de la manière dont le monde de la recherche a pu se saisir du moment commémoratif, le présent bilan adopte une vision volontairement large du fait scientifique pendant le Centenaire. Il s'ouvre sur un bilan général de l'action de la Mission du Centenaire et de la place des historiens dans le dispositif politico-mémoriel. Ce bilan général revient sur la chronologie de l'action publique, le rôle du conseil scientifique de la Mission du Centenaire ainsi que sur les principaux résultats du présent ouvrage (chapitre 1).

La dimension scientifique au sens étroit, c'est-à-dire la recherche menée sur la Première Guerre mondiale, la production s'adressant aux acteurs scientifiques ainsi que, de manière plus générale, les orientations thématiques et méthodologiques du champ historiographique, est analysée au cœur de la deuxième partie de cet ouvrage : une analyse fine des évolutions de la recherche « Grande Guerre » à travers le prisme des recherches doctorales depuis les années 1980 est ainsi proposée par Simon Catros (chapitre 2). Format d'échange essentiellement scientifique, les colloques et journées d'études organisés par des acteurs scientifiques sont analysés par Elisa Marcobelli (chapitre 3). Franziska Heimbürger décortique quant à elle les orientations thématiques des publications scientifiques du temps du Centenaire (chapitre 4).

Au cours du Centenaire, un certain nombre d'acteurs, d'institutions et de lieux ont non seulement produit du savoir, mais ont contribué à le diffuser. Ils sont analysés dans une troisième partie. Benjamin Gilles se concentre sur le monde des archives et des bibliothèques, qui a servi d'interface entre la recherche et le grand public (chapitre 5). Nicolas Patin se penche, quant à lui, sur l'immense activité éditoriale – les livres du Centenaire –, dont il mesure l'amplitude, pour ensuite évaluer le poids relatif de la production historique en son sein (chapitre 6).

Bérénice Zunino analyse la vague d'expositions concernant le Centenaire, en s'interrogeant non seulement sur la place de l'expertise scientifique en leur sein, mais également sur leur poids dans la diffusion de nouveautés historiographiques (chapitre 7). Enfin, Nicolas Charles se penche sur un espace particulier, celui de l'école – et en l'occurrence des collèges et des lycées – pour voir comment les récentes découvertes scientifiques se répandent, *via* la figure clé des enseignants, jusqu'aux élèves (chapitre 8).

14

Une quatrième partie s'intéresse à la place des historiennes et des historiens dans la cité. Sylvain Delpout propose ainsi une lecture à la fois quantitative et qualitative des conférences « grand public » tenues par des spécialistes de la Grande Guerre, qui ont été, tout au long du Centenaire, un vecteur de transmission de savoirs historiens et de notions historiographiques très important (chapitre 9). Avec les interventions des spécialistes du conflit dans les médias, Lise Galand (chapitre 10) s'intéresse à un autre point de rencontre central entre le grand public et le monde de la recherche. Le Centenaire ayant été la première grande commémoration internationale à l'ère des « nouveaux » médias et des réseaux sociaux, on ne saurait se limiter à l'analyse des vecteurs de transmission traditionnels. Exploitant une importante base de données de *tweets* relatifs à la Première Guerre mondiale, Frédéric Clavert entame une réflexion sur la place des chercheurs et des chercheuses en sciences sociales et humaines dans l'économie de la « twittosphère » du Centenaire (chapitre 11).

Les différents chapitres abordant les différents aspects du « fait scientifique » pendant le Centenaire reposent sur différentes catégories de sources, notamment :

- les publications officielles de la Mission du Centenaire,
- des articles de presse,
- les archives de la Mission du Centenaire,
- différentes enquêtes réalisées auprès de différents publics⁵,
- diverses bases de données bibliographiques et éditoriales⁶,

5 L'équipe chargée de l'élaboration du bilan a lancé plusieurs enquêtes : en janvier 2018 et décembre 2019, un questionnaire détaillé a été adressé à 150 spécialistes français et 20 spécialistes étrangers ayant eu une importante activité en lien avec le Centenaire en France. Une enquête comparable a été réalisée auprès des archives départementales, des Archives nationales, de la Bibliothèque nationale de France, de La Contemporaine ainsi que d'une sélection de bibliothèques municipales. Deux questionnaires ont été adressés aux référents académiques « mémoire et citoyenneté » et aux présidents régionaux de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) respectivement, et un questionnaire à l'attention des enseignants d'histoire a été envoyé *via* la liste de diffusion de l'APHG. Pour les questionnaires, voir annexe.

6 Voir dans cet ouvrage les contributions de Franziska Heimburger et Nicolas Patin.

- des entretiens menés avec différents acteurs du Centenaire⁷,
- la base de données « Tweets » constituée par Frédéric Clavert.

Le caractère varié de ces sources appelle quelques remarques générales sur l'orientation méthodologique du travail effectué. Dans la plupart des chapitres qui suivent, l'approche globale est à la fois quantitative et qualitative, c'est-à-dire qu'elle se construit sur une volonté de mesurer l'ampleur de la participation du monde de la recherche au Centenaire en répertoriant les différents « produits » scientifiques ou de diffusion, avant de passer à une analyse qualitative en s'appuyant sur une taxinomie thématique, géographique et chronologique⁸. Il convient de souligner, cependant, qu'en raison de la nature même des sources évoquées ci-dessus, le degré d'exhaustivité auquel peuvent prétendre les différents chapitres n'est pas homogène : alors que les études sur le champ éditorial (Nicolas Patin), sur les colloques (Elisa Marcobelli) ainsi que sur les expositions (Bérénice Zunino) tendent vers l'exhaustivité, les travaux mettant en relief le rayonnement de la recherche à travers les conférences « grand public » (Sylvain Delpout) et les prises de parole dans les médias (Lise Galand), qui ne peuvent s'appuyer sur des bases de données préexistantes et qui analysent une partie de l'activité rarement mise en avant dans le monde de la recherche, présentent nécessairement une vision partielle.

Afin d'y remédier, le choix a été fait de partir d'un échantillon quantitativement et qualitativement important d'acteurs et d'actrices scientifiques ayant développé une activité importante durant le Centenaire⁹. Si le résultat n'est donc pas exhaustif, il permet tout au moins de prendre la mesure de l'effort de diffusion entrepris par

- 7 Lise Galand et Arndt Weinrich ont mené une quarantaine d'entretiens avec des historiens, des membres de la Mission du Centenaire et différents acteurs politiques et médiatiques. Pour la liste des interlocuteurs, voir annexe.
- 8 Sur la taxinomie utilisée de manière transversale par notre équipe, voir annexe. Les annexes du présent ouvrage représentant des centaines de pages de données, il nous est impossible de les faire figurer dans ce volume. Pour autant, les informations réunies sont d'un intérêt important pour tout lecteur qui voudrait engager une réflexion plus approfondie sur le Centenaire. Nous donnons donc accès à toutes les dites annexes sous forme numérique sur HAL : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. La table des matières des annexes figure en fin de volume.
- 9 Le bilan identifie comme acteur/actrice scientifique du Centenaire : 1. toute personne ayant obtenu ou étant dans le processus d'obtention d'un doctorat, ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs ; 2. tout conservateur/conservatrice (toutes filières confondues), ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs (150 spécialistes, tous disciplines et métiers confondus, ont été les destinataires d'un questionnaire détaillé ; les réponses obtenues ont été complétées par des recherches menées *via* Internet.

la communauté scientifique et surtout de s'interroger sur les thématiques portées par les acteurs/actrices scientifiques vis-à-vis du grand public et des médias.

En proposant une lecture quantitative et qualitative des activités scientifiques et des acteurs scientifiques pendant le Centenaire, ce bilan scientifique entend porter une triple réflexion : réflexion d'abord sur l'impact du Centenaire sur l'historiographie française et, dans une moindre mesure, internationale de la Grande Guerre ; réflexion globale, ensuite, sur la commémoration, que les acteurs scientifiques n'ont cessé d'accompagner et d'animer depuis son commencement jusqu'à son terme ; réflexion générale, enfin, sur la place des sciences humaines, sociales et littéraires en général, et de l'histoire en particulier, dans la « Cité », réflexion prenant le Centenaire dans les multiples interactions entre la communauté scientifique, d'une part, le pouvoir politique, les médias et le grand public, d'autre part, au titre de formidable laboratoire de la fonction sociale de l'histoire académique.

16 De ce point de vue, l'ambition et les résultats de ce bilan dépassent largement la seule question des commémorations de la Grande Guerre et posent un jalon important pour notre compréhension des politiques mémorielles, de l'enracinement du souvenir dans la société et de la place des productions scientifiques dans ces dynamiques générales.

LA PLACE DE L'HISTORIEN DANS LA CITÉ : UN CHANGEMENT À LA FAVEUR DU CENTENAIRE ?

Décrire la place de l'historien dans la société française actuelle est une gageure, d'autant plus que depuis trois décennies, la place de l'« histoire », objet si malléable, est en effet soumise à des tendances contradictoires, entraînant une adaptation nécessaire et constante des spécialistes.

D'un côté, les frontières entre histoire et mémoire, dont il est coutume de souligner en toute occasion l'imperméabilité, sont en réalité en train de se brouiller. L'effervescence mémorielle et commémorative des années 2014-2018, tout comme la manière décentralisée et plurielle par laquelle elle s'est manifestée, viennent confirmer la persistance d'un régime mémoriel qui accorde une place importante, voire sacrée, à la *mémoire*, terme qui s'impose, au fil des années 1990, comme « formule de *pathos* du temps présent¹⁰ ». Qualifié de « boulimie commémorative » (Pierre Nora), de « commémorativité » (Antoine Prost) ou encore de « *memory boom* » (Jay Winter) par un certain nombre de spécialistes, ce régime mémoriel émerge dans un contexte de fragilisation des vecteurs

10 Martin Sabrow, « Erinnerung als Pathosformel der Gegenwart », dans *id.* (dir.), *Der Streit um die Erinnerung*, Leipzig, AVA, 2008, p.9-24.

traditionnels des commémorations (les États) ainsi que de la notion même de « mémoire nationale ». Dans ses *Lieux de mémoire*, Pierre Nora était l'un des premiers à relever le paradoxe apparent d'une généralisation des sensibilités et des pratiques mémorielles intervenant sur toile de fond d'un affaiblissement du discours de l'État sur le passé national, soulignant que si « la commémoration s'est émancipée de son espace d'assignation traditionnel [...], c'est l'époque tout entière qui s'est faite commémorative¹¹ ».

Les débats, en France, commencent d'ailleurs alors à porter sur une certaine omniprésence mémorielle, une anamnèse, un « culte de la mémoire » dit François Bédarida, voire un « abus de mémoire » pour Tzvetan Todorov. C'est évidemment la notion de « devoir de mémoire » qui synthétise ces questionnements multiples non seulement autour du lien – parfois très conflictuel – entre histoire et mémoire¹², mais aussi autour des limites des « injonctions moralisantes à se souvenir¹³ » qui finissent par produire, à l'inverse, de l'oubli. Si ces remarques concernent évidemment le plus souvent la Seconde Guerre mondiale, la mémoire de la Shoah ou celle de l'esclavage, elles n'épargnent pas la mémoire de la Grande Guerre : « la montée du primat compassionnel » a joué dans la focalisation sur la souffrance des Poilus¹⁴. Dans ce cadre, l'historien devient en même temps un acteur incontournable du discours de mémoire général – et c'est toute l'ambiguïté de son rôle au sein des « politiques mémorielles » –, tout comme il est le tenant d'un discours différent, si ce n'est opposé, aux logiques de cette mémoire, discours qui valorise les approches méthodologiques de l'histoire comme discipline universitaire.

Au cours des mêmes décennies, l'histoire au sens large est par ailleurs devenue (ou redevenue) l'objet de controverses purement politiques. Dans une période où l'on thématise à loisir l'affaiblissement des structures du lien social, le passé, au sens large, semble être un réservoir intarissable de légitimité à court terme. L'historien est alors convoqué dans des débats dont il ne maîtrise ni les termes, ni la dynamique. L'expression « roman national » est ici exemplaire à bien des égards.

11 Pierre Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, t. III, *Les France : de l'archive à l'emblème*, 1992, p. 998.

12 Les historiens critiquent volontiers ce « devoir de mémoire », car cela leur permet « d'affirmer la vocation scientifique de leur identité » (voir Sébastien Ledoux, « Écrire une histoire du “devoir de mémoire” », *Le Débat*, 170, 2012/3, p. 175-185, ici p. 175). Antoine Prost écrit que « [l']addition des devoirs de mémoire ne conduit pas à l'histoire, elle la désagrège » (voir *Douze leçons sur l'histoire*, Le Seuil, Paris, éd. aug., 2010).

13 Voir Hélène Camarade, « L'usure de la mémoire. L'empreinte du temps sur les mémoriaux de la Seconde Guerre mondiale », dans Pierre Baumann et Amélie de Beaufort (dir.), *L'Usure. Excès d'usage et bénéfices de l'art*, Bordeaux, PUB, 2016, p. 115.

14 Sébastien Ledoux, « Écrire une histoire du “devoir de mémoire” », art. cit., p. 182.

Sa première occurrence contemporaine remonte à un ouvrage paru en 1993 qui faisait d'elle un étendard contre les tendances à dénationaliser l'histoire de France¹⁵. Elle fut reprise au même moment par Pierre Nora¹⁶. Mais c'est à partir des années 2008-2009 que le débat autour du « roman national » a réellement pris de l'importance¹⁷ : d'un côté, une droite dite « décomplexée » s'est emparée de sujets historiques et culturels ; de l'autre, les historiens universitaires ont tenté une réplique à cette politisation de la discipline, notamment autour du Comité de vigilance face aux usages publics de l'histoire (CVUH)¹⁸, qui avait été fondé au moment des lois mémorielles de 2005. Un article de Nicolas Offenstadt, « À bas le roman national ! », résume la situation sur une partie des lignes de front et les ricochets produits par cette polémique dans la définition même des programmes scolaires¹⁹. Dix ans plus tard, la tendance de fond ne s'est pas inversée, et interroge en profondeur la place de l'historien dans la cité : des pamphlétaires se déclarent ainsi historiens, contestant aux universitaires leurs méthodes et leurs partis pris. Éric Zemmour s'est ainsi fait une spécialité d'intervenir dans différents débats, en fragilisant la parole des spécialistes²⁰. Cette toile de fond est celle du Centenaire, celle d'une parole d'experts toujours susceptible d'être reçue dans un espace politique conflictuel, où le poids de la discipline historique dans la construction d'une « identité nationale » est considéré par certains comme

15 Paul Yonnet, *Voyage au centre du malaise français : l'antiracisme et le roman national*, Paris, Gallimard, 1993 ; quelques années auparavant, Suzanne Citron avait déconstruit le « mythe national » (*Le Mythe national. L'histoire de France en question*, Paris, Éd. ouvrières, 1987).

16 Pierre Nora (dir.), *Les France : de l'archive à l'emblème*, op. cit., p. 1008.

17 Différentes interrogations dans les grandes bases de données bibliographiques (SUDOC, Gallica), mais surtout numériques (Google Trends, Ngram Viewer) montrent l'émergence de l'expression, d'abord dans les années 1990, puis après 2008.

18 <http://cvuh.blogspot.com> (consulté le 1^{er} août 2021).

19 Nicolas Offenstadt, « À bas le roman national ! », *L'Histoire* (« Collections »), 44, juillet-septembre 2009. Voir également Ismaël Halissat, « Nicolas Offenstadt : “Un récit national est une négation de l'histoire comme discipline scolaire” », *Libération*, 29 août 2016. Et enfin, référence transparente au président Nicolas Sarkozy, Nicolas Offenstadt, *L'Histoire bling-bling. Le retour du roman national*, Paris, Stock, 2009.

20 Florent Barraco, « Éric Zemmour : “La plupart des historiens n'assument plus l'histoire de France” », *Le Point*, 23 septembre 2018. Voir également les débats autour de la récente *Histoire mondiale de la France* dirigée par Patrick Boucheron (Paris, Le Seuil, 2017). Philippe de Villiers semble suivre la même logique dans les textes qu'il consacre à l'histoire de France ou à celle de l'Europe (voir Gérard Bossuat et Robert Frank, « Les historiens n'ont pas attendu de Villiers pour casser le mythe selon lequel seuls les résistants ont contribué à la construction européenne », *Le Monde*, 17 avril 2019).

fondamental²¹. Les prémices du Centenaire ont ainsi fait surgir, chez un certain nombre d'acteurs, une inquiétude ayant trait à une éventuelle politisation à outrance de la commémoration, sans rapport avec la mémoire 14-18 elle-même. La naissance de la Mission du Centenaire est clairement perçue par certains acteurs²² comme appartenant à une séquence longue où la polémique survenue en novembre 2010 autour de la construction d'une Maison d'histoire de France a laissé des traces²³. Historiens et responsables de la politique mémorielle perçoivent ces risques potentiels. L'exemple du scandale autour de la venue du chanteur Black M à Verdun en 2016 est peut-être le plus éclatant de ce point de vue : une mécanique traditionnelle d'agitation en ligne par les membres de l'extrême droite a abouti à un débat politique sur l'identité française. On peut cependant constater que les scandales apparus durant ces cinq ans d'activités mémorielles ont, somme toute – en dehors de ce « moment Verdun » et de la courte « polémique Pétain » de 2018 – été relativement peu nombreux, ou d'ampleur limitée. Une hypothèse du présent ouvrage est que la mémoire 14-18 et son intensité sont nimbées, en quelque sorte, d'une telle puissance de consensus, qu'il est plus difficile aux acteurs de cette récupération politique permanente de s'y aventurer sans risque important. En effet, la figure du Poilu est suffisamment plastique pour que chacun puisse y investir du sens. Inversement, au Royaume-Uni, si la figure du *Tommy* est elle aussi relativement consensuelle, la question de l'entrée en guerre continue de faire débat ; de là découle une question jamais tranchée sur l'utilité ou l'inutilité de cette guerre pour les Britanniques, qui a pour conséquence une résurgence toujours possible de débats. De ce point de vue, à la différence de ce qui vaut pour la France, une grande controverse s'est allumée durant le Centenaire sur le sens global qu'il était convenu de donner à la Grande Guerre – certains polémistes attaquant, là encore, les soi-disant partis pris de la recherche universitaire²⁴. En France, il n'y a pas eu, entre 2013 et 2019, de conflagrations de ce genre.

- 21 Voir l'interview de Laurence de Cock aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, en 2018 : « La question du retour du récit national – et surtout de ses vertus thérapeutiques, c'est-à-dire que "c'est ça qui va régler tous les problèmes de la société" –, cette question-là, elle est extrêmement vive, elle nous revient de plein fouet... » (« Sur l'enseignement de l'histoire », https://www.youtube.com/watch?v=EacjT_hiM48, consulté le 1^{er} août 2021.)
- 22 Voir les entretiens menés avec David Zivie (16 juillet 2018), avec Joseph Zimet (26 juin 2018) et avec Constance Rivière (16 avril 2019).
- 23 Vincent Duclert, « Pour un musée de l'histoire en France », *Le Monde*, 25 novembre 2010. Voir également Claire Bommelaer, « Polémique autour de la Maison de l'histoire de France », *lefigaro.fr*, 10 novembre 2010.
- 24 Voir notamment les polémiques autour du député conservateur Michael Gove en janvier 2014 (Maev Kennedy, « Britain entering First World War was "biggest error in modern history" », *The Guardian*, 30 janvier 2014 et Semas Milne, « First World

La troisième dynamique en cours durant le Centenaire est moins visible, mais tout aussi importante : au cours des vingt dernières années, il a été fait appel de manière beaucoup plus régulière à l'expertise scientifique dans la construction des discours portés vers le grand public, et cela, notamment, dans l'arène des musées, la valorisation du patrimoine ou dans les médias. L'expertise historique s'est ainsi répandue, y compris d'ailleurs à l'occasion de grands procès à caractère historique, inaugurant de fait un nouvel espace d'intervention face à cette « demande sociale d'expertise »²⁵. Dans le cas des musées, de nombreux comités scientifiques voient le jour, que ce soit au sein des collections ou lors de l'organisation de grandes expositions. La création de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, dans sa dénomination même, consacre cette importance nouvelle des historiennes et historiens dans l'activité muséale. Le Mémorial de Caen avait, dès son origine en 1988, associé les historiens à la constitution des collections ou à la gestion quotidienne²⁶. Cependant, l'intégration de l'expertise historique se poursuit et s'accélère, ce que l'on peut voir à travers une myriade d'exemples : le Conseil scientifique international des Plages du Débarquement, mais aussi, de manière beaucoup plus instantanée, à la suite des attentats terroristes de 2015, l'intégration d'historiens, de sociologues ou de philosophes dans le « comité mémoriel »²⁷.

Cette intégration montre que le rôle d'expertise, alors même qu'il est parfois attaqué dans certaines arènes, notamment dans l'arène médiatique, se renforce dans d'autres espaces. On l'a dit, le Centenaire, de ce point de vue – et même s'il est impossible de conclure à une si grande échelle – a plutôt été un moment d'intégration croissante du discours historique.

De là à considérer que le Centenaire a vu converger l'ensemble des logiques décrites ici dans un relatif succès, il n'y a qu'un pas. Faut-il le franchir ? L'intégration

War: an imperial bloodbath. That's a warning, not a noble cause», *The Guardian*, 8 janvier 2014).

25 On pense notamment au procès Papon en 1997. Voir Olivier Dumoulin, *Le Rôle social de l'historien. De la chaire au prétoire*, Paris, A. Michel, 2003. Stéphane Audoin-Rouzeau, membre du comité scientifique de la Mission du Centenaire, est ainsi intervenu lors de procès liés au génocide rwandais en 2014 et en 2016 (voir *Une initiation. Rwanda (1994-2016)*, Paris, Le Seuil, 2017).

26 Notamment avec les nombreux liens entretenus avec l'Institut d'histoire du temps présent et les historiens Denis Peschanski, Henry Rouso ou Jean-Pierre Azéma, ainsi que la présence de Claude Quétel comme directeur scientifique. Entretien téléphonique avec Christophe Prime (historien, responsable des collections au Mémorial). Voir également Denis Maréchal, « Témoignage. Le Mémorial de Caen entre mémoire et histoire », dans Jean-Luc Bonniol et Maryline Crivello (dir.), *Façonner le passé. Représentations et cultures de l'histoire (xvi^e-xx^e siècle)*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2004, p. 145-158.

27 Ministère de la Justice, Comité mémoriel, *Terrorisme : faire face. Enjeux historiques et mémoriaux*, 7 septembre 2018 (www.justice.gouv.fr/publication/DIAV_Rapport_Comite_Memoriel.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

plus poussée de l'expertise historique au sein d'une fusion toujours plus achevée entre mémoire et histoire a-t-elle prévenu une politisation des débats autour du Centenaire ? Rien n'est moins sûr. La place de la parole historique semble sortir renforcée de la commémoration, mais en dehors de la galaxie 14-18, la dévaluation de l'expertise et la politisation du passé ont, elles, poursuivi sur leur lancée.

LA MISSION DU CENTENAIRE ET SON CONSEIL SCIENTIFIQUE À L'ÉPICENTRE DU CENTENAIRE

HISTORIQUE DE LA CRÉATION DE LA MISSION ET DE SON CONSEIL SCIENTIFIQUE

La genèse de la Mission du Centenaire et, par conséquent, celle de son conseil scientifique débute en mars 2011, moment où Joseph Zimet, alors directeur adjoint à la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives du ministère de la Défense et des Anciens Combattants, est mandaté par le président de la République d'alors, M. Nicolas Sarkozy, pour faire « le point sur les actions déjà envisagées » en matière de commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale, et pour proposer « des pistes de réflexion pour organiser le calendrier des commémorations » et formuler « des propositions concrètes quant à la gouvernance des préparatifs du Centenaire »²⁸. En réalité, depuis l'été 2010, le travail de réflexion est déjà bien engagé, et à partir de janvier 2011 au plus tard Joseph Zimet dispose d'un soutien efficace à l'Élysée en la personne de Henri Guaino, soutien qui se matérialise par ailleurs par la lettre de mission citée ci-dessus²⁹. Toujours est-il que c'est véritablement au cours de la rédaction du « rapport Zimet », remis à la présidence de la République en septembre 2011, qu'est formalisée la réflexion sur la gouvernance des commémorations et que sont donc évoqués pour la première fois l'existence et les attributions du conseil scientifique. Celui-ci doit en effet faire partie d'un « triptyque de la gouvernance » reposant sur : 1) la Mission du Centenaire comme structure dédiée permanente (pour laquelle le rapport préconise d'ailleurs la forme – finalement retenue – d'un groupement d'intérêt public), chargée du pilotage et de la mise en œuvre opérationnelle ; 2) le conseil scientifique, composé d'historiennes et historiens français et étrangers ainsi que de « personnalités qualifiées » ; 3) un comité d'honneur « formé de hautes personnalités désignées par les plus hautes autorités de l'État ». Au sein de ce triptyque, qui, au demeurant, n'a jamais

28 Lettre du président de la République datée du 23 mars 2011, reproduite dans Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre, op. cit.*

29 Entretiens réalisés avec Joseph Zimet (26 juin 2018) et avec David Zivie (16 juillet 2018).

existé tel qu'il est décrit dans le rapport de préfiguration, le comité d'honneur n'ayant jamais été créé, le conseil scientifique se doit « d'appuyer, par ses réflexions, l'action quotidienne de la Mission » et « d'apporter un sens et une cohérence intellectuelle au Centenaire »³⁰. Un peu plus loin dans le rapport, un deuxième passage à peine plus long s'efforce d'apporter quelques précisions relatives au rôle et au fonctionnement du conseil scientifique :

22

Composé d'historiens et de personnalités qualifiées généralement spécialistes de la période, le conseil scientifique du centenaire de la Première Guerre mondiale aura pour mission de donner un cadre scientifique au Centenaire. Il sera chargé, en particulier, de donner une lecture politique et mémorielle du Centenaire, en d'autres termes de gérer la tension entre l'histoire de la Grande Guerre et la mémoire de celle-ci, en donnant à l'événement sa signification contemporaine. Il agira en toute indépendance. Réuni régulièrement par le commissaire général, il publiera des textes et accompagnera, par sa réflexion, l'action de la Mission et des différents ministères concernés et impliqués dans le Centenaire. Il devrait refléter l'ensemble des sensibilités historiographiques de la période³¹.

L'importance de la mission attribuée au conseil scientifique dans ces deux alinéas contraste singulièrement avec le peu de place accordé à la description de son fonctionnement. En effet, le conseil scientifique qui apparaît en pointillé derrière les passages que nous venons de citer est un conseil auquel son attribution principale, celle « d'apporter un sens et une cohérence intellectuelle au Centenaire » en en donnant « une lecture politique et commémorative », confère, du moins en théorie, un rôle important dans la définition du message commémoratif à porter. Inversement, la fonction de l'opérateur principal, la Mission du Centenaire, est volontairement dépolitisée, puisque réduite à son aspect opérationnel. En cela, le « rapport Zimet » s'inscrit pleinement dans l'évolution, décrite plus haut, du fait commémoratif depuis les années 1990 et qui a entraîné une dé-différenciation de l'histoire et de la mémoire, accroissant, de ce fait, le poids relatif des historiens dans l'écosystème commémoratif.

Au-delà de la description générale du rôle du conseil scientifique, les passages cités contiennent quelques éléments relatifs à son fonctionnement et à sa composition : si ce premier aspect est abordé de manière très générale (indépendance, réunions régulières, publications de textes sans en préciser les modalités exactes), les indications concernant le second aspect posent déjà quelques principes qui sortent du cadre des généralités en prévoyant, tout d'abord, un conseil pluridisciplinaire, puis un conseil où siègent des spécialistes étrangers,

30 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 21.

31 *Ibid.*, p. 88.

et enfin un conseil représentant l'ensemble des sensibilités historiographiques. Il s'agit bien d'une triple orientation de la composition du conseil scientifique – composition qui a effectivement été retenue, nous allons y revenir – et qui reflète une triple idée d'ouverture : d'abord celle vers les représentants du monde des archives, des musées et de l'Éducation nationale ; ensuite la volonté de dépasser le cadre national en invitant des historiennes et historiens étrangers ; et enfin celle de disposer d'un conseil équilibré dans sa dimension historiographique, c'est-à-dire réunissant en son sein toutes les sensibilités historiennes, allusion à peine voilée aux clivages parcourant le champ disciplinaire au moment de l'entrée dans la phase préparatoire du Centenaire : les clivages entre celles qu'on a surnommées de manière superficielle « école du consentement » et « école de la contrainte ».

On peut d'ailleurs s'interroger sur le poids de la recherche universitaire sur la Grande Guerre pendant cette première phase de réflexion et de consultations menée par Joseph Zimet. Le nombre de chercheurs consultés dans le cadre du travail sur le rapport de préfiguration est certes très restreint : parmi les 170 personnes auditionnées, ils ne sont que 8 – 15 en intégrant les chercheurs spécialistes membres ou anciens membres d'institutions de recherche militaires et universitaires non spécialistes s'intéressant, pour différentes raisons, à la Grande Guerre³². Cependant, force est de constater que cela semble en partie dû au format du rapport, qui est avant tout une réflexion sur la gouvernance, et qui, dans le même temps, a pour objectif de préparer le terrain en vue de l'implémentation des recommandations émises, double objectif qui explique la prépondérance d'acteurs politiques au sens large parmi les personnes auditionnées par Joseph Zimet. Les historiennes et historiens ont en fait d'autres canaux pour peser, notamment leur production savante, dont l'impact est cependant dans la plupart des cas plus implicite qu'explicite. En l'occurrence, il convient de signaler notamment deux documents produits par des commissions largement composées d'universitaires qui ont inspiré le « rapport Zimet ». Il s'agit du « rapport Becker » relatif aux commémorations du 90^e anniversaire de la fin de la Grande Guerre, daté de décembre 2007, et du « Rapport de la commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques » (dit « rapport

32 *Ibid.*, p.93-101. Les chercheurs universitaires spécialistes de la Grande Guerre auditionnés étaient Stéphane Audoin-Rouzeau, Jean-Jacques Becker, Olivier Forcade, André Loez, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost ainsi que les historiens étrangers Hew Strachan et Arndt Weinrich. La recherche au sein des institutions militaires fut représentée par André Bach, Frédéric Guelton et le Canadien Serge Bernier. Les universitaires non spécialistes auditionnés étaient Jean-Noël Jeanneney, Bernard Maris, Stefan Martens et, même si ce dernier est un cas un peu à part, Yves Le Maner.

Kaspi ») de novembre 2008³³. Qu'il s'agisse de l'accent mis sur l'ancrage territorial et la décentralisation des commémorations, ou sur la dimension mondiale du Centenaire, ou encore sur l'importance de la guerre pour la société française dans son ensemble plutôt que de se limiter à l'expérience combattante *stricto sensu*, le « rapport Zimet » s'inscrit clairement dans la lignée de la réflexion amorcée par ces deux commissions d'universitaires³⁴.

24 La période qui s'ouvre avec la remise du « rapport Zimet » se caractérise par la poursuite des préparatifs : d'une part, sur le plan politico-administratif, le projet de groupement d'intérêt public proposé par Joseph Zimet est validé et il se met en place progressivement ; ce processus aboutit le 5 avril 2012, soit moins de trois semaines avant le premier tour des élections présidentielles, à la signature de la convention constitutive du GIP Mission du Centenaire³⁵. Cette date – juste avant une possible alternance politique – explique en partie la suspicion qui va faire de la Mission « une mine dérivante de l'ancien système³⁶ ». Cette méfiance ira même jusqu'à hypothéquer, dans un premier temps, sa survie. Avant la remise du « rapport Zimet » déjà, en ce qui concerne plus directement le conseil scientifique, décision avait été prise d'en confier la présidence à Antoine Prost, qui avait accepté et réfléchi dès juin 2011, en étroite concertation avec Joseph Zimet, à la liste des membres du futur conseil. C'est en binôme qu'ils se mettent d'accord sur les 35 noms des personnalités devant constituer celui-ci³⁷.

Cependant, il faudra attendre la première réunion du conseil d'administration de la Mission du Centenaire, le 17 avril 2012, pour qu'Antoine Prost soit définitivement confirmé dans ses fonctions de président du conseil scientifique³⁸. Par la suite, au mois de mai, le processus d'invitation est lancé. L'ensemble des « personnalités qualifiées » invitées répond favorablement ; à partir de l'été 2012, le dispositif est ainsi en place. Il ne reste qu'à le faire vivre, notamment en donnant une interprétation opérationnelle aux attributions définies par la convention constitutive dont le périmètre n'est toujours pas fixé de manière précise, même si l'on a gagné en clarté par rapport au rapport de préfiguration, en particulier en ce qui concerne le rôle politico-mémoriel du conseil : là où, dans le « rapport

33 Ces rapports sont consultables en ligne à partir du site internet vie-publique.fr (onglet « Ressources », puis « Rapports »).

34 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

35 Arrêté du 5 avril 2012 portant approbation du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale – 1914-2014 », *Journal officiel de la République française*, 11 avril 2012.

36 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

37 *Ibid.* ; voir aussi l'entretien avec Antoine Prost (15 mai 2018).

38 L'article XX de la convention constitutive de la Mission prévoit que le président du conseil scientifique est nommé par le président du groupement, sur proposition du directeur général, après avis du conseil d'administration (voir annexe).

Zimet », le conseil devait « donner sens » aux commémorations, procéder à une « lecture politique et mémorielle », il est maintenant seulement censé émettre « des avis » et « débattre de toute question relative à l'organisation du programme commémoratif »³⁹, une formule certes moins ambitieuse, mais au demeurant plus réaliste s'agissant de ce qu'un conseil scientifique peut apporter sans sortir de son rôle. Il n'empêche : cette question du poids du conseil sur les politiques mémorielles a été l'une des questions qui s'est régulièrement invitée dans ses débats, souvent d'ailleurs pour aboutir au constat fataliste d'une non-prise en compte des recommandations émises préalablement. Avant de décrire de manière chronologique les différents événements qui ont façonné, à la faveur des cinq ans de commémorations, le rôle du conseil scientifique, ses actions concrètes, les différentes polémiques, il est important de peindre un portrait sociologique dudit conseil, et de proposer une photographie de ses fonctions, tout comme de son fonctionnement. Nous reviendrons ensuite à une perspective diachronique.

SOCIOLOGIE DU CONSEIL SCIENTIFIQUE

En analysant la liste des membres du conseil au fil du Centenaire, on est d'emblée amené à constater une indéniable stabilité : de 35 membres en 2012 (en comptant son président et le directeur général de la Mission, qui est membre de droit du conseil⁴⁰), le conseil est certes passé à 39 membres en 2019, mais parmi ceux-là, 32 étaient présents depuis 2012, soit une très large majorité⁴¹. La physionomie

39 *Ibid.*

40 *Ibid.*

41 En septembre 2012, la composition du conseil est la suivante : Antoine Prost (président, PR émérite, Paris I, année de naissance : 1933) ; Jean-Paul Amat (PR, Paris IV, 1949) ; Stéphane Audoin-Rouzeau (DE, EHESS, 1955) ; André Bach (général, ancien directeur du SHD, 1943-2017) ; Annette Becker (PR, Paris 10, 1953) ; Alain Bergounioux (IGEN, 1949) ; Rémy Cazals (PR émérite, Université de Toulouse, 1942) ; Jean-François Chanet (PR, IEP Paris, 1962) ; François Cochet (PR, Université de Metz, 1954) ; Olivier Forcade (PR, Paris IV, 1964) ; Robert Frank (PR émérite, Paris I, 1944) ; Frédéric Guelton (colonel, ancien chef du département de l'armée de Terre du SHD, 1953) ; David Guillet (conservateur général, Musée de l'Armée, 1957) ; Valérie Hannin (agrégée, rédactrice en chef de *L'Histoire*, 1957) ; John Horne (PR, Trinity College Dublin, 1949) ; Élise Julien (MCF, IEP Lille, 1976) ; Gerd Krumeich (PR émérite, Université de Düsseldorf, 1945) ; Yves Le Maner (directeur de la mission « Histoire, mémoire et commémorations » au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, 1954) ; André Loez (agrégé et docteur en histoire, professeur en CPGE et chargé de cours à l'IEP Paris, 1977) ; Agnès Magnien (conservatrice en chef, directrice des AN, 1966) ; Bernard Maris (PR, Paris 8, conseiller scientifique de la Mission du Centenaire, 1946-2015) ; Raphaël Muller (conseiller, ministère de l'Éducation nationale, 1979) ; Isabelle Neuschwander (conservatrice

du conseil n'a donc pas été modifiée en profondeur au fil des années. 3 membres « fondateurs » ont quitté le Conseil pour différentes raisons⁴² ; 7 autres ont été cooptés à différents moments, notamment en septembre 2015, où l'élargissement le plus sensible s'est opéré⁴³. Le seul renouvellement régulier tout au long du Centenaire concerne les représentants de l'Inspection générale de l'Éducation nationale⁴⁴.

Avant d'analyser l'action et le fonctionnement du conseil scientifique, quelques remarques relatives à sa sociologie s'imposent. Si le « rapport Zimet » avait déjà défini quelques critères – déjà cités – devant présider à la composition du conseil (caractère international, transdisciplinaire, transhistoriographique), d'autres s'y ajoutent rapidement : il s'agit de l'équilibre hommes/femmes, de l'équilibre Paris/province ainsi que d'un critère générationnel, c'est-à-dire l'idée d'inclure « de jeunes chercheurs »⁴⁵. Il paraît pertinent de partir de ces six orientations pour dresser le portrait du conseil en s'interrogeant notamment sur les évolutions qu'il a pu connaître, sur ces différents points, entre 2012 et 2019.

26

générale, ancienne directrice des AN, 1958) ; Philippe Nivet (PR, UPJV, 1967) ; Nicolas Offenstadt (MCF, Paris I, 1967) ; Marie-Noëlle Polino (secrétaire générale et scientifique, AHICF, 1961) ; Stéphanie Prezioso (PR, Université de Lausanne, 1969) ; Anne Rasmussen (MCF, Université de Strasbourg, 1963) ; Hew Strachan (PR, All Souls College Oxford, 1949) ; Valérie Tesnière (conservatrice générale, BDIC, 1959) ; Laurent Veyssière (conservateur en chef, DMPA, 1969) ; Arndt Weinrich (chargé de recherche, Institut historique allemand, 1979) ; Jay Winter (PR émérite, Université de Yale, 1945) ; Laurent Wirth (IGEN, 1949) ; Joseph Zimet (directeur général, MdC, 1973). Bien que son appartenance au conseil ne soit définie nulle part, le directeur adjoint de la Mission peut, lui aussi, être considéré, de par sa présence régulière et ses prises de parole, comme un membre *de facto* du conseil scientifique. En 2012, et jusqu'en 2015, ce poste était occupé par David Zivie. Ses successeurs ont été Alexandre Lafon (2015-2016) et Laurent Veyssière (2016-2019). Nous n'avons cependant pas comptabilisé le directeur général adjoint dans les différentes analyses qui suivent à moins qu'il ne soit, comme Laurent Veyssière, également membre de droit du conseil.

42 Alain Bergounioux a quitté le conseil au moment de son départ en retraite (2015), Bernard Maris s'est retiré en 2013 et André Bach est décédé en 2017.

43 Emmanuelle Cronier (MCF, UPJV, 1971) a rejoint le conseil au début de 2013. Les nouveaux arrivants en septembre 2015 sont Olivier Barbarant (IGEN, 1966), Nicolas Beaupré (MCF, Université de Clermont-Ferrand, 1970), Laurence Campa (PR, Paris 10, 1967), Michel Hagnerelle (IGEN, 1954), Benjamin Gilles (conservateur du patrimoine, BDIC, 1978) et Manon Pignot (MCF, UPJV, 1978).

44 Ainsi se sont relayés Alain Bergounioux (2012-2015), Michel Hagnerelle (2015-2017), François Louveaux (2017-2018) et Jérôme Grondeux (2018-2019), Laurent Wirth, doyen du groupe « Histoire-géographie » de l'IGEN jusqu'en 2012 (membre du conseil 2012-2019) et Olivier Barbarant (groupe « Lettres » de l'IGEN, membre du conseil 2015-2019) complétant le groupe des inspecteurs généraux de l'Éducation nationale.

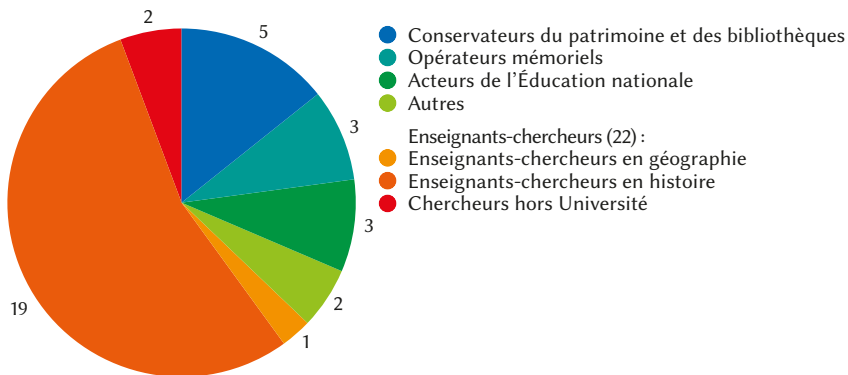
45 Compte rendu de la première réunion du conseil d'administration de la Mission du Centenaire, 17 avril 2012.

L'ouverture internationale a d'emblée été réalisée par l'intégration d'historiens étrangers. Ainsi, 6 historiennes et historiens étrangers ont fait partie du conseil dès son origine. Il s'agit de John Horne, Hew Strachan et Jay Winter (représentant tous trois, aussi bien par leur nationalité que leurs affiliations institutionnelles, la recherche anglo-saxonne), de Gerd Krumeich et d'Arndt Weinrich, qui représentent l'historiographie allemande, et de l'historienne suisse Stéfanie Prezioso. Outre la maîtrise d'historiographies non françaises de la guerre de 14-18, ils ont tous apporté une sensibilité d'histoire transnationale et/ou comparative déjà portée par de nombreux membres français du conseil. Afin de prendre la mesure de l'ouverture internationale du conseil, il convient de le comparer, sur ce point précis, avec d'autres instances scientifiques consultatives ayant vu le jour pendant le Centenaire avec pour objectif de servir d'appui aux autorités publiques en matière de définition des politiques mémorielles. Or, à ce titre, le verdict est sans ambiguïté : ni le Historical Advisory Board de la US World War One Centennial Commission, ni le comité scientifique consultatif du Comité d'organisation fédéral belge, ni le Centenary Advisory Board du Department for Digital, Culture, Media & Sport servant d'opérateur mémoriel au gouvernement britannique ne comprennent ne serait-ce qu'un seul historien/spécialiste étranger. À l'échelle du conseil se vérifie donc ce qui était bien visible à une plus large échelle pendant tout le Centenaire, c'est-à-dire que la France est sans doute le pays dont l'engagement en faveur de l'internationalisation des commémorations a été le plus important.

L'importance de cette ouverture internationale est plus manifeste encore quand on la compare à la place des universités de province, moins importante. En 2012, 5 membres du conseil représentent des institutions situées en dehors de la région parisienne (il s'agit des universités d'Amiens, de Metz, de Toulouse et de Strasbourg ainsi que de l'IEP de Lille). À bien des égards, et en forçant le trait, on pourrait donc dire que le conseil, dans sa composition de 2012, est d'abord parisien et international avant d'être ancré en région, cette dernière dimension n'arrivant qu'après les deux autres en matière de représentation au sein du conseil⁴⁶.

46 Entre 2012 et 2019, avec l'arrivée de Nicolas Beaupré (Clermont-Ferrand) et de deux chercheuses de l'université d'Amiens (UPJV), Emmanuelle Cronier et Manon Pignot, les universités non parisiennes ont (légèrement) gagné en poids, l'UPJV devenant même l'université la mieux représentée au sein du conseil (3 membres), *ex aequo* avec l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, cette dernière étant, en revanche, représentée par un seul chercheur en activité (Nicolas Offenstadt), alors que tous les représentants de l'UPJV (Emmanuelle Cronier, Philippe Nivet, Manon Pignot) sont loin d'atteindre l'âge de la retraite.

En ce qui concerne la volonté d'interdisciplinarité et d'intégration de tous les métiers liés à l'histoire de la Première Guerre mondiale, le conseil scientifique tel qu'il s'est réuni pour la première fois en septembre 2012 a le visage suivant :



28

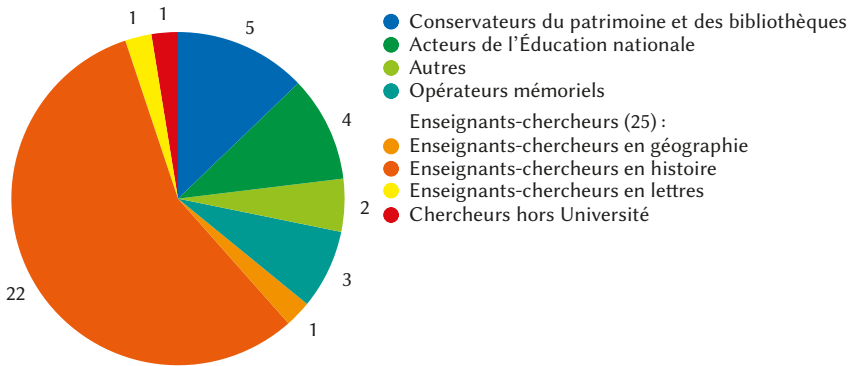
1. Composition par métier du conseil scientifique en septembre 2012

On constate certes le poids important des chercheurs spécialistes de la Grande Guerre, avec 22 membres sur 35 et, à l'intérieur de ce groupe, l'importance des historiens universitaires⁴⁷, mais il apparaît tout aussi nettement que les « personnalités qualifiées » et, au premier chef, les conservateurs du patrimoine (filière archives et musées) occupent une place non négligeable, ceci d'autant plus que tous les membres du conseil entrant dans cette catégorie ont une expérience de direction et de gestion de projets très importante, tendant à accentuer leur poids pour toute question non historiographique⁴⁸.

L'équilibre dessiné par le graphique précédent n'est guère remis en question par les fluctuations des membres du conseil au cours du Centenaire évoquées plus haut. Malgré l'afflux de nouveaux membres, le schéma global reste remarquablement stable.

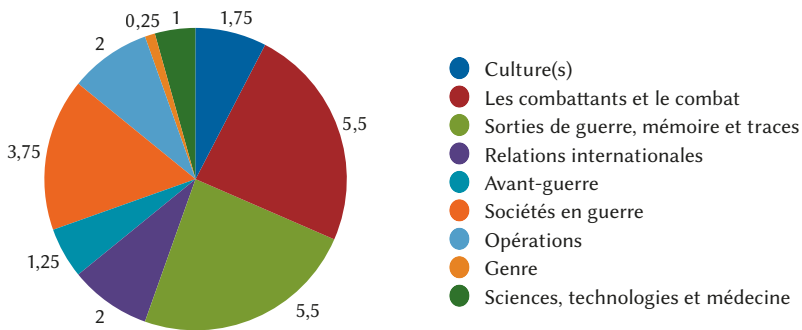
47 Le nombre des historiens universitaires (19) n'est pas à confondre avec le nombre total d'historiennes et d'historiens au sein du conseil. Le critère retenu étant l'affiliation institutionnelle, le nombre d'historiens au conseil dans son sens large est en fait plus important. Ainsi, les deux chercheurs non universitaires (André Bach et Frédéric Guelton) sont aussi bien des historiens de formation que les représentants de l'Éducation nationale ou encore Yves Le Maner, qui a été classé dans la catégorie des opérateurs mémoriels du fait de sa charge de directeur de la mission « Histoire, mémoire, commémorations » au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

48 Isabelle Neuschwander et Agnès Magnien ont dirigé les Archives nationales; Valérie Tesnière dirige La Contemporaine (ex-BDIC); David Guillet était directeur adjoint du Musée de l'Armée avant de passer à la BnF; Laurent Veyssière était responsable de l'action culturelle de la DMPA avant de passer à la Mission du Centenaire, dont il est devenu le directeur général adjoint.



2. Composition par métier du conseil scientifique en juin 2019

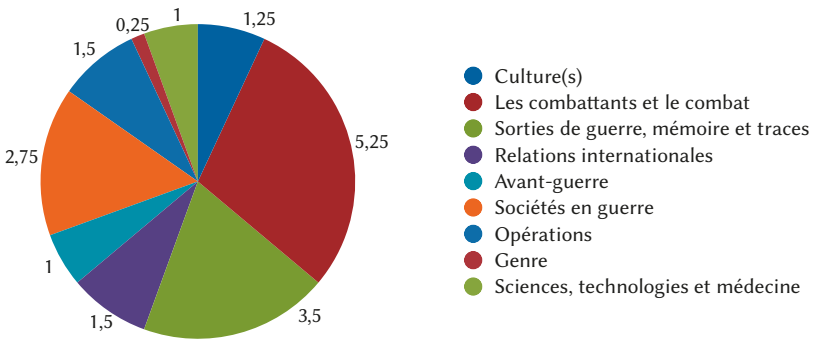
En ce qui concerne les sensibilités historiographiques – le troisième critère –, le « classement » des membres du conseil en fonction de leurs centres d'intérêt, en 2012 puis en 2019, est donné par les graphiques suivants⁴⁹ :



3. Centres d'intérêts des membres du conseil scientifique (2012)

49 Le codage des membres du conseil s'est fait à partir de la taxinomie thématique élaborée par le groupe de travail. Ont été pris en compte tous les membres témoignant d'une production scientifique relative à la Grande Guerre, y compris, donc, les membres classés en raison de leur affiliation institutionnelle dans d'autres catégories que celle des « Enseignants-chercheurs » et « Chercheurs hors Université » spécialistes de la Grande Guerre (voir graphique précédent). C'est le cas, par exemple, de Bernard Maris et d'Yves Le Maner, intégrés parmi les « Opérateurs mémoriels » mais qui, tout comme les conservateurs Laurent Veyssière et Benjamin Gilles, sont les auteurs d'une importante production scientifique sur 14-18. Compte tenu de l'étendue et de la richesse de l'œuvre de bon nombre de membres du conseil qu'il est impossible de réduire à une, voire à deux catégories thématiques, jusqu'à quatre « valeurs » ont été attribuées par personne, la « valeur » totale par personne étant toujours égale à 1. Un collègue ayant essentiellement travaillé sur la littérature de guerre a donc augmenté la valeur de la catégorie « Culture(s) » de 1, alors qu'un collègue s'inscrivant dans quatre champs thématiques a compté pour 0,25 dans chacun d'entre eux.

Avec « Les combattants et le combat », dont les deux sous-catégories les plus importantes sont sans surprise « Expérience de guerre » et « Refus et contestation »⁵⁰, « Sorties de guerre, mémoire et traces »⁵¹ et « Sociétés en guerre », ce sont les trois champs effectivement au cœur du renouvellement historiographique depuis les années 1990 qui ont été les mieux représentés. Les champs traditionnels, ceux de l'histoire des opérations, des origines de la guerre, et des relations internationales, sont représentés, mais ne jouent pas un rôle de premier plan. En cela, la composition du conseil scientifique est donc représentative du champ historiographique « Grande Guerre » dans son ensemble, tout au moins dans les grandes orientations, puisque par rapport à l'ensemble de l'historiographie française⁵², la catégorie « Les combattants et le combat » semble sous-représentée. À ce titre, une analyse des centres d'intérêts des seuls membres français du conseil est intéressante dans la mesure où elle illustre le poids des étrangers dans l'équilibre entre les trois catégories thématiques « Les combattants et le combat », « Sorties de guerre, mémoire et traces » et « Société en guerre ». Le fait d'enlever les historiens étrangers fait nettement émerger « Les combattants et le combat » comme centre d'intérêt le plus important :



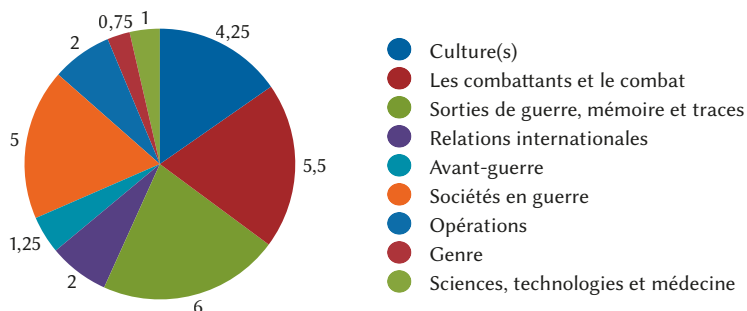
4. Centres d'intérêt des membres français du conseil (2012)

50 « Expérience de guerre » compte pour 2,5 en 2012 et pour 3 en 2019 ; « Refus et contestation » pour 2,5 en 2012 et pour 2 en 2019 (les 0,5 points restant entrant dans la sous-catégorie « Impact sur l'environnement / Paysage »).

51 À l'intérieur de cette catégorie, c'est « Mémoires et commémorations » qui arrive largement en tête, avec un score de 3,25 en 2012 et 3,75 en 2019. Les autres sous-catégories sont « Sorties de guerre » (1 en 2012/2019), « Environnement / Paysage » (0,5 en 2012/2019) et « Traités de paix » (0,75 en 2012/2019). Il convient de noter que le score de la catégorie « Sorties de guerre, mémoire et traces » en général, et celui de la sous-catégorie « Mémoires et commémorations » également, auraient été bien plus importants encore si la littérature de guerre, qui a évidemment une forte dimension mémorielle, avait été, ne serait-ce qu'en partie, comptabilisée ici. Mais le choix a été fait de l'intégrer intégralement dans la catégorie « Culture(s) ».

52 Voir par exemple, *infra*, l'analyse que fait Simon Catros de la recherche doctorale depuis les années 1980.

La comparaison des années 2012 et 2019 ne présente que peu d'intérêt, le poids relatif des différentes thématiques n'évoluant pas d'une manière pouvant s'expliquer autrement que par des facteurs contingents. Il n'y a qu'une exception à cette règle, c'est le poids de la catégorie « Culture(s) » qui sort largement renforcée de l'élargissement du conseil en 2015, avec l'arrivée d'Olivier Barbarant, Nicolas Beaupré, Laurence Campa et Benjamin Gilles qui s'intéressent tous à la littérature de guerre. Il s'agit là d'un choix assumé d'accroître l'expertise du conseil en la matière.



5. Centres d'intérêt des membres du conseil scientifique (2019)

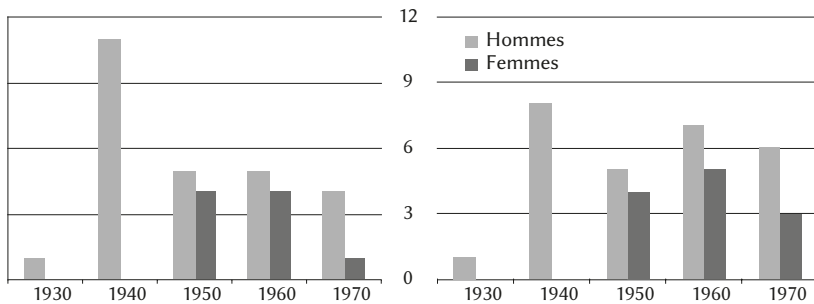
Une réflexion portant sur les sensibilités historiographiques des membres du conseil ne peut cependant se limiter à l'analyse des centres d'intérêt des uns et des autres. La notion de « sensibilité » renferme celle d'interprétation historiographique et est à ce titre une allusion à la controverse dite du « consentement » et de la « contrainte », qui a joué un rôle structurant pour l'ensemble du champ historiographique français de la guerre de 14-18 – et même au-delà – dans les années 2000. Compte tenu de l'institutionnalisation qu'a connue cette controverse, la question de la représentation des différents courants historiographiques s'est *de facto* résumée à celle de trouver un équilibre entre les historiennes et historiens de l'Historial de la Grande Guerre (ou plus précisément du Centre international de recherche de l'Historial de Péronne) et les membres du Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 14-18 (CRID 14-18). C'est sans aucun doute cette question qui a été la plus difficile à trancher dans le processus de composition du conseil, différents arbitrages ayant débouché sur une liste « pesée au trébuchet⁵³ ». Au final, 5 membres du CRID 14-18 et 8 membres du CIRHGG ont intégré le conseil en 2012, respectivement 4 et 4 en ne tenant pas compte des étrangers, de toute façon moins impliqués dans une controverse perçue largement comme franco-française.

53 Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

On peut donc dire qu'il y a une sorte de parité, même si, par la suite, avec l'élargissement du conseil en 2015, le centre de gravité s'est déplacé en faveur de Péronne, à un moment, cependant, où la controverse avait de toute façon largement perdu son caractère structurant. L'intégration des deux « écoles » et la volonté de composer un conseil susceptible de fonctionner malgré les tensions interpersonnelles très fortes est révélatrice d'une volonté de disposer d'un conseil scientifique opérationnel dont le caractère « œcuménique » pouvait désamorcer des polémiques qui auraient pu contaminer les commémorations. Il y a là une sensibilité historiographique doublée d'un calcul politique, qui a poussé la Mission du Centenaire à aller assez loin dans la recherche d'un équilibre historiographique : au-delà de la composition du conseil même, la composition de l'équipe opérationnelle de la Mission a été guidée par ce même souci, avec le recrutement de deux historiens appartenant chacun à l'une des deux tendances, en l'occurrence Damien Baldin et Alexandre Lafon⁵⁴.

32

Si la solution retenue pour l'apaisement des clivages historiographiques a donc été celle de la parité, ceci fut loin d'être le cas, en revanche, pour l'équilibre hommes/femmes ainsi que pour la représentation de la jeune recherche. Les graphiques suivants donnent une idée assez précise de l'état des choses en ce qui concerne ces deux dernières orientations :



6. Membres du conseil (hommes/femmes) par décennie de naissance en 2012 (à gauche) et en 2019 (à droite)

Le premier constat qui s'impose est celui de l'absence de parité. Ainsi, en 2012, on ne compte que 9 femmes face à 26 hommes. La situation est particulièrement déséquilibrée pour les membres du conseil nés entre 1940 et 1949, 11 hommes se retrouvant littéralement seuls autour de la table. Comme il s'agit là de la cohorte la plus importante, ce déséquilibre pèse lourd sur le ratio hommes/femmes global. En ce qui concerne les années de naissances 1950-1959 et 1960-1969, la situation

54 Entretiens avec Alexandre Lafon (19 juin 2018), Damien Baldin (23 octobre 2018) et Joseph Zimet (26 juin 2018).

se présente sous un jour plus équilibré, puisqu'on a une situation de quasi-parité (5:4 pour les deux groupes). En revanche, pour la cohorte d'âge la plus jeune (et la moins nombreuse en 2012 avec 5 membres, Joseph Zimet inclus), les années de naissance 1970 à 1979, l'on constate de nouveau un déséquilibre plus important (4:1)⁵⁵. De manière générale, on peut dire que l'internationalisation du conseil a renforcé le déséquilibre hommes/femmes, puisque au sein du groupe des historiens étrangers la surreprésentation masculine a été plus importante (5:1) que dans le groupe des membres français (21:8).

En regardant l'évolution du conseil en ce qui concerne la composition par groupe d'âge et le ratio hommes/femmes entre 2012 et 2019, on arrive aux conclusions suivantes : premièrement, on constate une légère féminisation des membres du conseil (27:12). Celle-ci s'explique, d'une part, par la diminution du nombre de membres nés entre 1940 et 1949, d'autre part, par une politique de cooptation plus paritaire, puisqu'en ce qui concerne les nouveaux entrants depuis 2013, il y a parité (3:3), si l'on ne compte pas les membres *ex officio*, les doyens du groupe « Histoire-géographie » qui se sont relayés au conseil et qui ont tous été des hommes.

Le deuxième constat est celui d'un rajeunissement relatif. Le groupe d'âge le plus important numériquement en 2012, les membres nés entre 1940 et 1949, passe à la dernière place (abstraction faite, bien sûr, du groupe des membres nés entre 1930 et 1939, qui est représenté par le seul Antoine Prost). À la fin du Centenaire, la cohorte d'âge la plus importante en termes d'effectifs est celle composée par les années de naissance 1960-1969 (12 membres) et le groupe qui a progressé le plus est celui dont les membres sont nés entre 1970 et 1979, qui passe de 5 à 9 membres. À ce développement correspond la montée en puissance des maîtres de conférences (et équivalents). Alors qu'ils étaient 4 face à 17 professeurs des universités/directeurs et directrices d'études (pour ne compter que les universitaires), ils sont 7 (face à toujours 17 professeurs des universités/directeurs et directrices d'études) en 2019.

FONCTIONS ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA MISSION DU CENTENAIRE

L'attribution principale du conseil scientifique de la Mission du Centenaire est définie par la convention constitutive du 5 avril 2012, qui prévoit, nous l'avons souligné, que le conseil scientifique émet « des avis » et « débat de toute question relative au programme des commémorations ». La fonction mise en avant ici

55 Sur ces questions de rapport entre classe d'âge et sex-ratio, voir aussi *infra* la contribution de Franziska Heimburger.

consiste à conseiller la politique mémorielle élaborée par l'opérateur mémoriel qu'est la Mission du Centenaire. Cette mission a été réalisée à travers différentes notes produites par le conseil scientifique à différents moments. Au-delà de ce rôle, dont il conviendra par ailleurs d'évaluer la portée, le périmètre d'action du conseil s'est construit progressivement, notamment autour du processus de labellisation qui a vite émergé comme un deuxième champ d'action essentiel et structurant : tous les projets demandant le label du Centenaire ont en effet été expertisés par le conseil scientifique avant que la décision définitive d'octroi (ou non) de ce label ne soit prise par le comité de labellisation, comité où la voix du conseil scientifique était d'ailleurs bien représentée, puisque le président du comité de labellisation n'était autre que le président du conseil scientifique.

34

Face à ces deux domaines d'action, qui seront au cœur de notre propos, d'autres activités du conseil ont été d'une importance bien moindre, voire négligeable : c'est le cas notamment de la production de contenus pour le site internet de la Mission (ou au moins pour l'espace scientifique de ce dernier), qui avait initialement été envisagée comme l'une des missions du conseil, l'opérateur souhaitant être accompagné d'un « conseil scientifique producteur⁵⁶ ». Si de nombreux membres ont pu produire des textes qui ont été publiés sur www.centenaire.org, le conseil dans son ensemble ne s'est pas du tout approprié l'espace scientifique du site et n'a pas joué le rôle d'animateur actif qu'on aurait pu imaginer et qui, de fait, avait été imaginé dans les premières discussions au sein du conseil⁵⁷. Si le site web de la Mission a bien réussi son pari de s'installer au cœur de la dynamique française du Centenaire sur Internet⁵⁸, ceci s'est donc fait sans que le conseil y joue un rôle d'importance. Cette absence d'ambition s'explique sans doute par les multiples engagements des membres du conseil en dehors du cadre de la Mission, mais aussi, nous allons y revenir, par la relative faiblesse des moyens consacrés au fonctionnement du conseil scientifique.

Un constat similaire s'impose lorsque l'on analyse l'action scientifique menée par le conseil *stricto sensu* : alors que la question de savoir quelle impulsion le conseil pouvait donner à la recherche « Grande Guerre » a été soulevée dès la première réunion du conseil⁵⁹, celui-ci peine à développer une activité en ce sens et abandonne même *expressis verbis* toute idée d'un grand projet de recherche

56 Compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 janvier 2013, p. 10 (voir annexe).

57 *Ibid.* Voir aussi l'entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

58 Voir *infra* la contribution de Frédéric Clavert.

59 Voir le compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 20 septembre 2012, notamment la prise de parole d'Olivier Forcade, p. 7-8 (voir annexe).

porté par la Mission du Centenaire dès septembre 2014⁶⁰. Ainsi, en dehors du grand colloque international « Les batailles de 1916 » qui s'est tenu du 22 au 25 mai 2016 à Paris⁶¹, et qui est le résultat d'une initiative du conseil scientifique, aucun projet collectif porté par le conseil n'a vu le jour. Cet état de fait n'a pas empêché la Mission du Centenaire, il est important de le souligner, de jouer un rôle de facilitateur et d'inspirateur de recherches sur la Grande Guerre et sa commémoration, en signant des conventions avec différents acteurs de la recherche universitaire et extra-universitaire⁶². Certes, un certain nombre de ces coopérations ont pu être présentées et discutées devant le conseil – c'est le cas, par exemple, de l'Observatoire du Centenaire, qui a fait l'objet d'une discussion au cours de la réunion du 12 mai 2014, ou, nous l'avons dit, du présent ouvrage, dont le concept a été validé à l'occasion de la réunion du 28 avril 2017 – mais il s'agit là d'une discussion/validation de projets impulsés par la Mission ou construits bilatéralement avec d'autres partenaires et aucunement de projets portés, à l'origine, par le conseil lui-même.

Avant d'aborder dans le détail les notes produites par le conseil en vue d'orienter les autorités politiques, ainsi que le processus de labellisation, quelques remarques relatives à son fonctionnement permettent de comprendre l'organisation de son action.

Fonctionnement et organisation du conseil scientifique

Le fonctionnement du conseil repose sur différents piliers qui concourent à la construction d'une position commune et, ensuite, à son expression : en premier lieu, les réunions plénières (trois par année, en vertu de la convention constitutive) ont été des moments d'échanges et de débat privilégiés et ont servi à préparer et/ou à valider les initiatives prises par le conseil. Au total, entre 2012 et 2019, le conseil s'est réuni quatorze fois : une fois en 2012, trois fois en 2013, deux fois en 2014, quatre fois en 2015 (dont deux fois pour préparer le colloque consacré aux batailles de 2016), une fois en 2016, deux fois en 2017 et une fois en 2018. On peut même considérer un total de seize réunions en comptant une « réunion de crise » au plus fort de l'« affaire Pétain » en novembre 2018, sur laquelle nous aurons à revenir, et la réunion avec le président de la République organisée le 9 novembre 2018 à Péronne.

60 Voir le compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 septembre 2014, version courte, p.4 (en annexe).

61 Alexandre Lafon (dir.), *Les Batailles de 1916*, Paris, SUP, 2018. Voir également la contribution d'Elisa Marcobelli dans ce volume.

62 Voir *infra* la contribution de Simon Catros.

Tableau 1. Les réunions plénières du conseil scientifique

Date	Lieu	Ordre du jour
20/9/2012	BnF	Réunion inaugurale; le « rapport Zimet » ; organisation du travail du conseil
29/1/2013	Ministère de la Défense	Organisation du travail du conseil ; les commémorations de 2014
26/6/2013	BnF	Point sur le programme commémoratif 2014 et la labellisation
7/11/2013	Musée Clemenceau	Bilan de la première vague de labellisations
12/5/2014	Hôtel des Invalides	Bilan de la deuxième vague de labellisations ; perspectives sur les suites de la commémoration de la Première Guerre mondiale (2015-2018)
29/9/2014	Hôtel des Invalides	Note sur le génocide de 1915 ; suite des commémorations (2015-2018) ; état de l'historiographie de la guerre
20/4/2015	Mission du Centenaire	Point sur les labellisations 2014 et 2015 ; l'année 2016 : Verdun et la Somme
26/5/2015	Mission du Centenaire	Colloque « Les batailles »
30/6/2015	Mission du Centenaire	Colloque « Les batailles »
9/11/2015	Mission du Centenaire	Point sur les labellisations de 2015 ; colloque « Les batailles »
4/11/2016	BnF	Les commémorations de l'année 2017 ; note sur les mutineries
28/4/2017	Mission du Centenaire	Les commémorations de l'année 2018 ; bilan scientifique du Centenaire
7/11/2017	Siège de l'Union nationale des combattants	Point sur le programme commémoratif 2018 ; labellisations 2018
31/5/2018	Mission du Centenaire	Les commémorations de l'année 2018 ; note sur la fin de la guerre
8/11/2018	Mission du Centenaire	Déclarations du président de la République au sujet du maréchal Pétain
9/11/2018	Mairie de Péronne	Échange avec le président de la République

36

Afin d'approfondir la réflexion sur différents aspects et d'honorer des missions spécifiques, le conseil a également été amené à se doter d'un certain nombre de commissions. Celles-ci peuvent être réparties en deux catégories : d'une part, des commissions *ad hoc*, d'une durée limitée, répondant à une demande précise ou étant chargées d'un projet spécifique, et, d'autre part, des commissions permanentes, fonctionnant du début jusqu'à la fin du cycle commémoratif et dont le rôle principal, contrairement aux ambitions de départ, est revenu au traitement des dossiers de labellisation.

Les commissions *ad hoc* ont été au nombre de trois. En septembre 2012, quelques jours après la réunion inaugurale du conseil et dans un contexte d'incertitude en ce qui concernait la « survie » administrative de la Mission du Centenaire depuis l'alternance de mai 2012, une première commission a été formée afin d'expertiser le « rapport Zimet », mission qui s'est conclue avec la rédaction d'une note remise aux autorités le 29 octobre 2012 (voir partie suivante).

Reprenant l'une des propositions du « rapport Zimet », à savoir « la mise en place d'une commission de réflexion sur la question des fusillés de la Première Guerre

mondiale⁶³ » et donnant suite à une lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants datée du 1^{er} août 2013, une commission a été constituée sous la présidence d'Antoine Prost, afin de rédiger un rapport devant proposer « un état des lieux complet⁶⁴ » sur la question des fusillés et sur ses enjeux mémoriels. Le travail de cette commission, dont les résultats seront évoqués plus précisément *infra*, a abouti à la remise du rapport *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, aussi appelé « rapport Prost », au début du mois d'octobre 2013.

Enfin, en novembre 2015, une commission chargée de la conception du colloque consacré aux batailles de 1916, mentionné *supra*, a été créée. Son travail s'est poursuivi au-delà de la tenue du colloque en mai 2016 jusqu'à la publication des actes en 2018⁶⁵.

Les commissions permanentes, créées en octobre 2012, complètent le dispositif. Elles ont été au nombre de six : commission « Commémorations » (présidée par Antoine Prost) ; commission « internationale » (présidée par Robert Frank) ; commission « Productions scientifique » (présidée par Stéphane Audoin-Rouzeau) ; commission « Productions culturelles » (présidée par Isabelle Neuschwander) ; commission « pédagogique » (présidée par Laurent Wirth) ; commission « Ressources et valorisation numérique » (présidée par Nicolas Offenstadt).

Initialement, il avait été envisagé que le travail de labellisation repose notamment sur les commissions « pédagogique », « Productions scientifiques » et « Productions culturelles », les commissions « Commémorations », « internationale » et « Ressources et valorisation numérique » devant jouer un rôle plus opérationnel⁶⁶. Ainsi, la commission « Commémorations » devait prolonger et préparer la réflexion du conseil en matière de politiques de mémoire. La commission « internationale », quant à elle, devait servir d'observatrice des commémorations à travers le monde et d'interface dans le cas d'éventuelles sollicitations étrangères. Enfin, la commission « Ressources et valorisation

63 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 20.

64 Lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens Combattants datée du 1^{er} août 2013, citée dans *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, rapport présenté au ministre délégué aux Anciens combattants par un groupe de travail animé par Antoine Prost, président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, 1^{er} octobre 2013, p. 35 (<https://www.vie-publique.fr/rapport/33530-quelle-memoire-pour-les-fusilles-de-1914-1918-un-point-de-vue-histoire>, consulté le 1^{er} août 2021).

65 Ont fait partie de la commission « Colloque » : Antoine Prost (président), Stéphane Audoin-Rouzeau, Nicolas Beaupré, Rémy Cazals, François Cochet, Frédéric Guelton, John Horne, Gerd Krumeich, Philippe Nivet, Nicolas Offenstadt et Jay Winter.

66 Voir le compte rendu de la réunion tenue le 29 janvier 2013.

numérique » devait « essentiellement » assurer la « tutelle scientifique » du site internet de la Mission du Centenaire tout en concourant à son alimentation⁶⁷. Force est de constater, cependant, que ce schéma organisationnel ne s'est jamais transformé en une quelconque réalité : si les commissions « internationale » et « Commémorations » ont pu, dans un tout premier temps, interpréter leur rôle dans un sens opérationnel, la première en jouant un rôle clé dans l'organisation d'un colloque sur les origines de la guerre à Sarajevo (colloque qui s'est finalement tenu à Paris, à l'UNESCO⁶⁸), la seconde en produisant un certain nombre de notes relatives aux commémorations de 2014⁶⁹, cet engagement ne s'est guère poursuivi. De fait, assez rapidement, toutes les commissions se sont cantonnées à l'évaluation des dossiers de labellisation.

38

Dans ce contexte, en matière de fonctionnement interne, il est important de noter qu'« évaluation » n'est pas synonyme de délibération et de prise de décision collective : une fois les critères de labellisation définis dans le courant de l'année 2013, la plupart des commissions ne se sont plus véritablement réunies, les membres ayant individuellement expertisé les dossiers relevant de leur compétence⁷⁰. *De facto*, on peut dès lors considérer que les commissions ont été un outil permettant, avant toute chose, la répartition de la charge du travail lié à la labellisation. Le fait que les nouveaux membres du conseil scientifique à partir de 2015 n'aient pas (ou alors pas systématiquement) été répartis sur les différentes commissions confirme par ailleurs leur importance toute relative.

Au-delà de la question de l'organisation interne du conseil se pose bien sûr celle de l'encadrement administratif et du suivi du travail du conseil par la Mission du Centenaire, qui n'est rien d'autre que la question des moyens mobilisés afin de faciliter le fonctionnement du conseil et son interaction avec l'opérateur mémoriel. Si de nombreux liens formels et informels existent entre la Mission et les membres du conseil, qui ont été associés de près au travail de la Mission, force est de constater que la gouvernance et le fonctionnement du conseil ont sans doute souffert de l'absence d'un secrétariat scientifique opérationnel existant de manière ininterrompue. En effet, sur ce plan, en raison sans doute des moyens limités (notamment en matière de personnel) dont pouvait disposer la Mission, un encadrement constant des activités du conseil a peiné à se mettre en place,

67 *Ibid.*, p. 7.

68 Il s'agit du colloque « Des Balkans au monde. Entrer en guerre, 1914-1918 : échelles globales et locales », Paris, 13-15 novembre 2014. Voir aussi l'entretien avec Robert Frank (9 mai 2019).

69 Voir par exemple les « Remarques de la commission “Commémorations” sur le tableau prévisionnel des événements », 4 avril 2013, archives de la Mission du Centenaire.

70 Voir les entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Robert Frank (9 mai 2019).

ce qui n'a pas été sans complexifier le suivi des différents dossiers liés au conseil, en amont et en aval des réunions plénières.

Les notes du conseil à l'intention des autorités publiques

Censé « émettre des avis » et débattre de toute question relative au programme commémoratif, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire a disposé de différents leviers lui permettant d'apporter un cadrage historique aux politiques mémorielles développées dans le contexte du Centenaire par les autorités publiques. L'un de ces leviers a été les notes qu'il a rédigées à différents moments de la période commémorative, avec pour objectif de proposer une vision concise et synthétique des enjeux historiographiques et mémoriels. Dans cette catégorie entrent à la fois les notes produites par le président du conseil scientifique, les notes rédigées par différentes commissions, notamment par celle, évoquée plus haut, chargée d'expertiser le « rapport Zimet », et les textes plus collectifs, signés par différents auteurs, mais ensuite lus, discutés et approuvés, parfois après modifications, par le conseil scientifique dans son ensemble. Toutes ces notes ont été relayées par la Mission du Centenaire auprès des autorités de tutelle et, plus important encore, auprès de la présidence de la République, où elles ont nourri, d'une part, la préparation des commémorations et, d'autre part, les discours présidentiels⁷¹.

L'objectif des paragraphes qui suivent est de porter une réflexion synthétique sur le processus de rédaction des notes produites durant les années 2012-2018 ainsi que sur leurs orientations historiographiques et mémorielles. Il s'agit essentiellement des notes suivantes :

- la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », datée d'octobre 2012, qui est issue du travail de la commission chargée d'expertiser le « rapport Zimet », composée d'Annette Becker, Valérie Tesnière, Jean-François Chanet, André Loez, Antoine Prost et Laurent Wirth⁷² ;
- la « Note pour le président de la République » rédigée en mars 2013 par Antoine Prost ;
- le bilan des recherches sur le génocide des Arméniens, à partir d'un texte d'Annette Becker et Raymond Kevorkian⁷³ ;

71 Entretiens avec Pierre-Yves Bocquet (29 janvier 2019) et Sophie Walon (1^{er} avril 2019).

72 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », octobre 2012. Toutes les notes citées ici figurent en annexe.

73 Annette Becker et Raymond Kevorkian, « Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches ».

- la « Note sur les commémorations de 1916 » datée d'avril 2015, à partir d'un texte rédigé par Antoine Prost ;
- la note « Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 » de décembre 2016, à partir d'un texte rédigé par André Loez⁷⁴ ;
- la note « Retour sur 1917, l'année terrible de la Grande Guerre » rédigée en décembre 2016 par Robert Frank⁷⁵ ;
- la note « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? » produite en juin 2018, rédigée initialement par John Horne et Nicolas Offenstadt, mais signée finalement par « Les membres du conseil scientifique de la Mission du Centenaire »⁷⁶.

40

S'inscrivant dans un contexte politique post-alternance, les deux premières notes répondent à des demandes explicites, celles des tutelles de la Mission – c'est le cas de la première, qui est commandée par le cabinet du ministre de la Défense, Jean-Yves Le Drian –, ou celles de l'Élysée pour la seconde. Le conseil scientifique s'exprime donc, dans un premier temps, parce que les autorités politiques sollicitent son expertise. En d'autres termes, le conseil est actionné, dans un contexte politique sur lequel nous reviendrons ci-après, mais ne prend pas l'initiative de proposer une lecture historique des commémorations. Dans un second temps, cependant, à partir d'un constat relativement négatif quant à la manière dont la parole scientifique a pu être entendue par les autorités politiques pendant la première phase du Centenaire⁷⁷, le conseil adopte une attitude plus active ; celle-ci consiste à anticiper et à préparer des notes portant sur des aspects considérés comme méritant une attention particulière de la part de l'État commémorateur, sans plus attendre une éventuelle sollicitation. À cet égard, la discussion autour de la nécessité ou non de produire une note sur le génocide des Arméniens, qui a lieu à l'occasion de la réunion plénière du 12 mai 2014, est significative, puisqu'elle voit émerger un consensus autour de l'idée d'une interprétation active du rôle du conseil, ainsi qu'une méthode. L'idée est alors de mandater des membres du conseil, en l'occurrence Annette Becker, pour produire un texte devant par la suite être relu et validé par l'ensemble du conseil. Il est frappant de constater que l'un des membres, sinon le membre du conseil qui se positionne le plus clairement

74 André Loez, « Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 ».

75 Robert Frank, « Retour sur 1917, l'année terrible de la Grande Guerre ».

76 « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? »

77 Voir les compte rendus des réunions du conseil du 12 mai et du 29 septembre 2014, notamment le second : le conseil partage le constat d'Antoine Prost selon lequel pour les cérémonies des 14 juillet, 3 août et 12 septembre 2014 « les avis du conseil scientifique de la Mission ont été diversement entendus par les pouvoirs politiques » et souligne « qu'il souhaite être davantage consulté » par ces derniers (voir annexe).

en faveur d'un rôle actif de celui-ci, est en fait le directeur général de la Mission du Centenaire, Joseph Zimet, qui souligne à différentes reprises l'importance de porter une parole scientifique la plus audible possible, en acceptant le risque que celle-ci ne soit pas suivie d'effet⁷⁸. Cela démontre, une fois de plus, la volonté d'être accompagnée par un conseil scientifique opérationnel qui a été celle de la Mission du Centenaire dès le début et qui correspond à une indéniable sensibilité historiographique d'une part, et d'autre part à un calcul politique qui comprend que le poids de l'opérateur mémoriel dans l'écosystème commémoratif ne peut que bénéficier de l'existence d'une instance consultative scientifique active à ses côtés.

Les étapes de ce fonctionnement se sont donc installées : 1) décision collective quant à la thématique traitée et au membre responsable de celle-ci ; 2) discussion et amendement d'un texte provisoire (que ce soit en réunion ou par voie de messagerie électronique) ; 3) validation collective du texte final. Ce *modus operandi* a été retenu pour l'élaboration des notes produites entre 2016 et 2018, à une exception près, celle de la note consacrée aux mutineries. En effet, celle-ci répond à nouveau à une commande des tutelles de la Mission du Centenaire, en l'occurrence du secrétariat d'État aux Anciens Combattants, qui souhaitait disposer d'une mise au point historique sur ce sujet sensible⁷⁹. C'est également une exception dans la mesure où, contrairement aux autres notes pour lesquelles le nom du rédacteur ou de la rédactrice a émergé au fil des échanges du conseil, la désignation d'André Loez – et donc d'un membre du CRID 14-18 très marqué dans la controverse « contrainte/consentement » – a eu lieu sans concertation préalable. Ce dernier point peut paraître anecdotique, le choix d'André Loez se justifiant pleinement par son statut de spécialiste reconnu des mutineries de 1917, mais force est de constater que l'absence de communication en amont sur la note dédiée aux mutineries a sans doute contribué aux tensions qui ont pu voir le jour lors de la réunion du conseil organisée le 4 novembre 2016 : celle-ci se singularise par un regain palpable de dissensions entre les représentants des deux « écoles », qui siégeaient pourtant côte à côte depuis 2012. La réapparition de lignes de fracture historiographiques a finalement été éphémère, et n'a pas entamé l'esprit cordial régnant d'ordinaire lors des réunions du conseil. Il n'empêche que le débat s'est poursuivi au-delà de la réunion plénière dans des échanges de courriels, parfois de manière assez violente, tous les acteurs regrettant au passage ce qui s'apparentait, par moments, à une reprise des hostilités. Au final, toute cette séquence a débouché sur une note retravaillée et modifiée ; celle-ci n'a pas, pour autant,

78 Voir le compte rendu de la réunion du 12 mai 2014 (version longue), archives de la Mission du Centenaire.

79 Compte rendu de la réunion du 4 novembre 2016, p. 4, archives de la Mission du Centenaire.

fait consensus au sein du conseil, ce qui explique la formule présentant la note comme ayant été rédigée « à la demande du conseil scientifique », mais sans faire mention – contrairement à la note sur le génocide de 1915 – d’une quelconque approbation collective. L’autre résultat de ce débat au sein du conseil a été la rédaction d’une deuxième note proposant un cadrage sur les enjeux mondiaux de « l’année terrible » de la Grande Guerre, rédigée par Robert Frank, et dont l’existence s’explique par la volonté du conseil de contrebalancer, en quelque sorte, le caractère nécessairement franco-français de la note sur les mutineries. L’idée des deux notes constitue une sorte de compromis émergeant au cours de la réunion du 4 novembre 2016⁸⁰, compromis permettant de répondre à la demande des tutelles de la Mission tout en restant fidèle à l’ambition de porter une voix historique s’affranchissant, dans la mesure du possible, des enjeux mémoriels nationaux.

42

Ce dernier point mérite d’être approfondi : en décortiquant les différentes notes produites par les membres du conseil pendant les années 2012-2018, on se rend compte que le fait d’ancrer l’histoire française de la Grande Guerre dans la dimension mondiale du conflit a représenté le principe structurant du discours historiographique porté par le conseil. Ainsi, il y a une vraie cohérence intellectuelle entre 1) la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », qui dispose, entre autres, que la dimension mondiale du conflit doit « commander le Centenaire » en évitant notamment « de réduire la guerre à un affrontement franco-allemand⁸¹ », 2) la « Note sur les commémorations de 1916 », qui rappelle que « toutes [les] batailles [de 1916] sont solidaires⁸² » et interdépendantes, et souligne l’importance de la mobilisation des empires coloniaux, que le « gigantisme » des batailles sur le front occidental, et notamment, en ce qui concerne les commémorations françaises, celui de la bataille de Verdun, risquerait d’occulter, 3) la note « Retour sur 1917, l’année terrible de la Grande Guerre », qui insiste sur des dynamiques mondiales, notamment la « lassitude des peuples », la révolution russe, l’entrée en guerre des États-Unis et la « mondialisation du conflit », et enfin 4) la note « Traités de paix 1919-1923 », qui souligne, d’une part, le fait que le 11 novembre 1918 n’est synonyme de fin des combats que sur le front occidental tout en insistant sur la difficile construction d’un nouvel ordre mondial et européen, et d’autre part évoque les enjeux mémoriels actuels liés aux traités de paix à l’échelle européenne. Même les deux notes consacrées au génocide des Arméniens et aux mutineries françaises de 1917 s’inscrivent dans cette logique : la première est un parfait exemple d’une thématique sans rapport direct avec l’histoire française qui est pourtant au cœur des préoccupations du conseil

80 *Ibid.*, p.6-13.

81 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », p. 1, 3.

82 « Note sur les commémorations de 1916 », p. 1.

scientifique ; la seconde, quant à elle, si elle est logiquement consacrée à un sujet sensible sur le plan de la mémoire nationale, s'efforce tout de même, ne serait-ce que brièvement, d'évoquer les différents cas nationaux de refus d'obéissance et de mutinerie, et de les inscrire ainsi dans un contexte européen et mondial.

La deuxième orientation transversale du discours historiographique porté par le conseil envisage la guerre de 14-18 comme guerre des sociétés : dès la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », il est ainsi souligné qu'il « est très important que cette dimension soit présente dès 2014⁸³ ». On retrouve cette préoccupation dans la note sur le génocide de 1915, dont le sujet est l'illustration la plus éclatante du fait que la distinction entre combattants et population civile devient artificielle, ou dans celle « sur les commémorations de 1916 », qui souligne la nécessité de faire en sorte que « les civils ne disparaissent pas dans les commémorations militaires⁸⁴ » de l'année 2016. La dernière note, en 2018, ouvre certes sur l'image des soldats retournant à la maison, mais elle n'oublie pas les « centaines de milliers de femmes actives derrière les lignes » qui furent dans une situation analogue, ou les civils morts ou déplacés, « victimes des sous-marins, du blocus naval et des famines, des occupations, du génocide arménien »⁸⁵, dont le souvenir est rapidement occulté par la mise en place d'une culture de mémoire centrée sur la figure du combattant. Partout, le conseil met en avant la nécessité d'adopter une lecture globale, celle d'une guerre mobilisant intégralement les sociétés des belligérants, ayant un impact global sur elles, aussi bien en métropole que dans les colonies.

Évaluer et expertiser. Le conseil scientifique et le label du Centenaire

L'idée de créer un label « Centenaire » avait été envisagée dès le « rapport Zimet »⁸⁶. Il s'agissait d'attribuer ce label aux initiatives dignes d'intérêt, qu'elles soient locales, régionales, nationales, voire internationales ; *via* ce processus de labellisation, ces projets ont figuré dans le programme officiel matérialisé *in fine* par les 1 500 pages, en quatre volumes, publiées au fil des commémorations par la Mission du Centenaire⁸⁷. Le Bicentenaire a ici servi d'inspiration : la réalisation artistique de Jean-Michel Folon – trois oiseaux tricolores – qui avait donné une

83 « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 », p. 2.

84 « Note sur les commémorations de 1916 », p. 1.

85 « Traités de paix 1919-1923. Quels sens, cent ans après ? », p. 2.

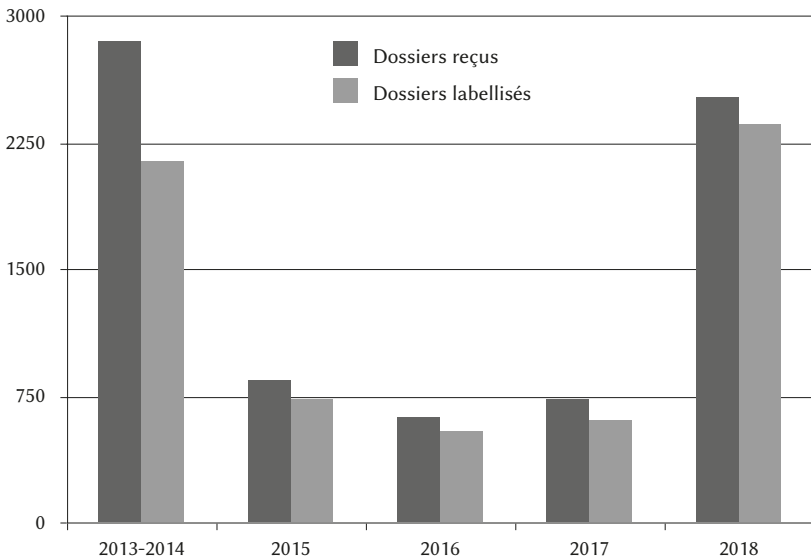
86 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 85.

87 2014, *centenaire de la Première Guerre mondiale*; 2014, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 2; 2016, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 3; 2018, *centenaire de la Première Guerre mondiale*, vol. 4, Paris, Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, respectivement 2013, 2014, 2016 et 2018.

identité visuelle aux différents projets commémoratifs a été utilisée comme base de réflexion pour créer un symbole pour le Centenaire. Le label et son logo ont ainsi permis de rattacher le foisonnement commémoratif du « Centenaire d'en bas », selon la formule consacrée, au « Centenaire d'en haut », mis en œuvre par la Mission du Centenaire. Les 7 414 demandes de labellisation reçues par la Mission ont débouché sur l'octroi de 6 303 labels (85 % des demandes). Cela témoigne non seulement de l'ampleur de la « vague Centenaire » dans les territoires, mais aussi d'une volonté, de la part des organisateurs des différents événements commémoratifs, de s'inscrire dans l'effort commémoratif national porté par la Mission du Centenaire. L'indéniable succès du label atteste donc du succès de la Mission, qui a su se mettre au cœur du Centenaire français en fédérant largement le Centenaire de l'État et celui des territoires⁸⁸.

44

L'analyse des projets soumis à la Mission du Centenaire nous apporte des informations essentielles : les quelques graphiques qui suivent donnent une idée assez précise de la chronologie ainsi que de l'implantation territoriale du Centenaire.



7. Projets labellisés/non labellisés par année (2013-2018)

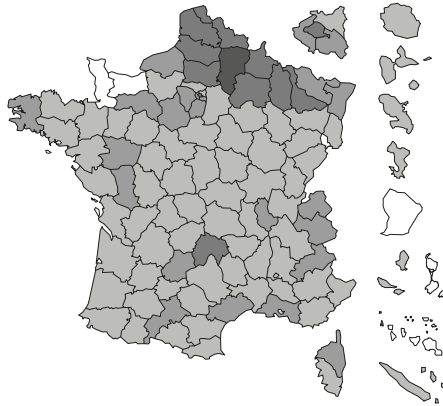
⁸⁸ En parallèle du présent bilan, la Mission du Centenaire a commandité toute une série d'autres évaluations de son action, notamment un bilan territorial : Nadia Wainstain, « Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale », juillet 2019, 458 p. Objectifs et méthodologies de ce bilan étant différents des nôtres, les résultats ne sont parfois pas exactement les mêmes. Le bilan territorial est cependant très riche d'enseignements pour comprendre l'interaction profonde entre le Centenaire « d'en haut » et le Centenaire « d'en bas ». (Voir https://web.archive.org/web/20210429111907/https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf, consulté le 1^{er} août 2021.)

Au-delà de l'anatomie générale du Centenaire qu'elle permet de dégager (voir *infra*, p. 46-47), la labellisation est essentielle à nos réflexions sur les acteurs scientifiques pendant le Centenaire, dans la mesure où l'expertise des milliers de dossiers a été, nous l'avons expliqué, confiée aux membres du conseil scientifique. Ainsi, à l'exception des projets de « tourisme de mémoire » qui ont été expertisés par la commission du même nom, composée de membres de l'équipe de la Mission et qui représentaient environ 1,5 % des projets soumis, tous les dossiers ont été examinés par les différentes commissions du conseil scientifique. Au vu de l'importance de l'outil de labellisation dans la gouvernance du Centenaire, mais aussi des milliers d'heures de travail que cette procédure représente, l'implication dans la labellisation a été le deuxième champ d'action structurant du conseil scientifique.

Avant de nous interroger sur les implications du choix de confier la tâche de labellisation au conseil scientifique, quelques remarques relatives au processus de décision global s'imposent. Celui-ci n'est en effet pas le même selon que les projets avaient caractère national ou international : ces derniers (959 au total) étaient directement envoyés à la Mission sans filtrage par un échelon intermédiaire ; les projets territoriaux, qui constituent l'écrasante majorité des projets soumis à la Mission, sont remontés à travers les comités départementaux du Centenaire (CDC), créés dès avril 2012⁸⁹, et les comités académiques du Centenaire (CAC), qui ont été formés, dès janvier 2013, autour de la nouvelle figure qu'est le référent académique « mémoire et citoyenneté ». Après un premier tri et l'élimination subséquente de dossiers ne paraissant pas suffisamment aboutis, ces comités ont fait remonter à la Mission un total de 4 367 et 2 088 dossiers respectivement, soit 87 % de toutes les demandes de labellisation, sur lesquels les différentes commissions du conseil scientifique sont ensuite intervenues. Après expertise par l'un des membres du conseil, tous les dossiers (nationaux, internationaux, CDC et CAC) passaient en comité de labellisation où la décision d'attribution ou non du label était prise. Pour les projets demandant une subvention, le cheminement se poursuivait ensuite : c'est le comité de subvention qui décidait d'une contribution financière de la part de la Mission du Centenaire. Au total, en 2013-2018, la Mission a cofinancé 3 413 projets à hauteur de 7,1 millions d'euros, soit une moyenne de 2 000 euros par projet.

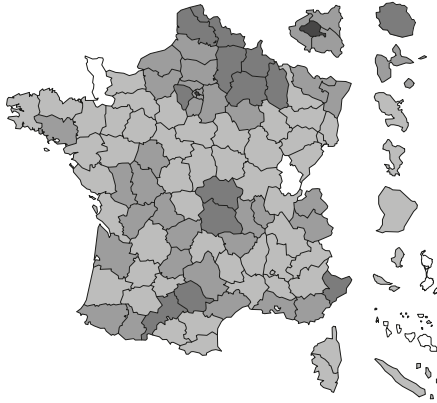
Les historiens et autres représentants du monde de la recherche sont intervenus à différents moments de ce processus. Ils étaient présents, il convient de le souligner, dès son premier échelon, puisque l'on retrouve des conservateurs du patrimoine

89 Circulaire du ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration relative au centenaire de la Première Guerre mondiale, 19 avril 2012, archives de la Mission du Centenaire.

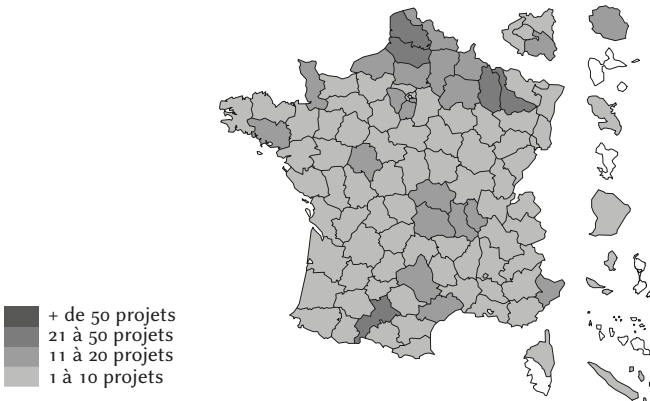


8. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2013

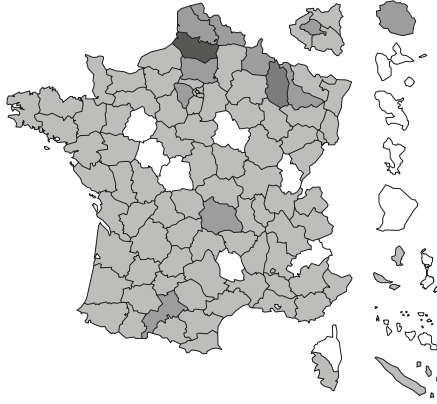
46



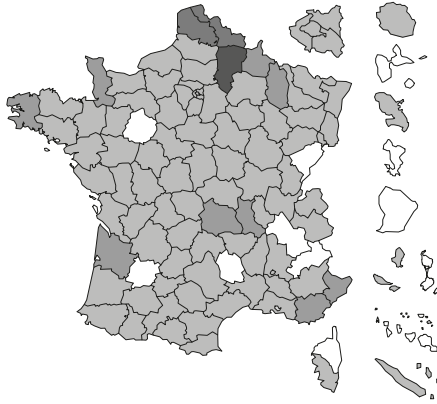
9. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2014



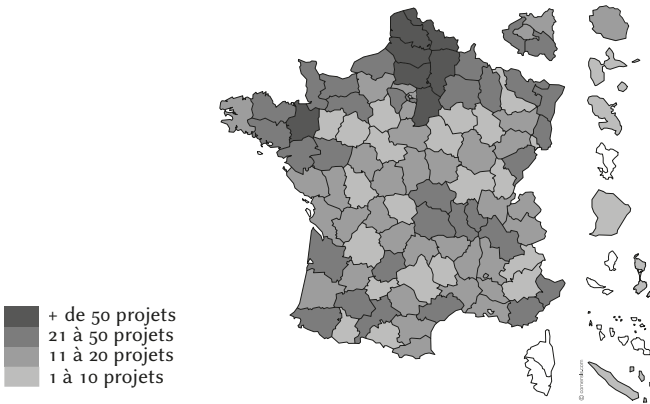
10. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2015



11. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2016



12. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2017



13. Carte des labellisations accordées par la Mission du Centenaire en 2018

des différentes filières, des historiens et des universitaires dans les CDC et *a fortiori* dans les CAC. Ensuite, ils ont pris en charge l'expertise de l'ensemble des dossiers qui étaient remontés à la Mission du Centenaire (exception faite des projets « tourisme »). En comité de labellisation, ils ont été représentés par la voix du président du conseil scientifique qui présidait le comité de labellisation, ainsi que par d'autres membres du conseil qui ont pu assister à ce comité de manière plus irrégulière.

48

Au travers de ce mécanisme de labellisation, des représentants du monde de la recherche avaient donc un droit de regard sur la labellisation de l'ensemble des activités commémoratives. Ce fait est assez insolite pour être souligné. Que le conseil scientifique se prononce sur des projets à vocation scientifique, d'ailleurs très minoritaires (4 % des projets territoriaux, essentiellement des colloques), ou encore des projets pédagogiques (35 % des projets territoriaux) peut paraître assez logique ; en revanche, faire expertiser l'ensemble de la production culturelle (dans laquelle entrent par exemple des spectacles, avec pas moins de 12 % des projets territoriaux, ou des projets de création artistique ou audiovisuelle/multimédia [4 % des projets]) ou encore les projets commémoratifs *stricto sensu* par des chercheurs est sans doute un mécanisme inédit. S'il ne s'agit pas là d'un choix arrêté dès le début – au départ, il n'était pas prévu que le conseil scientifique prenne en charge la labellisation –, mais bien d'une solution qui a émergé au fil des discussions portant sur l'organisation du travail du conseil⁹⁰, il s'agit tout de même d'une décision révélatrice de la volonté transversale de faire entrer l'histoire dans la mémoire et d'écarter des projets qui s'affranchiraient par trop des acquis de la science historique. Accorder une place importante au conseil scientifique dans le processus de labellisation (et le faire savoir à tous les porteurs de projets) était une manière d'envoyer un message clair : on ne pouvait pas dire n'importe quoi sur la Grande Guerre et mieux valait éviter anachronismes et contresens historiques.

Une fois ce dispositif décrit, il convient tout de même de souligner que le conseil ne s'est jamais perçu comme un censeur et que, dans la pratique, la labellisation n'a jamais été un processus où le conseil aurait tenté de « faire de la mémoire » en éliminant des projets en décalage avec le discours historiographique récent. D'emblée, l'idée d'intervenir à la marge et d'adopter une politique accommodante vis-à-vis de la vague mémorielle et commémorative des territoires était bien établie : en janvier 2013, Antoine Prost avait émis l'hypothèse d'un taux d'acceptation aux alentours de 90 %⁹¹. Cette estimation s'est révélée assez exacte puisque, abstraction faite de la séquence 2013-2014 durant laquelle le taux de refus a été relativement élevé (25 %, voir graphique p. 44), en raison, entre autres,

90 Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

91 Compte rendu de la réunion du conseil scientifique tenue le 29 janvier 2013, p. 5.

d'un processus encore insuffisamment maîtrisé où les CDC avaient parfois tendance à faire remonter des dossiers ne contenant guère plus qu'une déclaration d'intention, les taux d'acceptation se sont rapprochés des 90 % en 2015-2017, pour les dépasser en 2018 avec 93 %. Au total, 85 % des projets déposés durant le Centenaire ont ainsi été labellisés.

En dépit de cette volonté du conseil de ne pas adopter une démarche par trop sélective, mais de faciliter au contraire la labellisation d'un nombre élevé de projets, il a pu se produire, par moments, des différences d'appréciation entre les membres du conseil expertisant les dossiers et l'équipe de la Mission, cette dernière étant portée naturellement vers la labellisation du plus grand nombre de projets possible et considérant, parfois, qu'il y avait trop d'avis défavorables⁹². C'est en comité de labellisation que ces divergences, qu'il serait excessif d'appeler des tensions, ont pu s'exprimer et être arbitrées. Un des résultats de ces arbitrages est un taux d'avis défavorables finalement suivis de l'octroi du label généralement assez, voire très élevé : ainsi, en 2013-2014, environ un quart des avis défavorables ont été suivis d'une décision en faveur de la labellisation. En 2015-2017, ce pourcentage monte à 50 % pour connaître un pic en 2018 où plus de 70 % des avis défavorables ont été « corrigés » en comité de labellisation. Il serait tentant de voir dans ces chiffres la victoire de la technocratie de l'opérateur mémoriel contre l'expertise scientifique, mais il faut se garder de surinterpréter ces données : dans la mesure où c'est *de facto* au président du comité de labellisation et, donc, au président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire que revenait la décision finale, on peut considérer que le conseil a gardé la haute main sur le processus de labellisation. Par ailleurs, il faut garder en tête que ces avis divergents – dans un sens ou dans un autre⁹³ – ne représentent que 8,2 % de l'ensemble des décisions, ce qui est peu.

LE POIDS DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DANS LE DISPOSITIF POLITICO-MÉMORIEL : UNE AUTRE HISTOIRE DU CENTENAIRE

Dans le dispositif politico-mémoriel du Centenaire, évaluer, ne serait-ce qu'à titre provisoire, le poids du monde de la recherche en général et du conseil scientifique en particulier relève de la gageure. Gageure, d'une part, au vu de la complexité d'un écosystème commémoratif et politique, où l'Élysée, Matignon, différents ministères et notamment le ministère de la Défense et le secrétariat d'État à la Mémoire et aux Anciens Combattants, l'opérateur interministériel qu'est la Mission du Centenaire, mais aussi des acteurs territoriaux forment un polygone à l'intérieur duquel s'expriment des rapports de force et où émergent des points d'équilibre (et donc

92 Voir l'entretien avec David Zivie (16 juillet 2018).

93 Avis favorable suivi d'un « non » ; avis défavorable suivi d'un « oui ».

des arbitrages) sans que l'on puisse toujours les attribuer à un centre d'influence en particulier, même s'il s'est vérifié sans surprise, tout au long du Centenaire, qu'en ce qui concerne la définition des politiques de mémoire, ce sont les décisions prises à l'Élysée qui ont structuré le champ de l'action publique. À l'intérieur de cet écosystème, le conseil scientifique de la Mission du Centenaire n'est évidemment ni décisionnaire, ni autonome, c'est-à-dire que son poids relatif dépend largement de la manière dont d'autres acteurs, et en tout premier lieu la Mission du Centenaire elle-même, relaient, s'approprient et/ou amplifient les recommandations émises par celui-ci. Gageure, d'autre part, parce que le regard qui peut être porté sur cette question n'est assurément pas le même selon les acteurs concernés : tandis que les acteurs politiques que nous avons pu rencontrer soulignent tous l'importance des historiens pendant la séquence 2012-2019⁹⁴, les historiens, quant à eux, estiment largement ne pas avoir été écoutés, ce grief s'invitant à de nombreuses reprises dans les discussions du conseil.

50

Cette double difficulté n'est cependant pas une raison suffisante pour se dérober à l'exercice d'une toute première analyse de la manière dont le conseil scientifique a pu jouer un rôle dans la fabrique des politiques mémorielles mises en œuvre pendant le Centenaire. Ce qui nous intéresse donc dans les pages qui vont suivre, ce sont bien les multiples interactions entre le conseil et les différents acteurs politiques et, partant, la question de savoir quels sont les moments où le conseil a, de fait, et parfois à son corps défendant, joué un rôle plus politique, se transformant, et cela est bien sûr révélateur d'un régime mémoriel où les limites entre l'histoire et la mémoire sont bien plus floues que n'a voulu l'admettre Pierre Nora, en commémorateur. Nous revenons donc, après cette photographie des attributions du conseil scientifique et de son fonctionnement, à la description du déroulement des sept ans du Centenaire.

L'alternance de 2012 et la difficile mise en marche du Centenaire « d'en haut »

L'une des séquences du Centenaire dans lesquelles le conseil scientifique et son président Antoine Prost (voir **encadré**) ont sans doute joué un rôle particulièrement important est le long moment d'incertitude institutionnelle ouvert avec l'élection de François Hollande et les législatives de 2012 qui confirment le retour au pouvoir de la gauche. Créée très peu de temps avant les présidentielles, dans la dernière ligne droite de la présidence de Nicolas Sarkozy, au sortir d'une séquence où, entre autres, le projet de la Maison d'histoire de France avait déclenché une controverse sur les usages et mésusages de

94 Entretiens avec Pierre-Yves Bocquet (28 janvier 2019), Constance Rivière (16 avril 2019), Sophie Walon (1^{er} avril 2019), Serge Barcellini (25 mars 2019).

l'histoire par le pouvoir politique, la Mission du Centenaire est alors soupçonnée d'être un projet inspiré par le président sortant. De ce fait, elle est menacée de disparition. Ainsi, jusqu'en avril 2013, moment où sa position est définitivement confirmée par l'Élysée, elle doit faire face à une double contestation, émanant essentiellement de l'entourage du ministre délégué auprès du ministère de la Défense chargé des Anciens Combattants, qui la fragilise. D'une part est mis en cause le programme commémoratif tel qu'il est ébauché par le « rapport Zimet », c'est-à-dire l'idée de commémorer en 2014, dans une première « saison » volontairement internationale, toute la guerre de 14-18 ; d'autre part, évoquant notamment la nécessité d'articuler le centenaire de la Première Guerre mondiale avec le 70^e anniversaire du débarquement en Normandie et de la libération du territoire en 1944, la création d'une mission interministérielle des anniversaires des deux guerres mondiales vise à redessiner la gouvernance opérationnelle du Centenaire en subordonnant la Mission du Centenaire au ministre délégué aux Anciens combattants⁹⁵.

L'objectif ici n'est pas de faire le récit général du processus et des arbitrages qui, *in extremis*, ont confirmé la Mission dans son rôle d'opérateur du Centenaire, mais de nous interroger sur le rôle endossé par le conseil scientifique pendant cette période de fragilité institutionnelle. En effet, s'il paraît excessif de considérer, à l'instar d'un membre du cabinet du ministre délégué aux Anciens combattants à ce moment-là, que ce sont « les historiens qui ont sauvé le soldat Zimet », force est de constater que la position du conseil scientifique n'a pas été neutre, mais qu'il a contribué, de plusieurs façons, à la consolidation de la place de la Mission du Centenaire au cœur du « Centenaire d'en haut ».

Le premier, et non le moindre élément d'explication de l'influence stabilisatrice qu'a pu avoir le conseil pendant cette conjoncture post-alternance tient à son existence même ainsi qu'à sa composition : à partir du moment où il existait un conseil scientifique opérationnel, œcuménique (dans la mesure où il regroupait les meilleurs spécialistes français de la Grande Guerre issus des différents courants historiographiques) et solidaire de la Mission du Centenaire (dans la mesure où aucune prise de parole publique n'est venue troubler l'image d'unité qu'affichaient alors le directeur général de la Mission et le président du conseil scientifique), la suppression de la Mission et, par extension, de son conseil scientifique devenait politiquement complexe⁹⁶. Complexe, en tous les cas, sous une présidence comme celle de François Hollande, qui entendait fonder sa politique mémorielle sur

95 Décret n° 2012-1305 du 26 novembre 2012 créant une mission interministérielle des anniversaires des deux guerres mondiales, *Journal officiel de la République française*, 28 novembre 2012.

96 Entretien avec Constance Rivière (16 avril 2019).

l'expertise historique⁹⁷ et qui avait l'intention de rompre avec le mépris supposé avec lequel son prédécesseur avait donné, un temps, l'impression de traiter le monde des sciences humaines et sociales. À ce titre, le conseil scientifique n'avait pas nécessairement besoin de s'exprimer explicitement pour rapidement devenir l'un des arguments mis en avant pour souligner la pertinence du dispositif existant, renforçant par là-même l'idée de son irremplaçabilité. En somme, pour reprendre les termes d'un ancien membre du cabinet de François Hollande, on peut considérer que « l'existence même [du conseil scientifique] a joué dans les équilibres qui ont été trouvés ».

52

Ceci ne revient évidemment pas à dire que le conseil scientifique n'aurait pesé que par son silence. L'une des toutes premières missions à lui être confiée s'inscrit tout au contraire dans ce contexte compliqué pour la Mission : avant même la première réunion du conseil, le cabinet de Jean-Yves Le Drian a demandé au président du conseil scientifique de constituer un petit groupe de travail afin d'examiner, en toute indépendance, le « rapport Zimet », commande qui revient à reconnaître de manière assez spectaculaire la qualité non partisane du conseil, qui est en quelque sorte alors reconnu par le nouveau gouvernement, avant que ne le soit la Mission elle-même. Le résultat en est la « Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 » publiée à la fin d'octobre 2014 et dont nous avons déjà évoqué deux éléments structurants qui devaient, selon ses auteurs, « commander le Centenaire » : la guerre des sociétés d'une part et la guerre mondiale de l'autre, s'inscrivant de ce fait pleinement dans les orientations prises par le « rapport Zimet ». Mais le soutien apporté par le conseil scientifique à la Mission, dans cette note, ne s'arrête pas là : les « remarques générales » s'ouvrent en fait avec une mise au point qui peut être lue comme une réaction directe aux attaques auxquelles est confrontée la Mission et qui ont franchi un palier avec le Conseil des ministres du 3 octobre 2012 où la création d'une mission interministérielle des deux anniversaires est évoquée pour la première fois⁹⁸. Ainsi, un premier paragraphe réfute vigoureusement l'idée que la Grande Guerre et le débarquement de 1944 puissent utilement « être unis dans le même geste commémoratif » tant les enjeux mémoriels des deux événements paraissent différents ; un deuxième paragraphe vient ensuite défendre l'idée de commémorer *toute* la guerre en 2014, idée qui avait été la colonne vertébrale du « rapport Zimet ». Dans sa deuxième partie, la note se penche sur les six temps forts commémoratifs qu'avait proposés Joseph Zimet : une manifestation européenne à Sarajevo le 28 juin 2014, le 14 juillet 2014 sous le signe de la Grande Guerre, l'assassinat de Jean Jaurès, la mobilisation, la bataille

97 *Ibid.* ; entretien avec Pierre-Yves Bocquet (28 janvier 2019).

98 Pour une chronologie fine des événements, voir Thomas Wieder, « Généalogie heurtée d'un événement majeur », *Le Débat*, 176, 2013/4, p. 160-170.

de la Marne et, enfin, le 11 novembre 2014 centré autour de la panthéonisation de Maurice Genevoix. Si la commission chargée de la rédaction de la note marque certes une certaine distance vis-à-vis de l'idée de panthéonisation⁹⁹, elle valide tout de même sans équivoque la trame commémorative proposée et se range, de ce fait, derrière la Mission et son directeur général. Dans la même idée, elle évoque également, dans un post-scriptum plus ou moins subtil, la contrainte temporelle pesant sur l'organisation des commémorations en constatant que la France était en retard dans ses préparatifs, notamment par rapport « aux Anglais, Australiens et Canadiens », ce qui était évidemment un appel à ne pas hypothéquer le bon déroulement des commémorations en changeant d'opérateur à la dernière minute.

Se faire une idée précise de l'impact politique de cette note est évidemment impossible. La mission interministérielle devant chapeauter les commémorations de 14-18 et de 1944, contre laquelle elle est dirigée cette note, est en effet créée quelques semaines après la rédaction de celle-ci. Cela invite à une analyse prudente. Il paraît plausible, cependant, de supposer qu'elle contribue, tout comme la présence marquée d'Antoine Prost aux côtés de Joseph Zimet (voir **encadré**), à faire prendre conscience à un certain nombre d'acteurs, aussi bien à l'Élysée qu'au ministère de la Défense, de la qualité du « dispositif Centenaire » pensé par Joseph Zimet, qui apparaît dès lors de plus en plus clairement comme un projet collectif à même de créer une alchimie permettant d'intégrer tous les acteurs de la mémoire de la Grande Guerre et susceptible, de ce fait, de garantir un déroulement harmonieux du Centenaire¹⁰⁰.

Cette recherche d'un équilibre entre le centenaire de la Grande Guerre et le 70^e anniversaire du Débarquement et de la libération du territoire s'est poursuivie, en se déplaçant sur la place publique, autour de la date de la création officielle de la mission interministérielle des deux anniversaires, à la fin de novembre 2012. C'est en effet dans le contexte d'un débat autour de l'opportunité de fusionner les deux échéances que des historiens des deux guerres mondiales (le conseil scientifique de la Mission ne participant pas en tant que tel) sont intervenus en faveur d'un Centenaire « autonome » et donc, *de facto*, en faveur de la Mission du Centenaire.

99 Il est à noter que la panthéonisation de Genevoix est effectivement le seul temps fort commémoratif à être abandonné dans un premier temps, l'inauguration de l'Anneau de la Mémoire à Notre-Dame-de-Lorette la remplaçant en quelque sorte pour donner au 11 novembre 2014 un éclat particulier. Elle aura cependant lieu plus tard, sous la présidence d'Emmanuel Macron, le 11 novembre 2020, clôturant ainsi symboliquement le cycle mémoriel du Centenaire. Si différents facteurs se sont évidemment conjugués pour aboutir à ce résultat (dont le moindre n'a pas été le fait que le président Macron estimait beaucoup l'oeuvre de Genevoix), il n'en reste pas moins que l'on est, finalement, revenu au programme du « rapport Zimet » ; fait qui illustre à quel point ce dernier a imprimé sa marque sur le Centenaire.

100 Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

Le décret n° 2012-1305 portant sur la création de la Mission des deux anniversaires n'a certes pas mis fin à l'existence administrative de cette dernière ; en revanche, il a défini les attributions de la nouvelle structure, placée, nous l'avons dit, sous la présidence du ministre délégué chargé des Anciens combattants, de façon à ne laisser aucun doute quant à la volonté de reprendre la main sur le Centenaire : la Mission des deux anniversaires, peut-on y lire, « a pour objectif de concevoir, d'animer et de coordonner les initiatives à caractère international et national propres à rendre hommage aux hommes et aux femmes qui ont lutté pour la défense de la France pendant la Première Guerre mondiale et pour sa défense, sa libération et la victoire sur le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale¹⁰¹ ». Sans aucun doute, si l'esprit de ce décret s'était transformé en une quelconque réalité administrative et commémorative, la Mission du Centenaire aurait cessé d'être autonome, et le discours porté aurait pris, on le sent, une inflexion plus nationale et patriotique. C'est à ce moment-là que des élus faisant partie de la nouvelle majorité présidentielle, comme Christian Namy, sénateur et président du conseil général de la Meuse, ou Yves Daudigny, sénateur et président du conseil général de l'Aisne, commencent à critiquer l'association des deux anniversaires, critique amplifiée par l'intervention d'historiens comme Nicolas Offenstadt, Jean-Noël Jeanneney, Denis Peschanski et bien d'autres, qui déplorent le brouillage des messages et la régression mémorielle que représenterait le fait de reproduire le modèle du Cinquantième gaullien de 1964. Face à cette levée de boucliers, aucune prise de parole historienne en faveur de l'association 1914/1944 ne prend corps, fait significatif en soi. Partant, la position du ministre délégué et de ceux qui, dans son entourage, militent pour la « fusion » commémorative est rapidement affaiblie. La Mission des deux anniversaires, à la suite de cette série d'événements, n'a donc jamais été opérationnelle. Aucune instance que le décret projetait de créer n'a vu le jour. Certes, par sa seule existence, elle a conféré au ministre délégué aux Anciens Combattants (et plus tard au secrétaire d'État chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire) un droit de regard sur la Mission. En réalité, cependant, ce droit de regard n'a guère eu de réel impact sur le travail de la Mission, les deux anniversaires se déroulant, au demeurant, de manière complètement indépendante l'un de l'autre, même s'il a pu exister, en 2013-2014, un « comité de pilotage des deux anniversaires » se réunissant régulièrement à l'Élysée et même si le 11 novembre 2013, quelques jours après le lancement officiel du Centenaire, avec le déplacement présidentiel à Oyonnax (commémoration du 11 novembre 1943), a semblé annoncer, dans un premier temps, une articulation effective des deux anniversaires.

¹⁰¹ Voir *supra*, note 95.

Antoine Prost, un historien au parcours atypique au cœur du Centenaire « d'en haut »

Aucune analyse sur le déroulement du Centenaire « d'en haut » ne serait complète sans quelques réflexions relatives au rôle joué par Antoine Prost. Cumulant la présidence du conseil scientifique de la Mission du Centenaire et celle, très importante sur le plan symbolique, du comité scientifique du mémorial de Verdun, Antoine Prost, professeur des universités émérite (Paris I Panthéon-Sorbonne), historien du monde combattant ainsi que de l'éducation et de l'enseignement, se singularise en effet parmi les autres acteurs scientifiques du Centenaire par la place centrale qu'il a occupée dans le dispositif commémoratif et l'intensité de ses interactions avec des acteurs politiques pendant le processus de planification et de pilotage des temps forts commémoratifs. Si quelqu'un a incarné l'élément scientifique pendant le Centenaire – pour autant qu'on veuille considérer qu'une entreprise par essence collective comme la science historique puisse être incarnée par un seul individu – c'est bien Antoine Prost.

Le choix de confier la présidence du conseil scientifique à Antoine Prost s'était assez rapidement imposé, dès l'été 2011, comme une évidence^a. En effet, à partir du moment où la solution de l'œcuménisme historiographique avait été retenue comme un principe opérationnel, il ne pouvait y avoir un président trop marqué dans la controverse « contrainte/consentement ». Dès lors, Antoine Prost cumulait les atouts : une très importante œuvre historiographique liée à la Grande Guerre ; de l'expérience et une notoriété au sein de l'Université française et au-delà ; enfin, une position « au-dessus de la mêlée » en ce qui concerne son positionnement historiographique. L'auteur de l'ouvrage de référence sur les anciens combattants français dans l'entre-deux-guerres était de fait incontournable^b. Investi de cette légitimité, Antoine Prost avait l'autorité nécessaire pour porter une parole forte auprès des différentes instances scientifiques et commémoratives qu'il animait ou devant lesquelles il intervenait régulièrement. Il n'a d'ailleurs, à aucun moment du Centenaire, été remis en cause par ses pairs, que ce soit au sein du conseil ou à l'extérieur de celui-ci. La liste de ses participations à différents organes est effectivement impressionnante. Ainsi, pendant plus de sept ans, il a présidé les instances suivantes en sus du conseil scientifique de la Mission du Centenaire et du comité scientifique du mémorial

a Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

b Entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019).

de Verdun^c : la commission « Commémorations » du conseil scientifique, les commissions *ad hoc* évaluant le « rapport Zimet » et celle, très importante, sur la question d'une éventuelle réhabilitation des fusillés (voir *infra*), et le comité de labellisation. En outre, il est important de souligner qu'il a assisté, en apportant un cadrage historique systématique, à des organes de gouvernance opérationnelle du Centenaire, comme notamment le conseil d'administration de la Mission du Centenaire (dont il était membre avec voix consultative en vertu de la convention constitutive) ou les comités de pilotage interministériels qui se sont tenus en amont des grandes échéances. Comme l'attestent les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration de la Mission, ce cadrage pouvait parfois prendre la forme d'un véritable exposé historique, voire historiographique, assez important. Ainsi, sur les quelques 900 lignes que comprend le procès-verbal de la réunion du 6 novembre 2012, non moins de 232 résumés différentes prises de parole du président du conseil scientifique^d. Cette place accordée à la voix historique s'explique, certes, en partie par le contexte post-alternance, qui favorisait un effacement partiel de la Mission derrière le président de son conseil scientifique, mais elle reste tout de même de taille. Le même constat s'applique à la réunion du 10 juillet 2017, dont le procès-verbal consacre un sixième de ses lignes aux prises de parole d'Antoine Prost. Celui-ci profitait d'ailleurs de la tribune qui lui était offerte pour relativiser la pertinence de la date du 11 Novembre pour désigner la fin de la guerre, en évoquant les différents traités de paix (de Brest-Litovsk à Lausanne) et en insistant sur la longue sortie de guerre notamment en Europe orientale^e. Sans vouloir entrer plus dans le détail, la participation active

c Nous ne l'évoquons pas directement ici, mais la rénovation complète du mémorial de Verdun en vue des commémorations de l'année 2016 a apporté son lot très important de réunions.

d Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014 tenue le 6 novembre 2012, archives de la Mission du Centenaire.

e Procès-verbal de la réunion de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale 1914-2014 tenue le 10 juillet 2017, archives de la Mission du Centenaire.

du président du conseil scientifique aux réunions du conseil d'administration de la Mission du Centenaire ainsi qu'aux comités de pilotage n'est ni anodine, ni évidente ; elle lui donne accès au cœur de la prise de décision politique sur le Centenaire et lui permet d'émettre un certain nombre de recommandations, notamment concernant les commémorations organisées autour de Verdun, y compris dans le domaine des symboles utilisés, recommandations qui n'ont pas toutes, mais en partie, été suivies^f.

Si l'on veut identifier un moment où le rôle, sur le plan politique, du président du conseil scientifique a été particulièrement important, c'est sans doute, et cela rejoint ce que nous avons écrit plus haut, celui qui a suivi l'alternance politique. Dans ce contexte précaire, la Mission n'aurait effectivement pas pu rêver meilleur président à la tête de son conseil scientifique, puisque celui-ci apporte, en dehors même des aspects de légitimité scientifique, un passé d'engagement politique à gauche^g et une connaissance précise des rouages ministériels qui lui confèrent un capital politique certain au moment où la Mission du Centenaire est menacée^h. En évitant de critiquer trop ouvertement le nouveau gouvernement de gauche, il intervient à différents moments, notamment en rencontrant, à un moment critique et à la demande de l'Élysée, le Premier ministre Jean-Marc Ayraultⁱ. Surtout, il marque son soutien à la Mission en affichant une parfaite entente avec Joseph Zimet lors des différentes réunions, contribuant ainsi à ce que la Mission et ses historiens apparaissent soudés et solidaires^j, impression qui a sa part, nous l'avons dit, dans la stabilisation de celle-ci sur le plan administratif.

f Entretiens avec Constance Rivière (16 avril 2019) et Antoine Prost (15 mai 2018).

g Antoine Prost a été l'adjoint de Jean-Pierre Sueur (PS) à la mairie d'Orléans pendant douze ans, et conseiller de Michel Rocard, alors conseiller « Éducation nationale », de 1988 à 1990.

h Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

i *Ibid.*

j Entretien avec Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Le « rapport Prost »

58

C'est le 1^{er} août 2013 que Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, charge officiellement Antoine Prost, en tant que président du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, de rédiger un rapport sur la question d'une éventuelle réhabilitation des fusillés de la Grande Guerre. Antoine Prost s'entoure alors d'un groupe de travail constitué d'une partie des membres du conseil scientifique (S. Audoin-Rouzeau, A. Bach, A. Loez, N. Offenstadt) accompagné de deux autres chercheurs (Emmanuel Saint-Fuscien et Valériane Milloz), et de Joseph Zimet¹⁰². Le rapport, intitulé *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, est rendu le 1^{er} octobre 2013. Le sous-titre en est, en lui-même, très éclairant, dans la mesure où il montre la volonté des universitaires réunis d'exprimer un éclairage scientifique, sans s'immiscer pour autant dans la politique mémorielle. L'enjeu est de taille, face à un point central de la mémoire française de la Grande Guerre, qui, depuis le conflit lui-même, et, plus récemment, avec l'allocution de Lionel Jospin sur la thématique des fusillés le 5 novembre 1998 à Craonne, fait jouer des oppositions mémorielles et politiques fortes.

La lettre du ministre appelle à une « réflexion sur la question des fusillés » pour réaliser un « état des lieux complet sur le sujet », mais, dans le même temps, les attentes ne sont pas strictement historiennes, puisqu'au-delà même d'une analyse de la mémoire spécifique des fusillés Kader Arif demande non seulement de « recueillir les analyses des associations qui militent pour [leur] réhabilitation » mais également de formuler des « propositions »¹⁰³. *Via* cette dimension prescriptive comme *via* l'oreille tendue vers la société civile, les historiens de ce groupe de travail sont, dès le départ, placé dans une tension entre leur rôle scientifique et leur capacité à influencer sur le cours des politiques mémorielles. On sent l'expression d'une certaine gêne dès les premières pages du rapport, les historiens estimant qu'ils n'avaient pas « qualité pour remettre au ministre des propositions en bonne et due forme¹⁰⁴ ».

Cela n'empêche cependant pas le rapport de déployer ses conclusions, en commençant par redéfinir la notion même de « fusillés » et, par-là même, l'imaginaire qui y est attaché. Car les fusillés, la grande majorité d'entre eux l'ayant été entre août 1914 et octobre 1915, sont loin d'être tous des « mutins » de 1917. De même, l'expression même de « fusillés pour l'exemple » est ambiguë. Le rapport propose ensuite un état des lieux des sources extrêmement précis, qui

¹⁰² Voir *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, op. cit.

¹⁰³ Lettre de commande du ministre délégué auprès du ministre de la Défense chargé des Anciens combattants Kader Arif à Antoine Prost, 1^{er} août 2013, citée dans *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, op. cit., p. 35.

¹⁰⁴ *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ?*, op. cit., p. 2.

visé à démontrer, y compris à l'aide d'études de cas et toujours dans un souci d'humilité historique, les limites de la démarche scientifique : « imaginer qu'on puisse aujourd'hui établir une vérité sur la plupart des cas des fusillés est pure illusion¹⁰⁵ », rappelle-t-il. Cet appel à la complexité intellectuelle sonne comme une recommandation de prudence envers l'action politique. Cela dit, quand le rapport entre dans une histoire des politiques de réhabilitation, le ton se fait moins docte, et plus politique, pour souligner – au sens propre, en gras dans le rapport – qu'il est « complètement faux » de dire que « la République n'a jamais voulu [se] saisir » de la question des fusillés¹⁰⁶.

Le rapport s'achève en soulignant les dangers de la décontextualisation, du point de vue des normes juridiques et des mentalités ; il n'en conclut pas moins sur un constat : « Un large consensus existe dans notre société pour estimer que la plupart [de ces soldats] n'étaient pas des lâches » ; « L'indignité dont les a frappés leur condamnation mérite d'être relevée »¹⁰⁷. La prescription des orientations politico-mémorielles ferme la marche, autour de quatre grandes options : l'inaction ; la réhabilitation générale ; la réhabilitation au cas par cas ; une déclaration solennelle. Le groupe de travail souligne qu'aucune solution n'est pleinement satisfaisante, bien que l'on puisse percevoir l'inclinaison assez forte des rédacteurs vers l'une d'entre elle : la dernière.

Ce rapport est d'une importance capitale, non seulement comme l'une des pièces majeures du Centenaire, mais peut-être plus encore, à deux autres niveaux : dans le rôle qu'il a joué dans l'apaisement des tensions historiographiques, d'une part ; dans son efficacité prescriptive, d'autre part, et donc, dans ce qu'il dit de la place de l'expertise historique dans la commémoration.

Du point de vue historiographique, d'abord, il est important de constater que la thématique des fusillés, si elle n'avait pas joué immédiatement dans le déclenchement de la controverse entre les deux « écoles » historiographiques françaises dites « du consentement » et « de la contrainte », était tout de même très sensible au vu des clivages structurant alors la recherche française sur la Grande Guerre : en effet, une grande partie de l'identité scientifique du CRID 14-18 – tout comme de l'environnement mémoriel sur lequel il se fondait – s'attachait à cette question comme au symbole même des contraintes qui pesaient sur les soldats, et qui expliquaient, en retour, une bonne partie de leur ténacité. Si les chercheurs de l'Historial de Péronne s'étaient peu intéressés à cet objet – avant les travaux d'Emmanuel Saint-Fuscien sur la question –, du côté du CRID 14-18 les recherches nombreuses d'André Loez, du général André Bach ou

105 *Ibid.*, p. 16.

106 *Ibid.*, p. 18.

107 *Ibid.*, p. 25.

encore de Denis Rolland montraient bien que la question de la place à accorder aux fusillés dans l'histoire de la Grande Guerre était devenue symbole de la ligne de faille historiographique et un enjeu crucial. Joseph Zimet estime même que c'est la compréhension, dès 2008, du caractère très épineux de cette question qui lui a fait comprendre la nécessité de s'entourer d'un conseil scientifique¹⁰⁸.

Il est d'autant plus surprenant de constater que, dans un temps restreint (d'août à octobre 2013), et ceci en amont du Centenaire, des chercheurs qui avaient pris l'habitude d'affirmer publiquement des désaccords profonds se sont assis à la même table pour produire un consensus. Cette évolution était loin d'être prévisible, certains historiens redoutant ainsi un éventuel conflit mémoriel, l'équivalent de ce que la Vendée avait été pour le bicentenaire de 1989, mais de l'autre côté du spectre politique. Pourtant, dans l'arène scientifique au moins, la « commission fusillés » a joué, de manière étonnante, un rôle inverse : celui d'une instance de rapprochement. Le consensus établi sur le refus d'une « réhabilitation globale » a joué comme premier acte d'une pacification du champ historiographique¹⁰⁹.

60

Il est vrai qu'en réalité, sur le plan mémoriel, un certain nombre de polémiques avaient déjà été réglées dans les années précédentes, Nicolas Sarkozy évoquant par exemple les fusillés dans son discours de Verdun¹¹⁰, la question des fusillés ne méritant donc plus qu'un « approfondissement » durant le Centenaire¹¹¹. Cela n'a pas empêché les membres de la commission de devoir défendre le « rapport Prost », par la suite, contre les militants de la réhabilitation globale.

On peut donc considérer que la « commission fusillés », en tranchant en amont du Centenaire la question la plus épineuse qui séparait les deux « écoles » historiographiques, a été la condition d'un rapprochement qui a ensuite marqué toute la commémoration.

La deuxième conséquence essentielle de l'existence et du travail de cette commission a été, on l'a dit, sa réussite dans son rôle de prescription des politiques mémorielles. En effet, des avancées majeures ont eu lieu durant le Centenaire sur la question. En novembre 2014, le Musée de l'Armée a ainsi ouvert un espace dédié aux fusillés de la Première Guerre mondiale, un hommage aux quelques 600 soldats exécutés pour l'exemple, ce qui représente, pour Joseph Zimet, une rupture importante, un temps fort du Centenaire¹¹².

¹⁰⁸ Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018).

¹⁰⁹ Entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019).

¹¹⁰ « Pour M. Sarkozy, les fusillés de 14-18 "n'avaient pas été des lâches" », *Le Monde*, 11 novembre 2008.

¹¹¹ Entretien avec Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019).

¹¹² Entretien avec Joseph Zimet (26 juin 2018). Voir Antoine Flandrin, « Les fusillés entrent aux Invalides », *Le Monde*, 7 novembre 2014.

Pour lui, éclairage historien et service rendu à la République se mélangent ici. Le deuxième grand projet a consisté dans la mise en ligne, en novembre 2014, d'une base de données recensant les noms des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » sur le site internet *Mémoires des hommes*, dans le même espace numérique¹¹³ – et donc symbolique – que les noms des 1,3 millions de « Morts pour la France ». Cette base compte aujourd'hui 1 009 noms. En parallèle a eu lieu la numérisation des archives des conseils de guerre. Il n'est par ailleurs pas inintéressant de souligner que ce sont, en les personnes de David Guillet et de Laurent Veyssière, deux autres membres du conseil scientifique qui ont été chargés respectivement de la création de l'espace consacré aux fusillés au Musée de l'Armée et de la numérisation des archives.

La présence des historiens a, comme à de nombreuses reprises durant le Centenaire, joué dans le sens de l'apaisement des tensions purement politiques, dans ce dossier qui est, sur ce versant également, tout aussi épineux¹¹⁴. Plus largement, les recommandations des historiens à travers le « rapport Prost » ont guidé l'action politique, notamment *via* le quatrième scénario qu'ils proposaient, invitant les pouvoirs publics à « affirmer de façon très forte que beaucoup de fusillés – mais non pas tous – [l'avaient] été dans des conditions précipitées, parfois arbitraires¹¹⁵... ». Cela a eu pour effet de ne pas totalement réveiller le militantisme mémoriel autour de la question, quand bien même le refus d'une réhabilitation collective par l'Assemblée nationale en 2016 a reçu un écho dans les milieux concernés¹¹⁶. Ce militantisme, qui dépasse d'ailleurs largement la seule question historique des fusillés pour s'ancrer dans un « combat [...] plus directement politique¹¹⁷ » contre les guerres actuelles et passées, rappelle le « rapport Prost », s'est cependant poursuivi à différentes échelles durant les années de commémoration, clôturant même celles-ci par une action symbolique à Chauny¹¹⁸.

113 <https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=211&titre=fusilles-de-la-premiere-guerre-mondiale> (consulté le 1^{er} août 2021).

114 Entretien avec David Zivie (16 juillet 2018).

115 *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918?*, *op. cit.*, p. 30.

116 « L'Assemblée refuse la réhabilitation collective des fusillés de 14-18 », *L'Humanité*, 27 mai 2016.

117 *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918?*, *op. cit.*, p. 20.

118 Nicolas Totet, « Le monument des fusillés pour l'exemple de 14-18 à Chauny fait polémique », *Le Courrier picard*, 5 avril 2019. Voir également Danielle et Pierre Roy, *De Gentioux à Chauny*, Paris, Fédération nationale de la Libre Pensée, 2019.

Les années 2014-2018. Quelle place pour le conseil scientifique dans le Centenaire « d'en haut » ?

Avec le bras de fer autour de la confirmation de la Mission du Centenaire comme opérateur autonome du Centenaire et le « rapport Prost », deux temps forts de l'influence historique sur le Centenaire « d'en haut » se sont placés relativement au début de la séquence commémorative. Quel est le regard que l'on peut porter sur la place du conseil par la suite, toujours dans le Centenaire « d'en haut », une fois la Mission consolidée et le cycle commémoratif engagé ?

62 L'absence de grands débats ou de choix de politique mémorielle tranchés que le conseil scientifique aurait pu porter ou, à l'inverse, critiquer (et dans lesquels l'on aurait donc pu suivre le cheminement et l'impact des recommandations du Conseil à travers le dispositif politico-mémoriel) rend toute réponse à cette question complexe. Néanmoins, on distingue un certain nombre d'éléments transversaux et d'autres plus ponctuels qui méritent d'être relevés et qui caractérisent l'insertion du conseil dans l'écosystème commémoratif.

Le premier constat qui s'impose est celui d'une articulation harmonieuse entre le travail opérationnel de la Mission et celui, plus réflexif, du conseil scientifique. La Mission n'a certes pas soumis l'ensemble ou même la majorité des questions qu'elle avait à trancher quotidiennement au conseil, cela aurait été complètement impossible, mais les grandes orientations ont toujours été discutées, la Mission continuant, par ailleurs, à pousser dans ce sens¹¹⁹. À ce titre, la Mission a toujours été un relais fiable du point de vue des historiens. Cela a parfois produit des résultats immédiats, comme par exemple en octobre 2018 quand des historiens, en l'occurrence Stéphane Audoin-Rouzeau et Denis Peschanski, alertent l'Élysée, *via* Joseph Zimet, sur le caractère problématique de la participation

119 La seule exception à cette règle est l'année Clemenceau, une commande du nouveau président Emmanuel Macron en 2017 : si le président du conseil scientifique a assisté aux réunions du comité de pilotage organisées à cet effet à l'Élysée, le programme et ses orientations n'ont jamais fait l'objet d'une discussion au sein du conseil. Cela ne veut pas dire que la Mission (et, en l'occurrence, Laurent Veyssière qui assurait la direction de l'année Clemenceau) se serait passée d'expertise historique en mettant en musique la célébration du « Père la victoire ». Les historiens spécialistes de Clemenceau, Sylvie Brodziac et Samuël Tomei ont tout au contraire joué un rôle central dans la définition du discours scientifique porté tout au long de l'année commémorative (voir l'entretien avec Laurent Veyssière, 16 juillet 2018). Toujours est-il que la non-consultation du conseil sur l'année Clemenceau peut être considérée comme une entorse au fonctionnement habituel. Sans doute aurait-il été plus cohérent d'intégrer l'expertise Clemenceau au sein du conseil scientifique, quitte à avoir, peut-être, des échanges animés quant à l'opportunité de réduire la vie de Clemenceau aux années 1917-1918.

du président de la République à la cérémonie d'hommages aux maréchaux de la Grande Guerre – dont Pétain – qui devait avoir lieu le 11 novembre, entraînant l'annulation de la présence d'Emmanuel Macron¹²⁰. Parfois, cela reste sans conséquences, comme par exemple dans le cas des commémorations de la Marne ou de Verdun, pour lesquelles le conseil a préconisé un format plus international, associant les Britanniques à la première et tous les pays européens à la seconde¹²¹. Le format retenu, *in extremis*, en ce qui concerne ces deux manifestations a été franco-français (pour la Marne) et franco-allemand (pour Verdun), les décisions finales pour ces temps forts étant prises à l'Élysée et échappant donc à la Mission elle-même.

Dans l'ensemble, on peut dire que la bonne intelligence régnant entre la Mission et son conseil, qui a contribué à stabiliser la Mission en 2012-2013, a été réelle jusqu'à la fin du Centenaire et s'est même renforcée au fil des années. Pour comprendre la manière dont ces deux instances ont pu être en résonance sur bien des sujets, il est indispensable de tenir compte des liens informels qui se sont noués, pour autant qu'ils n'aient pas déjà existé en 2012, entre les membres du conseil et l'équipe de la Mission. Évoquer l'importance des réunions plénières du conseil comme principal lieu d'échange entre la Mission et son conseil est évidemment justifié, mais la qualité des échanges bilatéraux entre les membres du conseil et différents membres de la Mission a été tout aussi déterminante pour la transmission de réflexions historiographiques et la création d'un sentiment de responsabilité collective qui a fait la force du « modèle Zimet »¹²². Joseph Zimet lui-même, mais également le directeur adjoint David Zivie et plus tard Alexandre Lafon et Laurent Veyssière, tout comme les historiens œuvrant au sein de la Mission, ont généralement été très réactifs face aux sollicitations émanant des membres du conseil scientifique, même si certains membres du conseil ont été plus proches de la Mission que d'autres. Nonobstant l'existence de certaines différences de vue, la Mission a su créer un mode de fonctionnement dans lequel les membres du conseil se sont sentis, pour la plupart, pris au sérieux par une équipe dotée d'une incontestable sensibilité historiographique, qui avait lu les historiens composant le conseil, qui connaissait les problématiques historiennes et qui était même en partie composée d'historiens, dont deux, Alexandre Lafon et Damien Baldin, étaient parfaitement intégrés dans les réseaux de recherche sur la Grande Guerre. Il serait bien sûr tentant d'essayer de suivre à la loupe le cheminement des notes du conseil à travers l'écosystème commémoratif et de se demander à quel moment

120 Entretien avec Joseph Zimet (21 mars 2019).

121 Entretien avec Antoine Prost (15 mai 2018).

122 Entretiens avec Nicolas Offenstadt (15 janvier 2019) et Gaëtan Bruel (4 mars 2019).

quelle réflexion historique a pu infléchir tel ou tel processus de prise de décision ou tel ou tel discours. Toujours est-il que le poids essentiel des historiens tout au long du Centenaire « d'en haut » ne réside pas dans leur capacité à peser sur des questions d'administration de la mémoire ou à faire glisser telle ou telle formule dans un discours présidentiel. Il est à la fois plus structurant et plus implicite : il se situe dans l'influence exercée sur les cadres de représentations des principaux commémorateurs qui ont sans doute été plus en phase avec le discours historiographique que cela n'a jamais été le cas auparavant, en tous les cas en ce qui concerne les commémorations de la Grande Guerre.

64

L'importance de ce modèle d'intégration du monde de la recherche a pu avoir pour conséquence un sentiment de responsabilité collective, qui consistait à aller jusqu'au bout de la séquence Centenaire. Cela s'est d'ailleurs vérifié en novembre 2018 au moment de l'aparté du président Emmanuel Macron sur le « grand soldat » Pétain, qui a menacé, pendant 48 heures, d'occulter complètement les commémorations et « l'itinérance mémorielle » en cours et qui a entraîné une réunion de crise du conseil scientifique, la seule durant tout le Centenaire. Comme le conseil devait rencontrer le président le 9 novembre à Péronne, la question aurait pu se poser du maintien ou non de la rencontre. La question n'était cependant pas de contester ce qu'avait dit le président. Sur le fond, aucun historien ne pouvait être en désaccord avec ces mots. Il ne s'agissait pas cependant d'histoire, mais de mémoire et, sur ce plan, la petite phrase risquait de contaminer les commémorations ou, pire, d'annuler l'effort déployé pendant des années pour construire un Centenaire autour des Poilus, autour des sociétés en guerre et d'enjeux de mémoire dépassant la mémoire nationale. À ce titre, il aurait été envisageable de marquer sa déception en préférant ne pas participer à une réunion qui pouvait donner l'impression que le conseil cautionnait ce qu'avait dit le président de la République. Or, il se trouve que ce scénario n'a été sérieusement envisagé à aucun moment de la réunion de crise, même par ceux des collègues les plus sensibles aux instrumentalisation politiques. Collectivement, et en refusant également de répondre aux sollicitations d'un certain nombre de médias qui semblaient vouloir alimenter la polémique, le conseil a fait le choix d'aller au bout de son engagement aux côtés de la Mission, ce qui aurait sans doute été beaucoup moins évident si l'alchimie entre le conseil et la Mission avait été moins forte.

Un dernier aspect qui dit l'intégration du conseil scientifique dans le Centenaire « d'en haut », tout en invitant à ne pas exagérer son rôle, est la participation des historiens aux temps forts présidentiels. Celle-ci a pu prendre deux formes. D'une part il y avait, à l'intérieur de chaque cérémonie présidentielle, un « temps historien » durant lequel les présidents successifs se sont fait expliquer l'importance du lieu visité par des spécialistes (Gerd Krumeich et

Nicolas Offenstadt au Hartmannswillerkopf, Gerd Krumeich et Antoine Prost à Verdun, André Loez au Chemin des Dames, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker et John Horne à l'Historial de Péronne, pour ne citer que ces exemples). Si ces séquences étaient généralement très courtes et ne permettaient guère un traitement très approfondi du sujet, elles n'en étaient pas moins importantes pour intégrer l'histoire dans le cérémonial présidentiel et, partant, dans la mémoire. D'autre part, il y avait la parole présidentielle proprement dite, à la définition de laquelle les membres du conseil ont pu participer, parfois littéralement quelques heures avant le discours, pour éviter des erreurs factuelles (c'est le cas d'Antoine Prost relisant le discours prononcé par François Hollande à l'occasion du lancement du Centenaire le 7 novembre 2013), parfois plus en amont en apportant des réflexions, éventuellement sur plusieurs versions successives (c'est le cas de Nicolas Offenstadt qui a participé à la rédaction du discours du président Hollande au Chemin des Dames). De façon générale, force est de constater que l'influence des historiens sur les discours présidentiels, en dehors des parties historiques, a été plutôt faible, ce qui est sans doute normal si la distinction histoire/mémoire, aussi poreuse soit-elle, garde un sens. À ce titre, le fait que le constat fataliste de ne pas être écouté soit souvent lié à des discours politiques (qu'ils soient prononcés par le président, par le Premier ministre ou par d'autres membres du gouvernement) semble plutôt révélateur d'une attente frustrée que d'une véritable absence d'écoute.

Nous avons essayé d'analyser et de cartographier la place des historiens au cœur même des dispositifs de politique mémorielle. Cependant cette analyse, pour éclairante qu'elle soit, ne constitue qu'une partie de notre bilan du fait scientifique du Centenaire.

En effet, les années de commémorations ont été l'occasion d'une effervescence considérable de l'ensemble des communautés universitaires, qui a abouti à un renouvellement en profondeur des optiques, des questionnements, des thématiques, et des méthodes adoptés. Après avoir étudié la place de l'expertise historique au sein du dispositif politico-mémoriel, nous nous pencherons désormais sur les apports scientifiques en eux-mêmes : il s'agit de tracer une synthèse des résultats apportés par les dix contributions du présent ouvrage, en montrant la diversité, tout comme les lignes de force qui ont traversé ces sept années d'activités scientifiques. Même s'il est encore trop tôt pour tirer de réelles conclusions concernant les évolutions historiographiques, nous esquisserons ici quelques remarques qui pourront servir à ce propos.

LES APPORTS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE : ÉVOLUTIONS ET DÉBATS

L'ACCÈS NUMÉRIQUE AUX ARCHIVES : UNE VAGUE SANS PRÉCÉDENT ?

66 Souligner que la recherche historique se fait en grande partie à partir d'archives est un truisme. Mais il est intéressant de rappeler cette évidence pour prendre la mesure de ce que le Centenaire a représenté du point de vue archivistique. En effet, si les cinq années de commémorations ont permis de très nombreuses recherches scientifiques sur des archives déjà connues, elles ont également été le théâtre d'un renouvellement documentaire sans précédent, dans les centres d'archives en tant que tels comme dans la mise en ligne de masses de données considérables. Benjamin Gilles évalue cette place des centres d'archives comme opérateurs vers le grand public, mais s'intéresse également aux documents pour eux-mêmes, du fait des nouvelles recherches qu'ils vont permettre d'effectuer dans les années à venir¹²³. C'est là tout le paradoxe du Centenaire : il peut laisser craindre un épuisement de l'intérêt et un grand silence historiographique à sa suite, alors qu'il a été l'occasion d'avancées considérables en matière d'accès à de nouvelles documentations¹²⁴.

On peut décrire rapidement ici les quatre exemples les plus marquants en ce qui concerne l'accès aux archives en ligne.

La première initiative, chronologiquement parlant, est celle que constitue le site internet *Europeana*¹²⁵. Ancienne, elle agrège des documentations provenant d'institutions partenaires – comme de nombreuses bibliothèques – et des numérisations de documents réalisées directement à partir du site par des particuliers. 200 000 documents proviennent ainsi de ces derniers, et donnent accès – même si l'indexation n'en est pas toujours très précise – à une guerre européenne, en plusieurs langues¹²⁶.

Le site internet *Mémoire des hommes*¹²⁷ a été inauguré en 2003. Celui-ci est « destiné à mettre à la disposition du public des documents numérisés » et donne accès, en ce qui concerne 14-18, à des bases de données considérables : la base « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale » (1,3 million de soldats)

123 Voir *infra*, « Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire », p. 197-267.

124 Sur le Centenaire du monde des archives, voir également *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, Paris, Association des archivistes français, 2020.

125 <https://www.europeana.eu/en/collections/topic/83-1914-1918> (consulté le 1er août 2021).

126 Voir *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*

127 www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr (consulté le 1er août 2021).

par exemple, ou encore les « Journaux de marches et opérations » (JMO) de toutes les unités à partir de 2008, qui représentent 1 370 cartons d'archives. À l'occasion du Centenaire, le site a mis en ligne 95 000 fiches de soldats n'ayant pas obtenu la mention « mort pour la France » ainsi que les archives des Conseils de guerre, qui ont permis de construire une nouvelle base listant les noms des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » (1 009 fusillés et exécutés).

Le site internet *Grand Mémorial*¹²⁸ avait été évoqué dès le « rapport Zimet », qui préconisait « un grand chantier de numérisation » de « l'ensemble des registres matriculaires des 8 millions de combattants »¹²⁹. La numérisation, l'indexation et la mise en ligne des 9 millions de « registres matricules » ont donc eu lieu, le portail étant officiellement inauguré par François Hollande le 11 novembre 2014¹³⁰.

Enfin, il y eut les Grandes Collectes de 2013, 2014 et 2018. À l'initiative de la Bibliothèque nationale de France et de la Mission du Centenaire, 150 centres d'archives ont participé à la collecte de documents relative à la Grande Guerre. En 2013 et 2014, la participation de 20 000 personnes a permis la numérisation de 325 000 documents et l'entrée de 1 700 fonds nouveaux¹³¹. La mise en ligne s'est faite soit sur un site dédié (*www.lagrandecollecte.fr*), soit sur le site *Europeana.eu*. On peut noter qu'en la matière, le Centenaire a fait tâche d'huile, car d'autres Grandes Collectes ont été organisées, notamment autour des relations entre la France et l'Afrique au XIX^e siècle.

Les chercheurs ont une connaissance intime des fonds traditionnels concernant la Grande Guerre. Cependant, le Centenaire – et il faut garder ces informations en tête pour envisager l'avenir de la recherche sur 14-18 – a été le théâtre d'un véritable « tsunami » documentaire. Ainsi, en plus des nouveaux fonds, accessibles ou non en ligne, au moins 280 nouveaux témoignages ont été

128 www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial (consulté le 1er août 2021).

129 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 14.

130 « Le Grand Mémorial ou l'identité retrouvée du Soldat inconnu », en ligne : www.culture.gouv.fr/Actualites/Le-Grand-Memorial-ou-l-identite-retrouvee-du-Soldat-inconnu (consulté le 1er août 2021). Voir également Benoît Hopquin, « Mémorial virtuel pour des millions de Poilus », *Le Monde*, 10 novembre 2014 et Nathalie Rogeaux, « La numérisation des matricules de la Grande Guerre aux archives départementales du Doubs », dans *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*, p. 98-99.

131 Au moins pour les deux premières vagues de 2013 et 2014. Voir Laurent Veyssièrre, « La Grande Collecte 1914-1918 : aux sources de la mémoire familiale de la Grande Guerre », dans *Le Centenaire de la Grande Guerre vécu par les archivistes*, *op. cit.*, p. 43-53 et Nicolas Patin, « *Europeana 1914-1918*. Une ressource numérique pour écrire l'histoire de la Grande Guerre », *Histoire@politique*, 35, mai-août 2018. Les chiffres ne sont pas disponibles pour la fin du Centenaire, et le nombre total des documents numérisés est donc certainement plus important.

édités, pour la France seulement. Une conclusion s'impose : nous n'avons pas fini d'exploiter les données que le Centenaire a générées.

LES RENOUVELLEMENTS HISTORIOGRAPHIQUES :
QUATRE ANNÉES DE RECHERCHES COLLECTIVES

Il est évidemment difficile de répertorier les enseignements scientifiques majeurs du Centenaire, tant la production a été considérable et diversifiée, qui plus est en l'absence, on l'a dit, de grands débats venus polariser une majorité des productions. Cependant, grâce à la vision générale rendue possible par les différentes contributions ici présentées, nous pouvons esquisser un certain nombre de tendances et de remarques concernant la dimension scientifique du Centenaire. La première concernera la chronologie de la guerre ; la deuxième, son extension spatiale ; la troisième, enfin, la diversification des thèmes de recherche¹³².

68

14-18 : une dilatation temporelle. Retour sur la chronologie

Les deux chiffres « 14-18 » sont devenus, en quelque sorte, métonymiques de la « Grande Guerre » ou « Première Guerre mondiale », à tel point qu'une référence, même très allusive, à ceux-ci convoque le souvenir ou l'actualité de la guerre. On pense, par exemple, au très sobre *14* de l'écrivain Jean Echenoz¹³³, ou au *14-18. Retrouver la guerre* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker¹³⁴. Cette dénomination installe, inconsciemment, l'idée simple et vraie que la Grande Guerre a débuté le 1^{er} août 1914 et s'est achevée le 11 novembre 1918. Ces bornes chronologiques, peut-être les plus intangibles de la recherche historique au xx^e siècle, semblaient inamovibles. Le Centenaire, à deux moments, et selon deux dynamiques distinctes, a cependant interrogé ces bornes, conduisant à réévaluer cette chronologie si solidement installée. Cette évolution est venue questionner à nouveaux frais la fin de la guerre et la date de 1918, tout en réaffirmant au contraire celle de 1914.

Deux livres se sont distingués dans le flot de publications du Centenaire et montrent cette évolution de l'appréhension chronologique du conflit : *Les Somnambules* de Christopher Clark¹³⁵, en ouverture des commémorations,

132 Voir également le bilan que tirent Antoine Prost et Jay Winter dans la mise à jour de leur essai historiographique *The Great War in History. Debates and Controversies, 1914 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, p.232-241.

133 Jean Echenoz, *14*, Paris, Éd. de Minuit, 2012.

134 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

135 Christopher Clark, *Les Somnambules*, Paris, Flammarion, 2013.

et *Les Vaincus* de Robert Gerwarth, qui les clôture¹³⁶. Le livre de l'historien australien, publié en 2013, s'est installé rapidement comme *le* livre du Centenaire, se vendant à des milliers d'exemplaires en Allemagne et en France. La morphologie du succès et du débat qui a suivi est très intéressante, car elle fait circuler des thématiques et des controverses selon une dynamique inédite. En effet, la question dominante de l'historiographie allemande concernant la Grande Guerre a toujours été celle des causalités de la guerre et des responsabilités de son déclenchement. Cette question est aussi ancienne que l'article 231 du traité de Versailles lui-même, et a été attisée par la gigantesque controverse autour des travaux de Fritz Fischer, premier historien allemand à considérer que l'Allemagne était bien le pays responsable du déclenchement de la conflagration mondiale. De ce point de vue, comme l'a souligné l'historien Gerd Krumeich, qui est entré en discussion avec les résultats de Christopher Clark¹³⁷, l'enquête du chercheur australien tenait aussi bien d'une volumineuse et précise enquête archivistique que d'une prise de position politico-mémorielle d'une importance considérable pour l'Allemagne, ce qui explique en partie son succès. Clark donnait l'absolution à une conscience allemande fragilisée par des questions qui sont, elles, très actuelles. Alors que les chercheurs s'attendaient à un centenaire 14-18 relativement morne en Allemagne, ce débat inattendu a en réalité surpris par sa vivacité, et réveillé une mémoire 14-18 non seulement endormie, mais recouverte par les atrocités du second conflit mondial.

La « dynamique Clark » a touché la France, alors que l'historiographie nationale, depuis de très nombreuses années, ne s'intéressait plus à la question du déclenchement de la guerre. Si Jean-Jacques Becker s'était penché dans sa recherche des années 1970 sur le thème fondamental de la « fleur au fusil¹³⁸ » – le prétendu enthousiasme de guerre d'août 1914 – il ne parlait pas en propre, ou alors fort peu, des causes de la guerre, et peu de chercheurs français pratiquent encore une histoire diplomatique leur permettant d'ausculter les relations internationales de l'avant-guerre¹³⁹. Un certain nombre de publications sont venues accompagner cet intérêt renouvelé pour l'avant-guerre, mais avec les outils de l'historiographie française, plus sociale et culturelle que purement militaire ou

136 Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violence et guerre civile sur les décombres des empires*, Paris, Le Seuil, 2017.

137 Gerd Krumeich, *Juli 1914. Eine Bilanz*, Paderborn, F. Schöningh, 2014, et sa traduction française par Claudine Layre, *Le Feu aux poudres*, Paris, Belin, 2014.

138 Jean-Jacques Becker, *1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre. Contribution à l'étude de l'opinion publique, printemps-été 1914*, Paris, Presses de Sciences Po, 1977.

139 L'exception confirmant la règle est Georges-Henri Soutou, *La Grande Illusion. Quand la France perdait la paix, 1914-1920*, Paris, Tallandier, 2015.

diplomatique¹⁴⁰. Dans l'ensemble, cependant, la place de l'avant-1914 a été plutôt réduite. Un grand colloque s'est penché sur les imaginaires de l'avant-guerre et sur l'idée si répandue que la guerre avait fini, en quelque sorte, par apparaître comme inévitable¹⁴¹. On peut en revanche noter que plusieurs explications traditionnelles concernant la guerre – la compétition coloniale et l'interprétation marxiste canonique d'une guerre impérialiste – n'ont pas rencontré d'écho important. De même, si quelques ouvrages ont pu aborder les guerres balkaniques¹⁴², c'est véritablement dans le sillage de Clark que ce débat a questionné les causalités traditionnelles de la guerre, montrant la circulation des thématiques entre l'Allemagne et l'Europe. La date de 1914 aurait pu, de ce fait, être mise en cause, pour ouvrir sur une réflexion plus large, notamment sur les guerres balkaniques, comme cela avait d'ailleurs été le cas en 2004-2005 lorsque le programme de l'agrégation d'histoire proposa de s'interroger sur les guerres de 1911 à 1946¹⁴³. Force est de constater que le livre de Clark, avec l'accent mis sur l'attentat de Sarajevo comme un événement transformateur, a plutôt eu pour conséquence de resserrer la réflexion scientifique sur l'escalade finale d'entrée dans la guerre¹⁴⁴.

Il n'en va pas de même pour la date de 1918. On peut dire qu'un des résultats majeurs du Centenaire, que ce soit du point de vue scientifique ou dans la vision du grand public, est d'avoir démontré que la date du 11 novembre 1918, si elle induisait un soulagement immense pour les Français et certains Européens, ne signifiait en aucun cas la fin du conflit, sous toutes ses formes. Il faut souligner que cette réflexion sur les « sorties de guerre » était déjà bien installée dans le paysage français, notamment à partir des recherches d'historiens comme Stéphane Audoin-Rouzeau, Christophe Prochasson et Bruno Cabanes. Ceux-ci ont en effet publié, dans les années 2000, de nombreux travaux relatifs à ce concept, que ce soit

¹⁴⁰ Olivier Cosson, *Préparer la Grande Guerre. L'armée française et la guerre russo-japonaise*, Paris, Les Indes savantes, 2013, et Ken Daimaru, *Préserver la santé des armées dans le Japon moderne. La médecine militaire face à la guerre russo-japonaise*, thèse soutenue le 16 décembre 2017 à l'université de Nanterre sous la direction d'Annette Becker, Emmanuel Lozerand et Naoko Shimazu.

¹⁴¹ Arndt Weinrich et Heather Jones, *The Pre-1914 Period: Imagined Wars, Future Wars*, Francia, Band 40, 2013.

¹⁴² Catherine Horel, *Les Guerres balkaniques (1912-1913). Conflits, enjeux, mémoires, et Entrer en guerre, 1914-1918. Des Balkans au monde*, Bruxelles, P. Lang, respectivement 2014 et 2018.

¹⁴³ Stéphane Audoin-Rouzeau, Henry Rousso, Anne Duménil et Christian Ingrao, « Les sociétés, la guerre et la paix (Europe, Russie/URSS, États-Unis, Japon), 1911-1946 », *Historiens et géographes*, 383, juillet-août 2003, p. 137-212.

¹⁴⁴ Ici, nous nous éloignons quelque peu d'Antoine Prost et de Jay Winter, qui estiment dans leur récente synthèse des apports scientifiques du Centenaire que la borne 1914 a également été remise en question (voir *The Great War in History*, op. cit., p. 233). Si cela est peut-être vrai au niveau international, nous aurions tendance à nuancer ce constat pour le cas de l'historiographie française.

dans l'étude de l'intimité des familles françaises ou de l'histoire militaire¹⁴⁵. Cependant, on peut dire que les effets conjugués d'une internationalisation de la recherche et de cette dilatation temporelle ont permis d'éclairer les dynamiques des « guerres continuées » dans toute l'Europe. John Horne et Robert Gerwarth ont ainsi publié, à l'orée du Centenaire, un remarquable *War in Peace*¹⁴⁶ qui analysait l'émergence de très nombreux groupes paramilitaires dans l'Europe centrale, mais aussi en Irlande ; Robert Gerwarth, on l'a dit, clôtura le Centenaire avec *Les Vaincus* (2017) qui a conquis un assez large public en France. L'intérêt de ces ouvrages qui font exploser les chronologies traditionnelles est de recourir à une histoire sociale « par en bas », qui décentre le regard en l'éloignant des grandes puissances et de la reconstruction diplomatique de l'Europe. Alors qu'on a longtemps écrit l'histoire de l'après-guerre autour du wilsonisme, des grands traités de la banlieue parisienne et d'une vision par en haut de la réorganisation de l'Europe, le Centenaire nous a apporté un nouvel éclairage sur la réalité sociale et territoriale de ces dynamiques. De ce point de vue, on peut estimer qu'une autre évolution historiographique est à l'œuvre : depuis une dizaine d'années, et dans le sillage de la *Global History*, les études sur les « empires » ont été très dynamiques¹⁴⁷. Les recherches sur le Centenaire ont profité de cette focalisation pour réfléchir à l'écroulement des quatre grands empires européens entre 1914 et 1918, et ainsi comprendre les constructions nationales de l'Europe du début des années 1920. Cela poussait à ne plus respecter 1918 comme une date sacrosainte d'achèvement de la guerre et à regarder l'immédiat après-guerre (selon les contextes nationaux, vers les années 1919 à 1923). De nombreux livres ont ainsi choisi la date de 1919 comme achèvement (55), d'autres les années 1920-1923 (25). La morphologie des conférences et des colloques le confirme : si plusieurs colloques se sont intéressés à la construction diplomatique de la paix¹⁴⁸, un nombre plus important d'entre eux s'est consacré aux conséquences quotidiennes de la guerre et à une lecture plus sociale et culturelle qu'à proprement parler politique. « La guerre après la guerre : la France au Levant (1918-1923) » ; « Sortie de guerre et colonies » ; « Les effets de la Première Guerre mondiale sur les Églises chrétiennes en Europe, 1918-1925 » : autant de titres qui montrent la fin du primat de la date de 1918.

145 Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson, *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après-1918*, Paris, Tallandier, 2008 ; Bruno Cabanes, *La Victoire endeuillée. La sortie de guerre des soldats français (1918-1920)*, Paris, Le Seuil, 2004 ; *id.* et Guillaume Piketty, *Retour à l'intime au sortir de la guerre*, Paris, Tallandier, 2009.

146 Robert Gerwarth et John Horne, *War in Peace. Paramilitary Violence in Europe after the Great War*, Oxford/New York, Oxford University Press, 2012.

147 Un exemple parmi bien d'autres : Frédéric Cooper et Jane Burbank, *Empires. De la Chine ancienne à nos jours*, Paris, Payot, 2011.

148 Voir *infra* la contribution d'Elisa Marcobelli.

Cette dilatation de quelques années ouvre, en quelque sorte, sur la question beaucoup plus vaste de la mémoire de la guerre. Le Centenaire, on peut l'avancer, n'a pas donné lieu à une réouverture des débats des années 1990-2000 concernant le lien entre Première et Seconde Guerre mondiale, la « brutalisation » et la « guerre de Trente Ans ». On peut constater que des thématiques traditionnelles de l'histoire politique, comme l'émergence des fascismes et le lien entretenu par les radicalités politiques avec l'expérience des tranchées, n'ont pas été au cœur des réflexions. En revanche la dilatation temporelle, en s'intéressant aux acteurs sociaux les plus divers, créait une passerelle de réflexion sur la mémoire immédiate du conflit, elle-même vecteur de réflexion sur la mémoire à plus long terme de 14-18. De ce point de vue, si la mémoire au sens propre du terme est moins présente dans les publications, Elisa Marcobelli a montré qu'un très grand nombre de colloques scientifiques y avaient consacré leurs travaux, et Lise Galand – selon une logique très différente, de type médiatique – qu'elle tenait une place particulière dans les prises de paroles des universitaires dans les médias. Que ce soit à travers une réflexion continue et profonde sur les monuments aux morts¹⁴⁹, sur les ruines de guerre¹⁵⁰ ou sur le poids de la guerre dans les mémoires nationales, on peut considérer – avec une satisfaction intellectuelle certaine – que le Centenaire n'a pas été, pour les scientifiques comme pour le grand public, qu'une cérémonie mémorielle de quatre années, mais bien un moment de réflexion sur cette mémoire, de compréhension de sa complexité et de la manière dont elle s'est construite historiquement¹⁵¹.

Entre le début et l'arrêt des combats, on peut constater des modifications significatives sur l'équilibre des grandes « dates » du conflit. Il ne s'agit pas ici d'une dilatation à proprement parler, mais d'un rééquilibrage. En effet, alors que les années 1916 et 1917 ont longtemps été les symboles des grandes batailles, pour la première, et des mutineries, insoumissions et révolutions pour la seconde, on peut avancer que l'année 1914, et notamment les premières batailles de la guerre, ont reçu durant le Centenaire un éclairage particulier. S'il y a bien évidemment eu un flot important de livres et de recherches sur la bataille de la Marne, deux ouvrages parus au début du Centenaire ont attiré l'attention sur la mortalité terrible des premières semaines de la guerre, en l'occurrence ceux signés

149 Il y a eu de nombreuses publications sur la question durant le Centenaire. Deux exemples parmi d'autres : Jacques Mauduy, *La Lozère dans la Grande Guerre. Les monuments aux morts racontent*, Nîmes, Alcide, 2014 et Bernadette Schnitzler, *Mourir pour la Patrie ? Les monuments aux morts d'Alsace-Moselle*, Lyon, Lieux dits, 2016.

150 Emmanuelle Danchin, *Le Temps des ruines (1914-1921)*, Rennes, PUR, 2015.

151 Voir, à ce titre, tous les travaux de Nicolas Offenstadt sur la question, mais aussi ceux de Rémi Dalisson, comme *Histoire de la mémoire de la Grande Guerre*, Saint-Cloud, Soteca, 2015.

de Jean-Michel Steg, intitulé *Le Jour le plus meurtrier l'histoire de France* (Fayard, 2013) et de Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, *Charleroi 21-23 août 1914* (Tallandier, 2012). Dans les deux cas, les auteurs s'interrogeaient sur les pertes considérables du début de la guerre, relativisant, d'une certaine manière, la spécificité de l'année 1916. Surtout, ils montraient par ce biais l'impréparation à la guerre, complétant les réflexions de l'historiographie sur la « guerre imaginée ». 1916 est restée une année phare, plus tournée vers Verdun que vers la Somme, tandis que 1917 – nous y reviendrons – a été bien plus américaine que russe.

1914-1918 reste donc 1914-1918. Mais le Centenaire a été l'occasion de réfléchir à la pertinence de ces bornes chronologiques et bien davantage, par ailleurs, aux « sorties de guerre » et aux « guerres continuées » qu'à l'entrée en guerre en 1914.

La fin du cadre national ?

À cette dilatation chronologique a correspondu une dilatation spatiale, interrogeant le cadre national à deux points de vue. D'une part, les recherches scientifiques portant sur des thématiques internationales ou transnationales se sont multipliées ; d'autre part, les recherches en histoire locale et régionale ont été nombreuses. Dans les deux cas, le cadre national français, s'il est resté la référence incontestée, a laissé la place à des centres d'intérêts plus ouverts sur d'autres formes de territorialisation de l'identité¹⁵².

Que ce soit dans les publications « grand public » ou, en plus grande proportion encore, dans l'édition scientifique, les recherches ouvrant à une dimension internationale ont été nombreuses. Ainsi, 17 % des 2 300 livres d'histoire parus (soit 277 volumes)¹⁵³ et 36 % des publications scientifiques intégraient une thématique internationale¹⁵⁴, aussi bien à travers les relations bilatérales de la France, le contexte colonial ou ultramarin, une monographie sur un autre pays, ou la place, sur le territoire français, des armées étrangères. La proportion de thèses soutenues consacrées à des thématiques internationales a, quant à elle, plus que doublé entre 1985 et le Centenaire, passant de 7,8 % à 19,1 %. Et en ce qui concerne les projets doctoraux en cours, plus de la moitié s'intéressent (au moins en partie) à des aires géographiques extérieures à l'Hexagone¹⁵⁵.

Plusieurs remarques s'imposent sur la morphologie de ce Centenaire scientifique international. La première, visible à travers plusieurs données incontestables,

152 Voir aussi Antoine Prost et Jay Winter, *The Great War in History*, *op. cit.*, p. 234-235.

153 Voir *infra* la contribution de Nicolas Patin.

154 Voir *infra* la contribution de Franziska Heimburger.

155 Voir *infra* la contribution de Simon Catros.

concerne la place de l'Allemagne dans la commémoration. Avec 57 livres dédiés à l'Allemagne ou à l'histoire franco-allemande et 133 publications scientifiques sur le sujet, il semble bien que le couple binational ait été au centre des attentions. De nombreux livres écrits à quatre mains par des chercheurs des deux pays démontrent non seulement la fameuse « réconciliation » si usitée dans le vocabulaire politique mais, plus profondément, une réelle coopération universitaire et des rapprochements essentiels. On peut citer, de ce point de vue, trois initiatives : celle de Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich dans leur ouvrage de 2008¹⁵⁶ ; l'analyse de la bataille de Verdun par le même Gerd Krumeich et Antoine Prost¹⁵⁷ ; enfin, un album franco-allemand qui a réuni plus de 50 chercheurs des deux pays¹⁵⁸. L'Institut historique allemand, qui a porté ce dernier projet avec la Mission du Centenaire, a par ailleurs été un animateur essentiel du Centenaire.

74

Cette présence importante des relations franco-allemandes contraste avec la place relativement faible accordée au Royaume-Uni. En effet, en dehors de la bataille de la Somme, celui-ci fait l'objet de 14 livres publiés et 40 publications scientifiques. Même s'il peut y avoir de légères erreurs de perception liées au fait que l'allié anglais n'est pas toujours explicitement évoqué dans les titres de livres ou d'articles, et même si la bataille de la Somme a été analysée dans quelques publications, il n'en reste pas moins qu'on peut considérer que l'allié britannique n'a pas reçu une ample attention dans la recherche française.

Il en va de même pour la Russie. L'intégration des révolutions russes de 1917 dans la période 1914-1918 n'a jamais été simple. Le livre d'Alexandre Sumpf, pourtant intitulé *La Grande Guerre oubliée. Russie, 1914-1918*¹⁵⁹, traite en réalité de manière très détaillée des révolutions et du « communisme de guerre » jusqu'en 1922. Il semble que le centenaire de la « grande lueur à l'Est » et celui de 14-18 se soient plutôt poursuivis de manière parallèle, sans réellement interagir, malgré la phrase de Lénine voyant dans la guerre le « plus beau cadeau fait à la révolution »¹⁶⁰. 18 livres et 30 publications scientifiques ont été consacrés à la Grande Guerre en Russie. Cette remarque sur le poids somme toute très relatif de la Russie et des révolutions russes dans le Centenaire en amène une autre : si l'on considère 1917, dans sa force d'appel contestatrice, comme année des mutineries, des rébellions, des « refus de guerre », force est de constater que ces thématiques

156 Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich, *La Grande Guerre. Une histoire franco-allemande*, Paris, Tallandier, 2008.

157 Gerd Krumeich et Antoine Prost, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015.

158 Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich, Nicolas Patin et Arndt Weinrich, *La Grande Guerre vue d'en face, 1914-1918. Nachbarn im Krieg*, Paris, A. Michel, 2016.

159 Alexandre Sumpf, *La Grande Guerre oubliée. Russie 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014.

160 Nicolas Werth, *Le Cimetière de l'espérance*, Paris, Perrin, 2019.

sont peu apparues dans la recherche en tant que telle. Le pacifisme, en revanche, a été analysé sous plusieurs angles, notamment à travers plusieurs grands colloques.

Un pays a brillé par son absence au début du Centenaire, avant de connaître, en 2017, une attention particulière, qui contraste avec celle accordée à la Russie : il s'agit bien évidemment des États-Unis, et plus largement de l'Amérique du Nord (intégrant le Canada). En effet, outre une dynamique commémorative qui a porté des thématiques sur l'arrivée des Américains en France – notamment dans les ports de la façade atlantique comme Bordeaux¹⁶¹ ou Saint-Nazaire¹⁶² – des sujets innovants ont marqué cette recherche : outre des ouvrages désormais classiques comme ceux d'Hélène Harter¹⁶³, plusieurs livres concernant des combattants aux parcours spécifiques (les Poilus de Harlem, les fameux *Hellfighters*, mais aussi les soldats amérindiens¹⁶⁴) ont attiré l'attention. 42 livres ont ainsi été publiés sur cet aspect, quand les publications scientifiques, elles, comptaient 21 recherches¹⁶⁵. Les formations organisées en 2015 par les académies de Picardie, de Champagne-Ardenne et du Nord-Pas-de-Calais se sont ainsi intéressées, dans le sillage de ces ouvrages, aux « Américains en guerre – Afro-Américains et Amérindiens »¹⁶⁶. La revue *L'Histoire* a thématiqué, quant à elle, en avril 2017 le « débarquement » des Américains¹⁶⁷.

De nombreux autres pays ont attiré l'attention des chercheurs, notamment la Belgique, l'Italie, l'Europe centrale ou encore l'Irlande. De ce point de vue – et les différents chapitres qui suivent donneront à ce sujet des détails plus amples – l'écriture du Centenaire a fait un pas remarquable vers l'internationalisation des recherches et ouvert à un regard véritablement européen et occidental sur le conflit.

La question des colonies et des territoires d'outre-mer, qui apparaissait comme un axe à prendre en compte dans le « rapport Zimet », présentait une problématique dépassant la pure recherche, tant la question des mémoires

161 Bruno Cabanes, *1917, voilà les Américains*, Bordeaux, Mémorial, 2017.

162 Éric Rondel, *Les Américains à Saint-Nazaire, 1917-1919*. Savenay, Donges, La Baule, Le Croisic, Montoir, Sable-d'Or-les-Pins, Ouest-France, 2017.

163 Hélène Harter, *Les États-Unis dans la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2017.

164 Voir, par exemple, Thomas Saintourens, *Les Poilus de Harlem. L'épopée des Hellfighters dans la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2017.

165 Depuis le début de ces comparaisons entre « publications grand public » et « publications scientifiques », les chiffres ne s'additionnent pas. Il s'agit de corpus différents qui s'entrecroisent. (Voir, *infra*, les contributions de Franziska Heimburger et Nicolas Patin.)

166 Voir l'intervention de Thomas Grillot, filmée aux « Journées de l'APHG », intitulée « La guerre : une expérience distincte pour les minorités ? » (<https://www.youtube.com/watch?v=7JMOrXRkS98>, consulté le 1^{er} août 2021).

167 *L'Histoire*, 434, « Première Guerre mondiale. Les Américains débarquent », avril 2017.

concurrentes habitaient déjà le « rapport Kaspi » de 2008¹⁶⁸. Le bilan scientifique, de ce point de vue, est peut-être moins contrasté que le bilan de l'action publique. Car si les grands événements commémoratifs ont peut-être peiné à mettre à l'honneur les soldats coloniaux¹⁶⁹ – la polémique « Black M » ayant ajouté son lot de difficultés – la recherche, elle, s'est amplement tournée vers ces thématiques. Outre les publications de chercheurs travaillant habituellement sur le sujet, comme Marc Michel¹⁷⁰ ou Jacques Frémeaux, le Centenaire a été l'occasion de faire la lumière sur l'engagement des troupes coloniales dans les combats hexagonaux, mais aussi à l'arrière. Soldats indiens¹⁷¹, travailleurs chinois¹⁷², combattants noirs¹⁷³ ou Poilus guyanais¹⁷⁴ ont ainsi fait l'objet de recherches. De manière très intéressante, des témoignages de Poilus « tirailleurs » ont connu un succès certain, comme l'histoire de Demba Diop¹⁷⁵. On l'a vu, le cadre national prime encore largement sur les dynamiques internationales. On doit néanmoins souligner que plus d'un tiers des recherches scientifiques menées ou abouties durant le Centenaire se sont intéressées à une dimension internationale, ce qui est très loin d'être négligeable.

En deçà de cette dynamique en existe une autre qui concurrence elle aussi l'échelle nationale. Il s'agit de la vivacité des études ancrées dans un territoire local ou régional. Elle est visible dans toutes nos analyses, à différentes échelles. D'un côté, elle montre la vivacité du Centenaire « par en bas », et explique qu'un très grand nombre d'ouvrages grand public ou d'expositions soient

168 Le « rapport Kaspi » indiquait ainsi que la France « avait cessé de mettre en valeur de grands mythes nationaux » (p. 23) et qu'il ne fallait pas négliger « le communautarisme et ses effets » (p. 25). Les formulations sont radicales : « La France perdra définitivement son unité spirituelle pour devenir un agrégat, plus ou moins lâche, de compassions » (p. 25). Dans le même temps, le rapport appelle à « sortir de l'oubli » les « faits d'armes » des « soldats africains, nord-africains et asiatiques » (p. 30).

169 Antoine Flandrin, « La mémoire des soldats coloniaux à l'honneur », *Le Monde*, 2 juin 2014.

170 Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre : l'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Paris, Karthala, 2014.

171 Claude Markovits, *De l'Indus à la Somme. Les Indiens en France pendant la Grande Guerre*, Paris, MSH, 2018.

172 Yves Tsao, *Les Travailleurs chinois recrutés par la France pendant la Grande Guerre*, Aix-en-Provence, Presses de l'Université de Provence, 2018 ; Li Ma (dir.), *Les Travailleurs chinois dans la Première Guerre mondiale*, Paris, CNRS éd., 2012.

173 Dick Van Galen Last, *Des soldats noirs dans une guerre de blancs (1914-1922)*, Bruxelles, Éd. de l'Université de Bruxelles, 2015.

174 *Paroles de Poilus guyanais. Propos, lettres et carnets de la Grande Guerre*, éd. Philippe Guyot et Marie-Céline Gardiennet, Matoury, Ibis rouge, 2016.

175 Tempoe (scénario), Mor (dessin) et Florent Daniel (couleur), *Demba Diop. La force des rochers*, Vineuil, Physalis, 2013.

consacrés à des sujets d'histoire locale. Cela dit, cette dynamique déborde vers les logiques scientifiques.

De nombreux colloques ont ainsi été organisés à l'échelle régionale ou départementale, que ce soit en Bretagne, en Savoie, en Normandie... ou dans les régions touchées directement par l'expérience du front, qui marient alors souvent l'histoire d'une région et l'histoire d'une bataille. Les villes n'ont pas été en reste, conjuguant expositions et organisations d'événements scientifiques, qui ont très certainement enrichi notre connaissance des différentes facettes de la guerre au front et à l'arrière.

Ce n'est pas là un fait anodin. D'un côté, ces études montrent l'ancrage de la mémoire 14-18 dans les territoires, une mémoire vivante qui pousse à faire de l'histoire. De l'autre, prendre en compte l'importance des « petites patries », comme les ont nommées Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall¹⁷⁶, donne à voir une société française où le « fait régional » était très important. La dynamique à l'œuvre dans la publication des ouvrages grand public montre que l'envie de publier le témoignage d'un aïeul est bien souvent corrélée à l'idée de mettre en valeur un territoire spécifique – au-delà de l'argument « publicitaire ». Mémoire familiale et mémoire locale ont été souvent inséparables¹⁷⁷.

Une diversification des thèmes et des méthodes

On l'a dit, il est très difficile de reconstituer dans toute leur variété les recherches menées au cours du Centenaire. Le risque est grand de déboucher sur un inventaire dont ni l'exhaustivité, ni la lisibilité ne seraient vraiment satisfaisantes. On peut cependant constater le fait que de nombreux chercheurs extérieurs au champ traditionnel de l'histoire de la Première Guerre mondiale se sont saisis du Centenaire comme d'une occasion pour éclairer leurs objets de recherche sous un jour nouveau. Il n'y a là rien d'étonnant si l'on considère que l'écriture de l'histoire de 14-18 n'a jamais été totalement le pré carré des purs historiens spécialistes¹⁷⁸, ou si l'on perçoit la commémoration et l'attention du grand public qu'elle génère comme une manne. Le fleuve 14-18, d'une certaine manière, est sorti de

176 Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013.

177 Alain Jacques, *Dans la fournaise de Lens (1915-1917)*. *Journal du notaire Léon Tacquet*, Lens, Gauheria, 2012 ; Alain Jacobzone et Louis Thareaut, *Puis crac ! c'est la guerre. Un couple angevin pendant la Grande Guerre*, Saint-Jean-des-Mauvrets, Éd. du Petit Pavé, 2018.

178 Voir par exemple Nicolas Offenstadt, « (Hi)stories and memories of the Great War in France, 1914-2018 », dans Christoph Cornelissen et Arndt Weinrich (dir.), *Writing the Great War. One Hundred Years of Historiography on World War I from 1918 to the Present*, New York, Berghahn, 2021, p. 11-49.

son lit. De ce fait, pour filer la métaphore, une véritable vague de publications et d'études s'est produite, éclairant l'histoire des femmes, des enfants, l'histoire des techniques, l'histoire militaire, l'histoire-bataille, l'histoire du front, celle de l'arrière... Pour structurer cette polyphonie prévisible, l'équipe chargée du bilan a mis en place une taxinomie très précise des thématiques abordées durant le Centenaire. Cette taxinomie, à partir de laquelle ont été classées l'ensemble des productions scientifiques (publications, colloques, etc.) permet d'avoir une vision plus longitudinale des évolutions de long terme et de conclure plus directement sur les inflexions de thèmes et de méthodes entre 2012 et 2019. Les résultats se retrouvent dans les chapitres qui suivent, et permettent de dégager les grandes tendances du Centenaire scientifique.

Cela dit, on peut éclairer l'appropriation du Centenaire par des chercheurs extérieurs à l'étude de la période à travers trois exemples éclairant les logiques produites par la commémoration.

78

L'histoire économique s'est depuis longtemps intéressée à la Grande Guerre, que ce soit dans l'analyse de l'effort de guerre et de son financement, des conséquences du conflit sur le travail des femmes ou encore des conséquences à long terme de la guerre sur l'économie française et internationale. Dans l'ensemble, cependant, pendant les années 1990 et 2000, l'histoire économique du conflit était un chantier relativement délaissé. Le Centenaire, en attirant l'attention – et donc des moyens – sur l'histoire de la guerre, a permis d'organiser de nombreux événements, y compris sur l'histoire économique de la guerre. Le cycle « Les Finances, un ministère en guerre, un ministère dans la guerre (1914-1918) » en est un bon exemple : il a été l'occasion de plusieurs journées d'études et colloques. Placé sous le patronage du ministre Michel Sapin et sous la direction scientifique de Florence Descamps (EPHE) et Laure Quennouëlle-Corre (CNRS), il a abouti à plusieurs publications¹⁷⁹. La première chercheuse est spécialiste du ministère des Finances et commence donc à s'intéresser à 14-18 à l'occasion du Centenaire¹⁸⁰ ; la seconde est spécialiste des politiques financières, et met elle aussi ses compétences au service des grands colloques organisés par le ministère. On a donc ici un bon exemple d'une institution qui participe de la dynamique commémorative en canalisant des moyens et en produisant des résultats sur des thématiques qui, sans cela, seraient restées sous-exploitées.

179 Florence Descamps et Laure Quennouëlle-Corre (dir.), *Finances publiques en temps de guerre, 1914-1918. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs et La Mobilisation financière pendant la Grande Guerre. Le front financier, un troisième front*, Vincennes, IGPDE, respectivement 2015 et 2016.

180 C'est du moins ce que révèle une rapide lecture de son *curriculum vitae* en ligne. Voir, pour Laure Quennouëlle-Corre, la page suivante : <http://crh.ehess.fr/index.php?2436> (consulté le 1^{er} août 2021).

L'histoire religieuse est un deuxième exemple. Ce champ est structuré par un nombre relativement important de chercheurs, de réseaux, de revues... À la faveur du Centenaire, plusieurs dynamiques sont visibles : à l'échelle locale, d'une part, la publication massive de témoignages par des acteurs individuels a pu aboutir à mettre en valeur la mémoire de tel ou tel homme d'Église ou de telle ou telle communauté religieuse¹⁸¹. D'autre part, comme dans le cas de l'histoire économique, chercheurs et revues scientifiques se sont adaptés à la demande, et ont produit de nombreuses recherches sur la question. Xavier Boniface, qui avait travaillé sur l'aumônerie militaire française de 1914 à 1962, a ainsi produit de très nombreuses recherches sur la Grande Guerre : une *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, une étude intitulée *Foi, religions et sacré dans la Grande Guerre* (avec François Cochet) et a participé avec un article dédié aux « Aumôniers militaires de la Grande Guerre » au numéro spécial que la revue catholique internationale *Communio* a consacré à « L'Église dans la Grande Guerre »¹⁸². Elisa Marcobelli, dans sa contribution au présent ouvrage, montre la vivacité de cette recherche : une dizaine de colloques ont ainsi été organisés autour des chrétiens en guerre, et quatre autour des juifs.

Un troisième cas parmi de nombreux autres est celui de « l'histoire animale ». Dans ce cas précis, on peut dire que le Centenaire a même contribué à l'émergence d'un nouveau champ. En effet, le chercheur Éric Baratay travaillait depuis longtemps à cette thématique, écrivant de nombreux ouvrages sur la question à partir de 1995. En 2012, il publie *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, qui lui vaut une certaine reconnaissance. Surtout, en 2013, il publie *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*¹⁸³. Le livre se vend extrêmement bien pour une étude scientifique, dans un effet d'éclairage conjoint : l'association de la thématique 14-18 et de cette nouvelle histoire animale a produit un sujet innovant – tout du moins aux yeux des acheteurs, car Stéphane Audoin-Rouzeau et Damien Baldin avaient déjà défriché ce champ de recherches en 2007¹⁸⁴. À partir de ce premier succès, suivent 19 publications sur la même thématique,

181 Nelly Blanchard, *Un chouan dans les tranchées. Jean-Marie Conseil, prêtre breton au front, 1914-1916*, Rennes, PUR, 2017 ; *Aumônier à Verdun. Journal de guerre et lettre du père Anizan*, éd. Jean-Yves Moy, Rennes, PUR, 2015.

182 Xavier Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2014 ; *id.* et François Cochet (dir.), *Foi, religions et sacré dans la Grande Guerre*, Arras, Artois Presses Université, 2014 ; *id.*, « Les aumôniers militaires de la Grande Guerre. Éclairages européens », *Communio*, 227, « L'Église et la Grande Guerre », mai-août 2013, p. 71 sq.

183 Éric Baratay, *Le Point de vue animal, une autre version de l'histoire*, Paris, Le Seuil, 2012 ; *id.*, *Bêtes des tranchées, des vécus oubliés*, Paris, CNRS éd., 2013.

184 Stéphane Audoin-Rouzeau, Damien Baldin, Jean-Pierre Digard et Patrick Jude, *La Guerre des animaux (1914-1918)*, Péronne, ArtLys, 2007.

s'intéressant aux chevaux et à la cavalerie, aux chiens de tranchées, aux pigeons et autres « héros oubliés » de la Grande Guerre¹⁸⁵.

À travers ces trois exemples, on perçoit la manière dont le Centenaire, en mettant des moyens au service des chercheurs, conduit à des formes d'appropriation, plus ou moins instrumentales, des thématiques 1914-1918. Cela aboutit, quoi qu'il en soit, à une pluralité de discours et de points de vue qui défie presque toute classification, tant le nombre de recherches a été élevé. Nous renvoyons à la présentation générale *infra* pour une synthèse des thématiques abordées dans les différents espaces du Centenaire.

80 On le voit, si un fait domine le bilan scientifique du Centenaire, c'est celui de la diversité, voire de l'éparpillement. Aucun grand débat n'est venu embrasser – ou enfermer – la réflexion des nombreux chercheurs et chercheuses. Or, l'horizon d'attente de la commémoration était bien différent dans les années ayant précédé son lancement, tant des controverses avaient polarisé le champ scientifique de 14-18 en France. Cependant, nous allons le voir, le Centenaire est venu parachever une évolution déjà en cours, celle de la disparition de l'axe structurant du débat autour de la guerre.

Les débats et la fin des controverses ?

Si les responsables de la politique mémorielle craignaient, pour certains, la récupération politicienne du « moment 14-18 », à travers des controverses toujours plus violentes autour de l'identité nationale, les historiens, eux, savaient que le Centenaire pouvait être un moment complexe sur son versant purement scientifique. En effet, depuis le milieu des années 2000, le champ universitaire concernant la Grande Guerre s'était profondément clivé, encourageant de vifs débats et la création de deux nébuleuses, qu'on a bien vite désignées, l'attention médiatique aidant, comme des « écoles », au prix, soit dit en passant, d'une homogénéisation assez artificielle des deux « camps ».

Il n'est pas inutile de revenir rapidement sur ces années de débats historiographiques pour mieux comprendre le Centenaire dans sa dynamique. Antoine Prost et Jay Winter estiment que les recherches sur la Grande Guerre ont connu, depuis la fin de la guerre elle-même, trois grandes phases : une histoire politique, militaire et diplomatique, jusqu'aux années 1960 ; une histoire sociale

185 Jean-Michel Derex, *Héros oubliés : les animaux dans la Grande Guerre*, Paris, P. de Taillac, 2018.

ensuite ; une histoire culturelle à partir des années 1990¹⁸⁶. Cette dernière scansion correspond à la naissance de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (en 1992) et de son Centre international de recherche, présidé alors par Jean-Jacques Becker, et qui compte en son sein des chercheurs français et internationaux comme Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, John Horne, Gerd Krumeich et Jay Winter. Autour d'une nouvelle génération de chercheurs et de chercheuses¹⁸⁷ commencent alors à se dessiner de nouvelles interprétations et de nouvelles méthodes, qui accompagnent une « redécouverte » de la Grande Guerre au cours de ces années. Cette nouvelle ère est évidemment traversée par un éloignement de l'horizon guerrier en Europe – la guerre en ex-Yougoslavie constituant, de ce point de vue, un contre-exemple qui soulève nombre d'interrogations essentielles. Il n'empêche : la guerre s'éloigne pour des sociétés européennes qui ne connaissent, pour certaines, même plus le service militaire obligatoire. Les derniers témoins des grands conflits du xx^e siècle finissent de disparaître. D'autre part, les études sur la Grande Guerre ne sont pas isolées d'autres mouvements à l'œuvre dans les sciences sociales ; le *linguistic turn* et le *cultural turn* continuent de produire leurs effets dans les années 1990.

Ces logiques s'entremêlent pour aboutir à un ouvrage phare, publié par les deux auteurs cités ci-dessus, et au titre-manifeste : *14-18. Retrouver la guerre*, paru chez Gallimard en 2000 et au format poche en 2003. Le livre, prenant la forme d'un essai, propose un certain nombre de pistes qui tranchent radicalement avec la manière traditionnelle d'aborder la Grande Guerre et, plus largement, avec le régime mémoriel ayant alors cours en France. Il s'installe de plain-pied dans des thématiques issues de l'histoire culturelle, de l'anthropologie, s'intéressant au deuil ou aux formes de violence. C'est là que la « révolution copernicienne » est peut-être la plus importante : les deux auteurs proposent de faire des Poilus des acteurs de violence, et plus seulement des agents sans agentivité (sans « marge de manœuvre », pourrait-on dire), pures victimes de la folie de la guerre : « En faisant ainsi des combattants des sacrifiés offerts à la boucherie militaire, le processus de victimisation a encombré depuis longtemps la réflexion, quand il ne l'a pas

186 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004.

187 Stéphane Audoin-Rouzeau a ainsi dirigé les thèses de doctorat de Sophie Delaporte (1999), Jean-Yves Le Naour (2000), Anne Duménil (2000), Charles Ridet (2005) Manon Pignot (2007) Emmanuel Saint-Fuscien (2008), Hervé Mazurel (2009), Victor Demiaux (2013) et Hélène Dumas (2013). Annette Becker, quant à elle, a dirigé les thèses de Nicolas Beaupré (2002), Dominique Fouchard (2011), Emmanuelle Danchin (2012), Marine Branland (2013) ou Ken Daimaru (2017). (Source : *theses.fr*.)

interdite [...]. C'est ainsi que la question essentielle du consentement de millions d'Européens et d'Occidentaux entre 1914 et 1918 est restée occultée¹⁸⁸ ».

Le terme est lâché – *consentement* – qui devient par la suite le slogan accolé à l'« école » qui rassemble cette nouvelle histoire culturelle du conflit. Plusieurs notions importantes, comme celles de « brutalisation » et de « culture de guerre », viennent compléter un nouveau paradigme. Face à une question de plus en plus pressante à mesure que la guerre s'éloigne, celle de savoir comment les soldats ont « tenu » pendant si longtemps dans les massacres des tranchées, les chercheurs et chercheuses regroupés autour de l'Historial de Péronne éclairent l'importance de cette « culture de guerre », qui a forgé un « consentement », se traduisant en ténacité¹⁸⁹. Cet argumentaire, très vite résumé, n'épuise en rien la diversité des recherches qui ont été menées, mais il constitue, en quelque sorte, le précipité de ce que la querelle a voulu retenir des recherches de cette histoire culturelle.

82

C'est durant l'année 2004 et à partir de novembre 2005 que l'autre nébuleuse se forme, autour d'un groupement scientifique qui prend le nom de « CRID 14-18 », le Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918. Il regroupe, là encore, de nombreux chercheurs et chercheuses, autour d'André Bach, Rémy Cazals, Alexandre Lafon, André Loez, Nicolas Mariot, Frédéric Rousseau et Nicolas Offenstadt¹⁹⁰. Durant la seconde moitié de la décennie 2000, les polémiques font rage, d'autant que la question de l'agrégation d'histoire contemporaine en 2005 s'intitule « Guerres, paix et sociétés, 1911-1946 », mettant à l'honneur les thématiques chères aux spécialistes de 14-18. Plusieurs ouvrages sont publiés dans ces années-là par les chercheurs membres du CRID 14-18 : André Loez, poursuivant les recherches de Nicolas Offenstadt sur les fusillés de la Grande Guerre¹⁹¹, s'intéresse ainsi aux mutins dans *14-18 : les refus de la guerre*¹⁹², après avoir soutenu sa thèse à Montpellier, en 2009, sous la direction de Frédéric Rousseau. La thématique est au centre des réflexions du CRID 14-18, André Bach travaillant, lui aussi, sur les *Fusillés pour l'exemple*¹⁹³. Assez rapidement, au vu des thématiques investies

188 Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 9.

189 François Buton, André Loez, Nicolas Mariot et Philippe Olivera, « 1914-1918 : retrouver la controverse », *lavedesidees.fr*, 10 décembre 2008 (<https://lavedesidees.fr/1914-1918-retrouver-la-controverse.html>, consulté le 1^{er} août 2021).

190 http://www.crid1418.org/a_propos/a_propos_ini.html (consulté le 1^{er} août 2021).

191 Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective (1914-1999)*, Paris, O. Jacob, 1999.

192 André Loez, *14-18 : les refus de la guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, coll. « Folio. Histoire », 2010.

193 André Bach, *Fusillés pour l'exemple (1914-1915)*, Paris, Tallandier, 2003.

par le CRID 14-18 et de son ancrage symbolique dans la ville de Craonne naît, là encore, le slogan d'« école de la contrainte », tant il est vrai qu'un continent oppose les deux manières de percevoir le premier conflit mondial : les chercheurs de Craonne soulignent ainsi tout le poids des contraintes qui pèsent sur les soldats, non seulement celles de la justice militaire et de la répression, mais aussi celles des déterminismes des sociétés d'avant-guerre ; plutôt que de se concentrer sur l'adhésion d'une partie des populations européennes, ils s'intéressent aux rébellions, aux mutineries, aux refus de guerre...

La controverse s'embrace à partir de là, et dure jusqu'à l'orée du Centenaire. Enracinée dans des différends méthodologiques profonds, dans des visions de la guerre et des objets de recherche diamétralement opposées, elle est vite caricaturée sous les traits d'une « guerre de tranchées¹⁹⁴ » entre historiens. Ce conflit n'a cependant jamais complètement structuré ou recouvert la diversité des recherches menées sur la Grande Guerre en France. On peut notamment souligner la présence continue de groupes d'historiens ne prenant pas part à cette polémique, et développant leur propres objets et méthodes. De ce point de vue, François Cochet et Jean-Noël Grandhomme, aujourd'hui rattachés à l'Université de Lorraine, ont travaillé à une histoire militaire qui met en avant la complexité des facteurs expliquant la ténacité des soldats¹⁹⁵. Cependant, les différences de vues entre les deux tendances majoritaires ont souvent abouti à des polémiques, qui souffraient d'ailleurs de ne pas avoir de réels espaces de débats, les acteurs se contentant de ferrailer par recensions interposées alors que certaines thématiques auraient pu nourrir de réelles discussions scientifiques partagées – autour du deuil, par exemple. C'est dans ce contexte que le Centenaire se prépare, tous étant conscients que l'horizon laisse augurer une commémoration conflictuelle¹⁹⁶.

Or, il est désormais possible de l'affirmer, après la fin du Centenaire, à la surprise générale la guerre de Troie n'a pas eu lieu. Nous l'avons souligné, le champ 14-18 est bien trop vaste – et s'est tellement élargi pendant le Centenaire – qu'il aurait été impossible de structurer l'ensemble des questionnements autour du débat déjà ancien opposant « consentement » et « contrainte ». Pour autant, les inimitiés accumulées auraient pu parasiter le débat, ce qui n'a pas été le cas. Au contraire même, le Centenaire a été l'occasion si ce n'est d'une réconciliation, au moins d'un rapprochement qui a, *de facto*, fait évoluer les débats vers d'autres thématiques. Nous pouvons restituer ici un certain nombre de moments importants.

194 Jean Birnbaum, « 1914-1918, guerre de tranchées entre historiens », *Le Monde*, 10 mars 2006.

195 Voir par exemple François Cochet, *Survivre au front (1914-1918). Les Poilus entre contrainte et consentement*, Saint-Cloud, 14-18 éd., 2005.

196 Entretiens avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019) et Nicolas Offenstadt (7 février 2019).

Dès l'année 2012, et en l'occurrence aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, Stéphane Audoin-Rouzeau et Gerd Krumeich débattent, le 20 octobre, avec Nicolas Offenstadt et Antoine Prost autour de la thématique « 2014 : pourquoi commémorer la Grande Guerre, cent ans après ? »¹⁹⁷. Un débat direct, qui n'avait jamais pu trouver place alors même qu'il avait été évoqué à de nombreuses reprises¹⁹⁸, a lieu dans l'émission *La Fabrique de l'histoire*, le 17 janvier 2013 : Nicolas Offenstadt et Stéphane Audoin-Rouzeau se font face chez Emmanuel Laurentin, autour du débat « La querelle du consentement, partir à la guerre : contrainte ou enthousiasme ? »¹⁹⁹. C'est une étape importante. Stéphane Audoin-Rouzeau souligne à cette occasion que le débat « a beaucoup vieilli » et est « complètement dépassé ». Nicolas Offenstadt approuve : il y avait des « aspects factices » dans ce débat, et il estime que le combat médiatisé des deux pseudo-« écoles » « ne correspond[ait] pas à la réalité historiographique ».

84

Dans le même temps, la controverse, qui avait toujours porté en majorité sur certains objets d'étude et sur la philosophie générale de l'approche historique, se focalise alors sur la question des méthodes plus précises : les différents historiens peuvent-ils discuter de l'histoire culturelle et de l'histoire sociale, voire de l'hybridation entre les deux ? Quel statut donner aux témoignages ?

À partir de ces prémices, le Centenaire n'a pas été émaillé de réelles controverses scientifiques, du moins pas à une échelle susceptible de structurer le débat public, ni même le débat scientifique. On l'a vu, c'est dès le début du Centenaire que des membres des deux « écoles » portent ensemble un rapport, le « rapport Prost » consacré à un des points les plus discutés, à savoir la question de la place à accorder aux fusillés de la Grande Guerre.

197 Voir l'entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau (21 février 2019), et « Samedi aux "Rendez-vous de l'histoire" de Blois », 20 octobre 2012 (www.lanouvellerepublique.fr/blois/samedi-aux-rendez-vous-de-l-histoire-de-blois-4, consulté le 1^{er} août 2021).

198 Rémy Cazals aux Assises pédagogiques du Centenaire, Bordeaux, le lundi 25 mars 2019 : après avoir estimé que le « comité Becker » de 2008 « n'était représenté que par une seule école historiographique », Rémy Cazals salue l'ouverture du comité scientifique de la Mission du Centenaire. Évoquant l'émission organisée par Emmanuel Laurentin associant Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, il explique avec humour : « Plusieurs personnes m'ont dit : "on va écouter cette émission parce que – entre guillemets – ça va saigner !" Et bien non, ça n'a pas saigné du tout ! On a constaté un accord – étonnant quand même – entre les deux représentants des tendances historiographiques... »

199 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/guerre-et-societe-44> (consulté le 1^{er} août 2021).

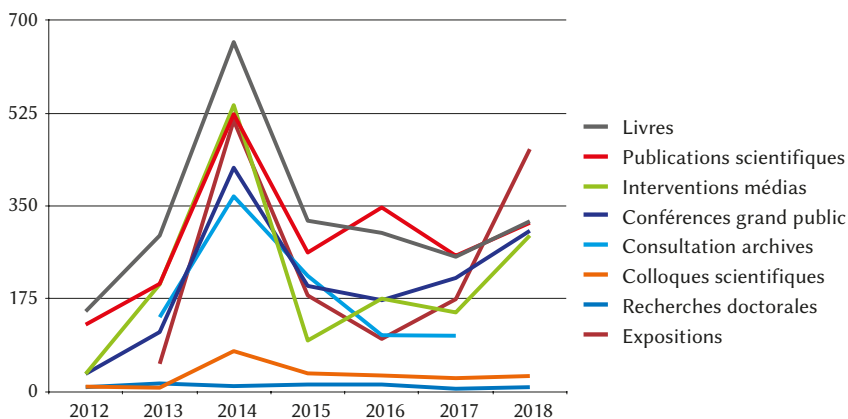
À partir des dix chapitres réunis dans cet ouvrage, il est possible d'obtenir une vision très précise des dynamiques du Centenaire, à travers trois dimensions aussi distinctes que complémentaires : d'abord, la dimension territoriale de la commémoration, son incarnation spatiale aux différentes échelles de la société française ; ensuite, sa temporalité, les rythmes du Centenaire ; enfin, les thématiques développées. De manière transversale, les différentes contributions permettent d'évaluer, de manière graduelle, la place des historiens dans les commémorations : en effet, l'ensemble des analyses réalisées partent des écosystèmes les plus proches du monde universitaire et scientifique (les colloques, les publications scientifiques, la recherche doctorale) pour aller, graduellement, vers les espaces ouverts au grand public (les ouvrages, les expositions, les conférences grand public, les médias...). De ce fait, les analyses dépassent souvent la seule ambition d'un bilan du Centenaire scientifique, pour nous dire davantage sur les structures même de la recherche en France, et sur la place de l'historien dans la Cité.

Les rythmes du Centenaire : un bilan

Ce n'est pas par lubie des chronologies que l'on peut ouvrir cette introduction avec celle du Centenaire, mais bien parce que cette temporalité est celle où l'on observe la plus grande convergence entre les résultats des différentes contributions. Quoi d'étonnant à cela ? Une commémoration d'une si grande ampleur ne pouvait pas, après tout, échapper à une certaine synchronisation des grands anniversaires, ceux de l'année 1914, des batailles de 1916 ou du 11 Novembre. Deux éléments frappent : l'ampleur de cette synchronisation, d'une part ; le fait qu'elle vient confirmer les préconisations du « rapport Zimet », d'autre part.

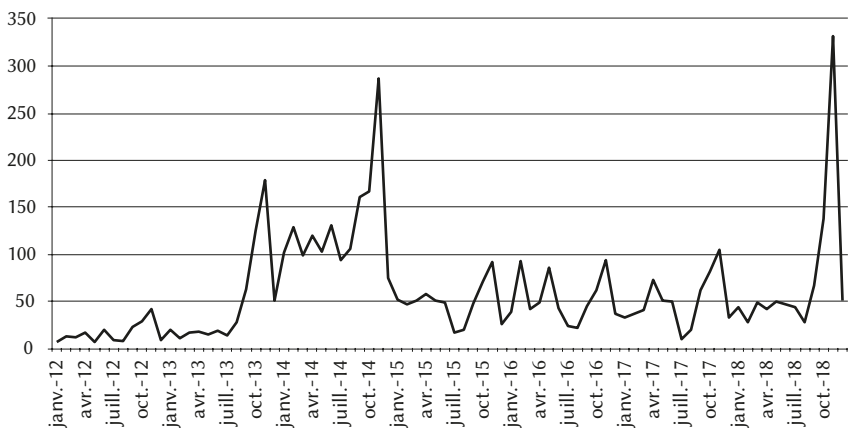
La chronologie par année (ci-dessous) n'est, en soi, pas assez fine, bien qu'elle révèle déjà beaucoup.

L'enseignement principal est simple : l'année essentielle du Centenaire a été 2014 ; le second grand moment a été 2018. L'année 2014 avait été préparée de longue date, que ce soit dans les publications scientifiques ou non scientifiques, dans l'organisation des colloques ou les conférences. L'année 2015 est l'étiage le plus bas du Centenaire pour des raisons structurelles d'épuisement de l'offre comme de la demande. 2016 et 2017 sont des années plus contrastées, tandis que 2018 arrive, malgré quatre années de commémoration déjà actives, à susciter de nouveau l'intérêt.



14. Rythmes des événements scientifiques du Centenaire par catégorie et par année (2012-2018) (en chiffre absolu, n=9963)

86 À ces premiers chiffres, il est bien plus intéressant de substituer des données mensuelles, quand cela est possible, car en procède une image bien plus fine (voir ci-dessous).



15. Chronologie des événements scientifiques du Centenaire par mois (2012-2018) (livres, conférences grand public, interventions dans les médias et colloques scientifiques, n=5065)

La séquence la plus identifiable et la plus durable de la commémoration commence en septembre 2013 et s'achève en janvier 2015. Elle débute avec la rentrée littéraire et les premiers colloques scientifiques, et connaît un premier pic avec le 11 novembre 2013, véritable lancement du Centenaire sous la présidence de François Hollande. L'énergie ne retombe pas vraiment durant toute l'année 2014, avant de connaître un nouveau pic, plus important encore, en novembre cette même année. À la fin de décembre 2014, en revanche, la chute est drastique.

Les années 2015, 2016 et 2017 présentent un profil similaire : le 11 Novembre reste un élément structurant et la commémoration suit le rythme des grands événements, notamment des batailles, celles de Verdun, de la Somme, du Chemin des Dames... Bien que les proportions atteintes semblent très en deçà de celles des commémorations de 2014, c'est aux années précédentes (2012-2013) que l'on doit rapporter ces trois années qui n'ont de « creuses » que l'apparence, pour se rendre compte qu'elles ont tout de même fourmillé d'activités diverses.

2018 clôt le Centenaire mais de manière beaucoup plus ramassée et explosive que 2014, avec un grand moment autour du mois de novembre, le reste de l'année ne se différenciant pas fondamentalement des années 2015-2017.

Il est intéressant de constater que cette chronologie – dont on verra les déclinaisons et les singularités dans les dix chapitres qui suivent – correspond très largement aux recommandations qui avaient été faites par le « rapport Zimet » dans sa « proposition de calendrier du Centenaire ». Celui-ci préconisait en effet un « premier cycle commémoratif, animé par l'État, en 2014 », un « deuxième cycle commémoratif, décentralisé, itinérant et intermittent » à « compter de 2015 » ; enfin, « à la fin de l'année 2018, l'État prendrait à nouveau entièrement en charge l'organisation du centenaire de l'Armistice »²⁰⁰.

Cela nous amène directement à l'analyse territoriale du Centenaire, pour examiner si les deux grandes logiques (nationale/collectivités territoriales) qui étaient au cœur du « rapport Zimet » ont bien fonctionné pendant la commémoration.

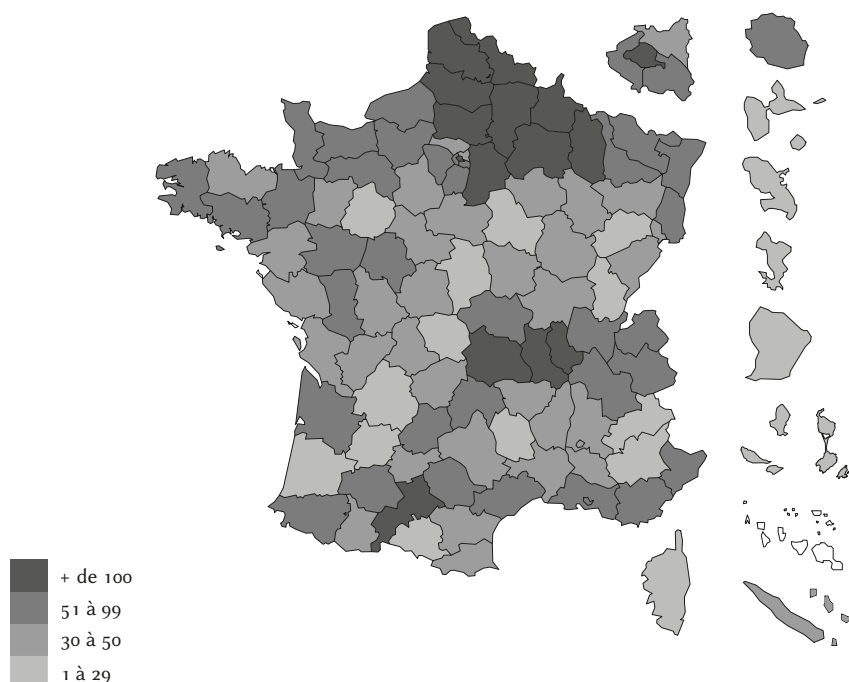
Les territoires du Centenaire

La mémoire de la guerre est indissociable du territoire français, durement marqué tout le long des 700 kilomètres de la ligne de front par la destruction de ce conflit industriel. De ce point de vue, le Centenaire porte en lui des dynamiques très riches d'enseignements : il nous montre les « territoires mémoriels », pourrait-on dire, de la guerre 14-18. Nous avons établi une carte à partir du jeu de données le plus complet et le plus fiable, dont plusieurs des chapitres qui suivent s'inspirent²⁰¹ : les demandes de labellisation adressées à la Mission du Centenaire, c'est-à-dire 6 456 projets dont la localisation est connue. Nous aboutissons à la carte suivante²⁰².

²⁰⁰ Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op.cit.*, p. 19.

²⁰¹ Notamment les contributions de Bérénice Zunino (expositions) et d'Elisa Marcobelli (colloques scientifiques).

²⁰² Voir, on l'a conseillé plus haut, l'autre bilan commandité par la Mission du Centenaire : Nadia Wainstain, « Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale », rapport cité.



16. Les « territoires mémoriels » du Centenaire (2013-2018)
à partir du nombre de demandes de labellisation (n=6456)

Deux logiques sont ici à l'œuvre.

Un premier groupe de départements se distingue clairement : il s'agit des anciennes régions dévastées par la guerre, celles qui se trouvaient sur la ligne de front (notamment, ici, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Oise, Marne, Ardennes, Meuse). La Meurthe-et-Moselle, la Moselle ainsi que l'Alsace sont légèrement en retrait. Pour autant, on voit se dessiner avec clarté l'impact des quatre ans et demi d'affrontement sur les territoires. Le Centenaire, de ce point de vue, est l'occasion de se souvenir, mais aussi de valoriser le territoire local, les traces, les ruines et les marques physiques de la destruction.

Viennent ensuite des départements qui ne sont pas sur la ligne de front, mais dont on peut évaluer le dynamisme culturel, à défaut de pouvoir trancher sur une éventuelle vivacité locale de la mémoire 14-18. Les deux facteurs sont évidemment corrélés selon les départements : on retrouve, dans ce deuxième groupe, des territoires de grandes métropoles, Paris en tête, avec 140 demandes, mais aussi Toulouse, Lyon, Clermont-Ferrand et, avec un dynamisme moindre cependant, les villes de Bordeaux, Montpellier, Nice, la Savoie et les départements de la région parisienne. Ici, comme on l'a dit, la dynamique est conjointe : il existe une variété d'opérateurs culturels et scientifiques, ainsi qu'une mémoire « de l'arrière » qui peut s'avérer vivace.

Le troisième groupe regroupe tous les départements de l'arrière qui ne comportent pas nécessairement d'institutions nombreuses ayant perçu dans le Centenaire une opportunité d'organisation d'activités. Au-delà de cette tentative de typologie, ce qui frappe, c'est l'homogénéité de la mémoire 1914-1918 qui, si elle s'inscrit dans les logiques du passage de l'ancienne ligne de front elle-même, possède un dynamisme marqué, y compris dans les départements de « l'arrière ».

On retrouve cette analyse territoriale à l'œuvre dans toutes les contributions au présent bilan, sauf quand elle n'aurait pas de sens (c'est le cas dans l'analyse de Twitter que mène Frédéric Clavert, ou des publications scientifiques par Franziska Heimburger).

Les thématiques du Centenaire

Une des ambitions fortes de cet ouvrage est de comprendre les logiques thématiques du Centenaire scientifique, les changements qu'il a pu apporter à l'historiographie préexistante, les inflexions majeures... Pour essayer d'être aussi précis que possible dans cette démarche, une taxinomie thématique a été mise en place. Elle permet de classer les différentes productions au cours du Centenaire.

Cette taxinomie nous permet deux types de lecture : la première est thématique, selon les espaces de diffusion du savoir scientifique. On a ainsi trois espaces scientifiques (les colloques, les publications et les recherches doctorales) et deux espaces de vulgarisation et de diffusion plus large (les conférences « grand public » et les médias, dont la comparaison se révèle très intéressante car elle montre les attentes et les biais de chacun). La deuxième lecture est chronologique, grâce aux comparaisons effectuées par Simon Catros avec des logiques antérieures, qui permettent d'avoir une approche diachronique des évolutions de la recherche doctorale²⁰³. Il faut cependant souligner qu'au vu de la masse des données collectées, il a bien souvent été impossible de comparer réellement les données tirées de la période 2012-2019 avec d'autres corpus déjà établis, sauf dans des cas ponctuels²⁰⁴.

²⁰³ Ainsi, quelques chapitres ne se sont pas appuyés sur la taxinomie : en ce qui concerne Twitter (Frédéric Clavert), les archives (Benjamin Gilles) ou les programmes de l'enseignement secondaire (Nicolas Charles), cela n'aurait tout simplement pas eu de sens. Pour l'analyse des ouvrages (Nicolas Patin), un codage sommaire était possible, mais bien souvent les titres et renseignements étaient trop vagues pour pouvoir effectuer un tel travail de classement.

²⁰⁴ La contribution de Franziska Heimburger compare ainsi les publications 2012-2018 avec une base qui intègre celles du Centenaire, mais aussi de la période précédente ; avec quelques grands classiques de la littérature, Nicolas Patin remonte jusqu'à l'année 2003.

Du point de vue des espaces de diffusion, on obtient le résultat suivant pour les grandes thématiques analysées dans les différents espaces de production : une distinction entre l'espace scientifique, comptabilisé dans les trois colonnes « colloques » ; « publications » ; « recherches doctorales » et l'espace « grand public » (« conférences » ; « médias »).

Tableau 2. Les thématiques du Centenaire (2012-2018) : taxinomie transversale (n=7616; il est à noter qu'un même événement peut avoir été codé dans deux catégories de la taxinomie)

Taxinomie	Colloques		Publications scientifiques		Recherches doctorales		Conférences grand public		Médias		Moyenne totale
		%		%		%		%		%	
Outils et bibliographies	5	2,37	7	0,29	/	/	67	2,42	112	5,43	2,51
Général	1	0,47	72	2,95	/	/	45	1,62	151	7,33	3,53
Avant-guerre	7	3,32	75	3,07	9	6,98	93	3,35	113	5,48	3,90
Opérations	18	8,53	159	6,51	2	1,55	264	9,52	205	9,95	8,51
Les combattants et le combat	27	12,80	387	15,84	21	16,28	773	27,89	377	18,29	20,81
Genre, familles	5	2,37	106	4,34	7	5,43	157	5,66	42	2,04	4,16
Sociétés en guerre	33	15,64	437	17,89	16	12,40	441	15,91	88	4,27	13,33
Économie	12	5,69	196	8,02	2	1,55	51	1,84	1	0,05	3,44
Culture(s)	25	11,85	395	16,17	20	15,50	201	7,25	105	5,09	9,80
Sciences, technologies...	8	3,79	102	4,18	5	3,88	65	2,34	18	0,87	2,60
Politique	32	15,17	172	7,04	14	10,85	162	5,84	138	6,70	6,80
Sorties de guerre	10	4,74	47	1,92	18	13,95	86	3,10	85	4,12	3,23
Mémoires et traces	28	13,27	288	11,79	15	11,63	367	13,24	626	30,37	17,38
Total	211	100	2443	100	129	100	2772	100	2061	100	100

90

Les trois thématiques les plus étudiées du Centenaire scientifique²⁰⁵ représentent 51 % des productions scientifiques au sens large du terme : il s'agit des combattants et du combat (21 %), de la mémoire et des traces (17 %) et des sociétés en guerre (13 %), qui totalisent donc, à elles trois, plus de la moitié des thématiques. Ces chiffres, cependant, sont à prendre avec distance, dans la mesure où ils sont établis en valeur absolue : les « gros corpus », comme celui des interventions dans les médias, ont tendance à écraser les « petits corpus », comme celui des recherches doctorales (n=129). Si on réfléchit en termes de moyenne des moyennes, les résultats sont bien différents : « Combattants et combat » représente 18 % ; « Mémoires et traces », 16 % ; « Sociétés en guerre », 13 % et « Culture(s) », 11 %.

Un premier constat s'impose : la recherche prend entièrement acte de la spécificité de la Grande Guerre comme conflit en voie de totalisation, qui enrôle

²⁰⁵ En prenant en compte le fait que les ouvrages, Twitter ou les archives ne sont pas intégrés dans la taxinomie, et donc dans ce résultat.

des sociétés entières en son sein, front et arrière. Les combattants et l'arrière font ainsi presque jeu égal. Du point de vue des méthodes, on imagine évidemment une pluralité de regards, tout en pouvant avancer que l'histoire sociale au sens large tient une part importante dans ces deux ensembles principaux. Se dessine alors une forme d'histoire du quotidien au plus près des acteurs, l'histoire militaire traditionnelle étant, elle, plutôt classée dans la catégorie « Opérations ».

L'axe « Culture(s) », quant à lui, constitue un double marqueur : celui d'une histoire culturelle particulièrement vivace en France, mais également celui de l'investissement dans l'étude de 14-18 de collègues universitaires venus des autres disciplines : études littéraires, arts du spectacle, musicologie ou arts ayant largement pris part au Centenaire. Enfin, la thématique mémorielle émerge comme un pôle solide, mais contrasté selon les espaces analysés : elle est mise en avant par les chercheurs et chercheuses de l'histoire culturelle de la guerre comme par ceux d'une histoire plus sociale.

Il est très instructif de comparer l'espace scientifique avec celui d'autres formes de vulgarisation. En effet, certaines thématiques sont distribuées de manière comparable dans les deux espaces : on s'intéresse ainsi aussi bien au combat et aux combattants dans l'espace scientifique que dans l'espace de la vulgarisation, même si le thème est surreprésenté dans le second (23 %). Un des faits les plus marquants, analysés par Lise Galand, est la surreprésentation de la thématique de la mémoire et des traces dans l'espace médiatique (30 %) : en toute logique, on invite des historiens sur les plateaux de télévision ou à la radio pour évoquer l'actualité, ce qui pousse les prises de parole vers une « histoire de la mémoire ».

D'autres contrastes sont visibles : l'histoire politique, en dehors du monde scientifique, intéresse moins (6 % contre 11 %) ; la grande catégorie des « Culture(s) » de guerre n'attire que peu en dehors de l'historiographie scientifique (6 %). Les « Sociétés en guerre » ne disparaissent pas des débats grand public, tandis que les opérations militaires, elles, avoisinent les 10 % de l'ensemble.

Une deuxième manière, diachronique, de lire ces données est de s'intéresser à d'autres corpus plus anciens, pour voir dans quelle mesure le Centenaire a « changé » notre manière de faire de l'histoire. Cette comparaison est rendue possible par l'étude menée par Simon Catros, sur un corpus certes restreint, mais très intéressant, celui des recherches doctorales. Nous renvoyons à la lecture de sa contribution.

On serait tenté, à partir des chapitres qui vont suivre, de conclure globalement que l'histoire de la Grande Guerre, à la faveur du Centenaire, a poursuivi sa dynamique sur les chemins d'une histoire sociale et culturelle des sociétés en guerre, à l'arrière comme au front. Aux côtés des trois grands axes autour desquels

se structure ce bilan – la dilatation de la chronologie traditionnelle de la guerre, l'internationalisation et l'intense diversification des thématiques – les lectrices et les lecteurs pourront mesurer, avec une très grande précision, les inflexions apportées à notre vision de la Première Guerre mondiale. Ils pourront, de concert, observer la place de la discipline historique dans la période si intense qu'a représenté le Centenaire.

LA JEUNE RECHERCHE DURANT LE CENTENAIRE : SÉMINAIRES, MASTERS, DOCTORATS

Simon Catros

Si la commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale représente une expérience unique et novatrice dans le temps social, en ce qu'elle permet aux Français une redécouverte inédite de leur passé national, régional et, souvent, familial, elle s'inscrit dans une autre perspective en ce qui concerne la vie de la communauté scientifique, notamment historique. Pour celle-ci, le tournant majeur date de la fin des années 1980 et des années 1990. Le combattant, à travers son existence matérielle et ses expériences psychologiques, depuis son entrée en guerre jusqu'à sa démobilisation, dans la diversité des figures sociales et culturelles qui l'incarnent, devient l'objet principal du questionnement des historiens. D'essentiellement militaire et politique, l'histoire de la Grande Guerre devient alors avant tout culturelle et sociale.

C'est à l'aune de cette évolution majeure et en tenant compte de la spécificité du moment commémoratif que nous analyserons l'évolution de la recherche scientifique sur la Grande Guerre dans le temps du Centenaire. Cette contribution s'attache essentiellement à ce que l'on appelle communément la « jeune recherche » (menée par des doctorants et de jeunes docteurs) et la « très jeune recherche » (celle des étudiants en master), les travaux des historiens confirmés apparaissant ici ou là. Elle est essentiellement fondée sur l'analyse d'éléments collectés *via* la consultation de bases de données disponibles en ligne¹. À partir de ces ressources, consultées en effectuant des recherches par mots clés, et d'autres, complémentaires, elles aussi accessibles en ligne, *via* les sites internet des laboratoires de recherche ou la publication de thèses de doctorat ou de mémoires de master, mais également des réponses apportées par les chercheurs sollicités au questionnaire établi par l'équipe chargée du présent bilan, ont été établis des états précis de la jeune et très jeune recherche sur la

1 Les plateformes ayant fait l'objet d'une consultation approfondie sont le Fichier central des thèses (*theses.fr*), le Système universitaire de documentation (*sudoc.abes.fr*) et le site de l'Association des historiens contemporanéistes de l'Enseignement supérieur et de la recherche (*ahcesr.hypotheses.org*).

Première Guerre mondiale. Chacun des mémoires mentionnés dans ces états a été classifié selon les règles de la taxinomie commune aux différents chapitres de cet ouvrage. Ces documents, placés en annexe, ne peuvent prétendre, d'un point de vue méthodologique, à l'exhaustivité. En particulier, nous avons été confrontés à plusieurs reprises aux imperfections de la base *theses.fr*, la seule ayant vocation à signaler l'ensemble des thèses soutenues ou en cours. De nombreux doctorants ne mentionnent pas l'initiation, la finalisation ou l'abandon de leur projet. En de nombreuses occurrences, seuls des contacts directs avec le doctorant ou le jeune docteur, son directeur de recherche, l'école doctorale et/ou le laboratoire auquel il était rattaché ont permis d'obtenir des informations exactes. Ainsi, si quelques erreurs ou lacunes peuvent les affecter, ces tableaux récapitulatifs offrent cependant un panorama très complet de la recherche doctorale, de la seconde moitié des années 1980 à nos jours. Par ailleurs, les réponses fournies par quelques jeunes chercheurs à un questionnaire spécifique, et un entretien avec deux responsables du réseau « Une Plus Grande Guerre » (+GG) ont permis d'apporter un éclairage qualitatif à notre réflexion. Le questionnement des démarches méthodologiques et des objets traités dans les travaux de la jeune recherche, la mise en évidence de ses logiques géographiques – aux échelles nationale et internationale – et de son évolution quantitative constituent les axes d'une réflexion visant à identifier les logiques de continuité et de renouvellement à l'œuvre en son sein.

Cette étude s'ouvre sur une analyse de l'environnement institutionnel de la recherche sur la Grande Guerre. Une analyse des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, en regard de la recherche antérieure, constitue la deuxième étape de cette réflexion. Lui fait suite la mise en évidence, à partir de l'examen des projets de thèses déposés et des mémoires de master soutenus depuis 2012, des impulsions spécifiques de la jeune et très jeune recherche dans le temps du Centenaire. Un examen de l'internationalisation de cette recherche, à la fois dans ses objets et son organisation, marque la dernière étape de cette étude.

INITIER, SOUTENIR, DÉVELOPPER : L'ENVIRONNEMENT INSTITUTIONNEL DES RECHERCHES UNIVERSITAIRES

LA MISSION DU CENTENAIRE : MOBILISER LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA COMMÉMORATION

Chargée de l'établissement du programme commémoratif, de la coordination et du soutien aux diverses initiatives et la communication événementielle, la Mission du Centenaire a intégré à plusieurs reprises et de diverses façons les chercheurs en vue d'atteindre ces objectifs. Ainsi, une convention passée avec l'université

Panthéon-Sorbonne² a débouché sur la mise en place d'un Observatoire du Centenaire hébergé par l'Institut des études sur la guerre et la paix et animé par Nicolas Offenstadt. *Via* la publication en ligne de différents articles, comptes rendus et entretiens, l'Observatoire propose un éclairage historique sur le moment et les processus commémoratifs, mais également sur les politiques mémorielles et les usages de l'histoire par les acteurs du débat public. L'angle adopté se veut résolument multiscalaire. D'une part, l'Observatoire entend « servir une histoire décloisonnée et transnationale de la Grande Guerre », et documente au sein de la rubrique « Un Centenaire mondial » différentes commémorations à travers le monde. Le traitement des commémorations dans l'espace européen est certes particulièrement important, avec notamment une place conséquente accordée à l'Allemagne. Toutefois, au-delà des commémorations européennes, cette rubrique manifeste une attention particulière aux commémorations se déroulant dans les territoires autrefois sous domination coloniale : plusieurs contributions éclairent ainsi les processus commémoratifs mis en place dans les États issus de l'ex-empire colonial britannique ou français. D'autre part, la rubrique « Le Centenaire des régions » aborde les processus commémoratifs dans un cadre départemental et régional. Au sein de cette rubrique, les espaces périphériques – Alsace, Corse, Nord-Pas-de-Calais, Nouvelle-Calédonie, Réunion – font l'objet d'une attention particulière. Une rubrique aborde les politiques mémorielles mises en œuvre en France dans le temps du Centenaire, notamment dans le cadre scolaire ou universitaire, mais aussi événementiel sportif, tandis qu'une autre est consacrée, à une autre échelle, aux cérémonies et rites commémoratifs. Afin de permettre aux lecteurs d'accéder à la diversité des phénomènes commémoratifs, l'Observatoire promeut une approche pluridisciplinaire : les analyses proposées émanent d'historiens, mais également de sociologues et d'anthropologues.

L'on retrouve cette dimension pluridisciplinaire dans le projet porté par la bibliothèque de l'université de Cergy-Pontoise et labellisé par la Mission du Centenaire. Ce projet, subventionné par la Mission, vise à évaluer l'impact des commémorations sur les représentations de la Grande Guerre chez les étudiants. Le choix de cette université particulière s'explique par la forte représentativité de ses dix-neuf mille étudiantes et étudiants, originaires de départements très divers sur le plan social et urbanistique. Il associe deux historiens de la Première Guerre

2 En raison des nombreux regroupements universitaires intervenus au cours des dernières années, plusieurs universités françaises ont changé de nom. Dans le souci de favoriser clarté et cohérence, ont été retenus les noms en vigueur actuellement (2021). Par conséquent, par exemple, les doctorats délivrés par l'université Paris-Sorbonne (Paris IV) avant la fusion avec l'université Pierre et Marie Curie (Paris VI, fusion actée au 1^{er} janvier 2018) figurent sous le nom de la nouvelle entité, « Sorbonne Université ».

mondiale, un historien spécialiste de la mémoire et un sociologue spécialiste des pratiques commémoratives. À partir des réponses apportées à un questionnaire soumis en ligne – plus de deux mille – et à dix-sept entretiens individuels, le projet évalue l'impact des actions culturelles et pédagogiques conduites dans les départements dont sont originaires les étudiants sur leurs perceptions du conflit et du moment commémoratif.

96 La volonté assumée par la Mission du Centenaire de lier commémoration et recherche est également perceptible dans le soutien accordé à différents programmes de recherche à portée patrimoniale et dont les résultats sont communicables au grand public. Ainsi, le programme « Impact 14-18 – Impacts environnementaux de la Grande Guerre en Champagne-Ardenne (dont impacts sur les paysages viticoles) » fut labellisé en 2017. Porté par le Groupe d'étude sur les géomatériaux et environnements naturels, anthropiques et archéologiques et financé par la région Grand-Est, ce programme quadriennal (2015-2018) impliquait divers pôles universitaires ou de recherche, mais également des associations, le Musée de la Grande Guerre de Meaux et l'Institut national de recherches archéologiques préventives. Ces partenariats, ainsi que l'ambitieux projet de cartographie des impacts environnementaux et territoriaux de la Première Guerre mondiale en Champagne-Ardenne, semblaient porteurs d'une diffusion vers le grand public des acquis de la recherche. Une frise cartographique longue de treize mètres assortie de vingt-deux *roll-ups* de vulgarisation scientifique a matérialisé cette ambition. Dans cette même optique, double, de soutien à la recherche et de valorisation patrimoniale à destination du grand public, la Mission du Centenaire a labellisé et soutenu le programme de préservation du patrimoine souterrain de la Grande Guerre conduit par Gilles Prilaux, directeur du centre d'archéologie de Ribemont-sur-Ancre, dans le cadre de l'établissement public de coopération culturelle Somme Patrimoine. Ce patrimoine souterrain consiste en quatre cents cavités visitées ou occupées par des soldats et marquées par leur passage – graffitis, inscriptions, bas-reliefs. À l'origine, Gilles Prilaux a conduit un projet pilote à Naours, dont la Cité souterraine accueille trois mille deux cents inscriptions, plus des deux tiers étant australiennes, ce qui qualifie ce site comme la plus grande concentration d'inscriptions de soldats sur le front occidental. La mesure, la description et la photographie de ces inscriptions, puis leur numérisation en partenariat avec l'Institut national des sciences appliquées de Strasbourg ont permis de garantir leur conservation pérenne à travers la conception d'une base de données. Sur la base du travail réalisé à Naours, cinq sites, peu accessibles en raison de l'escarpement du terrain ou de leur position sur une propriété privée, ont été traités de façon similaire. Chaque mission a donné lieu à une restitution du patrimoine mis au jour destinée à la population locale, sous la

forme du visionnage, au travers de lunettes à réalité augmentée, d'un film de cinq minutes réalisé à partir de la numérisation des inscriptions. Un ouvrage rend compte de la démarche des archéologues ayant conduit le projet et met à la disposition du grand public de nombreuses inscriptions souterraines³. Enfin, la Mission du Centenaire soutient depuis 2013 l'Institut de recherches historiques du Septentrion, créateur, animateur et hébergeur d'une base de données recensant de façon exhaustive les monuments aux morts de France et de Belgique⁴. Le recueil et la mise en ligne de photographies et de vidéos représentant les monuments érigés dans les communes françaises et belges constituent un moyen de développer les recherches en sciences humaines et sociales sur les sorties de guerre et les commémorations, en même temps qu'ils participent d'une démarche de transmission mémorielle participative. La base est en effet accessible au grand public et alimentée en partie par des contributeurs non spécialistes.

D'autres programmes, à dominante historique ou littéraire, ont également été labellisés par la Mission au titre de leur concours à une entreprise globale de redécouverte patrimoniale, sociale et culturelle de la Grande Guerre. La convention passée avec l'École française d'Athènes, porteuse d'un programme de recherche intitulé « Entre global et local. Histoire civile d'une armée oubliée : l'Armée d'Orient, 1915-1919 », permet la labellisation de l'ensemble des manifestations du programme et son subventionnement. Afin de diffuser les résultats de la recherche auprès du grand public, le programme inclut la mise au point d'un système d'information géographique cartographiant l'action de l'Armée d'Orient et associant cartes postales, photographies, plans et textes d'archives. Le programme « Poésie Grande Guerre 1914-2018 » (université Paris Nanterre) abordait sous un angle interdisciplinaire historique et littéraire le patrimoine poétique en lien avec la Première Guerre mondiale. La collaboration à l'exposition « Écrivains en guerre, 14-18. Nous sommes des machines à oublier », présentée à l'Historial de la Grande Guerre, et à la publication du catalogue de cette exposition permirent la diffusion vers le grand public des travaux des chercheurs du programme. La mise en ligne, avec la participation financière de la Mission du Centenaire, d'une base de données des sources utilisées par le programme place à la portée du grand public des textes inédits donnant accès à une meilleure compréhension du conflit. Le projet « Corpus 14 » (université Paul-Valéry-Montpellier), quant à lui, entend tirer

3 Gilles Priloux, *Graffitis et bas-reliefs de la Grande Guerre : archives souterraines de combattants*, Paris, Michalon, 2018.

4 *Les Monuments aux morts. France, Belgique, autres pays*, <https://monumentsmorts.univ-lille.fr/> (consulté le 1^{er} août 2020).

parti de l'exhumation des écrits « peu lettrés » de la Grande Guerre par les Français à l'occasion du Centenaire pour les redécouvrir dans leur formulation initiale, vierge de tout lissage orthographique ou syntaxique propre à une entreprise d'édition⁵. Ses acteurs ont numérisé et mis en ligne, avec le soutien financier de la Mission du Centenaire, plusieurs centaines de correspondances contemporaines de la Grande Guerre, issues d'archives départementales ou privées. Une exposition consacrée à « L'écriture des Poilus ordinaires », présentée initialement à Montpellier dès l'automne 2014 puis ultérieurement dans d'autres lieux, a permis de porter à la connaissance d'un public non spécialiste ces écrits « peu lettrés ». La Mission a, enfin, labellisé certains projets se situant en dehors du périmètre des sciences humaines et sociales, telle la thèse de doctorat en épidémiologie de Nicolas Todd portant sur « les effets sanitaires à long terme des stress de la Première Guerre mondiale ». Les efforts de la Mission pour mettre à la disposition du grand public les acquis de la recherche ont donc concerné, dans des proportions variables, la communauté scientifique et universitaire au-delà des seuls historiens.

Enfin, une coopération étroite a été établie entre la Mission et l'Institut historique allemand autour de deux projets, concourant l'un et l'autre à la diffusion auprès du grand public des connaissances historiques relatives à la Grande Guerre. Le premier de ces projets est la publication de l'*Album franco-allemand de la Grande Guerre / Deutsch-Französisches Album des Ersten Weltkrieg*. De 2014 à 2016, les deux partenaires mirent en ligne sur *centenaire.org*, à un rythme bi-hebdomadaire, deux documents illustrant une thématique propre au conflit et commentés par deux historiens – l'un français et l'autre allemand. Cette publication bilingue visait à rendre accessible à un large public une lecture commune, sinon similaire, française et allemande, du premier conflit mondial. La publication de ces textes sous forme d'ouvrage papier en 2016, au moment de la grande commémoration franco-allemande à Verdun, a été l'aboutissement de ce projet⁶. En outre, la Mission du Centenaire et l'Institut historique allemand ont co-organisé un cycle de conférences portant sur « Les sorties de guerre. France, Allemagne, Europe, 1917-1923 », plus précisément sur les thématiques de reconstruction, de mémoires, de traités de paix et de révolutions à la fin et au lendemain du conflit.

5 *Corpus 14*, <https://www.univ-montp3.fr/corpus14/> (consulté le 1^{er} août 2020).

6 Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich, Nicolas Patin et Arndt Weinrich (dir.), *La Grande Guerre vue d'en face : vue d'Allemagne, vue de France*, Paris, A. Michel, 2016.

Au niveau universitaire, plusieurs éléments permettent de souligner la mobilisation de la communauté des chercheurs en faveur du développement de la jeune et très jeune recherche sur la Grande Guerre. Si de nombreux séminaires de master, structures élémentaires de la très jeune recherche, permettent d'aborder la Première Guerre mondiale comme une période ou un sujet parmi d'autres, plusieurs séminaires sont spécifiquement dédiés à l'étude de ce conflit : « La Première Guerre mondiale : guerre du XIX^e siècle, guerre du XX^e siècle », « La Première Guerre mondiale et les fronts orientaux », « Territoires et populations d'empires dans la Grande Guerre : Afrique, Empire ottoman, Asie centrale et Caucase », École des hautes études en sciences sociales (EHESS) ; « La guerre sur le front de l'Ouest de 1914 à 1918 : tactique, campagne et stratégie », Écoles militaires de Saint-Cyr-Coëtquidan ; « Imaginaire et représentations de la Grande Guerre », Haute école des arts du Rhin ; « Les minorités nationales dans la Très Grande Guerre, Europe et Empire ottoman, 1911-1923 », « “Nos grands chefs de 1914-1918”. Essai de mythologie militaire », université de Lorraine ; « Écrire la Grande Guerre », université Paris Nanterre. Ces quelques intitulés de séminaire démontrent l'extrême diversité thématique et méthodologique des approches de la Première Guerre mondiale proposées aux très jeunes chercheurs. Les recherches croisées sont également favorisées par la pratique du jumelage entre séminaires – « La Première Guerre mondiale : guerre du XIX^e siècle, guerre du XX^e siècle », EHESS et « Écrire la Grande Guerre », université Paris Nanterre – ou le partenariat ponctuel autour d'un séminaire. « Territoires et populations d'empires dans la Grande Guerre : Afrique, Empire ottoman, Asie centrale et Caucase » a ainsi réuni dans son équipe de direction des chercheurs appartenant à l'EHESS, au Collège de France et à Sorbonne Université, tandis que le séminaire ouvert au grand public « La Grande Guerre aujourd'hui » (2010-2014) était coorganisé par l'université Panthéon-Sorbonne, l'université de Cergy-Pontoise et la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA, aujourd'hui Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives), avec le soutien de la Mission du Centenaire.

Par ailleurs, plusieurs laboratoires de recherche en sciences humaines et sociales ont inscrit explicitement la Grande Guerre ou les phénomènes guerriers contemporains dans leur projet de recherche actuellement en vigueur. Ainsi, le Centre de recherches interdisciplinaires en sciences humaines et sociales a fait le choix d'intituler le programme 5 du thème 1 « Histoire et mémoires contemporaines ». Dans ce cadre, ce laboratoire encourage explicitement les recherches sur les causes de la Grande Guerre, à travers un nouveau questionnement de la réalité et de la popularité du thème de la revanche dans

l'opinion publique française pré-1914. Cependant, l'essentiel de l'activité de ce programme porte sur les mémoires du conflit à travers son traitement dans les manuels scolaires français et allemands, les phénomènes commémoratifs auxquels ils donnent lieu, ou sa muséohistoire. Le Centre de recherche universitaire lorrain d'histoire interroge également les mémoires issues des conflits contemporains en mettant l'accent sur celles des meurtres de masse et des déplacements forcés de population dans le cadre du projet « Armes et conflits, institutions et personnels militaires, expérience combattante et mémoires des guerres » porté par l'axe « Politique, pouvoirs, guerres et conflits ». Il étudie également le rapport des Français aux armes à l'époque contemporaine. Le laboratoire Histoire des arts et des représentations encourage, quant à lui, un questionnement plus culturel et davantage centré sur le temps du conflit à travers l'animation d'un axe 4 « La place des arts dans et après les conflits, les guerres, les violences sociales ». Enfin, Sorbonne, identités, relations internationales et civilisations de l'Europe promeut au sein d'un thème 1 « Relations internationales, mondialisations et régionalisations » les recherches centrées sur les sorties de guerre et celles sur l'Europe médiane et germanique au XX^e siècle. En outre, le thème 5 « Genre et Europe » comprend un sous-thème « Genre et guerres ». Le thème 4 est, quant à lui, spécifiquement dédié à l'étude des phénomènes guerriers en Europe à l'époque contemporaine dans une démarche résolument pluridisciplinaire, que ce soit à travers leurs pratiques, leurs territorialités, leurs représentations ou leurs mémoires. Ainsi, ces quatre laboratoires, accueillant plusieurs doctorants travaillant sur la Grande Guerre, encouragent explicitement, sur le plan scientifique, les recherches portant sur ce conflit, abordé de façon privilégiée sous l'angle mémoriel.

LES SOUTIENS À LA JEUNE ET TRÈS JEUNE RECHERCHE : ÉCOLES D'ÉTÉ ET BOURSES DE RECHERCHE

Entre les séminaires de master et l'activité des laboratoires se situe le maillon essentiel de la jeune recherche : l'activité des doctorants et des masterants elle-même. Dans le temps du Centenaire, deux types d'initiatives ont été développées en vue d'encourager spécifiquement les recherches sur la Première Guerre mondiale : les écoles et les universités d'été permirent aux jeunes et très jeunes chercheurs de confronter leurs hypothèses et leurs premiers résultats, et de bénéficier de l'expertise de chercheurs confirmés ; des bourses de recherche donnèrent aux jeunes et très jeunes chercheurs les moyens financiers nécessaires à l'initiation et à la poursuite de leurs recherches.

Organisées ponctuellement ou plus régulièrement, les journées d'étude, écoles ou séminaires d'été constituent des moments structurants dans les premiers pas de jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales. Les écoles d'été organisées

par le Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre (CIRHGG) selon un rythme bisannuel abordèrent ainsi des thématiques novatrices de l'historiographie de la guerre de 1914-1918. Elles donnent suite à l'université d'été « *Conflict Studies* et nouvelle histoire militaire. Regards croisés sur l'ère de la guerre, 1914-1945 » organisée par l'Institut historique allemand et Sorbonne Université et qui se déroula au sein de l'Historial du 30 juin au 6 juillet 2012⁷. La première de ces écoles d'été organisée par le CIRHGG avait une vocation introductrice et permettait une approche comparative entre différents conflits de l'époque contemporaine. Intitulée « Initiations ? L'expérience de la guerre moderne (1853-2013) », cette école d'été, cofinancée par l'Université franco-allemande et soutenue financièrement par la Mission du Centenaire, s'est tenue du 30 juin au 5 juillet 2014. Une trentaine de jeunes et de très jeunes chercheurs sélectionnés en fonction de la qualité et de l'originalité de leurs recherches ont bénéficié des connaissances et de l'expertise de trente chercheurs de renommée internationale. La deuxième école d'été s'est tenue en juin-juillet 2016. Intitulée « "Anatomie" des batailles de la Grande Guerre », elle a comporté de nombreux déplacements sur le terrain, tant à Péronne qu'à Verdun. Enfin, la troisième école d'été s'est déroulée au début du mois de juillet 2018 et a permis, notamment par des visites sur le terrain en France et en Belgique, de réfléchir aux enjeux d'« Une histoire environnementale de la Grande Guerre ». Ces écoles d'été constituent un élément essentiel de structuration de la jeune et très jeune recherche sur la Première Guerre mondiale : ainsi, plusieurs membres du réseau +GG se sont rencontrés pour la première fois lors de ces écoles d'été. Ces initiatives ont été organisées en partenariat avec plusieurs universités et centres de recherche, tant français qu'étrangers, et ont bénéficié de nombreux soutiens, en particulier de la Mission du Centenaire et du conseil départemental de la Somme. La convention passée le 9 novembre 2018 entre le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, la Fondation de l'université de Picardie Jules Verne et le CIRHGG prévoit de soutenir financièrement les écoles d'été organisées dans les prochaines années par ce dernier⁸. D'autres initiatives furent prises afin de favoriser les synergies entre jeunes chercheurs et chercheurs expérimentés autour d'une thématique particulière. Ainsi, l'École française d'Athènes accueillit du 29 août au 3 septembre 2016 à Thessalonique dix-huit étudiants

7 H-Soz-Kult, « *Conflict Studies* et nouvelle histoire militaire. Regards croisés sur l'ère de la guerre, 1914-1945 », <https://www.hsozkult.de/conferencereport/id/tagungsberichte-4596> (consulté le 1^{er} août 2020).

8 Une quatrième université d'été, prévue pour l'été 2020, et intitulée « Alimenter la guerre : produire, transporter, consommer, 1914-1920 », a dû être annulée en raison de la crise du coronavirus.

de troisième année de licence et de master au sein d'un séminaire d'été intitulé « Armée française d'Orient⁹ ».

Au plan individuel, la réussite des recherches débutantes dépend bien souvent du soutien financier qui leur est accordé. L'enquête menée a permis de relever que nombre de doctorants travaillant sur la Première Guerre mondiale bénéficiaient d'un contrat doctoral au sein de leur université. D'autres financements, dédiés aux jeunes recherches relatives aux conflits (bourses du ministère de la Défense ou de l'Institut des hautes études de défense nationale) et à l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe (bourses du Deutscher Akademischer Austauschdienst) furent également accordés à plusieurs d'entre eux.

102

Certains financements sont spécifiquement dédiés à la jeune recherche sur la Grande Guerre. En premier lieu doivent être mentionnées les bourses Gerda Henkel. De 2012 à 2018, trente-trois bourses d'un montant moyen de 2 500 euros chacune ont été décernées par le CIRHGG de Péronne à des doctorants français ou étrangers dont les recherches portent sur le premier conflit mondial¹⁰. Ces bourses, financées par la Fondation Gerda Henkel, le conseil départemental de la Somme et par les droits d'auteur que des chercheurs associés au CIRHGG cèdent à cette structure, ont soutenu en particulier des recherches doctorales interrogeant les représentations actives pendant le conflit ainsi que celles portant sur l'étude des expériences de guerre chez les civils et les militaires, en particulier les occupations militaires auxquelles furent confrontées de nombreuses populations civiles, les expériences d'hospitalisation ou de détention qui furent le lot de millions de soldats. Pour sa part, la Mission du Centenaire a passé une convention avec l'université Paris-Sorbonne prévoyant les modalités du soutien financier au séjour d'une année d'un doctorant à la Maison française d'Oxford, « *visiting student* » à Pembroke College. La doctorante sélectionnée, Clothilde Houot, a également bénéficié d'un contrat doctoral au sein de son université et est aujourd'hui en passe de finaliser une recherche portant sur les « Forces armées en Irak et en Transjordanie (1914-1941) ». Certains programmes de recherche contribuent également au financement de la jeune recherche. Ainsi, le programme « Impact 14-18 » a accueilli trois stagiaires masterants et a financé les recherches doctorales de Pierre Taborelli, qui a soutenu en juillet 2018 une thèse intitulée « Les conditions géographiques et l'organisation spatiale du front de la Grande Guerre : application à l'évaluation environnementale post-conflit en Champagne-Ardenne (France) ». De même,

9 École française d'Athènes, Séminaire de formation sur l'Armée d'Orient et la Première Guerre mondiale, <https://www.efa.gr/index.php/fr/recherche/actualites-recherches/947-seminaire-de-formation-sur-l-armee-d-orient-et-la-premiere-guerre-mondiale> (consulté le 1^{er} août 2020).

10 Historial de la Grande Guerre, « Bourses », <https://www.historial.fr/ressources/centre-international-de-recherche/bourse-gerda-henkel/> (consulté le 1^{er} août 2020).

les recherches doctorales de Béatrice Dal Bo et de Lena Sowada bénéficièrent d'un contrat doctoral financé par le projet « Corpus 14 »¹¹. Ce programme a également financé dix stages d'étudiants de master ou de troisième année de licence d'une durée d'un à six mois. Enfin, le programme « Poésie Grande Guerre » a financé certains séjours à l'étranger de doctorants participant à ses travaux.

Diverses collectivités territoriales prirent également l'initiative de soutenir la jeune et la très jeune recherche sur la Grande Guerre. Ainsi, le département de l'Aisne finança de 2007 à 2014 plusieurs « bourses de recherche 14-18 » destinées à des étudiants de master, à hauteur de 4 000 euros chacune sur une année, et de doctorat, d'un montant de 8 000 euros annuels chacune sur trois années, bourses fléchées en direction des recherches sur la Grande Guerre et attribuées après examen des dossiers de candidatures par un jury comprenant des représentants du conseil général et du CRID 14-18¹². Les travaux ainsi financés ont contribué au développement de l'histoire locale : Stéphane Bedhome a rédigé une thèse portant sur la « reconstruction » du Chemin des Dames en 1919-1939, tandis que la thèse de Philippe Salson a éclairé la situation des civils dans l'Aisne en 1914-1918¹³. Par ailleurs, le mémoire de deuxième année de master de Valentin Leclercq a permis de mieux connaître les « Poilus » de l'Aisne. En outre, les bourses de master accordées à Clément Collard et Dimitri Chavaroche leur ont permis de développer dans le cadre d'un mémoire de deuxième année de master les réflexions préliminaires à leurs recherches doctorales actuellement en cours. Dans une démarche plus nettement orientée vers la valorisation de l'histoire locale, la ville de Rochefort a financé à hauteur de 1 000 euros les recherches de trois étudiants en master¹⁴. Les deux premiers mémoires soutenus, publiés sur le site internet de la ville, ont porté sur l'activité de l'arsenal (Pierre-Alexis Hirard)

- 11 Béatrice Dal Bo, *Aux frontières de la norme. Usages linguistiques de scripteurs peu lettrés dans des correspondances de la Grande Guerre*, sous la dir. d'Agnès Steuckardt et Anna Giaufret-Harvey, université Paul-Valéry-Montpellier, 2019; Lena Sowada, *Le Français écrit des peu-lettrés dans des ego-documents de la région frontalière franco-allemande pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Sybille Grosse et Agnès Steuckardt, université Paul-Valéry-Montpellier/université de Heidelberg, 2019.
- 12 *La Lettre du Chemin des Dames* (département de l'Aisne), 17-21, 2009-2011; « Appel à candidatures, année universitaire 2014-2015. Bourses de recherche du conseil général de l'Aisne pour l'étude de la Première Guerre mondiale », Conseil général de l'Aisne, en ligne.
- 13 Stéphane Bedhome, *Reconstruire le Chemin des Dames (1919-1939)*, sous la dir. de Frédéric Rousseau, université Paul-Valéry-Montpellier, 2012; Philippe Salson, *1914-1918 : les années grises. L'expérience des civils dans l'Aisne occupée*, sous la dir. de Frédéric Rousseau, université Paul-Valéry-Montpellier, 2013.
- 14 Ville de Rochefort, « Bourses d'études Centenaire 14-18 », <https://www.ville-rochefort.fr/bourses-detudes-centenaire-14-18> (consulté le 1^{er} août 2020).

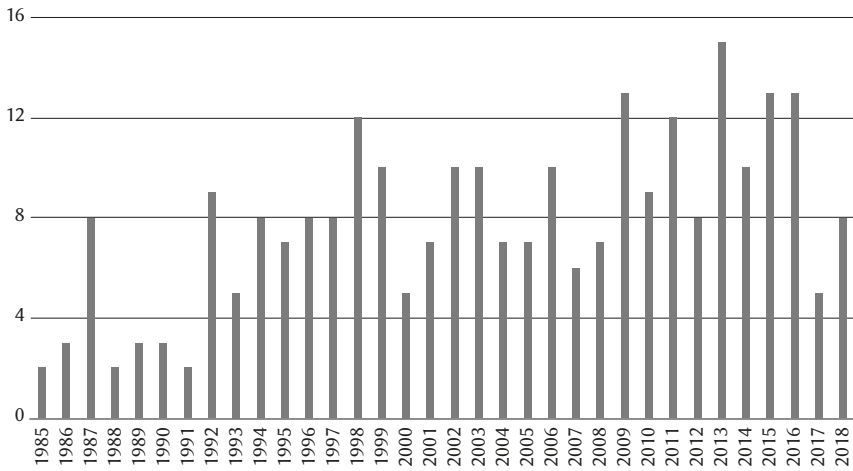
et sur l'aérostation (Vincent Mariet). Ce foisonnement d'initiatives nationales et locales constitue sans doute un facteur essentiel du développement de la jeune et très jeune recherche sur la Grande Guerre.

ÉVOLUTION QUANTITATIVE, THÉMATIQUE ET GÉOGRAPHIQUE DES RECHERCHES DOCTORALES PENDANT LE CENTENAIRE

LES THÈSES SOUTENUES DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE : ANALYSE QUANTITATIVE

L'analyse du nombre de thèses consacrées à la Première Guerre mondiale et soutenues depuis 1985 permet de formuler plusieurs constats relatifs à l'évolution quantitative de la recherche doctorale¹⁵.

104



1.1. Évolution quantitative des thèses soutenues sur la Grande Guerre depuis 1985 (n=270)

Tableau 1. Évolution quantitative des thèses soutenues sur la Grande Guerre depuis 1985 (par période septennale, sauf la première)

Période	1985- 1990	1991- 1997	1998- 2004	2005- 2011	2012- 2018
Nombre de thèses soutenues	21	47	61	69	72
Nombre moyen de thèses soutenues par année (et variation par rapport à la période précédente)	3,5	6,7 (+ 91 %)	8,7 (+ 30 %)	9,8 (+ 13 %)	10,3 (+ 5 %)

¹⁵ Les statistiques figurant dans ce chapitre ne recouvrent que les thèses préparées en trois années ou davantage et débouchant sur une soutenance donnant accès au titre de docteur (troisième cycle d'études universitaires), selon les termes de l'art. 16 de la « loi Savary » du 26 janvier 1984. Les thèses de doctorat sur travaux de l'École nationale des chartes, préparées en une année, ne sont pas comprises dans ces statistiques.

Les années 1990 apparaissent marquées par un net regain d'intérêt des jeunes chercheurs en sciences humaines et sociales pour la Première Guerre mondiale. Le doublement du nombre de thèses soutenues chaque année, très net dès l'amorce de la décennie, se consolide au tournant des années 1990 et 2000. La corrélation avec le renouvellement des questionnements historiographiques sur la Grande Guerre à partir de la fin des années 1980 semble évidente. Les années 2000 viennent confirmer cet élan, avec un nombre de thèses soutenues annuellement proche de la dizaine. La croissance du nombre de thèses sur la Grande Guerre soutenues dans les années 1990 et 2000 dépasse ainsi nettement celle du nombre de thèses soutenues en sciences humaines et sociales, en hausse de 15 % sur la période 1997-2007¹⁶.

L'évolution de la recherche doctorale sur la Grande Guerre dans le temps du Centenaire appelle une analyse plus nuancée. Certes, une lecture simple de ces statistiques, constatant une augmentation de 5 % des thèses en lien avec la Grande Guerre soutenues annuellement sur la période 2012-2018 par rapport à la période immédiatement antérieure, suggère que la recherche doctorale sur la Première Guerre mondiale connaît actuellement un tassement, l'augmentation paraissant très modérée en regard des périodes antérieures. Toutefois, cette impression demande à être fortement nuancée, dans la mesure où la période très récente et actuelle est marquée, dans l'ensemble de la recherche française, par une diminution du nombre de thèses soutenues en « sciences humaines et humanités » – dénomination recouvrant l'histoire, mais également les lettres et les arts. Ainsi, si la période 2009-2012 avait vu le nombre de doctorats délivrés relevant de cette catégorie augmenter de 9,7 %, de 2012 à 2016, ce nombre a diminué de 5,3 %, passant de 3 113 à 2 949¹⁷. À l'aune de cette légère rétraction, il semble que les recherches doctorales portant sur la Première Guerre mondiale demeurent un champ d'étude dynamique. Toutefois, l'évolution du nombre de soutenances de thèses portant sur la Grande Guerre à l'intérieur même de la période 2012-2018 – 11,5 soutenances par an en 2012-2013 pour 6,5 en 2017-2018 – doit être relevé. Le temps du Centenaire (2012-2018) ne marque donc pas une impulsion décisive de la recherche doctorale sur la Grande Guerre sur le plan quantitatif. Cependant, ces années sont marquées par une consolidation positive,

16 Laurence Esterle et Ghislaine Filliatreau (dir.), *Indicateurs de sciences et de technologies. Rapport de l'Observatoire des sciences et des techniques*, Paris, Economica, 2010.

17 Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, *État de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France*, 11, juillet 2018, chapitre 40, « Le doctorat et les docteurs », consulté en ligne le 27 août 2018 (https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eesr/FR/T744/le_doctorat_et_les_docteurs/).

dans un contexte peu favorable, du nombre de doctorats délivrés après soutenance d'un mémoire portant essentiellement ou en partie sur la Grande Guerre.

LES CHAMPS HISTORIOGRAPHIQUES ET THÉMATIQUES COUVERTS PAR LES THÈSES SOUTENUES DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE

Tableau 2. Les thématiques de la recherche doctorale sur la Grande Guerre en 1985-2011 et 2012-2018

	Nombre de thèses soutenues (1985-2011)	Part dans le nombre total des thèses (1985-2011)	Nombre de thèses soutenues (2012-2018)	Part dans le nombre total des thèses (2012-2018)
Avant-guerre	11	5,7 %	9	12,5 %
Opérations	12	6,2 %	2	2,8 %
Les combattants et le combat	51	26,4 %	21	29,2 %
Genre, familles	9	4,7 %	7	9,7 %
Sociétés en guerre	39	20,2 %	16	22,2 %
Économie	5	2,6 %	2	2,8 %
Culture(s)	74	38,3 %	20	27,8 %
Droit	2	1,0 %	2	2,8 %
Politique	48	24,9 %	14	19,4 %
Sciences, technologies et médecine	6	3,1 %	5	6,9 %
Sorties de guerre	27	14,0 %	17	23,6 %
Mémoire et traces	13	6,7 %	15	20,8 %

106

L'examen qualitatif des sujets de thèses permet de mettre en évidence l'impact de l'évolution de l'historiographie française. Le développement très important des études régionales et locales constitue une caractéristique essentielle des thèses récentes : ces études représentent 31,9 % des thèses soutenues en 2012-2018, pour 8,8 % durant la période 1985-2011. Mais, surtout, les renouvellements au cœur de l'historiographie de la Grande Guerre depuis la fin des années 1980 ont conduit à la reformulation de certains questionnements et au développement de recherches visant à répondre à la question essentielle des facteurs ayant concouru à la ténacité des sociétés et des individus, à l'arrière et au front, face à l'épreuve de la guerre. Cette question a éclipsé celle, longtemps essentielle, des origines, politiques et diplomatiques, de la guerre. Les thèses soutenues durant la période du Centenaire portent indéniablement, comme celles soutenues depuis 1985, la marque de cette évolution et des débats qui l'ont animée. En cela, le temps du Centenaire semble davantage celui d'un approfondissement des problématiques ayant émergé dans la période immédiatement antérieure (1985-2011) que celui d'une redéfinition des enjeux essentiels de la recherche scientifique sur la Première Guerre mondiale.

L'interrogation sur les origines de la guerre tend ainsi à disparaître, tout au moins dans ses dimensions politiques et diplomatiques. Cependant, la période d'avant-

guerre reste un objet d'analyse pour un huitième des thèses soutenues, qu'elle soit envisagée pour elle-même tout en portant des éclairages propices à une meilleure compréhension de la période 1914-1918 ou, plus souvent, qu'elle participe d'une étude du conflit selon une temporalité large. L'étude du traitement des guerres balkaniques par les médias français permet d'interroger l'ancrage d'une culture de guerre, d'identifier ses thèmes centraux, tels que la croisade, la « guerre juste » ou « de civilisation », et d'analyser le rôle des médias dans sa diffusion au niveau de l'opinion publique et des élites antérieurement à l'éclatement du conflit. Le rôle des socialistes d'Europe occidentale dans le contexte de l'avant-guerre, leur position face au nationalisme en développement au cours des trois décennies précédant 1914 comme leur rôle lors de la crise diplomatique de l'été 1914 ont fait l'objet d'une relecture approfondie¹⁸.

Cependant, ces recherches relatives, même indirectement, aux facteurs de la Grande Guerre sont assez isolées dans l'ensemble des recherches doctorales sur ce conflit, sans pour autant que la période d'avant-guerre soit délaissée. Ainsi, un tiers des cinquante-quatre thèses portant sur l'ensemble de la période 1914-1918 traite de la période antérieure. La durée de l'avant-guerre étudiée par les jeunes chercheurs est d'ailleurs extrêmement variable en fonction de la perspective dans laquelle ils se placent et de leur objet d'étude, allant du siècle, pour ce qui a trait à la musique militaire, à quelques décennies en ce qui concerne l'histoire coloniale, de la santé, sociale ou diplomatique¹⁹, voire à quelques années seulement pour les thèses portant sur l'histoire des représentations²⁰. Mais cette période *ante-1914* est aujourd'hui avant tout interrogée sous l'angle de la préexistence de systèmes

- 18 Nikolaos Pitsos, *Marianne face aux Balkans en feu : perceptions des guerres balkaniques de 1912-1913 dans l'espace médiatique français*, sous la dir. de Joëlle Dalègre, Inalco, 2014; Elisa Marcobelli, *Solidarité en crise ? Les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales au temps de la II^e Internationale (1889-1915)*, sous la dir. de Christophe Prochasson et Oliver Janz, EHESS/Freie Universität Berlin, 2015.
- 19 Thierry Bouzard, *Les Usages musicaux dans l'armée française de 1815 à 1918*, sous la dir. de Xavier Boniface, université de Picardie Jules Verne, 2016; Mawuli Degbe, *Mission catholique, pouvoirs coloniaux, pouvoir locaux en terre togolaise : confrontations et accommodements de 1886 à 1921*, sous la dir. de Jacques Frémeaux et Claude Prudhomme, Sorbonne Université/université Lumière Lyon 2, 2013; Frédéric Vagneron, *Aux frontières de la maladie : l'histoire de la grippe pandémique en France (1889-1919)*, sous la dir. de Patrice Bourdelais, EHESS, 2015; Patrick Roudière, *L'Engagement des femmes dans les sociétés françaises de la Croix-Rouge (1864-1940)*, sous la dir. d'Éric Baratay, université Jean Moulin Lyon 3, 2017; Charlotte Nicollet, *Ferdinand I^{er} de Bulgarie : politique étrangère et diplomatie (1887-1918)*, sous la dir. d'Olivier Forcade, Sorbonne Université, 2016.
- 20 David Erbs, *Le Roman-feuilleton français et le serial britannique pendant le premier conflit mondial (1912-1920)*, sous la dir. d'Odile Roynette, université de Franche-Comté, 2016.

ou de processus sociaux ou culturels que la guerre vient prolonger, renforcer, transformer ou détruire. Les continuités marquant les parcours de migration des étrangers dans le Sud-Est français de part et d'autre de l'été 1914 ont ainsi été mises en évidence, tout comme celles marquant la culture de guerre enfantine en Allemagne autour de l'entrée en guerre²¹. Ces thèses, si elles mettent en évidence les évolutions qui affectèrent leurs objets d'étude respectifs du fait des développements du premier conflit mondial, nuancent fortement l'idée selon laquelle l'année 1914 constitua une césure nette pour les sociétés européennes. D'autres recherches mettent davantage en évidence les ruptures induites par l'expérience de la guerre en ce qui a trait aux représentations du combat et à leur réception²².

108

Les recherches doctorales portent également la trace d'une relecture de la fin de la guerre, de ses conséquences et de sa postérité dans les sociétés européennes. Tout d'abord, l'année 1919 tend, dans la continuité de nombreuses thèses soutenues depuis les années 2000, à être de plus en plus souvent retenue comme le terme de la guerre, au détriment de l'année 1918, ce qui dénote une compréhension nouvelle du caractère progressif de la fin de la guerre en Europe occidentale, tant sur le plan militaire que social ou diplomatique²³. Sur ce dernier plan, le caractère transitionnel de la période de quelques mois ouverte par l'armistice sur le front occidental a été mis en évidence²⁴.

Derrière cette réappréciation de la datation du terme de la guerre émerge la question des sorties de guerre, thématique centrale de près du quart des thèses portant sur la Grande Guerre et soutenues durant le temps du Centenaire. Ce chiffre s'inscrit dans la continuité de la période antérieure et renforce une

21 Stéphane Kronenberger, *Des temps de paix aux temps de guerre : le parcours des travailleurs étrangers de l'Est et du Sud-Est de la France (1871-1918)*, sous la dir. de Ralph Schor, université Côte d'Azur, 2014; Bérénice Zunino, *La Littérature illustrée pour enfants à l'époque de la Première Guerre mondiale. Origine et évolution de la culture de guerre enfantine allemande*, sous la dir. de Jean-Paul Bled et Oliver Janz, Sorbonne Université/Freie Universität Berlin, 2014.

22 Cédric Marty, « À la baïonnette ! » *Approche des imaginaires à l'épreuve de la guerre 1914-1918*, sous la dir. de Rémy Cazals, université Toulouse-Jean Jaurès, 2014.

23 Ionela-Felicia Moscovici, *La France et le Banat en 1916-1919 : les convulsions de la guerre et de la paix*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme et Nicolae Bocsan, université de Lorraine/Universitatea Babeş-Bolyai, 2013; Sante Lesti, *In Hoc Signo Vinces. Pratique de consécration au Sacré Cœur en France et en Italie pendant la Grande Guerre (1914-1919)*, sous la dir. de Philippe Boutry, EHESS, 2013; Jérémie Halais, *Les Conscrits de la subdivision de Granville (1889-1919). Parcours et comportements des hommes mobilisés dans la Grande Guerre*, sous la dir. de Michel Boivin, université de Caen Normandie, 2016.

24 Vincent Laniol, *Entrer en paix ? Dynamiques internationales et phase préparatoire de la Conférence de la Paix : opinions, images de l'ennemi et dissensions interalliées*, sous la dir. de Robert Frank, université Panthéon-Sorbonne, 2015.

dynamique déjà forte : 14 % des thèses soutenues de 1985 à 2011 abordaient de façon privilégiée ces sorties de guerre. Cependant, la lecture de ces sorties de guerre demeurait, jusqu'au mitan des années 2000, essentiellement politique, diplomatique et militaire, trois thèses seulement abordant les sorties de guerre sous l'angle social, culturel ou mémoriel. Cette répartition thématique des thèses portant sur les sorties de guerre est aujourd'hui totalement inversée. Ainsi, hormis une thèse consacrée aux aspects diplomatiques de la sortie de guerre en Europe orientale²⁵, ces thèses mettent toutes l'accent sur les difficultés rencontrées par des groupes sociaux très divers dans le temps de l'immédiat après-guerre. Ces recherches se concentrent essentiellement sur deux types de populations : anciens combattants²⁶ et populations civiles de territoires ravagés par les combats, annexés ou disputés²⁷. Dans une moindre mesure ont été étudiés les cas spécifiques des prisonniers de guerre et des migrants²⁸. L'étude de la ritualisation de la victoire par les autorités politiques et des formes d'adhésion des populations aux manifestations ritualisées de la victoire permet également d'interroger l'existence et la prégnance d'une culture de guerre interalliée²⁹. Il apparaît ainsi que les études relatives aux sorties de guerre ont suivi lentement, mais nettement, la réorientation de l'historiographie de la guerre elle-même.

25 Mariya Romanova, *La Politique étrangère française et l'Ukraine de la fin de la Première Guerre mondiale à 1921*, sous la dir. d'Olivier Forcade et Édouard Husson, Sorbonne Université/université de Picardie Jules Verne, 2016.

26 Emmanuel Destenay, *Expériences de guerre et retours à la vie civile des combattants irlandais (1914-1928)*, sous la dir. d'Olivier Forcade et Philippe Nivet, Sorbonne Université/université de Picardie Jules Verne, 2014; Michel Gaur, *Les Religieux capucins français engagés dans la Grande Guerre (1914-1930)*, sous la dir. de Philippe Boutry, EHESS, 2015; Raphaël Georges, *Les Soldats alsaciens-lorrains de la Grande Guerre dans la société française*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme et Claude Muller, université de Lorraine/université de Strasbourg, 2018.

27 Stéphane Bedhome, *Reconstruire le Chemin des Dames*, thèse citée; Thomas Chopard, *La Guerre aux civils : les violences contre les populations juives d'Ukraine (1917-1924). Guerres totales, occupations, insurrections, pogroms*, sous la dir. d'Alain Blum, EHESS, 2015; Joseph Schmauch, *Réintégrer les départements annexés : le gouvernement et les services d'Alsace-Lorraine (1914-1919)*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme, université de Lorraine, 2016; Karine Streiff, *1880-1935 : des communautés rurales meusiennes de la veille de la Grande Guerre à la fin de la reconstruction. Entre permanences, archaïsmes et modernités*, sous la dir. de François Cochet, université de Lorraine, 2016.

28 Hazuki Tate, *Rapatrifier les prisonniers de guerre : la politique des Alliés et de l'action humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (1918-1929)*, sous la dir. de Gérard Noiriel, EHESS, 2015; Anouche Kunth, *Du Caucase à Paris, un autre exil arménien : expériences migratoires et ancrages en diaspora*, sous la dir. de Claire Mouradian, EHESS, 2013.

29 Victor Demiaux, *La Construction rituelle de la victoire dans les capitales européennes après la Grande Guerre (Bruxelles, Bucarest, Londres, Paris, Rome)*, sous la dir. de Stéphane Audoin-Rouzeau et de John Horne, EHESS/Trinity College Dublin, 2013.

Par ailleurs, au-delà de ces thèses portant sur les sorties de guerre, nombre de travaux traitant essentiellement la période de la guerre elle-même comprennent deux ou plusieurs des années qui suivent l'armistice dans leur champ chronologique d'étude, mettant ainsi en évidence les relations existant entre les processus de mobilisation et de démobilisation, que ce soit sur le plan économique, militaire ou culturel³⁰. Ainsi, il apparaît que les années 1920 et, dans une moindre mesure, les années 1930 tendent aujourd'hui à être de plus en plus intégrées dans le champ des recherches portant sur conséquences sociales et culturelles du conflit pour les sociétés et les individus, sur les étapes et les modalités de la démobilisation et sur les adaptations individuelles et collectives dans le cadre du retour progressif à la paix.

Les processus de réminiscence et de résurgence de la Grande Guerre, *via* la mémoire du conflit portée individuellement ou collectivement ou les traces durables qu'il a laissées, constituent une dimension majeure des recherches doctorales finalisées durant le temps du Centenaire. Alors que la mémoire et les traces de la Grande Guerre apparaissaient comme un axe structurant de 6,7 % des thèses soutenues entre 1985 et 2011, ce chiffre atteint 20,8 % en ce qui concerne les thèses soutenues en 2012-2018. Par ailleurs, cette évolution quantitative s'accompagne d'un bouleversement des lectures de ces thématiques. D'une part, les recherches doctorales tendent à dilater toujours davantage en direction du temps présent le champ chronologique d'étude, alors que la période de l'entre-deux-guerres était seule étudiée auparavant. Si cette dernière orientation est encore aujourd'hui perceptible dans plusieurs travaux³¹, de nombreuses thèses soutenues durant le Centenaire intègrent la période post-1945, voire le temps

30 Pierre Chancerel, *Le Marché du charbon en France pendant la Première Guerre mondiale (1914-1921)*, sous la dir. de Michel Lescure, université Paris Nanterre, 2012; Simon Vacheron, *Mobiliser l'industrie textile (laine et coton). L'État, les entrepreneurs et les ouvriers dans l'effort de guerre (1914-1920)*, sous la dir. de Dominique Barjot et Olivier Dard, Sorbonne Université, 2017; Jean Bourcart, *Lunéville: une garnison de cavalerie dans l'espace frontalier lorrain (1873-1921). Représentation et évolution d'une division de cavalerie aux avant-postes*, sous la dir. de François Cochet, université de Lorraine, 2013; David Erbs, *Le Roman-feuilleton français et le serial britannique*, thèse citée.

31 Stéphane Bedhome, *Reconstruire le Chemin des Dames*, thèse citée; Emmanuelle Danchin, *Les Ruines de guerre et la nation française (1914-1921)*, sous la dir. d'Annette Becker et de Laurence van Ypersele, université Paris Nanterre/ Université catholique de Louvain, 2012; Victor Demiaux, *La Construction rituelle de la victoire dans les capitales européennes*, thèse citée; Joëlle Lefoulon, *L'Hommage de la Bretagne aux morts de la Grande Guerre. Patrimoine commémoratif et identité régionale*, sous la dir. d'Éric Mension-Rigau, Sorbonne Université, 2013; Christina Theodosiou, *Le Deuil inachevé: la commémoration de l'armistice du 11 novembre 1918 en France dans l'entre-deux-guerres*, sous la dir. de Christophe Charle, université Panthéon-Sorbonne, 2013; Yves-Marie Rocher, *Le Musée de l'Armée et ses collections sous la Troisième République*, sous la dir. de Barthélémy Jobert, Sorbonne Université, 2018.

présent³². L'étude de la mémoire et des traces de la guerre à l'échelle individuelle participe également de cette approche renouvelée des questions mémorielles³³. Le temps et les temporalités de la Grande Guerre ont ainsi été profondément renouvelés dans le temps du Centenaire.

Cette dynamique de renouvellement ne semble, en revanche, pas affecter la dimension spatiale ou géographique des sujets étudiés. 63,9 % des thèses soutenues dans le temps du Centenaire portent ainsi exclusivement sur des personnalités, des sociétés et des territoires français métropolitains, en dépit du fait que l'historiographie française de la Grande Guerre s'est ouverte, dès les années 1960, à des problématiques européennes et coloniales. Les thèses d'histoire économique soutenues dans le temps du Centenaire sont caractéristiques de cette propension à limiter l'espace étudié au territoire national français en interrogeant avant tout le rôle de l'État dans les évolutions économiques. L'histoire des sociétés et des territoires coloniaux dans et après la guerre fait ainsi figure de véritable parent pauvre de ces recherches. L'empire colonial français, présent dans 5,2 % des thèses soutenues entre 1985 et 2011, n'apparaît ainsi plus que dans 1,4 % des thèses présentées dans le temps du Centenaire, et seulement en admettant que la thèse d'Emmanuel Mawuli Degbe sur le Togo entre 1886 et 1921 est *aussi* une étude sur l'empire colonial français³⁴. Ces données laissent entrevoir un resserrement du champ géographique des études doctorales sur la première guerre mondiale,

32 Nicolas Lefort, *Patrimoine régional, administration nationale : la conservation des monuments historiques en Alsace de 1914 à 1964*, sous la dir. de François Igersheim, université de Strasbourg, 2013 ; Vincent Auzas, *La Commémoration du 11 Novembre à Paris, 1919-2012*, sous la dir. d'Henry Rouso et Bogumil Jewsiewicki-Koss, université Paris Nanterre/Université Laval (Québec), 2013 ; Enrico Gaudenzi, *Il cinema italiano e francese sulla prima guerra mondiale : una filmografia documentata (1914-2013)*, sous la dir. de Laurence Schifano et Luigi Tomassini, université Paris Nanterre/université de Sienna, 2014 ; Romain Fathi, « *Do not forget Australia!* » *Australian war memorialisation at Villers-Bretonneux*, sous la dir. de Guillaume Piketty et Martin Crotty, Sciences Po Paris/University of Queensland, 2015 ; Mickaël Mathieu, *Revigny-sur-Ornain, Vaubecourt et la Première Guerre mondiale : histoire et mémoire dans deux anciens cantons ruraux de la Meuse (1914-2018)*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme, université de Lorraine, 2018 ; Rémi De Matos-Machado, *Paysage de guerre et LiDAR : de la caractérisation des polémofomes à la conservation des patrimoines naturel et culturel de la forêt domaniale de Verdun*, sous la dir. de Gilles Arnaud-Fassetta et François Bétard, Université de Paris, 2018.

33 Caroline Dingeon, *La Subjectivation de l'héritage traumatique de la Première Guerre mondiale dans les régions du Nord et de l'Est de la France : le lien de la mémoire*, sous la dir. de Philippe Nivet et Philippe Spoljar, université de Picardie Jules Verne, 2014 ; Nicolas Todd, *Effets sanitaires à long terme des stress de la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Pierre-François Bougnères et Alain-Jacques Valleron, Sorbonne Université, 2017.

34 Emmanuel Mawuli Degbe, *Mission catholique, pouvoirs coloniaux, pouvoir locaux en terre togolaise*, thèse citée.

patent lorsque l'on constate que les thèses portant sur l'Empire ottoman ou l'un des territoires qui le composent sont passées de 5,7 % des mémoires présentés en 1985-2011 à 1,4 % pour la période 2012-2018, où une seule thèse entre dans cette catégorie³⁵.

L'étude des relations internationales au temps de la Grande Guerre semble en contradiction avec cette tendance de fond à l'étrécissement du champ géographique des objets étudiés. Certes, la Société des Nations et l'action diplomatique du Saint-Siège, ainsi que les relations franco-allemandes ou franco-italiennes, sujets majeurs des thèses soutenues de 1985 à 2011, ne sont plus au cœur de celles soutenues dans le temps du Centenaire. Toutefois, ces thèses abordent des champs nouveaux tels que le traitement diplomatique et humanitaire du rapatriement des prisonniers de guerre, les relations transnationales au sein d'un courant politique ou la dimension culturelle des relations entre alliés pendant et au sortir du conflit, intégrant ainsi à l'historiographie de la Grande Guerre des approches nouvelles, telles que l'histoire culturelle des relations internationales ou l'histoire des circulations transnationales³⁶. L'Europe centrale et orientale et, surtout, les Balkans sont au cœur des recherches doctorales ayant abouti dans le temps du Centenaire, dans la continuité de certaines thèses soutenues dans la période antérieure³⁷. Ce renouvellement partiel des objets et des méthodes de l'histoire des relations internationales au temps de la Grande Guerre est sans doute à l'origine du maintien de la part des études portant sur les relations internationales pendant le conflit dans l'ensemble des thèses portant sur la Grande Guerre – 8,3 % des thèses soutenues en 2012-2018 pour 8,8 % dans la période antérieure. Cependant, les approches retenues pour traiter des relations internationales dans ces espaces – biographie ou étude de l'action de la France – demeurent classiques, ce qui marque une limite du renouvellement de ce champ d'étude des relations internationales au temps de la Première Guerre mondiale. La proportion des études centrées sur la mise au point ou les conséquences internationales des

35 Ikbal Elif Mahir-Metinsoy, *Poor Ottoman Turkish women during World War I: Women's experiences and politics in everyday life, 1914-1923*, sous la dir. de Paul Dumont et Duygu Köksal, université de Strasbourg/université du Bosphore (Istanbul, Turquie), 2012.

36 Hazuki Tate, *Rapatrier les prisonniers de guerre*, thèse citée; Elisa Marcobelli, *Solidarité en crise?*, thèse citée; Jérémie Caillaud, *La Présence britannique en France pendant la Première Guerre mondiale (1914-1923)*, sous la dir. de Philippe Nivet, université de Picardie Jules Verne, 2014; Vincent Laniol, *Entrer en paix?*, thèse citée.

37 Mariya Romanova, *La Politique étrangère française et l'Ukraine*, thèse citée; Ionela-Félicia Moscovici, *La France et le Banat en 1916-1919*, thèse citée; Charlotte Nicolle, *Ferdinand I^{er} de Bulgarie*, thèse citée; Marilena Papadaki, *Nicolas Politis (1872-1942): la science au service de la construction d'une société internationale entre ordre et liberté*, sous la dir. de Nathalie Clayer, EHESS, 2016.

traités de paix – 2,8 % des thèses pour 3,6 % antérieurement – est stable, tout en demeurant en nombre très faible.

L'étude des opérations et des organisations militaires représente, à côté de l'histoire des relations internationales, l'autre champ historiographique traditionnel majeur de la Grande Guerre. Dans la période 1985-2011, l'étude des opérations ne représentait cependant déjà plus qu'un champ secondaire et déclinant des études doctorales sur ce conflit : les opérations constituaient un axe essentiel d'étude pour 6,2 % des thèses soutenues dans cette période, les trois quarts de ces thèses ayant été soutenues avant 2000. Cette tendance est confirmée par l'examen des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, puisque seules deux d'entre elles (2,8 %) abordent les opérations. L'une de ces thèses s'inscrit pleinement dans le renouvellement antérieur de l'approche de la bataille par un examen de l'action de l'arme du génie, dont le rôle fut longtemps jugé, notamment par les contemporains, comme annexe, tandis que la seconde questionne le rôle des représentations dans la conduite des opérations par le haut commandement français, pavant ainsi la voie à une relecture culturelle de l'histoire des organes de commandement et de la prise de décision militaire³⁸. Cette dernière tentative demeure cependant isolée, renvoyant ainsi à la difficulté de faire évoluer l'histoire militaire en fonction des approches nouvelles de la Grande Guerre.

L'étude des organisations militaires – unités combattantes, organes de commandement ou services annexes – semble avoir connu une évolution quantitative similaire à celle des opérations. Tout d'abord, la légère réduction de la part relative de ces recherches doctorales dans l'ensemble des recherches doctorales portant sur la Grande Guerre – 9,7 % en 2012-2018, pour 12,4 % sur la période 1985-2011 – rappelle l'évolution des études portant sur les aspects strictement militaires du conflit. Le déclin de ces études portant sur les organisations militaires semble cependant moins ancien – onze thèses sur vingt-quatre furent soutenues pendant la période 2000-2011. De plus, les thèses soutenues dans le temps du Centenaire intègrent plusieurs évolutions globales de l'historiographie. Ainsi, l'intérêt nouveau pour les corps des combattants et la médecine de guerre³⁹, pour

38 Jacques Defretin, *Le Rôle de l'arme du Génie pendant la bataille de Verdun (février 1916-août 1917)*, sous la dir. de François Cochet, université de Lorraine, 2014; Christophe Gué, *Représentations de la guerre et conduite des opérations en 1914-1918: le rôle du haut commandement français*, sous la dir. de François Cochet, université de Lorraine, 2016.

39 Romaric Nouat, *Soigner la Grande Guerre: le Service de santé aux armées dans la 9^e région militaire durant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Marc de Ferrière, université de Tours, 2016; Sylvain Bertschy, *De la médecine de guerre à la médecine en guerre. Administration des blessés et malades de guerre et métamorphoses du champ médical en 14-18*, sous la dir. de Frédéric Rousseau, université Paul-Valéry-Montpellier, 2018.

l'histoire sociale, envisagée sur le temps long, de ces mêmes combattants⁴⁰ ou pour l'étude croisée des représentations réciproques⁴¹ transparaît dans plusieurs de ces thèses. Finalement, l'on doit constater que l'évolution des thèses portant sur les opérations et les organisations militaires résulte essentiellement du changement de focale adopté par la communauté historienne depuis les années 1990 : les organisations militaires ne sont plus étudiées pour elles-mêmes, mais pour ce qu'elles disent de la nature du conflit ; à l'analyse des opérations et des combats succède celle de l'engagement du combattant ; l'étude des grands hommes et des élites militaires est délaissée pour privilégier une histoire des humbles, des modestes, des anonymes.

Le paradigme de l'expérience de guerre du combattant s'affirme ainsi, dans le temps du Centenaire, comme un enjeu majeur des recherches doctorales présent dans 15,3 % des thèses soutenues. Cette dynamique s'inscrit clairement dans la continuité de l'évolution des sujets de thèses depuis 1985. Si, pour la période 1985-2011, 11,4 % des sujets de thèse portaient sur l'expérience des combattants, il faut observer que six thèses seulement intégraient ce questionnement avant 2000 (6,7 %), pour seize à partir de cette année (15,5 %). L'expérience de guerre est, avant tout, lue comme une mise à l'épreuve et un bouleversement pour les combattants. L'étude du cas des soldats internés psychiatriques pendant et après le conflit souligne une nouvelle fois l'apport décisif de l'histoire de la santé au renouvellement des recherches sur la Grande Guerre⁴². Plusieurs thèses soutenues mettent en exergue le cas des artistes et des hommes de lettres, autres qu'Henri Barbusse, Roland Dorgelès ou Maurice Genevoix traités dans la période précédente : l'expérience de guerre imprègne et transforme leur personnalité et leurs conceptions et transparaît dans leurs productions textuelles ou graphiques⁴³ ;

114

40 Jean Bourcart, *Lunéville : une garnison de cavalerie dans l'espace frontalier lorrain*, thèse citée ; Mathieu Marly, *L'Âme des régiments. Le corps des sous-officiers : promotion, recrutement et discipline dans les rangs de l'armée française (1871-1914)*, sous la dir. de Jean-François Chanet, université de Lille, 2015.

41 Franziska Heimburger, *Mésentente cordiale : langues et coalition alliée sur le front de l'Ouest de la Grande Guerre*, sous la dir. de Christophe Prochasson et John Horne, EHESS/Trinity College Dublin, 2014.

42 Marie Derrien, « *La tête en capilotade* » : *les soldats de la Grande Guerre internés dans les hôpitaux psychiatriques français*, sous la dir. d'Isabelle von Bueltzingsloewen, université Lumière Lyon 2, 2015.

43 Sarah Montin, « *I am not concerned with poetry. My subject is war* ». *Écrire la Première Guerre mondiale : les enjeux du poème face aux circonstances*, sous la dir. de Pascal Aquien, Sorbonne Université, 2015 ; Zineb Berrahou, *La Grande Guerre de Ford Madox Ford : de l'histoire à la fiction*, sous la dir. de Christine Reynier, université Paul-Valéry-Montpellier, 2016 ; Pauline Breton, *Genèse et élaboration d'une « civilisation morale » : influences de l'expérience de guerre sur la pensée de Georges Duhamel (1902-1946)*, sous la dir. d'Annette Becker et Laurence Campa, université Paris Nanterre, 2016 ; Yves-Marie Bouillon, *Poètes durant la guerre : une*

ces mêmes productions donnent à voir la dureté de leur expérience de guerre en dépit du voile de la censure sociale ; envisagées dans leur ensemble, elles permettent d'étudier la construction d'une culture de guerre par les combattants ou par les écrivains restés à l'arrière⁴⁴. Le grand nombre de travaux portant sur les artistes et les hommes de lettres résulte sans doute du fait que, dans le cadre du développement des études interrogeant les circulations et les échanges entre le front et l'arrière, ces personnalités font figure de passeurs. Dans une optique inverse, l'étude de l'expérience combattante peut permettre de saisir les évolutions d'une culture de guerre à travers la mise à l'épreuve des représentations du combat antérieures à 1914 et la réception différenciée par les combattants des productions culturelles représentant le combat⁴⁵. Dans une démarche similaire, les images dominantes de l'ennemi avant et pendant le conflit, ainsi que leur appropriation et leur reformulation après mise à l'épreuve par l'expérience combattante, ont été interrogées⁴⁶. Cette expérience de guerre peut, par ailleurs, être questionnée dans une démarche plus spécifiquement diachronique englobant largement la période antérieure à la guerre et la période ultérieure. L'impact d'une culture régionale spécifique ou de l'ancrage dans un milieu socioculturel ou professionnel particulier sur l'expérience de guerre des combattants peut être ainsi interrogé⁴⁷, cette étude débouchant généralement sur la mise en évidence des modalités particulières de la sortie de guerre pour ces combattants à travers les enjeux de leur réinsertion sociale et de leur investissement dans les activités commémoratives⁴⁸.

Des groupes sociaux spécifiques, géographiquement proches des combats, telles que les communautés demeurant dans des régions situées à proximité

étude des motifs psychiques dans la langue des soldats. La Jeune Parque de Valéry, Calligrammes d'Apollinaire, sous la dir. de Michèle Bompard-Porte, Université de Bretagne Occidentale, 2012.

44 Marie Branland, *La Gravure en Grande Guerre : donner corps à son expérience (France, Belgique, Angleterre)*, sous la dir. de Thierry Dufrêne et Annette Becker, université Paris Nanterre, 2013 ; Vital Rambaud, *Autour de Maurice Barrès. L'écrivain face à la société*, sous la dir. d'André Guyaux, Sorbonne Université, 2018.

45 Cédric Marty, « À la baionnette ! », thèse citée.

46 Anne Geslin, *Regards portés par les soldats français sur des soldats allemands pendant la Grande Guerre*, sous la dir. de Jean-Paul Bled, Sorbonne Université, 2013.

47 Jérémie Halais, *Les Conscrits de la subdivision de Granville*, thèse citée ; Antoine Sené, *Dans les tranchées du droit. Les professeurs de droit et la Grande Guerre (1914-1929)*, sous la dir. de Nader Hakim, université de Bordeaux, 2018.

48 Michel Graur, *Les Religieux capucins français engagés dans la Grande Guerre*, thèse citée ; Pascal Mounien, *Les Anciens Combattants girondins et la société sous la Troisième République (1870-1940)*, sous la dir. de Bernard Gallinato, université de Bordeaux, 2012 ; Emmanuel Destanay, *Expériences de guerre et retours à la vie civile des combattants irlandais*, thèse citée ; Sébastien Chatillon, *Les Combattants haut-savoyards de la Grande Guerre dans la société (1889-1940)*, sous la dir. de Christian Sorrel, université Lumière Lyon 2, 2015.

du front⁴⁹, ou entretenant une forte proximité affective avec les combattants, comme les épouses des combattants⁵⁰, sont également étudiés, le conflit pesant lourdement sur le tissu socioéconomique local et sur les liens du couple. Au-delà de ces groupes sociaux spécifiques, d'autres populations ont été étudiées par plusieurs thèses soutenues récemment en vue de mettre en évidence l'impact immédiat et, parfois, à long terme, du conflit, ainsi que leur participation à celui-ci. Si les études liées au genre ou à la famille, portant en particulier sur les femmes et les enfants, apparaissent dès la période 1985-2011, leur part dans la recherche doctorale demeura très modeste (4,7%). Les thèses soutenues dans le temps du Centenaire amplifient nettement cette dynamique (9,7%). Si elles permettent de mettre en évidence le rôle essentiel joué par les femmes dans la prise en charge des blessés du front⁵¹, elles éclairent également la fragilité sociale des femmes précarisées par le conflit, tant sur le plan économique que sur le plan social⁵². Ces thèses ont en commun de remettre en cause certaines conclusions issues des travaux antérieurs, en particulier le rôle émancipateur du conflit pour les femmes ou pour certaines d'entre elles, en mettant en évidence la persistance pendant et après la guerre des représentations genrées et le poids de la domination sociale et culturelle masculine. L'étude de l'impact de la guerre sur la population enfantine a été entreprise essentiellement à travers le prisme culturel, l'analyse de la littérature enfantine allemande permettant de mettre en évidence les caractéristiques et l'évolution d'une culture de guerre spécifique à cette population et les modalités de la mobilisation culturelle des enfants⁵³. À la confluence des questions de genre et d'histoire de l'enfance, l'étude de l'enseignement féminin dans une région frontalière et disputée permet une approche comparative à la fois dans le temps et dans l'espace politique⁵⁴.

49 Chantal Dhennin, *Vivre, survivre et revivre sur le front : Illies et les environs de la Bassée pendant la Grande Guerre*, sous la dir. de Xavier Boniface, Université du Littoral Côte d'Opale, 2015; Mickaël Mathieu, *Revigny-sur-Ornain, Vaubecourt et la Première Guerre mondiale*, thèse citée.

50 Clémentine Vidal-Naquet, « *Te reverrai-je ?* » *Le lien conjugal pendant la Grande Guerre*, sous la dir. de Christophe Prochasson, EHESS, 2013.

51 Françoise Kern-Coquillat, *Les Femmes dans le service de santé pendant la guerre de 1914-1918 en France*, sous la dir. de Frédéric Rousseau, université Paul-Valéry-Montpellier, 2013; Patrick Roudière, *L'Engagement des femmes dans les sociétés françaises de la Croix-Rouge*, thèse citée.

52 Peggy Bette, *Identités collectives et parcours sociaux et professionnels de « veuves » françaises de la Grande Guerre au xx^e siècle. Un essai d'histoire sociale*, sous la dir. de Sylvie Schweitzer, université Lumière Lyon 2, 2012; Ikbal Elif Mahir-Metinsoy, *Poor Ottoman Turkish Women during World War I*, thèse citée.

53 Bérénice Zunino, *La Littérature illustrée pour enfants à l'époque de la Première Guerre mondiale*, thèse citée.

54 Éric Ettwiller, *L'Enseignement secondaire des filles en Alsace-Lorraine et dans l'académie de Nancy de 1871 à 1940*, sous la dir. de Claude Muller, université de Strasbourg, 2017.

Au-delà du questionnement du rôle et du devenir des femmes et des enfants pendant et après la Grande Guerre, de nombreuses recherches interrogent l'évolution des sociétés en guerre, thématique essentielle dans les thèses soutenues dans le temps du Centenaire (22,2 %) comme dans les thèses soutenues de 1985 à 2011 (20,2 %). La recherche actuelle s'inscrit dans la continuité de la recherche antérieure, en mettant notamment l'accent sur l'étude de groupes socioprofessionnels ou de communautés d'habitants pour comprendre les modalités de la mobilisation des civils au service de l'effort de guerre et la nature des bouleversements sociaux et politiques induits par la guerre. Ainsi, l'effort consenti par les Praguais dans le temps de la guerre influa directement et largement sur leur relation au pouvoir viennois et à la structure impériale austro-hongroise : vie quotidienne, mobilisation au service de l'effort de guerre et légitimité de l'État sont ainsi interrogées dans leurs rapports réciproques⁵⁵. La situation des populations occupées, que ce soit à l'Est de l'Europe ou à l'Ouest, a été également étudiée sous l'angle des relations entre occupants et occupés, allant de la violence à la coopération, cette dernière étant illustrée par le rôle des municipalités, mais aussi à travers les relations entre habitants des territoires occupés⁵⁶. D'autres sociétés sont confrontées à la présence des troupes alliées en cantonnement, ce qui induit d'autres relations et appelle d'autres analyses, formulées en termes d'histoire sociale, mais aussi culturelle⁵⁷. Ces sociétés sont parfois étudiées dans le temps long du demi-siècle afin de saisir les bouleversements immédiats, mais également à moyen terme, induits par la Grande Guerre⁵⁸. Le renouveau de la vie religieuse durant le temps de la guerre, à travers le développement de certaines pratiques dévotionnelles collectives, permet d'interroger la notion de mobilisation culturelle⁵⁹, tout comme l'étude du rôle des écoles de musique et des musiciens dans l'émergence et la consolidation d'une culture musicale de guerre et le développement des œuvres musicales en faveur des soldats⁶⁰.

55 Claire Morelon, *Fronts de rue : guerre, légitimité étatique et espace urbain à Prague (1914-1920)*, sous la dir. de Guillaume Piketty et Pierre Purseigle, Sciences Po Paris/université de Birmingham, 2015.

56 Thomas Chopard, *La Guerre aux civils : les violences contre les populations juives d'Ukraine*, thèse citée ; Philippe Salson, *1914-1918 : les années grises*, thèse citée.

57 Jérémie Caillaud, *La Présence britannique en France*, thèse citée.

58 Karine Streiff, *1880-1935 : des communautés rurales meusiennes de la veille de la Grande Guerre à la fin de la reconstruction*, thèse citée ; Éric Ettwiller, *L'Enseignement secondaire des filles en Alsace-Lorraine*, thèse citée.

59 Sante Lesti, *In Hoc Signo Vincas*, thèse citée.

60 David Mastin, *Écoles de musique en Grande Guerre*, sous la dir. d'Annette Becker, université Paris Nanterre, 2012 ; Charlotte Segond-Genovesi, *Les Chemins du patriotisme : musique et musiciens à Paris pendant la Grande Guerre*, sous la dir. de Danièle Pistone et Annette Becker, Sorbonne Université/université Paris Nanterre, 2016.

L'ensemble de ces thèses interrogeant les sociétés en guerre sont marquées par la volonté, dans une proportion variable, de saisir à une échelle fine – une relation intime, une pratique, une région, un groupe socioprofessionnel – des tendances significatives, voire représentatives, ou, au contraire, distinctes de celles observables dans la société englobante. Par ailleurs, plusieurs de ces travaux, comme nombre de ceux portant sur l'expérience de guerre, tentent d'intégrer une double lecture sociale et culturelle des sociétés en guerre, mettant en évidence les mécanismes d'adaptation / décomposition / recomposition / résilience des groupes sociaux ou des sociabilités tout en intégrant dans leur analyse une lecture culturelle – notamment en termes de production / réception / réaménagement / reformulation de cultures de guerre et à travers la dimension mémorielle. Cette lecture culturelle des sociétés en guerre, mettant en évidence une grande diversité d'idées, de modes de médiation et de réception, est fondée sur l'exploitation de supports de nature variée : littérature, arts visuels, cinéma, musique font l'objet de plusieurs analyses de la part de nombreux docteurs diplômés entre 2012 et 2018. Ces thèses traitant des productions culturelles et de leurs auteurs recouvrent 27,8 % de la production, pour 38,3 % pour la période 1985-2011. Ce chiffre, tout en marquant un net retrait relatif, n'en démontre pas moins la vigueur persistante de la recherche portant sur ces objets, compte tenu de l'augmentation du nombre de thèses soutenues chaque année dans le temps du Centenaire. Inversement, la lecture politique des mutations sociales induites par la guerre, à travers les relations entre certains groupes sociaux et l'État, compris ici comme dispensateur de droits et redistributeur de revenus, demeure assez faiblement présente, et cantonnée aux sujets abordant les femmes, les anciens combattants et les territoires annexés⁶¹. Finalement, la politique intérieure de l'État apparaît comme un axe central de 8,3 % des thèses soutenues en 2012-2018, pour 9,3 % des mémoires soutenus en 1985-2011.

Il faut, enfin, relever l'attraction que semble exercer la Grande Guerre sur de jeunes chercheurs ressortant de champs disciplinaires diversifiés, au-delà de l'histoire, qui semble faire pendant et prolonger l'intégration de questionnements d'autres sciences humaines et sociales – sociologie, anthropologie, psychologie – par de nombreux historiens de la Grande Guerre à partir des années 1990. Le développement des thèses en codirection bi-disciplinaire en témoigne de façon éloquent. Des historiens ont ainsi partagé la direction des travaux de jeunes chercheurs avec des spécialistes d'histoire des arts, de littérature,

61 Peggy Bette, *Identités collectives et parcours sociaux et professionnels de « veuves » françaises de la Grande Guerre*, thèse citée ; Ikbâl Elif Mahir-Metinsoy, *Poor Ottoman Turkish Women during World War I*, thèse citée ; Pascal Mounien, *Les Anciens Combattants girondins*, thèse citée ; Joseph Schmauch, *Réintégrer les départements annexés*, thèse citée.

de musicologie, de psychologie ou de médecine⁶². Le développement de ces approches bi-disciplinaires, en nombre limité pour l'instant – 5,6 % des thèses soutenues entre 2012 et 2018 – peut sembler porteur d'un enrichissement épistémologique et d'un approfondissement de la recherche par un croisement des méthodes et des outils. Ce phénomène semble constituer une novation essentielle en regard de la période 1985-2011. La convention passée le 9 novembre 2018 ci-dessus mentionnée semble destinée à favoriser les projets de recherche sur la Grande Guerre intégrant les objets et les méthodes des sciences humaines et sociales et des sciences médicales. Il est possible que ces approches bi-disciplinaires permettent d'envisager une amorce ou une amplification de recherches doctorales portant sur les animaux sur le front ou les objets de la vie quotidienne (anthropologie), les prisonniers de guerre (droit, psychologie), la masculinité/virilité (sociologie), le grand commerce international d'une matière première, le petit commerce et l'économie locale (économie). Traditionnellement plus proche de l'histoire dans le champ institutionnel des sciences humaines et sociales en France, la géographie enrichit la compréhension du front de guerre par une lecture géomorphologique, environnementale, paysagère et patrimoniale de cet espace⁶³.

LES DYNAMIQUES GÉOGRAPHIQUES ET INSTITUTIONNELLES DE LA RECHERCHE DOCTORALE DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE

De l'étude de la localisation des thèses soutenues avant 2012 se dégage un premier constat : celui de la concentration de la recherche sur la Grande Guerre à Paris et dans les universités franciliennes. Ainsi, de 1985 à 2011, 68,4 % des recherches doctorales portant sur la guerre de 1914-1918 et ayant abouti à une soutenance furent hébergées par des institutions franciliennes – 58 % à Paris intra-muros, 10,4 % dans des universités de la région francilienne hors Paris. Cette période était, en outre, marquée par un processus de concentration relative croissante de la recherche sur la Grande Guerre. Ainsi, en distinguant la période antérieure à l'année 2000 et les années 2000-2011, l'on constate que, pour la première période, les institutions franciliennes ont hébergé 62,2 % des recherches doctorales – 51,1 % pour les institutions parisiennes intra-muros et 11,1 % pour les universités franciliennes hors Paris –, tandis que ce chiffre s'élève

62 C'est le cas des recherches conduites par Marine Branland, Pauline Breton, Charlotte Segond-Genovesi, Caroline Digeon et Nicolas Todd (tous cités *supra*).

63 Rémi De Matos-Machado, *Paysage de guerre et LiDAR*, thèse citée; Pierre Taborelli, *Les Conditions géographiques et l'organisation spatiale du front de la Grande Guerre : application à l'évaluation environnementale post-conflit en Champagne-Ardenne*, sous la dir. d'Alain Devos, université de Reims Champagne-Ardenne, 2018.

à 73,8 % pour la période suivante – 64,1 % et 9,7 %. Cette tendance assez marquée à la concentration francilienne de la recherche sur la Première Guerre mondiale est brusquement démentie par la période du Centenaire. La proportion de thèses soutenues préparées au sein d'une institution francilienne chute brutalement à 51,4 % – 41,7 % pour les institutions parisiennes et 9,7 % pour les universités franciliennes hors Paris. En ce qui concerne la distribution interne à la région francilienne des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, l'on relève la concentration de la recherche parisienne à Sorbonne Université – treize thèses (43,3 % des thèses parisiennes) – et à l'EHESS – onze thèses (36,7 %). Par ailleurs, les sept thèses préparées en région francilienne hors Paris l'ont toutes été à l'université Paris Nanterre. En nombre absolu de thèses soutenues chaque année, la rétraction de la recherche francilienne s'observe également, mais dans une proportion moindre – l'on passe de 6,3 thèses en moyenne annuelle en 2000-2011 à 5,3 thèses en 2012-2018. L'on peut cependant rattacher au pôle francilien l'université de Picardie Jules Verne (Amiens), en raison de l'itinéraire professionnel de certains directeurs de thèse, tels Stéphane Audoin-Rouzeau ou Olivier Forcade, ou des codirections impliquant des directeurs de cette université et d'un établissement francilien. L'université amiénoise accueille 6,9 % des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, en nette progression sur la période antérieure (2,6 % pour la période 1985-2011, 3,9 % pour la seule période 2000-2011). Finalement, le pôle francilien-picard concentre 55,6 % des recherches doctorales finalisées dans le temps du Centenaire – compte tenu des thèses codirigées par un établissement parisien et l'université de Picardie Jules Verne.

Face à cette recherche doctorale située dans le Nord de la France, un pôle méridional, centré sur Toulouse et Montpellier, s'affirme depuis le milieu des années 1980. La proportion des thèses portant sur la Grande Guerre préparées dans ces deux villes universitaires est stable depuis trois décennies : elle est passée de 8,9 % en 1985-1999 à 11,7 % en 2000-2011 et 9,7 % en 2012-2018. Dans cette évolution globale, il faut relever que l'université Paul-Valéry-Montpellier tend à relayer l'université Toulouse-Jean Jaurès dans l'animation de la recherche sur la Première Guerre mondiale. Un pôle de l'Est alsacien et lorrain émerge, enfin, de cette étude statistique. Relativement effacé lors de la période 1985-2011 – 5,7 % des thèses portant sur la Grande Guerre –, ce pôle alsacien-lorrain s'affirme aujourd'hui comme un des principaux lieux de la recherche doctorale sur le sujet, avec 15,3 % des thèses soutenues en 2012-2018. Au-delà de cette évolution quantitative globale, il faut relever l'affirmation nette du pôle universitaire lorrain – sept thèses soutenues à Nancy pour trois à Strasbourg et une encadrée en codirection au sein des deux universités. Finalement, sur la base de l'examen des thèses soutenues depuis 1985, s'impose la conclusion d'une

forte polarisation de la recherche doctorale autour des trois pôles francilien-picard, occitan et alsacien-lorrain. Si les années 2000 marquent l'apogée du pôle francilien-picard, elles sont également marquées par la consolidation d'un pôle occitan. À ces deux évolutions succède, durant le temps du Centenaire, l'émergence rapide d'un pôle alsacien-lorrain. En 2012-2018, ces trois pôles – francilien-picard, alsacien-lorrain et occitan – ont hébergé, en tenant compte des codirections entre ces universités, 80,6 % des thèses soutenues. Dans le même temps, depuis 2012, la recherche sur la Grande Guerre se diffuse hors de ces trois pôles. Les universités de l'Outre-mer français, cependant, n'encadrent aucune recherche doctorale sur la Grande Guerre, en dépit de perspectives prometteuses tracées par certaines recherches réalisées dans la période antérieure.

L'analyse des projets de thèse en cours de traitement au 31 décembre 2018 confirme l'érosion de la part relative de la recherche doctorale parisienne dans la recherche doctorale francilienne et nationale et permet également de souligner la stabilité de la part du pôle francilien-picard dans la recherche nationale : les établissements parisiens accueillent 32,9 % des thèses en cours de traitement au 31 décembre 2018 et 31,4 % des sujets déposés dans le temps du Centenaire. En incluant les universités franciliennes hors Paris, ces chiffres atteignent respectivement 52,1 % et 51,4 % – 54,8 % et 54,3 % en incluant Amiens. À l'échelle francilienne, une redistribution vers les universités non parisiennes est nettement observable, la part de celles-ci dans la recherche francilienne croissant de façon significative en raison, notamment, du développement récent des recherches sur la Grande Guerre hors de l'université Paris Nanterre, au sein de l'université de Cergy-Pontoise, de l'université Paris-Est Créteil et de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée. À l'échelle nationale, le phénomène de déconcentration observé pour les thèses soutenues dans le temps du Centenaire apparaît nettement accentué et profite avant tout aux deux principaux pôles de recherche sur cette thématique. Le pôle occitan, en premier lieu, héberge 15,1 % des projets de thèses en cours de rédaction et 15,7 % des dépôts de sujets dans le temps du Centenaire dont le traitement n'a pas encore abouti à une soutenance, et occupe ainsi la première place après le pôle francilien-picard. Avec 13,7 % des sujets en cours de traitement et 14,3 % des sujets déposés dans le temps du Centenaire, le pôle alsacien-mosellan, définitivement centré sur Nancy, confirme son dynamisme. Enfin, l'examen des thèses en cours met en évidence une distribution plus diffuse de la recherche doctorale sur la Grande Guerre en province. Des pôles universitaires tels que ceux d'Aix-en-Provence, d'Arras, de La Rochelle, du Mans, de Rennes et de Rouen n'ayant accueilli aucun docteur diplômé en 2012-2018 après soutenance d'une thèse sur la Grande Guerre hébergent aujourd'hui 11 % des doctorants travaillant sur ce conflit.

LES IMPULSIONS DE LA JEUNE RECHERCHE ET DE LA TRÈS JEUNE RECHERCHE SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE PENDANT LE CENTENAIRE

LES SUJETS DE THÈSE DÉPOSÉS DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE: ANALYSE QUANTITATIVE

Tableau 3. Évolution quantitative des projets de thèses sur la Grande Guerre déposés dans le temps du Centenaire et non soutenus au 31 décembre 2018⁶⁴

Année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de sujets déposés	4	6	11	15	11	13	10
Variation par rapport à l'année précédente		+50 %	+83 %	+36 %	-27 %	+18 %	-23 %

122

À la date du 31 décembre 2018, soixante-treize thèses portant sur la Grande Guerre sont en préparation, soixante-dix sujets ayant été déposés durant la période 2012-2018⁶⁵. Ce chiffre dénote à la fois une vigueur certaine du champ historiographique de la Grande Guerre, en même temps qu'il porte en lui le risque d'une rétraction de la recherche sur la Grande Guerre. Si l'on considère l'ensemble de la période 2014-2018, émerge le constat d'une certaine stabilité du nombre de projets de thèse déposés, de l'ordre de la douzaine, avec un pic modéré en 2015 – 15 inscriptions. Cette répartition dans le temps des dépôts de sujets de thèse sur la Grande Guerre s'explique probablement par la richesse des manifestations commémoratives ayant eu lieu en 2014, mais également par le fait que ces vocations ont probablement touché de nombreux étudiants de master n'ayant déposé leur sujet de thèse qu'au terme de leur deuxième cycle universitaire. Sur six doctorants interrogés, quatre estiment ainsi que les manifestations ayant pour sujet la Première Guerre mondiale et qui se sont déroulées depuis 2014 dans le cadre du Centenaire ont eu un impact sur l'orientation de leur recherche doctorale. En même temps, si l'on peut conclure à un impact des manifestations commémoratives sur l'intérêt des étudiants pour la Grande Guerre, il faut souligner que cet impact fut essentiellement initial. Dès 2016, le nombre de sujets déposés descend à une dizaine, pour demeurer stable ensuite. Si le Centenaire a permis de limiter l'ampleur de la rétraction de la jeune recherche sur la Première Guerre mondiale, l'on doit constater que l'évolution structurelle de

64 Ce tableau doit être lu avec prudence en ce qui concerne les deux premières années. Certains sujets déposés en 2012, 2013 et 2014 ont abouti à une soutenance avant le 31 décembre 2018. En ce cas, dans les sources dont nous disposons, elles apparaissent uniquement au titre des thèses soutenues, sans qu'il soit possible de connaître la date de dépôt du sujet.

65 Le dépôt des thèses en préparation sur *theses.fr*, via le signalement par STEP, n'étant pas obligatoire, ce recensement est susceptible d'être incomplet.

ces recherches doctorales tend vers un retour, sur le plan quantitatif, au début des années 1990, dans la continuité des années 2017 et 2018.

À la lecture des statistiques mises à la disposition du public par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, il apparaît qu'environ trois cinquièmes des sujets de thèse en sciences humaines et humanités – champ de la recherche dans lequel s'inscrit l'histoire – aboutissent à la délivrance du doctorat⁶⁶. Sur cette base, il est possible d'estimer à environ quarante les sujets déposés durant le temps du Centenaire aboutissant finalement à une soutenance, soit une moyenne d'environ six thèses par année, chiffre pouvant être légèrement rehaussé par la finalisation des travaux initiés avant le temps du Centenaire. Une observation plus fine de la chronologie des dépôts de thèse permet d'affiner cette tendance globale. En raison du nombre élevé de sujets déposés en 2015, de nombreuses soutenances sont logiquement intervenues au cours des années 2019-2021.

LES ORIENTATIONS HISTORIOGRAPHIQUES ET THÉMATIQUES DES PROJETS
DE THÈSES SUR LA GRANDE GUERRE DÉPOSÉS DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE
ET NON SOUTENUS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Tableau 4. Thématiques de la recherche doctorale sur la Grande Guerre en 2012-2018 (thèses soutenues et projets de thèses déposés dans le temps du Centenaire et non soutenus au 31 décembre 2018)

	Nombre de thèses soutenues (2012-2018)	Part dans le nombre total des thèses (2012-2018)	Nombre de projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018	Part dans le nombre total de projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Avant-guerre	9	12,5 %	6	8,6 %
Opérations	2	2,8 %	6	8,6 %
Les combattants et le combat	21	29,2 %	28	40,0 %
Genre, familles	7	9,7 %	4	5,7 %
Sociétés en guerre	16	22,2 %	20	28,6 %
Économie	2	2,8 %	5	7,1 %
Culture(s)	20	27,8 %	16	22,9 %
Droit	1	1,4 %	2	2,9 %
Politique	14	19,4 %	11	15,7 %
Sciences, technologies et médecine	5	6,9 %	3	4,3 %
Sorties de guerre	18	25,0 %	12	17,1 %
Mémoire et traces	15	20,8 %	8	11,4 %

66 Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, *L'État de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en France*, 11 juillet 2018, chapitre 40, « Le doctorat et les docteurs » (https://publication.enseignementsup-recherche.gouv.fr/eessr/FR/T744/le_doctorat_et_les_docteurs/, consulté le 1^{er} août 2021).

Au-delà de la dimension quantitative, les orientations historiographiques et méthodologique des thèses en cours⁶⁷ permettent d'évaluer le dynamisme des recherches sur la Grande Guerre. Le défi du renouvellement semble relevé, au moins partiellement, par la dernière génération de jeunes chercheurs doctorants. Les sujets de thèse déposés dans le temps de la Grande Guerre répondent à différentes logiques : certains visent avant tout à réexaminer des problématiques formulées dans les années 1990 et 2000 ; d'autres prétendent, au contraire, développer de nouvelles pistes de recherche. Ces projets sont en construction, leur teneur et leur orientation peuvent évoluer. En outre, le titre de la thèse, en l'absence fréquente de résumé l'accompagnant, ne permet pas toujours de saisir avec la netteté souhaitable les méthodes, outils et sources retenus par le doctorant. Si ce matériau ne permet pas un panorama précis et exhaustif, il se dégage de son analyse deux constats essentiels : l'étude des sociétés en guerre, celles des combattants et du combat connaissent un regain d'intérêt significatif ; celle des sorties de guerre, et surtout de la mémoire du conflit et des traces qu'il a laissées marquent nettement le pas. Le temps social et commémoratif, indéniablement, marque ainsi de son empreinte les recherches doctorales, aussi bien positivement qu'en creux.

Au-delà de ces constats d'ensemble, l'analyse de ces données permet d'entrevoir certaines orientations structurantes de la jeune recherche sur la Grande Guerre pour la décennie à venir. Une première évidence s'impose à la lecture des sujets actuellement en cours de traitement : la commémoration du Centenaire croise et englobe la commémoration de deux autres événements engendrés par la Première Guerre mondiale – le génocide des Arméniens et le rattachement de l'Alsace-Moselle à la France. Cet entrecroisement mémoriel est parfaitement perceptible et de jeunes chercheurs se sont emparés de cette opportunité pour formuler plusieurs sujets centrés sur les conséquences et la mémoire du génocide des Arméniens⁶⁸ ou sur les modalités de la réintégration des départements alsaciens-mosellans et

67 La rédaction de ce chapitre a été terminée en juillet 2019. Dans la version actuelle, nous avons tenu à remettre à jour les informations en indiquant la date de soutenance des thèses évoquées, qui ne sont donc plus, en toute logique, « en cours ». Cela ne modifie pas le contenu qualitatif de l'analyse qui est une analyse des sujets déposés pendant le Centenaire – les thèses dites « soutenues » l'ont donc été avant le 31 décembre 2018, les thèses « en cours » n'étant pas encore soutenues à cette dernière date. Une remarque : sur les 70 thèses déposées durant le Centenaire, seules 19 ont été soutenues en septembre 2021, dont 10 en 2020-2021. Sans que ce constat soit totalement extraordinaire en regard du temps moyen de réalisation d'une thèse, on peut postuler que les multiples activités du Centenaire, dans lesquelles les doctorants ont été impliqués, et plus prosaïquement la crise sanitaire, ont retardé certaines soutenances.

68 Öykü Gürpınar, *Comment on raconte l'histoire du génocide des Arméniens à l'école en 2015 : étude comparative en Turquie, en Arménie et dans la diaspora (France, Liban)*, sous la dir. de Claire Mouradian, EHESS, sujet déposé en 2016 ; Élodie Gavrilof, *Après l'empire, une école à (re)construire pour les nationalités : les écoles arméniennes*

de leurs populations au sein de la nation française⁶⁹. Au-delà de la dynamique commémorative, le développement important de ce dernier champ de recherche est corrélé à la croissance du pôle alsacien-lorrain de recherche sur la Grande Guerre. Les trois projets de thèse concernés sont, en effet, développés au sein des universités de Lorraine et de Strasbourg.

À côté de ces sujets dénotant un intérêt majeur pour deux événements induits par la Grande Guerre, l'on assiste à un renforcement quantitatif et à un approfondissement de la recherche doctorale sur plusieurs thématiques émergent dans le temps du Centenaire ou dans la période immédiatement antérieure. Les problématiques liées au corps en guerre et à la médecine de guerre ou à la réinsertion sociale des mutilés connaissent ainsi un développement spectaculaire. La médecine de guerre est ainsi questionnée sous l'angle double de la pratique et de la construction de savoirs experts⁷⁰, tandis que les difficultés de la réinsertion sociale et professionnelle des combattants mutilés constituent un axe essentiel des recherches devant prochainement aboutir à la présentation d'un mémoire⁷¹. Les occupations territoriales font également l'objet de plusieurs recherches, dans la continuité des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, mais le regard de l'historien se déplace désormais des relations occupants/occupés vers le fonctionnement interne de la société occupée⁷² ou vers le rôle spécifique de

en Turquie et en Arménie soviétique (1919-1939), sous la dir. de Claire Mouradian, EHESS, sujet déposé en 2016.

- 69 Florian Hensel, *Subir, rebâtir, innover, commémorer. La destruction et la reconstruction des édifices religieux alsaciens (1914-1932)*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme et Maurice Carrez, université de Lorraine/université de Strasbourg, sujet déposé en 2014 [thèse soutenue le 20 novembre 2020]; Jean Haubenestel, *Les Engagés volontaires alsaciens-lorrains dans la Légion étrangère (1871-1914). Un témoignage de la fidélité des Provinces perdues à l'égard de la France ?*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme et Maurice Carrez, université de Lorraine/université de Strasbourg, sujet déposé en 2015; Nathalie Wald, *Robert Ernst, un promoteur de l'irréductibilisme alsacien-lorrain pro-allemand dans l'entre-deux-guerres*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme, université de Lorraine, sujet déposé en 2016.
- 70 Anne Douchain, *Les Hôpitaux militaires du Pas-de-Calais pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Philippe Nivet, université de Picardie Jules Verne, sujet déposé en 2012; Aude-Marie Lalanne-Berdouticq, *L'Expertise médicale en Grande Guerre : l'aptitude militaire au prisme des savoirs médicaux, France/Royaume-Uni (1914-1918)*, sous la dir. d'Annette Becker, université Paris Nanterre, sujet déposé en 2013 [thèse soutenue le 12 décembre 2020].
- 71 Clément Collard, *La Rééducation et la réintégration professionnelles des mutilés de la Grande Guerre (1914-1940)*, sous la dir. de Jean-François Chanet, Sciences Po Paris, sujet déposé en 2015; Sophie Sibson, *Les Stigmates de la Grande Guerre : le retour des soldats blessés en Grande-Bretagne*, sous la dir. de John Mullen, université de Rouen Normandie, sujet déposé en 2017 [thèse soutenue le 4 décembre 2020].
- 72 Nicolas Charles, *Vivre avec l'autre. Les relations interpersonnelles dans le Nord et les Ardennes occupés pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. d'Alya Aglan et Nicolas Offenstadt, université Panthéon-Sorbonne, sujet déposé en 2012.

l'armée occupante à l'interface d'une organisation intergouvernementale et d'un territoire⁷³. Les contacts entre populations civiles de l'arrière et troupes alliées continuent de susciter des recherches, tout comme le sort des prisonniers de guerre⁷⁴. Le regard se déplace également dans l'espace, en étudiant la situation des coloniaux allemands au Togo ou des territoires moyen-orientaux, ou dans le temps, et peut balayer désormais un siècle pour scruter les caractéristiques de trois occupations successives dans un même département⁷⁵. L'histoire économique fait l'objet d'une mutation de type semblable, l'échelle d'analyse tendant davantage vers l'échelle locale ou le groupe d'originaires⁷⁶. Tandis que la recherche antérieure sur le genre et les femmes en Grande Guerre privilégiait les figures des soignantes, des épouses de combattants et des veuves de guerre, étudiées à l'échelle nationale, les mères des combattants font aujourd'hui l'objet d'une recherche, tandis que les évolutions de la situation sociale des femmes durant la guerre sont maintenant scrutées à une échelle plus fine⁷⁷. Ce déplacement de focale est également perceptible dans l'étude des sociabilités combattantes, davantage tournée vers l'étude des relations quotidiennes de camaraderie et des fraternités combattantes

-
- 73 Sébastien Schlegel, *L'Occupation militaire française dans le Territoire de la Sarre (1918-1935). L'armée française, un outil de contrôle au service de la SDN dans un territoire à plébiscite*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme, université de Lorraine, sujet déposé en 2014.
- 74 Respectivement Laëtitia Pichard, *La Présence américaine dans le Centre-Ouest de la France pendant la Première Guerre mondiale (1917-1921)*, sous la dir. de Tangi Villerbu, université de La Rochelle, sujet déposé en 2015 [thèse soutenue le 4 juin 2019], et Isabell Koch, *Les Prisonniers de guerre allemands en France (1914-1920)*, sous la dir. d'Hélène Miard-Delacroix, Sorbonne Université, sujet déposé en 2017.
- 75 Kodijovi Koussou, *Sorties de guerre des coloniaux allemands au Togo (1914-1919)*, sous la dir. d'Éric Vial et Rebekka Habermas, Cergy Paris Université/université de Göttingen, sujet déposé en 2018; Clothilde Houot, *Forces armées en Irak et en Transjordanie (1914-1941)*, sous la dir. de Pierre Vermeren, université Panthéon-Sorbonne, sujet déposé en 2013; Estelle Delforge, *Étude et comparaison de l'occupation allemande dans le Val-d'Oise durant les guerres de 1870-1871, 1914-1918, 1939-1945*, sous la dir. de Jean-Claude Lescure, Cergy Paris Université, sujet déposé en 2015.
- 76 Anne Alonzo, *La Mobilisation industrielle à Toulouse pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Dominique Barjot, Sorbonne Université, sujet déposé en 2012 [thèse soutenue le 19 octobre 2020]; Anaïs Bertrand, *Le Champagne et la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Philippe Buton, université de Reims Champagne-Ardenne, sujet déposé en 2017; Yuan Hua Honvault, *Travailler pour les Alliés en France pendant la Grande Guerre. Les salariés chinois et l'économie militaire (1916-1919)*, sous la dir. de Michel-Pierre Chelini et Laurent Cesari, université d'Artois, sujet déposé en 2014.
- 77 Stéphanie Couriaud, *Les Mères des combattants de la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Claire Blandin, université Paris-Est Marne-la-Vallée, sujet déposé en 2015; Claire Saunier-Le Foll, *Femmes, pratiques associatives et action sociale en Seine-Inférieure à l'épreuve de la Grande Guerre*, sous la dir. de Manuela Martini, université Lumière Lyon 2, sujet déposé en 2016.

dans le temps de la guerre et de l'après-guerre⁷⁸. Les sujets déposés en 2017 et en 2018 dénotent un regain d'intérêt pour les espaces coloniaux, les comparaisons internationales, la diplomatie et, surtout, pour les coopérations internationales bilatérales, qu'elles soient aéronautiques ou militaires et maritimes⁷⁹.

Si 44,4 % des thèses soutenues sur la Grande Guerre de 1985 à 1999 n'étaient pas des thèses d'histoire, ce chiffre était tombé à 29,1 % pendant les années 2000-2001, et même à 20,8 % en 2012-2019. En ce qui concerne les sujets déposés dans le temps du Centenaire, cette proportion s'établit à 17,8 %. Cependant, cette tendance nettement baissière, sur le plan quantitatif, ne doit pas masquer la part des disciplines autre que l'histoire dans le renouvellement des études portant sur la Grande Guerre. Les linguistes s'emparent ainsi du corpus imposant des « écrits peu lettrés » – correspondances et *ego*-documents de combattants – pour les analyser, non plus seulement comme sources pour l'histoire, mais comme construits linguistiques⁸⁰. Les textes littéraires issus de la Grande Guerre font également l'objet d'un intérêt renouvelé de la part des jeunes chercheurs

- 78 Pierre Caminade, *L'Alcool et les socialibilités dans l'armée française pendant la Grande Guerre*, sous la dir. d'Hubert Heyries, université Paul-Valéry-Montpellier, sujet déposé en 2015; Damien Accoulon, *Une « Fraternité des ailes » ? Expérience combattante et sociabilité des As de l'aviation allemands, britanniques et français (1914-1939)*, sous la dir. d'Annette Becker et Christian Kehrt, université Paris Nanterre/Technische Universität Braunschweig, sujet déposé en 2017.
- 79 Sonia Poairiwa, *Les Tirailleurs kanaks, entre engagement et résistance, de la guerre à la mémoire (1914-2018)*, sous la dir. d'Annette Becker, université Paris Nanterre, sujet déposé en 2018; Emma Papadacci-Stephanopoli, *Politiques éducatives et pratiques scolaires à l'épreuve de la Grande Guerre, Royaume-Uni et France (1914-1940)*, sous la dir. de Guillaume Piketty, Sciences Po Paris, sujet déposé en 2018; Pauline Georgelin, « Pour noble et vaillant France ». *Les relations franco-australiennes pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. d'Annette Becker, Joy Damousi et Véronique Duché, université Paris Nanterre/université de Melbourne, sujet déposé en 2017 [thèse soutenue le 8 avril 2021]; Ghazi Tarish, *Traduction et analyse des archives diplomatiques françaises relatives à l'Arabie saoudite durant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Siba Fares, université Toulouse-Jean Jaurès, sujet déposé en 2018; Alain de Bonadona, *Les Coopérations aéronautiques entre la France et la Roumanie de la Première Guerre mondiale à la fin de la guerre froide*, sous la dir. de Jean-Noël Grandhomme et Florin Turcanu, université de Lorraine/université de Bucarest, sujet déposé en 2018; Agathe Couderc, *Sous le sceau du secret : les coopérations internationales des chiffres britanniques et français, militaires et navals pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. d'Olivier Forcade, Sorbonne Université, sujet déposé en 2018.
- 80 Lena Sowada, *Les Pratiques de l'écrit peu lettré : les ego-documents de la Première Guerre mondiale*, sous la dir. d'Agnès Steuckardt et Sybille Grosse, université Paul-Valéry-Montpellier/université de Heidelberg, sujet déposé en 2015 [thèse soutenue le 29 novembre 2019]; Béatrice Dal Bo, *L'Écriture des femmes peu lettrées pendant la Grande Guerre*, sous la dir. d'Agnès Steuckardt et Anne Giaufret, université Paul-Valéry-Montpellier/Università di Genova, sujet déposé en 2015 [thèse soutenue le 2 décembre 2019].

en littérature, qu'il s'agisse de la littérature romanesque ou de la poésie⁸¹. D'autres projets portent sur la restitution et la représentation d'une manifestation de sociabilité ou sur la mise en récit de l'expérience de guerre dans une langue régionale⁸². Ces relectures novatrices des textes issus de la Grande Guerre peuvent parfois inclure une approche genrée de ces écrits et de ces pratiques d'écriture⁸³. Ces approches ont parfois été encouragées par leur intégration dans deux initiatives labellisées par la Mission du Centenaire, telles que « Poésie Grande Guerre 1914-2018 » (université Paris Nanterre) et « Corpus 14 » (université Paul-Valéry-Montpellier).

Le caractère pluridisciplinaire des études sur la Grande Guerre dans le temps long de la recherche historique, de 1985 à 2018, apparaît ainsi comme un élément structurant de cette recherche. Dans le temps du Centenaire, cette dimension semble essentiellement portée par les géographes, les linguistes et les spécialistes de la littérature. La capacité des différents champs disciplinaires à enrichir mutuellement leurs analyses de la Grande Guerre demeure une gageure, dans la mesure où les codirections bi-disciplinaires sont moins nombreuses dans les projets portés pendant le Centenaire que pour les thèses soutenues durant cette même période. Une lecture véritablement interdisciplinaire de la Grande Guerre, croisant au sein d'une même recherche différentes approches disciplinaires, demeure ainsi, à l'échelle des recherches doctorales, un chantier ouvert, auquel les jeunes chercheurs sur la Grande Guerre semblent vouloir prendre une part active⁸⁴.

128

81 Julie Tissier, *Prendre la plume en France de la fin du XIX^e siècle au lendemain de la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Cathérine Brice, université Paris-Est Créteil, sujet déposé en 2015; Inasse Lajnef, *Un centenaire d'écriture de la Grande Guerre par les femmes (1914-2014)*, sous la dir. de Sylvie Brodziak, Cergy Paris Université, sujet déposé en 2016; Patrick Ponnau, *La Poétique de la Grande Guerre sous la république de Weimar*, sous la dir. de Philippe Alexandre, université de Lorraine, sujet déposé en 2016; Julia Ribeiro Simon Cavalcanti Thomaz, *Poésie en langue française : les ouvrages poétiques et leur utilisation comme source sur l'expérience combattante*, sous la dir. de Laurence Campa et Judith Lyon-Caen, université Paris Nanterre/EHESS, sujet déposé en 2017.

82 Nicolas Bianchi, *La Part du rire à l'épreuve du feu. Rires, humours et ironies dans la littérature de la Grande Guerre*, sous la dir. de Marie-Ève Therenty et Pierre Schoentjes, université Paul-Valéry-Montpellier/Université de Gand, sujet déposé en 2015; Joseph Martin, *Jean-Marie Normand : un soldat breton dans la Grande Guerre*, sous la dir. de Gwendal Denis et Erwan Hupel, université Rennes-II, sujet déposé en 2017.

83 Béatrice Dal Bo, *L'Écriture des femmes peu lettrées*, thèse citée; Inasse Lajnef, *Un centenaire d'écriture de la Grande Guerre par les femmes*, projet de thèse cité.

84 Manifeste du réseau de jeunes chercheurs « Une Plus Grande Guerre », <https://uneplusgrandeguerre.wordpress.com/> (consulté le 1^{er} août 2021).

On ajoutera enfin un élément de sociologie intéressant. En comparant les trois corpus déjà cités, on constate une féminisation croissante des études sur la Grande Guerre : si 40 % des thèses soutenues entre 1985 et 2011 l'ont été par des femmes, et 36 % de celles soutenues entre 2012 et 2018, 48 % des sujets déposés au cours de cette seconde période l'ont été par des doctorantes, ce qui correspond aux grands équilibres du sex-ratio dans les thèses soutenues en histoire contemporaine pour la période la plus récente.

QUELLE RELÈVE ? LA TRÈS JEUNE RECHERCHE SUR LA GRANDE GUERRE

L'avenir de la jeune recherche universitaire sur la Grande Guerre repose essentiellement sur les thèses actuellement en préparation, mais également sur la formation de très jeunes chercheurs en master. À ce sujet, les données partielles dont nous disposons mettent en évidence la richesse et la diversité des structures accueillant cette jeune recherche. Les initiatives institutionnelles visant à encourager la jeune et très jeune recherche sur la Grande Guerre semblent aller à la rencontre d'une forte demande et obtiennent un succès significatif et croissant, si l'on s'en tient à l'analyse des quelques chiffres disponibles et à l'étude des mémoires mis en ligne sur la base de données Dumas. Les effectifs de chacun de ces séminaires spécialisés sur la Grande Guerre oscillent entre la dizaine et la vingtaine d'étudiants. Cet attrait des études sur la Première Guerre mondiale n'est sans doute pas sans lien avec le moment commémoratif et sa médiatisation, comme en témoigne l'évolution du nombre de mémoires de master soutenus portant sur la Grande Guerre. Certains chercheurs ayant répondu au questionnaire établi par l'équipe rédactionnelle du présent ouvrage mentionnent l'évolution annuelle du nombre de mémoires portant sur le conflit. La consultation de ces données, certes partielles et lacunaires, permet de constater une tendance assez globale à l'augmentation continue sur la période 2012-2018 ou 2014-2018 du nombre de mémoires de master portant sur la Grande Guerre. Les mémoires de master déposés sur Dumas portent également la trace de ce développement de l'intérêt des très jeunes chercheurs pour la guerre de 1914-1918 : aucun mémoire ne fut déposé en 2012, 2013 et 2015, mais deux mémoires le furent en 2014 et en 2017, et trois en 2016. L'interprétation de ces chiffres est, certes, délicate, mais ces données semblent conforter l'impression issue de la lecture des réponses des chercheurs au questionnaire : l'intérêt des très jeunes chercheurs pour la Grande Guerre semble croître progressivement durant le Centenaire.

Au-delà de ce dynamisme quantitatif, les mémoires de master, consultables sur la base Dumas, et qui représentent un échantillon de la très jeune recherche d'un haut niveau qualitatif, dénotent une volonté partagée d'explorer les thématiques au cœur de l'historiographie la plus récente de la

Grande Guerre⁸⁵. Le premier mémoire d'Élodie Rivalin aborde ainsi la situation des prisonniers de guerre à Lyon pour mettre en évidence le regard porté sur eux par les civils et les modalités de leur mise au travail au service de l'effort national de guerre et de l'économie locale. Son second travail porte sur les ressortissants des empires centraux internés à l'Île Longue et sur le développement d'une vie culturelle spécifique à cette situation d'internement⁸⁶. Ces deux mémoires sont marqués de façon flagrante par la volonté de croiser les approches sociale et culturelle et, dans une moindre mesure, politique et économique, pour faire émerger une vision globale de la captivité en temps de guerre. Cette volonté d'intégrer plusieurs approches et concepts novateurs dans un sujet se retrouve dans un mémoire interrogeant l'idée reçue selon laquelle la Première Guerre mondiale aurait été un non-événement en Amérique latine⁸⁷. Pour servir la remise en cause de cette assertion, Claire-Emmanuelle Block propose une micro-histoire sociale, culturelle, économique et politique du port commercial de Valparaiso. Cette étude, mettant en évidence le rôle des communautés d'immigrés et d'originaires, aboutit à la conclusion de l'émergence d'un imaginaire local de la Grande Guerre résultant d'une proximité paradoxale du conflit. Elle permet d'envisager de nombreuses pistes en vue de la construction d'une histoire connectée de la Grande Guerre, par ailleurs presque absente de la recherche doctorale en cours.

D'autres recherches interviennent pour prolonger les perspectives tracées par la recherche doctorale récente. Les études sur les combattants et les combats de la Grande Guerre tendent en effet à se déployer depuis la fin des années 2000 vers une arme jusqu'ici peu explorée par la jeune recherche : l'aviation militaire⁸⁸.

85 Nous ne considérons pas ici les mémoires des masters Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation, délivrés par les Écoles supérieures du professorat et de l'éducation. Centrés sur la didactique et la pédagogie, ces mémoires ne visent pas essentiellement à participer à la recherche scientifique proprement dite, même s'ils en sont souvent le reflet. En conséquence, ils sont traités dans cet ouvrage au titre des pratiques et activités pédagogiques mises en œuvre dans le temps du Centenaire.

86 Élodie Rivalin, *Des « Boches » à Lyon et dans le Rhône entre 1915 et 1920 : le travail des prisonniers de guerre allemands entre économie de guerre et cohabitation avec l'ennemi*, mémoire de master 1, ENS Lyon, 2016 ; ead., *Des intellectuels au camp. Productions sociales et mobilisations en contexte de guerre : le cas du camp de l'Île Longue (1914-1919)*, mémoire de master 2, ENS Lyon, 2017.

87 Claire-Emmanuelle Block, *Valparaiso, 1914-1918 : un port chilien dans la Grande Guerre. Pratiques et représentations d'une expérience locale de la « conflagration européenne »*, mémoire de master, université Panthéon-Sorbonne, 2016.

88 Éric Mahieu, *Le Personnel de l'aviation militaire française pendant la Grande Guerre*, sous la dir. de Jean-Marc Olivier, université Toulouse-Jean Jaurès, sujet déposé en 2012 [thèse soutenue le 18 novembre 2019] ; Damien Accoulon, *Une « Fraternité des ailes » ?*, projet de thèse cité.

Un mémoire soutenu récemment prolonge ces questionnements, en interrogeant, dans une démarche centrée sur l'évolution des techniques, les conséquences pour les combattants de l'évolution de la liaison sol-avion⁸⁹. Ce travail s'inscrit pleinement dans le renouvellement de l'histoire militaire de la Grande Guerre en interrogeant, au-delà de l'évolution du matériel de guerre, la relation des combattants aux matériels dont ils étaient dotés. De la même façon, deux très jeunes chercheurs s'inscrivant dans le champ historiographique très fertile, dans le temps du Centenaire, des études sur les mémoires de la Grande Guerre ont entrepris d'étudier un support jusqu'ici délaissé par les recherches doctorales : la bande dessinée. Prenant pour objet, l'un, un auteur et illustrateur, et l'autre, la production artistique dans son ensemble durant les quarante dernières années, ils interrogent les sources et les modalités des représentations de la Grande Guerre en questionnant également la place de la bande dessinée dans le champ des productions mémorielles liées à ce conflit et la valorisation de ce support spécifique dans une optique de médiation culturelle⁹⁰. Enfin, le mémoire présenté par Jean-Baptiste Bégat sur le Kurdistan irakien sous mandat britannique de 1918 à 1929 permet de croiser les approches au cœur de la recherche doctorale actuelle : étude des sorties de guerre, des occupations et des représentations⁹¹. Loin d'adopter une approche géopolitique ou diplomatique classique du mandat britannique, l'auteur porte son regard sur les interactions entre Britanniques et Kurdes, à travers les dynamiques administratives et politiques, mais aussi culturelles.

Finale­ment, la lecture de ces travaux issus de la très jeune recherche, jointe à l'appréciation quantitative de leur évolution, permet de conclure qu'il existe, pour les années à venir, un potentiel élevé de recherche doctorale, malgré la contraction quantitative actuellement en cours des thèses en sciences humaines et humanités. La réussite des initiatives de jeunes chercheurs favorisant le développement, au-delà du temps du Centenaire, des recherches sur la Première Guerre mondiale constituera probablement un facteur déterminant de la concrétisation de ce potentiel. Le réseau +GG, animé par des jeunes chercheurs, vise, à l'image des réseaux belge et britannique, à structurer la jeune recherche et à l'inscrire dans le contexte international, tant sur le plan des coopérations que des problématiques. À travers la tenue de journées d'étude, ce réseau promeut les échanges entre

89 Arnaud Hedin, *Les Liaisons entre le sol et l'avion durant la Première Guerre mondiale : naissance et évolution*, mémoire de master, université Panthéon-Sorbonne, 2016.

90 Benjamin Gabreau, *Tardi et la Grande Guerre. Transmission et valorisation d'une mémoire du premier conflit mondial*, mémoire de master, université de Pau et des pays de l'Adour, 2014; Antoine Le Graet, *Les Représentations de la Première Guerre mondiale dans la bande dessinée (1974-2013)*, mémoire de master, université Panthéon-Sorbonne, 2014.

91 Jean-Baptiste Bégat, *Le Mandat britannique en Irak et la question kurde (1918-1932)*, mémoire de master, université Panthéon-Sorbonne, 2017.

jeunes chercheurs permettant l'enrichissement mutuel des démarches et des questionnements mis en œuvre individuellement. Si ce réseau a pu bénéficier du soutien d'institutions universitaires et de recherche, il envisage aujourd'hui de solliciter des partenariats extérieurs. Au-delà de l'aspect quantitatif (nombre de projets de thèses en cours), il apparaît que la pérennisation de la recherche sur la Grande Guerre résultera sans doute de la rencontre entre ces initiatives de jeunes chercheurs et les impulsions données au niveau ministériel ou des universités et des laboratoires. À ce titre, la convention passée le 9 novembre 2018 entre le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, la Fondation de l'université de Picardie Jules Verne et le CIRHGG prévoit explicitement le financement de contrats post-doctoraux permettant d'approfondir les questionnements élaborés dans le temps du Centenaire et de pérenniser la jeune recherche innovante. Cette convention, signée par le président de la République en personne, manifeste la volonté gouvernementale de pérenniser la recherche sur la Grande Guerre au-delà du temps du Centenaire.

LA RECHERCHE FRANÇAISE SUR LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE DANS UNE PERSPECTIVE INTERNATIONALE

LES DIMENSIONS INTERNATIONALE, TRANSNATIONALE, CONNECTÉE ET GLOBALE DANS LES RECHERCHES DOCTORALES ET LA TRÈS JEUNE RECHERCHE SUR LA GRANDE GUERRE

Tableau 5. Part des thèses traitant au moins d'un pays/territoire/société non français métropolitains ou d'histoire transnationale

Thèses soutenues 1985-1999	Thèses soutenues 2000-2011	Thèses soutenues 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
41,1 %	44,7 %	36,1 %	52,9 %

L'examen de l'évolution de l'étude de certains territoires, pays ou sociétés étrangers ou non métropolitains peut donner une première indication de l'évolution de la recherche au prisme de son internationalisation. Cet examen révèle finalement une grande stabilité, tant quantitative que qualitative. Cependant, après une tendance à la réduction de la part des recherches portant sur des pays/territoires/sociétés non français métropolitains ou sur des phénomènes transnationaux, un net regain de ces recherches est observable dans le temps du Centenaire. En ce qui concerne les projets de thèses déposés en 2012-2018, plus de la moitié portent totalement ou partiellement sur ces objets. La répartition de ces recherches est caractérisée par une grande polarisation. Dans le temps du Centenaire, comme durant la période 1985-2011, l'Allemagne se place en tête

Tableau 6. Occurrences des pays/territoires/sociétés non français métropolitains dans les sujets de thèses soutenues et les projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018 (valeur absolue et proportion par rapport à l'ensemble)

	Thèses soutenues 1985-1999	Thèses soutenues 2000-2011	Thèses soutenues 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Allemagne	8 (8,9 %)	15 (14,6 %)	3 (4,2 %)	11 (15,7 %)
Asie	2 (2,2 %)	1 (1,0 %)	0	1 (1,4 %)
Autriche-Hongrie et États successeurs	3 (3,3 %)	1 (1,0 %)	1 (1,4 %)	0
Balkans	5 (5,6 %)	3 (2,9 %)	5 (6,9 %)	3 (4,3 %)
Belgique	0	1 (1,0 %)	2 (2,8 %)	2 (2,9 %)
Empire allemand	1 (1,1 %)	0	1 (1,4 %)	1 (1,4 %)
Empire britannique	2 (2,2 %)	1 (1,0 %)	1 (1,4 %)	3 (4,3 %)
Empire français	1 (1,1 %)	8 (7,8 %)	0	1 (1,4 %)
Empire ottoman et Moyen-Orient	7 (7,8 %)	5 (4,9 %)	1 (1,4 %)	6 (8,6 %)
États-Unis	1 (1,1 %)	5 (4,9 %)	1 (1,4 %)	1 (1,4 %)
Europe centrale et orientale	0	1 (1,0 %)	3 (4,2 %)	0
Irlande	1 (1,1 %)	0	1 (1,4 %)	0
Italie	1 (1,1 %)	6 (5,8 %)	2 (2,8 %)	2 (2,7 %)
Luxembourg	0	0	0	1 (1,4 %)
Royaume-Uni	4 (4,4 %)	4 (3,9 %)	8 (11,1 %)	9 (12,9 %)
Russie	2 (2,2 %)	3 (2,9 %)	1 (1,4 %)	2 (2,9 %)

Tableau 7. Évolution quantitative des thèses d'histoire transnationale ou comparative de la Grande Guerre

Période	Thèses soutenues 1985-1999	Thèses soutenues 2000-2011	Thèses soutenues 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Nombre de thèses ou de projets de thèse	7	10	8	13
Part dans l'ensemble des thèses soutenues ou des projets de thèse	7,8 %	9,7 %	11,1 %	18,6 %
Nombre moyen de thèses soutenues par année (et variation par rapport à la période précédente)	0,47	0,83 (+ 77 %)	1,14 (+ 37 %)	

des pays/territoires/sociétés non français métropolitains objets de recherches doctorales. Si le Royaume-Uni occupait une place secondaire jusqu'en 2011, il est désormais le second pays/territoire/société non français métropolitain étudié par les doctorants travaillant sur la Grande Guerre. Cette progression est également observable en ce qui concerne les territoires/sociétés appartenant à l'empire colonial britannique. En dehors de ces deux traits essentiels, les recherches doctorales finalisées ou en cours dans le temps du Centenaire sont caractérisées par la progression de la part de la Belgique, du Luxembourg, de l'Europe centrale et orientale, et par la réduction de la part de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, des États-Unis, de l'empire colonial français et, dans une moindre mesure, de l'Empire ottoman et de l'Asie. Ainsi, cette recherche doctorale semble marquée, dans le temps du Centenaire, par une tendance à un recentrage géographique sur l'Europe et par un délaissement relatif des espaces non européens. Ces premiers constats mettent en évidence les limites de l'internationalisation de la recherche, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

134

Cependant, l'internationalisation des recherches doctorales et de la très jeune recherche repose aussi, et peut-être davantage, sur la capacité des chercheurs à adopter une démarche comparative ou à étudier des objets dans une optique transnationale. Phénomène européen et mondial par nature, la Grande Guerre semble se prêter, au premier abord, à de telles options. Par ailleurs, l'historiographie française du conflit s'est très tôt enrichie d'études portant sur les États et sociétés étrangers. Cependant, on observe une entrée lente et tardive, à l'échelle des trois dernières décennies, des démarches répondant aux logiques de l'histoire comparative ou transnationale dans les recherches doctorales sur la Première Guerre mondiale⁹².

L'étude des thèses soutenues dans le temps du Centenaire permet de conclure à la prolongation de ce processus : 11,1 % de ces sujets semblent s'inscrire dans une démarche comparative ou transnationale, pour 9,7 % durant la période 2000-2011. La progressivité très lente de cette évolution jusqu'au temps du Centenaire peut s'expliquer par plusieurs facteurs, au premier rang desquels il faut mentionner les difficultés d'accès aux sources étrangères, celui-ci impliquant une forte mobilité et des financements importants, hors d'atteinte pour un grand

92 Ces expressions, encore en débat dans la communauté des historiens, désignent ici l'ensemble des démarches résultant de la volonté de comparer les expériences et les processus historiques au-delà des frontières ou d'étudier un objet historique dans un espace dépassant très largement le cadre national. Ces études visent à mettre en évidence les similitudes et les proximités, les dissemblances et les disparités affectant un même objet historique dans ses multiples manifestations. Les expressions « histoire globale », « histoire connectée » ou « histoire mondiale » sont parfois employées pour désigner des démarches identiques ou très proches.

nombre de jeunes chercheurs. De ce point de vue, la numérisation croissante et rapide de nombreux fonds d'archives et publications constitue sans doute un facteur majeur du développement récent des recherches doctorales comparatives ou transnationales. Ce développement potentiel de l'offre de sources rencontrerait probablement une demande croissante stimulée par l'évolution globale de la discipline historique – incarnée pour le champ spécifique de la Grande Guerre dans quelques publications récentes⁹³ – et le développement des échanges universitaires, tant au niveau des étudiants de licence et de master – *via* Erasmus et d'autres programmes d'échanges interuniversitaires – que des chercheurs – au sein de structures fédératives telles que le CIRHGG et le CRID 14-18 ou de programmes de recherches.

Les thèses d'histoire comparative ou transnationale portèrent longtemps presque exclusivement sur l'histoire des pratiques culturelles au cours du conflit. Progressivement, à partir du milieu des années 2000, des thèses d'histoire sociale, politique ou des mémoires se sont approprié cette démarche. Ce prisme culturel imprègne cependant encore fortement la recherche doctorale finalisée, dans le temps du Centenaire. Ainsi, les thèses d'histoire comparative soutenues pendant le Centenaire étudient des productions artistiques et littéraires en Europe occidentale – France, Italie, Grande-Bretagne, Belgique – à travers le double questionnement de la mise en forme d'une expérience de guerre et de l'influence de cette expérience sur les productions⁹⁴. Les pratiques rituelles collectives religieuses en guerre ou festives en sortie de guerre ont été abordées à travers une comparaison des situations française et italienne, mais également, pour les secondes, britannique, belge et roumaine⁹⁵. Ces perspectives comparatives et transnationales affectent cependant également trois thèses d'histoire politique et d'histoire des relations internationales. L'interrogation croisée des représentations de l'ennemi, de leurs réceptions dans les opinions publiques nationales et des évolutions diplomatiques propres à chacun des vainqueurs dans la période transitionnelle de l'automne 1918 permet d'éclairer sous un jour nouveau la Conférence de la Paix⁹⁶. Le rapatriement des prisonniers de guerre au terme du conflit, envisagé notamment à travers le rôle du Comité international de la Croix-

93 À ce titre, il faut mentionner en particulier les trois volumes publiés en 2013 et 2014 sous le titre *La Première Guerre mondiale* sous la dir. de Jay Winter (t. I, *Combats*; t. II, *États*; t. III, *Sociétés*), chez Fayard, dans la collection « Cambridge History », dont la rédaction fut coordonnée par Annette Becker.

94 Marie Branland, *La Gravure en Grande Guerre*, thèse citée; Enrico Gaudenzi, *Il cinema italiano e francese sulla prima guerra mondiale*, thèse citée; David Erbs, *Le Roman-feuilleton français et le serial britannique*, thèse citée.

95 Sante Lesti, *In Hoc Signo Vincas*, thèse citée; Victor Demiaux, *La Construction rituelle de la victoire dans les capitales européennes*, thèse citée.

96 Vincent Laniol, *Entrer en paix?*, thèse citée.

Rouge dans son organisation, souligne l'émergence globale de l'enjeu humanitaire dans l'Europe de l'entre-deux-guerres⁹⁷. À l'autre bout du spectre chronologique, la mise en évidence des mécanismes de fonctionnement d'une organisation internationale – la II^e Internationale – manifestant le caractère transnational d'un courant politique et des manifestations de solidarité de ses membres français, allemands et italiens durant les décennies précédant la conflagration de l'été 1914 permet de réinterpréter le rôle du mouvement socialiste et de ses militants lors de l'escalade diplomatique et de la première année de guerre⁹⁸. Finalement, les thèses soutenues dans le temps du Centenaire empruntent davantage à la démarche comparative qu'aux méthodes et objets de l'histoire transnationale, exception faite de deux d'entre elles. Par ailleurs, l'Europe occidentale demeure l'espace privilégié d'investigation de ces enquêtes comparatives.

Les projets d'histoire comparative initiés dans le temps du Centenaire portent cette double marque d'un ancrage des objets d'étude dans les sphères culturelle et mémorielle de l'Europe occidentale⁹⁹. Ces projets, qui représentent près d'un cinquième de l'ensemble des projets de thèse, semblent répondre aux évolutions récentes, tant historiographiques – développement de l'histoire comparative et transnationale – que techniques – numérisation de fonds d'archives. D'autres champs de recherche sont envisagés, tels que l'expertise médicale, les transports, les pratiques juridiques, l'organisation et la discipline des troupes ou le contrôle postal et télégraphique¹⁰⁰. L'ouverture croissante vers une histoire transnationale

136

97 Hazuki Tate, *Rapatrier les prisonniers de guerre*, thèse citée.

98 Elisa Marcobelli, *Solidarité en crise ?*, thèse citée.

99 Richard Galliano, *L'Arbre et le soldat. L'écriture du paysage dans la littérature de guerre du premier conflit mondial en Europe occidentale (1914-1939), regards croisés France/Italie*, sous la dir. d'Annette Becker, université Paris Nanterre, sujet déposé en 2013; Thaïs Bihour, « À feu ! À poil ! Et à sang ! » *Approches culturelles de l'iconographie des atrocités allemandes durant la Grande Guerre*, sous la dir. de Pascal Rousseau et Annette Becker, université Panthéon-Sorbonne/université Paris Nanterre, sujet déposé en 2014; Marco Falceri, *Les Artistes combattants à l'épreuve de la Grande Guerre*, sous la dir. de Frédéric Rousseau, université Paul-Valéry-Montpellier, sujet déposé en 2014 [thèse soutenue le 5 juillet 2021]; Anne-Lise Prez, *La Grande Guerre au musée : la Première Guerre mondiale dans les musées thématiques et les collections permanentes des musées de l'armée en Europe (France, Allemagne, Royaume-Uni, Pologne)*, sous la dir. de Corinne Defrance, université Panthéon-Sorbonne, sujet déposé en 2014; Öykü Gürpınar, *Comment on raconte l'histoire du génocide des Arméniens à l'école*, projet de thèse cité; Élodie Gavrilof, *Après l'empire, une école à (re)construire pour les nationalités*, projet de thèse cité; Emma Papadacci-Stephanopoli, *Politiques éducatives et pratiques scolaires à l'épreuve de la Grande Guerre*, projet de thèse cité.

100 Aude-Marie Lalanne-Berdouticq, *L'Expertise médicale en Grande Guerre*, thèse citée; Romain Devauchelle, *Les Gares en France et en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. d'Annette Becker et Gabriele Metzler, université Paris Nanterre/Humboldt-Universität Berlin, sujet déposé en 2013;

de la Grande Guerre apparaît cependant dans le choix d'étudier des parcours migratoires, le parcours d'un corps expéditionnaire ou l'enjeu mémoriel et commémoratif dans une société coloniale et ultramarine, ou encore dans la volonté de mettre en avant un pays à la périphérie du conflit¹⁰¹. Émerge ainsi, dans le temps du Centenaire, une histoire partagée de la Grande Guerre, en construction dans les projets de thèses en cours de rédaction, à travers le choix des approches sur les plans géographique et thématique, mais également à travers la direction de ces travaux.

LES COTUTELLES DE THÈSE :

L'ÉMERGENCE D'UNE HISTOIRE PARTAGÉE DE LA GRANDE GUERRE ?

La multiplication des cotutelles de thèses constitue un indicateur majeur de l'internationalisation de la recherche sur la Première Guerre mondiale. Les premières thèses abordant le conflit et encadrées en cotutelle ont été soutenues à partir de 2002, soit plusieurs années après la création du dispositif en 1994, ce qui est logique si l'on prend en compte le délai d'appropriation du dispositif par le monde universitaire et le temps de rédaction de la thèse. De 2002 à 2011, douze thèses soutenues ont été dirigées en cotutelle, tandis que ce chiffre s'élève à dix pour les six années 2012-2018. Dans le temps antérieur au Centenaire, ces coopérations internationales liaient essentiellement des institutions franciliennes – neuf cotutelles sur douze – et des universités allemandes – sept sur douze. Une cotutelle liant l'université de Metz et l'université de la Sarre paraissait annoncer

Philipp Siegert, *La Responsabilité de l'État sous le régime d'état d'exception : doctrine et pratique juridique en France et en Allemagne (1914-1919)*, sous la dir. de Rainer Maria Kiesow et Christoph Cornelissen, EHESS/université de Francfort, sujet déposé en 2016 [thèse soutenue le 9 mai 2018] ; Jean-Philippe Miller-Tremblay, *L'Ordre serré dans les armées britanniques et françaises (1856-1920)*, sous la dir. de Stéphane Audoin-Rouzeau et Hew Strachan, EHESS/University of Saint-Andrews, sujet déposé en 2014 ; Michel Trentadue, *Le Contrôle postal et télégraphique mis en place par la France et la Grande-Bretagne dans le cadre du blocus des Empires centraux pendant la Première Guerre mondiale : entre stratégie et sources d'information*, sous la dir. d'Annette Becker, université Paris Nanterre, sujet déposé en 2018.

101 Shivan Bibo Darwesh, *De l'Empire ottoman au Caucase russe : parcours migratoire des Kurdes yézidis (xix^e-xx^e siècles)*, sous la dir. de Claire Mouradian, EHESS, déposé en 2015 ; Gwendal Piégais, *Le Corps expéditionnaire russe en France et dans les Balkans pendant la Première Guerre mondiale*, sous la dir. de Fabrice Bouthillon, UBO, sujet déposé en 2017 ; Sonia Poarairiwa, *Les Tirailleurs kanaks, entre engagement et résistance, de la guerre à la mémoire*, projet de thèse cité ; Din Buadaeng, *Mémoires, commémorations et lieux de mémoire : la Première Guerre mondiale dans l'histoire contemporaine de la Thaïlande (1919-2017)*, sous la dir. de Claire Tran Thi Liên et Maurizio Peleggi, Université de Paris/Université nationale de Singapour, sujet déposé en 2017.

Tableau 8. L'Évolution quantitative des cotutelles de thèses de 2002 à 2017

	Thèses soutenues, 2002-2011	Thèses soutenues, 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Nombre de thèses soutenues ou de sujets de thèse déposés dirigés en cotutelle	12	10	13
Part dans l'ensemble des thèses soutenues ou des sujets déposés	13,2 %	13,9 %	18,6 %
Nombre moyen annuel de thèses soutenues ou de sujets déposés en cotutelle	1,2	1,43	1,86

Tableau 9. Répartition géographique des thèses soutenues ou des sujets déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018 en cotutelle (localisation des établissements français)

	Thèses soutenues, 2002-2011	Thèses soutenues, 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Établissements parisiens	7, dont : EHESS : 1 École pratique des hautes études (EPHE) : 2 IEP : 1 univ. Paris I : 1 univ. Paris III : 2	5, dont : EHESS : 3 Sciences Po : 1 Sorbonne Université : 1	3, dont : EHESS : 2 université de Paris : 1
Établissements franciliens, hors Paris	2, dont : univ. Paris X : 2	3, dont : université Paris Nanterre : 3	4, dont : université Paris Nanterre : 3 Cergy Paris université : 1
Établissements de province	3, dont : univ. Aix-Marseille I : 1 univ. Metz : 1 univ. Toulouse II : 1	2, dont : univ. Lorraine : 1 univ. Strasbourg : 1	6, dont : univ. Lorraine : 3 université Paul-Valéry-Montpellier : 3

Tableau 10. Répartition géographique des thèses soutenues ou des sujets déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018 en cotutelle (localisation des établissements étrangers)

	Thèses soutenues, 2002-2011	Thèses soutenues, 2012-2018	Projets de thèses déposés en 2012-2018 et non soutenus au 31 décembre 2018
Europe occidentale	10, dont : Allemagne : 7 Italie : 3	6, dont : Allemagne : 2 Belgique : 1 Irlande : 2 Italie : 1	9, dont : Allemagne : 5 Belgique : 1 Italie : 1 Luxembourg : 1 Royaume-Uni : 1
Europe, hors Europe occidentale		1, dont : Roumanie : 1	2, dont : Roumanie : 1 Serbie : 1
Monde, hors Europe, francophone	2, dont : Canada (Québec) : 1 Liban : 1	1, dont : Canada (Québec) : 1	
Monde, hors Europe, non francophone		2, dont : Australie : 1 Turquie : 1	2, dont : Australie : 1 Singapour : 1

l'émergence de partenariats frontaliers. Les universités italiennes prenaient également une place significative dans cette internationalisation de la jeune recherche, avec trois cotutelles. Deux partenariats, enfin, liaient une université française et deux institutions non européennes francophones – l'université Saint-Joseph de Beyrouth et l'université de Montréal.

Les thèses dirigées en cotutelle et soutenues dans le temps du Centenaire dénotent une ouverture croissante des partenariats vers des horizons nouveaux. Certes, l'Europe occidentale demeure le cadre de la coopération universitaire pour six des dix thèses. Mais le nombre de thèses préparées en partenariat avec des universités allemandes chute à deux, une seule thèse étant préparée dans le cadre d'une cotutelle franco-italienne. En revanche, deux thèses sont préparées en partenariat avec Trinity College de Dublin et une avec l'Université catholique de Louvain. L'espace francophone non européen reste présent avec l'Université Laval au Québec. La diversification des partenariats transparait dans l'association de directeurs de recherche français avec leurs homologues de Roumanie, de Turquie ou d'Australie. Ces cotutelles demeurent très majoritairement établies par des établissements franciliens – cinq cotutelles au sein d'établissements parisiens et trois à l'université Paris Nanterre –, tandis que les universités de Strasbourg et de Lorraine en développent une chacune.

Les treize projets de thèses déposés dans le temps du Centenaire prolongent les tendances esquissées ci-dessus : l'Europe occidentale demeure majoritaire dans les partenariats noués – neuf projets de thèses –, avec un dynamisme retrouvé pour les partenariats franco-allemands – cinq projets. Les quatre autres projets se répartissent entre l'Europe orientale – deux projets –, l'Australie et Singapour. Ainsi, l'internationalisation de la recherche doctorale, avérée et en progression quantitative continue, quoique modérée, depuis les années 2000 et dans le temps du Centenaire, demeure géographiquement limitée à l'étranger proche. En ce qui concerne les établissements universitaires français liés par ces cotutelles, des évolutions significatives, en regard des thèses soutenues dans le temps du Centenaire, peuvent être observées. Les projets de thèses hébergés dans les universités de province représentent désormais près de la moitié – 46 % – des projets dirigés en cotutelle. Ces six cotutelles se concentrent au sein des deux pôles régionaux alsacien-lorrain et occitan : l'université de Lorraine accueille trois projets de thèse en cotutelle, tandis que l'université Paul-Valéry-Montpellier accueille les trois autres projets. L'université Paris Nanterre accueille également trois projets de thèse en cotutelle, confirmant ainsi son positionnement antérieur, tandis que Cergy Paris Université porte un projet. Avec deux des trois projets de thèse déposés à Paris dans le temps du Centenaire, l'EHESS demeure orientée vers ce mode de direction des travaux de ses jeunes chercheurs. Ainsi, un double constat s'impose : l'internationalisation de la recherche au moyen de la cotutelle de thèse

n'est plus essentiellement parisienne et francilienne, mais tend à se développer dans les pôles universitaires de province ; cette dynamique d'internationalisation est portée presque exclusivement par quatre établissements – l'EHESS très tôt, puis l'université Paris Nanterre et l'université de Lorraine et, plus récemment, l'université Paul-Valéry-Montpellier.

LES CENTRES, PROJETS ET PROGRAMMES DE RECHERCHE : DES OUTILS
DE STIMULATION ET DE STRUCTURATION DE L'INTERNATIONALISATION
DE LA RECHERCHE

140

Les données relatives aux cotutelles de thèses attirent l'attention sur un type de structures concourant fortement à l'internationalisation de la recherche sur la Grande Guerre : les centres de recherche dédiés à l'étude de ce conflit. En effet, on observe que dans plusieurs cas les codirecteurs d'une thèse encadrée en cotutelle prennent part aux travaux, voire siègent au sein des instances dirigeantes du CIRHGG¹⁰². La composition du comité directeur de cette institution rend compte de son caractère éminemment international, puisqu'y sont présents, aux côtés de neuf chercheurs français, sept chercheurs étrangers¹⁰³. Le comité scientifique de cette institution, pour sa part, comprend environ deux tiers de chercheurs rattachés à des institutions étrangères, très majoritairement situées en Europe occidentale, mais également aux États-Unis. Deux tiers des bourses Gerda Henkel sont attribués à des doctorants hébergés uniquement par des institutions étrangères et 15 % à des étudiants inscrits en cotutelle au sein d'un établissement français. Par ailleurs, sur vingt-huit étudiants invités à l'école d'été en 2014, la moitié étaient inscrits dans une université étrangère et deux étaient dirigés en cotutelle franco-étrangère. En 2018, ces deux catégories d'étudiants représentaient plus des trois quarts des invités. Le CIRHGG constitue donc un haut lieu de l'internationalisation de la recherche sur la Première Guerre mondiale. Le CRID 14-18, pour sa part, compte parmi ses membres une nette majorité de chercheurs français, mais également onze chercheurs étrangers – deux Allemands, trois Italiens, deux Suisses, un Australien et trois Canadiens –, soit un peu moins d'un quart de l'effectif¹⁰⁴. La géographie esquissée à l'issue de ces constats permet de conclure à une superposition presque exacte des partenariats internationaux centrés sur l'encadrement de la jeune recherche et ceux résultant de l'activité

102 CIRHGG, « Présentation et missions », <https://www.historial.fr/ressources/centre-international-de-recherche/presentation-et-missions/> (consulté le 1^{er} août 2021).

103 La qualification de « français » ou d'« étranger » renvoie ici, non à la nationalité du chercheur, mais à la situation géographique de l'institution universitaire ou de recherche à laquelle il appartient.

104 http://www.crid1418.org/a_propos/a_propos_ini.html (consulté le 1^{er} août 2021).

des deux centres précités : polarisation sur l'Europe occidentale et coopérations plus ténues avec des chercheurs issus des espaces non européens francophones ou anglo-saxons. Les instituts universitaires français à l'étranger présentent également, en raison de leur insertion dans le tissu universitaire local et régional, un fort potentiel en matière d'internationalisation de la jeune et très jeune recherche. Le séminaire d'été organisé en 2016 par l'École française d'Athènes fut le produit d'une collaboration avec l'université de Macédoine à Thessalonique et les Archives littéraires et historiques helléniques. Le comité scientifique réunissait des chercheurs appartenant, pour trois d'entre eux, à une université grecque. Enfin, cinq nationalités étaient représentées parmi les dix-huit étudiants accueillis – grecque, française, italienne, serbe et turque.

Les projets et programmes de recherche, correspondant à des structures temporaires constituées en vue d'atteindre un objectif scientifique spécifique, concourent également à l'internationalisation de la jeune recherche, comme le démontre l'examen de l'activité de deux initiatives mentionnées plus haut et labellisées par la Mission du Centenaire : le projet « Corpus 14 » et le programme « Poésie Grande Guerre 1914-2018 ». Le premier s'inscrit dans un environnement institutionnel uniquement français – université Paul-Valéry-Montpellier et Centre national de la recherche scientifique (CNRS) – et rassemble des chercheurs appartenant à différents centres de recherche et universités français. Cependant, son association avec le projet international de plus grande ampleur non centré sur la Grande Guerre « Sprachpraktiken / Pratiques de l'écrit », porté par l'université Paul-Valéry-Montpellier et l'université de Heidelberg, lui confère une dimension internationale, tout comme les contacts noués avec la linguiste canadienne France Martineau. Cette dimension est nettement perceptible dans l'encadrement des recherches des doctorants intégrés au projet : les deux bénéficient d'un encadrement en cotutelle (Gand et Genève). Par ailleurs, une doctorante contractuelle de l'université de Heidelberg prépare sa thèse en cotutelle avec l'université Paul-Valéry-Montpellier. Ces doctorants peuvent, dans le cadre du projet, présenter leurs travaux lors de colloques qui réunissent en outre des chercheurs confirmés de différentes nationalités et prendre part à des publications internationales corédigées avec ces mêmes chercheurs confirmés. Le programme « Poésie Grande Guerre 1914-2018 », hébergé par l'université Paris Nanterre, présente un profil et des avantages pour l'internationalisation de la jeune recherche assez similaires. Sa direction est également uniquement composée de chercheurs appartenant à des institutions françaises, mais de nombreux partenariats avec des institutions étrangères – notamment l'Université d'Oxford et l'Université du Kent – lui permettent de confronter les approches française et étrangères et de mettre en contact les deux doctorants associés au programme avec des chercheurs étrangers. Conjointement avec le laboratoire HAR et l'École doctorale 395

« Milieux, cultures et sociétés du passé et du présent », ce programme a financé la première journée d'étude du réseau +GG. Ainsi, ces programmes et projets de recherche constituent des outils essentiels de l'internationalisation de la jeune recherche. Cette relation de cause à effet est particulièrement visible dans le cas de la recherche sur la Grande Guerre à l'université Paul-Valéry-Montpellier : les premières thèses sur la Grande Guerre dirigées en cotutelle au sein de cette université apparaissent seulement en 2015, à la suite de la mise en place du projet « Corpus 14 ».

142

Enfin, il faut relever que l'internationalisation de la recherche sur la Grande Guerre, si elle nécessite la mise en place de partenariats institutionnels, résulte avant tout des initiatives prises par les jeunes chercheurs eux-mêmes. Les doctorants que nous avons pu interroger semblent sensibles à cette dimension de leur activité de recherche, comme le démontrent l'ampleur et la diversité des contacts noués et des activités entreprises à l'étranger. Certains signalent des relations suivies, notamment sur le mode de la correspondance, avec des chercheurs étrangers, essentiellement allemands, belges, britanniques, américains ou canadiens, ou avec des centres de recherche français à l'étranger, tels que le Centre d'études franco-russes de Moscou ou l'École française d'Athènes. En outre, plusieurs de ces jeunes chercheurs ont assisté ou participé à de nombreuses journées d'étude et colloques à l'étranger ou à des master-class. Parfois, ces jeunes chercheurs ont co-organisé des événements scientifiques à l'étranger, comme par exemple le colloque « Au cœur de la Grande Guerre », qui s'est tenu à Mons les 26, 27 et 28 octobre 2017. Cette dernière initiative fut soutenue par la Mission du Centenaire, *via* la labellisation et l'octroi d'une subvention. La publication d'un ouvrage ou d'un article peut, enfin, représenter une autre occasion pour ces jeunes chercheurs d'enrichir leur réflexion et d'approfondir leur démarche au contact d'historiographies étrangères. L'investissement significatif de nombreux jeunes chercheurs dans ces activités scientifiques à l'étranger constitue sans doute un facteur essentiel de l'internationalisation de la recherche française sur la Grande Guerre pour la décennie à venir.

Le développement des recherches sur la Grande Guerre dans le temps du Centenaire a été ainsi fortement encouragé par diverses initiatives institutionnelles, tant au niveau national qu'au sein des universités et au niveau local. Ces initiatives semblent aujourd'hui relayées par plusieurs jeunes chercheurs organisés au sein d'un collectif. La jeune recherche et la très jeune recherche contribuent dans une proportion significative à la vitalité scientifique du moment commémoratif.

L'orientation de ces recherches, notamment doctorales, semble avoir résulté de trois facteurs distincts. Tout d'abord, l'évolution dans les trois dernières décennies de l'historiographie française de la Première Guerre mondiale constitue le cadre

structurant de la jeune et très jeune recherche sur la Grande Guerre dans le temps du Centenaire. Il apparaît que le temps du centenaire de la Grande Guerre constitue, pour les recherches sur ce conflit, un temps de consolidation des acquis et des perspectives historiographiques établies depuis les années 1990, mais également, par certains aspects et dans une certaine mesure seulement, de renouvellement et de dépassement. Les cultures de guerre, les sociétés en guerre et les expériences combattantes demeurent, dans le temps du Centenaire, les champs privilégiés de la recherche, dans la continuité de la période antérieure. Cependant, les approches sociales et culturelles du front, de l'arrière, ou des relations entre ces deux univers matériels et mentaux sont de plus en plus croisées au sein d'une même démarche de recherche. En outre, les évolutions caractérisant l'historiographie française et européenne – développement des approches transnationales, régionales et locales, présence accrue des études relatives aux corps et au genre – influencent également sur l'orientation des recherches doctorales dans le temps du Centenaire. Enfin, le développement des études portant sur la mémoire et les traces de la guerre permet de souligner l'impact, sur la communauté scientifique, du phénomène commémoratif.

Tandis que l'internationalisation de la recherche doctorale progresse modérément, un pas décisif semble avoir été franchi en direction du développement des études interdisciplinaires. Le temps du Centenaire est également celui de l'affirmation des universités non franciliennes dans la recherche sur la Grande Guerre, tant du fait de la part prise par ces établissements dans l'accueil des recherches doctorales sur la Grande Guerre que du développement en leur sein des directions de thèse en cotutelle. Ce partage plus équilibré de la jeune recherche sur la Grande Guerre, combiné à l'internationalisation de la recherche dans les universités non franciliennes, représente un tournant majeur par rapport aux deux décennies précédentes.

L'internationalisation de cette recherche, déjà amorcée depuis les années 1990, apparaît nettement renforcée dans le temps du Centenaire et constitue pour l'après-Centenaire un enjeu majeur. Porteuse de croisement des approches méthodologiques, elle permettra sans doute de poursuivre le renouvellement de la recherche amorcé depuis 2012. Le projet d'une histoire transnationale et connectée de la Première Guerre mondiale, initié depuis plusieurs années par quelques chercheurs confirmés, est un chantier encore largement en friche pour la jeune et très jeune recherche sur la Grande Guerre. Ainsi, le développement de partenariats de recherche au sein, mais également au-delà, des espaces ouest-européen, nord-américain et australien représente un enjeu majeur du renouvellement de l'historiographie du premier conflit du *xx*^e siècle.

COLLOQUES ET JOURNÉES D'ÉTUDES : UN ÉTAT DES LIEUX (2012-2019)

Elisa Marcobelli

Répertorier les colloques et journées d'études portant sur la Première Guerre mondiale permet de montrer la portée des manifestations scientifiques qui ont eu lieu entre 2012 et 2019. Ce répertoire est, d'une part, un outil de documentation et il permet à celles et ceux qui ont participé au Centenaire d'insérer leur travail dans une image plus générale ; il se veut surtout un outil de réflexion pour la recherche future. Ce répertoire est, d'autre part, un essai d'analyse de ces manifestations qui ont constitué un volet fondamental des activités scientifiques du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Le Centenaire a en effet été l'occasion, en France et à l'étranger, de la tenue d'un nombre très important de colloques et de journées d'études concernant la Grande Guerre. Pour la France seule, ce ne sont pas moins de 226 colloques qui ont eu lieu entre 2012 et 2019, le pic s'observant en 2014, année qui a vu 76 colloques ou journées d'études avoir lieu dans l'Hexagone. Le mois le plus dense du Centenaire, de ce point de vue, est, sans grande surprise, celui de novembre 2014, au cours duquel 20 colloques se sont tenus sur le sol français. La durée de chacune de ces manifestations variant d'un à trois et parfois même quatre jours, le mois de novembre 2014 a ainsi vu une succession ininterrompue de manifestations scientifiques.

Le nombre considérable d'événements organisés autour du Centenaire est sans précédent, sauf si on le compare au bicentenaire de la Révolution française. L'historien Michel Vovelle, qui avait accompli un travail de bilan similaire au nôtre à l'occasion des commémorations, a recensé un total de 549 colloques autour de l'événement « 1789 » ayant eu lieu en France et à l'international entre 1984 et 1990¹. Parmi eux, 229 furent organisés en France et 320 à l'étranger (215 dans le reste de l'Europe, 81 sur le continent américain, 16 en Asie et Océanie et 8 en Afrique). Ces chiffres sont impressionnants. Cependant, ils ne peuvent pas entièrement servir de point de comparaison permettant d'apprécier l'ampleur du Centenaire scientifique. En effet, M. Vovelle a suivi un protocole différent

1 Michel Vovelle, *Les Colloques du Bicentenaire*, Paris, La Découverte, 1991.

du nôtre en incluant dans ses statistiques un certain nombre de manifestations moins directement tournées vers la recherche, notamment des tables rondes, et en retenant des manifestations organisées par des acteurs non scientifiques (comme, par exemple, des associations) qui s'adressent avant tout et surtout au grand public. En nous rapprochant, ne serait-ce qu'à titre expérimental, de la méthodologie de M. Vovelle, et en additionnant aux 226 colloques scientifiques qui ont eu lieu en France les 66 colloques grand public dont il est fait mention ailleurs dans ce volume², on obtient un total de 285 colloques organisés en France, nombre qui illustre, même en comparaison avec 1989, l'intensité singulière du Centenaire, sur une chronologie plus restreinte qui plus est. Soulignons en outre que l'ambition de M. Vovelle est de tirer un bilan global et qu'il a donc recensé l'ensemble des colloques consacrés à la période 1789-1793. Si une telle ambition paraît réalisable pour un événement comme la Révolution française, qui place naturellement la France au cœur de la séquence commémorative, elle paraît d'emblée démesurée face à un événement mondial comme la Première Guerre mondiale. Pour arriver à des chiffres stabilisés et raisonnablement comparables sous l'angle de l'exhaustivité pour l'ensemble des pays impliqués dans le Centenaire, nous aurions dû déployer un effort de recherche impossible à fournir au regard des moyens engagés. Par conséquent, notre analyse thématique se limite aux 226 colloques et journées d'études sur la Grande Guerre qui ont été organisés en France et aux 53 colloques organisés à l'étranger par des institutions françaises. Afin de nourrir une réflexion sur le rayonnement de la recherche française à travers le monde, nous avons également recensé des colloques organisés à l'étranger au cours desquels des universitaires français, hommes et femmes, sont intervenus. On dénombre ainsi 93 colloques, et même 146 en ajoutant les colloques organisés par des institutions françaises à l'étranger, qui ont tous fait intervenir plusieurs historiennes et historiens français. Nous tenons cependant à signaler que ce dernier nombre, s'il donne une idée de l'investissement du monde de la recherche française dans le Centenaire international, est sans doute loin d'être exhaustif³.

Le deuxième critère discriminant concerne la « scientificité » des manifestations analysées. L'objectif de cette contribution étant de porter une

2 Voir *infra* la contribution de Sylvain Delpeut.

3 Cela tient en grande partie à la qualité des sources sur lesquelles nous avons fondé l'analyse et qui, si elles permettent une appréhension fine, voire exhaustive, des colloques tenus en France, ne donnent guère une vision d'ensemble de ceux qui eurent lieu à l'international. Il s'agit des archives et publications de la Mission du Centenaire (et notamment de fichiers au format Excel relatifs à la labellisation), des réponses à l'enquête réalisée en 2017 et 2018 auprès des spécialistes, et, en complément, des sites internet d'universités, laboratoires, instituts de recherche, ainsi que de sites spécialisés dans le recensement des colloques (principalement *Calenda*, *Fabula* et, pour le cas allemand, *HSozKult*).

analyse sur le Centenaire *scientifique* au sens étroit du terme, nous n'avons intégré dans notre base de données que les colloques et journées d'études organisés par des acteurs scientifiques pour un public universitaire au sens large, en admettant, bien sûr, que tous les colloques organisés étaient également ouverts au grand public et qu'il y a donc, cela est propre aux sciences humaines, une porosité entre la sphère grand public et le monde de la recherche. Par conséquent, les bornes ont été parfois difficiles à saisir ou à respecter et nous avons signalé en annexe toute manifestation qui nous semblait toucher aux limites de notre définition.

Dans sa démarche analytique, ce travail reprend à son tour la triple grille de lecture chronologique, thématique, territoriale qui structure l'ensemble des contributions apportées au présent ouvrage, pour offrir une analyse détaillée des colloques et journées d'études sur la Grande Guerre organisés entre 2012 et 2019, apportant ainsi quelques éléments susceptibles d'approfondir toute réflexion sur le Centenaire scientifique⁴.

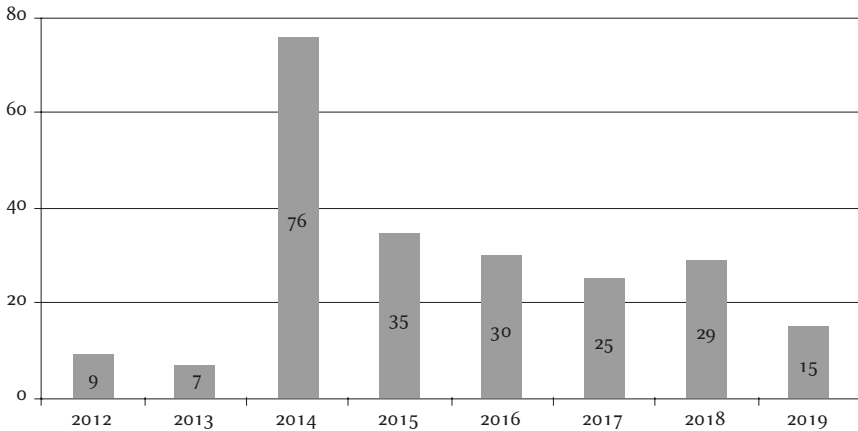
LES COLLOQUES EN FRANCE

LES COLLOQUES EN CHIFFRES (2012-2019)

Cette recherche nous permet de dresser une liste des 226 colloques sur la Grande Guerre qui ont eu lieu en France entre 2012 et 2019. Ces résultats nous paraissent approcher de l'exhaustivité. Les deux graphiques suivants donnent une idée assez précise de la chronologie de ces manifestations.

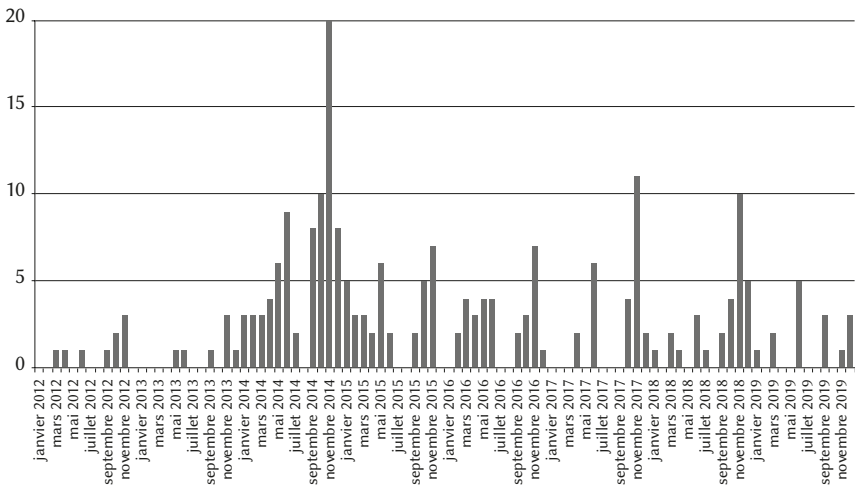
Le contraste entre les années 2012 et 2013 et la première année du Centenaire au sens étroit du terme, 2014, est impressionnant : de 9 colloques en 2012 et 7 en 2013, on passe à 76 en 2014. Il ne s'agit donc pas d'une croissance graduelle en préparation du Centenaire, mais d'une augmentation abrupte due à un indéniable « effet Centenaire ». Plus particulièrement, un vrai pic de concentration du nombre de colloques organisés s'observe en novembre 2014, où se superposent les cent ans de l'année qui vit le début de la guerre et la commémoration de l'armistice de cette guerre, le 11 novembre. Le nombre relativement faible de colloques organisés en juillet et août 2014, centième anniversaire du déclenchement de la guerre, est bien évidemment dû à la pause estivale du calendrier universitaire en France. Le nombre des colloques organisés pour les années 2015, 2016, 2017 et 2018 reste plus ou moins stable, avec une concentration des manifestations autour des mois d'octobre et de novembre et une baisse logique dans les mois de juillet et août, conséquence, là encore, des congés d'été. Cette stabilité pendant la période

4 Colloque sera ici utilisé comme terme générique, et englobera donc désormais les journées d'études. Pour la liste complète des colloques analysés, voir l'annexe.



1. Nombre de colloquies sur la Grande Guerre organisés en France chaque année entre 2012 et 2019 (n=226)

148



2. Nombre de colloquies organisés en France chaque mois entre 2012 et 2019 (n=226)

2015-2018 nous interroge par rapport aux chronologies dégagées par les autres contributions à cet ouvrage : alors que nous retrouvons partout une année 2014 très intense, et en l'occurrence le cas particulier des colloques confirme la règle générale de manière particulièrement éclatante, nous constatons également une spectaculaire montée en puissance en 2018, montée en puissance qui fait, unanimement, de novembre 2018 le mois le plus chargé de toute la séquence commémorative⁵. Mais, dans le cas particulier des colloques, ce rebond partout constaté à la fin du Centenaire ne s'est manifestement pas produit. Pour quelles

5 Voir ici les contributions de Nicolas Patin, Lise Galand, Sylvain Delpeut, Frédéric Clavert.

raisons ? Usure, essoufflement au bout de cinq années d'intenses activités ? On ne saurait le dire avec certitude. Il paraît aussi plausible de mettre en avant un effet d'anticipation en prévision d'un mois de novembre 2018 qui s'annonçait très intense depuis longtemps, ce qui a pu avoir un effet dissuasif. En ce qui concerne l'année 2019, un double constat s'impose : l'on voit, d'une part, un mois de juin 2019 relativement intense, centenaire du traité de Versailles oblige. Si, avec 5 colloques, juin 2019 se démarque aussi nettement, ceci est évidemment également révélateur, et le second constat est là, d'une baisse globale de régime, novembre 2018 ayant clairement marqué la fin du Centenaire⁶.

GÉOGRAPHIE DES COLLOQUES FRANÇAIS

Parmi les 226 colloques qui ont eu lieu en France, près de la moitié se sont tenus à Paris ou dans les départements d'Île-de-France. Paris enregistre le nombre de manifestations scientifiques le plus élevé, avec 102 colloques organisés entre 2012 et 2019, soit 45 % de l'ensemble. L'Île-de-France dans sa totalité en compte 114. Hors région parisienne, les départements qui ont accueilli le plus de colloques sont ceux se trouvant autrefois sur la ligne de front : la Somme en compte 13, suivie par la Meuse (8) et la Marne (8), le Nord (7), l'Aisne (5), la Meurthe-et-Moselle (5), la Seine-Maritime (4). La distribution géographique des colloques organisés en France est résumée par le tableau ci-dessous. 48 des 95 départements de la France métropolitaine sont représentés, ainsi que la Nouvelle-Calédonie.

Nombre de colloques selon les départements

Nombre de colloques organisés	Département(s) concerné(s)
un seul colloque	Loire-Atlantique, Vendée, Alpes-Maritimes, Drôme, Moselle, Loir-et-Cher, Vaucluse, Indre, Dordogne, Deux-Sèvres, Haute-Vienne, Loire, Haute-Savoie, Aube, Charente Maritime, Haute-Corse, Allier, Haute-Loire
de 2 à 4 colloques	Seine-Maritime (4); Hérault (4); Côte-d'Or (4); Gironde (4); Pas-de-Calais (3); Puy-de-Dôme (3); Bouches-du-Rhône (2); Tarn (3); Ille-et-Vilaine (3); Haute-Garonne (3); Savoie (3); Rhône (3); Sarthe (2); Calvados (2); Pyrénées-Atlantiques (2)
de 5 à 13 colloques	Somme (13); Meuse (8); Marne (8); Nord (7); Bas-Rhin (6); Aisne (5); Meurthe-et-Moselle (5)
114 colloques	Île-de-France

6 Nous tenons à signaler que le nombre de colloques recensés pour 2019 ne doit pas être considéré comme exhaustif. Si la dynamique d'ensemble est claire, il est possible qu'un nombre sans doute faible de manifestations scientifiques nous ait échappé. Ceci est dû au fait que la Mission du Centenaire, qui a joué un rôle centralisateur très utile pour notre démarche, a cessé d'exister au mois de juillet 2019.

Entre 2012 et 2019, pour 152 des 226 colloques listés, une demande de labellisation a été soumise à la Mission du Centenaire. Un seul d'entre eux n'a pas obtenu le label, car il avait déjà eu lieu lorsque la demande a été déposée. Finalement, 151 colloques se sont donc vu octroyer le label de la Mission, ce qui correspond aux deux tiers des colloques ayant eu lieu en France entre 2012 et 2019. Cette forte proportion démontre, en soi, que la Mission du Centenaire a été perçue comme un opérateur de politique scientifique à part entière, au-delà de son activité beaucoup plus large au sein du Centenaire.

150

Les années 2014 et 2015 sont les deux premières années intégralement couvertes par le dispositif de labellisation de la Mission du Centenaire – les chiffres de 2013 sont donc incomplets, car la Mission n'a labellisé cette année-là qu'à partir du mois de septembre. Les labels accordés pour les manifestations ayant eu lieu en 2014 et 2015 ont été demandés par leurs organisateurs en 2013 et 2014, alors que le dispositif de la Mission venait de se mettre en place. Pour ces deux années, près des trois quarts des colloques ont reçu le label de la Mission. Le taux de labellisation diminue pour les deux années suivantes, 2016 et 2017, avec respectivement 63 % et 48 % des colloques labellisés. Ce phénomène n'est pas dû à une politique de labellisation plus rigide de la part de la Mission, qui a plutôt eu tendance, au fil du Centenaire, à accorder le label de manière de plus en plus large⁷. On ne peut formuler que des hypothèses : passée l'année 2014 où les grandes institutions de recherche avaient programmé des manifestations sur la Première Guerre mondiale, les années 2015 à 2017, elles, ont vu l'organisation d'une part plus importante de colloques davantage régionaux, plus éloignés des réseaux proches de la Mission, ce qui a peut-être eu pour résultat un moindre recours à la demande de labellisation. Avec la fin de la commémoration et l'autre année « phare » qu'a été 2018, le taux de labellisation augmente de nouveau (75 % pour 2018 et 73 % pour 2019), même s'il faut relativiser le pourcentage pour 2019, car la plupart de la documentation à notre disposition pour cette année-là vient principalement de la Mission du Centenaire.

La labellisation ne signifiait en rien un financement automatique des initiatives scientifiques. Cependant, sur ce volet également, la Mission a joué un rôle important. Au total, entre 2013 et 2019, pour les colloques ayant eu lieu en France, 61 colloques sur les 151 labellisés ont été cofinancés, soit 40 % d'entre eux. Cette proportion a légèrement varié selon les années, sans écart

7 Voir le bilan général établi par Arndt Weinrich et Nicolas Patin, *supra*, sur la question des labellisations.

considérable, cependant⁸. La somme totale accordée pour les colloques organisés en France et par des acteurs français à l'international est de 23 1456 euros, avec un maximum atteint en 2014 (125 670 euros)⁹. Cette somme n'intègre pas le gros investissement scientifique consenti durant l'année 2016, avec l'organisation du colloque consacré aux « Batailles de 1916 » tenu à Paris, du 22 au 24 juin, qui a été financé à la hauteur d'environ 100 000 euros, ce qui porterait le budget global à 33 1456 euros investis par la Mission du Centenaire à l'appui des manifestations scientifiques¹⁰.

LES INTERVENANTS FRANÇAIS

Pour les 226 colloques qui ont eu lieu en France entre 2012 et 2019 (si l'on exclut de ces derniers une vingtaine de manifestations pour lesquelles nous n'avons pu trouver de programme complet), nous avons pu dénombrer un total de 1 775 intervenants français. Dans ce groupe, on trouve des universitaires ou des chercheurs en poste à l'Université ou dans des instituts de recherche, des doctorants, des enseignants du secondaire (qui sont parfois eux-mêmes docteurs, doctorants, chercheurs associés à une université), des conservateurs du patrimoine (archéologues et archivistes) et des bibliothèques, mais aussi un ensemble beaucoup plus hétérogène associant des médecins, des artistes, des bénévoles impliqués dans des associations...

L'histoire n'est pas la seule discipline représentée. Nombre d'universitaires proviennent d'autres disciplines : on trouve des historiens de l'art, des spécialistes de littérature, française et étrangère, des juristes, des économistes, mais aussi des biologistes, des chimistes – des représentants, donc, de disciplines *a priori* éloignées de l'histoire de la guerre, mais qui s'intéressent à des aspects de la Première Guerre mondiale liés à leur champ d'études.

Parmi ces 1 775 intervenants français, 1 020 enseignent à l'Université (57 %), occupant des postes de PR, de MCF, de PRAG, de post-doctorant..., ou en classes préparatoires aux grandes écoles, tout en ayant une activité de recherche. Si on ajoute à cette liste les doctorants, au nombre de 135, en sachant que

8 50 % des colloqués labellisés ont été cofinancés en 2013, 46 % en 2014, 25 % en 2015, 43 % en 2016, 47 % en 2017, 48 % en 2018, 40 % en 2019.

9 2013 : 6 100 euros ; 2014 : 125 670 euros ; 2015 : 10 751 euros ; 2016 : 25 335 euros ; 2017 : 19 500 euros ; 2018 : 34 100 euros ; 2019 : 10 000 euros.

10 Il est à noter qu'il manque à ce panorama les informations pour 7 colloques ; certains colloques ont reçu une subvention globale à étaler sur plusieurs années, pour plusieurs rencontres prévues ; il s'agit parfois d'un soutien à la publication des actes, et non à l'organisation en tant que telle ; enfin, ces sommes ont parfois servi à organiser un colloque et une autre activité scientifique en parallèle (journée d'études, séminaire).

certaines font déjà partie du premier groupe d'enseignants, on obtient un total de 1 042 chercheuses et chercheurs. On peut identifier encore quelques groupes : les conservateurs (184 conservateurs, archivistes-paléographes, archéologues, bibliothécaires...) et les enseignants du secondaire (110), ou encore la très jeune recherche, avec 16 étudiants de master.

Pour le reste (423 personnes), il s'agit de profils très divers : des médecins, des artistes, des architectes, des photographes, des écrivains... Nous n'avons pas pu retrouver l'affiliation de l'ensemble des intervenants (elle manque pour une vingtaine de personnes, surtout quand il ne s'agit pas d'universitaires).

Les universitaires ont assuré à eux seuls plus des deux tiers des interventions – 1 698 interventions lors des colloques scientifiques sur un total de 2 514 – alors qu'ils représentent 59 % des intervenants. En règle générale, un universitaire a assuré plus d'interventions qu'un non-universitaire : sur les 92 personnes intervenues à quatre reprises ou davantage dans des colloques, 83 sont en poste à l'Université.

152

Suit la liste des 25 spécialistes intervenus à sept reprises ou davantage. Le rapport hommes/femmes est pratiquement d'une femme pour deux hommes. Les premières femmes apparaissent à la septième position (Annette Becker et Clotilde Druelle-Korn, *ex aequo* avec 12 interventions), ce qui indique de manière assez générale que le Centenaire des colloques scientifiques a été un Centenaire en grande partie masculin. Parmi ces 25 spécialistes, on peut également remarquer que les femmes occupent tendanciellement des positions moins élevées (on compte seulement trois PR/DR femmes, Annette Becker, Catherine Horel et Julie d'Andurain, contre douze PR/DR hommes). Cela tient également au fait qu'elles sont, en règle générale, plus jeunes que leurs collègues masculins, ce qui pourrait indiquer que, dans un futur proche, l'écart homme/femme se réduira¹¹.

Nombre d'interventions par spécialiste

Nombre d'interventions	Spécialistes concernés
14 interventions	Jean-Noël Grandhomme (PR, université de Strasbourg) ; Alexandre Lafon (Mission du Centenaire) ; Georges-Henri Soutou (PR, Institut de France)
12 interventions	Annette Becker (PR, université Paris Nanterre) ; François Cochet (PR, université de Lorraine) ; Clotilde Druelle-Korn (MCF, université de Limoges) ; Olivier Forcade (PR, Sorbonne Université) ; Philippe Nivet (PR, université Picardie Jules-Verne)
10 interventions	Nicolas Offenstadt (MCF, Paris I Panthéon-Sorbonne)
9 interventions	Nicolas Beaupré (MCF, université de Clermont-Ferrand) ; Rémy Cazals (PR, université Toulouse-Jean Jaurès) ; Emmanuelle Cronier (MCF, université de Picardie Jules-Verne) ; Stéphane Le Bras (MCF, université de Clermont-Ferrand)

¹¹ Voir, à ce sujet, les analyses de Franziska Heimburger sur la corrélation entre âge, genre et génération des chercheurs sur la Grande Guerre, *infra*.

Nombre d'interventions	Spécialistes concernés
8 interventions	Marine Branland (docteure, université Paris Nanterre) ; Julie d'Andurain (PR, université de Lorraine) ; Antoine Prost (PR, Paris I Panthéon-Sorbonne) ; Gérard Sawicki (docteur, université de Lorraine)
7 interventions	Stéphane Audoin-Rouzeau (DE, EHESS) ; Xavier Boniface (PR, université de Picardie Jules-Verne) ; Michaël Bourlet (docteur, Centre de recherche des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan) ; Chantal Dhenin (doctorante, université de Lille) ; Jacques Frémeaux (PR, Sorbonne Université) ; Catherine Horel (DR, CNRS) ; Élise Julien (MCF, IEP Lille) ; Laurent Véray (PR, Paris III Sorbonne Nouvelle)

L'institution de recherche la plus représentée par les intervenants dans des colloques est le Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Les deux grandes universités parisiennes que sont Paris I Panthéon-Sorbonne et l'université Paris-Sorbonne (Paris IV), désormais faculté des Lettres de Sorbonne Université, occupent respectivement la deuxième et la troisième place. En dehors de celles-ci, les universités qui ont envoyé le plus de spécialistes dans les colloques sont, à égalité, des universités parisiennes ou de grandes universités françaises hors Paris. On trouvera ci-dessous la liste des établissements représentés par 10 spécialistes ou davantage lors des colloques scientifiques organisés dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Nombre de spécialistes par structure universitaire d'origine

Nombre de spécialistes	Structure universitaire d'origine
de 30 à 53 spécialistes	CNRS (53) ; Paris I Panthéon-Sorbonne (44) ; Sorbonne Université (39) ; université Toulouse-Jean Jaurès (32) ; université de Picardie Jules-Verne (30)
de 20 à 29 spécialistes	université de Strasbourg (29) ; université Paris III Sorbonne Nouvelle (28) ; université Paul-Valéry-Montpellier (27) ; EHESS (26) ; université Paris 7 (26) ; université Bordeaux Montaigne (24) ; université Paris Nanterre (24) ; université de Lorraine (22) ; université de Rouen (22) ; université Paris 8 (22)
de 10 à 19 spécialistes	université de Clermont-Ferrand (19) ; université de Lille (18) ; université d'Aix-Marseille (17) ; université Grenoble Alpes (Grenoble 2, 15) ; université d'Artois (13) ; université de Bourgogne (13) ; Sciences Po Paris (13) ; université de Caen (11) ; université de Reims (11) ; université Rennes 2 (11) ; université Lyon 2 (10)

LA PRÉSENCE ÉTRANGÈRE DANS LES COLLOQUES EN FRANCE

Sur un total de 226 colloques tenus en France entre 2012 et 2019 (encore une fois en excluant de ces derniers une vingtaine de manifestations pour lesquelles nous n'avons pas pu trouver de programme complet) :

- 139 colloques ont compté parmi leurs participants des spécialistes internationaux de la Grande Guerre, c'est-à-dire des spécialistes étant en poste hors France¹² ;

¹² Il est à noter que cette catégorie de chercheurs retient l'affiliation professionnelle « hors France », ou alors, mais ce cas est assez rare et concerne essentiellement les instituts de recherche allemands en France, le rattachement à une institution

cela représente presque les deux tiers des colloques organisés dont nous avons pu retrouver le programme ;

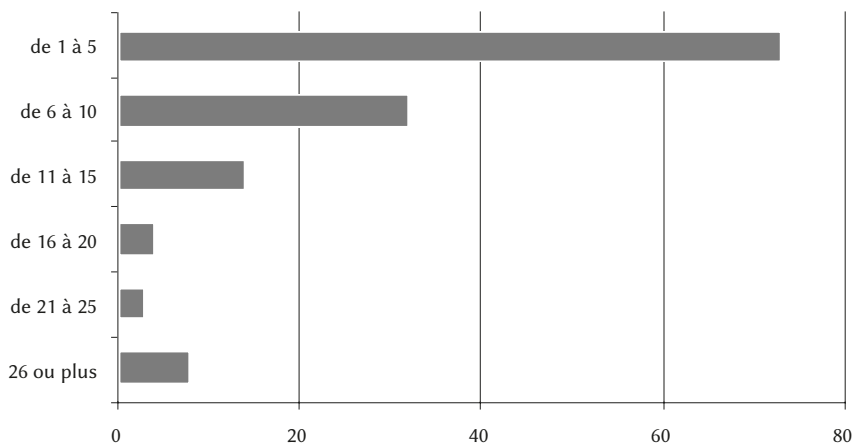
- 61 colloques ont eu lieu en France, organisés exclusivement par des organismes français et n'ont compté que des spécialistes français parmi leurs participants.

Ces colloques traitaient toujours de sujets liés à la France ou à des réalités locales.

Si l'on analyse, pour les manifestations françaises, les interventions des chercheurs en poste hors de France ou en poste dans une institution étrangère en France, on constate que cette présence est loin d'être anecdotique : si la majorité des colloques (73) n'ont impliqué que quelques-uns de ces spécialistes (de 1 à 5), on constate tout de même une intégration numériquement forte pour les autres initiatives scientifiques.

Huit colloques ont ainsi compté plus de 25 intervenants étrangers¹³.

154



4. Nombre de colloques internationaux par nombre d'intervenants « hors France » entre 2012 et 2019

étrangère en France. En aucun cas il ne s'agit de classer les intervenants des différents colloques en fonction de leur nationalité.

- 13 Il s'agit de l'école d'été et des colloques intitulés « *Conflict Studies* et nouvelle histoire militaire. Regards croisés sur l'ère de la guerre 1914-1945 » (26 intervenants étrangers, soit 50 %, 30 juin-6 juillet 2012) ; « Les défenseurs de la paix (1899-1917) » (26 intervenants étrangers, soit 50 %, 15-17 janvier 2014) ; « Altérités en guerre. La Grande Guerre comme moment interculturel ? » (27 intervenants étrangers, soit 55 %, 26-27 septembre 2013) ; « Les batailles de 1916 » (27 intervenants étrangers, soit 47 %, 22-24 juin 2016) ; « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman dans la Grande Guerre, 1915-2015 : cent ans de recherche » (35 intervenants étrangers, soit 47 %, 25-28 mars 2015) ; « Des Balkans au monde : entrer en guerre (1914-1918). Échelles globale et locales » (36 intervenants étrangers, soit 73 %, 13-15 novembre 2014) ; « Mode, vêtement et société en Europe durant la Première Guerre mondiale » (56 intervenants étrangers, soit 90 %, 12-13 décembre 2014) ; « Mémoire et mondialisation. Tourisme, mémoire, lieux : liens et interactions » (59 intervenants étrangers, soit 60 %, 8-10 septembre 2014).

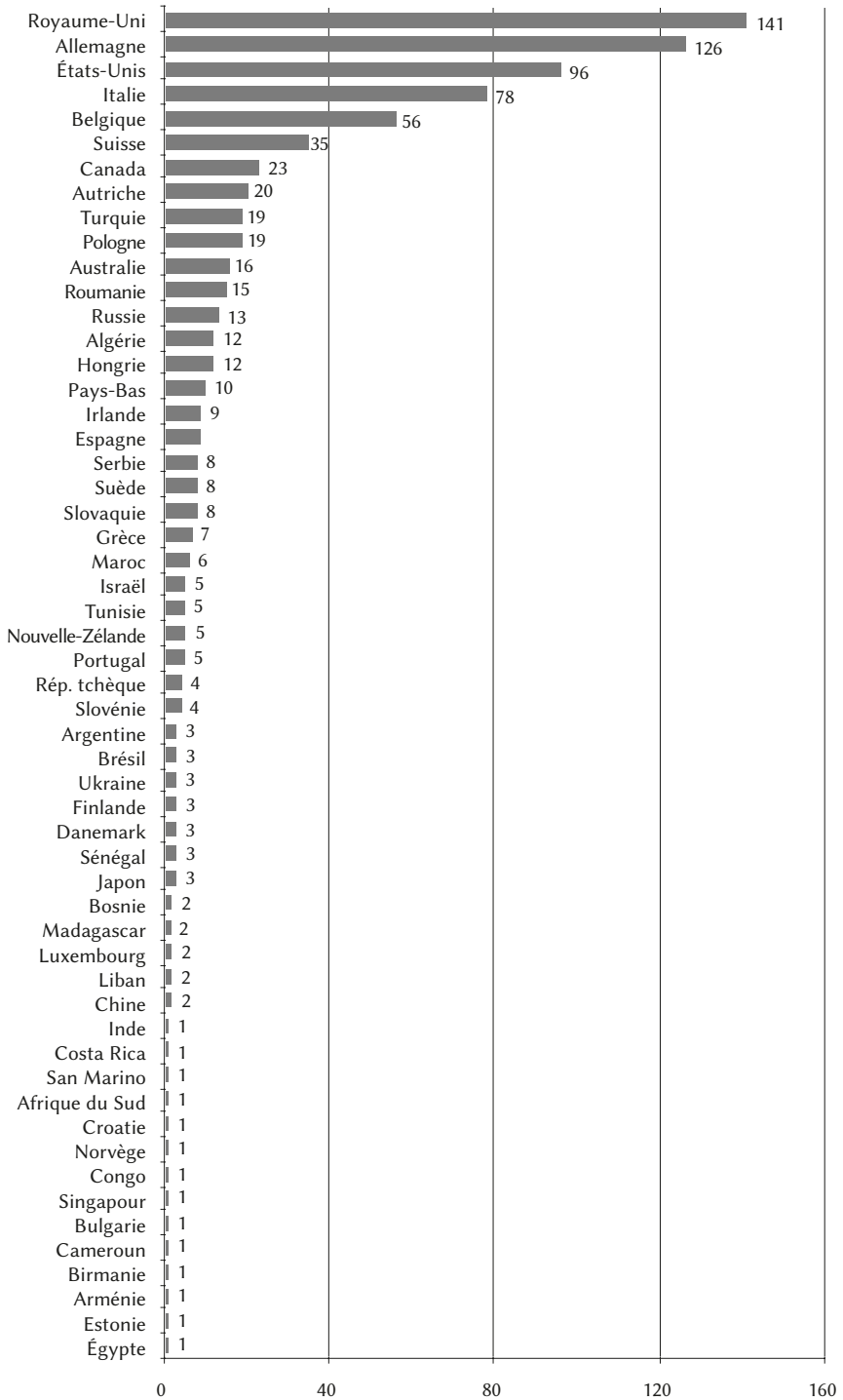
Au total, 822 intervenants en poste hors de France ou dans une institution étrangère en France ont pris part à un colloque en France. Parmi eux, 70 sont intervenus en France deux fois ou davantage, les autres ayant à leur actif une seule intervention dans un colloque en France pendant le Centenaire. Gerd Krumeich est de tous le spécialiste qui totalise le plus d'interventions (11), suivi par Arndt Weinrich (10), Marco Mondini (8) et John Horne (7 interventions). On trouvera ci-dessous la liste des chercheuses et chercheurs qui sont intervenus à quatre reprises ou davantage :

Nombre d'interventions par spécialistes	
Nombre d'interventions	Spécialistes concernés
plus de 5 interventions	Gerd Krumeich, Allemagne (Universität Düsseldorf – 11); Arndt Weinrich, Allemagne (Institut historique allemand – 10); Marco Mondini, Italie (université de Padoue – 8); John Horne, Irlande (Trinity College Dublin – 7); Jay Winter, États-Unis (Yale University – 6)
5 interventions	Emmanuel Debruyne, Belgique (Université catholique de Louvain); Elli Lemonidou, Grèce (université de Patras); Laurence Van Ypersele, Belgique (Université catholique de Louvain)
4 interventions	Alessandro Celi, Italie (Regione autonoma Valle d'Aosta); Dominiek Dendooven, Belgique (In Flanders Fields Museum, Ypres); Godehard Janzing, Allemagne (Centre allemand d'histoire de l'art); Heather Jones, Royaume-Uni (London School of Economics); Stéphanie Prezioso, Suisse (université de Lausanne); Florin Turcanu, Roumanie (université de Bucarest)

Ces 822 intervenantes et intervenants « hors France » qui ont activement participé à des colloques français proviennent de 53 pays différents. Les pays les plus représentés sont : le Royaume-Uni (141 intervenants dans les colloques français¹⁴), l'Allemagne (126), les États-Unis (96), l'Italie (78), la Belgique (56), la Suisse (35) et le Canada (23).

Globalement, il a donc été possible de dénombrer 1775 intervenantes et intervenants français et 822 chercheurs et chercheuses « hors France », soit 31 %, pour un total de 2597 intervenants. Ce pourcentage élevé témoigne d'une réelle volonté des opérateurs scientifiques français, durant le centenaire de la Première Guerre mondiale, de s'ouvrir à l'international et correspond, de ce fait, aux réalités de la recherche sur la Grande Guerre en voie d'internationalisation. Quand on sait les questions très concrètes que soulève l'intégration des collègues étrangers dans les manifestations scientifiques – coût des transports, interprétariat, langue(s) de travail – on voit bien la volonté qui s'est exprimée, pour tous les opérateurs – financeurs, institutions, chercheurs – d'organiser un Centenaire réellement international ; les chiffres, *in fine*, témoignent de ce résultat impressionnant.

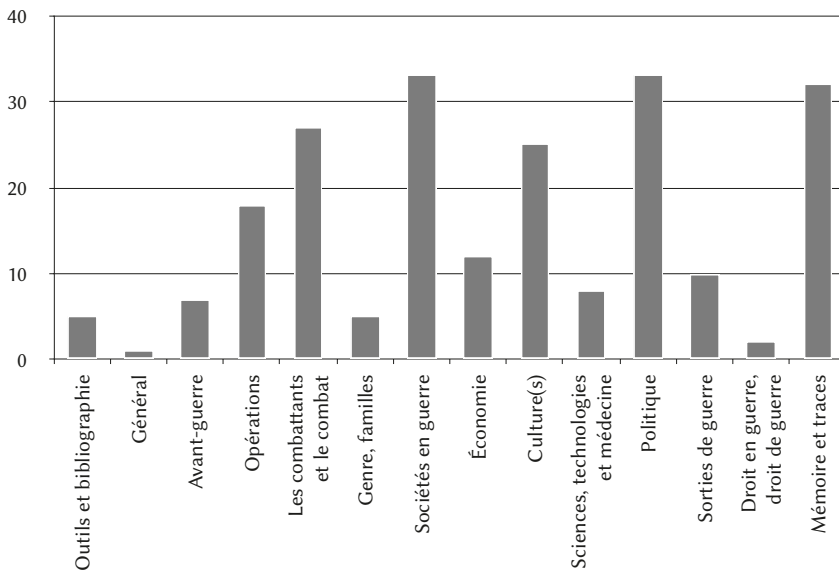
14 Il est à noter que la place importante qu'occupe le Royaume-Uni dans ce classement tient en partie aux activités des chercheuses et chercheurs français (par nationalité) intégrés dans le monde de la recherche britannique. Cela est beaucoup moins le cas en ce qui concerne, par exemple, les intervenants « allemands » pour lesquels affiliation professionnelle et nationalité tendent à se confondre davantage.



5. Nombre d'intervenants « hors France » par pays d'origine (n=822)

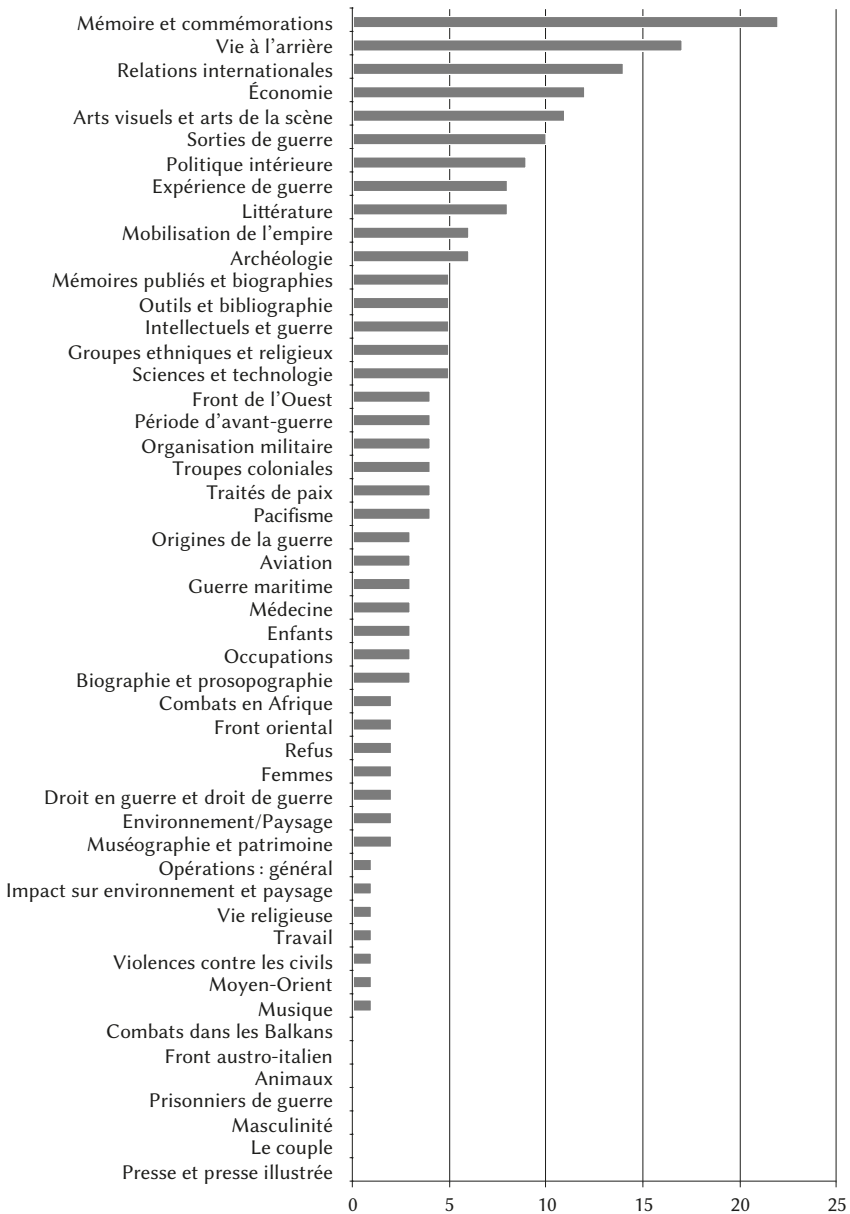
Les colloques présentant souvent des thématiques assez vastes, il n'a pas été aisé d'en établir une classification précise. Pour étudier leurs sujets, nous avons suivi la taxinomie générale définie collectivement dans la perspective de ce bilan. Deux thématiques de classification parmi les plus pertinentes pour décrire chaque colloque ont été retenues (on les appellera « thématique 1 » et « thématique 2 »), ce qui permet une analyse plus fine qu'elle ne l'aurait été en n'utilisant qu'un unique critère. Dans certains cas, quand le colloque portait sur une thématique étroite et facilement identifiable, on s'est contenté de choisir une seule thématique. Quoiqu'il en soit, la thématique 1 est celle qui semblait la plus pertinente pour le colloque considéré et la thématique 2 a aidé, dans certains cas, à préciser cette classification initiale. Dans le tableau présenté en annexe, ces deux thématiques ont été insérées dans deux colonnes différentes, l'une à côté de l'autre.

Si l'on considère uniquement la thématique 1, les colloques peuvent être classés comme suit dans les grandes catégories de la taxinomie générale :



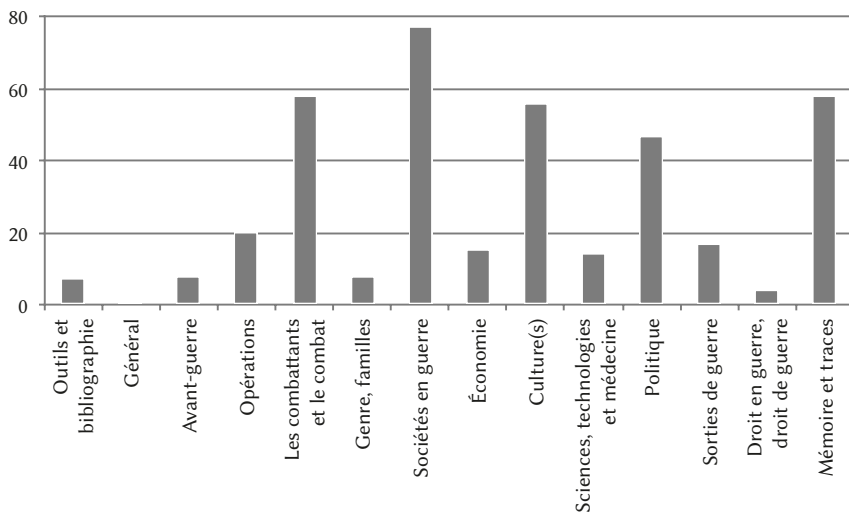
6. Nombre de colloques en France par catégorie thématique principale (n=218)

En affinant, à l'aide des sous-thématiques, la première thématique de codage – la thématique principale de chaque colloque, donc – il est possible d'obtenir une image plus précise (ci-après).

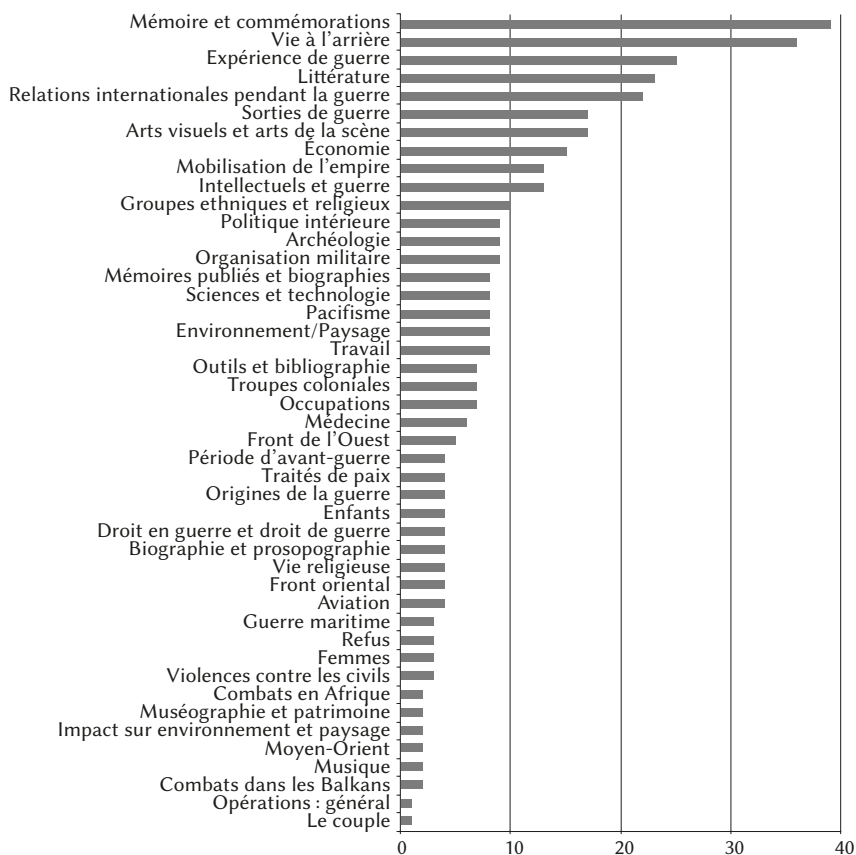


7. Nombre de colloques en France par catégorie thématique de 2^e ordre (n=214)

Dans un deuxième temps, on peut fusionner l'ensemble des deux catégories attribuées à un colloque, afin de restituer la diversité des thématiques caractérisant chaque rencontre, qu'il est – on l'a dit – difficile de faire entrer dans une seule catégorie. On obtient alors, pour la taxinomie générale et pour une taxinomie plus précise, les deux résultats suivants :



8. Nombre de colloques par thématiques dans la taxinomie générale (n=390)



9. Nombre de colloques en France par sous-catégorie thématique (n=391)

Deux éléments principaux émergent de l'analyse de ces multiples classifications. D'une part, on constate l'importance de la chronologie de la guerre et son impact sur les « temps forts » scientifiques du Centenaire, autour des événements que sont l'entrée en guerre, 1916 et ses batailles, l'engagement américain en 1917 et les « sorties de guerre » : autant de moments déterminants qui n'entrent pas directement dans la taxinomie générale, mais qui ressortent visiblement de la masse de données collectées. D'autre part, une analyse taxinomique approfondie permet de mettre en évidence des centres d'intérêts particuliers qui reviennent lors des colloques, indépendamment de ces temps forts chronologiques. Les conclusions sont les suivantes :

160

- les colloques du Centenaire ont confirmé que la Grande Guerre est désormais principalement analysée avec les outils de l'histoire sociale et culturelle, au plus près des acteurs du front et de l'arrière : au total, « Sociétés en guerre » est le thème qui apparaît le plus, avec 77 occurrences, suivi par « Les combattants et le combat » (58 occurrences). Dans les sous-thèmes, cette tendance se retrouve : « Vie à l'arrière » (sous-catégorie du thème « Sociétés en guerre ») se retrouve dans 36 colloques, suivi par « Expériences de guerre » (sous-catégorie de l'ensemble « Les combattants et le combat ») dans 25 colloques ;
- le Centenaire a apporté une vaste réflexion sur la mémoire du conflit elle-même. De nombreux colloques ont porté sur la mémoire et la manière de commémorer la guerre en général, ou sur les traces qu'elle a laissées (59 occurrences). Mais un nombre important de colloques se sont également intéressés à la question de la guerre du point de vue culturel (la représentation de la guerre dans les arts visuels, dans la littérature, dans la musique... 56 occurrences). Or, ces deux thématiques sont traitées de concert, à plusieurs reprises, dans un même colloque et tendent à se rapprocher. Si on cherche à les agréger, en créant une thématique plus générale que l'on pourrait nommer « Mémoire et représentations de la guerre », on observe que ce thème revient 108 fois lors des colloques du Centenaire ;
- l'histoire des opérations militaires *stricto sensu* apparaît comme un champ de recherche relativement en retrait, même si 20 occurrences au total le rendent tout sauf négligeable. Il est intéressant de constater que l'étude du front de l'Ouest (5 colloques concernés) est loin de monopoliser l'attention des historiens du fait militaire.

Nous pouvons analyser plus en détail ces grandes thématiques, pour mieux comprendre les répartitions au sein même des catégories englobantes – le signalement, en note, de l'intitulé exact des colloques permet au lecteur une vision précise et exhaustive.

Temps forts

L'entrée en guerre semble avoir été étudiée dans une chronologie resserrée autour de la « crise de juillet » de 1914 et des premiers mois du conflit, avec parfois une approche d'histoire régionale ou locale¹⁵ ; les causalités de moyen ou de long terme ont, quant à elles, été moins abordées. Un certain nombre de rencontres se sont certes intéressées aux années précédant la guerre – d'ailleurs le plus souvent du point de vue des imaginaires et de l'histoire des mentalités¹⁶ – et un certain nombre de discussions ont eu lieu autour des guerres balkaniques et de la place qu'elles occupent dans l'histoire des origines du conflit¹⁷. Dans l'ensemble, cependant, et, à ce titre, le nombre restreint de colloques consacrés à l'avant-guerre (8) est révélateur, on constate un intérêt limité porté à la question pourtant si structurante dans l'histoire diplomatique et politique des origines de la Première Guerre mondiale.

La logique de la commémoration a permis aux chercheurs de mettre en valeur une autre date importante, 1916, dont le centième anniversaire est le deuxième grand moment du Centenaire, après une année 2015 plus calme. Les grandes batailles sont au cœur de l'attention. Verdun, plus particulièrement, a fait l'objet d'une vraie concentration d'initiatives, tant au niveau local que national. La plupart de ces colloques abordent cependant des thématiques liées à l'expérience de guerre ou aux sociétés dans la guerre, plutôt qu'aux opérations militaires strictement entendues. Selon la taxinomie proposée, en 2016, seuls 7 colloques ont étudié les opérations, quand 11 analysent les sociétés en guerre, et 8 les cultures. Relativement peu d'« histoire-bataille », donc, pour marquer le centenaire des grandes batailles emblématiques de la Première Guerre mondiale.

Bien plus que les autres batailles de 1916, c'est celle de Verdun qui fait l'objet de la majorité des colloques au niveau local. Accompagnant la commémoration de la bataille, le département de la Meuse a accueilli deux colloques, l'un

15 « Entrer en guerre », novembre 2014 (Paris) ; « La crise de juillet 1914 et l'Europe », avril 2014 (Paris) ; « Les pays de Savoie entrent en Grande Guerre », septembre 2014 (Savoie-Mont Blanc).

16 « 1914, guerre et avant-gardes », décembre 2013 (Paris) ; « 1914 : la guerre avant la guerre. Regards sur un conflit à venir », juin 2014 (Reims) ; « Veilles de guerre », octobre 2014 (Bourgogne) ; « 1914 : guerre préparée, guerre vécue », novembre 2014 (Paris) ; « Autour de 1914, nouvelles figures de la pensée : sciences, arts, lettres », octobre 2014 (Collège de France) ; « L'année 1914 : ruptures et continuités », novembre 2014 (Caen).

17 « Les guerres balkaniques 1912-1913 : conflits, enjeux, mémoires » (Institut balkanique de Paris) ; « Des Balkans au monde : entrer en guerre (1914-1918). Échelles globale et locales », novembre 2014 (UNESCO, Paris). Ce colloque a réuni de nombreux chercheurs étrangers.

« Les batailles de 1916 », colloque organisé par la Mission du Centenaire (Paris, 22-24 juin 2016)

Par sa centralité et son importance, le colloque consacré aux « Batailles de 1916 », qui est indéniablement un colloque d'histoire militaire, quoique sous sa forme « renouvelée », compense au moins en partie la relative faiblesse quantitative de l'histoire militaire du conflit. Il mérite d'autant plus de retenir notre attention qu'il a bénéficié d'un statut particulier et, nous l'avons signalé, d'un budget assez conséquent. En effet, il est la seule manifestation scientifique de toute la séquence du Centenaire à avoir été intégralement organisée par la Mission du Centenaire elle-même, ce qui n'a pas empêché l'implication d'autres partenaires comme, par exemple, l'Institut historique allemand. Le colloque a rassemblé un nombre très élevé d'intervenants français et étrangers, qui ont été accueillis quatre jours durant à Paris (trois jours de colloque, et un jour d'excursion à Verdun ou dans la Somme). Le comité scientifique comprenait le président et quelques-uns des membres du conseil scientifique de la Mission du Centenaire : Antoine Prost, Stéphane Audoin-Rouzeau, Nicolas Beaupré, Rémy Cazals, François Cochet, Frédéric Guelton, John Horne, Gerd Krumeich, Philippe Nivet, Nicolas Offenstadt, Jay Winter.

Organisé du 22 au 24 juin 2016, cet événement se voulait fortement international et il a effectivement attiré à Paris de nombreux spécialistes internationaux : ainsi, sur les 57 historiennes et historiens présents (en comptant les intervenants, les rapporteurs et les *keynote speakers*) presque la moitié, 27 pour être précis, venaient d'un pays étranger. Cela a conduit à ce que certains panels, tel

en 2016 et l'autre, en deux volets, en 2018 et 2019 – la Meuse ayant accueilli le premier. Les deux portaient sur des aspects liés à la mémoire de la bataille et à son territoire¹⁸.

Toujours du point de vue chrono-thématique, l'année 2017 a été l'objet d'un investissement très clair autour de la question de l'entrée en guerre des États-Unis – qui contraste avec un relatif oubli des événements qui se déroulent au même moment en Russie. La Mission du Centenaire s'est d'ailleurs engagée dans une « année franco-américaine », constituée d'initiatives et de manifestations

18 « *Pro Patria*. Monuments de Meuse et d'ailleurs : les morts en souvenir, de 1870 à nos jours », septembre 2016 (Bar-le-Duc) ; « De Verdun à Caen, l'archéologie des conflits contemporains face à l'histoire », août 2018 (Verdun). D'autres territoires ont saisi l'occasion de 2016 pour s'intéresser à cette analyse des grandes batailles à l'échelle régionale : « Les pays de Savoie en Grande Guerre. 1916 : face à la guerre d'usure », novembre 2016 (Chambéry).

celui consacré au « vécu individuel » (23 juin, rapporteur : R. Cazals), ne soient composés que de spécialistes étrangers (S. Boudiba, S. Laufs, D. Stanescu), ou ne présentent qu'une seule communication sur la France – c'est le cas, par exemple, du panel réuni autour de la thématique « Logistique, technologie de la guerre. Vu d'en haut » (24 juin, rapporteur : E. Cronier, intervenants : E. Greenhalgh, J. Higgins, Ch. Phillips, N. Starostina, S. Le Bras). Les conférences d'ouverture et de clôture des trois journées de travaux ont également été très internationales : parmi les conférenciers on compte effectivement uniquement deux Français (A. Becker et A. Prost) face à cinq spécialistes étrangers (H. Strachan, H. Afflerbach, J. Horne, N. Labanca, J. Winter). On voit ici la manifestation de la volonté du conseil scientifique de Mission du Centenaire d'écrire une histoire réellement internationale du conflit.

Si on analyse le programme du colloque plus en détail, l'accent mis sur une histoire militaire de facture relativement classique ressort clairement. Des 40 interventions (hors *keynote lectures*), 26 portent sur des aspects très matériels liés aux combats : on y retrouve tant des descriptions de batailles que des communications sur la tenue des soldats ou sur les munitions et les armements. Les 14 interventions restantes se partagent entre mémoire de la guerre et expérience de guerre des combattants. Aucune communication n'a été dédiée aux thèmes qui ont par ailleurs été largement repris par l'ensemble des colloques organisés pendant le Centenaire : les sociétés en guerre et l'aspect de la représentation de la guerre par les différents arts ne figurent pas parmi les thèmes abordés par les différentes communications (voir le programme du colloque en annexe).

organisées en France et aux États-Unis. Plusieurs événements d'ampleur ont ainsi eu lieu¹⁹.

Enfin, si les origines de la guerre ont été quelque peu délaissées, on l'a vu, les « sorties de guerre » ont, elles, bénéficié d'une attention autrement plus importante. Un certain nombre de symposiums ont essayé de renouveler l'approche classique de l'histoire des relations internationales et de l'histoire diplomatique de la construction d'une paix européenne²⁰, tandis que d'autres s'intéressaient à la

19 « Lafayette nous voilà ! L'engagement américain en France, 1917-1918 », novembre 2017 (Paris). D'autres colloques s'intéressaient partiellement au sujet : « *Tommies, Poilus, Frontschweine*. Représentations artistiques de soi et de l'autre dans la Grande Guerre », novembre 2017 (Montpellier) ; « 1917, année trouble », octobre 2017 (Vincennes).

20 « De l'armistice du 11 novembre 1918 au traité de Lausanne : l'état des sources », décembre 2018 (La Courneuve) ; « Les traités de paix (1918-1923) : la paix les uns contre les autres », mars 2019 (Paris) ; « La Conférence de la Paix de Paris de 1919.

question, tout aussi établie désormais, des conséquences physiques du conflit sur les hommes²¹, tout en élargissant parfois les objets de réflexion²².

On constate également que les « sorties de guerre » ont été étudiées de manière massive au miroir de plusieurs réalités géographiques et de groupes sociaux précis²³, ou de sous-disciplines spécifiques, comme l'histoire économique²⁴. Elle semble ainsi avoir bien davantage attiré l'attention que la question de l'entrée en guerre en tant que telle.

Thématiques récurrentes qui ne sont pas liées aux temporalités du Centenaire

Les quatre grandes thématiques liées à la progression chronologique du Centenaire s'articulent avec celles que la Mission du Centenaire avait elle-même choisies comme « temps forts » depuis le début des commémorations. En parallèle de cela, et à travers l'analyse taxinomique des thématiques des différents colloques, nous avons pu mettre en évidence d'autres sujets qui ont fait l'objet de plusieurs manifestations scientifiques et qui indiquent également un intérêt évident des chercheurs, sans être directement liés aux temporalités du Centenaire.

164

Le classement qui suit est une proposition de première analyse, réalisée en observant les programmes de colloque que nous avons pu collecter. Dans la mesure où quelques manifestations classées dans une catégorie pourraient très bien trouver leur place également dans une autre, nous reconnaissons qu'il y a une part de subjectivité dans les choix qui ont été les nôtres.

Nous l'avons souligné, deux grandes thématiques semblent avoir intéressé principalement les organisateurs de colloques durant les années du Centenaire :

-
- Les défis d'un nouvel ordre mondial », juin 2019 (Paris) ; « La fabrique du texte. Matérialité et textualité du traité de Versailles », septembre 2019 (Paris).
- 21 « 1918 : amère victoire », novembre 2018 (Rouen) ; « Le prix humain de la Grande Guerre », juin 2019 (Montpellier).
- 22 « Les retours de guerre », juin 2019 (Lille) ; « Dommages de guerre et responsabilité de l'État », décembre 2019 (Paris).
- 23 « La France au Levant (1918-1923) », novembre 2017 (Valence) ; « Perspectives locales de la sortie de guerre des territoires austro-hongrois », juin 2018 (Paris) ; « Sortie de guerre et colonies », septembre 2018 (Paris) ; « Les communautés mathématiques dans la reconstruction de l'après-guerre », novembre 2018 (Marseille) ; « Guerre et Paix : la Première Guerre mondiale et les musées », novembre 2018 (Valenciennes et Péronne), « Bordeaux et la Gironde, de l'armistice à la paix », novembre 2018 (Bordeaux) et « 1919, de la paix aux reconstructions dans la Marne », décembre 2019 (Tingueux et Suippes).
- 24 « La Grande Guerre à l'échelle du siècle : rupture, parenthèse ou nouveau cycle », novembre 2018 (Paris) et « Le prix de la paix », décembre 2018 (Paris).

- un fort rapprochement entre des thématiques mémorielles et une mise en valeur des arts dans la guerre, que l'on peut regrouper dans la catégorie « Mémoire et représentations de la guerre » ;
- une histoire sociale et culturelle de l'expérience civile et militaire de la guerre (catégories : « Sociétés en guerre » ; « Les combattants et le combat » ; « Vie à l'arrière »).

On peut chercher, dans les paragraphes qui suivent, à analyser ces deux grandes thématiques selon des variations d'échelles (locale, nationale, internationale). On constate, de même, qu'un certain nombre de groupes sociaux ont attiré l'attention de la recherche récente, tout comme certaines formes de conflictualité et d'opposition (pacifisme, refus de guerre). Partout, les études concernant les subalternes ont reçu une attention particulière.

Mémoires et représentations de la guerre

Il faut le rappeler : le Centenaire n'a en rien été une occasion réservée aux seuls membres de la discipline historique. L'intégration de nombreuses autres disciplines (études littéraires, musicologie, arts visuels et bien d'autres) a conduit à mettre à l'honneur la question des représentations de la guerre, dans une dynamique interdisciplinaire centrée sur les productions culturelles de la Grande Guerre. Cela a pour conséquence de décloisonner la chronologie, dans la mesure où l'analyse de l'œuvre d'un auteur ou d'une production artistique invite souvent les chercheurs à interroger la mémoire de ceux-ci, tout comme à analyser la mémoire à travers les représentations de l'après-guerre.

Ainsi, que ce soit en littérature, en musique, dans les arts graphiques, ou à travers les parcours de grands intellectuels, le Centenaire a vu une importante mobilisation scientifique autour de ces thématiques, construisant une image assez nette des représentations en guerre et dans les après-guerres²⁵.

25 Littérature : « Autour d'Henri Barbusse et du *Feu* », novembre 2014 (Rouen) ; « Littérature, identités régionales et Grande Guerre », novembre 2014 (Clermont-Ferrand) ; « Écrire en guerre, 1914-1918. Archives privées, usages publics », janvier 2015 (Paris) ; « La lyre et les armes. Poètes en guerre : Péguy, Stadler, Owen », janvier 2015 (Strasbourg) ; « Blaise Cendrars et la Grande Guerre (1914-2015) », octobre 2015 (Reims) ; « Wilfred Owen et la/en France », novembre 2018 (Valenciennes) ; « Images et représentations de la Première Guerre mondiale », novembre 2018 (Rouen) ; « 1918-2018 : cent ans de la Grande Guerre en Italie », novembre 2018 (Paris) ; « La culture européenne au lendemain de la Première Guerre mondiale », décembre 2019 (Valenciennes). Arts visuels et arts du spectacle : « *Tommies, Poilus, Frontschweine*. Représentations artistiques de soi et de l'autre dans la Grande Guerre », novembre 2017 (Montpellier) ; « Naissance des cinémas militaires (1914-1930) », novembre-décembre 2017 (Amiens) ; « Art & camouflage », décembre 2017 (Paris) ; « Pour une écriture vidéoludique de l'histoire (14-18) »,

Cette vivacité de la thématique des représentations est, on l'a dit, profondément liée à l'interdisciplinarité, mais aussi à un phénomène de fond observé tout au long du Centenaire, à savoir l'attention portée à la mémoire, sous toutes ses formes, qui permet, dans le même temps, d'intégrer des collègues travaillant sur d'autres périodes plus récentes, mais aussi d'interroger les traces contemporaines du conflit, tout en créant des effets de réflexivité sur la commémoration en train de se faire. La catégorie « Mémoires, traces, commémorations » est ainsi l'une des plus abordées, avec 59 colloques. Si on y ajoute les résultats de la catégorie « Culture(s) », on arrive à 115 colloques, soit la moitié de l'ensemble des manifestations organisées.

L'étude approfondie des « Mémoires, traces et commémorations » s'organise évidemment autour de thématiques que l'on peut regrouper, et qui montrent la diversité des approches : aux côtés d'une analyse de la mémoire et des commémorations en général²⁶, se dessine un pôle important d'analyse relevant de l'archéologie contemporaine, de la géologie, de l'architecture, de l'histoire de l'art et de l'histoire environnementale, ouverture ayant permis à de nombreux collègues venus d'autres disciplines de s'investir, avec leurs outils et leurs méthodes, dans l'étude des traces de la guerre²⁷.

avril 2018 (Bordeaux); « La carte postale satirique en guerre (1914-1918) : mots et motifs », novembre 2018 (Paris); « Expression artistique et cicatrices de la Première Guerre mondiale, continuités et discontinuités (1919-2019). Perspectives franco-allemandes », novembre 2019 (Strasbourg). Musique : « Les institutions musicales à Paris et à Manchester pendant la Première Guerre mondiale », mars 2018 (Paris). Culture et sciences, parcours d'intellectuels : « 1914, guerre et avant-gardes », décembre 2013 (Paris); « Autour de 1914, nouvelles figures de la pensée : sciences, arts, lettres », octobre 2014 (Paris); « Des combattants studieux. Archéologues et historiens de l'art pendant la Grande Guerre », mars 2015 (Arras); « Parcours d'intellectuels dans la guerre de 14 », mai 2015 (Saint-Remy-la-Calonne); « Académies en guerre », juin 2017 (Nancy); « L'académie de Paris dans la Grande Guerre », novembre 2017 (Paris).

- 26 « 1914-2014. La Grande Guerre comme patrimoine », janvier 2014 (Toulouse); « La longue durée de la Grande Guerre. Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours », mars 2014 (Nancy et Metz); « La guerre peut-elle être juste ? Regard historique et contemporain cent ans après le début de la Première Guerre mondiale », octobre 2014 (Vatican); « Penser la guerre autrement ? », octobre 2014 (Francfort-sur-le-Main); « Médiatisation et commémorations », septembre 2015 (Paris); « L'Anneau de la Mémoire. Lorette, architecture et représentations », novembre 2015 (Péronne); « Commémorer la Première Guerre mondiale en Essonne », novembre 2015 (Chamarande); « Revisiter la commémoration. Pratiques, usages, et appropriations du Centenaire dans une perspective internationale », mars 2016 (Nanterre); « 1918-2018 : mémoires et usages de 1918 en Europe médiane », octobre 2018 (Paris); « Il était une fois le Centenaire », juin 2019 (Paris).
- 27 « La cathédrale transfigurée. Regards, mythes, conflits », mai 2014 (Rouen et Paris); « 1914-1918. La guerre en cartes », juin 2014 (Paris); « Mémoire et mondialisation. Tourisme, mémoire, lieux : liens et interactions », septembre 2014 (Le Chambon-sur-Lignon); « Regard franco-allemand sur les ruines. Entre romantisme noir et

Les différents types de mise en récit du conflit ont bien évidemment fait l'objet de nombreuses manifestations, que ce soit à travers les témoignages et d'autres écrits du temps de la guerre ou d'autres plus récents, les traces graphiques, et, également, les œuvres de fiction et autres œuvres d'art²⁸, prolongeant la réflexion entamée ci-dessus sur les représentations contemporaines de la guerre. Cela étant dit, d'autres « cadres sociaux de la mémoire », comme l'école ou les musées, n'ont pas été oubliés²⁹.

Sociétés en guerre

En ce qui concerne les sociétés en guerre, au sens large de la notion, il semble presque vain d'en faire un inventaire, car, une fois encore, il ressort de toute tentative de comptage l'impression que tous les aspects ou presque de la guerre

- drame culturel», janvier 2015 (Reims); «Marseille 1915-2015: portail des chemins de mémoire», avril 2015 (Marseille); «Échos contemporains de la Première Guerre mondiale. Frontières et confins», mai 2015 (Paris); «Un siècle de sites funéraires de la Grande Guerre: de l'histoire à la valorisation patrimoniale», octobre 2015 (Paris); «Conflits, dévastations et ruines: réparer, reconstruire, conserver», avril 2016 (Limoges); «Verdun 1916-2016. Patrimoine, mémoire et oubli», mai 2016 (Saint-Étienne); «*Pro Patria*. Monuments de Meuse et d'ailleurs: les morts en souvenir (de 1870 à nos jours)», septembre 2016 (Bar-le-Duc); «Les cathédrales en guerre, XVI^e-XXI^e siècle», juin 2017 (Amiens); «Le paysage après coup», décembre 2017 (Paris); «De Verdun à Caen, l'archéologie des conflits contemporains face à l'histoire», octobre 2018 et mars 2019 (Verdun et Caen); «1919, de la paix aux reconstructions dans la Marne», décembre 2019 (Tingueux et Suippes).
- 28 «Sur le vif? Guerre et images amateurs de 1914 à nos jours», novembre 2013 (Rennes); «14-18: le scandale par les imaginaires», février 2014 (Sorèze); «Témoignages et écritures de soi dans la Grande Guerre», avril 2014 (Paris); «Images malgré tout? Revoir 14», septembre 2014 (Toulouse); «Guerres et témoignages», novembre 2014 (Amiens); «Les archives et la radio. Évolution de l'usage des sources: le cas de la Grande Guerre», novembre 2014 (Pierrefitte-sur-Seine); «1914-2014: guerre en performance dans la création littéraire», décembre 2014 (Paris); «Les peintres et la Première Guerre mondiale», décembre 2014 (Paris); «L'artiste et la Grande Guerre: le conflit comme inspiration de 1914 à nos jours», décembre 2014 (Le Mans); «Construire et reconstruire la Première Guerre mondiale au cinéma. Paroles de praticiens», avril 2015 (Paris); «La Grande Guerre en bandes dessinées», novembre 2015 (Paris); «Romanesque de la Grande Guerre», avril 2016 (Péronne et Saint-Quentin); «La Grande Guerre: éthique de l'esthétique, éthique du témoignage», juin 2016 (Clermont-Ferrand); «Figurations épiques et contre-épiques de la Grande Guerre», novembre 2016 (Amiens et Péronne); «Comment écrire la guerre?», novembre 2017 (Laon).
- 29 «La Grande Guerre des manuels scolaires», décembre 2014 (Montpellier); «Enseigner la Grande Guerre», octobre 2017 (Sorèze); «Entre histoires et mémoires: la guerre au musée», novembre 2012 (Craonne et Chemin des Dames); «Guerre et Paix: la Première Guerre mondiale et les musées», novembre 2018 (Valenciennes et Péronne).

ont été étudiés. Certaines thématiques se sont construites autour d'institutions qui, à la faveur de la commémoration, ont utilisé 14-18 pour faire la lumière sur une part de leur histoire. Les colloques organisés au ministère de l'Économie et des Finances en sont un bon exemple. On aurait tort, cependant, de ne voir là qu'un pur effet d'opportunité : l'analyse des colloques montre on ne peut plus clairement qu'une histoire politique, économique et sociale des institutions en guerre a bien été entreprise, avec pour objectif l'analyse des fonctionnements de l'État en guerre, de l'économie et du travail, y compris sous les aspects juridiques³⁰.

Une deuxième thématique ayant fortement structuré les colloques du Centenaire est celle des occupations. Il y a maintenant plus de vingt ans, Annette Becker avait attiré l'attention sur les « oubliés de la Grande Guerre », dont les populations occupées faisaient partie³¹. Depuis, l'historiographie a largement progressé dans cette direction, notamment avec les travaux d'Emmanuel Debruyne ou ceux de Philippe Salson, pour ne citer que ces deux noms. Le Centenaire semble avoir été l'occasion d'un approfondissement de cette dynamique³². De la même

30 « Travaux publics de guerre et d'après-guerre : administration, politiques et expertises autour d'un ministère civil mobilisé (1914-1929) », juin 2014 (Paris) ; « Gares en guerre 1914-1918 », septembre 2014 (Paris) ; « Les mises en guerre de l'État. 1914-1918 en perspective », octobre-novembre 2014 (Laon et Craonne) ; « Boire et manger dans la Grande Guerre. 1914-1918 », novembre 2014 (Dijon) ; « Espionnage et renseignement dans la Première Guerre mondiale », novembre 2014 (Paris) ; « Les banques françaises et la Grande Guerre », janvier 2015 (Paris) ; « Entreprises et patrons dans l'économie de guerre », février 2015 (Roubaix) ; « Renseignement et avant-guerre de 1914 en Grande Région », février 2015 (Nancy) ; « Finances publiques en temps de guerre. Déstabilisation et recomposition des pouvoirs », mars 2015 (Paris) ; « 1914-1918. Mains-d'œuvre en guerre. Régulations, territoires, recompositions », mai 2015 (Paris) ; « La Grande Guerre et le droit public », novembre 2015 (Dijon) ; « L'ordre dans la guerre. Gendarmeries et polices européennes face à la Grande Guerre (1914-1918) », février 2016 (Melun) ; « Espions, contre-espions et espionnage autour de la Première Guerre mondiale », mai 2016 (Paris) ; « La Grande Guerre et son droit », juin 2016 (Lyon) ; « L'industrie française dans la Grande Guerre », novembre 2016 (Paris) ; « Le blocus pendant la Première Guerre mondiale. Histoire et mémoire », juin 2017 (Paris) ; « Le Conseil d'État et la Grande Guerre », novembre 2015 (Paris) ; « Vins et alcools pendant la Première Guerre mondiale », octobre 2017 (Bordeaux) ; « Assistance, prévoyance et assurance au prisme de la Grande Guerre et d'un changement de paradigme », janvier 2018 (Paris) ; « La Grande Guerre à l'échelle du siècle : rupture, parenthèse ou nouveau cycle ? », novembre 2018 (Paris) ; « Les économistes et la Première Guerre mondiale », novembre 2018 (Paris) ; « 1918, le prix de la paix », décembre 2018 (Paris) ; « Le patrimoine industriel de la Grande Guerre », décembre 2018 (Paris) ; « Dommages de guerre et responsabilité de l'État », décembre 2019 (Paris).

31 Annette Becker, *Oubliés de la Grande Guerre. Humanitaire et culture de guerre (1914-1918). Populations occupées, déportés civils, prisonniers de guerre*, Paris, Noësis, 1998.

32 « Sur les chemins de la Grande Guerre », mars 2012 (Guise) ; « Arrachés et déplacés. Réfugiés politiques, prisonniers de guerre, déportés. Europe et espace colonial, 1789-1918 », octobre 2012 (Clermont-Ferrand) ; « Altérités en guerre. La Grande Guerre

manière, la vie des populations de l'arrière a fait l'objet d'un très grand nombre de manifestations, actant la compréhension du conflit mondial comme guerre en voie de totalisation³³.

Groupes sociaux, groupes religieux, subalternes

La place du fait religieux dans la guerre et l'impact de cette dernière sur différents groupes religieux ou ethniques ont fait l'objet d'un nombre assez important de colloques. Un réel intérêt pour les différentes confessions religieuses et leurs manières d'interpréter, de faire sens de la guerre est visible, que ce soit pour les chrétiens ou les juifs³⁴. À côté d'autres minorités nationales et ethniques, c'est notamment les cas des Arméniens qui a bénéficié d'une attention particulière, ce dernier groupe étant évidemment étudié à la lumière du génocide de 1915³⁵.

Les études sur la Grande Guerre ont depuis longtemps cessé de ne s'intéresser qu'aux soldats, ou aux hommes de l'arrière. Les femmes, les familles, les enfants en guerre ont fait l'objet, depuis une vingtaine d'années, de travaux approfondis,

-
- comme moment interculturel? », septembre 2013 (Paris); « Vivre l'occupation sur le front Ouest pendant la Première Guerre mondiale », février 2015 (Lille); « Les civils dans les guerres », novembre 2016 (Saint-Mihiel).
- 33 « Le front caucasien dans la Grande Guerre », juin 2014 (Paris); « Mobilités et déplacements pendant la Première Guerre mondiale (1914-1923) », octobre 2014 (Paris); « Des Balkans au monde : entrer en guerre », novembre 2014 (Paris); « Mode, vêtement et société en Europe durant la Première Guerre mondiale », décembre 2014 (Paris); « Les fronts intérieurs européens : l'arrière en guerre (1914-1920) », novembre 2015 (Pau); « La guerre dans le monde rural à travers l'œuvre de Pérochon », février 2016 (Niort); « Les civils dans les guerres », novembre 2016 (Saint-Mihiel); « Académies en guerre », juin 2017 (Nancy); « 1914-1918, la société française en guerre. Nouveaux regards, nouvelles approches », novembre 2017 (Bordeaux); « Les institutions musicales à Paris et à Manchester pendant la Première Guerre mondiale », mars 2018 (Paris); « La Grande Guerre des gens ordinaires. Correspondances, récits, témoignages », juin 2018 (Montpellier); « Être à la guerre sans être à la guerre ? Moments de vacance(s) sur l'arrière-front pendant la Première Guerre mondiale », juin 2018 (Paris).
- 34 « Foi, religions et sacré dans la Grande Guerre », novembre 2012 (Verdun); « Les Églises chrétiennes européennes dans la Grande Guerre. Expériences historiographiques européennes », novembre 2014 (Paris); « Diocèses en guerre », octobre 2015 (Lille); « Une guerre fratricide ? Juifs français et allemands dans la Grande Guerre », novembre 2014 (Paris).
- 35 « Minorités, identités régionales et nationales en guerre 1914-1918 », juin 2014 (Corte); « 1914-1918. Soldats d'entre-deux. Les identités nationales dans les témoignages des combattants des Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie) », novembre 2014 (Strasbourg); « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman dans la Grande Guerre, 1915-2015 : cent ans de recherche », mars 2015 (Paris); « Le front caucasien dans la Grande Guerre », juin 2014 (Paris); « La guerre après la guerre : la France au Levant (1918-1923) », novembre 2017 (Valence).

comme ceux de Manon Pignot ou de Clémentine Vidal-Naquet. Le Centenaire a, là encore, poursuivi et enrichi ces thématiques à l'occasion de plusieurs grands colloques³⁶.

La question de l'intégration du monde colonial dans la mémoire du Centenaire faisait l'objet d'une attention particulière dans le « rapport Zimet » de 2011. Cette question de la mémoire post-coloniale du conflit ne se cantonne pas aux domaines « grand public » et a largement intéressé la communauté scientifique : une quinzaine de colloques ont ainsi été organisés sur différents aspects de la question, de l'intégration des coloniaux dans l'armée ou dans l'économie de guerre à l'impact de la guerre sur les territoires d'outre-mer³⁷.

Conflictualités, refus de guerre, pacifisme

170 Le refus de la guerre a fait l'objet d'analyses en France à deux moments différents, d'abord en 2013-2014, lors du premier des « temps forts » liés aux temporalités du Centenaire, que nous avons déjà eu l'occasion d'analyser. En effet, l'année 2014 s'est avérée inséparable, pour la France, de la mémoire de l'assassinat de Jaurès et donc d'une certaine importance de la pensée anti-militariste et pacifiste. Au retour sur des événements bien connus, comme les conférences de Kienthal et de Zimmerwald, se sont ajoutées des conférences plus générales sur les *Peace Cultures*, la neutralité, et les imaginaires de paix³⁸.

36 « Enfants en temps de guerre et littératures de jeunesse », octobre 2012 (Paris); « Les femmes pendant la guerre de 1914-1918. Un siècle d'émancipation des Européennes », septembre 2014 (Paris); « La guerre, le livre, l'enfant (1914-1918) », octobre 2014 (Troyes); « 1914-1918. Familles en guerre », décembre 2014 (Paris); « Les femmes pendant la Grande Guerre », octobre 2018 (Paris).

37 « Altérités en guerre. La Grande Guerre comme moment interculturel ? », septembre 2013 (Paris); « Les troupes coloniales dans la Grande Guerre », novembre 2013 (Reims); « Travailleurs et soldats. Les hommes des colonies dans la Grande Guerre », mai 2014 (Paris); « Des champs de bataille aux réécritures de l'histoire coloniale », juillet 2014 (Paris); « Mobiliser les coloniaux », octobre 2014 (Paris); « La guerre des autres. Les colonies dans la Première Guerre mondiale. Traces, récits et mémoire », décembre 2014 (Paris); « Aux marges du conflit ? L'empire colonial dans la Première Guerre mondiale. Terrains, hommes et propagandes », juin 2015 (Paris); « Les Alsaciens-Lorrains dans la Marine et les colonies (Empire allemand/France, 1871-1918) », octobre 2015 (Strasbourg); « Le soutien médical des contingents d'outre-mer dans la Grande Guerre », mars 2016 (Paris); « Afrique du Nord et Afrique subsaharienne dans la Grande Guerre », septembre 2016 (Pierrefitte, Meaux et Verdun); « Se révolter, résister », juin 2017 (Paris); « Sortie de guerre et colonies », décembre 2017 (Paris).

38 « Jaurès, pacifique et pacifiste ? », novembre 2013 (Castres); « Les défenseurs de la paix (1899-1917) », janvier 2014 (Paris); « 1914. L'Internationale et les internationalismes face à la guerre », mars 2014 (Paris); « Les mouvements pacifistes pendant la Grande Guerre : les conférences de Zimmerwald et Kienthal », mai 2014

En 2017, on retrouve une attention particulière portée à la résistance à la guerre et aux mutineries, même si celle-ci est assez faible comparée à la résonance que ce thème a eu dans la presse. Seuls deux colloques se sont tenus, en juin 2017, l'un à l'Académie des sciences de l'Outre-mer, l'autre à Soissons (Aisne), s'intéressant au refus de la guerre en Europe (France, Italie, Russie, Grande-Bretagne, Allemagne, Autriche-Hongrie)³⁹.

Opérations, autres fronts

Cette présentation ne serait pas complète si on ne signalait pas la place de l'histoire des opérations, sans que celle-ci se résume à une pure histoire militaire⁴⁰. On a souligné qu'elle représentait une part mineure au regard des autres catégories thématiques. Cela ne veut pas dire qu'elle n'a pas pris sa place dans le Centenaire scientifique, loin s'en faut. L'histoire des batailles a bel et bien été présente, non seulement en ce qui concerne le front Ouest⁴¹, mais également en étudiant les autres fronts, souvent, d'ailleurs, dans les colloques organisés hors de France⁴². Enfin, toutes les armes ont été représentées, de l'armée de Terre à l'aviation, en passant par la Marine⁴³.

(Paris); « 1914 : neutralités, neutralismes en question », novembre 2014 (Paris); « Pratiques et imaginaires de paix en temps de guerre (1914-1918) », octobre 2015 (La Flèche).

- 39 « Se révolter, résister », juin 2017 (Paris); « 100 ans après, les mutineries », juin 2017 (Soissons).
- 40 « D'une guerre à l'autre. Que reste-t-il de la guerre de 1870 en 1914? Relations internationales, armées et sociétés », mars 2014 (Gravelotte); « Les batailles de 1916 », juin 2016 (Paris); « De Tannenberg à Verdun, la guerre totale », novembre 2016 (La Roche-sur-Yon); « Des Balkans au monde : entrer en guerre (1914-1918) », novembre 2014 (Paris); « 1917, année trouble », octobre 2017 (Vincennes).
- 41 « Le camp retranché de Paris pendant la guerre 1914-1918 », octobre 2014 (Paris); « La cote 108 à Berry-au-Bac », janvier 2015 (Paris); « Autour de la bataille d'Arras (9 avril-16 mai 1917). L'évolution économique et sociale du conflit dans une année tournant », avril 2017 (Arras); « Formes, expressions et recompositions des solidarités dans l'Autriche-Hongrie en guerre », juin 2017 (Paris); « Les gouverneurs militaires de Paris dans la Grande Guerre (1918-1925) », décembre 2018 (Paris).
- 42 « Le front caucasien dans la Grande Guerre », juin 2014 (Paris); « La Grande Guerre au Proche-Orient. Vécus, savoirs, mémoire », novembre 2014 (Beyrouth); « Front d'Orient, 1914-1919. Les soldats oubliés », décembre 2014 (Marseille); « Le front d'Orient dans la Grande Guerre », octobre 2015 (Thessalonique); « Front d'Orient en République de Macédoine », juin 2016 (Skopje); « Armée d'Orient et Première Guerre mondiale », août-septembre 2016 (Thessalonique); « L'alliance franco-russe à l'épreuve de la Grande Guerre », novembre 2016 (Reims); « La protection des non-combattants du front d'Orient à aujourd'hui », mai 2018 (Bitola).
- 43 « La Marine et les marins en guerre : 1914-1918. Une autre histoire de la France en guerre », juin 2014 (Paris); « La Marine et les marins : 1914-1918, une autre histoire

Les associations locales, les mairies ou les conseils départementaux se sont souvent intéressés à l'expérience de guerre, à sa mémoire locale, ou à l'échelle d'un département ou d'une région spécifique, dès le début des commémorations. C'est cette thématique qui se retrouve le plus souvent au cœur des initiatives locales. À côté d'elle, on retrouve souvent aussi la thématique de la mémoire et des commémorations : dans près de la totalité des colloques cités ci-dessous au moins une communication a été consacrée à la mémoire du conflit ou des traces laissées sur le territoire.

On peut discerner trois échelles structurantes : la ville, le département, la région, qui sont souvent prises comme cadres de réflexion en tant que telles, dans une dynamique d'histoire locale. Très souvent, cependant, à travers ce cadre territorial, c'est bien l'expérience de guerre des populations locales qui était au cœur des discussions⁴⁴.

de la France en guerre », mai 2016 (Paris); « Le commandant de Rose, une vie au service de l'aviation militaire », mai 2016 (Jonchery-sur-Vesle); « Fait aérien, arme aérienne et culture », septembre 2018 (Paris); « L'aviation militaire au sortir de la Première Guerre mondiale », octobre 2018 (Paris).

44 « La Grande Guerre des Bretons. Vécu(s), expérience(s), mémoire(s), 1914-2014 », mai 2014 (Rennes et Saint-Cyr Coëtquidan); « La Normandie dans la Grande Guerre », mai 2014 (Rouen); « Les pays de Savoie entrent en Grande Guerre », septembre 2014 (Chambéry); « Les pays de Savoie en 1915 : au cœur des enjeux internationaux », novembre 2015, Annecy; « Les pays de Savoie en Grande Guerre. 1916 : face à la guerre d'usure », novembre 2016 (Chambéry); « Les pays de Savoie et la Grande Guerre : 1917, une année terrible ? », novembre 2017 (Chambéry); « La Première Guerre mondiale en Alsace : regards croisés d'historiens, de professeurs et d'archivistes », novembre 2015 (Strasbourg); « Les batailles de Lorraine (août-septembre 1914) », février 2014 (Nancy); « Commémorer la Première Guerre mondiale en Essonne », novembre 2015 (Chamarande); « L'Indre et la Première Guerre mondiale », novembre 2014 (Châteauroux); « *Pro Patria*. Monuments de Meuse et d'ailleurs : les morts en souvenir, de 1870 à nos jours », septembre 2016 (Bar-le-Duc); « La bataille de Sambre-et-Meuse, août 1914. Regards croisés sur les armées, les lieux de mémoire et de représentations », avril 2014 (Namur); « Bordeaux et la Gironde, de l'armistice à la paix », novembre 2018 (Bordeaux); « 1919, de la paix aux reconstructions dans la Marne », décembre 2019 (Tingueux et Suippes); « Le camp retranché de Paris pendant la guerre 1914-1918 », octobre 2014 (Paris); « L'académie de Paris dans la Grande Guerre », novembre 2017 (Paris); « Les institutions musicales à Paris et à Manchester pendant la Première Guerre mondiale », mars 2018 (Paris); « Lyon sur le front de l'arrière », octobre 2014 (Lyon); « Marseille 1915-2015 : portail des chemins de mémoire », avril 2015 (Marseille).

INTERNATIONAL

COLLOQUES ORGANISÉS HORS DE FRANCE PAR DES INSTITUTIONS FRANÇAISES OU LIÉES INSTITUTIONNELLEMENT À LA FRANCE

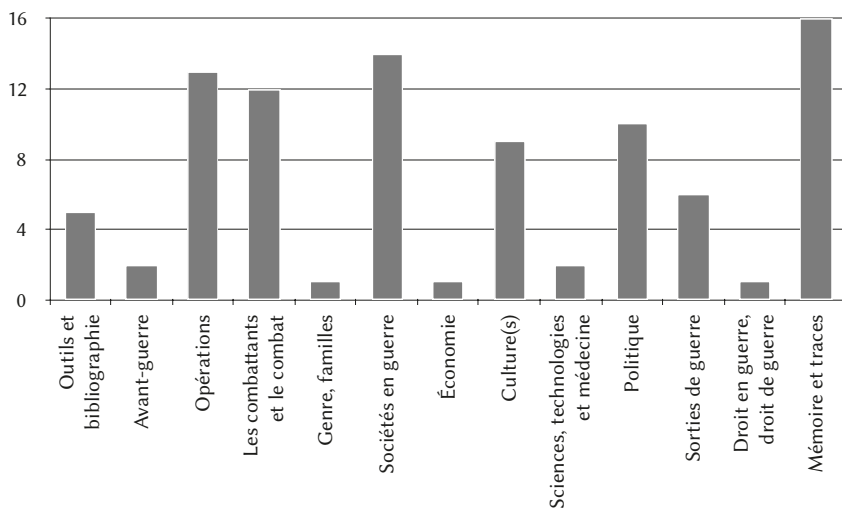
55 colloques ont été organisés pendant le Centenaire par des institutions françaises à l'étranger. Le pays étranger où les institutions françaises ont mis sur pied le plus grand nombre de manifestations est l'Allemagne, avec 10 colloques. Dans ce pays, on remarque particulièrement l'activité du Centre Marc Bloch de Berlin et de l'Institut français d'histoire en Allemagne de Francfort-sur-le-Main. Au Royaume-Uni et en Italie, on compte 7 colloques. Dans le premier cas, la Maison française d'Oxford, un centre français de recherche en sciences humaines et sociales, a été particulièrement active, avec l'organisation de 5 de ces manifestations scientifiques. La Belgique suit avec 5 colloques et la Roumanie avec 4, tous organisés par le CEREFREA, le Centre régional francophone de recherches avancées en sciences sociales dont le siège est installé à Bucarest. Les thématiques de ces colloques sont très variées⁴⁵. Parmi ces 55 colloques, 37 ont été labellisés par la Mission du Centenaire, soit les deux tiers. 27 des 42 colloques organisés en Europe (hors France) par une institution française ou liée à la France ont été labellisés ; et 9 des 10 colloques organisés hors Europe.

Analyse thématique des colloques organisés hors de France
par des institutions françaises ou liées à la France

Les graphiques 10 et 11 montrent des similitudes et des différences entre les thématiques abordées par les colloques en France et celles abordées par les colloques organisés hors de France par des institutions françaises ou liées à la France.

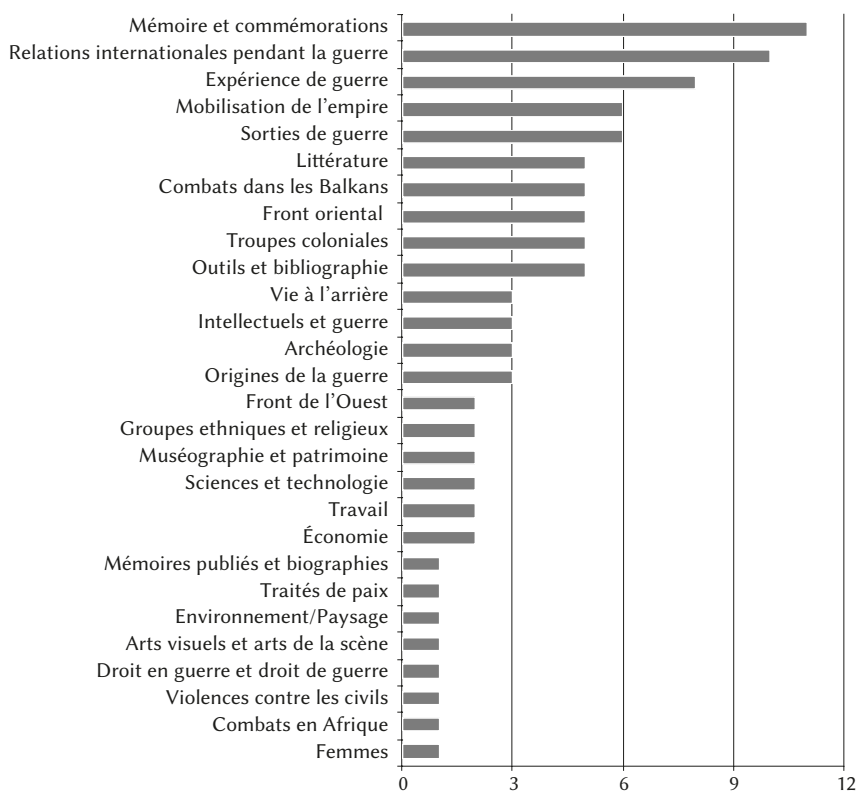
Les similitudes concernent la centralité des thématiques liées à la mémoire et à la représentation de la guerre. « Mémoire et traces » revient seize fois, 11 de ces 16 colloques étant dédiés à la mémoire et aux commémorations de la guerre. Le sujet « Culture » comporte neuf occurrences, dont cinq sont celles de thématiques liées à la littérature. Une autre similitude réside dans l'importance numérique de colloques consacrés à l'expérience de guerre (7).

45 Europe (45 colloques) : Allemagne (10), Royaume-Uni (7), Italie (7), Belgique (5), Roumanie (4), Grèce (3), Macédoine (2), Russie (2), Bulgarie (1), Pologne (1), Luxembourg (1), Suisse (1), Vatican (1). Hors Europe (10 colloques) : Canada (3), Australie (1), Bangladesh (1), Chine (1), Congo (1), Thaïlande (1), Vietnam (1), Sénégal (1).



174

10. Classement thématique des colloques organisés par une institution française à l'étranger (n=87)



11. Classement thématique par sous-catégories des colloques organisés par des institutions françaises à l'étranger (n=98)

Comme pour les colloques en France, on retrouve également un intérêt marqué pour des thématiques liées aux « Sociétés en guerre » (14 événements concernés). Cependant, dans le détail, on note que la plupart des colloques qui se classent dans cette catégorie s'intéressent à la « Mobilisation de l'empire » (6 d'entre eux), et donc à des sujets liés aux colonies, ce qui était moins le cas pour les colloques qui se sont déroulés en France.

La vraie différence, cependant, réside dans le volet « Opérations », qui, contrairement à ce qui a pu valoir en France, n'est pas sous-représenté par rapport aux autres thématiques (13 colloques concernés). Cela témoigne de l'intérêt plus marqué pour l'histoire militaire dans d'autres traditions universitaires. En son sein, c'est surtout le front d'Orient (10) qui a été au cœur des analyses. Cela est dû au fait qu'une bonne partie des colloques organisés hors de France par des institutions françaises se sont tenus dans les pays balkaniques ou en Europe de l'Est.

La catégorie « Politique » est aussi relativement bien représentée. Surtout, en son sein, ce sont les « Relations internationales pendant la guerre » qui ont été un sujet d'analyse de ces colloques hors France. Cela est sans doute dû à la nature même des institutions organisatrices qui sont par définition sensibles aux enjeux des relations internationales et, en particulier, aux rapports bilatéraux entre la France et leur pays d'implantation.

Il est à noter que tandis que les colloques européens ne s'intéressent pas systématiquement à des thèmes liés au pays où ils ont lieu, tel n'est pas le cas pour les 11 colloques extra-européens, qui s'intéressent quant à eux systématiquement à un thème lié au rôle joué par le pays-hôte pendant les années de guerre. De manière générale, les ambassades françaises à travers le monde ont souvent joué un rôle moteur : ainsi, elles ont été à l'origine de colloques organisés en Australie, en Belgique, en Bulgarie, en Macédoine, au Sénégal, en Suisse, au Vatican et au Vietnam.

Rayonnement de la recherche française à l'étranger : les colloques organisés hors de France par des institutions non françaises et ayant reçu le label

Le rayonnement à l'étranger de la recherche française s'illustre à travers plusieurs indicateurs, dont le soutien de la Mission du Centenaire à des colloques étrangers. 24 colloques qui ont eu lieu à l'étranger et ne comptent pas parmi leurs organisateurs des institutions françaises ou liées à la France, mais qui ont tenu à demander le label de la Mission du Centenaire, l'ont reçu. Il s'agit pour la plupart d'entre eux de manifestations organisées par des universités. Parmi elles, 7 traitaient de sujets liés à la France, ce qui peut expliquer que la Mission du Centenaire ait été connue de leurs organisateurs. Les 18 colloques

restants, n'ayant aucun lien évident avec la France, démontrent que la Mission du Centenaire et ses outils de labellisation et de financement étaient connus en dehors des frontières françaises, et cela dès le début du Centenaire. Ce rayonnement est indéniable.

Parmi ces colloques, 14 se sont déroulés en Europe et dix hors d'Europe⁴⁶. Pour ce qui concerne l'Europe, c'est la Belgique qui en a abrité le plus grand nombre, ce qui s'explique en toute probabilité par la proximité géographique et linguistique du pays et par le fait qu'il a été le théâtre de nombreuses batailles impliquant l'armée française.

On l'avait noté pour les colloques français : la Mission du Centenaire avait cofinancé 40 % des événements scientifiques labellisés. En ce qui concerne les colloques qui ont eu lieu hors de France, 28 ont été partiellement financés par la Mission du Centenaire parmi les 59 labellisés, soit près de la moitié, ce qui donne un taux de financement légèrement supérieur, démontrant sans doute la volonté de la Mission de soutenir le rayonnement de la France à l'international.

176

Enfin, on peut évoquer rapidement une dernière catégorie de rencontres, celles qui n'ont ni été organisées par des institutions françaises, ni labellisées, ni cofinancées, mais dans lesquelles des chercheurs et chercheuses français sont intervenus. Leur liste ne saurait être exhaustive dans la mesure où elle repose sur les réponses apportées au questionnaire envoyé aux spécialistes français de la Grande Guerre. Ceci posé, ces quelques informations donnent un petit aperçu du rayonnement de la recherche française. On a ainsi pu dénombrer 69 colloques de ce genre, dont la plupart (55) ont eu lieu en Europe, et 7 autres aux États-Unis⁴⁷.

Si on décide d'additionner, plus ou moins arbitrairement, l'ensemble des ces initiatives disparates (colloques organisés par des institutions françaises hors de France ; colloques étrangers labellisés ; colloques où sont intervenus des spécialistes français), on obtient le nombre de 148 rencontres scientifiques, comme ordre de grandeur. Tout en gardant en tête le fait que ce chiffre n'est en rien exhaustif, on peut considérer qu'il y a là l'indicateur d'un indéniable rayonnement international de la recherche française sur la Grande Guerre.

46 Belgique (4), Serbie (3), Pologne (2), Australie (2), Croatie (1), Hongrie (1), Irlande (1), Israël (1), Grèce (1), Mexique (1), Canada (1), Liban (1), Maroc/Tunisie (1), Iran (1), Brésil (1), Italie (1), États-Unis (1).

47 Europe : Allemagne (11), Royaume-Uni (8), Italie (7), Suisse (6), Irlande (5), Belgique (3), Pays-Bas (2), Roumanie (2), Autriche (1), Danemark (1), Hongrie (1), Lituanie (1), Slovaquie (1), Turquie (1), Ukraine (1), Pologne (1), Russie (1), Bulgarie (1), Grèce (1). Hors Europe : États-Unis (7), Singapour (2), Australie (1), Nouvelle-Zélande (1), Togo (1), Japon (1), Mexique (1).

Les années du centenaire de la Première Guerre mondiale ont été l'occasion d'une forte augmentation du nombre de colloques consacrés à l'histoire de la Grande Guerre, tant en France qu'à l'international.

Au total, le nombre de colloques en France et à l'international qui répondent aux différents niveaux de catégories que nous avons définis (colloques organisés en France ; colloques organisés à l'étranger par des institutions françaises ; colloques organisés à l'étranger et labellisés par la Mission du Centenaire ; colloques étrangers comptant au moins une intervenante ou un intervenant français parmi les participants) est de 374. Sur ces 374 colloques, 131 ont eu lieu durant l'année 2014. Le mois le plus « chargé » est sans grande surprise le mois de novembre 2014, pendant lequel 28 colloques ont eu lieu. Pendant le Centenaire, 210 colloques ont reçu le label de la Mission du Centenaire. À deux exceptions près, que nous avons signalées au cours de ce bilan, tous les colloques qui ont demandé le label de la Mission l'ont reçu. Parmi ces 210 colloques, 83 ont été financés par la Mission, soit les deux cinquièmes.

La France a donc fait montre d'un rayonnement important à l'étranger, à travers des colloques organisés hors de France par des institutions françaises, les financements octroyés à des initiatives hors frontières et par la place prise par des spécialistes français dans des colloques étrangers. À en juger par le nombre de colloques étrangers labellisés et cofinancés par la Mission du Centenaire, l'opérateur mémoriel français a été un vecteur important de ce rayonnement.

Le rayonnement à l'étranger de la recherche française est visible également à travers le nombre très élevé d'intervenants étrangers qui ont pris part aux colloques organisés en France : 822 spécialistes provenant de 53 pays différents. Cela indique une volonté et une capacité de la France à attirer et à intégrer la recherche internationale au sein du Centenaire français. Nous ne disposons pas de chiffres aussi détaillés pour d'autres pays également très impliqués dans le Centenaire, mais il y a fort à parier, à la lumière de nos résultats, qu'elle a occupé une place centrale, une situation d'interface dans la recherche internationale sur la Grande Guerre.

En ce qui concerne les thématiques abordées, le Centenaire a révélé et confirmé des dynamiques déjà bien engagées avant la séquence des commémorations. Ainsi, la centralité de l'histoire sociale et culturelle (notamment à travers l'analyse de l'expérience de guerre et des sociétés en guerre, mais aussi à travers la réflexion sur la mémoire du conflit à long terme) ressort clairement de notre analyse. L'essentiel n'est cependant sans doute pas là : en effet, le Centenaire a donné lieu à une vague de manifestations scientifiques d'une telle ampleur qu'au final, toutes les sensibilités, tous les centres d'intérêt, y compris donc des champs relativement en retrait depuis un certain temps comme l'histoire militaire classique, l'histoire économique et l'histoire politique, ont été

représentés. Autrement dit, le fait qu'il y ait eu des thématiques et des approches numériquement plus importantes que d'autres ne doit aucunement cacher le fait que dans l'ensemble, nos connaissances sur la Première Guerre mondiale ont progressé dans tous les domaines.

LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE

Franziska Heimbürger

Cette contribution, consacrée aux publications scientifiques, répond à deux ambitions : elle entend d'un côté recenser et classer les publications scientifiques françaises des années 2012-2018 selon la taxinomie collectivement mise en place pour le présent ouvrage ; d'un autre côté, elle propose de comparer cet ensemble de deux manières. La première comparaison est diachronique : il s'agit de mettre en regard les travaux des années du Centenaire avec la production scientifique française antérieure, ce qui permet de mieux distinguer les changements de paradigme dans l'historiographie de la Grande Guerre. La seconde comparaison est internationale : il s'agit de comparer lesdits travaux avec la production scientifique issue d'autres pays, afin de comprendre les traits qui pourraient être propres à l'activité scientifique française¹. Ces analyses, conjointement à celles qu'Elisa Marcobelli propose sur les colloques et les journées d'études et à celles qu'offre Simon Catros sur la recherche doctorale, permettent d'obtenir une vision exhaustive de la production scientifique du Centenaire.

Dans cette étude consacrée aux « publications scientifiques », nous avons décidé de retenir les monographies, les ouvrages collectifs, les articles scientifiques et chapitres d'ouvrages collectifs parus entre 2012 et 2018 en langue française ou, parfois, en d'autres langues quand ces recherches étaient menées par des chercheurs travaillant habituellement en France.

La première étape s'est fondée sur la collecte de références et consistait à saisir intégralement la production scientifique indiquée par les historiennes et historiens dans leur réponse au questionnaire adressé aux spécialistes de la Grande Guerre dans le cadre du bilan scientifique du Centenaire. Ce premier corpus a ensuite été complété à partir de la base bibliographique collaborative de l'International Society for First World War Studies² ; enfin, elle a été enrichie par un croisement avec la base de données des livres publiés durant le Centenaire, thématique étudiée

- 1 La bibliographie complète des travaux étudiés, classée selon des catégories géographiques, chronologiques et thématiques, est disponible en annexe.
- 2 Il s'agit d'un corpus de presque 16 500 références, rassemblées depuis 2011 en mettant en commun plusieurs ouvrages bibliographiques, complété par la veille constante effectuées par plusieurs membres de la société savante. Pour plus

dans cet ouvrage par Nicolas Patin. Cela a notamment permis d'intégrer dans la base de données les nombreuses rééditions d'ouvrages antérieurs, qui, à la faveur de l'événement commémoratif, ont souvent été publiés assortis de nouvelles préfaces. Plusieurs vérifications dans les outils bibliographiques de référence ont permis de constater que toutes les publications significatives ont pu être prises en compte. Voici le résultat du décompte des sources en fonction des différents supports de publication :

Tableau 1. Provenance des références bibliographiques du corpus

	Livres	Articles	Chapitres	Total
Questionnaire	161	228	290	679
FWWbib	185	399	498	1 082
Réception	249	0	0	249
Total	595	627	788	2 010

180

Le corpus ainsi établi regroupe un total de 2 010 références, composées pour 30 % de livres (monographies et ouvrages collectifs), pour 31 % d'articles de revues et pour 39 % de chapitres d'ouvrages. Il a été soumis à une succession de classifications destinées à mieux éclairer sa composition.

La taxinomie partagée par l'ensemble des auteurs de cet ouvrage a d'abord permis de classer chaque référence selon la période étudiée, ainsi que selon les répartitions géographiques ou thématiques.

Nous avons ensuite procédé à une classification de ces références relativement à leurs auteurs, notamment du point de vue du sex-ratio, en dénombrant les ouvrages qui avaient pour auteur une femme ou ceux dirigés par au moins une femme (pour les ouvrages collectifs). Les références ont par ailleurs été classées en fonction de la décennie de naissance du premier auteur. Ces informations ont pu être rassemblées pour 1 882 des 2 010 publications étudiées. Ce chapitre est donc celui qui, au sein du présent bilan, s'approche le plus près d'une sociologie générale des protagonistes du Centenaire scientifique, car les autres analyses n'étaient pas en mesure de se fonder sur ces informations biographiques, aussi sommaires soient-elles.

Enfin, une classification distinguant auteurs spécialistes et non-spécialistes a été appliquée. Ont été considérés comme « spécialistes » les chercheuses et chercheurs ayant répondu au questionnaire, les auteurs ayant publié avant le début du Centenaire un nombre significatif de travaux consacrés à la Grande Guerre, et enfin les doctorants travaillant directement sur le sujet. La catégorie « non-spécialistes » regroupe, quant à elle, les autres auteurs, à la fois les universitaires

d'informations, voir : <http://firstworldwarstudies.org/bibliography-about.php> (consulté le 1^{er} août 2021).

en poste travaillant prioritairement sur d'autres sujets et/ou périodes et les auteurs non universitaires n'ayant pas publié sur le sujet auparavant. Les limites de cette distinction peuvent paraître poreuses, mais elles permettent de montrer que le Centenaire a été l'occasion, pour un certain nombre d'acteurs qui n'étaient pas directement concernés par 1914-1918, de s'intéresser au sujet à la faveur de la commémoration.

La collecte des données et leur classification ont été faites en utilisant le logiciel de gestion bibliographique *Zotero*. La bibliographie qui en résulte est accessible en ligne³ et les utilisateurs du logiciel peuvent rejoindre le groupe pour réutiliser les références. La classification de la taxinomie a été opérée à la fois par des collections et par des « tags » (mot-clés) ; pour les autres classifications, le recours aux « tags » a été privilégié.

Une fois le corpus constitué dans *Zotero* et la classification vérifiée, des exports ont permis des traitements ultérieurs : l'export « .csv » permet d'analyser les références dans leur totalité dans un tableur classique et dans l'outil *Seektable*, et l'export « .ris » a été utilisé avec *VOSviewer*⁴ pour procéder à un comptage et à une visualisation des co-occurrences de mots clés.

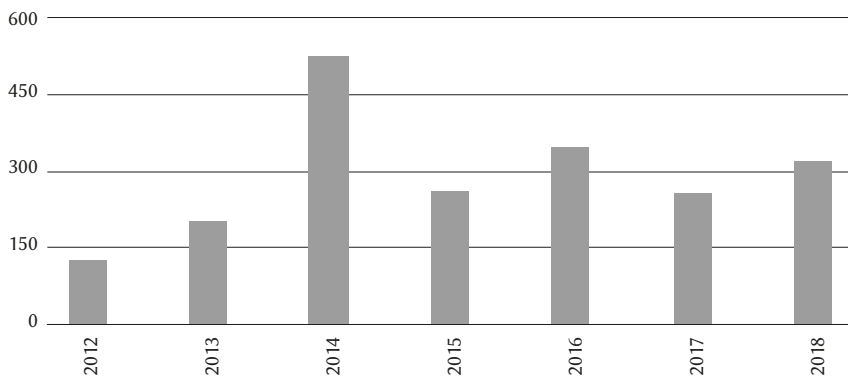
UN « MOMENT CENTENAIRE » : RYTHMES ET CHRONOLOGIES

Un « effet Centenaire » était-il perceptible dans la quantité de publications scientifiques recensées ? Tel était notre premier questionnement. Cette hypothèse n'avait rien d'une évidence indiscutable quand on sait le temps consacré à la recherche proprement dite, à l'écriture et à la publication d'un ouvrage, ou à une expertise à l'aveugle pour une revue. Pourtant, l'effet est réel : il y a bien eu un « moment Centenaire » pour les publications scientifiques, comme le montre le graphique ci-dessous. Il embrasse la période 2012-2018 : l'année 2014 se distingue avec 523 publications (26 % du total). Les années 2015-2018 retrouvent un étiage plus faible, tout en en restant à un nombre de publications presque double par rapport aux années 2012-2013.

On peut estimer, à la lumière de ces résultats, que le monde de la recherche scientifique avait anticipé la commémoration, en préparant, pour l'année 2014, articles, ouvrages et numéros spéciaux de revues scientifiques sur la Grande Guerre.

3 Groupe Zotero en ligne : www.zotero.org/groups/2153792/bilan_scientifique_du_centenaire/items (consulté le 1^{er} août 2021).

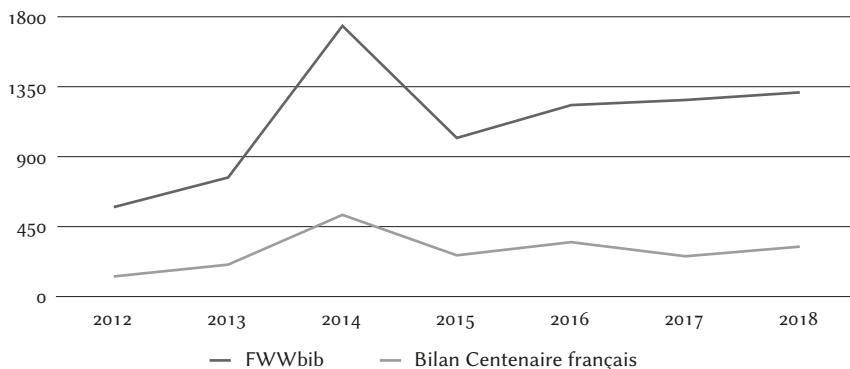
4 Logiciel de construction et visualisation de réseaux bibliographiques (<http://www.vosviewer.com>, consulté le 1^{er} août 2021).



1. Nombre de publications scientifiques par année (n=2035)

182

Une comparaison graphique rapide avec la base de l'International Society for First World War Studies (ci-après « FWWbib »), évoquée plus haut, montre le même genre de comportements en ce qui concerne la recherche internationale : l'année 2014 y est également très marquée, avec une croissance encore plus accusée, l'activité éditoriale retombant d'ailleurs moins fortement qu'en France pour les années 2015-2018.

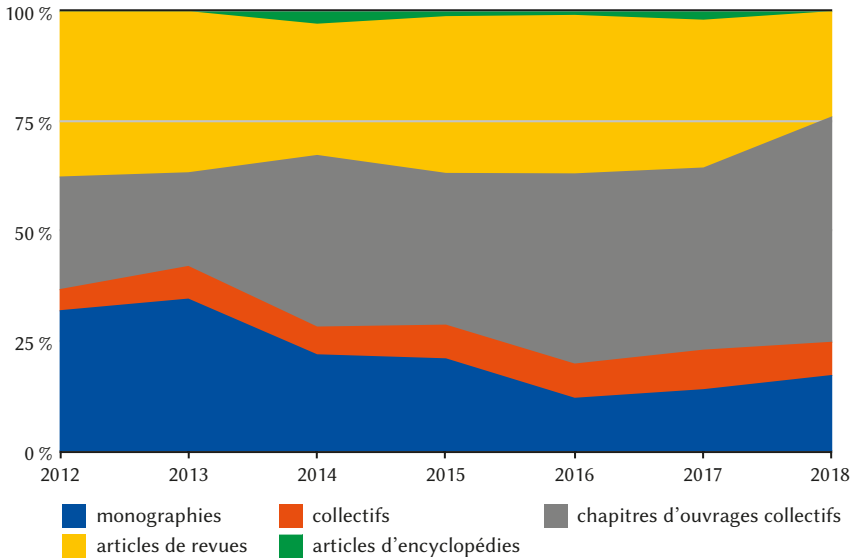


2. Publications FWWbib et publications scientifiques françaises par an

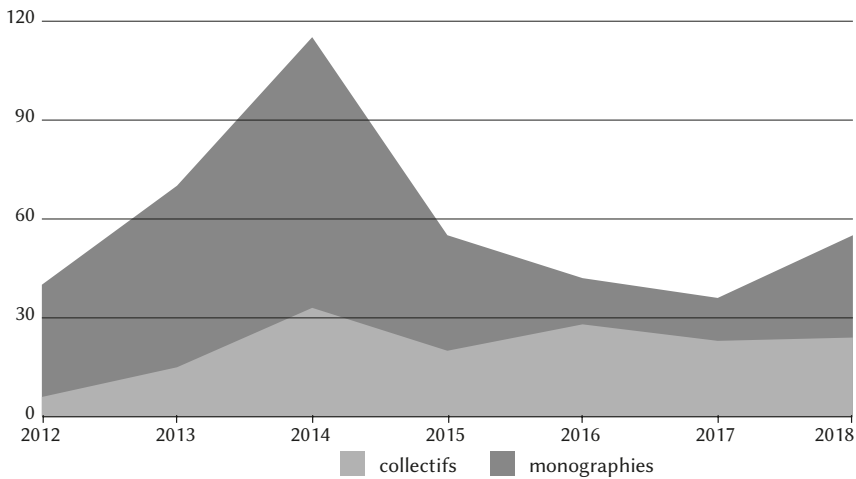
Avec les classifications que nous avons utilisées, il est possible de s'intéresser aux évolutions plus fines selon les publications, en distinguant les grands types de travaux scientifiques.

Quelques constats clairs émergent : d'une part, les monographies et les articles de revues, qui représentent plus des deux tiers des publications intervenues en 2012, ne comptent plus que pour un petit tiers en 2018. Comme on l'a déjà souligné, en considérant le temps investi pour publier une recherche originale, on peut estimer que le Centenaire avait été préparé en amont, et qu'il a été plus difficile, ensuite, de renouveler les approches. D'autre part, aussi bien pour les presses universitaires que les presses grand public, malgré leurs logiques parfois

différentes, on peut estimer que les années 2017-2018, après le flot de publications du début du Centenaire, ont été moins propices. Le pic de publications de 2014 est essentiellement le fait des monographies.



3. Types de publication par année de parution (2012-2018)



4. Publication de monographies et d'ouvrages collectifs (2012-2018)

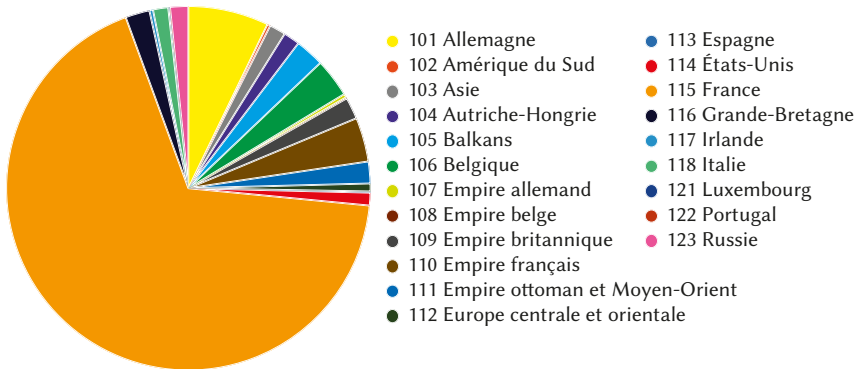
La **figure 3** exprimant des données en pourcentage, et non en valeurs absolues, on peut surtout y constater l'énorme augmentation du nombre de chapitres consacrés à la Grande Guerre parus dans des volumes collectifs. Cela tombe sous le sens : le travail consacré aux colloques et aux journées d'études, dans le présent ouvrage, par Elisa Marcobelli, montre le nombre considérable de colloques et de rencontres

scientifiques organisés en 2014. Ce ne sont pas moins de 226 rencontres qui se sont tenues en France entre 2012 et 2019. Assez logiquement, ces événements, sans toujours donner lieu à la publication d'une monographie, expliquent le flot de chapitres d'ouvrages collectifs constaté ici; le maximum est atteint en 2018. Sachant que la publication des actes d'un colloque peut s'étaler sur plusieurs années, ces chiffres semblent complémentaires de ceux qu'avance Elisa Marcobelli.

Il y a donc indéniablement eu un « effet Centenaire », que ce soit à travers l'anticipation des publications de livres et d'articles scientifiques en 2014, ou dans la vague de parution d'actes de colloques dans les années suivantes, et notamment en 2018. Cela démontre que, tout en suivant des logiques autonomes propres aux règles du champ de la recherche scientifique, l'événement commémoratif s'est immiscé dans l'agenda de la recherche.

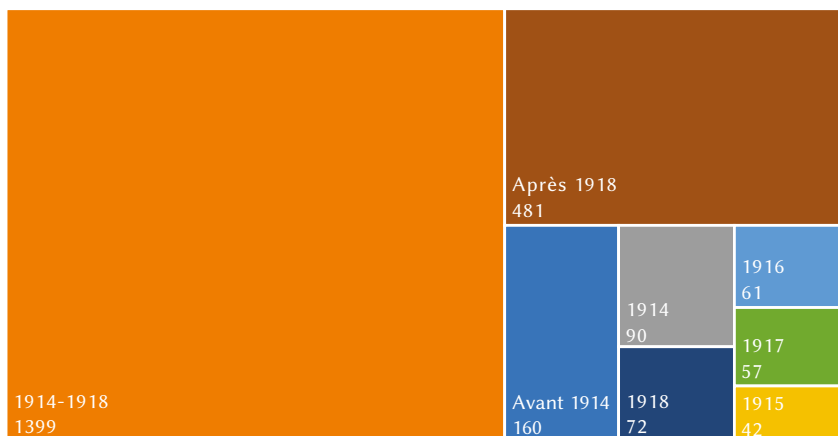
UN RENOUVEAU DES THÉMATIQUES : UN CHANGEMENT DE PARADIGME ?

Le codage des données rend possible une classification assez fine des thématiques structurant la recherche française durant le Centenaire. Le premier critère de classement est l'aire géographique étudiée. Deux tiers des travaux concernent, sans surprise, la France (64%). Sur les 597 publications qui concernent une aire extérieure à la France, 133 s'intéressent à l'Allemagne (22%), ce qui confirme l'importance des liens franco-allemands dans ce Centenaire, un constat partagé par d'autres chapitres du présent bilan. 50 travaux relèvent d'ailleurs d'une approche comparative, le plus souvent avec la France. 282 publications s'inscrivent dans une dynamique transnationale, ne traitant pas d'un pays en particulier. On constate également, comme ailleurs dans ce bilan collectif, un relatif effacement du Royaume-Uni, qui totalise moins de publications (40) que la zone balkanique (48).



5. Répartition des aires géographiques traitées dans les publications scientifiques

Du point de vue de la chronologie, la représentation graphique (fig. 6) permet d'identifier les scansion dans l'étude de la guerre. Sans surprise, les cinq années du conflit (1914 à 1918) sont les plus étudiées. Il est intéressant de constater que les « sorties de guerre » intéressent beaucoup plus que les causalités du conflit. Ce constat aurait pu être minoré par le succès du livre de Christopher Clark, *Les Somnambules*⁵, ou par le fait que, dans les années 2012-2013, dans un contexte éditorial moins concurrentiel, l'avant-guerre avait été mis à l'honneur. Il n'en est rien : l'après-1918 représente trois fois le nombre des publications s'intéressant à l'avant-1914. Quant aux publications ne se fondant que sur une seule année, on peut y lire – sans préjuger du contenu des travaux – l'intérêt pour l'entrée en guerre et l'armistice (1914 et 1918), la place des grandes batailles de 1916 (la Somme, Verdun), et la relative marginalisation de l'année 1915. Plus important, l'année 1917, centrale pour l'étude de la révolution russe, des grandes mutineries ou de l'entrée en guerre des Américains, semble peu étudiée.



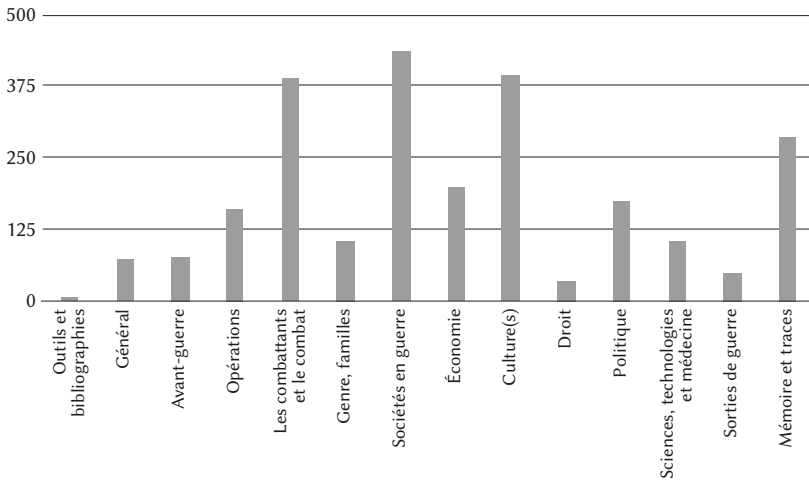
6. Chronologie traitée par les publications du Centenaire

Du point de vue des thématiques en elles-mêmes, nous avons classé les 2010 publications scientifiques recensées selon la taxinomie collective adoptée pour ce bilan scientifique. Les résultats sont les suivants.

Quatre grandes thématiques émergent de cette classification : « Les combattants et le combat » ; « Sociétés en guerre » ; « Culture(s) » ; « Mémoire et traces ». Comme dans l'analyse des colloques et journées d'études, il semble que l'intérêt des chercheurs se porte donc principalement sur l'expérience vécue de la guerre, qu'elle soit individuelle ou collective, combattante ou civile. L'histoire sociale et culturelle des combattants et de l'arrière, dans les deux

5 Christopher Clark, *Les Somnambules. Été 1914 : comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013.

premières catégories évoquées, représente ainsi 40 % des occurrences. La catégorie « Culture(s) » regroupe évidemment les travaux de multiples historiens, mais il ne faut pas oublier que de nombreux chercheurs et chercheuses d'autres disciplines – arts, littératures, musicologie – se sont investis dans le Centenaire ; cette catégorie ne représente donc pas en soi une prédominance de l'histoire culturelle. Cependant, on ne peut nier l'importance de la « mémoire » et des « traces », que l'on constate aussi dans l'analyse des colloques – et de manière encore beaucoup plus marquée dans les interventions médiatiques des historiens. Cette importance est non seulement le signe d'un intérêt qui ne s'est jamais démenti pour les conséquences de la guerre, mais montre aussi la capacité des chercheurs et des chercheuses à porter un regard réflexif sur la commémoration elle-même, en faisant une histoire de la mémoire.

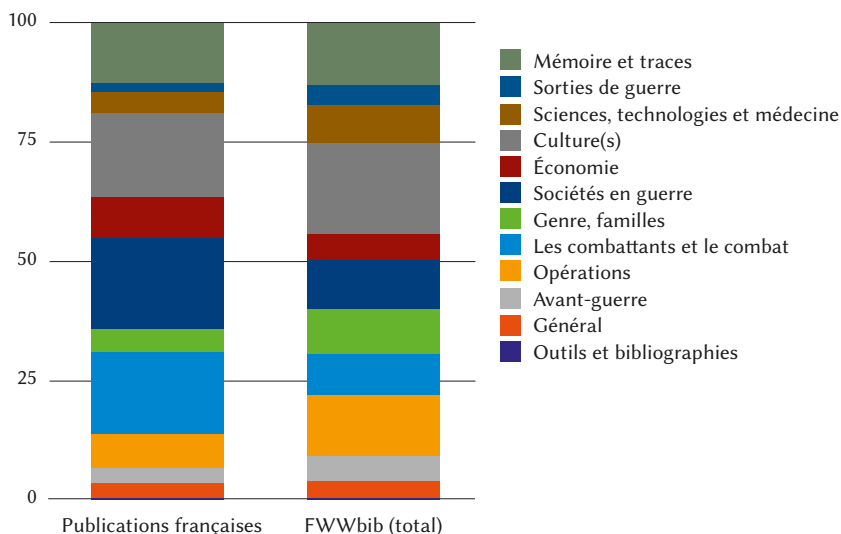


7. Répartition thématique des publications scientifiques du Centenaire

Il n'est pas possible d'obtenir une vision diachronique des thématiques étudiées ici, car intégrer à cette base de données l'ensemble des publications en langue française des années précédant le Centenaire nécessiterait un travail titanesque. Le catalogue SUDOC intègre, ainsi, derrière le mot clé « guerre mondiale (1914-1918) », plus de 14 000 ouvrages, dont 7 900 en langue française. Il est en revanche possible de comparer la recherche scientifique française menée durant le Centenaire avec la recherche étrangère.

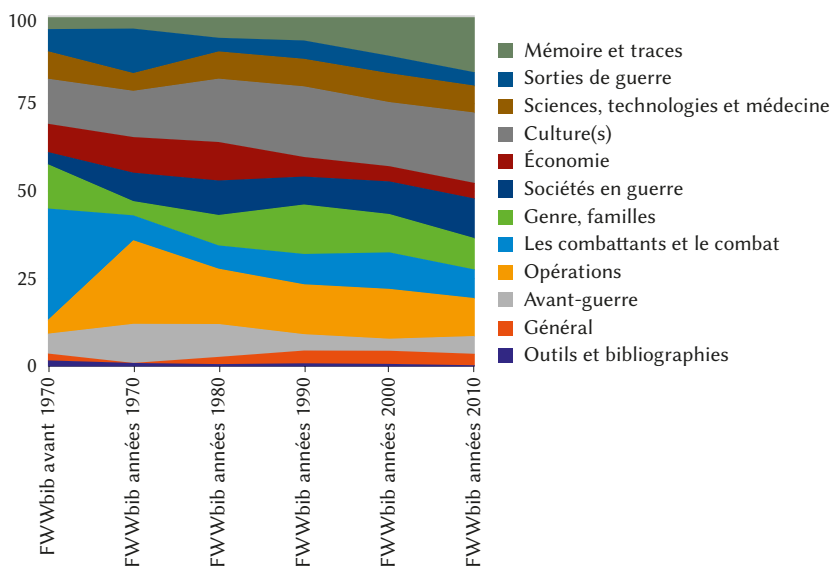
Cette comparaison est riche d'enseignements. Trois catégories se distinguent par leur importance en France : l'étude des combattants et du combat ; celle des sociétés en guerre ; enfin, l'histoire économique. En revanche, l'histoire militaire et celle des opérations, tout comme les études sur le genre ou les analyses concernant les sciences, la médecine et les technologies, sont moins présentes qu'à l'international. Les catégories dessinées sont évidemment englobantes, les études

consacrées aux sociétés en guerre pouvant inclure par exemple, dans le cas de la France, une forte proportion de travaux d'histoire religieuse.



8. Comparaison des thématiques traitées dans les publications françaises et dans la base FWWbib

Un détour par une analyse de plus long terme, quand bien même elle prend, dans le cas du présent travail, la forme d'un détour par l'analyse qu'autorise la richesse du fonds FWWbib, montre que les grandes répartitions analysées ici sont en fait moins brutales quand on les réinsère dans le temps long.



9. Évolution des thématiques de la base FWWbib avant le Centenaire

Ce qui frappe, à cette échelle, c'est la raréfaction, régulière et conséquente, de l'histoire militaire, ainsi que de l'histoire des combattants et du combat – du moins si on compare sa présence avec le maximum qui a précédé les années 1970 – et l'émergence, lente mais continue, de l'histoire culturelle ainsi que de l'histoire de la culture en guerre (musique, littérature, arts visuels) et des enjeux de mémoire.

Nous l'avons dit, il est très complexe, dans le cas français, de réaliser une telle analyse diachronique. On peut, en revanche, se fonder sur une sociologie des acteurs, en lien avec leurs domaines d'expertises, pour essayer de déceler les évolutions historiographiques propres au Centenaire, les changements de centres d'intérêt et de paradigmes.

UNE SOCIOLOGIE DES ACTEURS DU CENTENAIRE SCIENTIFIQUE

188

Le recours à des données sociologiques décrivant les ouvrages répertoriés au prisme de leurs auteurs permet d'affiner le panorama ici présenté. Il est possible de classer ceux-ci à l'aune de trois variables : leur âge, leur sexe et, enfin, selon qu'ils sont spécialistes ou non du champ d'étude concerné. Outre les informations supplémentaires qu'elles apportent, ces variables permettent, par corrélation, d'interroger les thématiques étudiées durant le Centenaire afin de tenter de dégager une éventuelle originalité de cette période particulière de la recherche dans une production scientifique à plus long terme.

La contribution des diverses générations d'auteurs et son évolution au cours du Centenaire peuvent être schématiquement décrites. Le graphique qui suit donne le volume de publications intervenues annuellement, entre 2012 et 2018, en fonction de la décennie ayant vu la naissance du premier auteur, tel que celui-ci apparaît sur la publication :

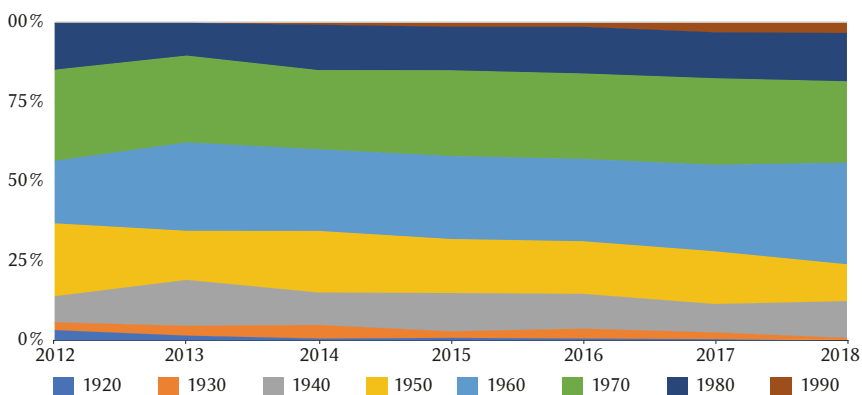
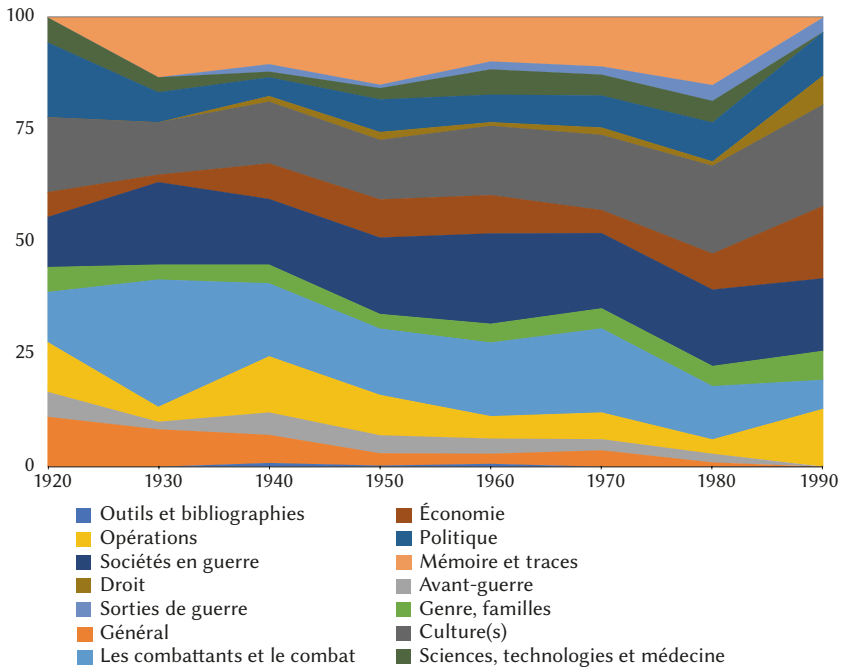


Fig. 10. Répartition annuelle des publications scientifiques liées au Centenaire selon la décennie de naissance de leur « premier auteur »

Une évolution assez attendue est constatée avec une baisse progressive de la contribution des auteurs nés dans les décennies 1930 à 1950 : leur production représente 33,6 % du total en 2012, mais seulement 22,9 % en 2018. Dans le même temps, la contribution des auteurs nés dans les années 1960 passe de 19,7 % à 32,6 % de la production scientifique globale. Il s'agit là d'un renouvellement mécanique lié à l'âge et à l'avancée dans la carrière.

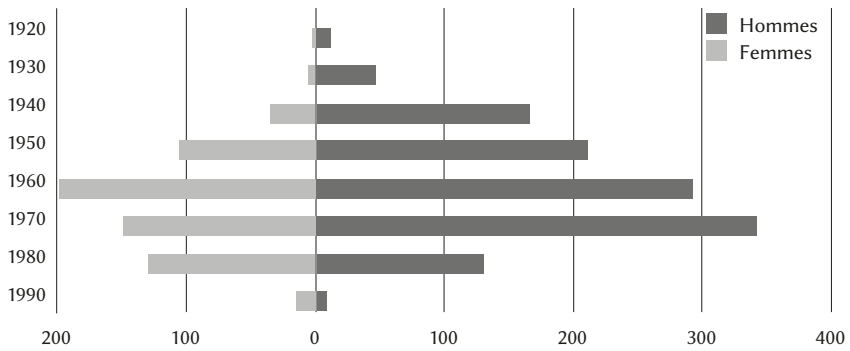
Une corrélation intéressante, bien que difficile à lire dans sa représentation graphique, associe les thématiques étudiées aux différentes classes d'âge des auteurs publiés :



11. Répartition synchronique des thématiques étudiées selon la décennie ayant vu la naissance du « premier auteur »

L'étude ciblée des combattants et du combat préoccupe moins les dernières générations d'historiens que leurs prédécesseurs, alors que les questions sociales et économiques connaissent un regain d'intérêt, tout comme, pour les plus jeunes chercheurs, le détail des « opérations ». Les questions culturelles au sens large intéressent sensiblement toutes les générations d'historiens.

Des croisements intéressants peuvent être effectués, en intégrant, par exemple, le sex-ratio. Le graphique suivant établit ainsi une corrélation entre le nombre de publications, l'âge et le sexe des auteurs.

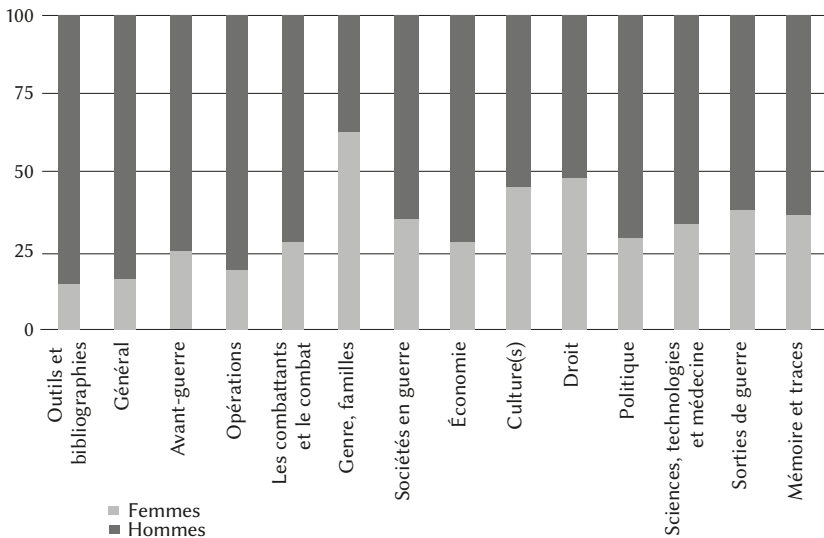


12. Nombre de publications scientifiques, en fonction de la décennie de naissance de leurs auteurs (hommes/femmes)

190

Dans l'ensemble, la part beaucoup plus importante d'hommes parmi les auteurs n'est pas en elle-même une surprise. Pour les auteurs nés dans les années 1940, on compte 4,7 fois plus de publications émanant d'hommes que de femmes. L'écart diminue ensuite, et on atteint la parité pour les auteurs nés dans les années 1980. On constate cependant, s'agissant des auteurs nés dans les années 1970, un facteur plus important (2,3 fois plus de publications émanent d'hommes que de femmes) que pour les décennies 1950 (2,0) et 1960 (1,5).

Cette distribution a-t-elle un impact sur les thématiques étudiées ? Le graphique suivant, qui met en corrélation le sexe des auteurs et les thématiques étudiées, est éclairant :

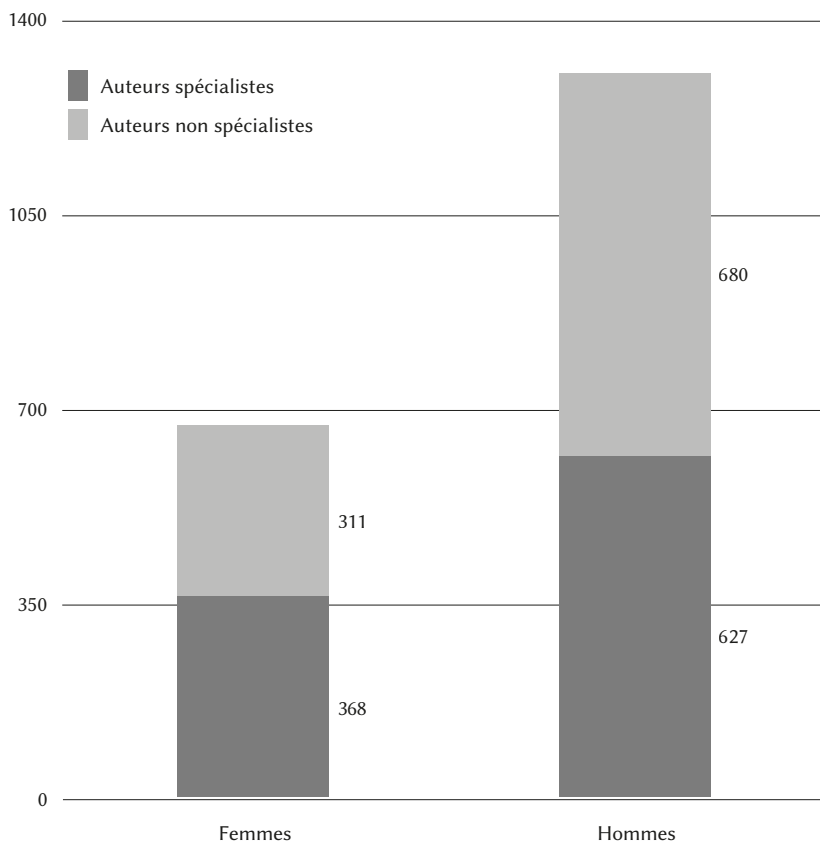


13. Répartition hommes/femmes par thématique

Le seul champ thématique dans lequel les auteurs femmes sont davantage présentes est bien la catégorie « Genre, familles » qui regroupe l'étude des expériences enfantines de la guerre, des vécus féminins et masculins de la guerre, ou ceux des couples. Les catégories « Culture(s) » et « Droit » sont également bien représentées chez les autrices, alors que l'étiage bas est atteint dans la catégorie « Opérations », mais aussi dans les catégories « Outils » et « Général », où l'on peut voir jouer la place encore forte des anciennes classes d'âge, pour lesquelles la féminisation des carrières était encore plus faible.

Enfin, une sous-population d'auteurs peut faire l'objet d'une analyse particulière à condition que soit appliqué un critère arbitraire supplémentaire, venant distinguer auteurs « spécialistes » et « non spécialistes ».

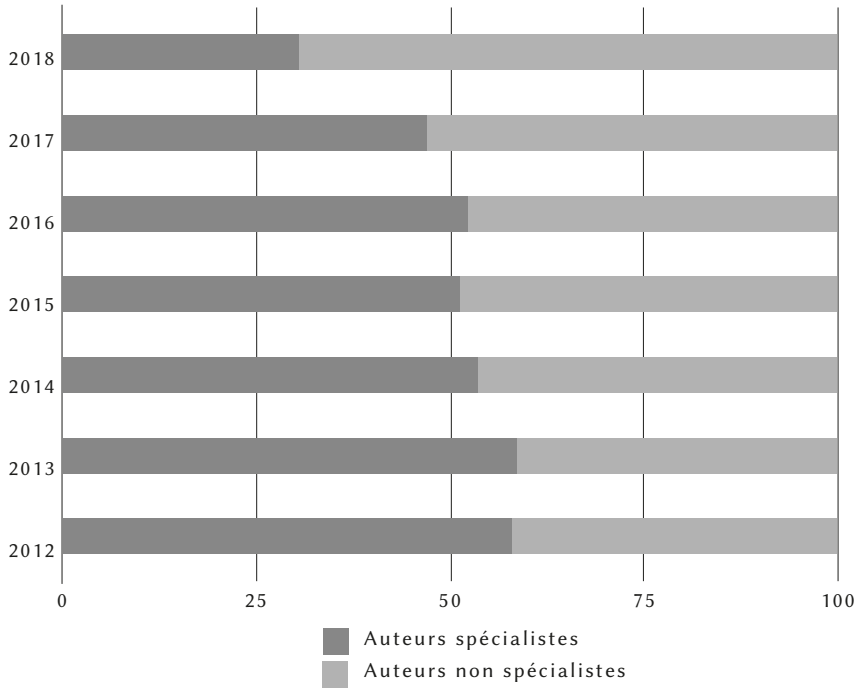
Une perspective genrée est-elle éclairante, si elle est croisée avec un classement distinguant spécialistes et non-spécialistes ? Le résultat, de ce point de vue, est peu contrasté :



14. Répartition des publications des historiennes et des historiens entre spécialistes et non-spécialistes

Les spécialistes sont légèrement mieux représentés s'agissant de publications signées ou cosignées par des femmes (54 %), tandis qu'ils se trouvent en minorité, à 48 %, parmi les auteurs hommes.

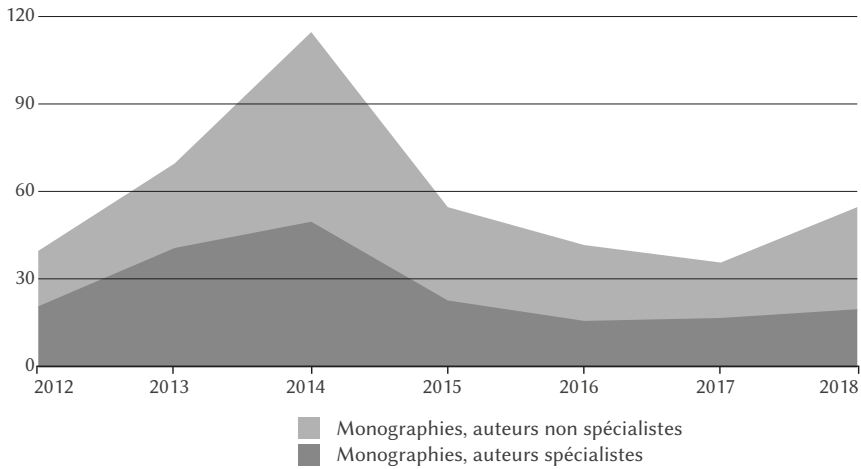
La répartition des publications intervenues durant le Centenaire, selon qu'elles sont ou non le fait de spécialistes est, elle, en revanche très éclairante :



15. Répartition du volume annuel des publications liées au Centenaire selon qu'elles ont été ou non le fait d'auteurs spécialistes

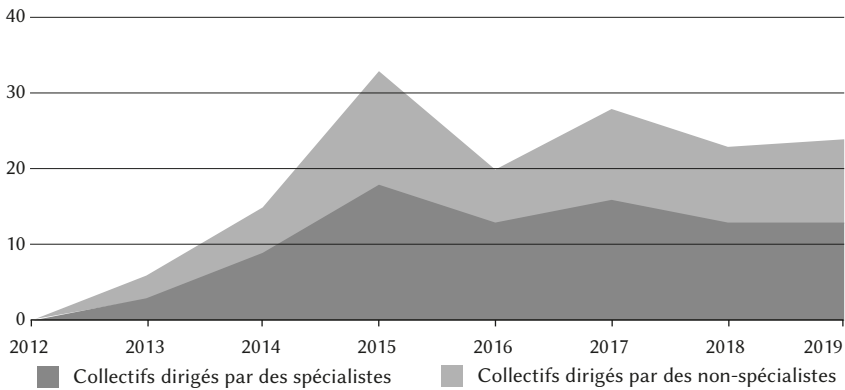
Le constat est patent. Les spécialistes sont majoritaires parmi les auteurs au début du Centenaire, et ce jusqu'en 2017. Mais à partir de cette date, et surtout l'année suivante, la présence des « non-spécialistes » s'intensifie, pour atteindre 67,2 % de son total au cours de l'année 2018. Il est possible, en observant cette évolution, de postuler un élargissement dans la sociologie des intervenants. Les non-spécialistes participent de plus en plus aux publications, et cela quel que soit le type de publications considéré. L'hypothèse d'un intérêt grandissant du grand public pour la Grande Guerre au fil du Centenaire permettrait d'expliquer la sollicitation d'un nombre croissant d'intervenants extérieurs au champ scientifique strictement défini, les seuls spécialistes n'étant plus en mesure de couvrir la « demande sociale » liée au Centenaire.

Les auteurs non spécialistes ont particulièrement investi le champ éditorial des monographies, comme le graphique suivant l'indique.



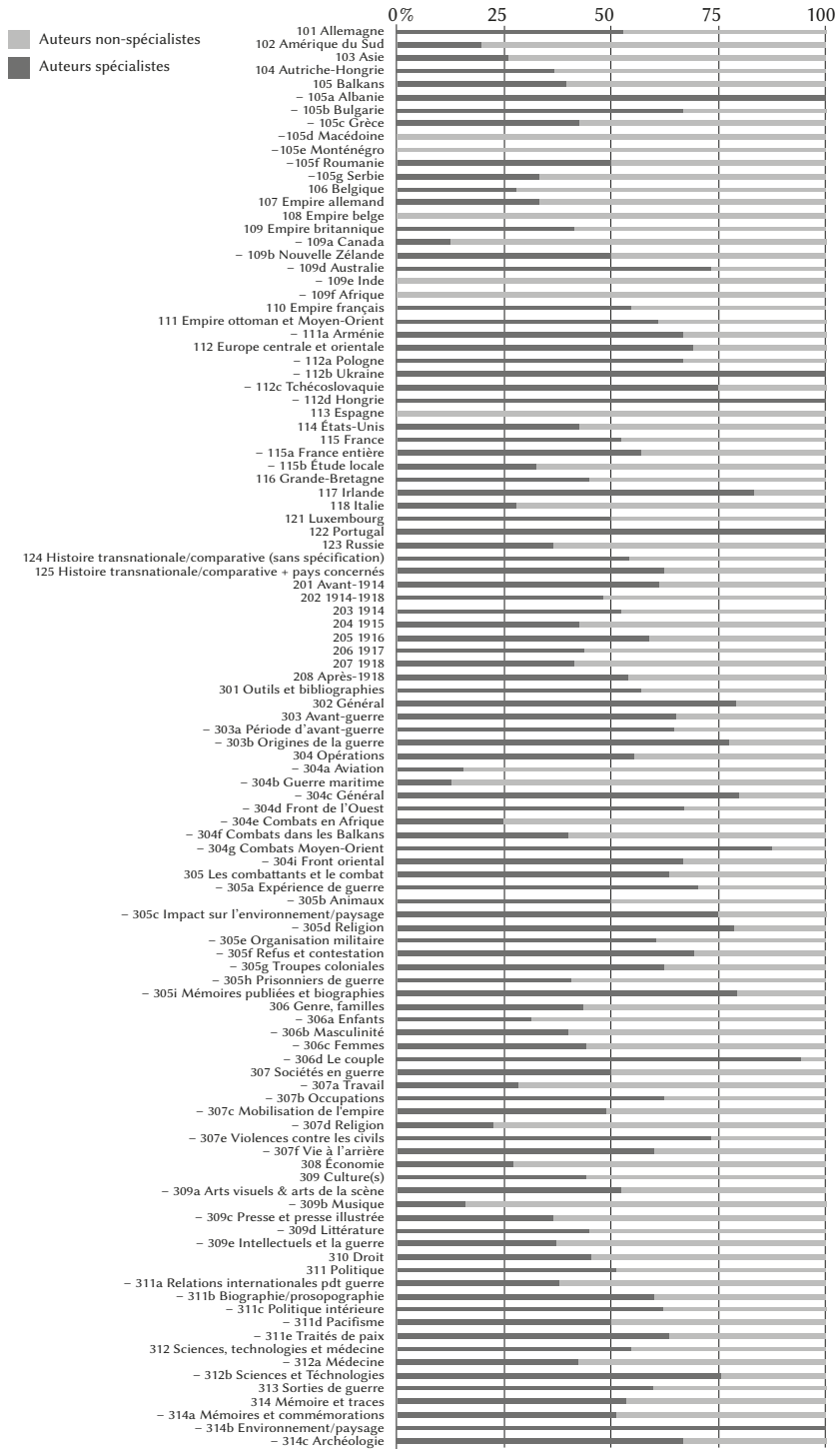
16. Répartition des monographies par année de publication, selon qu'elles sont le fait d'auteurs spécialistes ou non spécialistes

La proportion de spécialistes parmi les éditeurs de volumes collectifs reste en revanche importante pendant toute la période concernée :



17. Répartition des ouvrages collectifs par année de publication, selon qu'ils sont dirigés ou non par des spécialistes

Une dernière analyse est rendue possible par cette distinction entre auteurs spécialistes et non spécialistes : elle repose sur le croisement des thématiques de la taxinomie avec la classification de ces deux populations. Le graphique suivant identifie clairement des aires géographiques, des moments chronologiques et des champs thématiques davantage investis par les spécialistes de la Première Guerre mondiale, alors que d'autres sont plutôt abordés par des non-spécialistes. La complexité des interactions est manifeste, et montre bien que des recherches complémentaires seraient nécessaires pour tirer des conclusions plus définitives sur les grandes orientations de la recherche.



18. Répartition des auteurs spécialistes/non-spécialistes par thématique

dans les années 1960 ou 1990, travaillant sur les enjeux coloniaux, les questions liées au genre ou les sorties de guerre. Le troisième agrégat relie des publications émanant d'auteurs nés pendant les années 1970, traitant du monde du travail ou de l'économie, du refus de la guerre et du pacifisme.

Ces résultats permettent d'apporter des pistes intéressantes qui complètent les panoramas historiographiques existants⁶ par une sociologie générale.

On l'a vu, les choix opérés dans la constitution du corpus aboutissent à de premiers résultats importants pour la compréhension de la recherche scientifique menée durant le Centenaire. Ils offrent une photographie thématique – ainsi qu'une ébauche de sociologie – qui nous renseigne sur les tendances globales de l'historiographie. Cependant, une réelle plongée dans la diachronie est rendue impossible par le périmètre somme toute restreint du corpus (2012-2018) qui empêche, en dehors des différentes corrélations proposées ici, de conclure de manière définitive sur une inflexion majeure de l'historiographie au moment du Centenaire. On peut tout de même avancer que dans de nombreux domaines, les cinq années de la commémoration du Centenaire ont accentué des dynamiques déjà à l'œuvre, du point de vue des grands équilibres des thématiques de la recherche.

6 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004.

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES
PENDANT LE CENTENAIRE :
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Benjamin Gilles

Interrogé en octobre 2018 par le quotidien régional *La Dépêche* et invité à partager un premier bilan du Centenaire, Antoine Prost insistait sur le fait que « toute la France a [v]ait commémoré la guerre ». Les campagnes de labellisation menées par la Mission du Centenaire constituent un bon indicateur, le seul existant au demeurant, permettant d'évaluer cette dynamique. L'examen des 7 414 demandes de labels soumises entre 2013 et 2018 s'est fait en deux étapes. Dans les territoires, les comités départementaux réunis autour des préfectures ont procédé à la sélection des dossiers recevables. Les commissions scientifique, culturelle et pédagogique de la Mission se sont prononcées sur ces candidatures. Au final, la Mission a accordé, sur la période, un peu plus de 6 300 labels à des projets locaux, nationaux et internationaux. Avec 262 projets portés, les centres d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle important dans la commémoration. Ces services ont été, avec les associations, les principaux animateurs locaux du Centenaire. Ils ont la particularité d'inscrire leurs actions dans une démarche à la fois pédagogique, culturelle et scientifique, au cœur des territoires. Leur participation a contribué à assurer un maillage territorial de la commémoration, depuis les communes en passant par les départements jusqu'à l'échelle nationale.

Toute tentative de mesure de la diffusion scientifique du Centenaire passe donc par un recensement des initiatives portées par ces établissements. Les difficultés rencontrées dans cette entreprise sont néanmoins multiples : les structures sont très nombreuses ; les données relatives à leurs actions ne sont pas toujours comptabilisées. Initié à la fin de l'année 2017, le bilan scientifique de la commémoration impliquait de demander aux établissements de fournir des données remontant jusqu'à 2012. Or certaines données n'avaient pas forcément été collectées à l'époque, et ne pouvaient souvent plus l'être ensuite. Enfin, les missions officielles dont ces institutions sont investies ne permet pas toujours de distinguer aisément ce qui relève d'une action scientifique, culturelle ou pédagogique. La construction d'une exposition évoquant la vie quotidienne des habitants du département, de la ville ou du village entre 1914 et 1918 relève

d'abord d'une action scientifique, même si elle n'est pas toujours réalisée par un conservateur ou un expert – et donc si, *stricto sensu*, la plupart de ces acteurs « scientifiques » n'entrent pas dans le champ direct du présent bilan¹. C'est aussi une action – culturelle – de valorisation du patrimoine. C'est enfin une action pédagogique menée en direction des adultes et/ou des enfants. Cet entremêlement du scientifique, du culturel et du pédagogique a conduit à nous intéresser, dans la mesure du possible, autant aux différentes productions qu'à la question de leur réception.

198

L'intégration de cet enchevêtrement particulier a apporté une profondeur supplémentaire au bilan scientifique de la commémoration. Si l'analyse n'avait considéré que les 329 dossiers labellisés sur la période par la commission scientifique de la Mission du Centenaire, elle aurait porté sur moins de 10 propositions soumises à cette commission par les archives et les bibliothèques. À la lumière des quelques 7400 dossiers examinés par la Mission entre 2013 et 2018, la dizaine de dossiers concernée eût été trop peu significative pour tenter de dessiner des orientations : un tel nombre limite considérablement les possibilités d'analyse. Pour éviter l'écueil du propos anecdotique, le champ d'étude a été étendu aux fichiers annuels des labellisations sélectionnées par les comités départementaux et par la Mission dans le cadre des projets nationaux. Les bibliothèques et les centres d'archives ont porté 262 projets durant la période, soit un peu plus de 4 % des initiatives finalement labellisées. Ces fichiers renseignent sur le type (expositions, colloques, journées d'étude, projets éditoriaux...), le lieu, la date, les partenaires éventuels et, surtout, les thématiques abordées par les manifestations proposées. Ces données permettent de construire une cartographie précise des événements sur la durée du Centenaire et de mettre en lumière les axes de l'historiographie de la Grande Guerre qui ont été les plus évoqués.

Parallèlement à cette recension et à ce dépouillement des projets examinés par la Mission, les 101 services d'archives départementaux et les centres d'archives nationaux ont été sollicités par le biais d'un questionnaire. 48 directions départementales ont répondu. Conformément à leurs missions, les services départementaux ont organisé des actions scientifiques, culturelles et pédagogiques. 48 structures ont répondu ; presque toutes les institutions archivistiques départementales ont participé au Centenaire. Depuis la célébration du

1 Le bilan identifie comme acteur/actrice scientifique du Centenaire : 1. toute personne ayant obtenu ou étant dans le processus d'obtention d'un doctorat, ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs ; 2. tout conservateur/conservatrice des différentes filières, ayant ou ayant eu, au cours des années 2012-2019, une activité liée à l'histoire de la Première Guerre mondiale dont la scientificité est reconnue par les pairs.

bicentenaire de la Révolution, en 1989, pas une commémoration n'avait été aussi partagée par les services départementaux. Au fil du temps, et en particulier depuis les années 2000, les fonds de ces institutions, en plus de conserver les documents officiels relatifs aux affaires militaires (notamment les registres matriculaires) et à la guerre (décisions préfectorales, organisation de la vie du département en temps de guerre), ont connu des enrichissements d'origine souvent privée. Les services ont aussi mené parfois une politique active de numérisation de ces collections à partir de 2010². Les archives départementales constituent donc un laboratoire unique d'observation et d'étude de la diffusion territoriale de la commémoration.

La sollicitation des archives départementales visait d'abord à enrichir les données recueillies. Il s'agissait également de disposer d'un panorama, d'une représentation des fonds documentaires conservés et des actions menées sur les territoires. Pour compléter cette approche territoriale et disposer d'un maillage le plus serré possible, nous avons également sollicité 12 services municipaux, ceux de métropoles (Marseille, Lyon, Lille, Strasbourg, Rennes) qui disposent d'un rayonnement scientifique important et voisinent avec des pôles universitaires ou ceux de villes (Verdun, Orléans, Saint-Denis) s'étant particulièrement engagées dans la commémoration et dont les actions ont été évoquées dans le rapport dressé par Laurent Veyssière³. Un bilan scientifique de l'activité des archives publiques ne pouvait occulter le rôle des centres nationaux. Les Archives nationales, ainsi que celles du monde du travail, à Roubaix, et les Archives nationales d'Outre-mer ont été des acteurs majeurs de la commémoration. Leur intégration à notre enquête a permis de balayer l'ensemble des activités des services d'archives.

Le questionnaire transmis se déclinait autour de cinq axes. Le premier d'entre eux s'intéressait aux fonds d'archives spécifiquement consacrés à la Grande Guerre. Il cherchait à apprécier l'importance des fonds liés à la guerre de 1914-1918 qui ne participaient pas des plans de classement généraux (administration générale, communes, affaires militaires, enseignement, justice...). Le deuxième axe concernait la consultation des fonds physiques et électroniques. Il incluait cette fois-ci les fonds généraux sur la guerre et essayait d'évaluer l'existence ou non d'un « effet Centenaire » sur les usages. Le troisième axe portait sur la diffusion et la valorisation des fonds. Il recensait les projets labellisés par la Mission du Centenaire, et les différentes actions culturelles menées (expositions, colloques, actions spécifiques à destination des publics scolaires). Le quatrième axe

2 Laurent Veyssière, *La Numérisation du patrimoine écrit de la Grande Guerre. État des lieux et perspectives*, Paris, Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, 2016, p. 43.

3 *Ibid.*

examinait l'entrée de nouveaux fonds d'archives. Comme le deuxième, il devait contribuer à l'éventuelle identification d'un « effet Centenaire » au niveau des dépôts d'archives privées. L'impact de la Grande Collecte organisée en 2013, puis en 2018 sur l'enrichissement des fonds et leur valorisation était au cœur de ce questionnaire. La recension des activités scientifiques menées par les personnels des archives au cours du Centenaire constituait le dernier axe du questionnaire. Elle permettait d'évaluer l'implication des différentes équipes dans le Centenaire.

200

Comme le montrent les différentes campagnes de labellisation organisées entre 2013 et 2018, les archives n'ont pas été les seuls services publics à vocation culturelle et scientifique à participer au Centenaire. Les bibliothèques ont aussi joué un rôle de premier plan dans l'organisation de manifestations variées. Elles ont porté près de 20 % des projets relevant de notre périmètre d'étude. Le recensement de leurs actions répond lui aussi à l'ambition d'une cartographie du bilan scientifique de l'action publique. L'opération est néanmoins plus complexe à réaliser qu'elle ne l'est s'agissant des centres d'archives. Certaines bibliothèques, comme la Bibliothèque nationale de France ou celle de Strasbourg, remplissent certes des fonctions analogues à celles dévolues aux Archives nationales, consistant à collecter et à conserver le patrimoine national, à travers le dépôt légal, notamment. Mais il n'existe pas, au niveau territorial, de service déconcentré comme c'est le cas avec les archives départementales. Les bibliothèques départementales jouent un rôle d'animation des réseaux de lecture publique, pas d'action scientifique ou culturelle directe sur les territoires. L'action des bibliothèques municipales dans le cadre du Centenaire a varié selon la qualification de leurs personnels, leur taille, leur rayonnement spatial et leurs moyens. Il n'entraîne donc pas dans nos intentions de recenser l'activité des quelques 16 000 points de lecture ou des quelques 7 000 bibliothèques françaises⁴.

Parmi les 48 projets portés par les bibliothèques et examinés par la Mission, 10 l'ont été par des structures documentaires relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche (bibliothèques universitaires et bibliothèques spécialisées comme la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine [BDIC], devenue en 2018 La Contemporaine). L'implication des bibliothèques est néanmoins moins hétérogène que la variété des types de structures ne le laisse paraître. Derrière la diversité de leurs tutelles (département, municipalité, université, ministère), la participation de ces établissements se concentre essentiellement autour de trois types de manifestations (expositions, publications

4 Inspection générale des bibliothèques, *L'Équipement des communes et des groupements de communes en bibliothèques : lacunes et inégalités territoriales*, rapport n° 2015-033, décembre 2015.

et conférences). Une analyse de l'action scientifique des bibliothèques réalisée à partir des seules demandes de labellisation, moins variées dans leurs contenus et moins nombreuses que celles soumises par les archives, paraît pour autant limitée dans ses intentions et ses objectifs. Ces données sont insuffisantes pour cerner l'investissement des structures dans le Centenaire. C'est pourquoi nous avons sollicité en décembre 2018 les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) afin qu'elles adressent un questionnaire aux bibliothèques de grandes agglomérations (Lyon, Strasbourg) et de plus petites communes (villes de moins de 10 000 habitants) *via* les bibliothèques départementales. Parallèlement, nous avons directement sollicité la Bibliothèque nationale de France et La Contemporaine.

Le questionnaire transmis aux bibliothèques est calqué sur celui adressé aux archives. Il cherche à quantifier la présence et l'entrée récente de fonds sur la Grande Guerre, à mesurer l'usage des collections par les publics et à cerner les actions de valorisation menées par les services. 3 grandes villes ont répondu (Lille, Limoges et Strasbourg), ainsi que la BnF et La Contemporaine. 7 bibliothèques départementales ont rempli le questionnaire ainsi que 35 communes. La qualité des réponses de ces dernières est très contrastée. Dans la majorité des cas, les données sont lacunaires. Les manifestations organisées sont sommairement décrites, la fréquentation rarement mentionnée et l'intérêt des lecteurs pour les ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale peu renseigné. Ces retours proviennent principalement, en outre, de la Somme, de l'Aisne, de l'Aube et de l'Indre. Les données issues de ces quatre départements ne peuvent bien sûr suffire à prétendre formuler des conclusions définitives sur les activités scientifiques menées entre 2013 et 2018. Mais ces retours orientent, donnent une tendance sur ce qui a été organisé sur le territoire et sur la manière dont cela a été reçu. Même s'il est donc impossible de dresser la liste des titres sur la guerre de 1914-1918 les plus empruntés dans les bibliothèques entre 2013 et 2018, nous pouvons toutefois observer des pratiques communes d'un territoire ou d'un type de bibliothèque à l'autre.

La tentative d'un bilan de l'action des centres d'archives et des bibliothèques durant le Centenaire emporte ainsi un double enjeu. Le premier tient à la mise au jour des dynamiques territoriales à l'œuvre durant le Centenaire, à l'établissement d'une cartographie des initiatives menées par ces services pour comprendre comment les projets portés ont contribué à structurer l'espace de la commémoration. Le second est d'ordre épistémologique. Il s'intéresse aux différents types et contenus de manifestations, à leur réception, pour cerner quelle historiographie de la Grande Guerre a été mise en pratique par les services et les populations. En d'autres termes, quelle histoire de la Première Guerre mondiale a été mise en avant ?

UNE APPROCHE TERRITORIALE DES ACTIONS SCIENTIFIQUES DES CENTRES D'ARCHIVES ET DES BIBLIOTHÈQUES

202

Si l'on considère les demandes de labels étudiées par la Mission du Centenaire dans le cadre de ses commissions culturelles et scientifiques, les associations apparaissent incontestablement comme les organisations de la commémoration les plus dynamiques. Elles ont par exemple porté, en 2015, 27 % des projets examinés par la Mission. Cette estimation serait à affiner sur la durée globale du Centenaire, mais elle donne une bonne indication de l'investissement des associations. Avec 262 projets proposés entre 2013 et 2018, les centres d'archives et les bibliothèques représentent un peu plus de 4 % des initiatives. Mais tous les dossiers présentés par ces institutions ont été labellisés. La nature et la qualité des projets portés (expositions, conférences...) font néanmoins de ces structures les acteurs scientifiques premiers du Centenaire, quand bien même le personnel impliqué est loin d'être toujours doctorant, docteur ou conservateur. Du fait de leurs missions et de la diversité de leurs collections, les actions de ces établissements ont été diverses. Elles ont contribué à structurer territorialement la commémoration, même si tous les territoires, et encore moins toute la durée du Centenaire, ne firent pas de manière homogène l'objet de manifestations scientifiques au sens large.

TYPOLOGIE DES ACTEURS SCIENTIFIQUES

Les centres d'archives et les bibliothèques peuvent se regrouper au sein de trois structures administratives et territoriales : les communes, les départements et l'État, chacune rayonnant sur un espace privilégié, mais non exclusif.

Services municipaux : le primat de l'histoire locale

133 projets scientifiques conçus par les archives et les bibliothèques municipales ont reçu une labellisation. Mémoires de la vie quotidienne d'une municipalité, les archives communales conservent une documentation importante relative à la Grande Guerre, qui a pu servir, à Lyon par exemple, à élaborer des expositions, ou à alimenter une campagne de numérisation comme à Aubervilliers et Saint-Denis. Les expositions représentent d'ailleurs la forte majorité (plus de 90 %) des actions menées. Le positionnement territorial et les fonds des institutions archivistiques et des bibliothèques expliquent que la plupart des expositions présentées durant le Centenaire traitent de l'histoire locale : « Nice en 1914 » (Alpes-Maritimes) ou « La guerre à Beaugency » (Loiret) sont deux exemples parmi tant d'autres de cette mise en valeur de l'histoire de la ville ou du village pendant le conflit. Cette omniprésence de l'histoire locale se retrouve au niveau des publications,

deuxième catégorie de manifestations scientifiques. Il s'agit soit de l'édition de documents originaux, comme le journal du maire de Mende (Lozère), soit de synthèses mêlant reproductions de documents d'archive et textes à dimension historique souvent rédigés par les archivistes et les associations historiques locales, comme *Rochefort et la guerre* (Charente-Maritime).

L'histoire locale est moins présente dans les projets portés par les bibliothèques municipales. La vie quotidienne au temps de la Grande Guerre, vue à travers le prisme de l'histoire locale, n'est le sujet que d'un tiers des expositions ; il reste cependant, entre 2013 et 2018, le sujet le plus important. Cette moindre présence dans les 36 projets scientifiques portés par les bibliothèques s'explique très certainement par le fait que la plupart d'entre elles ne conservent pas de fonds patrimoniaux ou de documents originaux concernant le conflit et ont dû inscrire, de ce fait, leur participation à la commémoration dans une perspective historiographique et mémorielle plus large. On constate en effet que les expositions qui portent sur la commune pendant les hostilités sont montées par des établissements qui disposent de collections idoines, comme à Lyon ou Paris, ou qui présentent des documents et des objets privés, empruntés pour l'occasion à des habitants de la commune, comme à Loguivy (Côtes-d'Armor). En dehors de ces cas de figure, les thèmes abordés dans les expositions empruntent à l'histoire culturelle et sociale, telle celle des « Femmes dans la Grande Guerre » à Soissons (Aisne) ou des « Figures du héros » à Evreux (Eure), ou abordent la guerre dans une perspective plus événementielle : par exemple « 1916, guerre d'usure » à Potigny (Calvados). Les conférences données par des historiens professionnels ou des membres d'associations historiques locales constituent le deuxième type, marginal en nombre, de manifestations scientifiques organisées par les bibliothèques. Mais les sujets retenus – la nourriture à Gentilly (Val-de-Marne), la paix à Compiègne (Oise), etc. – affirment cette volonté de « coller » aux axes de recherche les plus récents.

Services départementaux : des registres matricules aux colloques d'envergure internationale

Des 101 centres d'archives départementaux, seuls 18 n'ont pas constitué de dossier en vue d'une labellisation de leurs projets. Cela ne signifie pas nécessairement que ces services soient restés à l'écart de la commémoration du Centenaire. Certains départements comme le Loiret ont fait le choix d'organiser des actions, ici un cycle de conférences, en dehors des campagnes de labellisation. Les informations concernant l'activité des 48 institutions archivistiques départementales ayant retourné des réponses au questionnaire transmis ne permettent que marginalement de compléter les données contenues dans les

fichiers de labellisation de la Mission. Mais un constat s'impose néanmoins. Le projet de mise en ligne des registres matriculaires entamé en 2013, qui ne faisait pas l'objet d'une labellisation, a été suivi par tous les services départementaux. Quasiment achevée en 2018, cette campagne de numérisation constitue un axe scientifique important de la commémoration, permettant aux chercheurs de disposer de séries analytiques sur un territoire, sur des groupes sociaux, sur des individus et donnant l'occasion aux particuliers de retrouver la trace de leurs ancêtres. 74 services ont conduit des projets scientifiques durant le Centenaire. Leurs actions sont très proches de celles menées par les archives municipales. Les archives départementales ont organisé en majorité des expositions (61 % des projets soumis à la Mission du Centenaire), très souvent selon une perspective territoriale. Ces expositions utilisent les fonds documentaires pour aborder les différentes dimensions de la vie quotidienne des habitants. Les aspects liés aux conditions sociales et économiques des civils (« La Drôme pendant la Grande Guerre », Drôme), aux soldats et aux liens avec leurs familles (archives départementales de la Loire), ou à la reconstruction dans les territoires dévastés par les combats (Aisne) dominent. Il s'agit de montrer comment la guerre fut vécue et perçue dans le département.

L'approche est classique, mais elle intègre l'historiographie récente. Certains départements, en particulier frontaliers, ont ainsi fait le choix d'un regard transnational. Deux expositions dans le Bas- et Haut-Rhin ont évoqué les combattants français et allemands, non pas de manière parallèle, mais en liant les deux nationalités autour de thèmes communs : la vie quotidienne, le combat, la mort, la mémoire. Cette intégration des axes de recherche contemporains de l'histoire de la Grande Guerre passe également par une attention marquée envers la culture combattante (artisanat de tranchées, archives départementales de Côte-d'Or), les femmes (archives départementales de la Gironde) et les enfants dans la guerre (archives départementales du Cher). Avec 12 projets, les publications papier ou en ligne forment la deuxième activité scientifique des archives départementales. Il s'agit essentiellement de l'édition de guides des sources disponibles sur la Grande Guerre, qui incluent les fonds publics et les fonds privés. Les 7 colloques organisés par les services départementaux ont comme point de départ commun le territoire départemental. Rencontre scientifique consacrée à « La guerre dans les Vosges et la guerre de montagne » (archives départementales des Vosges), dédiée au vin et à l'alcool (archives départementales de la Gironde)... : une partie des communications porte sur l'espace local. Elles sont généralement le fait d'universitaires, d'enseignants du second degré et de membres des sociétés savantes du territoire et mêlent les approches sociales, culturelles, économiques et militaires. Les contributions ne se limitent pas aux dimensions locales mais proposent une vision plus large, comparative, voire

transnationale du sujet. En ce sens, la table ronde « Enseigner la Grande Guerre en France et en Allemagne aujourd'hui » organisée à l'occasion du colloque « La Grande Guerre des manuels scolaires » (archives départementales de l'Hérault) montre bien comment les problématiques historiographiques actuelles sont au cœur des actions scientifiques produites par les archives départementales.

Services d'animation de la lecture publique, les bibliothèques départementales ont joué un rôle scientifique moindre durant le Centenaire. Une partie de leur action étant tournée vers le prêt de documents au réseau de bibliothèques municipales, elles ont parfois contribué à enrichir les fonds documentaires de ces structures concernant la Grande Guerre. La bibliothèque de l'Oise constate ainsi que les demandes de documents concernant la Première Guerre mondiale émanant de son réseau s'est accrue de 36 % entre l'avant-Centenaire et la période 2014-2018. L'Oise ayant été un département directement touché par la guerre, il existe peut-être un intérêt local particulier pour la période, car les bibliothèques départementales du Tarn et de l'Hérault, par exemple, n'ont pas constaté d'« effet Centenaire ». Quatre de ces bibliothèques départementales ont monté une programmation spécifique, soit parce qu'elles sont installées, comme celles de l'Aisne et de la Somme, dans de territoires marqués par la guerre, soit parce que la mission culturelle de ces établissements a conduit à acquérir des expositions et à les mettre à la disposition des bibliothèques du réseau (bibliothèque départementale de Savoie). Le département de l'Aisne a ainsi fait intervenir plusieurs spécialistes de la Grande Guerre autour du cinéma et de la mémoire, de la pollution des sols due à la guerre ou de la culture pendant le conflit.

Les services de l'État : la dimension internationale

La richesse et la diversité des fonds sur la Grande Guerre conservés par les centres d'archives et les bibliothèques relevant des ministères de la Culture, de la Défense et des Affaires étrangères ont fait de ces institutions des acteurs de premier plan du Centenaire. Souvent accessibles et inventoriées depuis longtemps, leurs collections sont très bien connues des chercheurs. Cette notoriété explique, pour partie, la qualité des liens tissés entre le monde académique et ces établissements. La participation des universitaires français et étrangers aux conseils scientifiques, aux commissariats des expositions ou à la rédaction des catalogues matérialise cette proximité et l'intensité de cette coopération, qui attire souvent un large public. Ces liens s'étendent à d'autres actions programmées par ces institutions, comme les colloques, les journées d'étude et les conférences.

Ces relations avec la recherche et le savoir-faire scientifique de ces établissements ont été investis dans la commémoration dès 2013. Organisée d'abord en novembre 2013 par la Mission du Centenaire, les Archives et la Bibliothèque

nationales de France, la Grande Collecte est une vaste opération de signalement du patrimoine familial de la Grande Guerre. Deux autres appels similaires ont par la suite été lancés en novembre 2014 et novembre 2018. Une des forces de la collecte réside dans sa construction territoriale. À côté des Archives nationales et de la BnF, près de 150 services d'archives et quelques bibliothèques patrimoniales, comme la BDIC/La Contemporaine, ont participé à ce projet. Plus de 20 000 personnes ont répondu aux appels successifs. 1 600 fonds d'archives ont été déposés ou donnés, et quelque 325 000 documents ont été numérisés⁵. Si l'impact patrimonial et mémoriel de l'opération est incontestable, ces sources n'ont pas donné lieu à une importante communication de la part des institutions dépositaires – quelques départements ont néanmoins réalisé des publications papier ou en ligne. Elles semblent également avoir été assez peu utilisées par les chercheurs. Nous n'avons identifié aucun travail universitaire (mémoire ou thèse) qui utiliserait les fonds de la Grande Collecte comme source principale. *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la Grande Collecte*⁶ présentée par Clémentine Vidal-Naquet est à ce jour la seule publication à caractère scientifique produite à partir de ce corpus.

Les Archives et la Bibliothèque nationales ont mené, durant le Centenaire, une dizaine d'actions de valorisation scientifique de leurs fonds sur la Grande Guerre, en collaboration avec des chercheurs. La journée d'étude tenue en décembre 2014 autour des archives d'André Pézard, l'auteur de *Nous autres à Vauquois*, dont les papiers ont été déposés aux Archives nationales, a été organisée avec le Labex TransferS et l'université Paris III Sorbonne Nouvelle. L'approche transdisciplinaire développée lors de la matinée consacrée au témoignage d'André Pézard a fait intervenir des spécialistes de la littérature et des historiens. Celle consacrée aux « Familles en guerre » a associé les Archives à l'Institut historique allemand (IHA), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'université de Picardie Jules-Verne. Les journées d'études organisées en novembre 2017 en Russie sous le titre « La France et les révolutions de 1917 » par les Archives diplomatiques, les Archives nationales et le Centre d'étude des mondes russe, caucasien et centre-européen (UMR CERCEC) ont fait intervenir des spécialistes de l'histoire diplomatique, du monde slave et des conservateurs dont les communications ont porté sur des fonds méconnus. L'angle retenu pour cette rencontre reste marqué par une approche historiographique nationale, mais tel n'a pas été le cas de toutes les journées d'étude et colloques

5 <https://gallica.bnf.fr/blog/24102018/vos-archives-de-la-grande-guerre-une-nouvelle-grande-collecte> (consulté le 1^{er} août 2021).

6 *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la Grande Collecte*, éd. Clémentine Vidal-Naquet, Paris, Mission du Centenaire, 2018.

organisés par ces établissements. Le colloque dédié à « La nationalité en guerre » tenu en décembre 2015, dont une partie des communications porta sur la Première Guerre mondiale et qui fut coordonné par les Archives nationales et le Musée national d'histoire de l'immigration (MNHI), a fait intervenir des spécialistes internationaux. L'exemple peut-être le plus emblématique de cette internationalisation des problématiques de recherche est le colloque intitulé « La Grande Guerre, sources et archives », organisé par les Archives nationales et les Archives royales du Maroc.

Ces perspectives transdisciplinaires et transnationales caractérisent l'action scientifique des établissements nationaux. La composition des comités scientifiques des expositions montées par la BDIC (« Vu du front » en 2014 et « 1917 devient révolution » en 2017) et la BnF (« Août 14, tous en guerre ») et le traitement international de leurs approches confirment la place dominante et presque exclusive prise par cette historiographie au sein des projets scientifiques portés par les établissements nationaux.

Cette typologie abordée selon un angle territorial met d'abord en lumière la diversité des projets scientifiques menés par les archives et les bibliothèques, depuis la numérisation de corpus jusqu'à l'organisation d'expositions et/ou de colloques. Elle met également en relief un jeu d'échelles entre les actions à portée locale et celles à visées plus large mais qui, dans les deux cas, intègrent les questionnements historiographiques les plus contemporains. L'analyse des dossiers de labellisation reçus par la Mission montre enfin un autre phénomène, lié à la durée de la commémoration.

TEMPS ET ESPACES DE LA COMMÉMORATION

À l'échelle d'une commémoration nationale d'envergure se déployant sur tout le territoire, comme précédemment le bicentenaire de la Révolution, en 1989, le centenaire de la Grande Guerre se distingue incontestablement par sa durée. Les actions scientifiques menées par les différents services s'inscrivent dans un temps long, dont on peut mesurer les scansionnements au travers des dossiers déposés auprès de la Mission du Centenaire entre 2013 et 2018.

Temps forts et temps faibles de la mobilisation

La répartition des 262 projets émanant des bibliothèques et des services d'archives examinés pour l'éventuelle attribution de sa labellisation par la Mission du Centenaire s'articule, comme le montre le tableau suivant, autour de deux moments forts, l'un en 2014, l'autre en 2018. Le début et la fin de la commémoration concentrent à eux seuls 77 % de l'ensemble des actions

scientifiques. S'il concerne directement les projets déposés par les archives et les bibliothèques, ce constat pourrait être étendu à l'ensemble des manifestations : les institutions publiques se sont surtout engagées aux deux temps extrêmes de la commémoration – non pas qu'elles n'aient rien fait entre ces deux dates, mais l'année 2016 marque incontestablement un creux dans l'effervescence mémorielle.

Tableau 1. Demandes de labellisation portées par les archives et les bibliothèques publiques

Année	2013-2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de projets	124	29	13	17	79

208

Cette décrue progressive paraît étrange de prime abord. 2016 correspond à la commémoration de la bataille de Verdun, événement incontournable dans l'enseignement de la Première Guerre mondiale, et de toutes les batailles probablement la plus connue. Pourtant, lorsque l'on observe le contenu des expositions, des conférences données dans les centres d'archives ou les bibliothèques, la bataille est souvent mentionnée, mais davantage comme un repère chronologique commun que comme un moment important du conflit. À cet égard, la comparaison avec les manifestations qui se sont déroulées en 2017 témoigne certainement du basculement scientifique d'une histoire nationale vers une approche internationale. Rien n'est organisé en 2016 directement autour de la bataille de Verdun alors qu'en 2017, 4 manifestations sur les 17 recensées abordent l'arrivée des troupes américaines (3) et la révolution russe (1). Cette comparaison ne signifie bien sûr pas que les batailles de Verdun ou du Chemin des Dames n'ont pas retenu l'attention des chercheurs, le colloque international consacré aux batailles de 1916 en témoigne assez bien. Mais les services d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle assez mineur dans la diffusion de l'histoire militaire.

La polarisation des événements autour de 2014 et de 2018 s'explique aussi peut-être par une volonté d'éviter un effet de saturation. Parmi les 124 actions menées au tout début du Centenaire, une partie importante a fait le choix d'une vision panoptique du conflit, comme le suggérait le rapport de Joseph Zimet⁷, embrassant ses origines jusqu'à la paix et débordant souvent vers l'aval pour évoquer la question de l'héritage immédiat de la guerre (mémoire, séquelles physiques et psychologiques chez les anciens combattants). On peut donc comprendre qu'entre 2015 et 2017 beaucoup de centres archivistiques et de bibliothèques n'ont pas vu d'intérêt à investir le champ scientifique du Centenaire, ou n'ont

7 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, septembre 2011, p. 67 (https://www.ac-paris.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2013-11/commemorer_la_grande_guerre_2014-2020.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

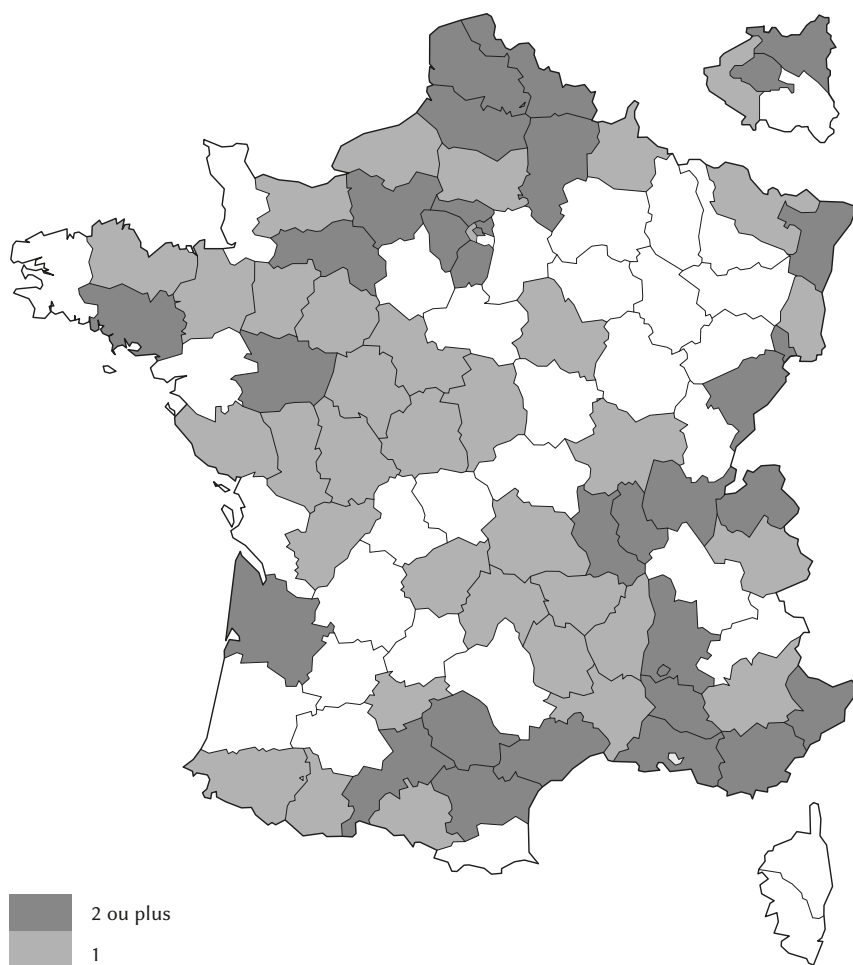
pas pu le faire. Beaucoup d'archives départementales n'ont en effet pas, ou que peu de fonds en dehors de ceux associés à la mobilisation, au retour des soldats et aux questions liées à la mort et au deuil. Les 79 manifestations qui clôturent le cycle commémoratif développent d'ailleurs une approche très différente, centrée logiquement sur l'« après ». La paix, le retour des combattants, la reconstruction dans les anciens territoires dévastés et la mémoire de la guerre occupent ainsi une place centrale dans les expositions, les conférences et les colloques.

Ces temps de la commémoration se sont incarnés dans des territoires. Tous n'ont pas connu le même dynamisme scientifique entre 2014 et 2018 ; c'est ainsi une géographie de l'action des services d'archives et des bibliothèques qui se dessine.

2014, une commémoration presque générale

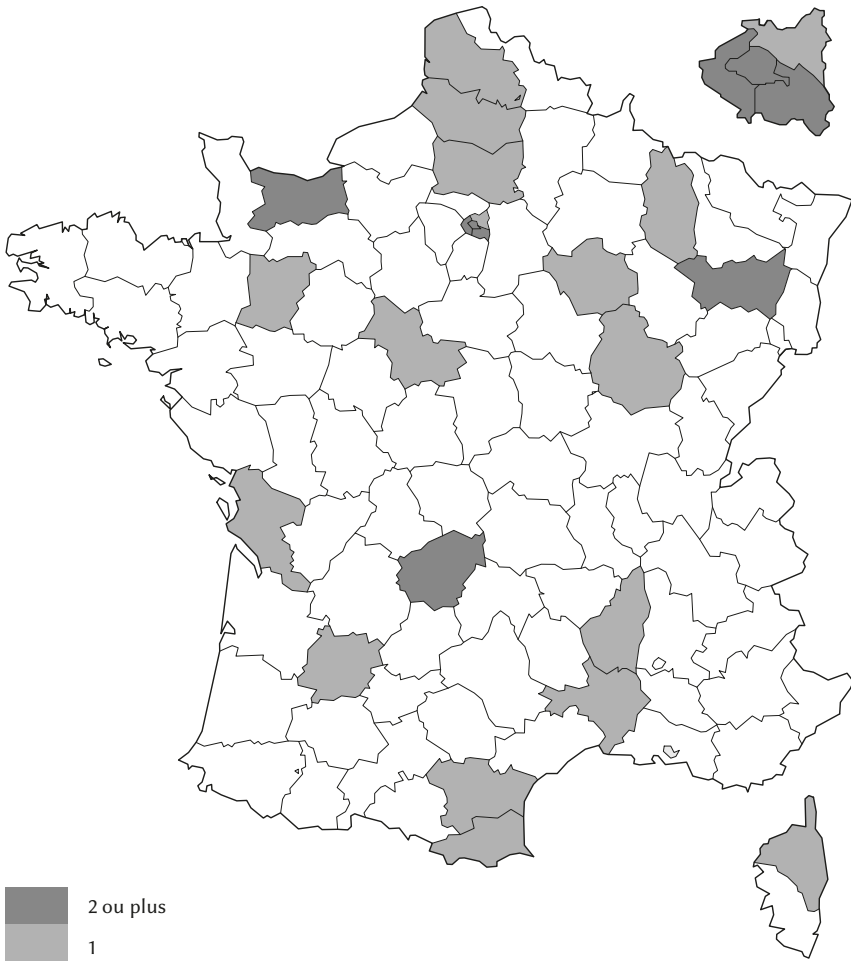
La cartographie des projets soumis en 2013 et 2014 par les services d'archives et les bibliothèques aux équipes de la Mission du Centenaire montre d'abord une participation très forte, mais en même temps très contrastée. On aurait pu penser que les départements dans lesquels la mémoire du conflit reste très prégnante (*via* la présence de musées, de champs de bataille, de cimetières et de mémoriaux) se seraient engagés dès 2014 dans des actions scientifiques. Cela a effectivement été le cas en Picardie (Aisne, Somme) et dans le Nord-Pas-de-Calais (Nord et Pas-de-Calais). En revanche, aucun établissement de la Seine-et-Marne, de la Marne, de la Haute-Marne, de la Meuse, de la Meurthe-et-Moselle ni des Vosges n'a porté de projet proposé à la labellisation. Cette absence d'action de la part de structures culturelles et scientifiques pourtant situées sur l'ancienne zone de front peut s'expliquer de plusieurs manières. Les centres d'archives et les bibliothèques ne sont pas forcément les acteurs scientifiques premiers de la commémoration. La Seine-et-Marne offre ici un exemple pertinent avec la présence sur son territoire du Musée de la Grande Guerre de Meaux, dont le rayonnement local est incontestable. Plutôt que d'instaurer une « concurrence » entre les structures, les archives et les bibliothèques du département ont préféré ne pas investir le terrain de la commémoration. D'autres départements, comme les Vosges et la Meuse, ont préféré concentrer leurs activités sur un temps plus marquant pour eux : l'entretien de la mémoire concentré en 2015 dans les Vosges s'explique notamment par la volonté de commémorer spécifiquement les batailles du Linge et du Vieil-Armand (1915). On peut appliquer un raisonnement analogue s'agissant de la Meuse pour l'année 2016.

La carte des projets scientifiques présentés en 2013-2014 met en évidence une absence de prise en charge de la commémoration par les services d'archives et les bibliothèques installés le long d'une diagonale qui part des Landes et va jusqu'à la Meurthe-et-Moselle. Il est possible, bien sûr, que ces services aient mené des



Carte 1. Nombre de projets scientifiques présentés en 2013-2014

actions en dehors de la labellisation. Mais ces départements font aussi partie des territoires qui ont soumis le moins de projets à la Mission, de façon générale. Il y a donc une forme de cohérence. Ces espaces connaissent des réalités économiques, sociales et culturelles très différentes les unes des autres ; celles-ci ne peuvent donc offrir d'explication à ce désintérêt. Cette diagonale dessine donc une certaine géographie de la mémoire de 14-18. À l'inverse, on observe une vraie dynamique territoriale de l'arc méditerranéen et de son hinterland (Vaucluse, Drôme) et de la région parisienne, portée notamment – mais pas seulement – par les actions des établissements nationaux, du Centre-Ouest, des départements frontaliers de l'Est, de l'Auvergne et du Rhône. Cette carte des actions scientifiques menées par les centres d'archives et les bibliothèques épouse presque parfaitement celle des autres actions organisées à l'échelon départemental. Les départements dans lesquels se



Carte 2. Nombre de projets scientifiques présentés en 2015

sont déroulés le plus de manifestations sont aussi ceux où nous avons relevé le plus d'actions de la part des archives et des bibliothèques⁸.

2015, une concentration autour de trois ensembles territoriaux

Avec 29 projets soumis à la labellisation par les services d'archives et les bibliothèques, la deuxième année du Centenaire marque un net recul de la commémoration sur les territoires. Les départements situés sur l'ancienne ligne de front sont toujours très impliqués : la présence de la Somme, du Nord et du Pas-de-Calais dans cette cartographie montre une implantation de la

⁸ Ils sont signalés en gris foncé sur la carte.

commémoration dans certains départements, au-delà de la célébration à cent ans de distance. Le Pas-de-Calais fut effectivement le théâtre de plusieurs batailles majeures en 1915, mais pas la Somme. Ces commémorations à la date anniversaire expliquent la présence des Vosges, qui commémorent en 2015 les deux batailles du Linge et du Vieil-Armand qui se sont déroulées sur ses massifs montagneux et de la Meuse, qui en 1915 devient un territoire de lutte important, avec Vauquois ou les Épargnes.

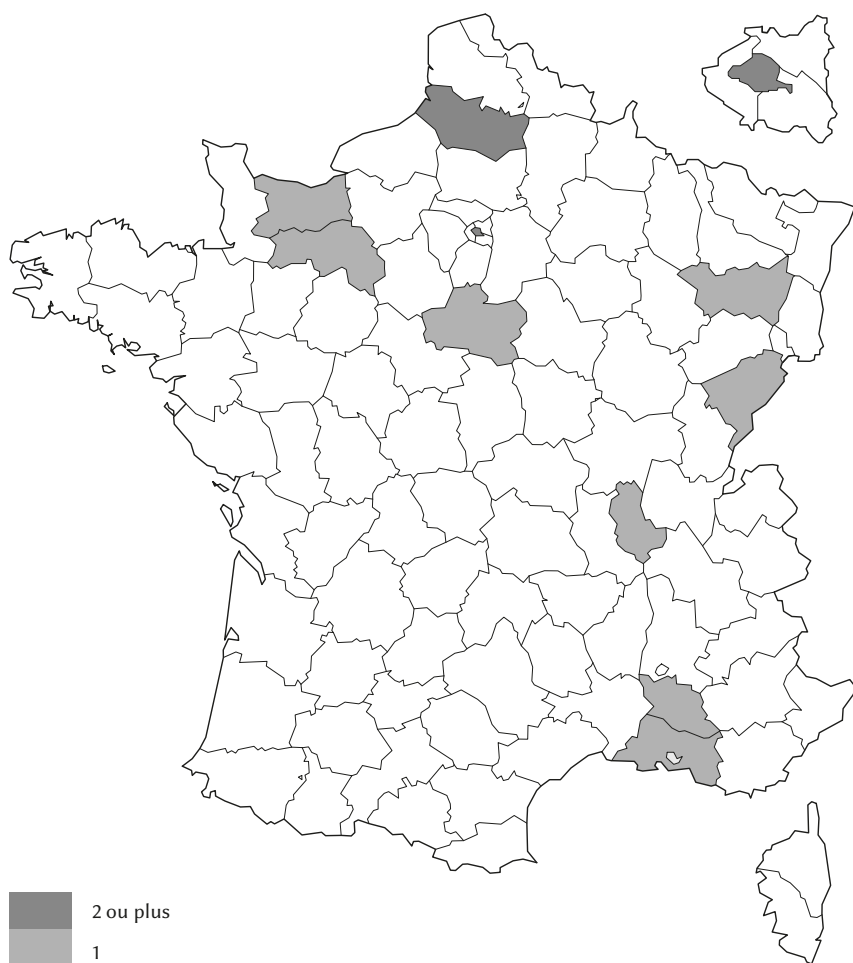
212 L'Île-de-France continue également à investir le terrain scientifique de la commémoration. Avec le colloque consacré à la guerre et aux nationalités organisé aux Archives nationales et l'exposition « 1914-1918 : le ministère des Finances sur tous les fronts », présentée à Bercy, les établissements nationaux continuent à jouer un rôle important. Les archives et les bibliothèques municipales du Val-de-Marne (exposition sur les troupes coloniales à Bonneuil, conférence sur l'alimentation à Gentilly et numérisation de documents à Ivry), de la Seine-Saint-Denis (numérisation d'un journal intime, ville de Pantin) et les archives départementales (exposition consacrée au département pendant la guerre aux archives départementales des Hauts-de-Seine) sont aussi très présentes dans l'organisation d'événements scientifiques.

L'arc méditerranéen forme, enfin, le dernier ensemble territorial cohérent avec par exemple des projets de publications en Haute-Corse, une exposition organisée par les archives municipales à Millas (Pyrénées-Orientales) et la tenue d'un cycle commémoratif incluant expositions et conférences à Bram, dans l'Aude.

2016, confirmation de l'usure

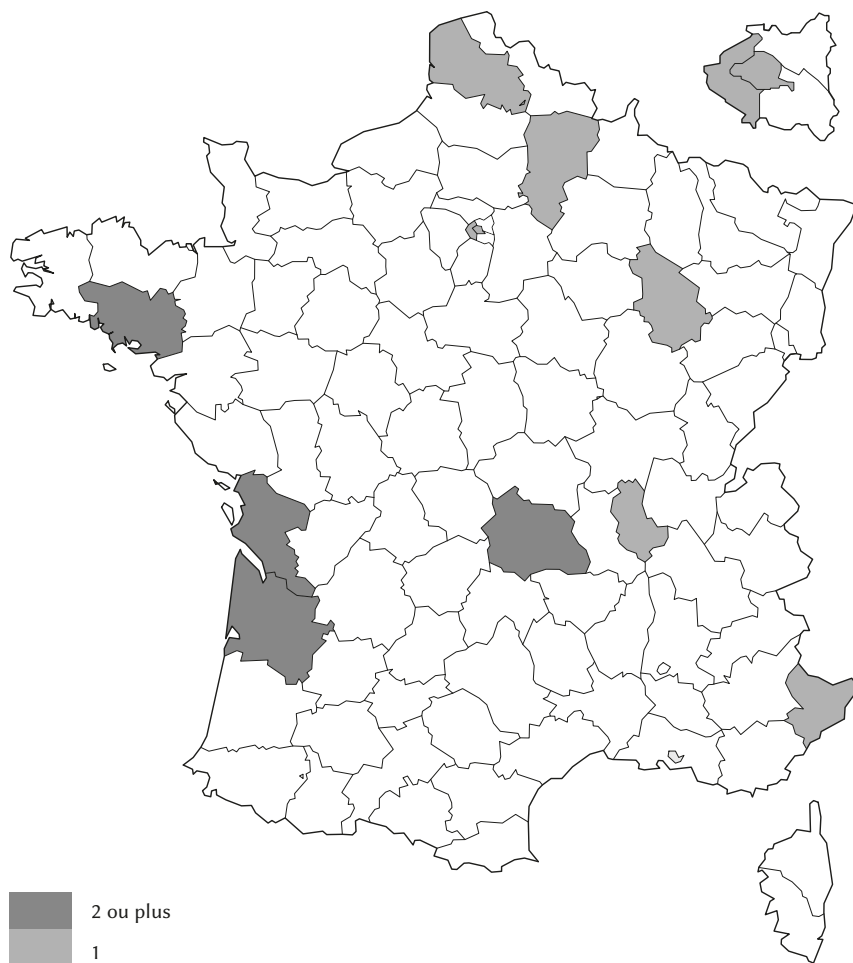
En 2016, la commémoration s'est concentrée, à l'échelle nationale, sur les batailles de Verdun et de la Somme. Avec le colloque international consacré aux batailles de 1916 organisé par la Mission du Centenaire, on aurait pu penser un certain retour de l'historiographie militaire dans les projets scientifiques. Cette hypothèse a d'autant plus de poids que la bataille de Verdun reste, dans l'imaginaire commun et dans l'enseignement français, un lieu de mémoire incontournable de la Grande Guerre. Or les 13 projets menés par les centres d'archives et les bibliothèques au cours de cette année sont très éloignés de ce cadre commémoratif. Le faible nombre de projets proposés entérine l'idée, dans la continuité de l'année 2015, d'un repli de la commémoration au niveau de l'activité scientifique de ces services culturels et scientifiques.

La Meuse et la Somme sont les deux territoires moteurs de la commémoration en 2016. Mais aucun établissement documentaire ne porte de projet dans la Meuse. Les services culturels des municipalités comme Verdun ou Bar-le-Duc, les associations locales, le Mémorial (Verdun) qui a réouvert ses portes le



Carte 3. Nombre de projets scientifiques présentés en 2016

21 février et l'État *via* la Mission du Centenaire sont les principaux protagonistes des expositions, des conférences et des journées d'études qui ont lieu dans le département. Les services départementaux sont, en revanche, partie prenante des projets scientifiques. Les archives publient ainsi un guide des sources concernant la Grande Guerre, et la médiathèque organise un cycle commémoratif éducatif autour de Tolkien. Avec l'exposition sur les animaux et la Grande Guerre organisée par les archives municipales d'Abbeville, la Somme est le territoire où les projets soumis par les centres d'archives et les bibliothèques ont été les plus nombreux. Les 10 autres projets se concentrent à Paris, avec notamment une exposition sur la mode à la bibliothèque Forney, dans l'Ouest (Orne et Cotentin), sur le littoral méditerranéen et dans son hinterland (exposition à la bibliothèque d'Arles sur les Arlésiens pendant la Grande Guerre, et sur les sources relatives à la Grande Guerre



Carte 4. Nombre de projets scientifiques présentés en 2017

aux archives départementales du Vaucluse), et dans l'Est, avec la publication des actes du colloque consacré à la guerre en montagne (archives départementales des Vosges) et l'exposition des objets venus de la Grande Collecte aux archives de Pontarlier (Doubs).

2017, continuité et rupture

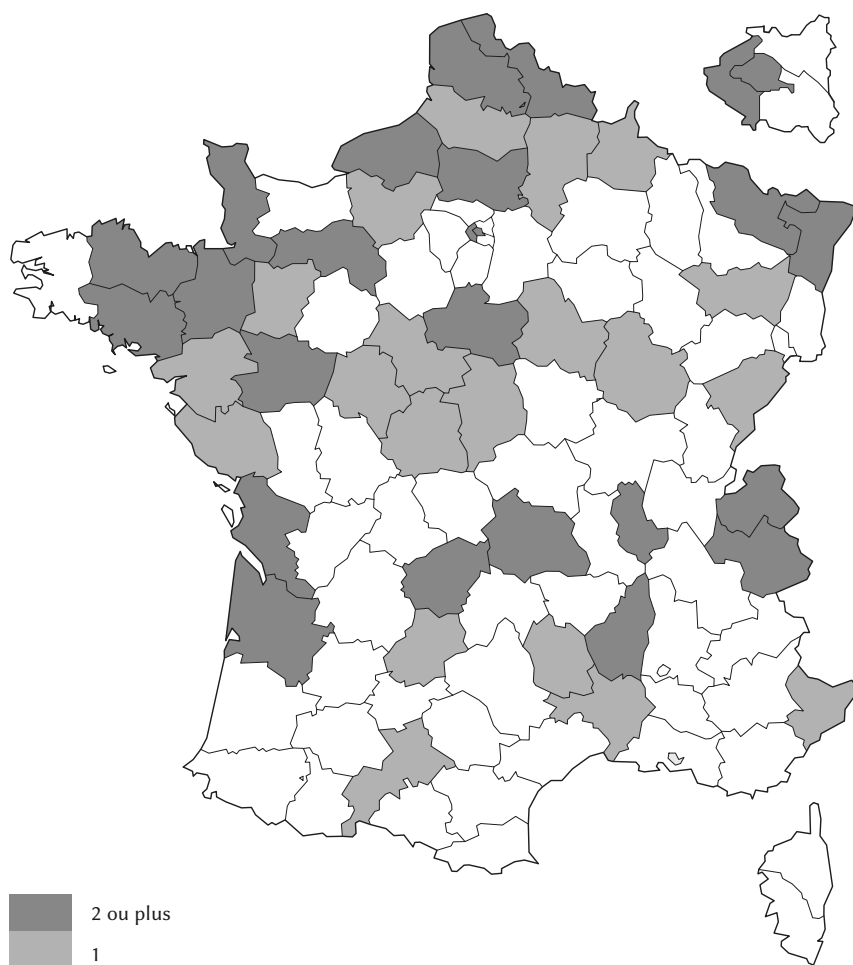
Le profil commémoratif de l'année 2017 ressemble, à maints égards, à celui de l'année 2016. Alors qu'un nombre très important de manifestations scientifiques, culturelles et pédagogiques se sont déroulées dans la Meuse et la Somme, théâtres des deux principales batailles de 1916 sur le front occidental, l'Aisne, à travers la commémoration de la bataille du Chemin des Dames, a été l'un des deux épicentres

de la commémoration. Les services d'archives et les bibliothèques n'ont néanmoins pas connu une activité très importante, à l'instar de ce qui a valu dans la Meuse en 2016. La construction d'un nouveau bâtiment destiné à abriter désormais les archives départementales et, dans cette perspective, la préparation du déménagement des collections ont mis hors-jeu ce service. Les directions des services culturels du département et des municipalités ainsi que les associations des territoires ont été moteurs en matière de projets scientifiques. Le colloque tenu en juin 2017 autour des mutineries, piloté par la Direction des affaires culturelles de Soissons, celui consacré à l'écriture de la guerre organisé en novembre de la même année à Laon par l'association CRID 14-18 témoignent du rôle clé joué par ces deux acteurs culturels. La bibliothèque départementale a quant à elle mis en place au cours de l'année un cycle pédagogique et scientifique sur le territoire, proposant notamment des projections de films commentés et un cycle de conférences faisant intervenir des spécialistes du conflit (Arndt Weinrich, Daniel Hubé).

La participation scientifique des archives et des bibliothèques s'est également concentrée sur un autre événement de l'année 1917, l'entrée des États-Unis dans le conflit. 3 des 17 projets soumis pour 2017 s'y rapportaient, l'envisageant sous l'angle local : les expositions « Boulogne à l'heure américaine » (Pas-de-Calais), « Nice l'américaine » (Alpes-Maritimes) et « 1917. Voilà les Américains ! » (Bordeaux, Gironde), organisées par les institutions archivistiques métropolitaines et départementales. Ces manifestations concourent à déplacer quelque peu vers l'ouest la carte des projets scientifiques et culturels portés par les services d'archives et les bibliothèques. Les départements de la façade atlantique se distinguent clairement, rompant ainsi avec leur relative absence dans les deux années précédentes. Les centres d'archives et les bibliothèques de trois départements de l'ancienne ligne de front (Pas-de-Calais, Aisne et Haute-Marne) ont contribué en 2017 à ce que cette ligne géographique constitue un axe dynamique de la commémoration scientifique.

2018, des actions scientifiques au plus proche de l'historiographie actuelle

Même si les projets scientifiques proposés à la Mission du Centenaire en 2018 par les services d'archives et les bibliothèques (au nombre de 78) sont moins nombreux que ceux soumis en 2013-2014, il n'en reste pas moins que la dernière campagne de labellisation marque un regain mémoriel très important. Après trois années (2015-2017) de temps faible, 2018 s'affirme incontestablement comme un temps fort. Cette dernière année de la commémoration se distingue, comme 2014, par les choix scientifiques. Le début du Centenaire a été marqué par des actions qui, souvent, proposaient de traiter le conflit dans sa globalité chronologique et thématique. Une part importante des manifestations de l'année 2018,



Carte 5. Nombre de projets scientifiques présentés en 2018

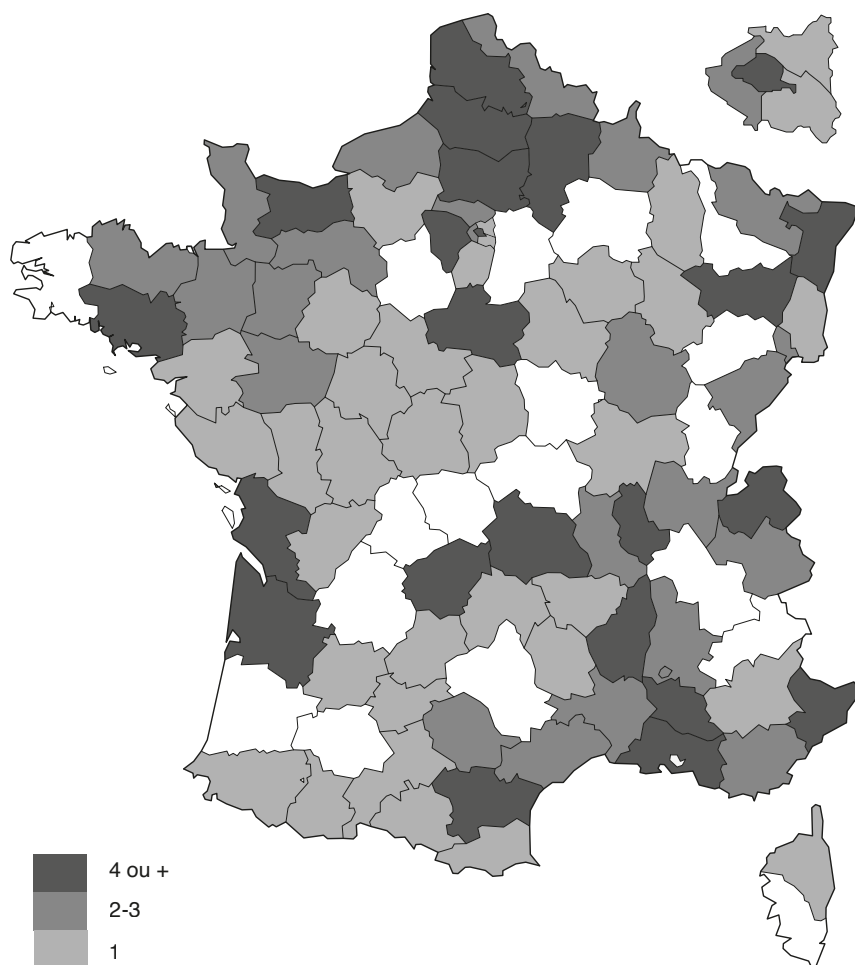
25 exactement, s'inscrivent dans une logique identique. Cependant ce n'est plus le temps de la guerre qui est la problématique centrale, mais l'après. Ce déplacement du questionnement est influencé par les questions mémorielles, dimension qui s'est imposée ces dernières années dans l'historiographie de la Première Guerre mondiale. L'exposition que les archives municipales de Nantes (Loire-Atlantique) ont consacrée à la fin de la guerre est emblématique de l'intégration, et d'un effort important de transmission, des recherches historiques des vingt dernières années. Le deuil de guerre, les blessures physiques et psychologiques, le difficile retour des combattants, la vie à l'arrière ainsi que les monuments aux morts sont autant de thématiques récentes de l'historiographie à s'imposer dans les expositions.

Cet intérêt pour la mémoire immédiate du conflit ouvre parfois la perspective à des problématiques qui s'intéressent au temps long du souvenir du conflit – le cas

de l'exposition montée à la bibliothèque municipale de Rouen (Seine-Maritime) sur la mémoire de la Grande Guerre est un bon exemple de cette ouverture. Cet intérêt pour l'histoire-mémoire de la Première Guerre mondiale, outre qu'il illustre la prise en compte de l'historiographie contemporaine dans le propos scientifique, est aussi au cœur d'une demande sociale et culturelle plurielle⁹, et qui s'est exprimée durant tout le Centenaire sur l'ensemble du territoire métropolitain et ultramarin, comme en attestent le nombre et la diversité des actions culturelles, scientifiques et pédagogiques qui y furent menées. La place accordée à la mémoire dans les projets portés par les services d'archives et les bibliothèques durant cette dernière année de la commémoration explique que la carte des manifestations soit particulièrement étoffée.

Les territoires de la guerre occupent une place centrale dans cette géographie. L'exposition « Gloire au vainqueur », montée par les archives municipales de Strasbourg (Bas-Rhin) et consacrée au retour de l'Alsace et de Strasbourg à la France, comme bien d'autres, montre que le propos scientifique a su allier un discours historiographique classique (arrivée des troupes françaises et installation des autorités vues sous l'angle politique et militaire) à une histoire culturelle et sociale plus contemporaine (témoignages de civils, sort des civils allemands). Ce déplacement du questionnement scientifique se remarque particulièrement dans les projets menés autour des dévastations de guerre et de la reconstruction et qui se distinguent par une approche plurielle. Les archives départementales de l'Aisne et du Pas-de-Calais ont réalisé deux expositions mêlant histoire économique (destruction et remise en état de l'activité industrielle, des mines et de l'agriculture) et sociale (retour des populations), architecture et urbanisme. Les services qui ont programmé des manifestations autour de la paix, le cycle conçu par la bibliothèque municipale de Compiègne (Oise) ou l'exposition « 1918 : Gagner la paix » à la bibliothèque municipale de Lyon (Rhône) par exemple, ont fait le choix d'un même traitement pluridisciplinaire, abordant le sujet sous l'angle de l'histoire diplomatique, politique, économique, culturelle et sociale. Cette approche pluridisciplinaire structure les différentes manifestations qui se concentrent à l'Ouest, au Nord et dans le Centre. Ainsi, deux tiers des actions menées par les archives et les bibliothèques se situent au-dessus d'une ligne allant des Landes jusqu'au Bas-Rhin. Les établissements des départements de l'Ouest et du Centre semblent, à cet égard, marquer une volonté d'inscrire leurs actions dans le programme du Centenaire alors que ce n'était peut-être pas le cas en 2014. L'impact de la labellisation associée à un temps fort de la commémoration explique vraisemblablement cette présence.

9 Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, O. Jacob, 2010.



Carte 6. Nombre de projets scientifiques présentés entre 2013 et 2018

ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES DANS LES DYNAMIQUES TERRITORIALES

La synthèse, sur une seule et même carte, des 262 projets présentés entre 2013 et 2018 à la Mission du Centenaire par les centres d'archives et les bibliothèques permet une analyse complémentaire des dynamiques territoriales. Nous l'avons déjà indiqué, ces services sont loin d'être les seuls porteurs culturels et scientifiques de la commémoration. Les projets pilotés par les directions des affaires culturelles (DAC) des municipalités et des départements associent très souvent leurs archives et leurs bibliothèques qui, de ce fait, n'apparaissent pas toujours comme les porteurs de projets. C'est le cas, par exemple, du département de la Marne, un département « blanc » sur cette dernière carte, alors que les archives départementales ont été très impliquées dans le Centenaire. Le cycle commémoratif organisé à Reims en 2018 autour de l'armistice (« Vers l'armistice ») incluait la médiathèque

municipale, laquelle a organisé une conférence sur les troupes coloniales animée par Cheikh Sakho, doctorant à l'université de Reims, et Marc Michel, spécialiste de l'engagement de l'Afrique pendant la Grande Guerre. Même si tous les établissements n'apparaissent donc pas comme porteurs de projet, il est fort probable qu'ils soient engagés de manière massive, en France comme outre-mer, confirmant au passage la forte mobilisation autour du Centenaire. Les facteurs politiques et socioéconomiques semblent, ici, ne pas suffire à expliquer les variations constatées entre les différents territoires ; néanmoins, la carte permet de mieux observer les dynamiques, de fait contrastées.

Les territoires de la commémoration : services d'archives et bibliothèques de la ligne de front

Les services situés dans les départements de l'ancienne ligne de front ou libérés à la fin de la guerre forment un premier ensemble spatial. Ils ont régulièrement investi le champ scientifique de 2014 à 2018, avec une concentration des manifestations lors des centennaires des grands événements militaires ou politiques sur leur territoire. Les projets menés en 2018 par les archives départementales de l'Aisne, les bibliothèques de Soissons et de Saint-Quentin autour des combats de 2018 et de la reconstruction incarnent parfaitement ce lien entre mémoire territorialisée de la guerre et dynamique commémorative. À cette occasion, les professionnels de ces établissements ont souvent pris en charge le contenu scientifique des manifestations, construit au plus près de l'historiographie de la Grande Guerre la plus récente, mais sans forcément recourir à des spécialistes de la période.

L'Île-de-France : la force des établissements à rayonnement national

À l'inverse ou presque, les projets scientifiques montés à Paris par les grands établissements (Archives nationales, BnF, BDIC/La Contemporaine, archives du ministère des Affaires étrangères...) se sont construits avec des universitaires spécialistes du conflit, participant en fonction de leurs spécialités aux comités scientifiques, comme à l'occasion des expositions conçues en 2014 par la BnF ou La Contemporaine. Si trois caractéristiques devaient singulariser cet investissement des établissements nationaux dans la commémoration, leur capacité à monter des projets d'exposition ou de colloque d'envergure nationale en constituerait la première. La deuxième serait leur faculté à agréger des spécialistes internationaux et nationaux autour de leurs actions. La troisième résiderait dans les collaborations scientifiques construites, pour beaucoup d'entre elles avant le démarrage du Centenaire, avec les centres de recherche et les universités. À cet égard, le projet « Testaments de Poilus » piloté par les Archives nationales et

associant les universités de Cergy-Pontoise, Paris 8 et l'École nationale des chartes nous semble emblématique de ce mode de coopération qui caractérise les établissements nationaux.

Une participation massive des territoires

220

Les services d'archives et les bibliothèques à rayonnement national ne sont pas les seules structures à avoir tissé des liens avec la recherche. Les universitaires spécialistes de la Grande Guerre ont été sollicités sur tout le territoire, bien au-delà de leur université de rattachement. Bon nombre d'entre eux ont accompagné le travail scientifique des établissements. Leur implication dans les comités scientifiques des expositions a probablement été la forme de participation la plus commune. Par exemple, le projet « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! », porté par la bibliothèque municipale de Lyon, a été suivi par Nicolas Beaupré, à l'époque maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand et spécialiste de la littérature de la Grande Guerre. Cette collaboration entre les spécialistes du conflit et les services s'est parfois traduite par la co-organisation de colloques, celui consacré au traitement de la Grande Guerre dans les manuels scolaires associant deux laboratoires de l'université de Montpellier II et III et les archives départementales de l'Hérault, entre autres.

Ces deux exemples de collaboration montrent que les services d'archives et les bibliothèques ont souvent placé à un niveau élevé l'exigence scientifique sous-tendant leurs projets, en cherchant à travailler avec les spécialistes. Il est évident que ce niveau d'exigence ne peut pas être identique selon que sont concernés les grands services municipaux et départementaux ou les plus petites structures territoriales. Mais force est de constater que ces structures ont pris une part importante dans le travail de diffusion des acquis récents de l'histoire de la Grande Guerre sur presque tous les territoires. 25 des 101 départements français n'ont pas proposé à la labellisation de projets portés directement par les archives ou les bibliothèques. Dégager un profil-type de ces départements « blancs » n'est pas possible, car leur diversité démographique, sociale, économique et culturelle ne le permet pas ; en outre, le nombre de projets y engageant d'autres protagonistes n'est pas moins important qu'ailleurs. Il y a plutôt tout lieu de penser, comme nous l'avons indiqué, que la diffusion scientifique autour de la Grande Guerre a été assurée par d'autres acteurs de la commémoration.

DES TENDANCES FORTES À L'ŒUVRE DURANT LE CENTENAIRE

Il serait vain de tenter de dresser un bilan de l'impact scientifique de la commémoration, plus encore de celui du rôle des services d'archives et des

bibliothèques dans la diffusion de l'historiographie de la Grande Guerre. Les thématiques abordées dans les expositions, les axes développés au fil des colloques et des journées d'étude et les sujets des conférences permettent de saisir les problématiques mises en avant, d'établir si elles furent plutôt issues de l'histoire politique, militaire, culturelle ou sociale, si elles s'intéressèrent plutôt aux batailles, à la vie des soldats et de celles et ceux restés à l'arrière. Elles donnent à comprendre si l'écriture récente de l'histoire de la Première Guerre mondiale s'est imposée ou non dans les actions menées entre 2013 et 2018. Si l'on peut cerner les courants historiographiques qui furent privilégiés pendant le Centenaire, il est en revanche impossible de savoir comment ces discours furent reçus et s'ils participèrent ou non à modifier le regard sur le conflit. Il faudrait pour cela compléter notre approche par une étude de la réception du Centenaire, à l'image de celle menée par le Labex « Les passés dans le présent » à l'occasion de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée).

L'examen des labellisations ne révèle qu'une partie de ce qui a été organisé par les archives et les bibliothèques tout au long du Centenaire. C'est pour cette raison que nous avons complété notre approche par une série de questionnaires. Nous ne cherchions pas à obtenir connaissance de la totalité des projets menés par ces services, car la collecte est impossible à mener et surtout à analyser. Nous souhaitons pouvoir dégager une tendance à partir d'un nombre significatif d'entre eux, qui nous permette d'observer précisément la diversité des actions, leurs orientations, et d'avoir une idée de leur réception. Avec les réponses des grands établissements, de 48 centres d'archives départementales et d'une dizaine de centres municipaux, nous y sommes parvenus. La collecte a été beaucoup plus complexe s'agissant des bibliothèques, et nous possédons les concernant nettement moins de données : 7 bibliothèques départementales et 40 bibliothèques municipales de toutes tailles ont répondu. Mais les données transmises par les plus importantes d'entre elles (Strasbourg, Amiens, Lille, Nantes, Lyon, Nice, Limoges, Épinal) comportent des éléments (titres les plus empruntés et actions menées) qui nourrissent notre réflexion sur la diffusion scientifique du Centenaire.

QUALITÉ DES RÉPONSES

Le questionnaire adressé aux services d'archives comprenait quatre axes : fonds d'archives numérisés consacrés à la Grande Guerre, consultation des archives physiques, actions de valorisation menées autour des fonds, entrées de nouveaux fonds. Celui adressé aux bibliothèques était structuré de façon identique afin de disposer d'éléments de comparaison et déclinaient trois thématiques : consultations des fonds patrimoniaux liés à la Grande Guerre lorsque l'établissement en conservait, prêts des collections courantes et actions de valorisation.

Les réponses collectées ne sont pas toujours complètes. Si globalement les axes 3 et 4 du questionnaire adressé aux archives ont été plutôt très bien renseignés par les 48 services départementaux, les 12 municipaux et les 2 nationaux avec des taux de complétude avoisinant les 95 %, l'axe 2 du questionnaire, « Consultation des archives liées à la Grande Guerre », a très souvent été peu, voire pas rempli. Le constat est particulièrement vrai pour les archives départementales (80 % de non-réponses à cette partie du questionnaire). Deux raisons expliquent cette carence. La première tient aux outils. Si tous les établissements comptabilisent les communications de documents, très rares sont les systèmes d'information archivistique (SIA) qui permettent de distinguer parmi les fonds consultés. Il est donc difficile d'obtenir des données sur l'évolution depuis 2014 de la consultation des fonds d'archives physiques liées à la Grande Guerre et d'apprécier un éventuel « effet Centenaire ». C'est par exemple le cas du site internet *Mémoire des hommes*¹⁰, qui permet d'interroger notamment les bases de données recensant les morts pour la France de la Première Guerre mondiale, les fusillés et les « journaux de marche ». La seconde est liée à la conservation même des données. Les établissements n'ont pas forcément conservé leurs données de consultation depuis 2012 ou 2014.

Le pourcentage de non-réponses (60 %) à la question portant sur la consultation en ligne des fonds numérisés est plus surprenant. Les systèmes récents de gestion électronique des documents fournissent en effet des données assez précises sur les consultations : fonds interrogés, documents consultés, temps moyen de consultation voire modalités d'accès aux systèmes d'information (portail des archives, recherche sur Internet, rebond...). Les limites techniques des SIA expliquent également que la plupart des archives départementales n'ont pu fournir de données quant à la répartition des catégories socioprofessionnelles qui ont consulté les fonds physiques relatifs à la Grande Guerre.

Les réponses fournies par les centres d'archives éclairent, en revanche, sur la part et le type des fonds physiques liés à la Grande Guerre qui ne font pas partie des cadres de classement et des obligations de conservation. Elles donnent également une idée des politiques de numérisation entreprises autour de ces fonds et de la direction prise par ces initiatives. Elles détaillent aussi les activités scientifiques

¹⁰ *Mémoire des hommes* est un site créé en 2003 par la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives (DPMA). Il donne accès aux bases de données suivantes : « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale », « Fusillés de la Première Guerre mondiale », « Personnels de l'aéronautique militaire », « Journaux des unités engagées dans la Première Guerre mondiale », « Historiques régimentaires des unités engagées dans la Première Guerre mondiale », « Armées françaises dans la Grande Guerre » et « Clemenceau, ministre de la Guerre et président du Conseil » (<https://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/fr/article.php?larub=3&titre=premiere-guerre-mondiale>, consulté le 1^{er} août 2021).

(dates, archives présentées, existence d'un comité scientifique, nombre de visiteurs) et les actions pédagogiques (types d'actions, niveaux, archives utilisés, nombre d'élèves) menées par les centres d'archives. Cet entretien de la mémoire et de l'histoire de la guerre par les archives s'est enrichi depuis 2014 de l'entrée de nouveaux fonds sur le conflit, notamment par le biais de la Grande Collecte, matérialisant ainsi la vigueur de cette mémoire et la volonté de transmission des traces de cette période.

La structuration des réponses des bibliothèques est assez proche. Parmi les 44 bibliothèques desservant des bassins de population allant de 300 à 500 000 habitants, La Contemporaine et la BnF, la question portant sur les fonds patrimoniaux est celle qui a donné des résultats très lacunaires. D'abord parce que la très grande majorité des bibliothèques du corpus ne conserve pas de collections patrimoniales sur la Grande Guerre. Seules quelques-unes d'entre elles, comme à Lille, Nantes, Nice et Amiens, possèdent quelques fonds, surtout de la presse locale. Lyon se distingue avec des collections constituées de plusieurs milliers de documents rassemblés dès la guerre par la volonté du maire de l'époque, Édouard Herriot¹¹. Par le biais du dépôt légal, la Bibliothèque nationale possède un ensemble documentaire imprimé unique (presse, ouvrages, affiches, estampes, photographies) et également de nombreux originaux (dessins) partiellement accessible grâce à sa bibliothèque numérique, *Gallica*¹². Mais c'est La Contemporaine qui conserve probablement la collection la plus riche et la plus diversifiée sur le conflit. Constituée dès 1914, elle se compose d'originaux (peintures, dessins, sculptures), d'objets, d'imprimés (presse, ouvrages, affiches, estampes), de photographies (fonds privés, fonds de la Section photographique des armées) et d'archives privées et publiques. Cet ensemble est d'autant plus unique que les collections proviennent de tous les belligérants et des puissances neutres.

Si toutes les bibliothèques ne disposent pas de fonds patrimoniaux, la grande majorité d'entre elles disposent d'un système informatique de gestion capable, en principe, de fournir des données sur les prêts et de connaître ainsi les ouvrages consacrés à la Première Guerre mondiale les plus empruntés durant le Centenaire. Dans les faits, seules les bibliothèques des grandes villes (Lyon, Strasbourg, Limoges, Nantes, Lille, Amiens) ont fourni des données exploitables, qui permettent de se faire une idée assez convaincante des types de documents et des contenus les plus sollicités par les lecteurs. Les systèmes ne conservent pas toujours ces données sur cinq ans – en raison des recommandations de la CNIL

11 « Le fonds de la guerre 14-18 » (https://numelyo.bm-lyon.fr/f_view/BML:BML_00G0001001THM0001guerre14, consulté le 1^{er} août 2021).

12 *Gallica* met également à disposition les documents sur la Grande Guerre issus de la convention de partenariat signée par le ministère de la Défense et la BnF en juillet 2011, portant sur la mise en valeur des bibliothèques de la Défense.

concernant la conservation des données privées. Ils ne sont pas non plus en mesure de fournir des informations relatives aux prêts de documents lorsque ceux-ci n'ont pas été indexés au préalable (description du contenu du document à travers un vocabulaire normalisé). Cela est notamment le cas de la littérature et de la bande dessinée. Disposer de données les concernant implique de recourir à d'autres méthodes de collecte sur le système informatique.

Comme les centres d'archives, les bibliothèques ont plutôt très bien renseigné les activités scientifiques (expositions, conférences, existence d'un comité scientifique, nombre de visiteurs) et les actions pédagogiques (types d'actions, niveaux et nombre d'élèves concernés) menées. Cet entretien de la mémoire et de l'histoire de la guerre par les bibliothèques de conservation (BnF et Contemporaine) s'est enrichi depuis 2014 de l'entrée de nouveaux fonds sur le conflit, notamment par le biais de la Grande Collecte, matérialisant ainsi la vigueur de cette mémoire et la volonté de transmission des traces de cette période.

LES FONDS

Recenser : l'exhaustivité impossible

Les archives publiques conservent une riche et vaste documentation sur la Première Guerre mondiale issue des organismes de l'État. Ces fonds sont très bien connus des spécialistes de la Grande Guerre et font l'objet, depuis leur ouverture, d'une exploitation importante. Parallèlement à ces ensembles documentaires, les services conservent des fonds privés dont l'intérêt peut être national (fonds Pétain et Paul Painlevé aux Archives nationales, par exemple) ou local (cadre municipal ou départemental) et que la Grande Collecte, en 2014, a considérablement enrichis. Cette opération, sur laquelle nous allons revenir, n'a pas modifié les pratiques d'intégration de ces fonds privés. Très souvent, les familles sont à l'origine des dons ; les établissements les acceptent ou non en fonction de leur intérêt scientifique et patrimonial et en définissent les conditions de consultation. Le cadre chronologique de ces fonds privés déborde régulièrement les années 1914-1918. Il s'agit d'archives d'une vie dont la guerre n'est qu'un moment, et parfois une trace qui n'est pas notée dans les inventaires. Les lettres de Jean Norton Cru, ancien combattant et auteur d'un essai sur le témoignage combattant en 1929 (*Témoins*), conservées par les archives municipales de Marseille, font ainsi partie du fonds Vogel, qui s'étend de 1869 à 1977. Rien ne mentionne la période 1914-1918 dans l'inventaire. Cet exemple illustre l'impossible décompte des fonds privés déposés dans les archives publiques présentant un lien avec la Grande Guerre. Pour retrouver trace de celle-ci, le chercheur ne peut s'en remettre qu'à l'inventaire (à condition que celui-ci soit suffisamment précis), à la connaissance des archivistes

qui traitent et voient passer les fonds, à la découverte par un précédent chercheur (ce qui explique que quelques fonds privés soient tout particulièrement consultés depuis une vingtaine d'années) ou au hasard d'une découverte.

Le dénombrement des fonds dédiés à la Grande Guerre conservés dans les bibliothèques est une opération tout aussi complexe. La Bibliothèque nationale, la BDIC/La Contemporaine ou encore la bibliothèque municipale de Lyon ont accueilli, dès 1914 parfois, la production imprimée née de la guerre. C'est le rôle de la BnF par le biais du dépôt légal que de recevoir les ouvrages, libellés, revues et les affiches publiés en France. C'est le rôle de la bibliographie nationale que de classer par thèmes (droit, économie, histoire...) ces milliers de documents, à l'exception des affiches. Cet instrument est un outil précieux pour recenser la production éditoriale française liée à la Grande Guerre. Mais il indexe seulement une partie de l'édition : la littérature de guerre, fort importante pendant la période, échappe ainsi à ce recensement. Avant le début du Centenaire, la BnF a intégré le fonds photographique de l'agence de presse Rol, très active à la veille du conflit et durant les hostilités. Le sentiment de vivre avec le déclenchement de la guerre un moment exceptionnel a conduit certains contemporains à chercher à collecter toute la documentation produite par la guerre. Il s'agissait de récolter les traces de cette histoire en train de s'écrire. Les Leblanc, riches industriels, se sont ainsi mis à acquérir les imprimés, les objets et les œuvres d'art disponibles et provenant des belligérants et des neutres. Cet ensemble documentaire original a donné naissance au sortir de la guerre à la Bibliothèque-musée de la Guerre, devenue ensuite Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC), puis La Contemporaine. Il s'agit probablement de la collection la plus riche et la plus importante (plusieurs dizaines de milliers de documents) et qui n'a cessé d'être alimentée depuis soit en imprimés d'époque, soit en archives, soit en littérature scientifique. Dédié à la Grande Guerre, le fonds a très rapidement fait l'objet d'une indexation analytique mise en place par Pierre Renouvin. La constitution du fonds similaire conservé par la bibliothèque municipale de Lyon obéit à une logique très proche de celle mise en œuvre par les Leblanc, la différence entre les deux ensembles résidant dans l'enrichissement postérieur du fonds, celui de la bibliothèque municipale de Lyon formant un ensemble documentaire clos. À côté de ces deux établissements patrimoniaux dont les fonds bénéficient d'une réputation scientifique ancienne, la plupart des bibliothèques municipales mettent à la disposition de leur public des collections sur la Grande Guerre. Ces fonds n'ont pas attendu le Centenaire pour être mis en place. La littérature contemporaine s'est abondamment saisie de la Première Guerre mondiale depuis une vingtaine d'années et rencontre beaucoup de succès. La littérature jeunesse s'est également emparée du sujet. La production scientifique s'est, depuis les années 1990, considérablement étoffée. Il est impossible de quantifier cette

présence de la Grande Guerre dans les bibliothèques, tant elle varie selon la taille des établissements, les besoins du public et les moyens alloués. Même dans les plus petites bibliothèques, elle n'est jamais inférieure à 10 documents, tous supports et contenus confondus. Ce chiffre donne une idée de la place de la Grande Guerre dans les bibliothèques publiques.

Continuer : au-delà de la numérisation des registres matriculaires

226

Le 90^e anniversaire du début de la Première Guerre mondiale est un jalon important dans la mise en ligne du patrimoine documentaire du conflit. En novembre 2003, la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA, aujourd'hui Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives, DPMA) met ainsi en ligne sur le site internet *Mémoire des hommes* la base de données recensant les « Morts pour la France », programme d'ampleur qui consiste en la numérisation de quelque 1,3 million de fiches individuelles¹³, et s'enrichit en 2008 des journaux des opérations. La perspective de la commémoration du Centenaire, qui prend forme en 2011 avec la remise du rapport Zimet¹⁴, amorce une politique très volontariste, de la part des ministères de la Culture et de la Défense, de mise en ligne du patrimoine de la Grande Guerre. Parmi les projets portés par le rapport figure notamment la numérisation des registres matriculaires, conservés principalement dans les centres d'archives départementaux. Quelques services, comme celui des Ardennes, commencent à entreprendre cette numérisation avant même le lancement officiel de la commémoration en novembre 2013. La majorité des établissements ayant répondu au questionnaire ont plutôt réalisé l'opération en 2014, voire en 2015, à l'image des archives départementales guadeloupéennes. Financé en partie par le ministère de la Culture et la Mission du Centenaire, ce projet a été mis en œuvre par l'ensemble des centres d'archives départementaux, dynamisant et structurant ainsi l'implication de ces derniers dans la commémoration.

Cette initiative a ouvert un champ des possibles à la valorisation des fonds d'archives concernant la Grande Guerre. La grande opération promue par le rapport Zimet a donné le coup d'envoi à de nombreuses initiatives de numérisation de fonds locaux, autour de trois ensembles : presse locale, documents administratifs et fonds privés.

La mise en ligne de la presse régionale, à l'exemple du *Progrès de la Somme* (archives départementales de la Somme) ou de *La Frontière* (archives départementales du Territoire de Belfort), s'inscrit dans la continuité de la numérisation de la presse de la première moitié du XX^e siècle conduite par la Bibliothèque nationale de France.

13 Voir *supra*, note 10.

14 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*

Même si ces titres ne sont pas intégrés sur *Gallica* – ce qui est regrettable en matière de visibilité des fonds – leur accessibilité en ligne participe à ce maillage territorial et offre aux chercheurs un corpus très large, permettant d’interroger, à travers cette source, les différentes échelles spatiales de la guerre.

Dans la continuité de la numérisation des registres matriculaires accessibles sur les réseaux informatiques locaux des services et *via* le Grand Mémorial¹⁵, huit services départementaux ayant répondu au questionnaire ont étoffé leurs fonds sur la Grande Guerre disponibles en ligne. Les archives départementales de la Haute-Garonne ont ainsi numérisé en 2013 les rapports des préfets pour la période de la guerre, les bulletins des communes, les états par commune des disparus de la guerre, les dossiers de la commission attribuant les subventions aux communes pour la construction des monuments aux morts. Les archives départementales du Val-d’Oise ont mis en ligne les documents émanant d’organismes temporaires créés pour le temps de la guerre (réfugiés, dommages de guerre). Ce sont donc des sources majeures pour comprendre l’histoire politique, économique et sociale d’un territoire entre 1914 et 1918 qui sont désormais accessibles aux chercheurs. Les problématiques mémorielles, dimensions les plus récentes de l’historiographie du conflit, sont également intégrées dans ces opérations de numérisation. La mise en ligne des documents évoquant l’érection des monuments aux morts par cinq services départementaux témoigne de cette prise en compte des axes de recherche les plus contemporains.

Les fonds privés constituent le dernier ensemble numérisé par les services d’archives. Dans la très grande majorité des cas, ces fonds ont été numérisés dans le cadre de la Grande Collecte. Il s’agit de fonds considérés comme remarquables pour leur valeur documentaire en lien avec le territoire. La numérisation du journal d’une infirmière d’Argenteuil (archives départementales du Val-d’Oise), des papiers d’Élie Reynier¹⁶ (archives départementales de l’Ardèche), de photographies prises dans la Somme en 1916 (archives départementales de la Somme) sont des exemples emblématiques des types de documents mis en ligne. Ils proposent une approche plus individuelle et plus intime de la guerre. Leur présence en ligne, à côté de la presse, des registres de matricules et d’autres sources administratives apporte une vision riche, diversifiée et multiscale de la société française en guerre. Ces sources disponibles sur Internet autorisent des comparaisons régionales, permettent de travailler sur des acteurs sociaux à l’échelle de groupes, voire d’individus et rendent ainsi compatibles approches macro- et micro-historique.

15 Ministère de la Culture, *Grand Mémorial* (www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial, consulté le 1^{er} août 2021).

16 Élie Reynier (1875-1973) est un historien ardéchois, membre de la Ligue des droits de l’homme. Il correspond abondamment avec Jean Norton Cru dans les années 1920-1930.

Soutenir : le rôle de la Mission du Centenaire

228

Cette importante campagne de valorisation des fonds autour de la Grande Guerre n'aurait pas été possible sans le soutien déterminant de la Mission du Centenaire. La labellisation et surtout l'accompagnement financier apportés par celle-ci ont joué un rôle moteur. Onze fonds conservés par les centres d'archives publics ont ainsi bénéficié d'un financement spécifiquement destiné aux procédures de numérisation. C'est le cas de la collection des *Schul-Chroniken* déposées aux archives départementales du Bas-Rhin, ou des tableaux d'honneur des morts pour la France du département aux archives départementales de l'Ardèche. Ces projets, qui concernent des fonds déjà présents en 2013, ont été de dimensions variables selon les capacités de traitement des services, en fonction des opportunités d'exposition (numérisation d'affiches et de cartes postales dans le cadre d'expositions virtuelles, par exemple aux archives départementales du Vaucluse) et des moyens budgétaires alloués. Ces différentes contraintes expliquent l'absence de scissions temporelles particulières dans les projets de mise en ligne des archives. Ceux-ci s'étalent sur toute la période de la commémoration, et il n'y a pas d'année qui se distingue. Il faut toutefois souligner que certaines opérations ont cherché à s'aligner sur le calendrier des commémorations, à l'exemple de la numérisation de photographies prises en 2016 dans la Somme et d'un fonds venu d'un soldat du 2^e RAC ayant combattu à l'occasion de la bataille (archives départementales de la Somme).

Valoriser : le précédent de la mise en ligne des collections des bibliothèques

Les bibliothèques patrimoniales qui conservent des fonds sur la Grande Guerre ont mené des actions de valorisation en ligne de leurs collections, selon une temporalité identique à celles des archives. La BnF fait figure de pionnière en la matière. Dès 2003, pour le 90^e anniversaire du conflit, elle s'associe à la BDIC en vue d'un projet de numérisation des journaux de tranchées français. Quelques 130 titres sont ainsi mis en ligne, associés à d'autres provenant de la Bibliothèque historique de la ville de Paris (BHVP) et de la Bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNUS). En 2005, la BnF lance un plan de numérisation de la presse nationale qui couvre la période 1914-1918 et devient accessible *via* sa bibliothèque numérique *Gallica*. Ce corpus met à disposition une source majeure pour les chercheurs. La politique de numérisation des fonds de la BnF autour de la Première Guerre mondiale ne se limite pas aux imprimés. La mise en ligne à partir de 2005 des photographies des agences de presse Rol et Meurisse, dont une partie des fonds concerne le conflit, participe à l'enrichissement des fonds qui précède la mise en place de la mission.

La politique de valorisation des collections de la BDIC concernant la Grande Guerre s'inscrit dans une chronologie assez proche de celle qui a valu à la BnF. Les premiers projets débutent en 2003 avec la numérisation des journaux de tranchées, puis des historiques de régiment et des tirages photographiques des albums de la Section photographique des armées (SPA), à partir de 2011. Le Centenaire accélère la numérisation des fonds de la bibliothèque autour de corpus qu'elle est la seule à conserver au niveau national, comme les *Gazettes des ateliers* (2015). L'établissement expérimente également de nouveaux formats d'indexation des cartes postales écrites pendant le conflit, permettant ainsi aux chercheurs d'effectuer des recherches textuelles.

Le Centenaire donne l'opportunité à quelques bibliothèques de mettre en valeur leurs collections. Le contexte de la commémoration et l'appui de la Mission jouent un rôle décisif dans la mise en ligne de corpus spécialisés. La bibliothèque municipale de Lyon, à l'occasion de l'exposition « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! », entreprend la mise en ligne d'une partie de sa collection de cartes postales, d'affiches et de photographies.

229

Archives et bibliothèques au cœur de la Grande Collecte

Organisée par les Archives nationales, la Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale et la Bibliothèque nationale de France, la Grande Collecte est une opération nationale appelant les Français à présenter ou à remettre leurs papiers personnels ou familiaux aux institutions partenaires de l'événement. Un thème a été attribué à chacune de ses éditions. En 2013 et 2014, les publics étaient invités à apporter aux archives et aux bibliothèques participant à l'opération tous documents datant de la Première Guerre mondiale. L'édition 2016 visait les relations entre l'Afrique et la France aux XIX^e et XX^e siècles et, en juin 2018, l'histoire des femmes. Du 5 au 11 novembre 2018, dans le cadre de la dernière année de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, les Français ont été sollicités une troisième fois pour apporter leurs souvenirs familiaux de la Grande Guerre. La première collecte menée en 2013 a été assurée par 62 centres d'archives départementaux, la BnF et une dizaine de bibliothèques municipales, avant d'être élargie l'année suivante à 90 services d'archives municipaux et à la BDIC. Elle a aussi pu faire l'objet d'un partenariat territorial ambitieux, à l'image de la réunion de plusieurs acteurs culturels et scientifique dans le Pas-de-Calais : le Louvre-Lens, La Coupole/ Centre d'histoire et de mémoire du Nord-Pas-de-Calais et les archives départementales. Les documents apportés par les particuliers ont été numérisés, indexés et une petite partie d'entre eux ont été mis en ligne sur le site internet dédié à la Grande Collecte.

Plus de 20 000 personnes ont apporté des lettres de soldats, des carnets, des photos à la Grande Collecte organisée en 2013 et 2014 ; 325 000 documents ont été numérisés, le volume de pièces mises en ligne montrant ainsi la vivacité de la mémoire de la guerre dans les familles. Elles ont été nettement moins nombreuses à participer en 2018, à l'image des 8 contributeurs venus en novembre aux archives départementales des Ardennes. Mais le niveau de participation global est probablement l'enseignement scientifique majeur de la Grande Collecte. À l'image de l'ampleur des initiatives locales menées entre 2014 et 2018, le nombre important de personnes ayant participé à la collecte illustre cette vigueur¹⁷, dont il est difficile de savoir s'il s'agit d'une redécouverte à l'occasion du Centenaire ou d'un entretien de la mémoire familiale qui ne demandait qu'à émerger dans un contexte propice. À un siècle de distance, le désir de patrimonialisation des souvenirs familiaux reste très fort. Il domine très largement sur une conscience de l'intérêt scientifique des objets numérisés et qui aurait pu amener à un versement de ces pièces dans les fonds publics. Si 420 personnes sont ainsi venues aux Archives nationales en 2014 pour faire numériser les objets conservés, un tiers seulement d'entre elles ont souhaité léguer ce patrimoine à l'institution. Un autre phénomène a également attiré notre attention au moment de la venue des participants, en 2014, à la BDIC. Nous avons pu observer qu'une très forte majorité d'entre eux étaient âgés de plus de 65 ans. Ils étaient en mesure de documenter très précisément le contexte de transmission de l'objet, de la correspondance, des dessins ou des photographies remis. La plupart étaient les héritiers directs (petits-enfants, voire enfants) des propriétaires des documents. Ce constat ne saurait être bien sûr généralisable à l'ensemble des participants, mais il permet de formuler l'hypothèse qu'une partie non négligeable du public venu participer à la Grande Collecte disposait d'une mémoire directe des documents et représentait en quelque sorte les derniers témoins capables de parler de cette transmission de la mémoire familiale de la Grande Guerre.

Les correspondances et les documents personnels (journaux, dessins, fascicules de mobilisation, décorations...) forment la majorité des documents numérisés, comme le montre le cas des archives départementales de l'Ain. La mise en ligne de ces documents représente très souvent un volume important : 9 500 images numérisées par les archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, 16 918 par les archives départementales ardéchoises. Dans la plupart des cas, comme nous l'avons souligné, les services départementaux ont intégré

17 200 participants aux archives départementales de la Seine-Maritime, 300 contributeurs dans le Pas-de-Calais et 206 aux archives départementales de l'Ardèche en 2014, par exemple.

ces dons : 25 fonds sont ainsi entrés aux archives départementales de l'Hérault, se composant essentiellement de photographies, de cartes postales, de carnets de guerre et de dessins. Parfois, ces dons ont consisté en des pièces originales comme les tabatières, les cannes sculptées et les cahiers d'écoliers légués aux archives départementales de la Loire. Ces dons se sont poursuivis durant tout le Centenaire, signe d'une prise de conscience de l'intérêt patrimonial de ces documents. Les archives départementales du Morbihan ont par exemple accueilli 7 fonds nouveaux sur la Grande Guerre en sus des 18 reçus dans le cadre de la Grande Collecte.

À notre connaissance, aucun travail universitaire (à partir du master) n'a à ce jour élu comme source principale les documents mis en ligne ou déposés lors de la Grande Collecte. En revanche, elles semblent intéressantes à analyser dans une perspective mémorielle, car elles disent beaucoup au sujet de la transmission patrimoniale du souvenir. Il est évident que l'entrée de ces documents crée un dialogue avec les archives officielles, collectées auprès des autorités publiques et conservées dans les dépôts nationaux, départementaux et municipaux. Ces pièces permettent alors la rencontre d'une histoire personnelle et d'une histoire nationale. Tous ces documents ne sont pas encore numérisés et certains services ont fait le choix, pour des raisons de droits, de ne donner accès à eux qu'à partir du réseau informatique local, à l'image des archives départementales de l'Ardèche. L'intérêt scientifique représenté par certains fonds a conduit, dans de rares cas, à une acquisition onéreuse par les services. Les archives départementales de la Marne, de l'Oise et de la Somme, trois départements directement touchés par les combats et marqués par une mémoire territoriale de ceux-ci encore très forte, ont ainsi acquis des fonds jugés importants pour l'histoire du territoire. Le département de l'Oise a enrichi ses collections de documents relatifs à l'hôpital d'évacuation de Ressons-sur-Metz, la Marne les siennes d'un fonds de 700 photographies.

USAGES ET CONSULTATIONS DES FONDS SUR LA GRANDE GUERRE

Mesurer la consultation des archives ou le prêt de documents en bibliothèque donne une idée des fonds qui furent les plus utilisés pendant le centenaire de la Première Guerre mondiale. Les chercheurs ne furent pas le seul public à consulter ou à emprunter la documentation sur le conflit. Ces institutions accueillent un ensemble d'usagers plus large, associant passionnés du conflit, généalogistes, chercheurs amateurs ou particuliers désireux de remonter le fil de l'histoire familiale. Ces publics n'ont pas forcément les mêmes centres d'intérêt que les universitaires. La consultation des collections met en lumière cette diversité des publics et des usages. Elle est aussi un indicateur de la vigueur du Centenaire.

En effet, en disposant de données qui, pour certaines, remontent à 2012, il est possible de dire si la commémoration a eu un impact sur l'usage des fonds liés à la Grande Guerre, si, à l'intérieur même du Centenaire, des scissions temporelles similaires à celles constatées s'agissant des labellisations existent, si des tendances particulières se remarquent et, si tel est bien le cas, de comprendre l'origine de celles-ci. En d'autres termes, constate-t-on un « effet Centenaire » dans la consultation des documents conservés et mis à disposition par les services d'archives et, si tel fut le cas, qu'est-ce qui fut consulté ?

Les archives : l'impact des politiques de numérisation

232 Nous l'avons indiqué plus haut, les services d'archives ayant répondu au questionnaire n'ont pas toujours complété les sections relatives à la consultation des fonds, qui reste l'ensemble de données de fait le plus incomplet des réponses apportées. Les modules statistiques des systèmes d'information archivistique ne conservent pas toujours de telles informations sur une durée aussi longue. C'est le cas, par exemple, des outils qui donnent accès aux bases de données hébergées par *Mémoire des hommes* : aucune donnée annuelle n'est accessible pour la période 2013-2018. Les types de publics qui ont fréquenté physiquement les archives sur la Grande Guerre ne peuvent être précisément établis. Il faut se contenter d'un pourcentage par catégories qui, d'un service à l'autre, varie néanmoins assez peu, nous permettant de dégager des profils. Les données concernant les fonds consultés sont généralement plus précises, même si rares sont les services à avoir pu communiquer la liste des fonds concernés et le nombre de leurs consultations depuis 2012. Comme pour les publics néanmoins, les données se recoupent d'un établissement à l'autre, ce qui permet d'observer des tendances. La consultation des fonds numériques donne des séries statistiques plus complètes sur la durée et sur les documents identifiés.

CONSULTATION DES FONDS PHYSIQUES : MÉMOIRE FAMILIALE ET HISTOIRE LOCALE

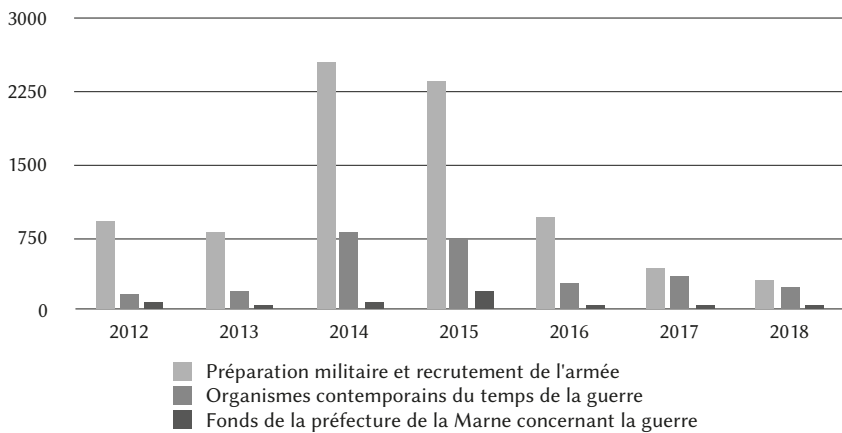
La commémoration du Centenaire a eu un effet incontestable sur la consultation des fonds d'archives physiques de la Grande Guerre. Même si tous les services ne sont pas en capacité de quantifier cet effet, la plupart des établissements ayant répondu au questionnaire s'accordent à dire que les salles ont été plus fréquentées et les documents sur la Première Guerre mondiale plus sollicités qu'avant le Centenaire. Ce ressenti correspond-il pour autant à la réalité ? Nous avons bien vu, avec les labellisations, que la commémoration a connu plusieurs moments, avec, après l'année 2014, une importante décrue des manifestations (en 2015 et 2016), avant une reprise à partir de 2017.

Les données de consultation fournies par les archives départementales du Gard et du Morbihan tendent à confirmer cette courbe. Les fonds gardois sur la Grande Guerre connaissent presque un triplement de leur consultation entre 2013 et 2014. Puis la consultation décroît en 2015 et 2016, avant de rebondir en 2017. Il convient de considérer ces baisses avec prudence, et comme un mouvement général plutôt qu'un désintérêt fort du public. En effet, le Centenaire est aussi marqué par une importante activité de mise en ligne des fonds des archives départementales, ce qui rejaillit sur la consultation des collections physiques. Une tendance presque analogue à celle constatée dans le Gard s'observe pour les fonds des archives départementales du Morbihan, avec un décalage néanmoins. L'intérêt pour les documents couvrant la période 1914-1918 précède le début du Centenaire proprement dit. Le tableau vient enfin modestement confirmer l'impression de fréquentation accrue des salles de lecture décrite par les services. Les lecteurs venus consulter des documents sur la Grande Guerre sont effectivement plus nombreux en 2014 qu'en 2013 aux archives départementales du Gard (2,5 fois plus d'utilisateurs). Cet accroissement est aussi brutal que l'est sa retombée : avec 106 lecteurs en 2016, les fonds sont même moins consultés qu'avant le Centenaire. Ici aussi les données incitent à la prudence, car les archives départementales du Gard et du Morbihan mirent en ligne entre 2014 et 2015 une partie de leurs fonds sur la Première Guerre mondiale.

Tableau 2. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales du Gard (30) et du Morbihan (56) : nombre de consultations entre 2013 et 2017

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de consultations (AD30)	1361	4145	2574	659	856
Nombre de consultations (AD56)	1232	944	507	322	376
Nombre de lecteurs ayant consulté ces fonds (AD30)	140	368	218	106	105
Nombre de lecteurs ayant consulté ces fonds (AD56)	154	113	218	63	27

Les données de consultation des archives départementales de la Marne offrent par l'étendue de leur série chronologique (2012-2018) une compréhension unique de l'usage des documents sur la durée du Centenaire. Si, en ce qui concerne le volume des consultations, les années 2012 et 2013 paraissent relativement stables, l'année 2014 connaît une augmentation importante. Cet accroissement soudain décline dès 2015. La consultation des fonds des archives départementales de la Marne entame alors une décrue, de plus en plus marquée en 2016. Il n'y a pas de « rebond » du Centenaire en 2018. Ce constat marque une première différence avec les scansion temporelles relevées s'agissant des actions culturelles et scientifiques menées par les services d'archives et les bibliothèques. Si un « effet Centenaire » a bien eu lieu, il s'est en l'espèce concentré sur l'année 2014, avant de décliner par la suite.



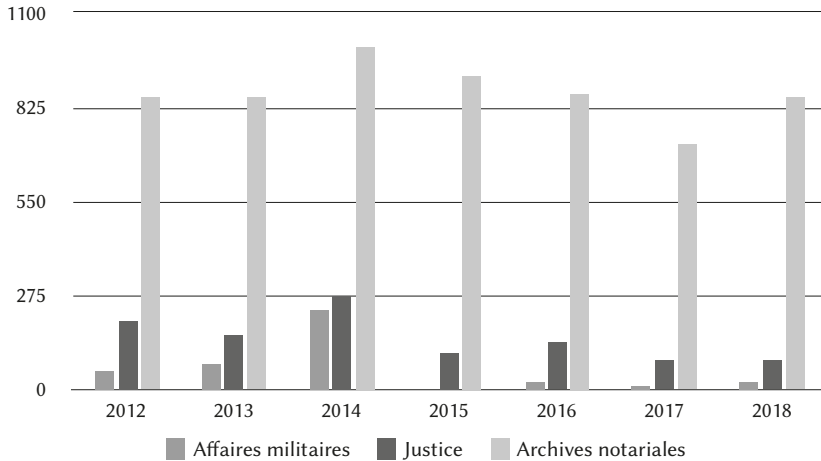
1. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Marne (51):
nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

234

La tendance observée pour les archives marnaises se retrouve également aux archives départementales de l'Essonne, avec une nuance néanmoins, qui invite à regarder attentivement le temps du Centenaire. La consultation des fonds sur la Grande Guerre par les lecteurs des archives départementales de la Marne met un peu en lumière le fait que, après 2016, les documents sur le conflit sont moins consultés qu'en 2012-2013. Les données d'usage des archives du service de l'Essonne montrent encore plus fortement cette tendance. Les trois fonds 14-18 les plus consultés (archives notariales, justice et affaires militaires) le sont moins après 2015 ou 2016 qu'avant 2014. Ce constat, que l'on retrouve dans toutes les séries statistiques des services d'archives dont nous disposons pour la période 2012-2018, invite à conclure que la sensibilité pour les archives de la Grande Guerre s'est construite en amont du Centenaire. Il y avait déjà un intérêt pour la guerre de 1914-1918, que la première année de commémoration (2014) a dynamisé.

L'analyse de la consultation des fonds conservés aux archives départementales de l'Essonne met clairement en évidence trois ensembles archivistiques : les archives notariales, la justice et les affaires militaires. Les archives notariales figurent parmi les documents physiques les plus consultés par les lecteurs des archives départementales. Ils constituent la base documentaire des recherches menées par les généalogistes. Cette catégorie d'usagers des archives est celle qui fréquente le plus assidûment les salles de consultation des archives départementales. Les archives notariales n'ont pas échappé à l'« effet Centenaire ». L'année 2014 marque un pic de consultation des fonds notariaux liés à la Grande Guerre, avec près de 20 % d'augmentation par rapport à l'année précédente. L'usage scientifique des fonds notariés reste limité. Il est la plupart du temps le fait de lecteurs cherchant à étoffer leur histoire familiale. S'intéresser à la période 1914-

1918 est pour ceux-là une étape, probablement stimulée par le Centenaire, mais elle n'est pas pour autant l'objet principal de l'attention matérialisée par ces consultations.

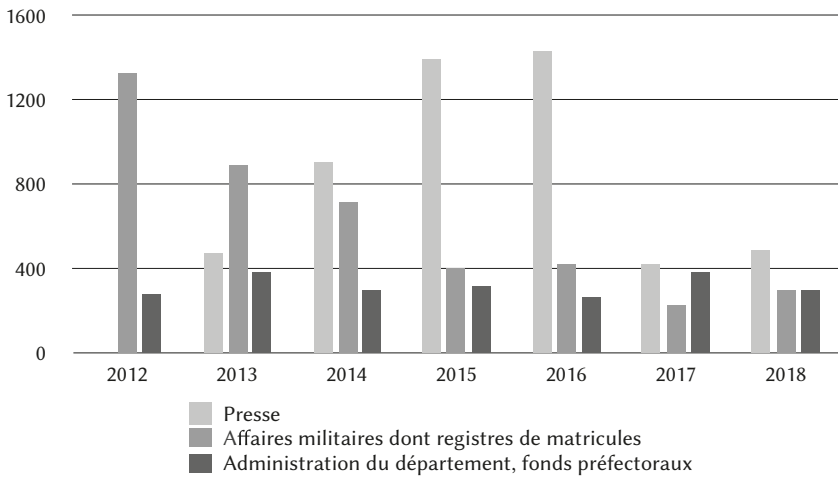


2. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Essonne (91) : nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

On peut penser que la consultation de la série R « Affaires militaires », ainsi que le montrent les données des centres d'archives de la Marne et de l'Essonne, répond à une logique sensiblement différente. La multiplication par presque 2,5 de la consultation des documents concernant le recrutement de l'armée entre 2013 et 2014 dans la Marne a de quoi interroger de prime abord. Cette partie de fonds abrite les registres matriculaires qui, au début du Centenaire, ne sont pas accessibles en ligne sur le portail des archives de la Marne. Les lecteurs n'ont d'autre possibilité que de venir étudier les registres papier pour renouer avec l'histoire familiale de la guerre. Ces documents militaires figurent incontestablement comme les pièces les plus consultées en salles de lecture. Il s'agit pour la plupart des lecteurs de lier l'histoire de la Grande Guerre ravivée par le Centenaire à l'histoire familiale et intime. L'objectif de ces consultations est de retrouver l'engagement d'un aïeul, les fronts sur lesquels il a combattu, où il a été mobilisé, de cerner toutes les étapes de cette vie militaire entre 1914 et 1918 pour les réinsérer dans la mémoire familiale. À cet égard et après la base *Mémoire des hommes*, c'est probablement autour de la consultation des registres de matricules que la dynamique mémorielle s'est cristallisée, et de manière massive, comme en attestent les 848 consultations de registres matriculaires enregistrées entre 2012 et 2017 par les archives départementales du Jura.

Parallèlement à cette demande mémorielle qui dynamise la consultation des fonds, il se dégage un intérêt des lecteurs pour ce qui contribue à écrire l'histoire

locale de la guerre, à l'échelle communale ou départementale. La série R des archives départementales figure ainsi parmi les fonds les plus consultés. En dehors des registres matriculaires, elle conserve en effet notamment, par exemple, les dossiers relatifs à l'érection de monuments aux morts dans les années 1920 et aux dommages de guerre. Le niveau de consultation de ces fonds est incomparablement moindre que celui des registres. La partie des fonds sur les monuments aux morts conservée par les archives départementales jurassiennes a été communiquée à 25 reprises entre 2012 et 2017. Mais après les registres matriculaires, elle est, comme aux archives départementales de Meurthe-et-Moselle, le fonds le plus consulté avec les dossiers sur les dommages de guerre. Cette consultation s'inscrit dans une démarche scientifique qui est souvent l'œuvre des sociétés savantes locales, d'étudiants ou plus rarement de chercheurs. Leur spectre de consultation dépasse le seul cadre de classement des affaires militaires. Faire l'histoire de la commune ou du département pendant le conflit suppose de mobiliser d'autres sources. C'est ce que mettent en évidence les données de consultation des fonds des archives départementales de Saône-et-Loire.



3. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de Saône-et-Loire (71) : nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

La consultation des trois principaux fonds sur la Grande Guerre nous semble plutôt guidée par un intérêt scientifique des lecteurs : la presse locale, qui constitue une source pour l'histoire politique, sociale, économique et culturelle, la série « Affaires militaires », les fonds de l'administration du département, dont la consultation est très stable durant le Centenaire, permettent en particulier de travailler sur la vie quotidienne des habitants (ravitaillement, moral...). Les données des archives de Saône-et-Loire mettent aussi en lumière des évolutions contrastées entre 2012 et 2018. On constate d'abord une diminution importante

et brutale de la consultation de la série R. Entre 2012 et 2015, celle-ci est divisée par trois. Cette baisse correspond à la mise en ligne des registres matriculaires, intervenue en 2015 et qui fait d'office diminuer la consultation de leur version physique. Cette tendance n'est pas spécifique à la Saône-et-Loire, elle s'observe pour tous les services départementaux ou municipaux qui ont mis en ligne des fonds sur la Grande Guerre. On remarque ensuite que la presse a bénéficié d'une attention particulière de la part des lecteurs au début du Centenaire, avant de voir sa consultation baisser. On observe également cette tendance aux archives départementales de l'Ariège :

Tableau 3. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Ariège (09) : nombre de consultations de la presse locale entre 2012 et 2018

Fonds	Nombre de consultations						
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Presse locale	6	16	33	4	2	6	3

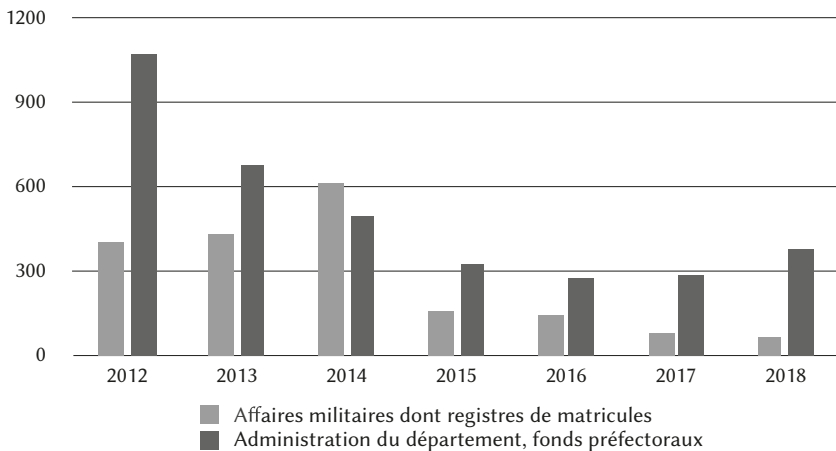
La concentration de la consultation de la presse sur le début du Centenaire est la traduction de l'engouement mémoriel et scientifique autour de la guerre. La commémoration a aiguisé le « désir mémoriel » de reconstituer l'histoire familiale, de l'inscrire et la comprendre dans le contexte géographique local. Elle a également animé le travail d'historiens locaux, d'associations historiques et de sociétés savantes, venus ainsi combler un vide dans l'histoire du département ou de la commune pendant la guerre. L'année 2014 a ainsi vu apparaître un nombre très important de publications consacrées à l'histoire locale pendant la Grande Guerre. Ce champ éditorial n'a pas encore fait l'objet d'une analyse quantitative¹⁸ ni qualitative (historiographie développée) précise. Elle est pourtant, à notre sens, un marqueur important de l'activité scientifique du Centenaire.

Les données des archives départementales du Var illustrent, peut-être de manière plus prononcée que dans les autres services municipaux et départementaux, ce qui se déroule au niveau de l'usage des fonds d'archives : l'intérêt pour la Grande Guerre est déjà présent lors des deux années qui précèdent le Centenaire. L'hypothèse d'un démarrage scientifique du Centenaire avant le lancement officiel de la commémoration en novembre 2013 est probable et n'est pas à exclure. Les sociétés savantes, les associations et les chercheurs locaux commencent très souvent leurs recherches en 2012-2013 dans la perspective de finaliser une publication ou une exposition pour 2014. Les deux années précédentes peuvent donc être vues en archives comme un temps de préparation scientifique du Centenaire. Lorsque celui-ci se manifeste, il se concentre sur l'année 2014, qui représente un pic de consultation des archives publiques. La mise en ligne des registres

¹⁸ Voir *infra* la contribution de Nicolas Patin.

matriculaires, en 2015 dans le cas du Var, a entraîné une chute drastique de la consultation physique. Cette baisse marque toute la seconde partie du Centenaire (2015-2018) et concerne l'ensemble des fonds. L'intérêt scientifique et mémoriel des lecteurs se poursuit, mais de manière moindre qu'en 2014.

238



4. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales du Var (83):
nombre de consultations des archives physiques entre 2012 et 2018

Un lectorat habituel des archives

Si les services d'archives ont constaté une hausse de la consultation des fonds sur la Grande Guerre, les données que nous avons pu recueillir ne montrent pas de basculement dans les types de fréquentation. Les généalogistes et les membres des sociétés savantes ou des associations historiques ont été les principaux utilisateurs des fonds. Les estimations fournies par les archives départementales de la Marne, du Haut-Rhin et des Deux-Sèvres permettent d'estimer prudemment que 20 à 30 % du public venu consulter les fonds sur la Première Guerre mondiale est constitué de généalogistes. Cette fréquentation est à croiser avec la consultation des registres matriculaires, type de documents particulièrement mobilisé par les généalogistes. Les membres des sociétés savantes et des associations historiques venant préparer un événement commémoratif pour leur commune constituent le deuxième groupe de lecteurs, dans des proportions estimées identiques à celles constatées s'agissant des généalogistes.

Les jeunes chercheurs (masterants et doctorants) constituent un troisième groupe, parfois assez important lorsqu'une université ou un centre de recherche accueillant des spécialistes du conflit est présente sur le territoire. La fréquentation des archives départementales du Bas-Rhin est emblématique de ce lien de

proximité. 34 % des lecteurs y sont des étudiants de master dont les travaux sont dirigés par les spécialistes rattachés à l'université de Strasbourg. Le phénomène inverse (peu de jeunes chercheurs lorsque le territoire n'accueille pas d'université) semble se vérifier si l'on considère et généralise l'estimation fournie par les archives départementales du Morbihan, que l'on retrouve dans des départements ayant des profils identiques. Les jeunes chercheurs représentent ici seulement 7 % du public. On observe le même écart de fréquentation pour les chercheurs professionnels. Ceux-ci peuvent représenter entre 5 % (aux archives départementales du Haut-Rhin) et 30 % (dans les Deux-Sèvres) du lectorat, selon la proximité ou non d'un centre de recherche ou d'un programme d'étude spécifique autour de la Grande Guerre.

La commémoration n'a ainsi pas provoqué de ruée massive dans les centres d'archives, ni de changements majeurs dans la structuration des publics. Les particuliers se sont déplacés pour satisfaire un besoin de construction de la mémoire familiale. Les chercheurs amateurs et les enseignants du secondaire sont venus consulter de la documentation pour une exposition, la rédaction d'un livre ou la préparation d'un cours. Les jeunes chercheurs ne sont pas arrivés en masse dans les services, ce que confirme l'étude de Simon Catros sur les sujets confiés aux masterants. Les archives publiques sur la Grande Guerre ne constituent plus, dans la majorité des travaux de master 1 et 2, les sources premières. À cet égard, les archives subissent le déplacement des sensibilités historiographiques. D'autres sources sont mobilisées préférentiellement par les spécialistes de 14-18 qui n'ont pas fait des sources archivistiques publiques le cœur de leurs travaux.

Consultation des fonds numérisés : Morts pour la France, Fusillés de la Grande Guerre et registres matriculaires

Le Centenaire a très certainement joué comme un accélérateur dans la mise en ligne du patrimoine archivistique. Idée émise à l'origine par Serge Barcellini, le projet de numérisation des registres matriculaires remonte à 2009-2010 et a fait l'objet d'un prototypage par la DMPA et les archives départementales de la Meuse. Ce projet est repris par Joseph Zimet dans le rapport de préfiguration du Centenaire, déjà évoqué *supra*. Avant la commémoration, excepté *Mémoire des hommes* qui existe, nous l'avons dit, depuis 2003, peu de fonds étaient accessibles en ligne. Leur consultation imposait un déplacement aux archives. La mise en ligne a facilité l'accès aux documents ; elle a probablement, de façon générale, facilité le recours à l'archive. Certes la médiation a disparu, ce qui n'est pas sans interroger quant à la compréhension et au rôle de l'archive dans l'espace social, mais la numérisation a permis à toute une partie de la population d'accéder à des sources jusque-là réservées uniquement à celles et ceux qui osaient franchir

la porte du bâtiment, puis s'inscrivaient, comprenaient comment fonctionnent les plans de classement et commandaient les documents.

La mise en ligne de fonds documentaires a ainsi favorisé, voire soutenu, en facilitant son accès, la demande de mémoire autour de la Grande Guerre. Un chiffre illustre parfaitement, nous semble-t-il, cette dynamique : celui de la consultation de la base de données recensant les « Morts pour la France de la Première Guerre mondiale ». Entre novembre 2013 et juin 2019, 39 898 550 recherches y ont été effectuées au total. Il faudrait éliminer les recherches qui n'aboutissent pas, les tris dans les homonymies, etc. pour approcher la réalité du nombre de requêtes ayant donné lieu à des résultats. Mais ce chiffre très élevé démontre tout de même que le Centenaire a été un intense moment de rappel de la mémoire familiale. Le site internet *Mémoire des hommes* a été très bien médiatisé pendant tout le Centenaire, et a donc trouvé une audience très large, mais il a surtout rencontré un public curieux d'aborder l'histoire individuelle des aïeux engagés et morts pendant les hostilités.

240

Si la dimension mémorielle domine très certainement dans la consultation de la base recensant les « Morts pour la France », l'utilisation de la base des « Fusillés de la Première Guerre mondiale » nous paraît répondre à des objectifs quelque peu différents. Depuis novembre 2014, date de sa mise en ligne, jusqu'à juin 2019, 550 000 recherches y ont été effectuées. C'est, après « Morts pour la France », le fonds le plus consulté du site de la Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives. Il y a très certainement un intérêt mémoriel de la part de certaines familles, dont les ancêtres ont été condamnés par la justice militaire. Il était difficile d'entrer dans ces archives et leur mise en ligne a facilité la consultation des dossiers individuels des accusés. Parallèlement à cette curiosité d'ordre intime, il y a également une curiosité pour un phénomène – la justice militaire pendant le conflit – qui intéresse la société contemporaine. Rentrer dans cette histoire par le prisme de l'individu confronté à l'arbitraire des autorités militaires de l'époque ou par celui de la victimisation des hommes mobilisés – deux approches de l'historiographie de la Grande Guerre qui sont développées depuis plusieurs années – donne à comprendre la guerre telle qu'elle fut parfois représentée par les médias et expliquée par certains spécialistes durant le Centenaire. La consultation importante de ce fonds paraît, en ce sens, emblématique d'un croisement des interrogations mémorielles et des questionnements historiques récents sur le conflit.

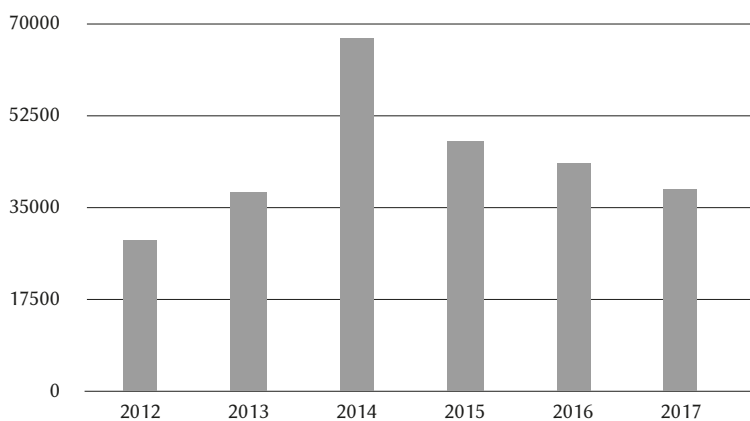
Dans un contexte d'accès facilité aux documents, il n'est pas étonnant de constater que la consultation électronique a rapidement dépassé la consultation des fonds physiques. Les données de consultation des archives départementales de la Gironde montrent bien ce passage. Les registres matriculaires y sont mis en ligne en 2015. Avant cette date, entre 2012 et 2014, on dénombre en moyenne

1 600 consultations d'archives sur la Grande Guerre par an. À partir de 2015 et jusqu'en 2017, en moyenne 5 100 consultations sont enregistrées chaque année. L'accès à des documents électroniques a, dans le cas de ce département, multiplié par trois la consultation des fonds. Cette mise en ligne a très certainement participé, en plus de l'essoufflement de l'intérêt pour le Centenaire constaté à partir de 2015, à la diminution du nombre de lecteurs dans les salles des archives départementales.

Tableau 4. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Gironde (33): consultation comparée des fonds d'archives physiques et électroniques entre 2012 et 2017

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de consultations de fonds physiques	1 202	1 855	1 740	455	441	512
Nombre de lecteurs	138	234	268	155	135	138
Nombre de visiteurs uniques (fonds 1R)				4 152	6 010	5 387

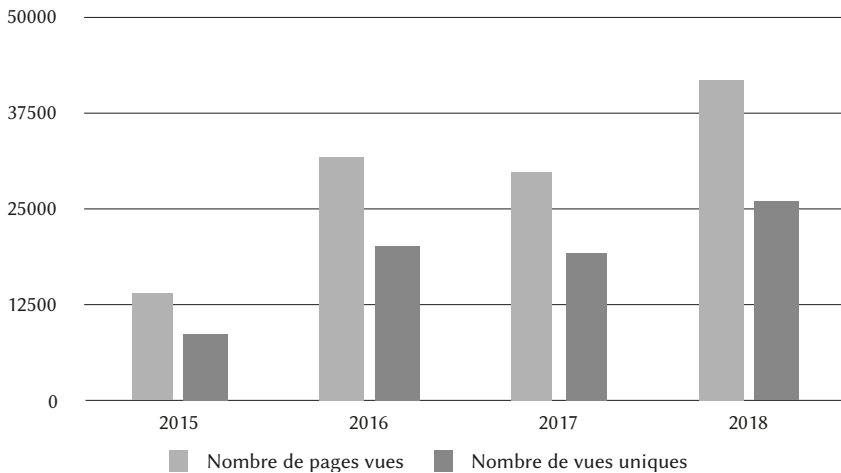
À la différence de l'intérêt des centres d'archives ou des bibliothèques pour la commémoration, le nombre de projets que ces structures présentent en vue d'une labellisation connaissant une érosion certaine entre 2015 et 2018, la consultation en ligne reste très importante, voire progresse durant le Centenaire. Les statistiques de consultation des registres matriculaires des archives départementales de l'Oise et de la Marne mettent en lumière ce phénomène.



5. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de l'Oise (60): nombre de consultations électroniques des matricules militaires entre 2012 et 2017

L'évolution des consultations ne suit pas la même tendance. Avec 38 000 pages vues en 2013, le démarrage dans l'Oise est plus important. La consultation connaît son apogée en 2014 avec près de 68 000 pages vues, confirmant à nouveau un « effet Centenaire » autour des fiches matriculaires des mobilisés. La diminution progressive que l'on a pu noter pour l'utilisation des archives physiques à partir

de 2015 se constate également pour les fonds numérisés. Mais cette baisse reste proportionnellement moins importante et, tout au long du Centenaire, le nombre de consultations annuelles reste supérieur aux consultations enregistrées en 2013. Ce modèle d'évolution de la consultation n'est pas toujours généralisable aux autres centres d'archives, comme l'indique la consultation des registres matriculaires aux archives départementales de l'Ariège : 68 000 pages vues en 2016, 64 000 en 2017 et 73 000 en 2018. Ces chiffres sont importants, mais il faut souligner qu'il s'agit du nombre de pages vues, et non des « vues uniques » comme les comptabilisent les centres d'archives bordelais ou marnais. On remarque, à la lumière des données fournies par ces derniers, que le nombre de vues uniques, c'est à dire de « sessions », est très élevé et en constante augmentation entre 2015 et 2018, passant de presque 10 000 sessions à un peu plus de 25 000 durant la période. Ces données viennent quelque peu nuancer l'idée d'une usure de l'intérêt pour le Centenaire, et ce d'autant plus que le cas des archives de la Marne n'est pas isolé. Les chiffres sont moins importants dans le Gard, mais ils traduisent une même dynamique : les archives départementales y enregistrent 24 800 consultations en 2016 et 25 995 en 2017.



6. Fonds Première Guerre mondiale, archives départementales de la Marne (51) : nombre de consultations électroniques des matricules militaires entre 2015 et 2018

Avec celle de la base recensant les « Morts pour la France », la consultation de ces sources constitue probablement le meilleur exemple de la vitalité de la mémoire de la Grande Guerre durant le Centenaire. Cet usage familial des archives constitue une démonstration remarquable de l'appropriation du souvenir du conflit, ramené à sa dimension intime, par la population des territoires. Même si nous ne disposons pas d'éléments permettant de connaître le profil des utilisateurs en ligne, l'hypothèse que les familles, les généalogistes et les passionnés

sont à l'origine de la majorité des connexions peut être avancée. Le profil des participants à l'indexation collaborative des registres matriculaires initiée dans le cadre du projet de Grand Mémorial semble confirmer cette hypothèse : il s'agit en majorité de particuliers intéressés par la Première Guerre mondiale, soit à titre historique soit à titre familial, et par la généalogie. Les 103 670 participations¹⁹ à l'indexation des registres matriculaires conservés par les archives départementales de Saône-et-Loire donne une idée de l'ampleur de l'engouement autour de ces documents, né pendant le Centenaire et qui se perpétue jusqu'à présent.

Les registres matriculaires n'ont pas été les seuls fonds mis en ligne par les services d'archives durant le Centenaire. Les établissements ont étendu leur politique de numérisation à d'autres ensembles documentaires ayant trait à la Grande Guerre. La dynamique engagée autour de la mise en ligne des fonds s'est en effet prolongée par la numérisation de fonds privés, parfois donnés à l'occasion de la Grande Collecte ou lors de créations de sites internet documentaires dédiés. Les Archives nationales ont ainsi participé à l'enrichissement du site *Clemenceau2018.fr* en sélectionnant des documents. Comme pour les registres, la consultation de ces fonds a pu être mesurée. Elle montre, comme il en allait pour les archives départementales vendéennes, que 2014 se détache très nettement, confirmant ainsi l'idée d'un « effet Centenaire » se concentrant sur cette première année de commémoration. En 2014, le fonds Joseph et Églantine Mady a ainsi enregistré 554 consultations contre 249 l'année suivante. Les *Carnets de guerre* d'Alfred Bonnaud ont été consultés 702 fois en 2014 et 386 en 2015²⁰.

Le Centenaire dans les bibliothèques de prêt

Les fonds documentaires mis à la disposition des lecteurs des bibliothèques municipales et départementales couvrent des besoins culturels et éducatifs qui vont de l'enfance à l'âge adulte. Comme les autres collections imprimées, les documents concernant la Première Guerre mondiale répondent à ces différents publics de lecteurs. Nous aurions pu faire le choix de ne concentrer le bilan que sur les documentaires destinés aux adultes. Ce choix aurait présenté l'avantage de particulièrement bien cibler les titres empruntés. Mais nous aurions ainsi occulté

19 Archives départementales de Saône-et-Loire, Registres matricules militaires, (https://www.archives71.fr/arkotheque/consult_fonds/index.php?ref_fonds=18, consulté le 1^{er} août 2021).

20 Pour le fonds Joseph et Églantine Mady, voir : http://recherche-archives.vendee.fr/archives/fonds/FRADo85_1NUM384; pour les *Carnets de guerre* d'Alfred Bonnaud, voir : http://recherche-archives.vendee.fr/archives/archives/fonds/FRADo85_1NUM393/view:all (consultés le 1^{er} août 2021).

une dimension complète de la diffusion de la littérature sur la Grande Guerre. Les documentaires pour la jeunesse, les bandes dessinées ou encore la littérature adolescente ne sont pas des travaux scientifiques à proprement parler – encore que de nombreux exemples, telle la série dédiée par David Vandermeulen à Fritz Haber²¹, viennent nuancer ce propos – mais ils contribuent à vulgariser, avec qualité, l’historiographie la plus récente.

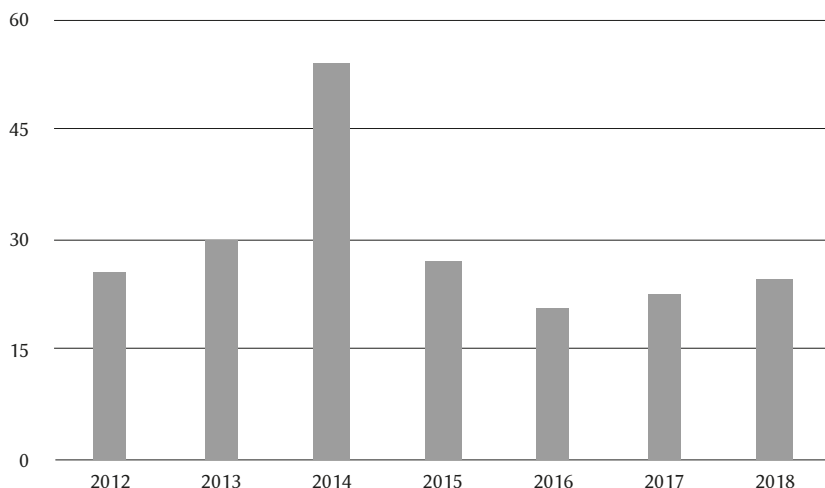
244 Toutes les bibliothèques qui ont répondu au questionnaire n’ont pas fourni de données sur les prêts de documents liés à la Grande Guerre. Les systèmes informatiques de gestion des bibliothèques ne sont pas tous en mesure de fournir de statistiques relatives aux prêts de documentaires, de livres jeunesse, voire d’ouvrages de littérature générale. Nous disposons néanmoins de chiffres exploitables pour dix bibliothèques de notre corpus, chiffres qui sont d’autant plus intéressants que ce sont les établissements des grandes villes (Nantes, Lyon, Lille, Limoges), qui ont beaucoup d’emprunteurs, qui ont été en capacité de bien remplir cette partie du questionnaire. Quelques communes moins importantes, comme Sainte-Catherine-de-Fierbois (Indre-et-Loire) et ses 750 habitants, ont également pu fournir des statistiques qui complètent et confirment celles collectées par les grandes agglomérations.

Lille constitue le plus grand réseau métropolitain de lecture publique que nous avons pu étudier. Les bibliothèques de la ville mettent à la disposition de leurs publics, en décembre 2018, environ 1 400 ouvrages indexés « Guerre mondiale 1914-1918 ». Cette indexation recouvre des documentaires adultes (histoire), des documentaires pour la jeunesse et des supports audiovisuels. Ce fonds a fait l’objet, entre 2012 et 2018, de 4 818 prêts. Les documentaires jeunesse arrivent en tête des prêts. L’ouvrage de Simon Adams intitulé *La Première Guerre mondiale*, édité dans la collection « Les yeux de la découverte » chez Gallimard en 2002, totalise à lui seul 206 emprunts. Il est suivi de *La Guerre 1914-1918* de Christine Sagnier, édité par Fleurus en 2003, emprunté à 156 reprises sur la période. Le classement est complété par le DVD *La Première Guerre mondiale*, également édité par Fleurus en 2006 et dont les textes scientifiques et pédagogiques sont l’œuvre de Jean-Pierre Verney. Ce classement, qui met en tête des prêts les documentaires jeunesse, se retrouve dans toutes les bibliothèques qui nous ont fourni des chiffres de prêts. À Évron (Mayenne), dont la bibliothèque compte 3 000 inscrits, *Maudite soit la guerre* de Didier Daeninckx, ouvrage paru en 2014 chez Rue du monde et illustré par Pef, domine le classement avec 47 prêts entre 2014 et 2018. Les dix ouvrages les plus empruntés dans cette bibliothèque appartiennent aux fonds jeunesse. Cette prépondérance de la littérature jeunesse (6-12 ans) dans les prêts d’ouvrages sur la Grande Guerre

21 David Vandermeulen, *Fritz Haber*, 4 tomes, Paris, Delcourt, 2005-2014.

caractérise l'activité des bibliothèques durant le Centenaire. Les ouvrages concernés sont le fruit d'un travail scientifique de qualité, à l'image de celui dirigé par Jean-Pierre Verney. Il faut peut-être voir dans ces prêts un intérêt pour le Centenaire guidé par les familles, mais probablement plus certainement par l'école. En effet, mais cela reste à démontrer, il est vraisemblable que l'usage de ces collections est lié à un enseignement, en parallèle, de la Grande Guerre à l'école primaire ou au collège.

Une analyse plus fine de ces prêts entre 2012 et 2018 met en évidence l'importance, une nouvelle fois, de l'année 2014. Le nombre de prêts du documentaire jeunesse signé de Simon Adams réalisés à la bibliothèque municipale de Lille confirme cette dynamique de concentration sur le début de la commémoration.



7. Nombre de prêts, à la bibliothèque municipale de Lille, du documentaire jeunesse *La Première Guerre mondiale* (Simon Adams, Gallimard, Paris, 2002) entre 2012 et 2018

Nous observons ainsi une augmentation significative des prêts à partir de 2013 – deuxième année la plus importante en ce qui concerne les emprunts après 2014. Ce phénomène montre une montée en intensité et en intérêt croissante du Centenaire, qui débute avant le démarrage des commémorations. 2014 marque le maximum des prêts qui, dès l'année suivante, reculent à un niveau au mieux égal, voire inférieur à celui de 2012. L'évolution des emprunts suit une courbe identique à celles que nous avons pu mettre au jour pour la consultation des archives. À la décrue entamée en 2015 et confirmée l'année suivante, signe d'un essoufflement de l'intérêt pour la Grande Guerre, nous notons que succède une légère reprise en 2017 et 2018 – comme si, la fin de la commémoration approchant, la mémoire devait se cristalliser une seconde fois.

Secteur éditorial parmi les plus dynamiques, la bande dessinée rencontre un lectorat de plus en plus large et diversifié. Elle figure aujourd'hui parmi les collections les plus empruntées dans les bibliothèques publiques. Depuis Jacques Tardi, la Première Guerre mondiale est devenue un sujet prisé des illustrateurs et des scénaristes. L'intérêt pour la période est ainsi bien antérieur à la commémoration et attire aussi bien les jeunes lecteurs de *La Guerre des Lulus*²², série la plus empruntée à Savy (Aisne), Jussey (Haute-Saône) et Vétrigne (Territoire de Belfort) entre 2012 et 2018, qui enregistra 23 prêts à Gorrion (Mayenne) sur la période et en totalisa 118 à Nantes seulement sur les années 2017 et 2018, jusqu'à des publics plus âgés : *C'était la guerre des tranchées* de Tardi est emprunté 112 fois sur la période à la bibliothèque municipale de Limoges (Haute-Vienne)²³, la série *Notre mère la guerre*, de Kris et Maël, 18 fois entre 2012 et 2018 à Gorrion²⁴, etc. À l'exception de *Mauvais genre* de Chloé Cruchaudet qui comptabilise 198 prêts en deux ans (2017-2018) dans le réseau des bibliothèques municipales de Nantes²⁵, et de *La Guerre des Lulus*, les titres de bandes dessinées les plus consultés sont antérieurs à 2013. Ils bénéficient incontestablement d'un « effet Centenaire ». Bien documentés sur le plan historique, ces livres se distinguent de tous les autres supports que nous avons examinés par un niveau d'usage constant sur la durée du Centenaire. Le nombre de prêts est régulier, indiquant ainsi un maintien de l'intérêt pour ce type de documentation sur la guerre.

Les prêts de DVD documentaires sur la Grande Guerre présentent les mêmes caractéristiques : nombre d'emprunts élevé durant le Centenaire et régularité entre 2014 et 2018. Dans ce contexte, *Apocalypse*, produit par France Télévisions, figure comme le documentaire le plus emprunté. C'est par exemple le cas à la bibliothèque municipale de Lyon où la série fut empruntée 42 fois entre 2014 et 2018 et 11 fois pour la seule année 2018. La place d'*Apocalypse* dans les prêts de documents confirme son statut de documentaire sur la Grande Guerre le plus vu durant le Centenaire. On trouve également ici une forme de cohérence culturelle entre ce qui a été abondamment vu à la télévision – chaque épisode de la série a été visionné par 5,5 millions de téléspectateurs en moyenne – et la recherche de contenus vulgarisés par les lecteurs.

Cet intérêt pour un accès vulgarisé à la connaissance de la Première Guerre mondiale se retrouve dans le classement des ouvrages documentaires. Le palmarès est plus complexe à établir que pour les autres types de documents. L'offre

22 Régis Hautière (scénario), Damien Cuvillier/Hardoc (dessin), *La Guerre des Lulus*, 6 tomes, [Paris], Casterman, 2013-2021.

23 Jacques Tardi, *C'était la guerre des tranchées. 1914-1918*, [Paris], Casterman, 1993.

24 Récit de Kris, dessin et couleur de Maël, *Notre mère la guerre*, 4 tomes, [Paris], Futuropolis, 2009-2012.

25 Chloé Cruchaudet, *Mauvais genre*, Paris, Delcourt, 2013.

éditoriale est en effet beaucoup plus étoffée et riche, donnant ainsi une possibilité de choix plus grande pour le lecteur. Mais, parmi les onze bibliothèques pour lesquelles nous disposons de données relatives aux prêts, les historiens spécialistes du conflit ne dominent pas le classement. On trouve en effet en tête des auteurs, vulgarisateurs de l'histoire, comme Max Gallo dont l'ouvrage *1914, le destin du monde* a ainsi été prêté 53 fois dans le réseau documentaire lillois²⁶. Avec différents ouvrages jouissant d'une indéniable popularité (*La Bataille de la Marne*, *Les Poilus*, *La France sacrifiée*, *Mourir à Verdun...*), Pierre Miquel est sans doute l'auteur hors fiction le plus emprunté sur la Grande Guerre. À la bibliothèque municipale de Limoges, la suite romanesque *La liberté guidait leurs pas*, du même auteur, a été empruntée 52 fois entre 2012 et 2018. La somme de tous ces ouvrages devance même *Paroles de Poilus* (123 prêts sur la période)²⁷. Ce dernier titre a cependant continué, durant tout le Centenaire, à être l'ouvrage le plus lu. Il devance largement les œuvres des historiens spécialistes de la période et les plus productifs. À ce titre, il faut souligner la place occupée par Jean-Yves Le Naour, qui est, pourrait-on dire, l'exception qui confirme la règle, puisque ses ouvrages, et notamment *La Première Guerre mondiale* et *Les Soldats de la honte*, figurent parmi les documentaires les plus empruntés²⁸. À Limoges, ces deux titres le furent 41 fois chacun entre 2012 et 2018. Jean-Yves Le Naour tire son succès de sa grande capacité à vulgariser le propos scientifique et à s'intéresser à des sujets qui ont une résonance mémorielle très forte (troupes coloniales, traumatismes de guerre...). Hormis cette présence, les ouvrages des historiens contemporains du conflit, propagateurs de l'historiographie culturelle et sociale la plus récente, ne dépassent généralement pas la dizaine de prêts entre 2012 et 2018. À titre d'exemple, la publication d'historiens la plus empruntée au sein du réseau lyonnais en 2018 fut *La Grande Guerre. 1914-1918* de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, emprunté 7 fois en 2018²⁹.

Ce tableau de la place occupée par les ouvrages d'historiens dans la diffusion de l'histoire du premier conflit mondial doit être légèrement nuancé dans le cas des départements ou des localités où la mémoire de 14-18 est très forte. On note en effet un intérêt conséquent pour l'histoire locale durant la guerre. Connaître ce qui s'est déroulé pendant le conflit a suscité un fort intérêt

26 Max Gallo, *1914, le destin du monde* [2013], Paris, Pocket, 2014.

27 Pierre Miquel, *La Bataille de la Marne*, Paris, Plon, 2003; *Les Poilus. La France sacrifiée*, Paris, Plon, 2000; *Mourir à Verdun*, Paris, Tallandier, 1995; *La liberté guidait leurs pas*, 4 tomes, Paris, Fayard, 2005; Jean-Pierre Guéno, *Paroles de Poilus. Lettres de la Grande Guerre*, Paris, France Loisirs, 1998.

28 Jean-Yves Le Naour, *La Première Guerre mondiale*, Paris, First éd., 2008; Jean-Yves Le Naour, *Les Soldats de la honte*, Paris, Perrin, 2011.

29 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *La Grande Guerre. 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1998.

pendant le Centenaire dans ces territoires de mémoire. La biographie de Louise de Bettignies écrite par Chantal Antier figure ainsi par les documents les plus empruntés à Lille, avec 68 prêts entre 2012 et 2018³⁰. Située non loin du Chemin des Dames, la bibliothèque de la commune de Bruyères (Aisne) a prêté 30 fois *Le Chemin des Dames* de Denis Defente et à 13 reprises *Les Fantassins du Chemin des Dames* de René-Gustave Nobécourt à ses quelques 184 inscrits³¹. Cet usage des collections tend à montrer que c'est moins le statut de l'historien (universitaire, local, amateur) ou le courant historiographique qui retient l'attention des lecteurs que le lieu et/ou la personnalité évoqués. Il s'agit de se documenter sur une histoire dont les traces ou la mémoire est sous leurs yeux. L'évolution de ces prêts entre l'avant-Centenaire et la période 2014-2018 amène à conclure que la commémoration a joué un rôle majeur dans l'activation de cet intérêt.

ACTIONS DE VALORISATION

La tendance observée à propos des prêts de livres d'histoire sur la Grande Guerre peut sembler assez déprimante pour le bilan scientifique. À une exception près, les spécialistes contemporains du conflit font l'objet de peu d'attention. Ce constat pose bien sûr la question du rôle de la littérature scientifique dans la diffusion de la connaissance. Si l'on considère uniquement les titres les plus empruntés, on peut dire sans trop de nuance que l'historiographie sociale et culturelle, la plus récente, n'a pas percé auprès du public. Mais les prêts ne sont qu'une part de l'activité des établissements culturels que sont les centres d'archives et les bibliothèques. Celles-ci ont organisé pendant le Centenaire beaucoup de manifestations (expositions, conférences, ateliers) dont l'analyse donne une autre image des axes historiques mis en avant. En effet, l'examen des expositions, des conférences, des actions en direction des publics scolaires ou de la communication déployée révèle que l'historiographie contemporaine a été plutôt très bien intégrée dans les discours.

Expositions

Les expositions furent les manifestations culturelles et scientifiques les plus organisées entre 2014 et 2018. Elles représentent environ 70 % des événements scientifiques – hors ateliers scolaires, donc – déclarés dans les réponses

30 Chantal Antier, *Louise de Bettignies. Espionne et héroïne de la Grande Guerre (1880-1918)*, Paris, Tallandier, 2013.

31 Denis Defente (dir.), *Le Chemin des Dames*, Paris, Le grand livre du mois, 2003 ; René-Gustave Nobécourt, *Les Fantassins du Chemin des Dames* [1965], préface de Jean-Michel Jeanneney, Paris, A. Michel, 2013.

aux questionnaires. À très grands traits, on peut donc raisonnablement considérer, en se fondant sur les déclarations des bibliothèques et des archives, que tous les services d'archives départementaux, les centres d'archives et les bibliothèques municipaux des moyennes et grandes agglomérations, et un nombre important de bibliothèques servant de petites aires de populations ont présenté une exposition au cours du Centenaire. À partir de ces données et du nombre de ces institutions, on peut estimer qu'au moins 1 000 expositions furent organisées entre 2013 et 2018 au sein de celles-ci³². Toutes ne furent pas de l'ampleur d'« Été 14 » (à la BnF) ou de « Vu du front » (à la BDIC), et une disparité évidente et tout à fait normale, s'agissant des moyens et des compétences scientifiques, distingue le contenu et les documents présentés à ces deux occasions et, par exemple, dans les trois expositions réalisées par la bibliothèque de la commune de Bar-sur-Aube (Aube)³³. Cet écart ne préjuge en rien de la qualité du contenu scientifique des expositions locales. Celles pour lesquelles nous avons pu obtenir des éléments de contenu (synopsis, etc.) révèlent un contenu historiographique riche, intégrant les apports des vingt dernières années.

La durée de la commémoration a été un défi pour les institutions culturelles et scientifiques. Une majorité d'entre elles a fait le choix de préparer des expositions pour le début du Centenaire, en 2014. C'est ainsi le cas de la BnF, des archives départementales de l'Ardèche (« Fragments d'histoire : l'Ardèche dans la Grande Guerre »), de la Loire-Atlantique (« C'était la guerre »), des Deux-Sèvres (« Loin du front, un front intérieur : les Deux-Sévriens dans la Grande Guerre ») ou encore du Var (« Semailles, mitraille, retrouvailles : les Varois dans la Grande Guerre »). Très souvent, ces expositions ont débuté en septembre 2014. Comme les titres des exemples retenus le suggèrent, le conflit fut traité dans sa globalité, depuis ses origines jusqu'à sa conclusion, et les productions abordèrent tant la question du front (soldats mobilisés, liens avec l'arrière, vie quotidienne au front, combats, morts) que de l'arrière (vie économique, réorganisation de la société). Les thématiques développées accordèrent une large place aux dimensions sociales et culturelles du conflit étudiées par les chercheurs au cours des deux dernières décennies.

Le choix d'embrasser dès 2014 toute l'histoire du conflit a permis à certains services de se dégager ensuite de la commémoration ou d'organiser d'autres actions autour de celle-ci (actions pédagogiques, cycles de conférences). Ces expositions globales ont aussi été conçues comme le point de départ d'un cycle commémoratif,

32 Voir *infra*, à ce sujet et en complément, la contribution de Bérénice Zunino concernant la dynamique muséale du Centenaire, qui aborde la question à partir d'un corpus en partie différent.

33 « Les hôpitaux à Bar-sur-Aube durant la Grande Guerre », « Les débuts de l'aviation dans l'Aube » et « La présence américaine à Bar-sur-Aube ».

à l'instar de ce que les archives départementales de l'Ardèche ou du Gard ont mis en place. Ces dernières ont ainsi organisé en 2014 l'exposition « 1914, les moissons interrompues » centrée sur la mobilisation et l'entrée en guerre et visitée par 2 000 personnes, et « 1917, et après ? », dont le propos démarre sur la contestation sociale et militaire en France et en Russie pour questionner les sorties de guerre. Ce travail sur les mouvements sociaux, civils et militaires, et sur les sorties de guerre est au plus proche des dernières tendances historiographiques qui s'intéressent aux mutineries ou aux tentatives de paix.

250

Ces différentes expositions, qu'elles aient été organisées par les services d'archives ou les bibliothèques, ont été réalisées la plupart du temps par le personnel de ces institutions avec les documents conservés dans les fonds : documents iconographiques, sources écrites, fonds privés notamment prêtés et donnés à l'occasion de la Grande Collecte. Dans un cas, celui de l'exposition « 1914-1918. Images de guerre, images de vie » réalisée par les archives départementales du Vaucluse, le projet a été mené par le professeur du service éducatif et la responsable des publics. Il présente une galerie contextualisée de portraits d'acteurs de la Grande Guerre : soldats vauclusiens et leurs familles, représentants des pouvoirs publics restés à l'arrière. Cette exposition, qui a attiré 5 384 visiteurs, associe une approche historique et mémorielle. Il s'agit d'aborder l'histoire de la guerre d'un point de vue micro-historique (le parcours d'individus entre 1914 et 1918) tout en faisant le lien avec la mémoire familiale du conflit. Cette personnalisation de l'histoire et de la mémoire de la guerre explique probablement le succès de cette exposition, itinérante et qui a été montrée dans les grandes villes du département (Avignon, Cavaillon, Orange), mais aussi dans des communes de plus petite taille, comme Sault ou Bollène. On constate que ces expositions mêlant discours historique et mémoriel et parcours de vie ont rencontré un public très nombreux, intéressé par une histoire incarnée, comme en témoigne l'exposition « 1914-1918 : si loin, si proche » présentée par les archives départementales de l'Essonne entre juin 2014 et mars 2015, vue par 8 837 personnes puis présentée dans 16 communes du département.

L'on n'insiste jamais assez sur la dimension locale comme élément du succès de ces productions. Plus des trois quarts des expositions mentionnées dans les réponses apportées par les centres d'archives et les bibliothèques sont en lien avec l'histoire du territoire, qu'il s'agisse spécifiquement de l'histoire du département ou de la ville dans la guerre (archives départementales de l'Indre, de l'Ardèche, de l'Ariège, de la Gironde, de la Guadeloupe ; bibliothèques municipales de Lyon et de Lille), de celles des soldats du département, comme dans le cas de l'exposition sur les Poilus bressans (archives départementales de l'Ain), ou encore d'une histoire orientée vers l'activité économique, comme dans le cas de l'exposition consacrée à l'industrie en guerre par les archives départementales de la Loire.

La circulation de la déclinaison itinérante de l'exposition « La Loire inférieure dans la Grande Guerre » (archives départementales de la Haute-Loire) donne une idée de cette dynamique territoriale. Empruntée 71 fois par des communes, elle a été vue par 10 087 personnes. Ces expositions essaient d'aborder toutes les dimensions du conflit (sociales, économiques, politiques, culturelles, mémorielles) et de multiplier les focales, évoquant tantôt le contexte international de la guerre, tantôt celui national et local. À cet égard, l'exposition « Tant/temps de guerre » conçue par les archives départementales du Val-d'Oise est emblématique d'une approche scientifique mettant en évidence les différents territoires ou échelles de la guerre. Avec 11 836 visiteurs non scolaires et 13 336 élèves l'ayant vue, elle a trouvé un large public, venu autant pour s'informer sur l'histoire globale du conflit que sur toutes ses déclinaisons.

La plupart du temps, ces expositions à dimension locale sont insérées dans un ensemble de manifestations plus larges qui font intervenir des spécialistes d'histoire locale et/ou de la Grande Guerre. L'exposition consacrée aux « Morbihannais dans la Grande Guerre » (archives départementales du Morbihan, septembre 2014, 4 100 visiteurs) fournit un bon exemple de ces cycles scientifiques qui ont été conçus autour des expositions. Plusieurs conférences ont été organisées faisant intervenir des spécialistes du conflit au niveau local comme Erwan Le Gall et Didier Guyvarc'h (MCF en histoire) et des chercheurs du laboratoire de recherche CERHIO (Centre de recherches historiques de l'Ouest) de l'université de Rennes, proche du Morbihan. La proximité d'une université porteuse de compétences sur la Première Guerre mondiale constitue incontestablement un élément d'enrichissement scientifique pour les expositions et les projets menés par les archives et les bibliothèques. Les grands établissements parisiens comme les Archives et la Bibliothèque nationales, ou encore la BDIC/La Contemporaine bénéficient d'un avantage dans ce contexte en pouvant mobiliser un nombre plus important de spécialistes nationaux et internationaux pour les expositions. Le conseil scientifique de l'exposition présentée par la BDIC et le Musée de l'Armée a ainsi réuni des historiens français (Nicolas Offenstadt, Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker) et étrangers (John Horne), ainsi que des conservateurs de musée d'origine italienne (Camillo Zadra) et allemande (Thomas Weissbrich). Mais il faut signaler que le propos scientifique des expositions portées par toutes les grandes bibliothèques municipales ayant répondu à nos questionnaires a été validé, à chaque étape, par un conseil composé d'universitaires locaux, voire nationaux. Le conseil scientifique de l'exposition « 14-18, Lyon sur tous les fronts ! » associait ainsi Nicolas Beaupré et Fanny Giraudier, à l'époque doctorante à l'université Lumière Lyon 2.

Cette présence des spécialistes dans les expositions ou autour des projets scientifiques et culturels explique, en partie – et en partie seulement, car

les recherches et la sélection des documents de ces expositions sont très majoritairement l'œuvre du personnel des services d'archives et des bibliothèques, bien au fait de l'évolution des études sur la guerre –, que le propos épouse très souvent une historiographie récente. Et l'on remarque ainsi que les thèmes abordés reflètent ces nouvelles approches, essentiellement culturelles et sociales : exposition sur les femmes organisée par les archives départementales girondines en 2014 avec deux universitaires comme commissaires (Hubert Bonin et Fabrice Virgili), exposition sur les enfants dans la Grande Guerre aux archives départementales de la Haute-Saône, exposition « Souvenirs de la Grande Guerre, les monuments aux morts dans les communes du Rhône et de la métropole de Lyon » (archives départementales du Rhône), exposition sur les nouvelles du front construite à partir de correspondances privées (archives départementales de Saône-et-Loire) dans laquelle il s'agit de montrer comment se forge l'opinion et comment celle-ci est mobilisée, comment le lien se maintient entre le front et l'arrière et quel fut le vocabulaire des combattants et, enfin, exposition sur les étrangers en Tarn-et-Garonne (archives départementales du Tarn).

Les thèmes développés par ces expositions ont voisiné avec des sujets plus classiques : l'école républicaine dans la guerre (archives départementales du Cher, des Côtes-d'Armor), les technologies de guerre, et en premier lieu l'aviation (exposition « Les aviateurs nantais de la Grande Guerre », montée aux archives départementales de Loire-Atlantique en partenariat avec l'association Les Aéroplanes ; exposition sur Roland Garros présentée en 2018 aux archives départementales de La Réunion, accompagnée d'une conférence donnée en septembre 2018 par Éric Boulogne, conseiller pédagogique à la retraite), ou liés aux grandes étapes du conflit. À cet égard, l'entrée en guerre des États-Unis en 1917 et l'arrivée des troupes américaines sur le sol français ont donné lieu, en 2017 et 2018, à plusieurs expositions dans les bibliothèques des villes portuaires qui étaient des points de passage (Bordeaux, Nantes, Saint-Nazaire) et dans les territoires où ces troupes ont stationné (archives départementales de la Haute-Marne). L'exemple de l'exposition consacrée aux aviateurs nantais met en lumière les collaborations scientifiques organisées entre les centres d'archives et les bibliothèques et les acteurs associatifs et éducatifs locaux. Ce type de partenariat permet ainsi de proposer « La Vienne en guerre », présentée aux archives départementales de la Vienne en 2014-2015 et réalisée en coopération avec l'Office national des anciens combattants et victimes de la guerre et le centre régional de documentation pédagogique (CRDP) et le concours d'historiens locaux, comme Marie-Claude Albert.

Si l'on devait privilégier une approche diachronique des expositions organisées par les centres d'archives et les bibliothèques durant le Centenaire, nous serions tentés de distinguer deux grandes périodes. La première, autour de l'année 2014,

a vu la mise en place de très nombreux projets (environ 70 % des expositions de notre corpus) traitant de l'entrée en guerre ou du conflit dans sa globalité et mêlant plusieurs approches géographiques. La seconde période correspondrait à la fin de la commémoration. On peut estimer qu'environ 20 % des expositions ont été présentées au public à partir du second semestre 2018. Ce choix est déterminé, bien sûr, par le contenu des projets. L'objet de toutes ces expositions n'est pas de présenter une traversée de la guerre, mais de se concentrer sur la fin de celle-ci. Dans ce cadre, trois sujets ont dominé : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, la reconstruction et la fin des hostilités. Ces sujets ayant une forte résonance territoriale, ils furent donc plutôt abordés dans une perspective locale. Tel a été le cas de l'exposition « Les Alsaciens (1918-1925). Paix sur le Rhin ? », présentée à partir d'octobre 2018 à Colmar, réalisée par le personnel scientifique des archives départementales du Bas-Rhin en partenariat avec celles du Haut-Rhin et par un doctorant de l'université de Strasbourg et vue par 2 100 visiteurs entre novembre et décembre 2018. L'évocation de la reconstruction a plutôt été le fait des anciens espaces dévastés, à l'image de l'exposition que les archives départementales de la Somme ont consacrée à « Pierre et Gérard Ansart, architectes de la reconstruction » (480 visiteurs) et celle montée par les archives départementales de Meurthe-et-Moselle sur la reconstruction du département. La sortie de guerre et la mémoire du conflit forment le dernier type de sujet abordé par ces expositions de la fin de la commémoration. Comme « 1918, la Haute-Saône se souvient » (367 visiteurs de novembre 2018 à mars 2019), réalisée par les archives départementales de Saône-et-Loire, il s'agit à la fois de montrer le difficile retour des combattants à la vie civile en s'appuyant sur les dernières recherches historiques à ce sujet et sur des archives ou des documents publics ou privés, et d'évoquer la mémoire immédiate (une grande place est accordée à la question du deuil et des monuments aux morts, conformément là aussi à l'historiographie récente) et plus longue selon une approche scientifique également renouvelée (rôle et place des anciens combattants dans la société, notamment).

Conférences

Les conférences forment le deuxième type d'événements scientifiques le plus organisé après les expositions. Elles représentent presque 20 % des actions recensées dans les réponses au questionnaire. Si l'on peut dégager, s'agissant des expositions, deux temps durant le Centenaire, il est plus compliqué de mesurer les temporalités des conférences. Même si 2014 concentre une partie non négligeable d'entre elles (41 %), elles eurent tendance à se dérouler sur toute la durée de la commémoration. Cette singularité s'explique grandement par le choix de mise en place de conférences par les archives et les bibliothèques qui s'étalèrent parfois

sur tout le Centenaire. Le cycle mis en place par les archives départementales de la Somme est à cet égard représentatif. Entre 2014 et 2018, 18 interventions ont eu lieu : « La France entre en guerre » (Philippe Nivet), « Les reconstructions des églises dans la Somme » (Jean-Charles Cappronier), « Les sportifs aviateurs » (Michel Merckel), « Histoire des aérodromes en Picardie » (Jacques Calcine), « Ham pendant la Grande Guerre » (Augustin Baudoux), « Un avion nommé Amiens » (Hubert Dessaint), « Les écrits du for privé » (Philippe Nivet), « L'iconographie des cartes postales » (Guillaume Doisy), « Les hygiénistes militaires » (Anne Rasmussen), « La Croix-Rouge et la Somme » (Joël Brunet), « La cathédrale d'Amiens » (Aurélien André), « Le peintre Henri Maret » (Marie Delassus), « Les permissionnaires » (Emmanuelle Cronier), « Armes chimiques » (Hervé Delacourt), « Les forêts picardes » (Jérôme Buridant), « La reconstruction des chemins de fer » (Mathilde Greuet), « Villers-Bretonneux pendant la Grande Guerre » (Valentin Piermé), « La poste aux armées » (Élise Bourgeois).

Cette liste constitue la typologie idéale des conférences scientifiques qui ont eu lieu pendant le Centenaire. Elle permet d'abord de constater, comme pour les conseils scientifiques des expositions, que les chercheurs des universités environnantes furent sollicités (Philippe Nivet et Emmanuelle Cronier de l'université de Picardie Jules-Verne, à Amiens). Les acteurs scientifiques, au sens de la définition stricte donnée dans le cadre de ce bilan, représentent une partie peu importante (22 %) des intervenants. La mobilisation des savoirs universitaires s'observe également dans le cadre des conférences organisées par les archives départementales des Côtes-d'Armor sur les réfugiés, les étrangers, les prisonniers dans les Côtes-du-Nord (42 personnes présentes) et données par un membre du CERHIO ou sur le diocèse de Saint-Brieuc pendant la guerre, également prononcée par un membre de ce centre. Un dispositif comparable est mis en place par les archives départementales du Val-d'Oise avec les enseignants-chercheurs de l'université de Cergy-Pontoise. Anne Hertzog est ainsi intervenue devant 76 personnes pour évoquer « La Grande Guerre, l'élan patrimonial » et Jean-Claude Lescure sur les vitraux de la Grande Guerre.

Cette collaboration territoriale entre les services d'archives, les bibliothèques et les scientifiques s'insère, comme il en allait dans le cas des expositions, dans un mode de relation antérieur au Centenaire. La participation de chercheurs locaux à des manifestations organisées par ces deux familles de services est une pratique courante et traditionnelle. Tout comme l'intervention de chercheurs, spécialistes de l'histoire locale et souvent membres d'associations historiques ou de sociétés savantes, bien connus des conservateurs des archives et des bibliothèques pour la régularité de leur présence en salles de consultation. La conférence sur les monuments aux morts donnée aux archives départementales

de l'Orne en novembre 2018 par Gérard Bourdin illustre ces liens. Ancien professeur d'histoire-géographie, ce dernier est investi dans l'histoire locale du département. C'est aussi le cas de Michel Benoit, identifié par les archives du Gard comme un spécialiste local de l'histoire militaire et du 15^e corps en particulier. Son intervention en novembre 2014 portait sur l'histoire de l'engagement au début du conflit de cette unité militaire composée de soldats méridionaux et accusée d'avoir fléchi scandaleusement devant l'ennemi. Le sujet est représentatif de la majorité des conférences qui furent données entre 2014 et 2018 et qui mirent en avant l'histoire locale. Il s'agit ici moins d'une intervention centrée sur l'histoire militaire que d'une communication sur les aspects sociaux, culturels et mémoriels de cet épisode du conflit. L'approche mémorielle de la question joue ici un rôle fondamental, car la polémique sur le 15^e corps dura bien au-delà du conflit, et elle est toujours présente dans la mémoire collective du Midi. En atteste la participation importante du public (100 personnes) à l'occasion de cette conférence. La mobilisation du public sur cette question est d'autant plus intéressante à analyser qu'elle lie une mémoire fortement ancrée sur un territoire, entretenue depuis 1914 par des cercles associatifs ou des passionnés, une histoire de l'événement qui ne fait plus l'objet d'un renouvellement scientifique depuis plus de vingt ans et une médiatisation de cet épisode offerte par le Centenaire.

Les centres d'archives et les bibliothèques ont également fait intervenir les spécialistes nationaux et internationaux de la Grande Guerre. Comme pour les expositions, les conférences organisées par les grandes structures nationales (BnF, Archives nationales) ont pu compter sur la participation de ces spécialistes. Mais les établissements en région, ou de taille plus modeste ont également fait appel à ces spécialistes. L'intervention de Nicolas Offenstadt organisée par la bibliothèque départementale de l'Aisne en 2016 à La Capelle, un village de 1 800 habitants, constitue une bonne illustration de l'engagement des spécialistes de la Grande Guerre dans les manifestations organisées sur le territoire. Cette participation a incontestablement contribué à la diffusion de l'historiographie actuelle de la Première Guerre mondiale, de ses méthodes, de ses objets et de ses thèmes. Ce constat se vérifie d'autant plus que le public s'est déplacé en nombre. La conférence organisée à La Capelle a attiré 150 personnes. Dans le cadre d'un cycle mis en place par les archives départementales de Saône-et-Loire, la conférence donnée par Clémentine Vidal-Naquet sur le lien conjugal pendant la Grande Guerre a été suivie par 100 personnes en octobre 2014, celle de Laurent Veray consacrée à la photo et au cinéma en novembre 2014 par 50 personnes et 65 personnes sont venues écouter le bilan de la Grande Collecte présenté par l'équipe des archives départementales.

Les historiens et les enseignants-chercheurs en littérature n'ont pas été les seuls acteurs scientifiques sollicités par les archives et les bibliothèques.

L'ouverture disciplinaire est une des caractéristiques des conférences qui se sont déroulées durant le Centenaire. En ce sens, le choix des thèmes montre le haut niveau d'intégration de l'historiographie contemporaine du conflit par les programmeurs de ces manifestations. L'écriture de l'histoire de la Grande Guerre est aujourd'hui caractérisée par une très grande ouverture disciplinaire. Ce ne sont plus seulement les historiens qui s'intéressent à 14-18, mais aussi les autres sciences sociales et les sciences dures. Avec la dimension transnationale, l'interdisciplinarité est une composante majeure de la recherche sur la Grande Guerre. Les interventions de Frédéric Adam, archéo-anthropologue à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP) aux archives départementales de la Haute-Garonne sur la découverte de la tombe d'Alain-Fournier (novembre 2014, devant 60 personnes) et de Daniel Hubé, géologue au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), à la bibliothèque de Corbeny (Aisne) sur la pollution des sols (octobre 2016, devant 90 personnes) constituent une bonne illustration de la mise en avant auprès du public des autres sciences dans la compréhension de la guerre. Force est de constater à la lumière du nombre d'auditeurs que ce renouvellement scientifique a été plutôt bien accueilli et compris.

Une partie de la programmation des conférences a été construite en lien avec les expositions. Ainsi, parallèlement à l'exposition qu'elles consacraient aux étrangers dans la guerre, les archives départementales du Tarn organisèrent une intervention sur l'étranger dans la logique de guerre avec Christiane Chaignon-Trias, professeur d'histoire-géographie et spécialiste de l'histoire de l'immigration, et une seconde sur la main d'œuvre grecque et espagnole à l'usine métallurgique Sainte-Marguerite avec un membre de l'association du patrimoine castelsarrasinois. L'histoire des migrations est un champ à peine exploré par l'historiographie, et l'on constate que les conférences ont à cet égard un rôle déterminant dans la diffusion des nouvelles problématiques. Dans ce contexte scientifique, les archives et les bibliothèques ont réussi à diffuser les nouvelles questions historiographiques, en articulant des interventions qui intégraient autant les sujets et les approches classiques que les recherches les plus récentes, à l'image du cycle organisé par les archives départementales de la Haute-Savoie autour de « L'année 1915 ». Le cycle proposé durant tout le Centenaire par les archives départementales de l'Ardèche nous semble assez caractéristique de cette tentative d'associer ou de concilier une histoire plutôt traditionnelle, mais attendue par une partie des auditeurs, avec des thèmes plus surprenants. Passer de l'histoire du 61^e régiment d'infanterie dans la guerre à celle du département durant le conflit, en passant par une intervention sur Jean Norton Cru et une autre évoquant l'écriture des Poilus ordinaires et sollicitant un docteur en histoire (David Vinson), un membre de la société savante, ou encore un chercheur amateur (Jacques Vernier) apporte

un éclairage riche et diversifié sur l'histoire de la Grande Guerre. Cette approche croise les problématiques de l'histoire et de la mémoire locale, de l'individu (Jean Norton Cru, les écritures ordinaires) à la communauté (le 61^e RI, le département) avec les recherches sur le témoignage combattant ou encore la mobilisation des sociétés en guerre.

Notre propos n'est pas d'affirmer que les conférences ont contribué à remplacer une histoire de la Grande Guerre, que l'on imagine désuète, par une autre. Que ce soit le cycle de 10 conférences organisées sur tout le Centenaire par les archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence (entre autres : « La solidarité en 1914 », « L'enlèvement de Verdun », « Et Guynemer fut ! Un As de la Grande Guerre », « Le 11 Novembre, une victoire des morts », « Les combattants bas-alpins et sigonçois de 14 »), ou celui de 4 interventions aux archives départementales du Territoire de Belfort (« Les Alsaciens-Lorrains lors de la Grande Guerre » par Jean-Noël Grandhomme, « L'Hartmannswillerkopf et sa mémoire » par le responsable mémoriel du mémorial, « Le jazz et le soldat » par un enseignant du conservatoire, « La participation des immigrés italiens à l'effort de guerre dans le Grand Est » par un chercheur de l'université de Strasbourg), on note que les différentes configurations de l'histoire de la Grande Guerre (militaire, politique, sociale, culturelle, mémorielle) se superposent.

Colloque et journée d'études

Les colloques et les journées d'études forment le dernier ensemble de manifestations scientifiques organisées par les services d'archives et les bibliothèques. Ces actions furent moins nombreuses que les deux précédentes. Elles représentent 9 % des actions scientifiques conduites durant le Centenaire. Ce type d'activité associe encore plus étroitement les structures de recherche universitaire. Destinés aux spécialistes, les colloques et les journées d'étude ont moins pour ambition de diffuser de la connaissance à un large public que de faire le point sur une problématique ou de permettre le développement d'un « angle mort » historiographique. À ce titre, le colloque organisé par les archives départementales guadeloupéennes en collaboration avec la Société d'histoire de la Guadeloupe en 2014 sur le thème de « La Caraïbe et la Première Guerre mondiale » a apporté des éléments essentiels pour la connaissance de la Grande Guerre dans cette partie de la France : qu'il s'agisse de l'étude du parcours de soldats guadeloupéens, des Guyanais pendant la guerre, des femmes martiniquaises, de l'usine de Beauport pendant la guerre, de la guerre vue à travers la presse locale, de l'assimilationnisme à l'épreuve d'un conflit mondialisé, du rapport entre l'Allemagne et les Antilles, des formes

de commémoration en Guadeloupe ou du déclin de l'Empire américain dans les Caraïbes, le colloque a défriché de nombreux champs de la recherche selon une approche très large mobilisant les objets et les méthodes de l'histoire sociale, politique, culturelle et économique.

258 Les archives départementales de la Guadeloupe ont joué ici un rôle d'organisateur, invitant, mettant les espaces à disposition, facilitant la venue de chercheurs étrangers. Cette fonction de facilitateurs d'événements scientifiques joué par les centres d'archives et les bibliothèques n'est pas une innovation liée au Centenaire. Ce savoir-faire est déjà connu avant 2014. Nous avons pu identifier, à partir des réponses apportées aux questionnaires, qu'entre 2014 et 2018 ces services ont organisé et accueilli 19 colloques et journées d'études sur des sujets aussi variés que le pacifisme (archives départementales du Doubs), le vin et l'alcool pendant la Grande Guerre (Gironde), les manuels scolaires (Hérault), les soins aux blessés (Somme) ou la mort et la Grande Guerre (Marne). La dynamique pluridisciplinaire et internationale des études sur le conflit ouvre l'éventail scientifique des participants : archéologues, anthropologues, spécialistes de didactique et de pédagogie. L'intervention des personnels scientifiques des archives et bibliothèques consiste, sauf s'il s'agit également de chercheurs spécialistes d'un domaine, en la présentation de fonds documentaires ou d'un document en particulier lié à la thématique du colloque ou de la journée d'étude. C'est le cas par exemple des interventions de Marie-Ange Duvignacq sur les *Schul-Chroniken* et de Jocelyn Perradin sur les dossiers individuels de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre lors de la journée d'étude sur la Première Guerre mondiale organisée en Alsace (archives départementales du Bas-Rhin). Le contenu de cette journée d'étude nous invite à nuancer notre propos sur les objectifs scientifiques de ces événements.

On constate qu'il n'est pas seulement question de faire le point sur l'état de la recherche, mais aussi de valoriser les fonds documentaires auprès du public présent dans l'assemblée et d'évoquer la manière dont ces savoirs et cette documentation peuvent être transmis, par l'école notamment. Ce lien entre la fabrication du savoir et sa diffusion est au cœur de plusieurs journées d'étude à destination des enseignants. Nous en avons comptabilisé trois à partir des réponses qui nous ont été remises. Elles sont généralement co-organisées entre les archives, le rectorat et/ou généralement l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG). À l'image de la journée organisée à Bordeaux en novembre 2014, il s'agit de faire intervenir des historiens spécialistes de la Grande Guerre (Nicolas Offenstadt sur la mémoire, Alexandre Lafon sur les commémorations, John Horne sur la période 1918-1923, Nicolas Patin sur l'Allemagne et la guerre) pour présenter l'état des connaissances dans un domaine précis. Comme dans le cas des journées

d'étude « Lyon/Saint-Étienne, villes en guerre. 1914-1918 : mobiliser » organisées par les archives départementales de la Loire et les archives municipales de Lyon pour les enseignants du secondaire, elles font intervenir des historiens des universités de Saint-Étienne et de Lyon pour un état des connaissances, du personnel des archives pour une présentation des fonds et des enseignants du secondaire pour l'usage possible en classe de ces connaissances et de ces sources.

Ces colloques et journées ont connu une fréquentation comparable aux conférences, la jauge se situant entre 50 et 150 auditeurs. Il est difficile de dire si cette participation est supérieure ou inférieure à celle d'autres manifestations comparables. Le Centenaire a été très médiatisé et il a fait l'objet d'une attention particulière au niveau de l'Éducation nationale, conduisant ainsi les équipes pédagogiques à peut-être davantage s'investir dans les journées ou actions proposées dans le cadre des plans académiques de formation. On peut toutefois remarquer, sans en tirer de conclusion hâtive, que les colloques plutôt centrés sur l'histoire locale, comme celui dédié aux Ardennes pendant la Grande Guerre (archives départementales des Ardennes, 50 auditeurs) ont attiré peut-être un peu moins de personnes que les journées d'étude programmées autour de thèmes plus larges, comme celle consacrée à la commémoration de la Première Guerre mondiale organisée par les archives départementales de l'Essonne en 2013 (130 personnes). La spécialisation du contenu de ces événements joue certainement sur la fréquentation. Écouter un ensemble d'interventions pendant deux jours sur les Ardennes suppose un intérêt marqué pour la question, beaucoup moins répandu qu'une participation à un thème large qui peut embrasser plusieurs domaines de la connaissance du conflit. Les bassins de population sont aussi à prendre en compte, encore que l'argument doit être immédiatement nuancé. Ce n'est pas parce qu'il y a moins d'habitants à Charleville-Mézières qu'à Évry qu'il y a moins de participants aux colloques.

La centaine d'auditeurs présents à Laon et Craonne (Aisne) lors du colloque sur les mises en guerre de l'État organisé par le CRID 14-18 en novembre 2014 le démontre. Ce dernier exemple impose une remarque plus générale sur les colloques et les journées d'étude organisées ou non par les archives et les bibliothèques. Ces manifestations connaissent un niveau de fréquentation intéressant lorsqu'elles s'insèrent dans un rythme de programmation pluriannuel. Un public est ainsi fidélisé. Les conférences et colloques montés pendant le Centenaire ont bénéficié de ce travail entamé depuis plusieurs années par les services documentaires. Les relations nouées avec les sociétés savantes apportent ainsi un public « captif », et ce d'autant plus lorsque ces associations participent à l'organisation du colloque, comme ce fut le cas pour celui des Ardennes auquel prirent part la Société d'histoire des Ardennes, la Société d'histoire et d'archéologie du Sedanais et Terres ardennaises.

La contribution de Frédéric Clavert montre bien comment, aujourd'hui, les outils du Web modifient en profondeur la pratique de l'histoire et la diffusion du savoir³⁴. Les centres d'archives et les bibliothèques sont actifs depuis plusieurs années dans la mise en ligne de leur patrimoine, à l'instar de la bibliothèque numérique de La Contemporaine, et travaillent à leur visibilité sur Internet. Elles pratiquent notamment la mise en ligne de dossiers pédagogiques, la réalisation d'expositions virtuelles, de sites web dédiés à certains fonds ou projets. Le contexte de la commémoration a conduit beaucoup de services à développer une communication scientifique numérique. Les formes prises par cette communication ont été multiples, depuis la déclinaison virtuelle de l'exposition physique (archives départementales des Hauts-de-Seine et bibliothèque municipale de Lyon), en passant par la mise en place d'une « lettre du Centenaire » par les archives départementales de l'Ariège (15 numéros d'avril 2014 à novembre 2018) pour faire connaître les ressources documentaires dans les fonds publics et privés issus de la Grande Collecte, en passant par la publication chaque lundi de 2018 d'un *post* (focus document, focus thématique, focus fonds) sur la page Facebook des archives départementales du Calvados ou encore la réalisation d'un webdocumentaire conçu en partenariat avec les établissements scolaires des Côtes-d'Armor.

Ces projets ont pour objectif de mettre en valeur les documents conservés par les institutions, enrichis souvent de commentaires scientifiques. Le site web *Hérault de guerre*³⁵ bâti par les archives départementales de l'Hérault et labellisé par la Mission du Centenaire est une illustration parfaite de la valorisation du travail scientifique des services documentaires. Il propose une carte interactive avec des documents épinglés pour chaque village ou ville du département, comme le monument aux morts de Palavas-les-Flots ou la surveillance de la population à Aigues-Vives. Il est également organisé autour d'un parcours de mémoire qui place l'histoire du département dans la Grande Guerre : organisations administrative et militaires, récits d'anciens combattants héraultais, monuments commémoratifs, traces visibles du passé, économie au service de la guerre, aide aux réfugiés, surveillance de la population, soutien aux victimes de guerre et soutien moral aux hommes sur le front sont autant de thématiques abordées, qui s'articulent avec les dossiers documentaires et pédagogiques également proposés en ligne.

34 Voir *infra*, p. 463-492.

35 Malheureusement, ce site ne semble plus opérationnel au moment où paraît le présent ouvrage.

Les thèmes développés par le site *Hérault de guerre* reprennent les axes de recherche développés par les historiens de la Grande Guerre ces dernières années. La présence de documents et de commentaires historiques sur les réfugiés ou sur les monuments montre bien cette diffusion de l'historiographie la plus récente. Un autre exemple, autour de la problématique des familles en guerre qui est aussi abordée depuis quelques années par les spécialistes, est donné par les archives départementales de Saône-et-Loire. Le service a réalisé une histoire multimédia et une édition numérique d'un fonds, « Les Délégés, une famille à l'épreuve de la guerre ». Le site web a été mis en ligne en octobre 2017. Il s'articule autour de l'histoire du fonds, d'une biographie des membres de la famille, de 433 lettres numérisées accessibles à partir d'une frise chronologique et d'une carte interactive. Les lettres sélectionnées s'insèrent dans un dispositif multimédia qui présente également des dessins, permet de visionner des images et des films et offre la possibilité d'entendre ces lettres.

Le site web développé par les archives départementales du Var et réalisé en partenariat avec le Musée des arts et traditions populaires de Draguignan nous semble emblématique de la place prise dans les projets scientifiques par les questions mémorielles autour de la Grande Guerre³⁶. Ce site permet de consulter des archives publiques numérisées mais aussi l'ensemble des documents d'origine privée conservés, acquis ou numérisés par les archives du Var dans le cadre de la Grande Collecte. Le site donne aussi accès à trois bases de données, encore plus fortement orientées par la problématique mémorielle :

- la base « Objets » comprend l'ensemble des photographies d'objets relatifs à la Grande Guerre conservés au Musée des arts et traditions populaires ;
- la base « Lieux de mémoires » permet de visualiser des photographies des différents lieux de mémoires varois de 14-18 comme des plaques commémoratives ou des monuments aux morts. Ces lieux sont en outre géolocalisés ;
- la base « Témoignages » permet d'écouter des témoignages oraux de personnes impliquées directement ou indirectement dans le conflit.

Cette approche mémorielle développée par les archives départementales du Var semble en phase avec l'attente des publics. Depuis son lancement en août 2014 et jusqu'en décembre 2018, 33 711 visiteurs uniques ont consulté le site et 233 741 pages ont été vues. C'est moins l'histoire du conflit qui semble plébiscitée par les internautes que les traces actuelles intimes de celui-ci et la voix des témoins qui ont vécu durant la guerre ou qui en ont entendu parler. Cette résurgence originale du passé sous la forme d'un intérêt pour la transmission de la mémoire

36 <https://memoires-de-guerres.var.fr/> (consulté le 1^{er} août 2021).

intime constitue peut-être la caractéristique la plus forte de la commémoration du centenaire de la Grande Guerre.

L'ENGAGEMENT SCIENTIFIQUE DES ÉQUIPES

262

L'engagement technique et scientifique des personnels des archives et des bibliothèques a constitué la condition première, essentielle et indispensable à la réalisation des nombreuses expositions, conférences, colloques, journées d'étude et projets numériques. Le nombre de projets menés par ces structures entre 2014 et 2018 atteste de leur forte mobilisation. En principe, au niveau statutaire, il revient aux personnels de catégorie A (conservateurs, chargés d'études documentaires, bibliothécaires, attachés de conservation) de développer la politique scientifique de leur établissement. Dans les faits, tous les établissements ne disposent pas de personnels de catégorie A et les compétences scientifiques ne sont plus détenues aujourd'hui par ces seuls agents. La construction du contenu des expositions, les interventions lors de colloques ou de conférences sont des tâches partagées dans les équipes. Les réponses que nous avons obtenues concernant la participation des personnels masquent une réalité invisible. Les personnels des établissements qui conservent d'importantes et riches collections sur la Grande Guerre (bibliothèque municipale de Lyon, La Contemporaine, BNUS, BnF, Archives nationales...) et spécialistes de ces fonds ont consacré une partie importante de leur activité, pendant cinq ans, à répondre aux sollicitations, à orienter et conseiller les chercheurs, les documentaristes et les journalistes. Leur travail a contribué à mettre en valeur certains documents, à contextualiser ces pièces, leur origine et leur diffusion.

Ce travail scientifique de valorisation des collections a pris une forme particulière au sein des services d'archives avec la réalisation de nombreux guides des sources sur la Grande Guerre, à l'image de celui mis en ligne par les archives départementales du Vaucluse, qui décrit les sources d'archives identifiées dans les services d'archives du département. Cette entreprise a rapidement trouvé un public : le guide a fait l'objet en 2018 de 978 visites et 1 108 pages ont été vues cette même année. Cette activité de publication a pu également prendre la forme de la direction de l'édition du catalogue de l'exposition organisée. Les équipes ont ainsi non seulement participé à la réalisation du « chemin de fer » (sélection des auteurs, choix des documents), mais ont aussi pu rédiger de nombreuses notices ou articles, comme cela est le cas pour le catalogue d'exposition *Vu du front* (BDIC) ou la brochure *Tant/temps de guerre* (archives départementales du Val-d'Oise)³⁷.

37 Musée de l'Armée, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (dir.), *Vu du front. Représenter la Grande Guerre*, Paris, Somogy, 2014 ; pour *Tant/temps de*

La spécialisation des équipes, et notamment des conservateurs, a notamment amené ceux-ci à rédiger des articles pour des catalogues d'expositions montées par d'autres établissements culturels qui présentaient les œuvres empruntées. C'est dans ce cadre que s'insèrent les deux publications respectives des conservateurs des archives départementales de Meurthe-et-Moselle et de l'Oise.

Nous l'avons montré en évoquant les colloques ou les journées d'étude, le personnel scientifique est très souvent intervenu pour présenter certains fonds documentaires sur la Grande Guerre. Dans certains cas, cette participation a dépassé le cadre du rapport professionnel de connaissance avec les fonds d'archives. Certains bibliothécaires ou archivistes sont également des spécialistes du conflit. Ils ont développé des connaissances durant leur carrière et sont en situation d'expertise dans certains domaines, tels la directrice adjointe des archives départementales du Jura, qui est intervenue en 2017 au cours d'une conférence sur le corps forestier canadien dans les forêts du Jura, Samuel Boche (archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence), spécialiste de l'engagement des troupes américaines (participation au colloque « Voilà les Américains » et à l'ouvrage *Images des Américains dans la Grande Guerre*³⁸, PUR), ou le directeur des archives départementales du Territoire de Belfort, qui a participé à trois colloques internationaux (« L'affaire de Saverne », « Mises en guerre de l'État », « *War and Propaganda* ») autour de la situation et du statut des Alsaciens-Lorrains pendant et après la guerre, a publié dans quatre revues savantes (*Société historique du Palatinat* et *Revue d'Alsace, Bulletin de la société belfortaine d'émulation*), et a rédigé une contribution pour un ouvrage collectif (*Archives de la Grande Guerre*³⁹).

Si ce dernier degré de spécialisation sur la Grande Guerre est plutôt rare dans la profession, les archivistes et les bibliothécaires ont développé depuis des années d'importantes compétences en matière de valorisation des ressources numériques, qu'ils et elles ont mis à profit à l'occasion du Centenaire. Les nombreux projets de bibliothèques numériques sur le conflit, la numérisation des registres matriculaires, l'indexation collaborative et les expositions virtuelles et leur déclinaison attestent de ce savoir-faire sur lequel les professionnels de la documentation et des archives ont eu l'occasion d'intervenir à l'occasion, par exemple, des Rencontres du web 14-18 (2015) qui ont permis aux archivistes des archives départementales de l'Hérault de présenter le projet « Hérault de

guerre, voir <http://www.valdoise.fr/2721-ressources-multimedia-partenariats-et-documentations.htm> (consulté le 1^{er} août 2021).

38 Gilbert Nicolas, Éric Joret et Jean-Marie Kowalski (dir.), *Images des Américains dans la Grande Guerre. De la Bretagne au front de l'Ouest*, Rennes, PUR, 2017.

39 Philippe Nivet, Coraline Coutant-Daydé et Mathieu Stoll (dir.), *Archives de la Grande Guerre. Des sources pour l'histoire*, Rennes, PUR, 2014.

guerre ». Cette participation est à la confluence des compétences scientifiques des personnels qui se sont exprimées au cours de la commémoration et qui oscillent entre la maîtrise des fonds, de l'histoire de ces documents et la capacité à transmettre leur contenu au cours d'échanges avec d'autres spécialistes ou un public plus large.

264

Acteurs incontournables de la diffusion de la science et de la culture sur les territoires, les services d'archives et les bibliothèques ont joué un rôle central au cours du Centenaire. Fortement impliqués dans le 90^e anniversaire de la Première Guerre mondiale, ils ont été à l'origine de quelques 262 projets labellisés par la Mission du Centenaire. Ce nombre masque la réalité d'un activisme autour de la Grande Guerre qui a concerné tous les territoires de la métropole et d'outre-mer. Les 127 réponses venues des institutions que nous avons sollicitées, depuis les Archives et la Bibliothèque nationales jusqu'aux bibliothèques de villages de 300 habitants, en passant par des bibliothèques spécialisées comme La Contemporaine, les archives départementales, certaines archives municipales investies dans la commémoration du Centenaire semblent indiquer que rares furent ces institutions à ne pas mettre en place d'actions entre 2014 et 2018.

Cette commémoration de la Grande Guerre a eu une durée extrêmement longue. De ce fait, l'activité scientifique déployée par ces services s'est inscrite dans des temporalités inégales. L'année 2014 apparaît, indubitablement, comme un temps fort dans l'action des centres d'archives et des bibliothèques. Ils organisent beaucoup d'expositions et de conférences et commencent, à l'échelon départemental, à mettre en ligne les registres matriculaires. Rares furent ainsi les institutions sur les territoires, cette année-là, à ne pas participer au Centenaire. Si 2014 est une année d'intense activité scientifique, les trois années qui lui succèdent marquent un repli très fort, enregistré dès 2015, qui se poursuit en 2016 avant qu'un léger rebondissement soit constaté l'année suivante. Intervient probablement, de manière générale, la volonté de ne pas lasser le public après une première année très dense, mais aussi peut-être une difficulté à poursuivre la commémoration dans des scissions moins évidentes pour la majorité des territoires. C'est en effet à partir de 2015 que l'on voit apparaître de véritables territoires de la mémoire de la Grande Guerre. Les espaces de l'ancienne ligne de front en constituent l'épine dorsale. Les projets scientifiques qui sont conduits dans ces départements ont une forte dimension locale. Il s'agit d'y évoquer le déroulement de la guerre, sous tous ses aspects. La région parisienne, caractérisée par une forte densité d'établissements culturels (Archives nationales, BnF, ...) constitue un second pôle territorial. La capacité de ces institutions à organiser des actions scientifiques de niveau national et

international (avec la venue de chercheurs étrangers, notamment) en fait un espace à part.

La superposition des projets montés par les archives et les bibliothèques et ayant été labellisés met en évidence une autre réalité territoriale du Centenaire : l'arc méditerranéen, l'ancienne région Rhône-Alpes et l'Ouest s'imposent comme des territoires aussi présents dans la commémoration que les anciennes parties du front. Bien sûr, il faudrait intégrer à cette esquisse cartographique l'ensemble des manifestations (culturelles, pédagogiques) labellisées par la Mission du Centenaire pour se faire une idée complète et juste du dynamisme de ces territoires. Il n'en reste pas moins que leur présence met en exergue une vivacité mémorielle qui n'est peut-être pas si étonnante qu'il y paraît. Beaucoup de ces territoires, comme l'Ouest ou le Sud, perpétuent en effet une mémoire vivace et contrariée de la Grande Guerre, pas toujours au diapason des commémorations nationales unificatrices.

Après trois années de faible intensité, à quelques exceptions près, la dynamique commémorative redémarre en 2018 dans les services d'archives et les bibliothèques. Les grands projets de numérisation sont en voie d'achèvement ou d'autonomisation, alors qu'une nouvelle Grande Collecte, après celle de 2013-2014, est organisée. Ce dernier moment de la commémoration se démarque peut-être des précédents par une ouverture scientifique plus large. Là où les thématiques abordées en 2014 dans les expositions et les conférences consistaient surtout en de grandes synthèses sur le conflit (pour résumer grossièrement : le territoire dans la guerre, les civils, les combattants), les projets scientifiques de 2018 s'attachent beaucoup plus, parallèlement à la temporalité de la commémoration, aux questions mémorielles.

Si l'on observe un peu plus dans le détail les actions scientifiques au sens large conduites par les centres d'archives et les bibliothèques, on constate d'abord un important travail de mise en ligne des fonds documentaires, et ce depuis 2003 avec le site internet *Mémoire des hommes*, notamment. Ensuite, les expositions ont très largement dominé le paysage scientifique du Centenaire. Celles-ci représentent près de 70 % des activités scientifiques proposées. Selon les fonds conservés, selon le rayonnement territorial et scientifique des établissements concernés, ces projets ont tous un point commun. Ils intègrent tous dans leur propos les avancées historiographiques des trente dernières années. À cet égard, l'histoire sociale et culturelle du conflit occupe une place centrale. Un constat identique peut être dressé pour les conférences. Très souvent, ces savoirs sont déclinés au niveau du territoire, pour mieux faire le lien entre l'histoire du conflit, sa mémoire nationale et ses ramifications au plus près des habitants. Cet aller-retour entre l'histoire et la mémoire territoriale et familiale explique probablement les niveaux de fréquentation tout à fait corrects, voire très importants. Certaines expositions,

comme celle présentée par les archives départementales du Val-d'Oise, ont attiré plus de 20 000 visiteurs (familles et scolaires), ce qui est parfois plus que certaines expositions portées par de grands établissements à l'ambition nationale ou internationale.

Une telle fréquentation démontre un peu plus que le centenaire de la Grande Guerre témoigne, pour citer Antoine Prost, d'un désir de commémoration de la part de la population⁴⁰. Comment ne pas qualifier d'intense intérêt mémoriel pour le conflit les 39 898 580 recherches enregistrées sur la base de données recensant les « Morts pour la France » depuis 2013 ? Comment ne pas comprendre les 550 000 recherches opérées sur la base « Fusillés de la Première Guerre mondiale » comme le résultat d'un double questionnement – mémoriel et historique – sur ce phénomène tragique du conflit ?

266 Mais ce qui distingue les centres d'archives et les bibliothèques d'une partie des autres acteurs du Centenaire – et en particulier des associations, qui sont probablement les organisations qui organisèrent le plus de manifestations entre 2014 et 2018 – est leur rôle de transmission du savoir scientifique sur la Grande Guerre. Par le contenu des expositions présentées, des conférences, des colloques et des journées d'étude, ces deux familles d'institutions ont été les vecteurs premiers de la diffusion de l'historiographie de la Première Guerre mondiale auprès d'un large public. Si l'on a à l'esprit les dizaines de milliers de visiteurs de leurs expositions, les milliers d'auditeurs de leurs conférences et colloques, il ne faut pas oublier qu'une des forces de ces services culturels et scientifiques, et en particulier des archives, tient au déploiement d'une intense activité auprès des scolaires. À l'aune des réponses que nous avons reçues à ce sujet et en généralisant celles-ci à l'ensemble du territoire national, on peut estimer qu'au moins 100 000 élèves ont suivi des ateliers leur présentant les sources de la Grande Guerre et leur expliquant l'histoire du conflit.

Tout le bilan scientifique de l'action des centres d'archives et des bibliothèques ne peut se réduire aux actions de valorisation et de contextualisation des fonds auprès des scolaires, ou par le biais de sites internet fort fréquentés qui sont autant de formes de transmission de l'historiographie actuelle de la Grande Guerre. Le contre-exemple le plus frappant est peut-être le terrain d'observation que constituent les prêts des bibliothèques municipales. Mais quand bien même nous ne disposons de données que pour quelques grandes villes et une dizaine de petites ou moyennes agglomérations, il ressort que ce ne sont pas les chercheurs les plus récents qui figurent parmi les auteurs

40 Antoine Prost, « Nous avons été surpris par le désir de la population de commémorer la Grande Guerre », *La Croix*, 1^{er} janvier 2018.

les plus empruntés, mais des figures plus classiques, comme Pierre Miquel, dont la capacité de vulgarisation est peut-être plus grande ou plus proche des besoins des lecteurs. Ce dernier constat ne doit certainement pas être perçu comme un échec scientifique. Il doit inciter ces relais du savoir académique que sont les services d'archives et les bibliothèques à poursuivre « l'activisme 14-18⁴¹ » au-delà de la fin de la commémoration. En ce sens, le projet scientifique d'indexation collaborative « Testaments de Poilus », en faisant directement participer la population à la construction de l'histoire et de la mémoire collective, est peut-être un moyen de diffuser encore plus largement les résultats de la recherche sur la guerre de 1914-1918.

41 Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui*, op. cit., p. 153.

LES LIVRES DU CENTENAIRE : PUBLICATION, DIFFUSION, RÉCEPTION

Nicolas Patin

Le centenaire de la Grande Guerre a été considéré, chez les éditeurs, comme une occasion à saisir. Dans un milieu qui, en ce qui concerne les livres historiques, a abandonné l'idée de retrouver « l'âge d'or » des années 1980, les quatre années de commémorations pouvaient être l'occasion de réaliser de bons chiffres. Étudier les ouvrages consacrés à 1914-1918 qui ont été publiés pendant le Centenaire à l'attention du grand public et du « public cultivé » permet d'apporter des réponses à un certain nombre de questions : « l'effet Centenaire » a-t-il porté, au-delà du monde universitaire ? Quelle fut la part de la production scientifique dans les ventes générales ? Quels ont été les succès en librairie ? Pour quelles raisons ?

Pour saisir la vague de publications dans toute son ampleur, les outils bibliographiques traditionnels étaient insuffisants. Le SUDOC¹, par exemple, répertorie un nombre considérable de publications – y compris en langues étrangères – et propose des indexations efficaces, mais ne prend pas toujours en compte des publications plus confidentielles, celles relevant de l'histoire locale par exemple, ni les publications jeunesse ou la totalité des bandes dessinées. Qui plus est, cette recherche se donnant comme objectif une évaluation globale et détaillée des ventes d'ouvrages, la logique voulait que fut utilisé un outil du monde de l'édition, et en l'occurrence la base GfK, mise à disposition par l'institut d'études de marché allemand faisant autorité² et qui a peu à peu devancé Ipsos³ ou Edistat⁴, moins performants.

La base de données sur laquelle s'appuie cette étude a donc été constituée de manière volontairement composite, dans l'espoir de tendre à la plus grande exhaustivité sans pourtant y parvenir totalement. L'un des premiers défauts

1 Système universitaire de documentation, <http://www.sudoc.abes.fr/>.

2 <http://panelsculture.gfk.com>.

3 Christine Ferrand, « Les meilleures ventes de *Livres Hebdo* avec GfK », *Livres Hebdo*, 8 janvier 2015 (<https://www.livreshebdo.fr/article/les-meilleures-ventes-de-livres-hebdo-avec-gfk>, consulté le 1^{er} août 2021).

4 <http://www.edistat.com>.

de GfK est de ne pas permettre de recherches fermées ni d'indexation précise. Il est ainsi impossible de faire une recherche à partir d'une catégorie « Première Guerre mondiale » qui référencerait tous les ouvrages portant sur cette période. GfK propose en effet une recherche très simple, par titre ou par auteur (ainsi que par code EAN, « European Article Numbering ») et par éditeur. Qui plus est, une recherche fermée n'est pas possible⁵.

270

Il a donc été opéré comme suit : j'ai d'abord utilisé GfK à l'aide de mots-clés, de plus en plus affinés, puis trié les résultats en retirant tous les faux positifs. Les mots clés choisis sont simples : « Grande Guerre », « Première Guerre mondiale », « tranchées », « Poilus », « 14-18 », « Verdun », le logiciel ne donnant, pour une raison inexplicée, pas de résultats pour la requête « 1914-1918 ». Mais ces quelques mots clés laissent de côté tous les ouvrages qui concernent la guerre sans y faire référence explicitement. Une biographie de Clemenceau, par exemple, n'est pas prise en compte. Pour aboutir à une exhaustivité plus grande, et sur avis des membres du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, j'ai complété cette première base de deux manières : j'y ai ajouté les 162 livres tirés de l'enquête « chercheurs » et 186 livres tirés de la base *First World War Studies* (FWWS) utilisée par Franziska Heimburger. Surtout, j'ai entrepris de faire fusionner cette base avec celle du SUDOC (indexation « Grande Guerre (1914-1918) »), en retirant de celle-ci les nombreux résultats en langue étrangère, les travaux purement universitaires (mémoires de master et thèses non publiées) et les produits cinématographiques.

On obtient ainsi un total de 2 300 ouvrages publiés pendant le Centenaire dans la chronologie qui a été choisie (2012-2018), un chiffre fiable, même s'il comporte une marge d'erreur. Il a été décidé, du point de vue de la chronologie, de se limiter à cette période, car prendre en compte l'année 2019, durant laquelle de nombreuses publications sont intervenues, fausserait les résultats : en effet, cette démarche conduirait à minorer les chiffres de vente des ouvrages les plus récents. La durée de vie d'un livre est souvent courte (5-6 semaines) et comme les chiffres de vente ont été récoltés d'un seul tenant (du 12 avril au 26 avril 2019), on peut considérer que les chiffres de vente de l'année 2018 sont donc relativement peu déformés.

Il est possible de contrôler ce corpus en le comparant avec un outil bibliographique « classique », comme le catalogue de la Bibliothèque nationale de France, autour du mot clé « guerre mondiale (1914-1918) », en se concentrant uniquement sur les réponses en langue française. Les résultats

5 Un exemple simple : en tapant « Grande Guerre », il est possible d'obtenir un résultat comme « IHEI, *Grandes pages du droit international*, Paris, Pedone, t. III, *La Guerre et la Paix*, 2017 ».

sont très comparables à la base obtenue par la fusion entre GfK, l'enquête « chercheurs », la base *FWS* et le SUDOC, d'autant que j'ai écarté les ouvrages qui n'étaient pas reconnus dans la base GfK (ce qui explique la différence d'environ 200 ouvrages).

Tableau 1. Comparaison entre le corpus étudié et le catalogue de la BnF (2012-2018) sur les titres « Guerre mondiale (1914-1918) » en langue française⁶

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Catalogue BnF	147	293	795	291	281	269	410	2486
Base Bilan	151	294	659	322	299	254	321	2300

On peut signaler plusieurs défauts dans cette démarche : GfK ne prend en compte que les livres en langue française, et à quelques rares occasions des ouvrages en anglais (ou encore plus rarement en allemand), qui sont commercialisés en France. Le moteur prend cependant en compte les livres publiés en Belgique ou en Suisse, et ce bilan est donc un bilan *francophone* du Centenaire, plus qu'un bilan *français* à proprement parler, même si le nombre de livres publiés hors de France est relativement restreint.

Qui plus est, GfK ne peut compter qu'un auteur et un seul : les ouvrages collectifs, courants dans la recherche scientifique, ne sont ainsi représentés que par une personne, souvent choisie de manière arbitraire, dans l'ordre alphabétique. Cela a une incidence sur les résultats, et nous empêche d'établir un bilan sociologique relatif aux auteurs, à leur âge ou à leur genre, comme cela a été fait dans d'autres chapitres de ce bilan. Enfin, GfK – mais c'est également le cas du SUDOC – s'intéresse à chaque livre pris comme une entité à part entière, même lorsqu'il s'agit d'une réédition. Un même ouvrage peut donc être comptabilisé à plusieurs reprises s'il est réédité. À titre d'exemple, le roman *Compagnie K* de William March a été réédité trois fois durant le Centenaire (en 2013, 2015 et 2017) et compte ainsi pour trois ouvrages⁷. Cela ne doit pas amener à minorer significativement le résultat qui donne 2 300 ouvrages parus entre 2012 et 2018, car les rééditions ne concernent que de très gros succès de librairie, plutôt rares. À titre indicatif, la base de données constituée pour le présent travail compte ainsi un peu moins de 200 livres édités au format poche, premières éditions ou rééditions confondues, ce qui ne change donc pas significativement ce bilan.

6 Méthode : à partir du site internet *catalogue.bnf.fr*, recherche à partir du mot clé « guerre mondiale (1914-1918) », restriction en langue française sur la période 2012-2018, puis comptage manuel, effectué le 19 avril 2019.

7 William March, *Compagnie K. Roman*, trad. Stéphanie Levet, Paris, Gallmeister, coll. « Americana », 2013.

Enfin, l'un des plus gros défauts de GfK, qui doit être impérativement souligné en ce qui concerne les chiffres de vente calculés ici, est qu'il ne donne pas les résultats réels de celles-ci. En effet, GfK fonctionne sur la remontée d'informations à partir de 5 000 points de vente de livres établis en France, qui sont par la suite généralisées à partir d'une matrice d'extrapolation⁸. Certains canaux de vente ne sont pas pris en compte, comme les ventes « BtoB » (collectivités, grossistes), mais aussi les ventes directes des auteurs (salons) ou les ventes à l'export. Cela a pour effet de minorer les résultats de certains titres, surtout ceux qui ont une diffusion régionale, ou ceux pour lesquels la vente directe va avoir un gros impact. GfK, enfin, ne tient compte que des « sorties caisses ». Les éditeurs, lorsqu'ils communiquent avec leurs auteurs, ont tendance à se fonder sur d'autres chiffres, comme le tirage, les « mises en place » (quantité vendue au point de vente), le « réassort » (quantité commandée en plus de la mise en place) et les « retours » (invendus renvoyés à l'éditeur). Les ventes nettes sont, en toute logique, l'addition des « mises en place » et du « réassort », moins les « retours ». GfK est un outil plus direct, celui des « sorties caisses ». Il couvre cependant en moyenne 98 % des ventes réelles. Des différences bien plus importantes peuvent intervenir dans deux types de configuration : les ouvrages à petit tirage et, inversement, ceux à très gros tirages.

Il faut donc garder ces précautions en tête pour interpréter les résultats qui suivent ; ils donnent un ordre d'idée et une hiérarchie entre les ouvrages très fiables ; dans le détail des ventes énoncées, en revanche, il peut y avoir des différences plus ou moins importantes dans les ventes, mais qui ne modifient pas substantiellement les résultats.

LES PUBLICATIONS TOUTES CATÉGORIES CONFONDUES

LE RYTHME GLOBAL DU CENTENAIRE : LES ENSEIGNEMENTS

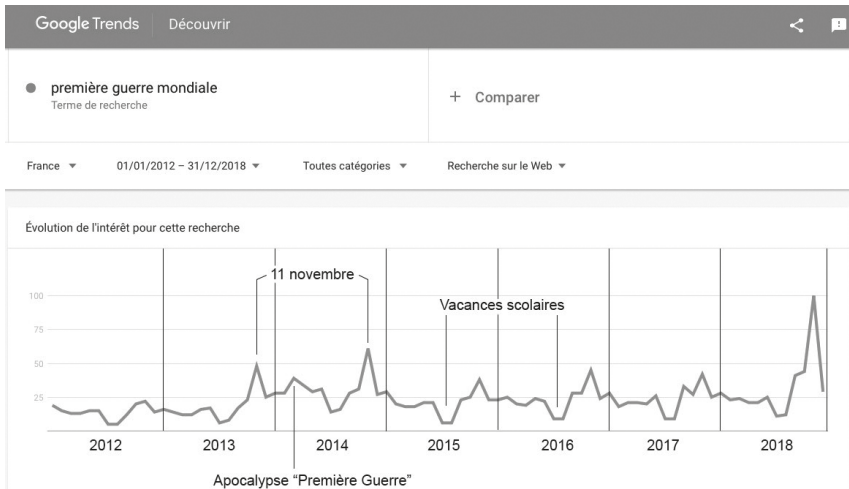
Les éditeurs ont anticipé le Centenaire, en commençant à faire paraître de nombreuses rééditions dès 2013 et en prévoyant des nouveautés nombreuses pour les quatre années de commémorations, notamment 2014 et 2016. On a estimé que 250 ouvrages sur la thématique étaient déjà disponibles à la fin de 2013⁹.

Cet effet de « Centenaire précoce » est visible partout. Avec d'autres types d'indicateurs comme les requêtes « Première Guerre mondiale » dans

8 GfK, Panel Livres, 2018.

9 Jean-Claude Rapiengeas, « Les éditeurs surfent sur la vague du Centenaire », *La Croix*, 16 janvier 2014.

le moteur de recherche Google (*Google Trends*, voir ci-dessous), on sait que le 11 novembre 2013 a été celui dont l'impact a été le plus déterminant avec ceux de 2014 et de 2018, et que cette première date peut réellement être considérée comme le lancement du Centenaire. La rentrée littéraire de septembre 2013 est ainsi le symbole de ces attentes : le nombre de titres moyens est plus que doublé en 2013, pour doubler une nouvelle fois en 2014.



1. Recherches « Première Guerre mondiale » dans le moteur de recherche Google (Source : *Google Trends*)

Il y a par ailleurs un effet de saturation, que nous retrouverons dans les ventes. Les années 2015, 2016 et surtout 2017 donnent l'impression d'un tassement, même si les niveaux de publication sont encore bien supérieurs à ceux de la période précédant le Centenaire.

L'« effet Centenaire » est massif, comme en témoignent les deux indicateurs ci-dessous. Si le nombre moyen de parutions pour la période 2004-2012 est de 66 ouvrages par an, ce chiffre est presque multiplié par trois et caracole à 192 livres publiés annuellement en moyenne durant le Centenaire (2013 semblant, ici, une date plus adaptée pour faire débuter le calcul). Pour formuler les choses autrement, deux tiers des livres publiés sur la Grande Guerre depuis quinze ans l'ont été pendant le Centenaire (en tenant compte des limites du tableau ci-dessous, signalées en note).

Tableau 2. Le rythme du Centenaire : parutions d'ouvrages (2004-2017)¹⁰

Terme recherché	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total Centenaire	Total 2004-2018
Première Guerre mondiale	10	13	12	10	17	8	10	11	8	24	39	15	30	11	26	153	244
Grande Guerre	39	32	28	25	54	34	28	24	38	88	203	95	80	58	125	687	951
Tranchées	5	6	4	5	6	11	3	3	3	18	25	16	12	11	14	99	142
Poilus	11	11	11	8	10	3	2	2	6	11	30	10	11	7	22	97	155
14-18	6	5	7	2	23	6	15	8	6	24	65	23	22	18	*	158	230
Monuments aux morts	1	3	0	0	3	0	0	1	1	1	6	2	3	0	3	16	24
Somme	72	70	62	50	113	62	58	49	62	166	368	161	158	105	190	1210	1746

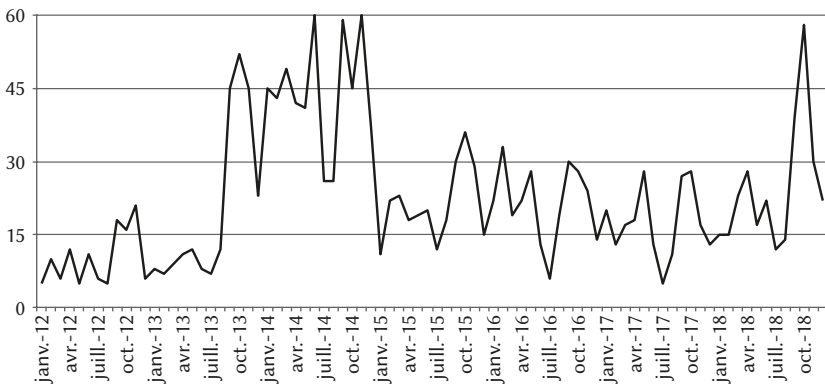
On retrouve cette chronologie dans les résultats du présent travail, avec des données plus complètes. Le tableau ci-dessous peut être considéré comme résumant les informations les plus importantes de notre recherche.

274

Tableau 3. Le rythme du Centenaire : parutions d'ouvrages (2012-2018)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Nombre de titres	127	253	560	265	261	212	296	1 974
Ventes totales	583 294	1 530 975	1 214 329	1 255 964	3 369 888	2 205 622	2 067 741	5 348 853
Moyenne des ventes par titre	4 593	6 051	2 168	4 739	1 291	1 040	698	2 710

Il n'est pas inutile d'affiner le rythme des parutions, ce qui donne une meilleure idée du « Centenaire des livres ».

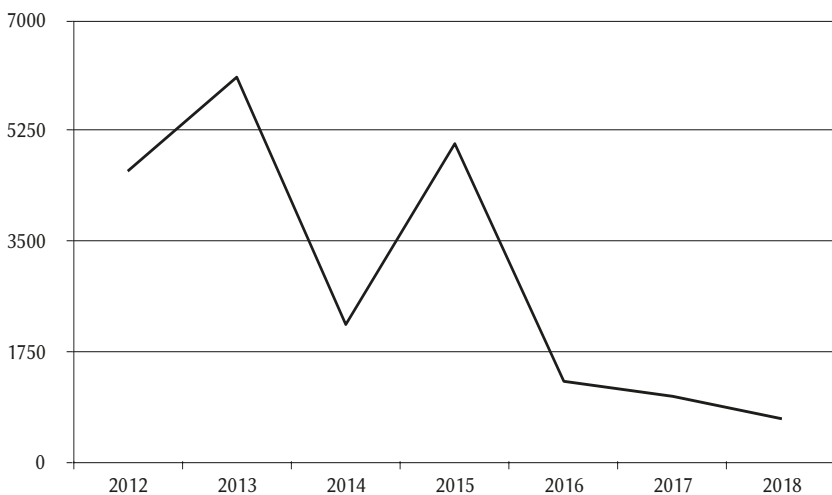


2. Rythme des parutions d'ouvrages, 2012-2018
(n=1909, en nombre d'ouvrages publiés par mois)

¹⁰ Ces données ont été récoltées à partir de GfK, selon les mots clés indiqués à gauche du tableau, puis lissées par catégories (en enlevant tous les faux résultats positifs, comme « Une histoire de France de la Révolution à la Première Guerre mondiale », qui est comptabilisée en réponse au mot clé « Première Guerre mondiale ». L'étoile (*) signifie que le mot clé est devenu inopérant en tenant compte des précautions méthodologiques liées au tableau 2.

On constate que le Centenaire s'est déroulé, en gros, entre deux dates : septembre 2013 et Noël 2015, avant de revenir à des niveaux plus modérés, sauf pour le mois de novembre 2018, où on retrouve des niveaux à plus de 50 publications par mois. Une rapide comparaison avec le cinquantenaire de Mai 1968 est intéressante. En effet, cette commémoration concerne certes un événement à la mémoire très différente ; elle présente cependant l'intérêt de s'être déroulée de concert avec la dernière année du Centenaire. On constate, pour cet événement, le même genre de pic de production pour l'année de commémoration, avec 113 ouvrages publiés en 2018, alors qu'il paraissait sur le sujet environ 10 ouvrages par an les années précédentes.

Qu'en est-il des ventes pour 14-18 ? L'évolution est très intéressante si on regarde de plus près les ventes moyennes par année dans le graphique ci-dessus. Le verdict est sans appel. Si les trois années de ventes les plus intenses, en chiffres absolus, sont 2013, 2014 et 2015 (à plus d'un million d'exemplaires à chaque fois), il faut en réalité ramener ces ventes au nombre d'ouvrages publiés.



3. Ventes moyennes par ouvrage sur la durée du Centenaire, 2012-2018 (n=1974)

Le constat est assez clair : si les années 2013 et 2015 ont été de « bonnes années », où les livres se sont en moyenne vendus à plus de 4 500 exemplaires par titre, les autres années ont été, en revanche, plus difficiles : 2014 est plombée par une trop grande masse de publications ; 2016, 2017 et 2018 démontrant, quant à elles, un réel essoufflement de l'« effet Centenaire ».

Cette logique générale est intéressante en soi, mais cache en réalité des logiques très diversifiées selon le type de publications. Il est donc temps, avant d'aborder la production scientifique, de comprendre l'écosystème de publications dans lequel elle s'insère, pour la remettre en contexte.

Les 200 plus grosses ventes du Centenaire nous donnent une visibilité intéressante sur la répartition entre les grands produits. Il s'agit de productions s'étant vendues à plus de 5 000 exemplaires. À eux seuls, ces 200 ouvrages représentent 4,5 millions de ventes, soit plus de 84 % des ventes totales du Centenaire (5,3 millions). Si on choisit d'isoler, dans ce groupe de tête, les productions en fonction des catégories éditoriales traditionnelles, on obtient le résultat suivant :

Tableau 4. Les 200 meilleures ventes du Centenaire (5 000 exemplaires et plus), répartition par type d'ouvrages

Type d'ouvrages	Nombre de titres	Ventes totales	% des ventes totales
Romans	38	2 303 534	51,48
Bandes dessinées	57	920 446	20,57
Non-fiction	45	451 444	10,09
Témoignages	16	313 253	7,00
Jeunesse	24	299 456	6,69
Beaux-livres / <i>table books</i>	14	141 758	3,17
Tourisme de mémoire, cartes et guides	4	45 036	1,01
Total	198	4 474 927	100

276

La répartition est relativement classique : les romans représentent la moitié des livres vendus (sans qu'il ait été possible de distinguer, malheureusement, entre « littérature » et « littérature jeunesse » quand GfK ne le faisait pas). Il faut prendre en compte, pour comprendre ce chiffre, le très gros succès du livre de Pierre Lemaitre, *Au revoir là-haut*, qui, ayant reçu le prix Goncourt en 2013, a totalisé plus de 1,2 million de ventes (600 000 pour la première édition, chez Albin Michel, le 19 août 2013 ; 680 000 en poche, au Livre de Poche, le 13 avril 2015), même s'il s'était déjà très bien vendu avant d'être distingué¹¹. D'autres romans originaux publiés durant le Centenaire ont connu de très beaux succès, comme *Le Collier rouge* (Jean-Christophe Rufin, Gallimard, 2014, 500 000 exemplaires vendus¹²) ou *14* (Jean Echenoz, Éd. de Minuit, 2012, presque 150 000 exemplaires au total¹³), qui a été poussé par les effets du Centenaire¹⁴.

11 Éléonore Sulser, « Lemaitre du Goncourt », *Le Temps*, 4 novembre 2013.

12 200 000 exemplaires pour l'édition originale (Gallimard, coll. « Blanche »), parue le 17 février 2014 ; 290 000 exemplaires pour l'édition au format poche (chez le même éditeur, coll. « Folio », le 30 mars 2015).

13 110 000 exemplaires pour la première édition (aux Éd. de Minuit, le 23 septembre 2012) et 23 000 exemplaires pour l'édition parue chez Hachette Éducation (coll. « Classiques Hachette », le 8 juin 2015) ainsi que 10 000 exemplaires de plus dans d'autres formats.

14 Sabine Audrerie, « Jean Echenoz, musique à grande vitesse », *La Croix*, 4 octobre 2012 ; Marianne Payot, « Palmarès : on dépasse les barres », *L'Express*, 4 janvier 2013.

Les rééditions de littérature classique posent un problème du point de vue de la méthode de comptage. Le catalogue GfK débute en effet le 8 janvier 2003 : aucune information n'est disponible pour une date antérieure, et des livres publiés avant cette date sont comptabilisés comme parus en janvier 2003. Pendant le Centenaire, les grands classiques, publiés bien avant 2012, ont continué à se vendre. Si l'on intègre ces ventes dans le bilan, en prenant en compte la période 2003-2018, on obtient le chiffre très important de 6,5 millions d'exemplaires vendus pour 75 romans (et 156 éditions et rééditions). Il aurait été possible d'extraire de ces longues séries les résultats par année pour la période 2012-2018, et ainsi de comptabiliser les ventes globales de tel ou tel classique sur la période du Centenaire, dans toutes les éditions disponibles. Mais dans la mesure où il était impossible de procéder à la même analyse pour les autres types d'ouvrages (non-fiction, bandes dessinées), ou, plus exactement, où cela aurait considérablement allongé la durée du présent travail, nous n'avons effectué les calculs que sur un nombre limité de classiques, en l'occurrence les dix livres les plus vendus sur la période.

Peut-on mesurer un « effet Centenaire » dans les ventes de ces livres¹⁵ ? Nous avons sélectionné dix ouvrages classiques de la littérature de guerre et isolé toutes les éditions disponibles sur GfK, de 2003 à 2018, car certaines éditions précédant le Centenaire sont celles qui se vendent le mieux durant celui-ci. Cela aboutit à 92 éditions au total. L'effet du Centenaire est massif et concentré autour de l'année 2014. On passe ainsi de 140 000 ventes en moyenne pour la période 2003-2013 à 255 000 ventes pour l'année 2014. Cependant les années 2015, 2016 et 2017 sont des années de diminution rapide, comme si le « moment 2014 » avait saturé le lectorat. On constate par ailleurs que tout n'est pas lié au Centenaire : la polémique survenue autour du cinquantenaire de la mort de l'auteur Louis-Ferdinand Céline, en 2011, fait profiter son livre (*Voyage au bout de la nuit*, 1932) d'une énorme promotion¹⁶.

Les bandes dessinées représentent 21 % du total des 200 meilleures ventes du Centenaire, avec presque un million de titres vendus pour 57 albums. Si l'on veut entrer un peu davantage dans le détail, en prenant en compte les 154 titres qui ont été publiés entre 2012 et 2016, on retrouve le même genre d'équilibre : 1 023 281 exemplaires ont été vendus, soit 19 % du total.

¹⁵ Voir le tableau et le graphique présentés en annexe.

¹⁶ Voir Marion Cocquet, « Céline exclu des célébrations nationales », *Le Point*, 22 janvier 2011.

Tableau 5. Ventes totales de bandes dessinées durant le Centenaire (2012-2018)
par maison d'édition

Éditeurs	Nombre de titres parus	Ventes totales	Ventes moyennes
Casterman	21	274 813	13 086
Delcourt	24	275 058	11 461
Futuropolis	7	41 007	5 858
Glénat	9	33 207	3 690
Bamboo	59	164 230	2 784
Delirium	11	19 179	1 744
Autres éditeurs	23	215 787	9 382
Total	154	1 023 281	6 645

278

Grande Guerre et bande dessinée font depuis longtemps bon ménage en France¹⁷ : les œuvres reconnues de Jacques Tardi ont fixé une certaine représentation antimilitariste de la guerre dans la mémoire collective ; des myriades d'albums entretiennent, quant à elle, histoire et mémoire du conflit. Durant le Centenaire, quatre ou cinq grandes séries d'albums ont marqué les commémorations : *L'Ambulance 13*, *Les Godillots* et *Verdun* (Bamboo), *La Guerre des Lulus* (Casterman), *14-18* (Delcourt) ou encore *La Grande Guerre de Charlie* (Delirium).

Cela dit, on ne peut pas opposer frontalement d'un côté la lecture de bandes dessinées, qui ne toucheraient qu'un public jeune, et le monde de l'histoire académique de l'autre. Outre les nombreuses collaborations qu'un historien comme Jean-Yves Le Naour a effectuées avec le monde de la « BD », la meilleure vente d'un album unique durant le Centenaire n'est autre qu'une bande dessinée adaptée d'un livre d'histoire, l'album de Chloé Cruchaudet, *Mauvais genre* (67 700 exemplaires)¹⁸.

Pour autant, notre bilan est très clairement incomplet car, à la lecture des données accumulées par les spécialistes¹⁹, il est fort probable que les parutions à plus petits tirages, venues notamment d'éditeurs de bandes dessinées indépendants, échappent aux outils comme le SUDOC ou GfK. Leur intégration aurait pour impact de faire baisser très sensiblement le chiffre des ventes moyennes qui est très élevé, dans la mesure où la présente étude ne s'intéresse qu'aux plus connues des séries.

17 Luc Révillon, *La Grande Guerre dans la BD. Un siècle d'histoire*, Issy-les-Moulineaux/Meaux, Beaux-arts Éd./Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux, 2014.

18 Chloé Cruchaudet, *Mauvais genre*, Paris, Delcourt, 2013, d'après Fabrice Virgili et Danièle Voldman, *La Garçonne et l'assassin. Histoire de Louise et de Paul, déserteur travesti dans le Paris des années folles*, Paris, Payot, 2013.

19 Xavier Guilbert, *Numérologie : une analyse du marché de la bande dessinée*, Versailles, Éd. H, 2014.

Il est possible, après avoir observé les romans et les bandes dessinées, de s'intéresser aux essais, aux livres de « non-fiction ». Le choix de cette terminologie est important, car on ne peut réduire tous les livres produits en dehors des catégories déjà citées et bien identifiées chez les professionnels (« roman », « bandes dessinées ») à une pure écriture historique universitaire : l'ensemble de ces œuvres non fictionnelles est au contraire dominé par des érudits ou des écrivains qui ne s'expriment pas depuis le sérail universitaire. Nous allons maintenant détailler cet ensemble, dans lequel entrent, dans une certaine mesure, les témoignages et les « beaux-livres », le tout comptant pour 20 % des ventes réalisées durant Centenaire.

LES PUBLICATIONS « NON-FICTION »

LA PART DE 1914-1918 DANS LES VENTES « HISTOIRE »

Une première manière de réinsérer les publications scientifiques consacrées à 14-18 au sens large dans un ensemble plus général est de les comparer aux meilleures ventes dans la catégorie « Histoire », mises à disposition par la revue *Livres Hebdo*. L'enseignement est éclairant. Pour l'année 2013, on obtient le classement ci-dessous²⁰ :

- 5^e – *Paroles de Poilus. Lettres et carnets du front 1914-1918* [Jean-Pierre Guéno], Librio, 3 €
- 9^e – *1914, le destin du monde*, Max Gallo, XO, 19,90 €
- 17^e – *Une histoire de la Première Guerre mondiale*, Max Gallo, XO, 17,90 €
- 21^e – *Les Poilus* [Jean-Pierre Guéno], Librio, 3 €
- 28^e – *Les Poilus. Lettres et témoignages des Français dans la Grande Guerre (1914-1918)* [Jean-Pierre Guéno], Les Arènes, 29,90 €
- 46^e – *Les Somnambules*, Christopher Clark, Flammarion, 25 €
- 49^e – *Jours de guerre (1914-1918)*, Jean-Noël Jeanneney, Les Arènes, 49,90 €

C'est un résultat honorable, marqué par la présence fragmentée des différents projets de Jean-Pierre Guéno, véritable phénomène de librairie depuis des années déjà (voir annexe). Pour l'année 2014, six ouvrages se classent dans la liste des 50 meilleures ventes de livres, qui comprend l'histoire au sens large, sous toutes ses formes (de *Métronome* de Lorant Deutsch à Stéphane Bern, en passant par la série *Nous, les enfants de 1954, 1964...*)²¹ :

20 *Livres Hebdo*, 983, 31 janvier 2014.

21 *Livres Hebdo*, 1027, 30 janvier 2015, p.60.

- 6^e – *Paroles de Poilus* [Jean-Pierre Guéno], Libro, 3 €
 21^e – 1914, *le destin du monde*, Max Gallo, Pocket, 7,30 €
 26^e – *Les Somnambules*, Christopher Clark, Flammarion, 25,20 €
 29^e – *Les Poilus* [Jean-Pierre Guéno], Libro, 3 €
 30^e – *L'Illustration, journal universel: 14-18, la Grande Guerre telle que les Français l'ont vécue* [Jean-Louis Festgens], M. Lafon, 40,10 €
 32^e – *Si nous vivions en 1913*, Antoine Prost, Grasset, 11,10 €

280

Ce score relativement correct, faisant la part belle à des ouvrages universitaires (C. Clark, A. Prost) ne se reproduit pourtant pas les années suivantes. Dans le classement de septembre 2015 à août 2016, seul un ouvrage sur la Grande Guerre arrive dans les 50 premiers²². Il s'agit toujours, à la quinzième place, du livre *Paroles de Poilus. Lettres et carnets du front 1914-1918* de Jean-Pierre Guéno (Libro, 3 €). Le classement des deux années comporte, comme dans un effet de miroir, de nombreux titres sur la Seconde Guerre mondiale (Antony Beevor, Pierre Péan et deux ouvrages sur Churchill). L'année suivante (septembre 2016-août 2017) est comparable²³, malgré les nombreux ouvrages consacrés à la bataille de Verdun parus durant l'année : le même livre de Jean-Pierre Guéno se classe 19^e. On peut éventuellement considérer le livre de Ian Kershaw (*To Hell and Back: Europe, 1914-1949 / L'Europe en enfer [1914-1949]*, trad. Aude de Saint-Loup et Emmanuel Dauzat, Le Seuil) comme traitant de la Grande Guerre, lui qui se place à la 23^e place. Pour l'année 2017-2018, enfin, on retrouve toujours, sans surprise, Jean-Pierre Guéno, chez Libro, à la 18^e position, comme seul ouvrage 14-18, là encore aux côtés de nombreux ouvrages sur la Seconde Guerre mondiale ou le nazisme (Simone Veil, Philippe Sands, Michel Cymes, Antony Beevor)²⁴.

Ces chiffres amènent à relativiser non seulement la part des historiens universitaires dans l'écriture de l'histoire – nous le signalerons plus loin – mais aussi la part des parutions 14-18 dans l'histoire en général, malgré un effet notable en 2013 et 2014. Les ouvrages concernant la Seconde Guerre mondiale ou la monarchie sous l'Ancien Régime sont beaucoup plus nombreux à se hisser dans le classement des 50 meilleures ventes.

En ce qui concerne la base de données, si l'on retire du total des 2 300 ouvrages considérés les ventes de romans et de bandes dessinées, on obtient un chiffre global pour les ouvrages « non-fiction » de 2 063 ouvrages. On pourrait encore déduire de cet ensemble quelques objets qui ne sont pas à proprement parler des ouvrages – comme les cartes de tourisme mémoriel ou quelques magazines

22 *Livres Hebdo*, 1099, 30 septembre 2016, p.66-67.

23 *Livres Hebdo*, 1143, 29 septembre 2017, p.64.

24 *Livres Hebdo*, 1187, 28 septembre 2018, p.76.

spécialisés de construction de maquette – mais, dans l'ensemble, on peut considérer comme réaliste le chiffre de 2 000 ouvrages « non-fiction » pour les années 2012-2018.

Avant de s'intéresser, au sein de ce vaste ensemble, à la production scientifique à proprement parler, on peut isoler rapidement les thématiques qui ont structuré cette production, dans la mesure où elles permettent de faire jaillir les différences entre les préoccupations universitaires et celles de l'ensemble des acteurs de l'histoire 14-18.

Il est cependant presque inutile de lister les thématiques, car tous les aspects du conflit ont été traités par ce déluge de publications, depuis les plus centraux jusqu'aux plus triviaux. Des études originales se sont ainsi intéressées à la cuisine dans les tranchées, à l'archéologie des sols après les combats ainsi qu'à leur pollution chimique, au caractère international du conflit ; des biographies nombreuses se sont penchées sur tel ou tel profil connu ou moins connu ; le front comme l'arrière ont fait l'objet de multiples études, en histoire sociale ou économique...

Cela dit, on peut tout de même déceler des tendances majeures au sein de ces 2 000 ouvrages, que nous allons essayer de décrire ci-dessous. Le codage des données a été fait à partir des titres des ouvrages, des noms de leurs auteurs, des maisons d'édition. Bien souvent, un titre allusif, qui plus est d'un auteur peu connu, rend difficile ce codage, ce qui explique que seuls 1 350 ouvrages ont ainsi été classés²⁵, pour donner les chiffres suivants. Les résultats montrent cependant des ensembles cohérents.

L'IMPORTANCE DE L'HISTOIRE LOCALE ET RÉGIONALE

La base de données constituée montre la part importante de l'histoire locale. Nous avons en effet pu répertorier près de 288 ouvrages d'histoire locale ou régionale (19,5 % du total²⁶). Nous avons exclu les histoires de batailles, qui, si elles font références à la Somme ou à la ville de Verdun, s'insèrent dans une autre logique du point de vue de la méthode. Cette histoire locale, dans son immense majorité, est rédigée par des historiens amateurs, qui proviennent souvent du cru, même si nous manquons d'informations sociologiques pour étayer cette première impression.

25 Quelques ouvrages ont été classés dans plusieurs catégories, ce qui explique un total de 1 483 catégories pour 1 350 ouvrages.

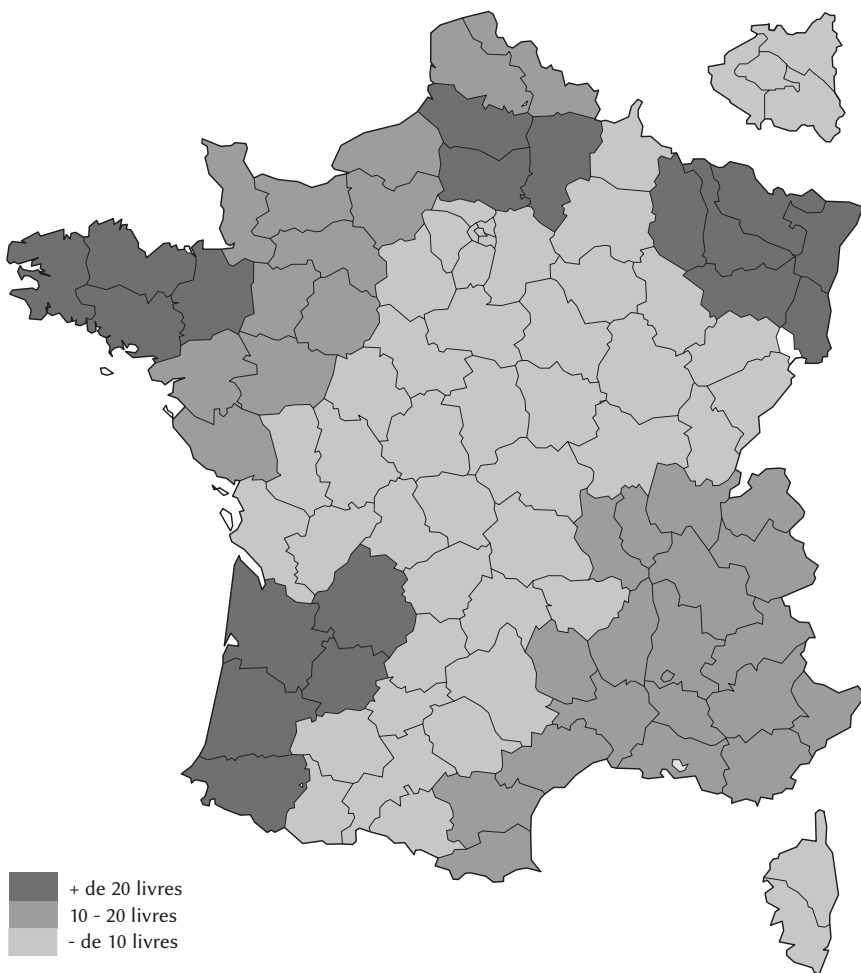
26 On entend ici toute publication qui fait explicitement référence dans son titre à un lieu (village, ville, département, région) et pas à l'échelle nationale ou internationale.

La guerre a été dépeinte pour de nombreuses villes françaises : Lyon²⁷, Rouen²⁸, Brest²⁹, Amiens³⁰, Nancy³¹, Reims³², Metz³³, Paris³⁴ avec deux ouvrages, Marseille³⁵ en comptant trois ; la liste peut être étendue, comme pour les villes de Toulon³⁶, Évian³⁷, Saint-Nazaire³⁸ ou encore Limoges³⁹... Pourtant, cette vingtaine d'ouvrages ne doit pas masquer la part très importante des livres concernant des villages, ou plutôt des « petites patries » – ces appartenances régionales – pour reprendre le titre de l'ouvrage collectif paru sur le sujet⁴⁰. Là encore, que ce soit pour retracer un destin individuel lié à un village ou un canton, ou pour analyser le destin d'un régiment d'infanterie recruté sur une base locale, la diversité est au rendez-vous : Bretons, Corses, Alsaciens-Lorrains ; Sud-Ouest, Gascogne, Franche-Comté, Isère, Normandie, Lozère...

Plutôt que de procéder à un inventaire exhaustif, il est intéressant de constater les parts respectives des territoires des anciennes zones de front et des zones de l'arrière. Si une poignée d'ouvrages concernent la Champagne, les « régions » Alsace-Lorraine et Picardie-Nord-Pas-de-Calais sont, sans surprise, très bien représentées, en tant que théâtre principal des combats du front Ouest (voir la carte ci-après). Pourtant, le fait marquant est bien la part des villes, villages ou « pays » très éloignés de la ligne de front, dans tout l'arc ouest et sud. Peu nombreux sont les travaux à ne considérer que la provenance géographique comme argument pour

-
- 27 Nicolas Beaupré *et al.* (dir.), *14-18. Lyon sur tous les fronts ! Une ville dans la Grande Guerre*, Milan, Silvana Ed., 2014.
- 28 Georges Dubosc et Colette Yver, *Rouen 1914-1918*, Rouen, Éd. des Falaises, 2014.
- 29 Éric Rondel, *Brest : le port de la Première Guerre mondiale*, Sables-d'Or-les-Pins, Astoure, 2013.
- 30 Bruno Barbier, *La Grande Guerre à Amiens* [1993], Amiens, Encrage, 2013.
- 31 Lisa Laborie-Barrière (dir.), *Été 1914. Nancy et la Lorraine dans la guerre*, Ars-sur-Moselle/Nancy, S. Domini/ Musée lorrain, 2014.
- 32 Michel Thibault, *Reims dans la Grande Guerre*, Saint-Avertin, Sutton, 2014.
- 33 Gérard Nauroy et Jean-Claude Laparra (dir.), *Metz. De l'Allemagne à la France : mémoire de la Grande Guerre*, Thionville, G. Klopp, 2015.
- 34 Manon Pignot, *Paris dans la Grande Guerre (1914-1918)*, Paris, Parigramme, 2014 ; Stéphanie Couriaud, *Paris. Première Guerre mondiale*, Saint-Avertin, Sutton, 2015.
- 35 Sylvie Clair (dir.), *14-18. Marseille dans la Grande Guerre*, Marseille, A. Bizalion, 2014 ; Jean-Yves Le Naour, *Marseille 1914-1918*, [Marseille], Gausson, 2014 ; Claude Camous, *La Grande Guerre à Marseille*, Gémenos, Autre temps, 2013.
- 36 Académie du Var, *L'Entrée de Toulon dans la Grande Guerre (1914-1915)*, Gémenos, Autre temps, 2014.
- 37 Françoise Breuillaud-Sottas, *Évian et le drame de la Grande Guerre. 500 000 civils rapatriés*, Milan, Silvana Ed., 2014.
- 38 Erwan Le Gall, *Saint-Nazaire, les Américains et la guerre totale (1917-1919)*, Ploemeur, Éd. Codex, 2018.
- 39 Jean-Marc Ferrer, *Limoges 14-18. Être artiste dans la Grande Guerre*, Limoges, Les Ardents, 2015.
- 40 Michaël Bourlet, Yann Lagadec et Erwan Le Gall (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013.

suivre tel ou tel groupe de soldats : la majorité de ces livres concernent réellement les conditions de vie à l'arrière, livrant ainsi une histoire sociale et culturelle du fait local, en Savoie, en Bretagne, en Normandie, à Hyères ou en Vendée. On peut y voir un effet d'opportunité du Centenaire, où chaque communauté s'est saisie des quatre ans de commémoration à l'échelle locale : on retrouve notamment des mémoires locales et régionales vivaces, comme l'importante proportion de livres sur le Pays basque, la Bretagne ou la Corse⁴¹.



4. Répartition géographique des 288 livres d'histoire locale de la Grande Guerre (2012-2018)

41 Voir *infra* les résultats obtenus par Sylvain Delpout s'agissant des conférences « grand public », notamment p. 390-393.

Les éditions Sutton, maison spécialisée « dans les ouvrages d'histoire locale ou régionale⁴² », sont logiquement très présentes dans cette catégorie (40 ouvrages durant le Centenaire), tenant tête, pour le nombre total d'ouvrages publiés, aux Presses universitaires de Rennes (34 ouvrages) ou à Perrin (36 ouvrages) – évidemment pas pour la quantité d'ouvrages vendus, mais pour le nombre de titres parus. Le redressement judiciaire de la maison⁴³ et son rachat en mai 2015, puis l'acquisition de 37,5 % de l'entreprise par L'Harmattan⁴⁴ explique peut-être ce positionnement sur le créneau 14-18, bien qu'une collection à part entière ne lui soit pas dédiée.

Cette logique territoriale s'exprime dans un deuxième volet de publications, les cartes et guides touristiques liés à l'histoire de la guerre. L'Institut national de l'information géographique (IGN) a ainsi publié plusieurs cartes historiques thématiques (« Grande Guerre 1914-1918 », « Forêts de Verdun et du Mort-Homme ») et posters plastifiés, suivi de près par Michelin (« Les champs de bataille de la Somme »). Des guides touristiques d'itinéraires de mémoire ont été publiés pour différents territoires, que ce soit la Belgique, la Picardie, le Pas-de-Calais (« Guide des cimetières »). Cette catégorie, si on y ajoute les atlas (même s'ils relèvent d'une autre logique), atteint plus de 15 publications.

284

UNE HISTOIRE MILITAIRE ET TECHNIQUE PRÉSENTE

Antoine Prost et Jay Winter, dans l'ouvrage qu'ils consacrent à l'historiographie de la Grande Guerre⁴⁵, soulignaient, avec leurs « trois configurations historiographiques », que l'histoire militaire, si présente dans le premier temps des études sur la Première Guerre mondiale jusqu'à la fin des années 1950, était légèrement passée au second plan. Il existe certes un renouveau de cette histoire militaire à l'échelle européenne. Cependant, dans les publications 14-18, outre celles de quelques historiens bien identifiés sur cette thématique, notamment François Cochet, le Centenaire a été le théâtre d'un flot non négligeable (106 ouvrages) de publications très traditionnelles. Il s'agit de monographies consacrées à telle ou telle arme, comme la série de Jean Bellis (spécialiste d'histoires des techniques et surtout d'aéronautique) aux éditions Cepaduès

42 <https://www.editions-sutton.fr>.

43 « Les éditions Sutton en redressement judiciaire », *fusacq.com*, 29 juin 2012 (<https://www.fusacq.com/buzz/les-editions-sutton-en-redressement-judiciaire-a32459.html>, consulté le 1^{er} août 2021).

44 Hervé Hugueny, « L'Harmattan prend 37,5 % de Sutton », *livreshebdo.fr*, 8 décembre 2017 (<https://www.livreshebdo.fr/article/lharmattan-prend-375-de-sutton>, consulté le 1^{er} août 2021).

45 Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004.

concernant les hydravions, l'aérostation ou les bombardiers. Quelques ouvrages se sont attardés sur la biographie de certains généraux⁴⁶. Le panorama ne serait pas complet sans citer la publication de nombreuses maquettes, notamment aux éditions Histoire et collections⁴⁷.

On peut y ajouter une « histoire-bataille », qui se consacre à des monographies, que ce soit pour la bataille des frontières, la bataille de la Marne et, bien sûr, celles de la Somme et de Verdun. Cet ensemble (61 ouvrages) vient s'ajouter aux publications militaires, portant le total à 171 ouvrages. On voit ici une différence nette entre les publications universitaires, peu férues d'histoire militaire, et le reste des ouvrages « non-fiction ». Cela dit, plusieurs historiens académiques se sont essayés au genre de l'« histoire-bataille », souvent avec un réel succès. On peut citer trois exemples : Damien Baldin et Emmanuel Saint-Fuscien, avec *Charleroi, 21-23 août 1914* (2 938 exemplaires vendus) ; Jean-Michel Steg, avec *Le Jour le plus meurtrier de l'histoire de France. 22 août 1914* (6 520 exemplaires vendus) ; enfin, le livre d'Antoine Prost et Gerd Krumeich soutenu par la Mission du Centenaire, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, s'est écoulé à 5 748 exemplaires en grand format et 2 015 au format poche⁴⁸.

Deux maisons spécialisées ont été particulièrement actives dans le domaine de l'histoire militaire et de l'« histoire-bataille » : les éditions Pierre de Taillac (23 ouvrages) – publiant d'ailleurs au-delà de l'histoire militaire – et les éditions Ysec (41 ouvrages)⁴⁹.

DES « SUBALTERNES » À L'HONNEUR ?

Le rapport de Joseph Zimet attirait, en 2011, l'attention sur l'importance que revêtait le projet que « chaque composante mémorielle de la société française », « plurielle » et « plus complexe et plus diverse que celle de 1914 », puisse se retrouver dans le message commémoratif, listant aussi bien les femmes à l'arrière que les soldats ultramarins et les « populations de l'ex-empire colonial »⁵⁰.

46 Claude Franc, *Les Généraux français de la Grande Guerre*, Antony, Éd. techniques pour l'automobile et l'industrie, 2014 ; Jacques Gasqui, *Le Général Antonin Regard. De la Grande Guerre à la Résistance*, Paris, B. Giovanangeli, 2016 ; Guy Le Mouel et Henri Ortholan, *Le Général de Langle de Cary (1849-1927). Un Breton dans la Grande Guerre*, Janzé, C. Hérissey, 2013.

47 Histoire et collections, <http://www.histoireetcollections.com/fr/>.

48 Respectivement Paris, Tallandier, 2012 ; Fayard, 2013 ; Tallandier, 2015, format poche en 2017.

49 Éditions Pierre de Taillac. *L'histoire militaire autrement*, <http://www.editionspierredetaillac.com> ; Ysec éditions. *Batailles, tranchées*, <http://www.ysec.fr>.

50 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre, op. cit.*, p. 29.

Un constat s'impose : c'est largement en dehors des structures scientifiques que ces thématiques ont été abordées, avec un nombre de publications non négligeable.

On peut ainsi repérer 48 ouvrages concernant l'histoire des femmes en guerre, qu'il s'agisse des publications de témoignages⁵¹ ou d'ouvrages dont les titres révèlent le contenu militant : *Elles aussi ont fait la Grande Guerre, Combats de femmes*⁵²... Il ne s'agit pas d'histoire du genre, bien que quelques titres s'y rattachent, mais d'histoire des femmes, deux visages émergeant de l'ensemble : ceux de Marie Curie et de Colette. Plusieurs livres ont été consacrés à la grande scientifique d'origine polonaise – notamment par Anaïs Massiot et Nathalie Pigeard-Micault, *Marie Curie et la Grande Guerre* et par Catherine Le Quellenec, *Marie Curie. Une scientifique de guerre*⁵³. Colette a également fait l'objet de plusieurs publications. La biographie historique que lui consacre Dominique Bona, de l'Académie française, s'est écoulé à 41 000 exemplaires (ensemble grand format et poche, parus respectivement en 2017 et 2018, chez Grasset).

286

La manière dont des historiennes et historiens non académiques se sont saisis de sujets que les historiens académiques ne considéraient qu'avec une certaine frilosité est plus manifeste encore pour les livres sur les soldats coloniaux, les colonies et les territoires d'outre-mer. La catégorie compte 54 publications⁵⁴. Aux côtés d'historiens universitaires identifiés sur le sujet, comme Marc Michel, on remarque surtout l'activisme de la maison d'édition Ibis rouge⁵⁵, qui publie six ouvrages sur la Guyane dans la Grande Guerre, mais aussi des travaux consacrés aux soldats africains ou sur les travailleurs asiatiques dans la Grande Guerre. De nombreux Poilus coloniaux ont été mis à l'honneur. C'est un élément fondamental quand on sait les recommandations qui avaient été faites par le rapport de la « commission Becker » ou le « rapport Kaspi » sur la question⁵⁶.

51 Par exemple *Une femme dans la Grande Guerre. Extraits du journal de Madeleine Blocher-Saillens tenu pendant la Grande Guerre*, éd. Franck Belloir, [Maisons-Lafitte], Ampelos, 2014; Chantal de Labareyre, Sylvie Flamand et Gilles Babinet, *Histoire des sœurs Munet et de leur famille missionnaire. Des tirailleurs sénégalais de la Grande Guerre à l'évangélisation en Afrique*, Paris, Karthala, 2017.

52 Pauline Raquillet et Valentine Del Moral, *Elles aussi ont fait la Grande Guerre*, Paris, Oskar, 2014; Évelyne Morin-Rotureau (dir.), *Combats de femmes (1914-1918). Les Françaises, pilier de l'effort de guerre*, Paris, Autrement, 2014.

53 Respectivement Paris, Glyphe, 2014 et Oskar, 2015.

54 Ce constat est à pondérer en fonction des résultats détaillés dans les autres contributions à cet ouvrage, notamment celle d'Elisa Marcobelli (*supra*, p. 169-170).

55 Ibis rouge, « maison d'édition littéraire » spécialisée dans « l'Amazonie, la Caraïbe et l'océan Indien ».

56 *Rapport de la Commission « Becker » pour la commémoration du 90^e anniversaire de 1918*, sous la présidence de Jean-Jacques Becker, 19 décembre 2007, p. 5 : « Commémoration des troupes africaines », projet pour mai 2008; *Rapport de la*

Dans les controverses qui ont pu animer les historiens à propos de la Grande Guerre, on sait qu'un des aspects les plus débattus est celui des témoignages. Nicolas Mariot, dans son ouvrage *Tous unis dans la tranchée ?*, livrait ainsi une critique sans appel de la non-représentativité des témoignages utilisés par les historiens⁵⁷. Une « histoire populaire » de la Grande Guerre est-elle tout bonnement impossible ? On sait les efforts qui ont été faits pour mettre en avant des témoignages différents, comme cela a été le cas avec le succès de la réédition des *Carnets de Louis Barthas*, ou l'ouvrage collectif *500 témoins de la Grande Guerre* (2013)⁵⁸. *Barthas* s'érige d'ailleurs comme un symbole du Centenaire, avec 17 500 exemplaires vendus, dans les éditions de 2013 et 2018 (La Découverte).

Durant le Centenaire, plus de 278 témoignages ont été publiés, que ce soit sous la forme de carnets, de journaux ou de correspondances. Bien souvent, ils sont l'œuvre d'une mémoire familiale, indiquée dès le titre (*Mon père, soldat de 14-18*, *L'histoire de mon père...*, *Mon père, classe 15...*), ou que l'on peut deviner rapidement en comparant le nom de l'auteur et celui du soldat en question. Viennent ainsi s'ajouter à la liste des témoignages canoniques de noms plus ou moins connus comme Léon Tournissa, Marcel Tarte, Jean-Marie Conseil, Léon Tacquet, Charles Barberot, Désiré Lecamp, Jacques Bertran, Louis Maufrais ou encore Étienne de Nalèche. Ces publications comprennent souvent une dimension d'histoire locale, la description du parcours de tel ou tel Poilu étant l'argument pour évoquer telle ville ou de telle région. Il y aurait un intérêt certain à éditer ou à rendre accessible une bibliographie exhaustive de cette vague de témoignages, souvent vendus à quelques dizaines d'exemplaires tout au plus. Ils renouvellent cependant notre connaissance du vécu des tranchées et de l'arrière.

Commission de réflexion sur la modernisation des commémorations publiques, sous la présidence d'André Kaspi, 12 novembre 2008. Tout en fustigeant la « repentance » en augmentation dans les pratiques mémorielles françaises, le rapport souligne qu'il faut « sortir de l'oubli [les] faits d'armes » des soldats « africains, nord-africains et asiatiques qui ont combattu aux côtés des troupes métropolitaines » (p. 24-25). (Les deux rapports sont consultables en ligne sur www.vie-publique.fr.)

57 Nicolas Mariot, *Tous unis dans la tranchée ? 1914-1918, les intellectuels rencontrent le peuple*, Paris, Le Seuil, 2013, p. 12-15, p. 392-404.

58 *Les Carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier (1914-1918)* [1978], éd. Rémy Cazals, Paris, La Découverte, 2013. Rémy Cazals (dir.), *500 témoins de la Grande Guerre*, Portet-sur-Garonne/Moyenmoutier, Éd. Midi-pyrénéennes/Edhisto, 2013.

On l'a dit, un nombre non négligeable d'ouvrages concernent les soldats coloniaux, les tirailleurs ou les espaces de l'Empire colonial français en guerre. Cela ne comptabilise pas les productions qui s'intéressent à l'histoire d'un autre pays en guerre. Or cette question se pose, pour voir en quelle mesure, par rapport aux résultats obtenus par Franziska Heimbürger (« publications scientifiques »), Simon Catros (« jeunes recherches ») et Elisa Marcobelli (« colloques »), les publications « grand public » s'internationalisent rapidement, ou si, au contraire, la recherche scientifique est un fer de lance de ce mouvement.

Un comptage des différentes aires géographiques abordées donne les résultats suivants :

Tableau 6. Nombre d'ouvrages 14-18 concernant un autre pays que la France (n=223)

Territoire concerné	Nombre de livres parus
Allemagne	57
Belgique	44
États-Unis	30
Russie	18
Royaume-Uni	14
Canada	12
Suisse	10
Autriche-Hongrie	9
Italie	6
Australie / Nouvelle-Zélande	5
Portugal	4
Luxembourg	4
Roumanie	2
Amérique latine	2
Serbie	2
Turquie	1
Albanie	1
Ukraine	1
Pologne	1
Total	223

Premier constat : sur l'ensemble des ouvrages (1 350) et des catégories attribuées (1 483), la part de l'international est loin d'être négligeable : 15 %. Il ne s'agit pas ici de rouvrir le débat entre retour du « roman national » et « histoire mondiale », mais simplement de constater que le lectorat français s'est intéressé à – ou a tout du moins eu à sa disposition – de nombreux ouvrages lui permettant de se décentrer de l'histoire française en tant que telle.

Ce classement par pays est éclairant et donne plusieurs informations capitales : tout d'abord, ces publications illustrent la vivacité du couple franco-allemand, et de l'intérêt porté à des thématiques diverses, que ce soit le parcours d'un soldat allemand, ou une perspective réellement franco-allemande⁵⁹. La place importante de la Belgique s'explique, quant à elle, par un autre phénomène, purement méthodologique : GfK, on l'a dit, en tant que logiciel de l'édition, s'intéresse aux livres qui circulent sur le sol français en langue française. Il se peut que des maisons d'édition belges (ou suisses) publient et fassent circuler des ouvrages dans l'espace francophone. De ce fait, un certain nombre de livres comptabilisés ici sont en fait des livres publiés en Belgique, ce qui donne l'impression d'une surproportion⁶⁰.

Ce sont peut-être les chiffres suivants qui sont les plus intéressants : les États-Unis et le Canada – l'espace nord-américain – totalisent 42 ouvrages, là où la Russie n'en compte que 18. Certes, de nombreux ouvrages traitant des révolutions russes de 1917 ont été écartés quand ils ne prenaient pas en compte la question de la guerre en elle-même, mais on peut le dire, à notre échelle : le Centenaire de l'année 1917/2017 a été américain, et pas russe. Les mutineries, les refus de guerre, la révolution russe... tous ces éléments ont peiné à s'imposer face à de nombreux livres, dont certains volumes d'histoire locale consacrés à la présence américaine⁶¹.

Enfin, la présence britannique est faible dans ce classement. Il faut évidemment considérer que la catégorie « bataille », évoquée ci-dessus, englobe de nombreuses publications consacrées à la Somme – et donc aux soldats britanniques – mais il n'empêche, on aurait attendu, peut-être à tort, une place plus importante pour le principal allié occidental de la France en 1914.

On doit garder à l'esprit le fait que ce codage est superficiel, et repose avant tout sur l'analyse des titres, des noms d'auteurs et des maisons d'édition.

59 Voir notamment Nicolas Beaupré, *Le Traumatisme de la Grande Guerre*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2012 ; Christian Baechler, *L'Allemagne et les Allemands en guerre*, Paris, Hermann, 2016 ; Gerd Krumeich et Antoine Prost, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015 ; Joëlle Beurier, *Photographier la Grande Guerre. France-Allemagne, l'héroïsme et la violence dans les magazines*, préface de Christian Delporte, Rennes, PUR, 2016.

60 Cependant, cette intégration de moins de quelques dizaines d'ouvrages publiés en dehors de France ne change pas sensiblement le résultat global d'un bilan fondé sur les ouvrages français.

61 Aux côtés des livres de synthèse sur la question (Bruno Cabanes, *Les Américains dans la Grande Guerre*, Paris, Gallimard, 2017 ; Hélène Harter, *Les États-Unis dans la Grande Guerre*, Paris, Tallandier, 2017 ; Rémy Porte, *Les États-Unis dans la Grande Guerre : une approche française*, Saint-Cloud, Soteca, 2017), la mémoire locale s'est saisie de cette année 1917 américaine : Bernard Vallier, *1917-1919 : les Américains à Bassens*, Bordeaux, Mémoring, 2018 ; Éric Rondel, *Les Américains à Saint-Nazaire (1917-1919)*. Savenay, Donges, La Baule, Le Croisic, Montoir, Sables-d'Or-les-Pins, Astoure, 2017 ; Erwan Le Gall, *Saint-Nazaire, les Américains et la guerre totale*, op. cit.

Quelle circulation internationale des livres d'histoire 14-18 ?

On l'a vu, la présence des ouvrages centrés sur d'autres pays que la France est tendanciellement plus faible s'agissant des parutions « grand public » étudiées dans ce chapitre que des articles scientifiques ou des colloques. Cela n'a pas empêché des circulations, qui restent, cependant, plus faibles également, du fait des coûts très importants des projets de traductions (celles-ci impliquent généralement un budget d'une ou deux dizaines de milliers d'euros).

Un certain nombre de livres étrangers se sont frayé un chemin dans le Centenaire français. On a évoqué le cas des *Somnambules* de Christopher Clark, véritable *best-seller* de la prescription historique étrangère. Cependant, d'autres ouvrages ont également été traduits : *Le Feu aux poudres*, de Gerd Krumeich^a, a par exemple trouvé son public. Dans le sillage du débat sur l'entrée en guerre, le livre de Margaret Macmillan (*Vers la Grande Guerre*, également traduit en espagnol, par exemple, sous le titre *1914. De la paz a la guerra*) a connu un succès très correct (2 000 exemplaires vendus)^b.

Une entreprise a pu représenter, pour l'ensemble du Centenaire, le symbole d'une réelle coopération internationale : c'est celle de la publication, en français, de la *Cambridge History of the First World War* sous la direction de Jay Winter, aux éditions Fayard^c. Les trois volumes (traduisant *Global War, The State, Civil Society*) se sont ainsi écoulés à 10 000 exemplaires. Il s'agissait, dans la version anglaise, d'un projet porté par le Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, et la traduction du livre en français a été coordonnée par Annette Becker. Les chercheuses et chercheurs du CIRHGG composaient le comité de rédaction de cette entreprise dans les deux langues. Participaient évidemment au comité de nombreux chercheurs étrangers ; mais la réalisation d'un projet d'une telle ampleur, publié dans une collection de prestige, est, en soi, un symbole du rayonnement de la recherche française.

a Gerd Krumeich, *Le Feu aux poudres. Qui a déclenché la guerre ?*, trad. Claudine Layre, Paris, Belin, respectivement 2014 et 2018 au format poche, le second préfacé par Antoine Prost.

b Margaret Macmillan, *Vers la Grande Guerre. Comment l'Europe a renoncé à la paix*, trad. Laurent Bury, Paris, Autrement, 2014 ; *1914. De la paz a la guerra*, trad. José Adrián Vitier, Turner, Madrid, 2013.

c Jay Winter (dir.), *La Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, t. I, *Combats*, 2013 ; t. II, *États*, 2014 ; t. III, *Sociétés*, 2014.

D'autres ouvrages ont également connu le succès hors des frontières hexagonales. Un certain nombre de travaux désormais classiques avaient déjà été traduits avant le Centenaire, comme ceux de Jean-Jacques Becker (*La Gran Guerra*, 2007), de Jay Winter et Antoine Prost (*The Great War in History*, 2005) ou le livre rédigé à quatre mains également par Jean-Jacques Becker et Gerd Krumeich (*Der Grosse Krieg*, 2010). Là encore, au risque d'écorner quelque peu l'impression de prééminence de l'histoire universitaire au sein des succès de librairie, ce sont des bandes dessinées, ou des romans, qui sont traduits durant le Centenaire ou avant celui-ci : on retrouve l'*Elender Krieg* de Jacques Tardi, l'album de Manu Larcenet *Die wundersamen Abenteuer des Vincent van Gogh*, également traduit en espagnol en 2005 et en italien en 2018, ou encore le roman d'Éric Vuillard *Ballade vom Abendland*, pour ce qui est de l'Allemagne^d.

Cependant, le Centenaire a bien été l'occasion d'une circulation accrue, même si notre recension n'est évidemment pas exhaustive. Le livre de Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker a ainsi été réédité en italien (en deux volumes)^e. L'ouvrage de Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker *Retrouver la guerre* avait déjà été traduit en plusieurs langues : en italien (2001), en anglais (2002), en néerlandais (2004)... Il a été réédité en anglais en 2014^f. Quant au livre de Jean-Noël Jeanneney sur Clemenceau, il a été traduit en polonais en 2019^g.

- d** Jean-Jacques Becker, *La Gran Guerra. La primera guerra mundial*, trad. Sara Amezcúa, Barcelona, Davinci Continental, 2007; Antoine Prost et Jay Winter, *The Great War in History. Debates and Controversies, 1914 to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020; Jean-Jacques Becker, *Der Grosse Krieg. Deutschland und Frankreich im Ersten Weltkrieg (1914-1918)*, trad. Marcel Küsters et Peter Böttner, Essen, Klartext, 2010; Jacques Tardi et Jean-Pierre Verney, *Elender Krieg (1914-1919). Gesamtausgabe*, Zürich, Edition Moderne, 2014; Manu Larcenet, *Die wundersamen Abenteuer des Vincent van Gogh. An vorderster Front*, trad. Bea Klünder, Berlin, Reprodukt, 2008; Éric Vuillard, *Ballade vom Abendland*, trad. Nicola Denis, Berlin, Matthes & Seitz, 2018.
- e** Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker, *La prima guerra mondiale*, trad. Antonio Gibelli, Torino, Einaudi, coll. « Piccola Biblioteca Einaudi », 2014.
- f** Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Understanding the Great War*, trad. Catherine Temerson, New York, Hill and Wang, 2014.
- g** Jean-Noël Jeanneney, *Clemenceau. Wizjoner znad Sekwany*, trad. Katarzyna Marczevska, Lublin, Oficyna Naukowa Ewa Pajestka-Kojder, 2019.

En intégrant les 2 300 livres parus durant le Centenaire – dont les titres ne sont pas toujours transparents –, il est évident que certaines données qualitatives décrites ici changeraient à la marge. Pour autant, si l'on ajoute à cette catégorie internationale les ouvrages traitant de la question coloniale et des territoires d'outre-mer, l'ensemble des publications qui ne sont pas consacrées purement à l'Hexagone atteint 277 livres (19 % du total), ce qui n'est pas négligeable. Ce chiffre est à rapprocher des résultats concernant les publications purement scientifiques analysés par Franziska Heimburger⁶² : en leur sein, les thématiques hors France représentent 36 %. On voit donc que la production à destination du grand public reste plus solidement arrimée aux thématiques hexagonales, alors que les chercheurs s'intéressent plus largement au caractère européen et mondial de la guerre. Un constat similaire s'impose dans l'analyse des conférences « grand public »⁶³.

PLUSIEURS AUTRES THÉMATIQUES À L'HONNEUR

D'autres thématiques émergent, étudiées aussi bien dans le champ universitaire qu'à l'extérieur de celui-ci. L'histoire religieuse en est une. 37 ouvrages concernent ce thème, que ce soit pour retracer le parcours d'un homme d'Église, une histoire locale ou régionale, ou des perspectives beaucoup larges, sur la foi en guerre ou le rôle de la papauté.

L'« histoire animale », pour reprendre la formule d'Éric Baratay, est un bon exemple d'effet d'opportunité éditoriale durant le Centenaire. Après son ouvrage *Bêtes de tranchées*, qui s'est écoulé à 2 661 exemplaires⁶⁴, une vague de parutions s'est intéressée à ces « vécus oubliés », 19 ouvrages s'attachant aux chevaux, aux chiens ou aux pigeons des tranchées.

71 ouvrages analysent la Grande Guerre du point de vue des arts, de la littérature, des sciences humaines. Souvent consacrés aux parcours de « grands hommes » – Maurice Genevoix, Ernst Jünger, Henri Barbusse, Louis-Ferdinand Céline, Henri Bergson – ils sont très souvent rédigés par des universitaires, mais venus d'autres disciplines que l'histoire.

Enfin, une thématique brille, pourrait-on dire, par sa relative absence : celle de la mémoire. Les contributions de Lise Galand (« médias ») et Elisa Marcobelli (« colloques ») ont montré la place très importante des questions de mémoire dans leurs analyses. Pour ce qui est des livres, il faut certes considérer le statut ambigu des témoignages évoqués ci-dessus, dans la mesure où leur publication

62 *Supra*, p. 184.

63 Voir, *infra*, la contribution de Sylvain Delpout.

64 Éric Baratay, *Bêtes de tranchées*, Paris, CNRS Éd., 2013.

est une forme d'acte mémoriel en soi. Une douzaine d'ouvrages s'intéressent spécifiquement aux monuments aux morts. D'autres évoquent plus largement les traces de la Grande Guerre, les lieux de mémoires, notamment autour des paysages et des traces concrètes du conflit⁶⁵. Mais, dans l'ensemble, la mémoire tient peu de place et il ne semble pas que ce résultat soit le fait d'un mauvais indexage (il existe un mot clé « commémorations » dans le SUDOC).

Pour conclure cette rapide radiographie, on peut considérer que les logiques d'offre et de demande aboutissent à une forme de complémentarité, de « division du travail d'écriture historique » entre les historiens académiques et les érudits extérieurs au champ.

Dans la logique de la commémoration, l'histoire locale (288 livres) a été dynamique, les différentes collectivités territoriales encourageant la rédaction d'ouvrages ou la publication de catalogues d'exposition concernant l'histoire de leur territoire durant la guerre. D'un autre point de vue, complémentaire, des acteurs indépendants et individuels ont souhaité coucher sur le papier leur mémoire familiale en publiant de nombreux témoignages, journaux intimes, carnets, correspondances (278 livres)... Enfin, des thématiques relativement tombées en désuétude dans les études universitaires, comme l'histoire militaire (171 livres) ou n'ayant pas encore pleinement émergé (histoire des femmes, histoire environnementale, histoire animale... : 100 livres) ont été investies par des historiens non professionnels.

LA PLACE DE LA PRODUCTION SCIENTIFIQUE

L'analyse des ventes doit répondre aux deux questions suivantes : quelle est la place de la production universitaire dans l'ensemble des ventes ? Y a-t-il eu un « effet Centenaire » sur les ventes, à savoir un succès des ouvrages scientifiques traitant de la guerre ?

Sur la place de la production scientifique et des historiens et historiennes universitaires parmi les auteurs, le constat est complexe, et ce rapport voudrait éviter les effets de focale qui amèneraient à surreprésenter ces ouvrages. Ce constat, par ailleurs, dépasse largement le centenaire 14-18. *Livres Hebdo* estime que « les universitaires ne représentaient qu'un huitième des meilleures ventes de livres d'histoire entre 2008 et 2012⁶⁶ ». Bertrand Deschamps, libraire

65 Laurent Loiseau, *La Mémoire traversée. Paysages et visages de la Grande Guerre*, Issy-les-Moulineaux, Beaux Arts, 2014 ; Jean-Paul Amat, *Les Forêts de la Grande Guerre : histoire, mémoire, patrimoine*, Paris, PUPS, 2015.

66 Thomas Rabino et Alexis Lacroix, « Les jeunes historien(ne)s », *Le Nouveau Marianne*, 23 janvier 2015.

à La Procure, à Paris, n'hésite pas à parler d'un « déclin inéluctable de la prescription universitaire⁶⁷ ».

On l'a vu ci-dessus, la pure édition « non-fiction » ne représente que 10 % des 200 meilleures ventes du Centenaire, 20 % si l'on y agrège les « beaux-livres » et l'édition de témoignages. On peut s'intéresser rapidement au sein de trois sous-ensembles (littérature, bandes dessinées, ouvrages scientifiques) aux exemplaires vendus, aux moyennes et aux médianes de vente. Un point méthodologique s'impose pour isoler la dernière catégorie, celle de l'« histoire académique » ou « universitaire/scientifique », au sein de l'ensemble « non-fiction » (2 000 titres).

294

La question est de fait rendue très compliquée par la nature des bases de données utilisées. En effet, si la base SUDOC est construite selon des critères « universitaires » – indexation d'auteurs multiples, prise en compte des presses universitaires –, la base GfK, qui donne accès aux chiffres de vente, et ainsi à une forme de réception, comporte deux écueils majeurs : on l'a dit, elle ne compte qu'un seul auteur par ouvrage ; qui plus est, pour les publications des maisons d'édition spécialisées dans les publications académiques, elle n'offre aucun résultat (ni date, ni ventes). Aurait-il été possible d'isoler les auteurs à partir d'un critère clair, celui, par exemple, de savoir s'ils sont titulaires d'un doctorat ou non ? Il a été en réalité impossible de réaliser cette opération, tout du moins dans le temps imparti.

Il a donc été décidé d'opérer selon une démarche composite, qui permet un résultat solide, sans être totalement satisfaisant. La base d'ouvrages scientifiques a été constituée comme suit :

- intégration des résultats de l'« enquête chercheurs » : 285 ouvrages ;
- intégration des ajouts de la contribution consacrée aux publications universitaires, par Franziska Heimburger (à partir de la base FWWbib) : 124 ouvrages ;
- intégration des ouvrages publiés dans les maisons d'édition spécialisées (presses universitaires notamment) : 114 ouvrages.

L'ensemble, après fusion et nettoyage des répétitions, construit une base qui compte, pour les ouvrages scientifiques, 420 ouvrages. Cette base est une abstraction, dans la mesure où elle prend en considération des ouvrages parfois non scientifiques auxquels ont participé des historiens reconnus (« beaux-livres » notamment) et des ouvrages publiés par des presses universitaires, ayant pour auteurs des érudits sans qualification universitaire (bien que ce cas de figure soit rare).

67 Frédéric Mounier, « L'édition historique reprend son souffle », *La Croix*, 20 novembre 2014, p. 16-17.

On peut alors comparer, avant d'entrer dans le détail des publications scientifiques, trois ensembles : les bandes dessinées, les romans et l'histoire académique, pour en évaluer les ventes et la réception.

Tableau 7. Comparaison des ventes selon les catégories d'ouvrages

	Bandes dessinées	Littérature	Histoire académique	Total
Titres parus	1 54	66	389	609
% du total	25	11	64	100
Ventes	1 023 281	2 273 306	644 433	3 941 020
% du total	26	58	16	100
Moyenne des ventes	6 645	34 444	1 657	/
Médiane des ventes	1 742	3 376	387	/

Les conclusions sont relativement claires : alors que, sur la base de cette comparaison, l'histoire académique représente 64 % du nombre de titres parus, elle ne totalise que 16 % des ventes. L'ensemble des livres d'histoire universitaire a donc ainsi atteint un chiffre de vente global qui équivaut à moins de la moitié de celui réalisé par les 154 bandes dessinées parues pendant le Centenaire.

Moyenne et médiane des ventes sont encore plus expressives, montrant des succès très différenciés selon les types de parutions. Il est possible de relativiser ces chiffres, en considérant que le travail qui a été fait pour les titres universitaires – à savoir un tamisage exhaustif à travers le SUDOC – n'a pas été reproduit pour les romans et les bandes dessinées, en prenant en compte toutes les éditions indépendantes, les petits éditeurs locaux, les auto-éditions... Cela aboutirait à un résultat sensiblement différent sur les moyennes et les médianes des ventes, faisant largement diminuer ces chiffres. En revanche, pour l'équilibre général des ventes et la place de l'histoire universitaire dans la production 14-18, cela ne ferait qu'accentuer le constat, ramenant la production universitaire aux environs du chiffre déjà calculé pour les 200 meilleures ventes, à savoir autour de 10 % des ventes.

L'HISTOIRE UNIVERSITAIRE

Nous pouvons, après ce panorama général, répondre à la deuxième question, celle de la place des historiens, et plus spécifiquement des historiens universitaires dans le paysage de la production éditoriale 14-18.

On peut le souligner sans risque : face au caractère foisonnant, voire débordant, de la jungle éditoriale, le public attendait peut-être qu'on lui prescrive *le* livre qui allait symboliser le Centenaire, et ce choix s'est opéré très tôt. Il s'agit de l'ouvrage de Christopher Clark, *Les Somnambules*, publié d'abord en anglais en septembre 2012, puis en allemand en septembre 2013. Le livre tente de répondre

à une interrogation fondamentale depuis 1914 : celle de la responsabilité du déclenchement de la guerre. L'historien australien, déjà connu en Allemagne pour son livre sur la Prusse qui a reçu un grand écho⁶⁸, a tenté de dynamiter un paradigme depuis longtemps installé dans la culture historique allemande : celui établi par Fritz Fischer qui, dans les années 1960, avait montré la responsabilité écrasante de l'Allemagne dans l'escalade vers la guerre. Ce faisant, il a connu un rapide et fulgurant succès outre-Rhin, comme rarement un livre ne concernant pas le nazisme y était parvenu. Cela a entraîné, par mimétisme et curiosité, un succès similaire – bien que de bien moindre ampleur – en France, faisant, si l'on peut dire, ressortir le livre de Clark comme *le* produit de ce début de Centenaire. Selon le compteur GfK (qui emporte une marge d'erreur importante), le livre s'est vendu à 27 762 exemplaires en grand format et à 11 761 au format poche, soit 40 000 exemplaires au total. C'est incontestablement, et à l'échelle internationale, un des symboles du Centenaire, si ce n'en est *le best-seller* de la période, avec en Allemagne plus de vingt éditions pour le grand format et dix pour le format poche, et dix-sept traductions⁶⁹, pour un livre pourtant copieux.

Cependant, la focalisation sur le livre de Clark passe sous silence des succès tout aussi considérables, mais moins visibles. Car si l'ouvrage de l'historien – adoubé par la communauté universitaire internationale – semble être *le* succès du Centenaire, en réalité l'auteur qui a vendu le plus d'exemplaires de ses productions sur la Grande Guerre n'est autre que Max Gallo : en comptabilisant les deux types d'éditions (grand format et poche) des deux ouvrages symboliquement intitulés *1914 et 1918*, l'auteur a vendu 120 000 exemplaires au total, trois fois plus que Clark. Il est d'ailleurs à noter que cette volonté d'accompagner les mois du Centenaire par une publication « année après année » a été une stratégie d'éditeur. Elle a ainsi relativement bien fonctionné pour un auteur comme Jean-Yves Le Naour, qui a vendu, pour ses cinq volumes suivant les cinq années de guerre, 33 500 exemplaires (chez Perrin). Ce genre de tactique, utilisée également dans une maison d'édition plus petite (Sutton) par Gilles Vauclair, n'aboutit cependant pas du tout au même genre de résultats (850 exemplaires vendus au total).

Une production qui a trouvé son public est celle des « beaux-livres », grands formats qui proposent au public des images, des documents inédits, rassemblés et commentés par des historiens. Les ventes de ce genre de produits, qui se caractérisent par des coûts de fabrication plus élevés, sont cependant traditionnellement plus hautes que celles des autres formats. Jean-Noël Jeanneney

68 Christopher Clark, *Preussen. Aufstieg und Niedergang, 1600-1946*, Munich, Pantheon, 2008.

69 <https://www.franceculture.fr/emissions/lhebdo-des-idees/la-guerre-de-14-ne-fut-pas-premeditee> (consulté le 1^{er} août 2021).

Les livres soutenus par la Mission du Centenaire.

Un certain nombre de livres ont été soutenus par la Mission du Centenaire, soit *via* un financement, soit *via* l'assomption du statut de co-éditeur. On trouvera la liste des ouvrages concernés ci-dessous :

- Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich, Nicolas Patin et Arndt Weinrich (dir.), *La Grande Guerre vue d'en face. Vue d'Allemagne, vue de France*, Paris, A. Michel, Mission du Centenaire, Institut historique allemand de Paris, 2016 ;
- Bruno Cabanes, *Les Américains dans la Grande Guerre*, [Paris], Gallimard/Ministère de la Défense, 2017 ;
- *Cicatrices 1914-1918. 40 000 monuments, 1 350 000 morts*, préface de Raymond Depardon, collaboration de la Mission du Centenaire et de l'IRHIS, Arles, Les Rencontres d'Arles, 2014 ;
- *Grande Guerre 14-18. Les chemins de mémoire des Flandres aux Vosges*, [Vanves], Hachette, coll. « Le guide du routard », 2015 ;
- Frédéric Landy (dir.), *L'Inde française et la Grande Guerre / French India and the Great War*, Pondichéry, Consulat général de France/Institut français de Pondichéry, 2018 ;
- André Loez et Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du Centenaire*, Paris, A. Michel, 2013 ;
- *La Grande Guerre des Français à travers les archives de la Grande Collecte*, éd. Clémentine Vidal-Naquet, Paris, Comme un éditeur, 2017.

Pour ceux pour lesquels nous disposons d'informations de vente, il s'agit le plus souvent de beaux succès de librairie : 11 000 exemplaires pour l'ouvrage d'André Loez et Nicolas Offenstadt, 3 000 pour l'édition de Clémentine Vidal-Naquet, 8 500 exemplaires pour le « Guide du routard », 1 500 pour l'ouvrage collectif *La Grande Guerre vue d'en face*. On voit surtout l'ouverture des choix de la Mission, qui subventionne donc des ouvrages de recherche scientifique pure, tout comme des « beaux-livres » ou un livre d'art (Depardon).

(*Jours de guerre*) et Jean-Paul Viart (*Chroniques de la Première Guerre mondiale*) vendent ainsi chacun 18 000 exemplaires de leur ouvrage, Jean-Pierre Verney écoulant 13 000 exemplaires pour sa *Grande Guerre en relief*⁷⁰.

70 Jean-Noël Jeanneney, *Jours de guerre (1914-1918)*, Paris, Les Arènes, 2013 ; Jean-Paul Viart, *Chroniques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Larousse, 2013 ; Jean-Pierre Verney, *La Grande Guerre de 1914-1918 en relief*, Paris, Les Arènes, 2013.

Vient ensuite l'ensemble des livres d'historiens et historiennes universitaires, pour beaucoup des noms déjà installés et reconnus comme spécialistes de l'histoire de la Première Guerre mondiale. L'impression qui domine est celle de la multiplicité des supports et des objets : rééditions, livres inédits, grands formats, poches... Un certain nombre d'auteurs réalisent des ventes importantes : Jean-Yves Le Naour totalise ainsi 105 000 ventes sur 35 ouvrages (bandes dessinées comprises). De même, Antoine Prost, Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Beaupré atteignent tous des ventes globales qui dépassent largement 10 000 exemplaires, pour plusieurs titres. *Si nous vivions en 1913*, de Prost, s'est vendu à 14 000 exemplaires. Similairement, le *Carnet du Centenaire* d'André Loez et Nicolas Offenstadt se hisse à 11 000 ventes, tout comme *Le Chemin des Dames*, de Nicolas Offenstadt encore, qui frôle les 10 000 exemplaires vendus⁷¹.

Tableau 8. Classement des ventes par maisons d'édition
(tous types d'ouvrages confondus)

Maison d'édition	Nombre de titres	Nombre de ventes	Moyenne des ventes
X-O	4	89 048	22 262
Les Arènes	4	62 688	15 672
Flammarion	10	73 883	7 388
Larousse	7	34 536	4 934
Perrin	36	103 993	2 889
Le Seuil	10	27 829	2 783
Gallimard	29	68 940	2 377
Tallandier	40	78 392	1 960
Fayard	19	36 126	1 901
Belin	11	18 576	1 689
Pierre de Taillac	23	26 343	1 145
Ouest-France	29	31 688	1 093
CNRS	12	75 51	629
Les Belles Lettres	10	6 008	601
Bernard Giovanageli	13	7 649	588
Armand Colin	15	6 247	416
YSEC	41	16 713	408
OREP	12	3 940	328
Sutton	40	12 119	303
Somogy Éditions d'art	7	1 593	228
PUR	34	7 025	207
Soteca	12	1 813	151
L'Harmattan	60	2 589	43
Septentrion	16	594	37

71 Antoine Prost, *Si nous vivions en 1913*, Paris, Grasset, 2014 ; Nicolas Offenstadt, *Le Chemin des Dames. De l'événement à la mémoire*, Paris, Perrin, 2012.

Quel est le critère d'une vente réussie ? Sans surprise, en dehors des formats (« beaux-livres »), c'est avant tout la maison d'édition et son réseau de distribution qui jouent un rôle déterminant. L'identité des auteurs ne vient qu'ensuite, sauf pour ceux qui ont déjà construit « un nom » et possèdent un lectorat fidèle (Max Gallo en étant un exemple, Bernard Maris un autre⁷²).

UN « EFFET CENTENAIRE » DANS LES VENTES ?

Si l'on se concentre sur les résultats de l'édition scientifique, en l'occurrence les 389 ouvrages pour les ventes desquels nous avons des informations fiables, on pourrait croire – avec quelques 400 ouvrages vendus en médiane – que les résultats sont plutôt mauvais. Cela dit, il faut prendre en compte la moyenne des ventes, et considérer qu'à hauteur de 1 657 livres vendus elle signale plutôt un bon résultat : il y a donc bien eu un « effet Centenaire » sur les ventes de livres d'histoire universitaire.

Il n'existe pas d'indicateurs globaux des ventes de livres d'histoire. Plusieurs membres de *Livres Hebdo* ont été contactés et ont répondu à la question de savoir ce qu'était une vente « moyenne » pour un ouvrage d'histoire universitaire, toutes catégories et toutes périodes confondues. En l'absence d'outils réellement précis, les estimations vont de 1 200 à 1 500 exemplaires vendus par titre, un chiffre de ventes dépassant les 3 000 exemplaires étant considéré comme très convenable. La moyenne obtenue pour le corpus ici étudié, à 1 700 exemplaires, semble donc indiquer que les titres 14-18 se sont plutôt bien vendus, d'autant plus que nous intégrons dans ce calcul les productions de maisons d'édition universitaires – comme les Presses universitaires de Rennes ou du Septentrion – dont les ventes sont sensiblement inférieures, en général.

Si on affine encore les résultats, en se concentrant sur les grandes maisons d'édition – celles-là mêmes qui considèrent qu'une vente autour de 1 500-2 000 exemplaires est un résultat dans la moyenne – le résultat du Centenaire du point de vue des livres d'histoire universitaire est plutôt positif.

Enfin, une rapide comparaison avec les ventes réalisées autour du cinquantenaire de 1968 est éclairante : les 113 titres parus durant cette courte période ont généré la vente de 88 119 exemplaires, soit une moyenne de 780 exemplaires par titre et une médiane de 156, ce qui est largement en dessous des résultats obtenus pour le Centenaire⁷³.

72 Bernard Maris, *L'Homme dans la guerre. Maurice Genevoix face à Ernst Jünger*, Paris, Grasset, 2013 (8 500 exemplaires vendus).

73 Il s'agit d'une rapide sélection des titres répondants au mot clé « 1968 » dans la base GfK, ce qui exclut tout autre titre qui ne ferait pas explicitement référence à cette date (enquête réalisée entre le 4 et le 11 mai 2019).

Tableau 9. Ventes moyennes par maison d'édition pendant le Centenaire (livres universitaires)

Maison d'édition	Nombre de titres	Moyenne des ventes
Armand Colin	11	492
Belin	8	1 318
Fayard	12	2 587
Gallimard	9	1 857
Perrin	21	3 331
Le Seuil	7	3 157
Tallandier	29	2 173

300

Ce bilan a pour objectif d'évaluer la réception « grand public » des ouvrages concernant la guerre de 1914-1918, et de ne le faire que par un biais – extrêmement limité – qui est celui des ventes. Cet indicateur qualitatif n'est qu'un indice de succès commercial, qui dépend beaucoup des canaux habituels d'un succès de librairie (format du livre, réseaux de distribution des maisons d'édition...).

Il est tentant, en dépassant le cadre de cette contribution, de s'intéresser à la réception scientifique des livres universitaires qui ont été étudiés ici. Cette analyse aurait pu également prendre place dans le chapitre réservé à la production scientifique (F. Heimburger) ou, dans une certaine mesure, dans le chapitre consacré aux médias (L. Galand) pour analyser les débats autour de tel ou tel livre.

On peut poser les jalons d'une telle démarche en s'intéressant aux recensions consacrées aux livres 14-18 dans quatre revues d'histoire contemporaine généralistes (*Vingtième siècle*, *Histoire@politique*, *La Revue historique*, *Histoire, économie et société*). Ce travail de comptage – relativement fastidieux – montre un frémissement entre les cinq ans précédant le Centenaire (2007-2011) et les sept années du Centenaire (2012-2018), tout du moins en valeur absolue. Mais, en pourcentage, la réception des flots d'ouvrage 14-18 prendra certainement plus de temps.

Ce bilan des livres parus entre 2012 et 2018 permet donc, malgré les diverses difficultés techniques liées à l'utilisation d'une démarche composite, de tirer un bilan clair.

Les publications « non-fiction », dans toute leur diversité, pèsent peu dans la vague du Centenaire. Romans et bandes dessinées représentent environ 70 % des ventes liées à l'événement 14-18. Faut-il en désespérer ? Bien qu'il ait été impossible d'isoler la littérature jeunesse, et sans totalement ramener la consommation de bandes dessinées à une pratique juvénile, ces chiffres donnent au contraire un bel espoir : celui que les publics jeunes et adolescents se soient saisis des thématiques de la commémoration, même s'il ne faut pas exagérer les chiffres obtenus ici par rapport à d'autres types de thématiques. Des discussions avec des éditeurs

et éditrices concluait au fait que le type de répartitions observé dans ce bilan recoupe le bilan général : les « essais » deviennent une production marginale⁷⁴. Ces chiffres amènent également à relativiser la place de l'histoire savante dans l'économie générale de la production 14-18.

Tableau 10. Part des recensions d'ouvrages concernant la Première Guerre mondiale dans quatre revues spécialisées d'histoire

	Avant le Centenaire	Pendant le Centenaire
<i>Vingtième siècle, revue d'histoire</i>	2007-2011	2012-2018
Total	769	1027
Première Guerre	39 (5,1%)	72 (7%)
<i>Histoire@politique</i>	2007-2011	2012-2018
Total	320	325
Première Guerre	19 (5,9%)	22 (6,8%)
<i>Revue historique</i>	2007-2011	2012-2018
Total	819	942
Première Guerre	15 (1,83%)	42 (4,46%)
<i>Histoire, économie et société</i>	2007-2011	2012-2018
Total	275	218
Première Guerre	2 (0,73%)	2 (0,92%)
Total général	75	138
% du total des publications	3,5%	5,5%

Faut-il regarder ces résultats avec tristesse ? À partir d'un tel jeu de données, il est difficile de conclure de manière générale, mais on peut tout de même dire que les historiens ont été au rendez-vous des attentes du Centenaire, en fournissant une variété de productions qui permettaient d'éclairer des aspects encore méconnus du premier conflit mondial. Cette dissémination des ventes peut être lue comme une diversité, une pluralité qui montre, au contraire, la richesse et la force de la recherche française sur la Première Guerre mondiale.

74 Merci à Hélène de Virieu (Les Arènes) pour ses remarques.

LA DYNAMIQUE MUSÉALE DU CENTENAIRE :
RETOUR SUR LES EXPOSITIONS
CONSACRÉES À LA GRANDE GUERRE

Bérénice Zunino

Si les destructions et saisies d'objets d'art induites par la Révolution française et les campagnes napoléoniennes contribuèrent à faire émerger en Europe une « conscience patrimoniale¹ », la Grande Guerre a eu, en matière d'histoire du patrimoine culturel, bien des impacts sur le territoire français, tant au vu des destructions que des constitutions de nouvelles collections de guerre². La fondation de la Bibliothèque-musée de la Guerre en 1917, aujourd'hui « La Contemporaine », est l'un des emblèmes de la dynamique culturelle et muséale exceptionnelle impulsée par la Première Guerre mondiale. Ce musée fut créé grâce aux legs du couple d'industriels Louise et Henri Leblanc qui avaient collecté, dès le mois d'août 1914, dans un esprit patriotique, toutes sortes de documents ayant trait au conflit : journaux, illustrés, tracts, cartes postales, livres pour enfants, vaisselle patriotique, etc.³. Cent ans après l'armistice de 1918, dans un espace largement mondialisé, les expositions consacrées à la Grande Guerre revêtent toujours des enjeux mémoriels, *a fortiori* en France où les mémoires locales et familiales de ce conflit sont très présentes⁴.

Force est de constater que ce Centenaire a vu considérablement augmenter le taux de fréquentation des musées et des sites mémoriels de la Première Guerre mondiale.

- 1 Bénédicte Savoy, *Patrimoine annexé : les biens culturels saisis par la France en Allemagne autour de 1800*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2003, t. I, p. 146.
- 2 Sur ces aspects, voir Laurence van Ypersele, « Patrimoine et propagande. Le cas de la destruction de Louvain en août 1914 » et Catherine Granger, « La protection des collections des musées nationaux durant la Première Guerre mondiale », dans Philippe Nivet (dir.), *Guerre et patrimoine artistique à l'époque contemporaine*, Amiens, Ancre, 2013, respectivement p. 111-126 et p. 247-260. Voir aussi Bénédicte Savoy et Christina Kott (dir.), *Mars & Museum. Europäische Museen im Ersten Weltkrieg*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2016.
- 3 Jean-Jacques Becker, « La Grande Guerre et la naissance de la BDIC », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 100, 2010/3, p. 5-6.
- 4 Nicolas Offenstadt, *14-18 aujourd'hui. La Grande Guerre dans la France contemporaine*, Paris, O. Jacob, 2010.

L'année 2014 figure en haut de ce palmarès : à l'occasion du 100^e anniversaire du début des hostilités, le Musée de Meaux a pu s'enorgueillir d'une hausse de 40 % de son taux de fréquentation annuel, avec pas moins de 133 000 visiteurs, tandis que l'Historial de la Grande Guerre a enregistré un nombre record de 113 659 entrées, soit 38 419 visiteurs supplémentaires par rapport à 2013⁵. Outre les expositions permanentes consacrées à la Grande Guerre, pas moins de 1 474 expositions temporaires ont été labellisées et/ou subventionnées par la Mission du Centenaire pour la période allant de 2013 à 2018⁶. C'est sur ces manifestations culturelles réalisées à l'occasion du 100^e anniversaire de la guerre que cette contribution se propose de se pencher.

Ces expositions, selon qu'elles ont été organisées par de « grands » musées nationaux ou par des structures plus modestes, à Paris ou en régions, présentent un fort différentiel de taille, de budget et de fréquentation. Même si elles n'ont pas toutes bénéficié d'un appui scientifique de même envergure, bon nombre d'acteurs de la recherche et de personnels d'archives ont, à différents niveaux et dans différentes disciplines des sciences historiques et sociales, contribué à la conception de ces expositions consacrées à la Grande Guerre : doctorants, enseignants-chercheurs, archivistes, chercheurs au CNRS ou encore professeurs en classes préparatoires aux grandes écoles. Issus du système universitaire français ou d'universités étrangères, ils et elles sont historiens, mais aussi archéologues, historiens de l'art et plus rarement médecins ou juristes. Ils ont contribué à la conception d'expositions en coopération étroite avec les musées, bibliothèques, lycées, rectorats, structures hospitalières, mais aussi les communes, départements, régions et leurs archives respectives, ainsi que la Mission du Centenaire.

Le présent chapitre se propose de dresser un bilan quantitatif et qualitatif des expositions temporaires consacrées à la Première Guerre mondiale, organisées en France entre 2013 et 2018, en prenant en considération leur ancrage géographique et en s'interrogeant sur la manière dont elles s'articulent avec l'historiographie récente de la Grande Guerre et avec les objectifs que s'était fixés la Mission du Centenaire en matière de dynamique muséale sur l'ensemble du territoire français, d'ouverture aux dimensions internationales du conflit et de diffusion des résultats de la recherche. Sur ce dernier point, on précisera d'emblée

5 Voir le rapport d'activité 2014 du Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux ainsi que les données relatives à la fréquentation des Musées de France de 2001 à 2016 publiées par le ministère de la Culture (https://www.museedelagrandeguerre.eu/uploads/docs/RAPPORT_DACTIVITE_2014.pdf; <https://www.data.gouv.fr/fr/datasets/frequentation-des-musees-de-france-1/>, consultés le 1^{er} août 2021).

6 Calcul réalisé sur la base des fichiers recensant les expositions labellisées et souvent subventionnées par la Mission du Centenaire, et des données consultables sur le site internet (désormais inaccessible) de la Mission du Centenaire (*centenaire.org*).

que la question peut difficilement être posée en termes de « réception » par le public, les effets n'étant généralement pas ceux attendus et les visiteurs ayant leurs propres cadres de perception extérieurs aux enjeux historiographiques et souvent même à la connaissance de la Première Guerre mondiale, sans même parler des méthodes pour mesurer cette réception. Les significations que les visiteurs sont susceptibles de donner à une exposition historique peuvent être extrêmement diverses et varient selon leur biographie, leur quotidien, leur mémoire familiale et leurs convictions politiques⁷. Il est donc difficile de mesurer les rapports, multiples et contradictoires, du public français aux expositions concernant la Grande Guerre. De ce fait, on se limitera principalement à la question de la présence des thématiques de l'historiographie récente dans les manifestations culturelles organisées pendant le Centenaire.

Afin de dresser un bilan scientifique des expositions organisées durant le Centenaire, la présente étude se fonde sur les fichiers recensant les manifestations culturelles labellisées et souvent subventionnées par la Mission du Centenaire, les ressources offertes par son site web ainsi que les catalogues de certaines des expositions les plus notoires. En complément à ces sources, ce chapitre se fonde sur les réponses apportées aux questionnaires adressés par l'équipe chargée du bilan scientifique du Centenaire aux principaux historiens et historiennes impliqués dans cette saison commémorative. Étant donné le très grand nombre de manifestations culturelles répertoriées, on a d'abord procédé à un recensement de l'ensemble des expositions (1 474) par année avant de travailler sur une base qui répertoriait des informations plus nombreuses (thématiques, géographie...), mais qui n'étaient disponibles que pour 979 expositions. Les expositions ont été classées par année, selon la date de leur inauguration. Des projets d'exposition qui n'ont finalement pas vu le jour, mais pour lesquels d'importantes investigations scientifiques ont été menées, comme cela a été le cas pour *Capitales en guerre. Paris, Londres, Berlin 1914-1919* (Mairie de Paris, projet datant de 2014), ont aussi été comptabilisés.

On se penchera tout d'abord sur l'évolution quantitative au cours du Centenaire, en présentant les expositions selon leur rythme et leur répartition générale sur le territoire français. On étudiera ensuite les principales thématiques

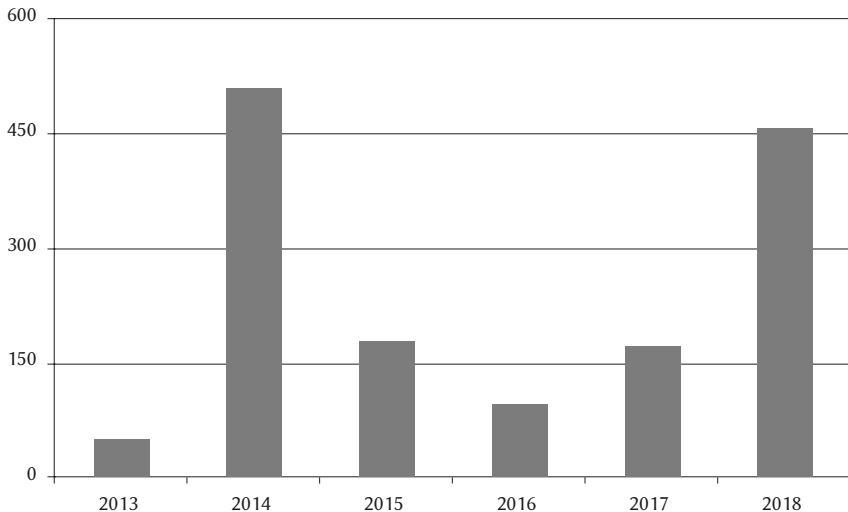
7 Sylvain Antichan et Jeanne Teboul, « Faire l'expérience de l'histoire ? Retour sur les appropriations sociales des expositions du centenaire de la Première Guerre mondiale », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 121-122, 2016/3-4, p. 32-39. Voir aussi Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, « Dépolitiser le passé, politiser le musée ? À la rencontre des visiteurs d'expositions historiques sur la Première Guerre mondiale », *Culture & Musées*, 28, 2016 (<http://journals.openedition.org/culturemusees/811>, mis en ligne le 19 juin 2018, consulté le 1^{er} août 2021).

d'expositions et leurs liens avec les tendances historiographiques récentes. Par la suite, on s'attachera à mettre en regard les divergences dans l'intégration d'un regard international sur la Grande Guerre, en fonction des expositions présentées au cours des années 2013 à 2018-2019.

RYTHMES ET TERRITOIRES DU CENTENAIRE : UN BILAN QUANTITATIF

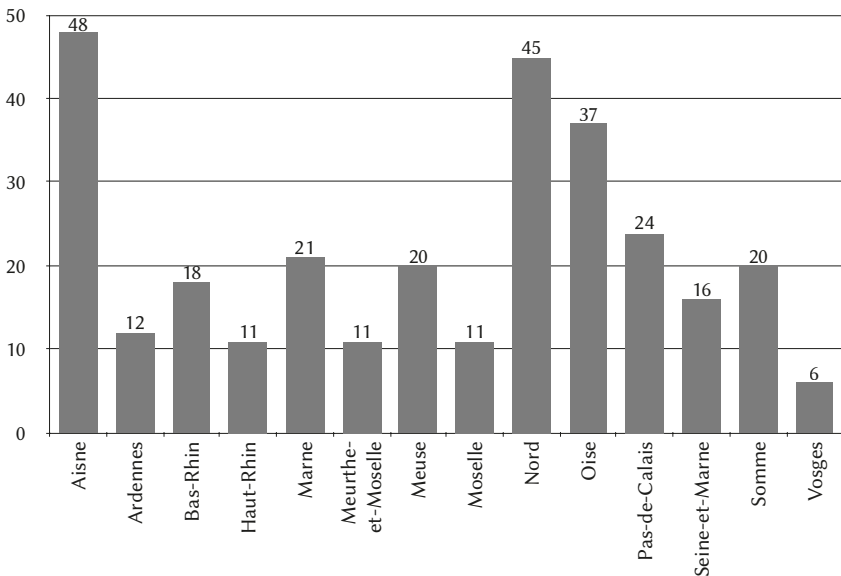
306

L'étude des fichiers de la Mission du Centenaire et de la cartographie des expositions mise en ligne permet de proposer une estimation de l'évolution quantitative des activités muséales : d'après ces documents, le nombre d'expositions présentées en France sur le thème de la Grande Guerre entre 2013 et 2018 s'élève à 1 474. Les années de commémoration du début et de la fin du conflit s'avèrent les plus prolifiques, avec respectivement 511 expositions en 2014 et 457 en 2018. Les autres années se caractérisent par une production plus faible, mais malgré tout très dynamique, avec respectivement 52, 181, 99 et 174 expositions pour les années 2013, 2015, 2016 et 2017 (fig. 1). Elles se définissent par ailleurs par une concentration régionale plus forte, mue par les temps forts des différentes saisons mémorielles ainsi que par les dynamiques mémorielles locales ou régionales et les évolutions militaires du conflit (batailles d'Arras et de Vimy, de Verdun, de la Somme, du Chemin des Dames, entrée en guerre des États-Unis et mondialisation du conflit).

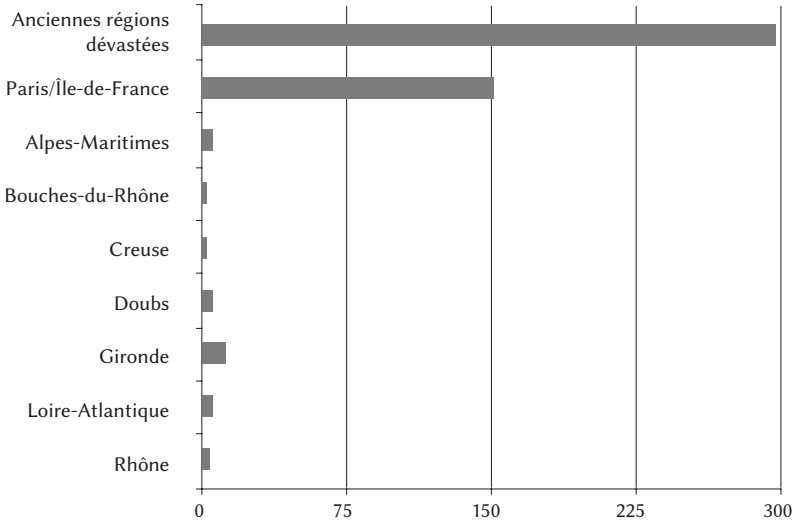


1. Évolution quantitative des expositions sur la Grande Guerre entre 2013 et 2018 (n=1474)

Si l'on cherche à dresser une cartographie indicative des expositions sur la Grande Guerre organisées durant le Centenaire, on relève trois grandes caractéristiques : une dynamique culturelle importante et particulièrement novatrice (au vu des thématiques traitées) en Île-de-France, une forte régionalisation muséale dans les anciens départements (d'après leur tracé actuel) en contact direct avec le front, l'arrière-front et/ou les troupes allemandes, et une portée nationale forte, au-delà des logiques mémorielles spécifiques aux régions qui furent directement impactées par les hostilités. Ainsi près de 15 % des expositions sont-elles concentrées en Île-de-France. Par ailleurs, alors que les régions anciennement dévastées ou rattachées au Reich allemand ne regroupent qu'à peine plus de 30 % des manifestations culturelles, le reste de la France a accueilli à lui seul près de la moitié des expositions organisées sur le territoire au cours de ce Centenaire. On ne constate par ailleurs pas de différence notable en matière de dynamisme muséal entre les départements du Sud de la France plus riches et plus densément peuplés, comme les Alpes maritimes et le Rhône (avec respectivement 6 et 5 expositions), et des départements moins peuplés, comme la Creuse et le Doubs (qui ont accueilli respectivement 4 et 7 expositions) (fig. 2 et 3). Autrement dit, cette cartographie française se caractérise autant par une dynamique culturelle centralisée autour de la capitale que par des logiques mémorielles qui dépassent les particularismes régionaux induits par l'histoire de la Grande Guerre. Ces expositions s'étendent en effet sur l'ensemble du territoire.



2. Expositions organisées dans les départements anciennement occupés, dévastés ou rattachés au Reich entre 2013 et 2018 (n=300)



3. Mise en perspective du dynamisme culturel dans les anciennes régions dévastées (ou rattachées au Reich allemand) et en Île-de-France par rapport à l'activité muséale d'autres départements français (sélection)

Si l'on met en rapport l'évolution quantitative du nombre total d'expositions entre 2013 et 2018 avec celle des expositions présentées dans les régions anciennement dévastées ou rattachées au Reich allemand, on constate des pics semblables très nets en 2014 et 2018 ainsi qu'un dynamisme commémoratif plus fort dans ces départements entre 2015 et 2017 que sur le reste du territoire. Hormis l'année 2013 qui ne regroupe qu'environ 3 % des expositions avant le véritable début du Centenaire et le *boom* mémoriel de 2014, c'est l'année 2016 qui est le parent pauvre du Centenaire, avec seulement 7 % des expositions sur le territoire français.

Malgré cet essoufflement relatif et le constat d'une dynamique plus proprement régionale durant les années 2015-2017, l'année 2016 présente des spécificités mémorielles qui s'inscrivent, fort logiquement, dans l'évolution militaire du conflit : pour cette année-là, il s'avère, sans grande surprise, que l'intérêt suscité par les grandes batailles de 1916 dépasse les simples logiques de mémoire locales. La comparaison entre les manifestations culturelles de 2016 et de 2017 étaye ce propos : tandis que les commémorations du Centenaire des batailles de Verdun et de la Somme revêtent une dynamique nationale, seuls les départements directement en prise avec les événements de 1917 semblent montrer un net investissement mémoriel des batailles de cette troisième année du conflit. Ainsi, pour l'année 2016, dans le corpus étudié, sur les 23 expositions répertoriées dans les départements anciennement dévastés, occupés et/ou rattachés au Reich allemand, on note sans grande surprise une forte concentration de

manifestations culturelles consacrées aux batailles de Verdun et de la Somme, dans les deux départements touchés (Meuse et Somme), avec respectivement 4 et 8 expositions ; mais on enregistre également une myriade d'expositions consacrées à cette bataille sur l'ensemble du territoire français, conformément à la symbolique nationale que revêt la bataille de Verdun dans la mémoire collective française⁸. On peut multiplier les exemples de ces expositions qui prennent en compte les aspects logistiques, tactiques et stratégiques, mais aussi le vécu des Poilus et des civils proches de la ligne de front. Outre l'exposition du Musée de l'Armée consacrée à « L'hyperbataille de Verdun », diverses initiatives locales ont vu le jour dans les régions, bien au-delà des zones anciennement impactées par les hostilités : « Verdun 1914-1918, la vie continue » à la Mairie de Verdun (Meuse) – en plus de la réouverture du Mémorial de Verdun rénové dont la nouvelle muséographie adopte désormais une perspective franco-allemande ; « 1916. La guerre de l'usure », organisée par les communautés de communes du pays de Falaise (Calvados) ; « Verdun 1916 et la ville d'Aubigny » (Comité du souvenir français d'Aubigny-sur-Nère, Cher) ; « Verdun 1916/2016 » (UNC de Chantepie, Ille-et-Vilaine) ; « La bataille de Verdun, une mémoire montbrisonnaise » (commune de Montbrison, Loire) ; « Verdun » (Mairie de Publier, Haute-Savoie).

Autrement dit, la mémoire de Verdun dépasse largement la mémoire locale et régionale : en plus du dynamisme culturel de la Meuse en cette année du Centenaire, de nombreuses expositions sur ce sujet ont tissé un maillage mémoriel qui a couvert l'ensemble du territoire français, tout comme autrefois près de trois soldats sur quatre « montèrent » à Verdun.

Pour l'année 2017, en revanche, le net pic d'expositions que l'on enregistre dans l'Aisne ne se répercute pas sensiblement au niveau national. L'Aisne concentre 17 des 21 expositions sur la Grande Guerre organisées cette année-là dans les anciens départements dévastés. Le repli des troupes allemandes le long de la ligne Hindenburg et, surtout, la bataille du Chemin des Dames en représentent, là aussi sans grande surprise, les thématiques principales. Au Chemin des Dames, le centenaire de l'année 1917 a même représenté la saison commémorative principale, avec une nette augmentation du nombre de projets d'expositions et de projets commémoratifs culturels par rapport aux années précédentes. Parmi eux, le projet culturel « Chemin des Dames 1917-2017 », présenté à la Caverne du Dragon du 16 avril au 30 septembre 2016, et accessible en ligne sous forme d'exposition virtuelle, en représente la pierre angulaire. Il jette un coup de projecteur sur l'échec de l'offensive française et met en valeur les traces sur le paysage encore visibles

8 Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun, 1916 : une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015.

aujourd'hui⁹. On reviendra dans la suite du présent chapitre sur les liens entre la cartographie mémorielle et d'autres thématiques du centenaire de 1917 (bataille de Vimy et implication des Canadiens, entrée en guerre des États-Unis, etc.).

En fin de compte, ce premier aperçu de la cartographie française des expositions présente des similitudes importantes avec la cartographie mémorielle de la Grande Guerre sur l'ensemble du territoire, avec ses composantes régionales, sa forte dynamique nationale et sa logique parisienne.

DES THÉMATIQUES NOVATRICES EN LIEN AVEC LES RÉSULTATS RÉCENTS DE LA RECHERCHE SUR LA GRANDE GUERRE

310

Ces premières remarques relatives à l'évolution quantitative des expositions présentées sur le territoire français de 2013 à 2018 méritent d'être complétées par une analyse plus approfondie des principales thématiques d'expositions et de leurs évolutions. Sur la base de la taxinomie élaborée dans la genèse du présent ouvrage, les expositions répertoriées à partir des fichiers de la Mission du Centenaire s'articulent autour des thématiques qui suivent. Dans la grande majorité des cas, on s'est efforcé de caractériser chaque exposition par une seule thématique, les recoupements étant rares. On dégage les principales catégories thématiques suivantes :

- « Combattants et combats » : dans cette catégorie ont été retenues les initiatives muséales relatives à la mobilisation générale et aux entrées en guerre, au déroulement du conflit sur les différents fronts, au vécu des combattants et à leurs témoignages livrés par des carnets de guerre ou des biographies / rétrospectives biographiques, aux différentes armées et troupes (troupes coloniales, corps expéditionnaires), ainsi qu'aux alliances et coopérations militaires internationales ;
- « Sociétés en guerre » : ont été classées ici les expositions dont les intitulés focalisent sur le vécu des civils, c'est-à-dire la vie quotidienne de la population à l'arrière et/ou dans les départements occupés ou rattachés au Reich allemand ainsi que les styles de vie durant l'avant-guerre, le travail à l'arrière et l'(auto-) mobilisation des femmes, la question de leurs droits civiques, les enfants, l'école et l'éducation, les aspects générationnels, la religion, les questions alimentaires, les contacts entre civils et militaires dans les zones à proximité du front et dans les régions occupées, les violences contre les civils, les étrangers en France, etc. ;

9 Voir le site internet du Chemin des Dames (<https://www.chemindesdames.fr/fr/le-musee/expositions-et-actualites/chemin-des-dames-1917-2017>, consulté le 1^{er} août 2021).

- « Culture(s) » : cette rubrique regroupe les expositions ayant principalement trait aux cultures de guerre, aux arts visuels, à la presse de l'époque, à la littérature, à la musique, au théâtre, aux œuvres d'art d'hier et d'aujourd'hui qui commémorent la Grande Guerre, à la bande dessinée, etc. ;
- « Sciences, technologies, médecine » : ces initiatives culturelles présentent le fonctionnement des hôpitaux militaires, le vécu des « gueules cassées », les différentes pathologies et traumatismes de guerre (psychiatrie), la place du sport durant le conflit, mais aussi les sciences et techniques de l'armement ainsi que les télécommunications ;
- la catégorie « Droit / politique / économie » rassemble les expositions qui traitent des aspects juridiques du conflit, de la vie politique et économique à l'arrière ainsi que celles qui présentent la biographie d'hommes (à défaut de femmes) politiques ;
- « Sorties de guerre et traités de paix » : y sont présentées les expositions qui reviennent en détail sur l'armistice et le retour des troupes françaises, les négociations de paix, la période d'après-guerre, les politiques de reconstruction des territoires dévastés, le pacifisme ;
- « Mémoires et traces » : ces expositions se concentrent sur les mémoires concurrentes du conflit de 1918 à nos jours (plutôt patriotiques, pacifistes ou bien locales, régionales, etc.), l'histoire des monuments aux morts, l'impact de la guerre sur le paysage et l'environnement ainsi que les traces laissées après 1918 (destruction, ruines) et parfois encore visibles aujourd'hui (villages martyrs), les regards croisés sur la guerre (perspectives binationales, travaux de jeunes gens, dessins d'enfants d'aujourd'hui...).

D'après cette typographie générale, les expositions labellisées et/ou subventionnées par la Mission du Centenaire se répartissent selon les proportions suivantes :

Tableau 1. Classification thématique des expositions (n=979)

Catégorie	Expositions (2013-2018)	En %
Combattants et combats	257	26
Sociétés en guerre	270	28
Culture(s)	150	15
Sciences, technologies, médecine	44	4
Droit / politique / économie	13	1
Sorties de guerre et traités de paix	75	8
Mémoires et traces	170	17

Les thématiques des expositions relevant des catégories présentées ci-dessus s'inscrivent majoritairement dans les tendances historiographiques qui se sont développées ces deux dernières décennies. Ces thématiques relèvent principalement de l'histoire culturelle et sociale de la Grande Guerre et de l'histoire globale. Sont abordés le vécu des combattants et des civils – essentiellement dans la société

et l'armée françaises – à partir de parcours individuels, les liens entre le front et l'arrière, la vie quotidienne de catégories de la population civile qui ont retenu l'attention des chercheuses et des chercheurs ces dernières décennies (femmes, enfants), mais aussi les productions culturelles en période de guerre, les relations internationales durant le conflit, les fronts de l'Est et extra-européens ainsi que les empires coloniaux.

312 Ces thématiques clés ont fait l'objet d'un traitement privilégié dans les expositions présentées dans les musées nationaux et portées par des comités scientifiques de renom. Sans vouloir dresser ici un catalogue des expositions organisées durant le Centenaire, il semble judicieux de se pencher d'un point de vue qualitatif sur quelques-unes d'entre elles : celles, de grande ampleur, qui ont marqué les différentes étapes des commémorations. De 2012 à 2018, « 1917 » (Centre Pompidou-Metz), « Été 14. Les derniers jours de l'ancien monde » (Bibliothèque nationale de France), « Vu du front. Représenter la Grande Guerre » (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine [BDIC], aujourd'hui La Contemporaine / Musée de l'Armée) et « À l'Est, la guerre sans fin 1918-1923 » (Musée de l'Armée) sont venues irriguer la saison commémorative par leurs thématiques en lien avec l'historiographie récente. Sans être représentatives des expositions organisées durant le Centenaire, elles illustrent trois tendances : une pluridisciplinarité prononcée dans laquelle les historiens de l'art, en premier lieu, jouent un rôle central aux côtés des historiens ; une surreprésentation des expositions de grande ampleur dans la capitale ; un effort d'internationalisation progressif des thématiques muséales à partir de 2017 qui suit l'évolution stratégique du conflit sans parvenir toutefois à devenir prépondérant.

Dans la vaste catégorie « Culture(s) », qui intègre les arts visuels, l'exposition « 1917 » a été une initiative de grande ampleur : présentée dès 2012 au Centre Pompidou-Metz, elle a inauguré le cycle de manifestations du Centenaire en faisant la part belle aux œuvres produites durant le conflit. Organisée en partenariat avec des institutions qui ont largement porté la dynamique commémorative, la BDIC/La Contemporaine, l'ECPAD et le Musée de l'Armée, elle a été conçue par Claire Garnier et Laurent Le Bon et s'est dotée de conseillers scientifiques spécialistes d'histoire de l'art (Philippe Dagen et Jean-Jacques Lebel), de cinéma (Laurent Véray) et de littérature (Laurence Campa, Édouard Graham). Présentée dans l'une des régions les plus touchées par les batailles de la Grande Guerre, elle s'est focalisée sur l'année du conflit qui représenta un moment charnière tant pour l'évolution de la guerre (offensive Nivelle, mutineries, grandes grèves ouvrières, internationalisation du conflit, révolution russe) que pour l'émergence des avant-gardes artistiques. À observer les chiffres de fréquentation, cette exposition a remporté un certain succès : elle a accueilli 219 071 visiteurs en 108 jours,

contre 206 264 visiteurs en 152 jours pour l'exposition « Erre, Variations labyrinthiques » et 393 053 visiteurs en 259 jours pour « Sol LeWitt. Dessins muraux de 1968 à 2007 », toutes deux présentées au Centre Pompidou-Metz la même année¹⁰. Organisée deux ans avant le début officiel des commémorations, elle est qualifiée d'« avant-poste¹¹ » des commémorations du Centenaire, le commissaire Laurent Le Bon avançant aussi une raison pragmatique expliquant cette précocité : certaines œuvres n'auraient probablement pas pu être prêtées au Centre Pompidou-Metz en 2014. De fait, si la dynamique muséale du cycle commémoratif a été inaugurée par un établissement public national décentralisé, plusieurs des expositions de grande ampleur présentées au cours des années qui suivirent ont eu lieu dans la capitale.

Il en va ainsi de l'exposition « Vu du front. Représenter la Grande Guerre » (La Contemporaine / Musée de l'Armée, Paris, 2014), manifestation de référence en matière de systèmes de production des images et de circulation internationale des images du premier conflit mondial. Elle est qualifiée par Antoine Prost, dans la préface au catalogue, d'« un des grands événements de cette première année de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale¹² ». Elle a de fait le mérite – suffisamment rare pour être souligné, on y reviendra – de renoncer à un point de vue strictement franco-français et eurocentré : elle prend en compte les producteurs et acteurs de diffusion des images des différents fronts (terrestres, aériens, maritimes) dans une perspective trinationale, en Allemagne, en France et en Grande-Bretagne, et se penche sur la circulation et la diffusion de ces images dans le reste du monde, en premier lieu aux États-Unis. Le fait qu'elle envisage ces représentations de la guerre dans leur matérialité – les objets (casques, tuniques, etc.) étant compris comme des images en trois dimensions¹³ – et qu'elle les replace dans l'histoire de l'avant-guerre (guerres des Boers, guerre russo-japonaise, guerres des Balkans) afin de les intégrer à une histoire plus longue des sensibilités montre le caractère triplement novateur de cette exposition. De par ses choix, cette exposition occupe une place importante parmi les initiatives culturelles qui ont mis en avant les thématiques de la recherche récente sur la Grande Guerre. Si l'on compare les chiffres de fréquentation avec ceux de l'exposition « Indochine. Des territoires et des hommes, 1856-1956 », présentée au Musée

10 Voir le rapport d'activité du Centre Pompidou-Metz (https://www.centrepompidou-metz.fr/sites/default/files/issuu/rapport_dactivite_2012.pdf, consulté le 22 avril 2020).

11 Claire Garnier et Laurent Le Bon (dir.), 1917, Metz, Éd. du Centre Pompidou-Metz, 2012, p. 13.

12 Musée de l'Armée, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, *Vu du front. Représenter la Grande Guerre*, Paris, BDIC/Musée de l'Armée/Somogy, 2014, p. 8.

13 Stéphane Audoin-Rouzeau, « Les objets, une source ? » (*ibid.*, p. 89-96).

de l'Armée en 2013, cette exposition a remporté un franc succès puisqu'elle a accueilli 38 977 visiteurs en l'espace de 100 jours, contre 36 654 visiteurs sur une période de 83 jours d'exploitation pour l'exposition présentée l'année précédente. D'après le rapport d'activité du Musée de l'Armée, « Vu du front » aurait pu s'enorgueillir d'un succès encore plus important si elle n'avait pas subi une baisse de fréquentation imputée aux attentats du 7 janvier 2015 contre *Charlie Hebdo*¹⁴.

Par ailleurs, l'intégration de l'histoire du premier conflit mondial à celle de l'avant-guerre fait partie des approches nouvelles¹⁵ qui ont été rendues accessibles à un large public durant le Centenaire par l'exposition « Été 14. Les derniers jours de l'ancien monde ». Présentée en 2014 à la Bibliothèque nationale de France, elle a été centrée sur les derniers jours de paix de l'été 1914 et sur le déclenchement du conflit¹⁶. Organisée en collaboration avec le ministère de la Défense, sous la direction de Frédéric Manfrin et Laurent Veyssière, cette exposition s'est appuyée sur un comité scientifique s'efforçant d'allier, comme celui de la Mission du Centenaire, des représentants des différentes sensibilités historiographiques de la Grande Guerre, dont Stéphane Audoin-Rouzeau, Annette Becker, Jean-Jacques Becker, John Horne, Gerd Krumeich, André Loez, Nicolas Offenstadt, Antoine Prost et Jay Winter. Outre celle d'historiens, la présence d'Antoine Compagnon et de Laurent Véray montre le souci d'intégrer l'apport de la littérature et des études cinématographiques à une meilleure compréhension du premier conflit mondial. Cet effort de (ré)conciliation des différents acteurs scientifiques¹⁷ associé à une démarche pluridisciplinaire est suffisamment important pour être souligné, car il a été l'une des préoccupations constantes de la Mission du Centenaire tout au long de la saison commémorative. L'exposition se caractérise par une perspective européenne, internationale et globale et une chronologie resserrée autour de la période allant du 23 juillet au 4 août 1914. Y sont présentées les décisions politiques, diplomatiques et militaires qui conduisirent au déclenchement du conflit, tout autant que la situation politique (tensions croissantes, notamment en raison des colonies) et économique prospère de l'Europe avant 1914 et les mentalités des sociétés européennes à la veille de la Grande Guerre. Contrairement aux autres manifestations culturelles

14 Voir le rapport d'activité 2014 du Musée de l'Armée (https://musee-armee.fr/fileadmin/user_upload/Documents/Rapports-Activites/MA_Rapport-Activite-2014.pdf, consulté le 22 avril 2020).

15 Heather Jones et Arndt Weinrich, « The pre-1914 period: Imagined wars, future wars—Introduction », *Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte*, 40, 2013, p. 305-315.

16 Frédéric Manfrin et Laurent Veyssière (dir.), *Été 14. Les derniers jours de l'ancien monde*, Paris, ministère de la Défense/BnF, 2014.

17 Voir aussi *supra* la contribution d'Arndt Weinrich et Nicolas Patin.

précitées, la fréquentation de cette exposition a été qualifiée de « décevante » dans le rapport d'activité produit par la BnF, avec 22 703 visiteurs¹⁸.

En guise de clôture du cycle d'expositions du Centenaire, « À l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923 » s'inscrit dans une démarche de décloisonnement chronologique et géographique de la Grande Guerre en se focalisant sur les difficiles sorties de guerre et tentatives de paix en Europe centrale et orientale et au Levant de 1918 à 1923. Le caractère lui aussi fortement international de cette exposition, peu représentatif du dynamisme muséal de 2013 à 2018, s'exprime dans la formation de son comité scientifique, présidé par John Horne et regroupant des universitaires spécialistes d'aires culturelles différentes (Jean-Paul Amat, Annette Becker, Mark Cornwall, Robert Gerwarth, Frédéric Guelton, Hélène Guillot, Henry Laurens, Isabelle Richefort, Didier Sapaut, Anne Sigaud, Georges-Henri Soutou et Alexandre Sumpf¹⁹). L'exposition revient sur la poursuite des hostilités à l'Est après la signature de l'armistice du 11 novembre 1918, dans un contexte d'effondrement des empires russe, allemand, austro-hongrois et ottoman, de tensions entre nationalités, violences de masse et guerres civiles qui continuent jusqu'à nos jours à alimenter une instabilité au Proche- et Moyen-Orient. Autrement dit, elle revêt un caractère véritablement novateur, puisqu'elle prend en compte les sorties de guerre sur les fronts orientaux et extra-européens encore méconnus du public français. De ce fait, elle contraste avec le caractère plus national de nombreuses expositions plus modestes présentées au même moment à Paris ou dans les régions. Cette ouverture thématique à des problématiques récentes d'une guerre globale est un signe fort de l'internationalisation progressive de la dynamique muséale commémorative en 2018-2019. Avec un nombre de visiteurs s'élevant à 56 079, cette exposition a été plus visitée que la précédente manifestation culturelle présentée dans les mêmes locaux quatre ans plus tôt, « Vu du front » (38 977 visiteurs), même si le Musée de l'Armée relativise ce succès en mettant en avant une fréquentation globale en hausse pour l'année 2018 par rapport à 2017 et en comparant le taux de fréquentation de cette exposition de clôture du Centenaire avec celle présentée la même année, « Napoléon stratège », qui s'est révélée être la plus fréquentée de l'histoire du musée (100 698 visiteurs²⁰). Malgré tout, « À l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923 » peut se targuer d'un excellent taux de fréquentation.

18 Voir le rapport d'activité 2014 de la Bibliothèque nationale de France (https://multimedia-ext.bnf.fr/pdf/rapport_2014.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

19 Christophe Bertrand, Carine Lachèvre, François Lagrange et Emmanuel Ranvoisy (dir.), *À l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923*, Paris, Musée de l'Armée/Gallimard, 2018.

20 Voir le rapport d'activité 2018 du Musée de l'Armée (https://musee-armee.fr/fileadmin/user_upload/Documents/Rapports-Activites/MA_Rapport-Activite-2018.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

Par ailleurs, ces initiatives culturelles de grande ampleur, dont on a limité le nombre d'exemples à celles qui nous paraissent les plus paradigmatiques du Centenaire, se sont accompagnées d'un nombre considérable d'autres expositions dont la taille, le budget, la fréquentation et le dispositif scientifique étaient bien plus restreints. C'est grâce à cette comparaison que l'on voit mieux comment certaines expositions, dotées d'un comité scientifique national ou international, ont œuvré à l'effort de diffusion des résultats récents de la recherche sur la Grande Guerre.

316 À cet égard, la catégorie « Culture(s) » est celle qui semble de loin l'emporter. Nombreuses ont été les expositions consacrées aux arts visuels et, dans une moindre mesure, à la littérature. Outre celles évoquées ci-dessus, l'exposition du Louvre-Lens, « Les désastres de la guerre, 1800-2014 » (Pas-de-Calais, 2014) mérite de retenir l'attention en termes de représentations de la guerre. Son commissariat, composé de Laurence Bertrand Dorléac, historienne de l'art, professeure à Sciences Po, Marie-Laure Bernadac, conservatrice générale du patrimoine, Dominique de Font-Réaulx, conservatrice en chef du patrimoine, directrice du musée Eugène Delacroix (avec la collaboration de Thibault Boulvain, chargé d'études et de recherche à l'Institut national d'histoire de l'art), l'inscrit dans une perspective d'histoire de l'art avec une forte sensibilité historique. Transpériodique et interdisciplinaire, elle vise à « penser la guerre sur la durée²¹ » grâce à l'art, et retrace pour ce faire l'évolution des représentations visuelles des conflits et du rapport de l'individu aux violences extrêmes, des campagnes napoléoniennes à la guerre en Syrie en accordant une place de choix à la Première Guerre mondiale. Prenant en considération « toutes les formes de représentation sans parti pris injuste, sans mépris pour aucune source visuelle²² », elle correspond à une approche renouvelée des sources iconographiques défendues par les tenants de l'histoire culturelle, appréhendées comme des œuvres d'art au sens de « productions courantes²³ ». Les contributions d'éminents historiens de l'art tels Clément Chéroux (conservateur au Centre Pompidou), Rémi Labrusse (université Paris Nanterre-Paris Ouest La Défense) et Michel Poivert (université Paris I Panthéon-Sorbonne), d'une part, et de Stéphane Audoin-Rouzeau, pionnier des recherches en anthropologie historique du phénomène guerrier et en particulier des études

21 Laurence Bertrand Dorléac (dir.), *Les Désastres de la guerre, 1800-2014*, Paris, Louvre Lens/Somogy, 2014, p. 11.

22 *Ibid.*

23 Georges Duby, « L'histoire culturelle », dans Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 427-432 ; p. 429. (Citation extraite d'un texte publié en 1969.)

sur les corps guerriers²⁴, d'autre part, renforcent cette double perspective d'histoire de l'art et d'histoire du corps. De fait, la thématique générale de l'exposition est rattachée aux problématiques actuelles de l'impact des violences extrêmes sur les corps et de la destruction de l'environnement. L'année 1918 y est présentée comme une date clé dans la « puissance traumatique²⁵ » de la violence et de la propagande, la Grande Guerre industrielle ayant engendré des difficultés croissantes à représenter les hostilités. Ayant reçu d'excellents échos dans la presse, cette exposition a attiré près de 90 000 visiteurs²⁶.

Dans une perspective franco-allemande, l'exposition relevant de l'histoire de l'art, « Jours de guerre et de paix. Regard franco-allemand sur l'art de 1910 à 1930 » (Reims, Marne, 2014), qui a bénéficié d'un comité scientifique binational, constitue une autre manifestation culturelle importante parmi les initiatives muséales à caractère artistique, à laquelle Gerd Krumeich a contribué.

Dans ce vaste champ des expositions consacrées aux arts visuels et plus généralement aux initiatives culturelles durant le conflit, il est intéressant de noter que ces activités muséales ne sont pas l'apanage des « grands » musées dotés de comités scientifiques internationaux. On relève l'existence de nombreuses manifestations locales axées autour de ces thématiques novatrices. Certaines de ces initiatives culturelles permettent de faire le point sur les cultures de guerre et les imaginaires politiques et sociaux véhiculés par l'iconographie politique. Tel est le cas de la modeste exposition « 1915 : une guerre juste ? » (commune de Souvigny, Allier, 2015), qui met l'accent sur l'allongement de la guerre dans la durée et se propose d'approfondir les campagnes de mobilisation culturelle à l'adresse des civils à travers la presse illustrée, l'image, les symboles et bestiaires nationaux (coq gaulois, casque à pointe allemand, etc.). En se référant explicitement aux débats historiographiques, désormais plus apaisés, qui ont marqué la recherche française ces deux dernières décennies, cette exposition revient sur la question de la ténacité des soldats et des civils durant le conflit. Elle interroge également la sortie de guerre en France en prolongeant l'espace temporel traité dans l'exposition jusqu'en 1939, envisageant la Première Guerre mondiale comme la matrice des violences du *XX^e* siècle. Dans cette même catégorie, la bande dessinée représente un autre support de prédilection (voir par exemple « L'écho des tranchées », Mairie de Grandvilliers, Oise, 2015²⁷,

24 Stéphane Audoin-Rouzeau, « Les corps », dans Laurence Bertrand Dorléac (dir.), *Les Désastres de la guerre*, op. cit., p. 44-48.

25 Laurence Bertrand Dorléac (dir.), *Les Désastres de la guerre*, op. cit., p. 11.

26 Voir le rapport d'activité 2014 du musée du Louvre (<https://presse.louvre.fr/rapport-dactivite-2014-synthese-et-principaux-chiffres/>, consulté le 1^{er} août 2021).

27 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : https://www.labulleexpositions.com/?page_id=2610 (consulté le 1^{er} août 2021).

et « 14-18. La série », Maison de la BD/BD BOUM Association, Blois, Loire, 2018, avec la présentation d'une centaine de planches et croquis originaux sur la Première Guerre mondiale, contextualisées par des objets, des documents d'époque, des images d'archives et des activités à destination des élèves). D'une manière assez novatrice, les arts visuels peuvent recouper l'intérêt récent pour les techniques de camouflage. Tel est le cas de « Doux Leurre : camouflages contemporains », exposition présentée par l'École municipale d'arts plastiques et la Grande galerie des beaux-arts de Bruxerolles, en coopération avec l'académie de Poitiers (Vienne, 2015), qui met en perspective les techniques de camouflage avec les préoccupations des sociétés actuelles en matière de manipulation des images et de surveillance à l'heure des réseaux sociaux²⁸.

318

À la croisée de la vaste catégorie des expositions consacrées aux « Culture(s) » et de l'histoire sensorielle, quelques initiatives originales consacrées à la musique et au bruit durant le conflit s'inscrivent dans le champ des *Sound Studies*, qui, dans le sillage des *Visual Studies* désormais bien ancrées dans le paysage de la recherche mondial, représentent l'un des nouveaux axes de l'histoire culturelle²⁹. Ici, l'Historial de la Grande Guerre a assuré une fonction particulière de transmission des nouvelles tendances de la recherche auprès d'un large public en présentant l'exposition « Entendre la guerre. Silence, musique et son en 14-18 » (Somme, 2014). Plus classique et davantage orientée vers l'histoire des arts et de la musique, une manifestation culturelle a aussi été organisée par le Musée de la Grande Guerre de Meaux (Île-de-France/Seine-et-Marne, 2015) sous le titre « La Grande Guerre et la musique ».

L'émergence récente de l'histoire des sens, ou « histoire sensorielle », se retrouve dans les quelques expositions particulièrement novatrices qui ont également été organisées autour de l'histoire méconnue de l'archéologie ou encore de l'alimentation en temps de guerre. Parmi elles, « Manger dans la Grande Guerre » (Espace Camille Claudel d'Amiens, Somme, 2016, puis en itinérance à partir d'octobre 2016) a été organisée par Emmanuelle Cronier (université de Picardie Jules Verne) – qui prépare actuellement un mémoire d'HDR sur le sujet³⁰ – en collaboration avec le Service des affaires culturelles de l'université de Picardie et la Mission du Centenaire. Outre des affiches, cartes postales et films d'époque y sont exposés des objets archéologiques,

28 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : http://ww2.ac-poitiers.fr/arts_p/spip.php?article741 (consulté le 1^{er} août 2021).

29 Felix Römer, « The sounds of the First World War. Introduction », *German Historical Institute London Bulletin*, mai 2015, p. 3-6.

30 Elle est par ailleurs l'auteure d'un documentaire, « Au menu de la Grande Guerre. L'alimentation au cœur du conflit », réalisé par Axel Clévenot et diffusé en novembre 2018 sur France 3.

conformément à l'approche renouvelée du conflit. Également commissaire scientifique de l'exposition « Du pain et des liens » présentée à la gare de l'Est en 2014 en partenariat avec la SNCF, l'association Rails et histoire et l'École Bouille (et en collaboration avec Nina Régis, doctorante préparant une thèse sur l'histoire du pain en 1914-1918 à l'université Toulouse-Jean Jaurès), Emmanuelle Cronier confirme dans le témoignage qu'elle a livré à l'équipe chargée du bilan scientifique du Centenaire que cette approche originale de la guerre a été saluée par le public. Elle qualifie en effet cette exposition d'« événement participatif et sensoriel », car on peut notamment goûter le pain tel qu'il était préparé à l'époque de la Grande Guerre pour les armées françaises. Cette dimension participative à l'adresse d'un public en quête d'« authenticité » a représenté l'un des aspects non négligeables des expositions du Centenaire, dans le sillage des appels aux dons par les grandes bibliothèques et institutions culturelles en Europe depuis le début du Centenaire ainsi que conformément aux tendances muséographiques européennes récentes de la *Living History* ou, en allemand, *Geschichte zum Anfassen*. Dans sa réponse au questionnaire adressé par l'équipe chargée du présent bilan, l'historien allemand Gerd Krumeich, étroitement impliqué dans les commémorations du Centenaire en France, a constaté ce même intérêt participatif du public français : « Les documents et objets personnels qui nous ont été apportés à toutes les manifestations de musées ou d'expositions sont pour moi le fait saillant du Centenaire. » Plus modestes, d'autres de ces expositions relatives aux cultures alimentaires revêtent une dimension régionale ou locale forte, comme « L'Ain au menu » (Ain, 2018-2019) qui retrace l'histoire de la gastronomie locale, et présente, entre autres, les repas des combattants durant la Grande Guerre, ou encore « Le vin en France durant la Grande Guerre » (château du Clos-Vougeot, Côte-d'Or, 2018), exposition dont le conseil scientifique incluait Christophe Lucand (université de Bourgogne) et qui s'intéressait au rôle du vin et des alcools au combat. On note aussi l'existence d'une exposition plus modeste à la thématique originale : « La confiture pendant la Première Guerre mondiale » (Les confitures du Climont, Bas-Rhin, 2018).

L'histoire de l'alimentation décrite ci-dessus a trouvé l'une de ses impulsions dans l'archéologie des conflits contemporains, un champ d'études fort novateur, qui a conduit à l'organisation d'expositions – suffisamment rares et originales pour être mentionnées. En 2013, l'exposition présentée au musée archéologique de Strasbourg (Bas-Rhin, 2013-2014) « À l'Est, du nouveau ! Archéologie de la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine », pilotée par un archéologue (Michaël Landolt), a rendu accessible à un large public une approche renouvelée de l'histoire de la vie quotidienne des combattants au front, et s'est donné comme autre objectif explicite la réalisation d'un premier bilan des recherches sur ce sujet

fortement lié à la mémoire et aux traces de la Grande Guerre³¹. Dans la même veine, des expositions plus modestes, comme « Graffitis de la Grande Guerre. Lire les murs » (château de Pierrefonds, Oise, 2018) et « 14 Graffiti 18 » (Muséal Ardèche, Ardèche, 2018), se sont penchées sur les traces gravées dans la pierre ou laissées au crayon par les combattants.

Dans une perspective d'histoire de l'intime, une place non négligeable a été accordée aux *ego*-documents, témoignages, correspondances familiales et autres sources de l'intime. Parmi ces expositions, on remarque « Amours en guerre », présentée en 2018 à l'Historial de la Grande Guerre et qui rend accessible à un large public les résultats les plus récents de la recherche relevant de l'histoire de l'intime sur le vécu des couples et les liens conjugaux et amoureux durant et après le conflit³². À la vue de plusieurs des manifestations culturelles précitées, force est de constater le lien évident entre les expositions de l'Historial de la Grande Guerre et la recherche scientifique, sans pour autant qu'il soit représentatif des initiatives culturelles menées durant les années du Centenaire. Eu égard aux thématiques retenues et à l'implication forte de chercheurs dans leur conception, les expositions de l'Historial de la Grande Guerre ont joué un rôle central dans l'effort de diffusion des résultats récents de la recherche, bien que ce musée, comme évoqué précédemment, enregistre un taux de fréquentation moins important que d'autres institutions culturelles.

Intégrée à l'histoire culturelle de la Grande Guerre, l'histoire, plus spécifique, de la médecine en temps de guerre a fait l'objet de plusieurs expositions consacrées aux structures hospitalières durant le conflit et/ou au vécu et à la prise en charge des « gueules cassées »³³. Ainsi l'Historial de la Grande Guerre a-t-il également présenté une exposition sur le sujet en 2015, « Face à face. Regards sur la dé(re)figuration », dont le commissaire était le chef du service de chirurgie maxillo-faciale au CHU d'Amiens et pionnier des greffes de visage Bernard Devauchelle. Elle retrace l'histoire de la pensée médicale ainsi que des évolutions techniques et artistiques liées à la défiguration et interroge le regard, souvent excluant, porté aujourd'hui sur les mutilés de la face³⁴.

31 Voir Bernadette Schnitzler (dir.), *À l'Est, du nouveau ! Archéologie de la Grande Guerre en Alsace et en Lorraine*, Strasbourg, Musées de la Ville de Strasbourg, 2013.

32 Clémentine Vidal-Naquet, *Couples dans la Grande Guerre : le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, Les Belles Lettres, 2014. Voir aussi, de la même auteure (commissaire de l'exposition), le catalogue *Amours en guerre*, Péronne, Historial de la Grande Guerre, 2018.

33 Voir à titre d'exemple l'ouvrage le plus récent de Sophie Delaporte, avec une préface de Stéphane Audoin-Rouzeau, *Visages de guerre. Les gueules cassées de la guerre de Sécession à nos jours*, Paris, Belin, 2017.

34 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : <https://1418.hypotheses.org/985> (consulté le 1^{er} août 2021).

D'autres manifestations culturelles de taille moyenne, voire de petite taille, ont été organisées par des structures de la santé (« Les hôpitaux parisiens, la vie des patients et des personnels hospitaliers pendant la Grande Guerre », présentée par l'APHP, Paris, 2014 ; « 14-18 à l'asile, héros méconnus de la Grande Guerre », Société d'études et de recherche historiques en psychiatrie, Seine-Saint-Denis, 2014) ou ont souvent été le fruit d'initiatives locales (« Reconstitution de l'hôpital de campagne du Sacré-Cœur », collège du Sacré-Cœur, Meurthe-et-Moselle, 2014 ; « La cour des éclopés », commune de Husseren-Wesserling, Haut-Rhin, 2016). Autrement dit, le Centenaire semble avoir donné une véritable impulsion pour mieux faire connaître auprès du grand public, par le biais d'expositions, l'histoire de la médecine et en particulier des hôpitaux psychiatriques en Grande Guerre. D'après Marie Derrien (université de Lille), membre du comité scientifique du colloque « Lyon sur le front de l'arrière » (LARHRA, CHEC, Sciences Po Lyon, 2014) et de l'exposition « 14-18 : Lyon sur tous les fronts ! » à la bibliothèque municipale de Lyon, 2014-2015,

le Centenaire a permis de mettre en lumière les expériences de guerre de catégories de la population dont le sort était encore mal connu, en particulier les malades et les blessés et tout particulièrement ceux qui ont souffert de troubles mentaux. Il me semble que les commémorations ont par ailleurs facilité les échanges entre chercheurs et chercheuses de différents pays et favorisé les approches transnationales sur un certain nombre de sujets, comme la médecine militaire, qui avaient jusqu'à présent été peu traités sous cet angle.

Enfin, une myriade d'expositions de taille plus modeste consacrées au quotidien des différentes catégories de la population civile en période de guerre (femmes, enfants, blessés) a également été présentée en collaboration avec des archives municipales ou départementales, dans des municipalités réparties sur tout le territoire, surtout à l'occasion de la commémoration du début du conflit. Ces initiatives locales privilégient généralement une approche d'histoire locale, parmi elles : « De la guerre à l'établi » (communauté de communes Cluses Arves & montagnes, Haute-Savoie, 2015) qui s'est penchée, en mêlant histoire locale et micro-histoire, sur la réinsertion sociale des grands mutilés par la « rééducation professionnelle » à l'aune de la réintégration sur le marché du travail des mutilés de la ville de Cluses embauchés à l'école d'horlogerie de la ville³⁵ ; « À l'école de la guerre » (Musée d'histoire de Nantes, Loire-Atlantique, 2014, en partenariat avec les archives municipales de Nantes), qui retrace la mobilisation culturelle et

35 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : <https://musee.2ccam.fr/wp-content/uploads/2018/06/expo-de-la-guerre-a-l-etabli-mhd.pdf> (consulté le 1^{er} août 2021).

le vécu des enfants nantais entre 1914 et 1918 ainsi que les répercussions du conflit sur l'enseignement à partir des rapports d'activité des écoles primaires publiques nantaises (y compris devoirs, dessins, photographies) mis en regard avec d'autres sources de la culture de guerre (affiches, cartes postales, chansons, jouets, livres pour l'enfance et la jeunesse³⁶...).

En d'autres termes, ces multiples initiatives muséales montrent la diversité des approches et des dynamiques sur le territoire français. Après avoir observé les principales thématiques de cette saison mémorielle, il convient d'analyser plus en détail leurs liens avec les territoires de la mémoire au cours de ces années de commémoration.

GÉOGRAPHIE THÉMATIQUE ET MÉMORIELLE DU CENTENAIRE DES EXPOSITIONS

322

Si l'on tente d'avoir un aperçu d'ensemble de la dynamique muséale au cours du Centenaire, trois constats s'imposent. Il apparaît sans surprise que les initiatives culturelles suivent les temps forts de la saison commémorative, que ce soient celles directement impulsées par les institutions culturelles publiques travaillant en lien étroit avec la Mission du Centenaire ou les expositions plus modestes à caractère local. Malgré un dynamisme sur l'ensemble du territoire, ces pics commémoratifs s'avèrent être, selon les thématiques qu'ils impliquent, des moments structurant fortement la commémoration du Centenaire en régions. Au-delà du calendrier mémoriel, il ressort une tension frappante entre le caractère franco-français des initiatives locales et l'effort d'internationalisation porté, surtout à partir de 2017, par les institutions culturelles publiques de plus grande ampleur.

Le premier constat concerne l'évolution des thématiques qui, fort logiquement, s'est articulée autour de la chronologie du conflit, mais aussi en fonction de l'histoire des différents départements français, selon leur proximité avec le front et les troupes ennemies. Les pics commémoratifs et les thématiques des expositions suivent sans surprise les temps forts de la saison commémorative retenus par la Mission du Centenaire. Parmi eux se dégagent surtout trois temps forts répartis sur les années 2014, 2015-2017 et 2018.

Selon le calendrier des expositions, l'année 2014 a été principalement marquée par la commémoration de l'assassinat de Jean Jaurès et du début des hostilités et de la bataille de la Marne. La commémoration de l'engagement et de la mort de Jaurès

36 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : <https://www.chateaunantes.fr/evenements/a-lecole-de-la-guerre/> (consulté le 1^{er} août 2021).

a engendré la création d'un site internet dédié³⁷ et la tenue de deux expositions parisiennes : « Jaurès contemporain : 1914-2014 » au Panthéon, inaugurée par le Premier ministre de l'époque Manuel Valls, et « Jaurès. Une vie pour l'humanité », présentée aux Archives nationales (Hôtel de Soubise, Paris, du 5 mars au 2 juin 2014). Dans une perspective d'histoire politique et d'histoire des idées, les commissaires de cette exposition, Gilles Candar, professeur en CPGE au lycée Montesquieu (Le Mans) et président de la Société d'études jaurésiennes, Romain Ducoulombier, agrégé et docteur en histoire, post-doctorant à l'université de Dijon, et Magali Lacousse, conservatrice en chef du patrimoine aux Archives nationales, invitent à « cheminer sur les pas d'un Jaurès moins familier » en retraçant grâce à une iconographie abondante les évolutions de l'image de Jaurès et en soulignant que « le Jaurès vivant d'avant-guerre n'est pas celui des portraits sereins et consensuels du souvenir »³⁸. Parallèlement à ces « grandes » expositions, on note la tenue de manifestations culturelles à caractère régional et local qui suivent la chronologie des événements sur le territoire auquel elles appartiennent. On peut citer à titre d'exemple « Des combats aux Croix de Guerre, le pays de l'Ourcq dans la tourmente », présentée par la communauté de communes du pays de l'Ourcq (Seine-et-Marne, septembre 2014), consacrée à la bataille de l'Ourcq comme partie intégrante de la contre-offensive franco-britannique dans la Marne.

Contrairement à la dynamique commémorative assez centralisée de 2014, les commémorations des batailles de Verdun et de la Somme pour l'année 2016 ainsi que celles de l'entrée en guerre des Américains et des batailles d'Arras, de Vimy et du Chemin des Dames en 2017 revêtent un caractère plus fortement régional, conformément au calendrier commémoratif élaboré dès les débuts de la Mission du Centenaire. Ces initiatives régionales et/ou locales ont été appuyées par la création de labels par la Mission du Centenaire et de sites internet administrés par les conseils départementaux, comme les labels « Verdun 2016 » et « Somme 2016 » ainsi que les portails *verdun2016.org*, *somme14-18.com* et *1418.Aisne.com*. En d'autres termes, la plupart des expositions consacrées à ces thématiques, à l'exception de Verdun, se sont concentrées dans les régions, surtout celles en prise avec les événements commémorés. C'est là un trait saillant de la dynamique muséale du Centenaire. Le cas de la commémoration de l'entrée en guerre des États-Unis illustre cette cartographie mémorielle : alors qu'on n'enregistre, fort logiquement, aucune exposition consacrée aux États-Unis

37 <http://jaures2014.org/> (consulté le 1^{er} août 2021).

38 Gilles Candar, Romain Ducoulombier et Magali Lacousse (dir.), *Jaurès. Une vie pour l'humanité*, Paris, Archives nationales/Fondation Jean Jaurès/Beaux-Arts éd., 2004, p. 13.

avant 2017, on en compte au moins 18 cette année-là et 6 l'année suivante dans le corpus étudié. Comme en témoigne la répartition géographique suivante, elles ont été majoritairement organisées dans les départements où les troupes américaines ont débarqué et ont combattu :

Tableau 2. Répartition géographique des expositions de 2017 consacrées aux États-Unis

Localisation	Nombre d'expositions
Aisne	1
Finistère	1
Gironde	2
Haute-Loire	2
Haute-Marne	2
Haute-Saône	1
Haute-Vienne	1
Loire-Atlantique	1
Maine-et-Loire	1
Meurthe-et-Moselle	1
Morbihan	1
Nord	1
Paris	2
Somme	1

324

Conformément au calendrier général de la Mission du Centenaire, la saison commémorative des expositions consacrées aux États-Unis s'étend donc de l'Atlantique au front de l'Ouest, avec une implication particulière des villes de la côte atlantique. Les intitulés d'expositions suivants montrent que ces dernières ont pour principal objectif de valoriser la présence américaine sur les territoires et les influences et apports culturels venus des États-Unis : « Les Américains à Bordeaux et en Gironde » (Musée d'Aquitaine et Centre Jean Moulin de Bordeaux, Gironde), « Les Américains à Montoir-de-Bretagne, 1917-1919 » (Groupe action touristique de Montoir, Loire-Atlantique), « La ségrégation et la gloire : les soldats noirs-américains au cœur de la Grande Guerre » (Maison de la négritude et des droits de l'homme, Haute-Saône), « 1917-1918 : l'armée américaine en France. Son impact décisif sur le chemin de fer français » (HistoRail, le musée limousin du chemin de fer, Saint-Léonard-de-Noblat, Haute-Vienne).

En complément à cette intense activité muséale au niveau local et régional, l'exposition organisée par la Mission du Centenaire et le Centre des monuments nationaux (CMN) « Monuments aux morts de la Grande Guerre au Panthéon » montre une certaine synergie entre le dynamisme des régions et celui de la capitale : présentée au Panthéon en 2016 en coopération avec le CMN, l'institut de recherche IRHIS (université Lille 3) et les Rencontres internationales de la photographie d'Arles, elle s'inspirait d'une première exposition présentée dans le cadre des Rencontres d'Arles en 2014, sur une idée originale de Jean-Noël

Jeanneney qui présidait alors ce festival³⁹. Ces deux expositions avaient pour objectif d'illustrer l'hécatombe due aux batailles industrielles⁴⁰.

L'année de commémoration 2018, qui s'est articulée autour des destructions et reconstructions, du deuil et des traités de paix et fut également l'« année Clemenceau »⁴¹, a marqué un retour plus net de l'importance de la capitale française dans les activités muséales, notamment en ce qui concerne les commémorations consacrées à Clemenceau, avec trois expositions parisiennes : « Un tigre au Palais-Bourbon » à l'Assemblée nationale, « Guerre et Paix. Clemenceau vu par la caricature » au musée Clemenceau et « Clemenceau, le courage de la République » au Panthéon. On note aussi l'inauguration du nouveau musée Clemenceau dans sa maison natale à Moulleron-en-Pareds, qui s'est accompagnée d'une exposition spécialement créée par la Mission du Centenaire : « Clemenceau, chef de guerre », téléchargeable en ligne⁴². De surcroît, Jean-Noël Jeanneney, président du conseil d'administration de la Fondation du musée Clemenceau, a contribué de manière déterminante à la rénovation de la galerie documentaire du musée, inaugurée en sa présence par le président de la République Emmanuel Macron à l'occasion de la commémoration de l'armistice le 11 novembre 2017. On répertorie par ailleurs un très grand nombre d'expositions consacrées à la fin de la guerre à l'Ouest, sur l'ensemble du territoire : sans surprise, 90 % des expositions organisées autour de cette thématique l'ont été en 2018-2019.

Au-delà de ce calendrier commémoratif somme toute assez classique, qui s'accompagne d'une régionalisation plus prononcée entre 2015 et 2017, on peut avancer un deuxième constat, celui d'un lien important entre les thématiques retenues et les régions ou les communes qui les exposent. Sur la base de la taxinomie élaborée par l'équipe scientifique en charge du bilan du Centenaire, on constate par exemple que les thématiques des occupations, des violences contre les civils et des dévastations, ainsi que la question de l'impact de la Grande Guerre

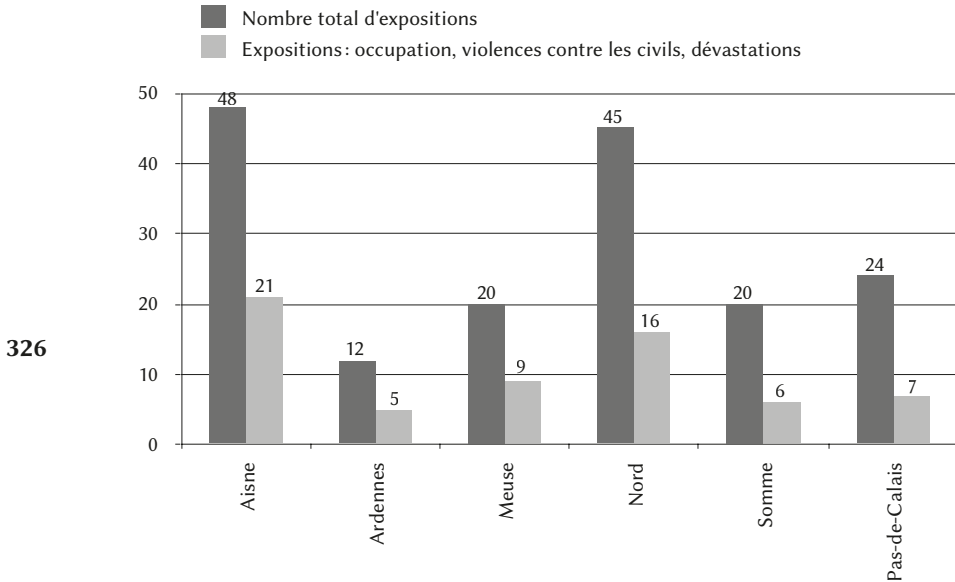
39 Voir entre autres l'avant-propos de Jean-Noël Jeanneney dans le catalogue *36 000 cicatrices*, Paris, Centre des monuments nationaux/Mission du Centenaire/Éd. du patrimoine, 2016.

40 Cette exposition proposait un recensement photographique de près de 4400 monuments aux morts français. La base de données est désormais accessible en ligne : <https://monumentsmorts.univ-lille.fr/> (consulté le 1^{er} août 2021). Cet inventaire était complété par la présentation, plus succincte, des œuvres de deux photographes français : « La guerre des gosses » de Léon Gimpel (1915) et « Présence d'une génération perdue » de Raymond Depardon (2014).

41 Un site internet lui a été dédié toute l'année 2018 durant, voir : <https://musee-clemenceau.fr/site-lannee-clemenceau-www-clemenceau2018-fr/> (consulté le 1^{er} août 2021).

42 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : <http://www.clemenceau2018.fr/a/71/exposition-clemenceau-chef-de-guerre-/> (consulté le 1^{er} août 2021).

sur le paysage sont surreprésentées dans les départements qui furent directement touchés par le conflit. Ainsi les expositions consacrées à l'une ou à plusieurs de ces thématiques sont au nombre de 21 (sur 48) dans l'Aisne, de 5 (sur 12) dans les Ardennes, de 9 (sur 20) en Meuse, de 16 (sur 45) dans le Nord, de 6 (sur 20) dans la Somme, et de 7 (sur 24) dans le Pas-de-Calais (fig. 4).

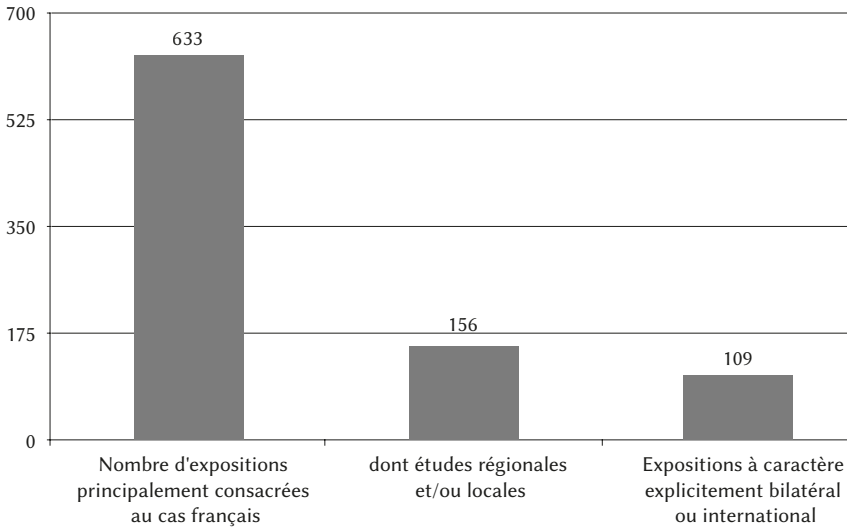


4. Départements anciennement occupés dans lesquels la thématique « occupations et violences contre les civils » est surreprésentée

Il ressort des intitulés de nombreuses expositions modestes présentées en régions que le caractère local ou régional des initiatives muséales est prédominant : en 2014, par exemple, ont été présentées les expositions « Les Morbihannais dans la guerre 14-18 » aux archives départementales du Morbihan, « La Motte-Servolex pendant la Grande Guerre » à La Motte-Servolex (Savoie), « Malouins dans la Grande Guerre » à la Mairie de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine), « Vincennes durant la Grande Guerre » (Val-de-Marne). L'initiative culturelle « Confrontations 14-18 », impulsée par l'association Alloeu terres de batailles 14-18 en 2015 dans le but de présenter l'expérience des civils et des combattants en rapport avec l'histoire du territoire local, a pris la forme d'un parcours installé et réparti sur les quinze communes partenaires du projet (Pas-de-Calais). Chaque site évoque un aspect de la guerre à l'échelle locale : « occupant allemand », « séparation des familles », « mort de masse », « la présence alliée », « le milieu géographique »⁴³.

43 Voir la présentation de l'exposition au lien suivant : <http://latb1418.free.fr/latb1418projet2015expoparcours.html> (consulté le 1^{er} août 2021).

La figure 5 donne un aperçu de la constante franco-française de ces expositions au cours du Centenaire. On note que les expositions à tendance locale et/ou régionale sont plus nombreuses que les manifestations culturelles à caractère explicitement binational ou international. Une certaine internationalisation intervient toutefois à partir de 2017, avec une trentaine d'expositions à thématique explicitement internationale en 2017 et 38 en 2018, contre seulement une vingtaine en 2014, sur la base du corpus analysé, signe de la tentative – de la part des institutions culturelles publiques et des collectivités territoriales des régions frontalières – de créer une mémoire commune de la Grande Guerre qui dépasse le cadre de référence national.



5. Des expositions centrées sur le cas français, à dimension souvent régionale ou locale

Parmi les expositions à caractère bi- ou trinational, la dimension franco-allemande a de fait représenté l'un des enjeux centraux des commémorations, en particulier dans les régions frontalières. Au niveau local et régional, il est à noter que cette dimension franco-allemande a été particulièrement présente dans les anciens territoires allemands du *Reichsland*. On répertorie 18 expositions dans le Bas-Rhin entre 2013 et 2018, dont 12 revêtent une dimension franco-allemande, 11 dans le Haut-Rhin, dont 5 franco-allemandes, et le même nombre d'expositions avec la même représentation du franco-allemand en Moselle. Parmi elles, l'installation sonore « 2014 Postes d'écoute 1914 / 2014 *Horchposten 1914* » (Metz, en coopération avec le Goethe-Institut et la Westdeutsche Rundfunk) revendique sa perspective binationale et s'appuie sur de nombreux témoignages de combattants et de leurs familles, présentés sous la forme de dialogues grâce à des bornes audio. La dimension franco-allemande est également présente dans d'autres départements anciennement occupés par l'armée allemande, comme dans le Nord, à Douai, avec l'exposition « Jours de guerre : Douai et Reulinghausen

pendant la Grande Guerre 1914-1918 » (Service des archives, 2013). En outre, la volonté de construire une mémoire franco-allemande du conflit se retrouve dans certaines expositions à dimension générationnelle et à tendance européenne : « Regards croisés sur la guerre, pour une jeunesse européenne » (comité de jumelage Saint-Martin-la-Plaine, 2014, Loire), « Ode à la jeunesse et à l'amitié franco-allemande » (comité du Centenaire de la ville d'Agen, Lot-et-Garonne, 2014).

Au niveau des institutions culturelles publiques majeures, la tentative de construire, peu à peu, une mémoire européenne du conflit a représenté de fait l'un des objectifs affichés de la Mission du Centenaire dès sa création⁴⁴. L'un des événements importants de la commémoration franco-allemande du conflit a été l'inauguration de l'Historial franco-allemand de la Grande Guerre au Hartmannswillerkopf, le 3 août 2017 (voir l'exposition « Mutations : regards croisés franco-allemands au Hartmannswillerkopf », communauté de communes de Thann-Cernay, château de Messkirch, abri-mémoire d'Uffholtz et Historial franco-allemand de la Grande Guerre, Haut-Rhin). Cet Historial franco-allemand est la première institution bilatérale consacrée à la Grande Guerre dotée d'un conseil scientifique franco-allemand paritaire coprésidé, en 2017, par Nicolas Offenstadt et Gerd Krumeich.

La dimension franco-allemande a représenté aussi un apport scientifique particulier en matière de coopération scientifique européenne. Outre la création d'un conseil scientifique entièrement paritaire au Hartmannswillerkopf, l'historien allemand Gerd Krumeich, vice-président du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre, a par exemple été étroitement associé à la conception de plusieurs expositions. Il a été membre du conseil scientifique de l'exposition précédemment mentionnée « Jours de guerre et de paix. Regard franco-allemand sur l'art de 1910 à 1930 », présentée à Reims en 2014, et a même présidé le comité scientifique de l'exposition inaugurée la même année à Nancy « Été 1914 : Nancy et la Lorraine dans la guerre ». Dans son témoignage adressé à l'équipe chargée du bilan scientifique du Centenaire, il a mis en avant la demande d'une perspective comparative par les acteurs culturels français. Tel a été également le cas au Mémorial de Verdun : Gerd Krumeich a été sollicité pour y expliquer la bataille d'un point de vue allemand dans la salle d'introduction de la nouvelle exposition permanente inaugurée à l'occasion du centenaire de la bataille de Verdun.

44 Voir le rapport remis par Joseph Zimet au président de la République Nicolas Sarkozy en septembre 2011, en ligne : *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un Centenaire international*, <https://www.vie-publique.fr/rapport/33552-commemorer-la-grande-guerre-2014-2020-propositions-pour-un-centenaire> (consulté le 1^{er} août 2021).

Au-delà du rapprochement franco-allemand, les dimensions européennes, internationales et globales du conflit ont été davantage prises en compte à partir de 2016, suivant la logique d'internationalisation croissante du conflit. Mais elles sont restées l'apanage des institutions culturelles travaillant en collaboration étroite avec des structures scientifiques à caractère national ou international. Les nouvelles recherches en histoire globale et le regain d'intérêt scientifique pour l'histoire des colonies en temps de guerre et des troupes coloniales en Grande Guerre ont favorisé une timide internationalisation de la dynamique muséale du Centenaire. À ce titre, le génocide des Arméniens, abordé à partir de 2015-2016 à l'occasion de son centenaire, représente l'une des thématiques muséales qui a permis une ouverture du Centenaire à une histoire européenne et globale de la Grande Guerre. Là encore, en matière de renouvellement historiographique et d'effort de diffusion des résultats scientifiques auprès du grand public par le biais d'expositions, la capitale a joué un rôle déterminant. Ainsi l'exposition présentée au Mémorial de la Shoah « Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman. Stigmatiser, détruire, exclure » (avril 2015-janvier 2016, Paris) représente-t-elle l'une des expositions de référence qui poursuit l'objectif de familiariser le public français avec cet événement. Claire Mouradian (CNRS), commissaire historique de cette exposition avec Raymond Kévorkian (Institut français de géopolitique, université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis) et Yves Ternon (président du Conseil scientifique international pour l'étude du génocide des Arméniens), a pu constater l'intérêt du public pour ce génocide encore méconnu et plaide pour l'intégrer à l'histoire de la Grande Guerre et à l'histoire générale de l'Europe tout en soulignant la nécessité d'insister sur la dimension globale et mondiale de la guerre. Elle confirme en outre le constat d'une méconnaissance de la guerre au Proche-Orient, dans le Caucase et en Extrême-Orient par le public français tout en étant d'avis que le Centenaire a permis de transmettre au public une vision plus globale et plus « mondiale » du conflit, et non exclusivement « européenocentrée autour des fronts franco-allemands ». André Loez (CPGE / Sciences Po Paris), membre du conseil scientifique du Centenaire, du comité scientifique du projet de rénovation de la Caverne du Dragon et du comité scientifique du mémorial du Hartmannswillerkopf, partage cet avis : « La dimension mondiale, globale, coloniale a été mise en avant comme peu de fois auparavant »⁴⁵. Font par ailleurs figure d'exception les expositions à dimension résolument internationale organisées par les instituts français à l'étranger (par exemple : « La création des légions tchécoslovaques pendant la Première Guerre mondiale », Institut français de Slovaquie, 2017, exposition réalisée avec la participation active de la Mission du

45 Réponses de Claire Mouradian et d'André Loez au questionnaire soumis par l'équipe travaillant au présent bilan.

Centenaire ; « La France et la création de l'Armée bleue, dite "Haller" », Institut français de Pologne/ambassade de France en Pologne, 2017).

330 C'est en matière de tentative d'internationalisation des expositions que l'on mesure un net fossé entre les expositions à caractère régional ou local et les quelques initiatives de grande ampleur impulsées par des commissariats et des comités scientifiques à dimension nationale ou souvent internationale. Il s'agit là du troisième constat. Contrairement à l'exposition internationale « À l'Est, la guerre sans fin, 1918-1923 » évoquée précédemment, les nombreuses expositions régionales ou locales présentées en 2018 et évoquant la fin de la Grande Guerre, le deuil et la reconstruction sont attachées à une dimension franco-française. De fait, il n'est pas rare de constater que les titres d'un grand nombre d'expositions locales à caractère assez modeste continuent à opter pour une narration de la fin des hostilités sur un mode proche du discours patriotique et héroïque : « Michel Coiffard, As de la Première Guerre mondiale » (association Aéroscopie-Atlantique, galerie commerciale Le Sillon Shopping, Saint-Herblain, Loire-Atlantique), « 687 communes, 687 héros » (conseil départemental de l'Oise, MUDO-Musée de l'Oise), « 1918-2018. Ces héros que nous n'oublierons pas » (association Culture, loisirs, humanitaire de La Romieu, Gers), « Héroïnes oubliées, les femmes pendant la Grande Guerre » (commune de Montfleur et association Retour aux sources, Jura). Nombre de ces expositions locales se penchent sur les monuments aux morts des communes dans lesquelles elles sont organisées, avec une volonté d'impliquer les habitants dans les commémorations culturelles : au Péage-de-Roussillon, un journal retrace les différents événements marquants et les thèmes de la Première Guerre mondiale et de la paix avec tous les habitants de la commune ; « Hommage aux Salaisiens partis faire la guerre 14-18 » est, quant à elle, une exposition d'archives personnelles apportées par les habitants. Ces expositions revêtent parfois un caractère assez solennel et traditionnel qui n'est pas si éloigné du ton patriotique d'il y a un siècle. C'est en outre en Alsace-Moselle, où l'on commémore le retour des terres du *Reichsland* au territoire français, que l'accent mis sur la célébration de la victoire est le plus prononcé : « Le retour de l'Alsace à la France, 1918-1925 » (Bas-Rhin), « Gloire aux vainqueurs » (Ville de Strasbourg, Bas-Rhin), « 1918 : la France est de retour » (département de la Moselle et syndicat mixte du musée Les Mineurs Wendel, Petite-Rosselle).

De surcroît, de nombreuses expositions datant de 2018 révèlent combien la figure du Poilu est aujourd'hui encore une figure d'identification pour les Français, dont la célébration des sacrifices et de la victoire est ancrée à l'échelle nationale et à l'échelle locale, comme l'indiquent les titres d'expositions suivants : « À nos Poilus, morts pour la France » (Mairie de Cahuzac-sur-Vère, Tarn), « Hommage aux Poilus châlusiens » (Histoire et archéologie du pays de Châlus,

Haute-Vienne), « En mémoire de nos soldats brévannais » (Ville de Limeil-Brévannes, Val-de-Marne), « 1918, combats et victoire en Soissonnais » (salle des fêtes de Vic-sur-Aisne, Aisne), « En mémoire des Poilus de 14-18 » (Biarritz, Pyrénées-Atlantiques) et « À nos Poilus ! » (Fougerolles, Écomusée du pays de la Cerise, Haute-Saône). Comme le remarque Nicolas Beaupré dans le témoignage qu'il livre à l'équipe travaillant au présent bilan : « Les attentes en termes de conférences demeuraient toutefois relativement classiques avec beaucoup de demandes autour de la figure du combattant français. » En ce qui concerne les échanges qu'il a pu avoir avec le public, André Loez déplore même « une curiosité du public restée malheureusement très (trop) franco-française ». Cette prédilection du public français pour la figure du Poilu, qui serait impensable dans d'autres pays européens – en Allemagne surtout, où le « combattant du front » (*Frontkämpfer*) a été discrédité par son instrumentalisation par les nazis – représente une spécificité de la mémoire française de la Grande Guerre.

A contrario, on répertorie d'autres expositions au ton pacifiste et/ou universaliste qui commémorent moins la victoire que la fin de la Grande Guerre et la paix : « Les Russes à Laval, frères d'armes, frères de sang » (Ville de Laval, Mayenne), « Dessins pour la paix », (Compiègne, Oise), « Un conflit mondial sous le regard des peuples » (Aubervilliers, Seine-Saint-Denis), « Refus de la guerre et pacifisme » (Grigny, Essonne), « La fin d'une guerre » (Villa Saint-Hilaire, Grasse, Alpes-Maritimes) ou encore « Fin de la Première Guerre mondiale : il faut maintenant s'occuper des survivants » (Palais des expositions de Brézillet, Saint-Brieuc, Côtes d'Armor). De même l'exposition « La der des ders », dans l'Eure, présente-t-elle à partir d'*ego*-documents, de photographies et de documents administratifs l'expérience des combats par les soldats eurois jusqu'à leur démobilisation progressive. En outre, la reconstruction et l'impact de la Grande Guerre sur le paysage, l'environnement et les corps représentent également un champ d'investigation important. Ainsi l'Historial du paysan-soldat propose-t-il une exposition originale sur la remise en culture des terres dévastées, « Retour aux champs. La remise en culture des champs de bataille »⁴⁶. Visages, vestiges et paysages représentent une manière à la fois poétique et quasi archéologique d'interroger les traces de la guerre. Tel est le cas de l'exposition photographique de Didier Pazery « Visages et vestiges de la Grande Guerre » (gare de l'Est, Paris, et Altkirch, Haut-Rhin, 2014) qui offre une rétrospective des visages des derniers survivants et des paysages meurtris par les affrontements.

Bien que l'on ne puisse mettre sur le même plan des expositions de grande, voire de très grande ampleur dotées de subventions importantes avec de plus petites

46 Voir le site du musée et la présentation de l'exposition au lien suivant : <https://www.historialpaysansoldat.fr/> (consulté le 1^{er} août 2021).

initiatives muséales impulsées par les collectivités territoriales, on peut constater une certaine complémentarité des approches dans le cas des expositions disposant d'une légitimité scientifique attestée par des comités scientifiques et/ou les acteurs scientifiques des archives régionales, départementales ou municipales (surtout impliqués durant l'année 2014). Le constat effectué par Emmanuelle Cronier résume ce double apport des expositions durant le Centenaire : « Le plus important me semble le changement d'échelle, dans les deux sens : une approche plus globale et internationale d'une part, et d'autre part une approche "micro" qui permet d'ancrer les choses localement à travers l'examen de la manière dont la guerre a été expérimentée localement dans les foyers et les communautés locales. »

332

De là à conclure que ce vaste maillage d'expositions réparties sur l'ensemble du territoire français a permis une meilleure compréhension de la Grande Guerre par le grand public, le pas semble (très) délicat à franchir. À la suite des enquêtes de terrain qu'ils ont menées auprès de visiteurs d'expositions consacrées au premier conflit mondial durant le Centenaire, Sylvain Antichan et Jeanne Teboul ont montré qu'il était plus opératoire d'envisager les rapports des visiteurs à ces manifestations culturelles en termes d'« appropriations » que de « réception », et qu'il existait, dans le cadre d'une même exposition vue, des « écarts majeurs dans les appropriations du passé⁴⁷ ». Selon de multiples facteurs allant de leur propre vécu à leurs connaissances préalables de la Grande Guerre, les visiteurs donnent des significations variables, voire contradictoires, à une même exposition et en réinterprètent son contenu en fonction de leurs propres attentes, lesquelles résident surtout dans une recherche d'« authenticité » du passé à travers la matérialité et la valeur esthétique des objets ainsi que dans une présentation apparemment apolitique des événements. C'est dire si les expositions se trouvent largement sous l'influence d'autres cadres de perceptions que ceux mobilisés par les enjeux historiographiques dont se préoccupent les commissaires et les comités scientifiques, ou même par l'image du passé qu'elles véhiculent. Dans le cas de l'exposition « Vu du front » par exemple, certains visiteurs ont cru déceler un message patriotique dans la manière d'exposer le patrimoine national, tandis que d'autres y ont vu un message pacifiste et européiste⁴⁸. Autre contradiction : bien que 49 % des visiteurs jugent cette exposition apolitique sans pour autant renoncer à une exigence civique, bon nombre d'eux estiment important de transmettre l'histoire « telle qu'elle s'est passée » aux jeunes générations, par le biais de visites scolaires. Autrement dit, il est peu aisé de tenter de faire un bilan

47 Sylvain Antichan et Jeanne Teboul, « Faire l'expérience de l'histoire ? Retour sur les appropriations sociales des expositions du centenaire de la Première Guerre mondiale », art. cit., p. 37.

48 *Ibid.*, p. 34.

de l'impact de ces expositions sur le public tant les visiteurs opèrent, chacun à leur manière, une sélection de ce qu'ils ont vu. Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul résument ainsi cet état de fait : « Loin d'opérer une transformation civique, les expositions tendent plutôt à conforter des croyances et des représentations préalables⁴⁹ ». Comment, alors, estimer si la vaste dynamique muséale du Centenaire a véritablement permis une meilleure compréhension de la Grande Guerre par le grand public ?

En d'autres termes, il ressort de cette analyse de leurs thématiques principales, de leur cartographie à l'échelle du territoire français et de leur évolution tout au long de la saison commémorative que les expositions consacrées à la Grande Guerre ont à la fois revêtu un caractère fortement local dans les régions anciennement touchées par le conflit tout autant qu'investi une dynamique fortement nationale et, dans une moindre mesure, favorisé une tentative d'internationalisation essentiellement portée par grandes institutions culturelles publiques.

D'une part, les multiples initiatives culturelles ont oscillé entre une certaine concentration dans la capitale, surtout durant les deux années 2014 et 2018, et la valorisation de mémoires régionales et locales du conflit durant les temps forts de la saison commémorative dans les régions, surtout en 2016 et 2017. Le foisonnement des expositions et la variété de leurs thématiques confirment, d'après les témoignages des historiens cités, l'intérêt toujours aussi vif des Français pour la Grande Guerre.

D'autre part, les expositions ont toutefois peiné à dépasser une vision franco-française du conflit en faveur d'une dimension plus européenne, voire globale. En phase avec les approches historiographiques récentes en termes d'histoire mondiale et globale, les tentatives d'internationalisation, qui ont accompagné la généralisation du conflit lui-même, sont majoritairement restées cantonnées à des initiatives de grande ampleur portées par les institutions culturelles publiques nationales dotées de comités scientifiques internationaux. L'ensemble de cette saison commémorative et, en particulier, la commémoration de la fin des hostilités ne permet pas d'affirmer que le Centenaire a contribué à l'émergence, même timide, d'une mémoire européenne et mondiale du conflit, ni qu'il a véritablement permis une meilleure compréhension du conflit par le grand public par une mise en valeur des apports scientifiques des recherches récentes sur la Grande Guerre.

49 Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, « Dépolitiser le passé, politiser le musée ? À la rencontre des visiteurs d'expositions historiques sur la Première Guerre mondiale », art. cit.

LA PLACE DES ENSEIGNANTS : LE LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA RECHERCHE

Nicolas Charles

Durant le Centenaire, les acteurs pédagogiques ont joué un rôle central. C'est une évidence, mais il faut le rappeler. L'école, au sens large, a participé à la commémoration, depuis la production de savoir jusqu'à sa transmission auprès de tous les élèves, pendant plus de cinq ans. Au côté de la mémoire familiale et des grands événements commémoratifs, elle a été une actrice essentielle parmi les « cadres sociaux de la mémoire¹ ».

Cela dit, le présent travail n'a aucunement pour objectif d'évaluer la production de cette institution en elle-même, car c'est un rapport spécifique, intitulé « Le Centenaire à l'école » et coordonné par Alexandre Lafon, qui a dessiné les contours des activités labellisées et réalisées dans ce cadre². Cette contribution se propose plutôt d'évaluer la diffusion des recherches scientifiques auprès des enseignants et des élèves. Quels canaux la recherche a-t-elle empruntés ? Comment s'est-elle diffusée durant le Centenaire ? La circulation des savoirs s'est-elle accélérée à la faveur du fourmillement d'activités ?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord identifier rapidement l'écosystème qui entoure les enseignants, ainsi que les canaux traditionnels qui assurent la transmission des renouvellements historiographiques auprès des professeurs d'histoire-géographie. Une fois ces fonctionnements rapidement décrits, nous montrerons les réussites et les limites du Centenaire, en donnant des exemples concrets du type de circulations qui a pu exister durant les années 2012-2018. Enfin, l'analyse des manuels scolaires revêt une importance capitale, dans la mesure où ils constituent un important vecteur de connaissances

- 1 Marie-Claire Lavabre, « La "mémoire collective" entre sociologie de la mémoire et sociologie des souvenirs ? », 2016 (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01337854>, consulté le 1^{er} août 2021) et Alexandra Oeser, *Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire*, Paris, Éd. Maison des sciences de l'homme, 2010. La référence à l'œuvre de Maurice Halbwachs est ici évidente.
- 2 Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école, un laboratoire pédagogique*, préface de Jean-Michel Blanquer et Joseph Zimet, postface d'Antoine Prost, Paris, Mission du Centenaire de la Première Guerre mondiale, 2019.

auprès des élèves, et donc un enjeu central dans la perception du premier conflit mondial par les nouvelles générations.

Ce chapitre se concentre sur les enseignants du secondaire (collège et lycée). Outre l'analyse des contenus des différentes sources d'informations à leur disposition, des plus institutionnelles aux plus informelles, nous l'avons fondé sur une enquête rapide menée auprès des « référents mémoire et citoyenneté » de chaque académie (voir annexe). Ces référents ont été amenés, sous l'autorité du recteur et en lien avec la DGESCO³, à « informer, impulser, animer et évaluer les actions menées en établissements sur le travail de mémoire et sa dimension civique⁴ » durant le Centenaire. Il s'agissait souvent d'inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux (IA-IPR) d'histoire-géographie. Pour Joseph Zimet, directeur général de la Mission du Centenaire, ces référents ont été de véritables « conseillers Centenaire pour les recteurs » et ont joué « le rôle d'experts auprès de la DGESCO dans le cadre du Centenaire », pour Laurent Wirth⁵.

336

L'enquête auprès des « référents », envoyée durant le premier trimestre 2018-2019, a obtenu des réponses des 12⁶ des 30 académies (soit 40 %), ce qui n'est pas entièrement satisfaisant, mais permet d'avoir une certaine vision des évolutions durant le Centenaire, d'autant que les répondants proviennent des régions du front et de l'arrière, mais également des académies d'outre-mer (La Réunion et Nouvelle-Calédonie). Malheureusement, une partie des réponses sont le fait de référents qui ont pris leur poste assez tardivement durant la commémoration : cinq d'entre eux ont pris leur fonction après 2016.

Par ailleurs, deux enquêtes ont été diffusées dans les réseaux de l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) : l'une aux présidents de chaque association régionale, l'autre aux enseignants membres de ces associations. Elles ont recueilli 130 réponses (13 pour la première ; 117 pour la seconde). Les résultats, même s'ils sont lacunaires, nous permettent – pour cette association essentielle dans le paysage de l'histoire-géographie en France – d'obtenir une vision de la perception du Centenaire par les enseignants. Les 13 associations régionales qui ont répondu ont déclaré compter 1110 membres, ce qui établit un taux de réponse de 10,5 %, très bas, portant qui plus est le soupçon de donner accès aux réponses d'enseignants plus mobilisés sur la thématique de la Première Guerre

3 Direction générale de l'enseignement scolaire (ministère de l'Éducation nationale). Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école...*, *op. cit.*, p. 28.

4 Interventions de Joseph Zimet et de Laurent Wirth durant les assises pédagogiques du Centenaire, Bordeaux, 25-27 mars 2019.

6 Venues de Caen, Créteil, La Réunion, Lille, Limoges, Nice, la Nouvelle-Calédonie, Orléans-Tours, Paris, Reims, Toulouse, Versailles.

mondiale que les autres⁷. Il n'empêche, en prenant en compte l'ensemble de ces limites, on peut tout de même tracer les contours de premiers résultats concernant la diffusion des savoirs durant le Centenaire.

LES CONTENUS 14-18 À DISPOSITION DES ENSEIGNANTS

En dehors même des institutions responsables de la création des contenus pédagogiques, il existe tout un écosystème autour des professeurs du secondaire, associant les revues spécialisées, les publications des divers réseaux, les associations professionnelles, les sites internet et un certain nombre d'émissions radio. Sans descendre à un niveau de détail qui transformerait ce chapitre en un inventaire à la Prévert, nous pouvons constater que l'ensemble des acteurs qui gravitent autour des enseignants ont saisi le « moment » de la commémoration pour produire et transmettre des contenus adaptés.

337

LE RÉSEAU CANOPÉ ET SES PUBLICATIONS

Du point de vue de la communication institutionnelle, le Réseau Canopé est un acteur essentiel au sein du ministère de l'Éducation nationale. En effet, c'est un éditeur majeur de ressources pédagogiques.

Il est intervenu durant le Centenaire selon deux modalités : d'abord par la publication de ressources spécifiques ; ensuite, par l'aide à l'organisation de conférences et de formations. A ainsi été signalé dans les enquêtes effectuées l'exemple du site internet *Mémoires de territoires, territoires de mémoire. Mémoires des deux guerres mondiales dans l'académie de Nice*, élaboré avec le Réseau Canopé et la DAAC⁸. L'objectif de ce site internet éphémère était d'« offrir un panorama complet des actions pédagogiques, éducatives et culturelles mises en œuvre dans l'académie durant le cycle mémoriel 2014-2018 ». Un autre exemple, dans l'académie de Toulouse, consiste en l'organisation d'ateliers pour présenter l'ouvrage *50 activités autour de la Grande Guerre*, édité par Canopé⁹.

L'activité éditoriale de Canopé dans le cadre du Centenaire a également donné lieu la publication de l'ouvrage *Enseigner 14-18. Les mémoires de la Grande Guerre*¹⁰.

7 Un exemple parmi d'autres : sur les 117 personnes interrogées, presque 30 % ont porté des projets labellisés par la Mission du Centenaire. On a donc affaire à un ensemble de professeurs très investis.

8 Direction académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle.

9 Pierre Rocher (dir.), *50 activités autour de la Grande Guerre*, 2 t., Futuroscope, Canopé éd., 2015.

10 Yohann Chanoir & Nicolas Charles, *Enseigner 14-18. Les mémoires de la Grande Guerre*, ouvrage coord. par Marie-Claire Ruiz, Futuroscope, Canopé éd., 2015.

Ses auteurs sont enseignants dans le secondaire, spécialistes de la Première Guerre mondiale et associent l'IA-IPR de l'académie de Reims (en activité à l'époque). Cette production spécifique est connue des 12 répondants à l'enquête « référents mémoire ». Quant aux enseignants interrogés, sur les 117 réponses obtenues, 33 % connaissent ce livre ou l'ont utilisé, ce qui montre l'importance du réseau institutionnel dans la diffusion de l'information auprès des professeurs.

CONFÉRENCES ET FORMATION

Les publications papier ou en ligne sont une des modalités de diffusion des renouvellements historiographiques. Les « référents mémoire et citoyenneté » ainsi que les autres structures responsables de la formation des enseignants ont eu à cœur, durant le Centenaire, de recourir également à de nombreuses journées de formation.

338

Entre 2012 et 2018, dans les 12 académies ayant participé à l'enquête, 74 formations de ce genre ont eu lieu. De gros déséquilibres existent cependant, car les académies de Lille et de Toulouse totalisent à elles deux 43 de ces formations¹¹. Cette surreprésentation s'explique assez facilement par deux facteurs : l'académie de Lille se situe dans une région très touchée par la guerre, par l'occupation et les combats ; pour Toulouse, très reculée à l'arrière, c'est la présence de l'IA-IPR, Cédric Marty, qui explique certainement l'investissement massif dans le moment du Centenaire. En effet, celui-ci est un historien spécialiste de la Grande Guerre, membre du CRID 14-18¹².

Ces formations sont souvent organisées en partenariat avec d'autres acteurs majeurs de l'éducation, comme les DAAC, les ESPE ou les DAREIC¹³, des centres d'archives (comme l'ECPAD¹⁴), des musées (Musée de la Grande Guerre du pays de Meaux) ou des laboratoires scientifiques (IRHIS – Lille).

Il n'est pas inintéressant de s'intéresser aux intervenants desdites formations, car elles sont un lieu essentiel de la rencontre entre le monde scientifique et les enseignants du secondaire. On peut y retrouver des chercheurs et chercheuses faisant partie du conseil scientifique de la Mission du Centenaire, comme Antoine Prost, Stéphane Audoin-Rouzeau, Nicolas Offenstadt, Rémy Cazals, Arndt Weinrich ou Élise Julien. Certains membres de la Mission ayant conservé

11 Il faut par ailleurs tenir compte du biais principal de cette enquête, à savoir le fait que les répondants IA-IPR ont parfois pris leur poste en 2018, et n'ont pas connaissance des formations précédemment organisées durant le Centenaire.

12 Collectif de recherche international et de débat sur la guerre de 1914-1918 (<https://www.crid1418.org>, consulté le 1^{er} août 2021).

13 Délégations académiques aux relations européennes et internationales.

14 Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense.

une activité de recherche, comme Alexandre Lafon, interviennent également. D'autres chercheurs français, spécialistes reconnus de la Grande Guerre, dans ses aspects nationaux ou internationaux, sont également présents : on peut citer Bruno Cabanes ou Alexandre Sumpf. Enfin, ainsi que d'autres historiens français, spécialistes d'autres thématiques ou d'autres périodes – comme Alya Aglan, Jean-Noël Jeanneney ou Vincent Duclerc – on peut constater que des historiens étrangers participent également à ces formations, Marco Mondini, par exemple (Italie).

Trop peu de cas sont disponibles pour réellement tirer une vision d'ensemble des thématiques abordées lors de ces journées de formation. Cependant, un rapide balayage des intervenants et des thématiques montre que ces événements sont en lien avec la plus récente des recherches. On peut prendre quelques exemples : le 16 mai 2018, un séminaire pédagogique est organisé au Musée de la Grande Guerre de Meaux, à destination du public enseignant¹⁵. Bruno Cabanes y présente ses recherches autour des « sorties de guerre », qui ont fait l'objet de publications récentes durant le Centenaire¹⁶, tout comme Alexandre Sumpf, spécialiste de la Russie¹⁷, transmet les résultats de ses travaux. De même, Jean-Michel Guieu¹⁸ a tenu une conférence le 4 avril 2018 au lycée Pierre-de-Fermat de Toulouse à destination des enseignants.

On peut donc dire que ces formations permettent une transmission rapide des dernières découvertes historiques, dans un forum d'échange et de discussion entre universitaires et enseignants du secondaire. Des manifestations analogues sont organisées pour d'autres périodes et permettent une diffusion plus rapide des découvertes scientifiques¹⁹.

LES REVUES SPÉCIALISÉES

Les enseignants, dans leur démarche de formation personnelle, peuvent recourir à un nombre très important de revues, des plus spécialisées à destination des métiers de l'éducation nationale, jusqu'à des revues d'histoire généralistes,

- 15 Séminaire pédagogique « Les sorties de guerre au xx^e siècle » (<http://hgc.ac-creteil.fr/les-sorties-de-guerre-au-xxe-siecle>, consulté le 1^{er} août 2021).
- 16 Bruno Cabanes, *La Victoire endeillée. La sortie de guerre des soldats français, 1918-1920* [2004], Paris, Points, 2014.
- 17 Alexandre Sumpf, *La Grande Guerre oubliée. Russie, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014.
- 18 Jean-Michel Guieu, *Gagner la paix, 1914-1929*, Paris, Le Seuil, 2015.
- 19 On peut ainsi penser aux universités d'été du Mémorial de la Shoah, organisées chaque année en juillet à Paris, et qui regroupent les spécialistes européens et français de la question autour de professeurs du secondaire. (Voir : <http://www.memorialdelashoah.org/pedagogie-et-formation/formations-et-universites/enseignants-du-secondaire/universites-dete/universite-dete-a-paris-niveau-1.html>, consulté le 1^{er} août 2021.)

mais dont la cible est clairement le monde du collège et du lycée. On peut lister, pour les revues « professionnelles », directement adressées au public des professeurs, *Historiens et Géographes* (la revue de l'APHG), *TDC (Textes et documents pour la classe)* et la *Documentation photographique* qui sont très souvent disponibles dans les centres de documentation et d'information des établissements. On peut y ajouter la revue généraliste *L'Histoire*, la seule revue de ce genre qui bénéficie d'un soutien massif des enseignants pour sa qualité, ainsi que trois revues scientifiques d'histoire contemporaine qui sont également parfois utilisées par les enseignants : *Vingtième siècle* (devenu *20&21*), *Matériaux pour l'histoire de notre temps* et les *Annales*. Il est intéressant de voir comment ces supports se sont adaptés à la donne du Centenaire, certains jouant la carte de la commémoration à plein, d'autres étant moins mobilisés.

340

Historiens et Géographes a ainsi publié trois dossiers, sous forme d'un « Abécédaire de la Grande Guerre », entre 2014 et 2015, en trois parties²⁰, auquel il faut ajouter deux autres dossiers spécifiquement consacrés au conflit²¹. *TDC*, revue bimestrielle éditée directement par Canopé avec une application directe dans les classes, n'a consacré, quant à elle, qu'un seul numéro au sujet, dirigé par Nicolas Beaupré²², la dernière publication concernant la guerre remontant à novembre 2011²³.

La revue *L'Histoire* a suivi un agenda plus resserré. Que ce soit dans les publications mensuelles, les « Collections » ou les numéros spéciaux, de janvier 2012 à décembre 2018, plus de six numéros font figurer 14-18 parmi les thématiques principales illustrées en couverture²⁴. D'autres dossiers touchaient à la guerre de manière moins directe, tout en lui donnant une place importante²⁵. Ce calendrier se comprend, quand on sait la concurrence de plus en plus forte que se livrent entre eux les magazines d'histoire grand public, y compris au sein même du groupe Sophia Publications, propriétaire de *L'Histoire* et d'*Historia*.

20 Sous la dir. de Jean-Jacques Becker, n° 427 (juillet-août 2014), n° 428 (novembre-décembre 2014), n° 429 (janvier-février 2015).

21 N°424 (avril-mai 2017), n° 442 (mai 2018) avec le dossier « L'année 1918 ».

22 *TDC*, n° 1069, 1^{er} février 2014, dossier « Arts et littérature de la Grande Guerre ».

23 *TDC*, n° 1024, 15 novembre 2011, dossier « La Vie dans les tranchées ».

24 *L'Histoire*, « Collections », n° 61, « 14-18. La catastrophe », octobre-décembre 2013; n° 397, « Jaurès 1914-2014. Le socialisme du possible », mars 2014; n° 408, « Arméniens : le premier génocide du xx^e siècle », février 2015; n° 423, « Verdun raconté par les Anglais et les Allemands », mai 2016; n° 434, « Première Guerre mondiale. Les Américains débarquent », avril 2017; n° 449, « 1918 : comment la guerre nous a changés? », numéro double, juillet-août 2018.

25 « Collections », n° 66, « L'Australie : naissance d'une nation, des Aborigènes à l'Anzac », mars 2015; n° 411, « Les pacifistes : jusqu'où aller pour éviter la guerre? », mai 2015; n° 432, « 1917 : les révolutions russes », février 2017.

- 1/4 : « Actualités de la Grande Guerre » (Gerd Krumeich, Antoine Prost et Nicolas Beaupré) ;
- 2/4 : « Mademoiselle de Bettignies, l'anti-Mata Hari » (documentaire d'Anaïs Kien réalisé par Françoise Camar, avec Bertin de Bettignies, Chantal Antier et Yves Le Maner) ;
- 3/4 : « Images de guerre », création de l'ECPAD (avec Sébastien Denis, Hélène Guillot et Laurent Veray) ;
- 4/4 : « Les immigrés, les étrangers pendant la Première Guerre mondiale » (avec Barbara Lambauer, Stéphanie Prezioso et Laurent Dornel).

Une autre accompagnait le centenaire du déclenchement de la guerre : « 14, centenaire de la Grande Guerre » (diffusée du 23 juin au 26 juin 2014), en partenariat avec la Mission du Centenaire³¹ :

342

- 1/5 : « 1914-2014. Centenaire de la Grande Guerre » (avec Christopher Clark) ;
- 2/5 : « Centenaire de la Grande Guerre. Les Poilus de Nouvelle-Calédonie » (documentaire d'Anaïs Kien réalisé par Françoise Camar) ;
- 3/5 : « 1914-2014. Centenaire de la Grande Guerre. La bataille des Dardanelles au service du récit national turc » (documentaire de Perrine Kervran, réalisé par Renaud Dalmar) ;
- 4/5 : « 1914-2014. Centenaire de la Grande Guerre. Les mémoires partagées des Tirailleurs sénégalais » (documentaire de Séverine Liatard réalisé par Véronique Samouiloff) ;
- 5/5 : « Édition spéciale Sarajevo. Balade radiophonique sur les traces de l'attentat du 28 juin 1914 » (avec Nicolas Offenstadt et Slobodan Soja).

La Marche de l'histoire (France Inter) s'est aussi adaptée à la demande du Centenaire en organisant des émissions spéciales comme par exemple celle diffusée le 11 novembre 2018, autour du centenaire de l'armistice (durée : 2h53).

31 www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/centenaire-14-18-44-les-immigres-les-etrangers-pendant-la (consultés le 3 août 2021).
<https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/14-centenaire-de-la-grande-guerre-14> ; <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/14-centenaire-de-la-grande-guerre-24> ; <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/14-centenaire-de-la-grande-guerre-34> ; <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/14-centenaire-de-la-grande-guerre-44> ; <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-l-histoire/emission-speciale-sarajevo> (consultés le 3 août 2021).

Les sites internet sont des médias caractérisés par une plus grande réactivité en matière de production de contenu, et il n'est donc pas étonnant qu'ils aient été un espace de publication dynamique en direction des enseignants. Ainsi, le site officiel de l'APHG référence de nombreux contenus thématiques autour de la Grande Guerre et des mots clés « Première Guerre mondiale » ou « 1914-1918 » : des articles consacrés à « Renault en 14-18 », aux « Combats au féminin pendant la Grande Guerre », ou encore une « Tribune libre. Pour la réhabilitation collective des “fusillés pour l'exemple” pendant la Grande Guerre ». Le site *Les Clionautes* s'est aussi investi autour du Centenaire ainsi que le carnet « hypothèses » *Aggiornamento*³², qui lui a consacré de nombreux contenus, y compris spécifiquement à la question des commémorations : « 14-18, quel Centenaire dans nos classes ? » (2014) ; « Enseigner les guerres » (2013) ; « La commémoration de 14 pour faire de l'histoire » (2014)...

Tout au long du cycle commémoratif, le site internet de la Mission du Centenaire (*centenaire.org*) a par ailleurs été un outil extrêmement utile en ce qui concerne tous les aspects du Centenaire liés à l'enseignement de la Première Guerre mondiale. Ainsi, la partie spécialement dédiée aux enjeux pédagogiques des commémorations a été particulièrement bien fournie et s'est efforcée de porter une réflexion poussée autour de la place de la Grande Guerre dans les programmes scolaires et de la transmission de problématiques et de notions historiennes en France, mais aussi à l'international³³.

LES PRATIQUES DES ENSEIGNANTS

SE FORMER

Les réponses des 117 professeurs à l'enquête « enseignants » (à peu près un dixième des membres déclarés de l'APHG) donne un petit aperçu des pratiques des enseignantes et enseignants face à la vague éditoriale et médiatique du Centenaire. Les réponses apportées donnent l'impression que deux logiques sont à l'œuvre : d'un côté, les enseignants se forment à travers des conférences et

32 <https://aggiornamento.hypotheses.org/>.

33 À titre d'exemple, mentionnons les contributions de Laurent Wirth, « La place de la Première Guerre mondiale dans les enseignements scolaires » et de Rainer Bendick, « Le Centenaire et l'enseignement de l'histoire en Allemagne », publiées rapidement après l'ouverture du site et servant, de ce fait, de modèles aux nombreuses contributions à venir.

des lectures ; de l'autre, la préparation des cours passe, elle, en grande partie, par les manuels scolaires. Nous allons ici distinguer ces deux logiques.

Dans le cadre de la formation personnelle, les répondants déclarent avoir assisté, pour un tiers d'entre eux (35), à un colloque ou à une conférence ayant pour thème la Première Guerre mondiale. Il est intéressant de constater que cette participation se fait largement en dehors des réseaux de formation professionnelle habituels, puisque seuls quatre enseignants répondent avoir assisté spécifiquement à des formations Canopé.

Élément essentiel de la formation individuelle continue, 85 répondants déclarent avoir lu un ou plusieurs ouvrages sur la Grande Guerre durant le Centenaire. Il n'est pas inutile de s'attarder quelque peu sur les ouvrages listés par ces enseignants. On trouve d'abord parmi les auteurs cités un certain nombre d'historiens et d'historiennes, sans mention des publications concernées : Stéphane Audoin-Rouzeau, Nicolas Offenstadt, Philippe Nivet et Jean-Yves Le Naour sont ainsi cités plusieurs fois ; Jay Winter, Gerd Krumeich, Antoine Prost, Nicolas Beaupré, Frédéric Rousseau, Stéphane Tison et Emmanuelle Cronier sont également évoqués.

Quand le titre est spécifié, on peut constater une certaine hétérogénéité, mais également une actualité visible de la recherche. Aux côtés d'un certain nombre de biographies et de quelques grands classiques³⁴, la grande majorité des ouvrages cités sont des publications récentes, précédant de peu le Centenaire ou ayant été publiés entre 2012 et 2018. On peut citer une dizaine d'exemples :

- André Bach, *Fusillés pour l'exemple (1914-1915)*, Paris, Tallandier, 2003 ;
- Nicolas Beaupré, *Écrits de guerre 14-18*, Paris, CNRS éd., 2013 ;
- Christopher Clark, *Les Somnambules. Comment l'Europe a marché vers la guerre*, Paris, Flammarion, 2013 ;
- François Cochet et Rémy Porte, *Histoire de l'armée française. 1914-1918 : évolutions et adaptations des hommes, des matériels et des doctrines*, Paris, Tallandier, 2017 ;
- Jean-Noël Jeanneney, *La Grande Guerre, si loin, si proche. Réflexions sur un Centenaire*, Paris, Le Seuil, 2013 ;
- Jean-Yves Le Naour, *1914. La Grande illusion*, Paris, Perrin, 2012 ;
- Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, coll. « Points. Histoire », 2004 ;

34 Denis Rolland, *Nivelle. L'inconnu du Chemin des Dames*, Paris, Le grand livre du mois, 2012 ; Guy Pedroncini, *Pétain*, Paris, Perrin, 1989 ; Jean-Marc Binot, *Georges Guynemer*, Paris, Fayard, 2017 ; Jean-Baptiste Duroselle, *La Grande Guerre des Français, l'incompréhensible*, Paris, Perrin, 1994.

- Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015 ;
- Alexandre Sumpf, *La Grande Guerre oubliée. Russie, 1914-1918*, Paris, Perrin, 2014 ;
- Clémentine Vidal-Naquet, *Couples dans la Grande Guerre. Le tragique et l'ordinaire du lien conjugal*, Paris, Les Belles Lettres, 2014.

La très grosse majorité des livres cités sont donc des ouvrages très actuels, qui montrent le lien fort qu'entretiennent certains enseignants avec les productions récentes. La même question a été posée aux « référents mémoire et citoyenneté », dont sept ont répondu. On retrouve les mêmes noms, ceux des spécialistes reconnus de l'histoire de 14-18 : Antoine Prost, Jay Winter, Jean-Jacques-Becker, Annette Becker, Nicolas Offenstadt, Stéphane Audoin-Rouzeau, André Loez, mais aussi des ouvrages et des recherches plus directement spécialisés (Stéphane Tison, sur les conséquences psychologiques du conflit, Xavier Boniface en histoire religieuse, Marc Michel sur les troupes coloniales³⁵). Les IA-IPR ont également utilisé des ouvrages plus précis concernant leur académie ou des outils liés à la mémoire et au tourisme de mémoire.

Il est difficile de conclure à partir d'un si petit nombre de cas, mais à l'évidence, les livres restent un vecteur important de formation continue des enseignants, qui se sont beaucoup documentés en consultant les derniers ouvrages parus. Cela dit, les réponses concernant les pratiques d'enseignants laissent entrevoir que cette diffusion des savoirs est en réalité beaucoup plus variée, passant notamment par les nombreuses possibilités audiovisuelles et numériques.

Les mémoires professionnels dans les ESPE

Il s'agit là d'un bon élément d'analyse de l'impact de la pénétration de la recherche historique dans le domaine de l'enseignement. En effet, les étudiants en ESPE doivent rendre un mémoire de recherche pédagogique à la fin de leur deuxième année de master MEEF³⁶, c'est-à-dire durant leur année de stage, après leur réussite aux concours. Les jeunes enseignants stagiaires sont donc dans l'entre-deux, c'est-à-dire qu'ils vont quitter leur statut d'étudiant (une partie importante d'entre eux a fait de la recherche auparavant *via* un master recherche) pour celui d'enseignant. Ils ont avant cela à réfléchir à des aspects précis de la

35 Stéphane Tison, *Comment sortir de la guerre ? Deuil, mémoire et traumatisme, 1870-1940*, Rennes, PUR, 2011 ; Xavier Boniface, *Histoire religieuse de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 2014 ; Marc Michel, *Les Africains et la Grande Guerre. L'appel à l'Afrique (1914-1918)*, Paris, Karthala, 2003.

36 Master Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.

pédagogie à employer dans leur futur métier. Certains décident de travailler à la rédaction d'un mémoire en rapport avec l'histoire. Nous allons donc isoler, dans cet ensemble, les enseignants qui ont réalisé un mémoire sur la Grande Guerre. Nous avons pour cela interrogé la base DUMAS³⁷. Il s'agit d'une base d'archives en ligne où les étudiants peuvent déposer, en accès libre, leur mémoire. Le dépôt se fait sur la base du volontariat. La base DUMAS est donc largement incomplète, car on y retrouve seulement les mémoires de ceux qui ont bien voulu les déposer. Cela nous permet tout de même de regarder quels sont les types de travaux qui ont été effectués entre 2012 et 2018 dans le cadre des mémoires de recherche pédagogique dans les ESPE, même s'il ne s'agit pas là de la totalité de la production de mémoires.

Voici ceux trouvés sur DUMAS concernant la Grande Guerre, produits entre 2012 et 2018 :

346

Tableau 1. Mémoires professionnels (ESPE) portant sur la Grande Guerre répertoriés sur DUMAS (2012-2018)

Auteur(s)	Titre	Lieu du dépôt du mémoire	Année
Adeline Butor	Comment aborder la Première Guerre mondiale au CM2 ?	Université d'Artois, IUFM Nord-Pas-de-Calais	2012
Marion Dufrenoy	Enseigner la Première Guerre mondiale au cycle 3	Université d'Artois, IUFM Nord-Pas-de-Calais	2012
Romain Filliette et Julien Muys	L'utilisation des témoignages dans l'enseignement de la Grande Guerre	Université d'Artois, IUFM Nord-Pas-de-Calais	2012
Maéva Benoist	Par quelle approche pédagogique peut-on faire comprendre l'inscription des femmes dans l'effort national au cours de la Première Guerre mondiale, une guerre longue et totale ?	IUFM Pays de la Loire	2013
Cyril Vassal	Le musée comme outil pédagogique dans l'enseignement de la Première Guerre mondiale au cycle 3	Université d'Artois, IUFM Nord-Pas-de-Calais	2013
Bastien Lelièvre	Comprendre et apprendre la Première Guerre mondiale avec le film de fiction	ESPE Centre-Val de Loire	2014
Jennifer Lottin	Par quels moyens est-il possible d'enseigner les conditions de vie dans les tranchées des Poilus sur le front de l'Ouest durant la Première Guerre mondiale en cycle 3 ?	ESPE Nantes	2014
Hélène Boutelet	L'utilisation de l'album de littérature de jeunesse comme outil pédagogique dans l'enseignement de la Première Guerre mondiale au cycle 3	ESPE Lille-Nord de France	2015
Amandine Gredziak	Histoire et mémoire de la Première Guerre mondiale dans les manuels scolaires du cycle 3	ESPE Lille-Nord de France	2017
Mathilde Lebretonchel	Enseigner l'histoire avec les archives	ESPE Caen, université de Caen Normandie	2018

37 <https://dumas.ccsd.cnrs.fr/> (consulté le 1^{er} août 2021).

Depuis 2012, dix mémoires professionnels produits dans le cadre des IUFM et aujourd'hui des ESPE qui traitent de la Première Guerre mondiale figurent donc sur la base DUMAS. Tous ces mémoires ont été réalisés par des professeurs des écoles stagiaires : aucun stagiaire du secondaire en histoire-géographie n'a déposé un mémoire professionnel portant sur 14-18. Cela s'explique par la demande sociale importante en primaire en ce qui concerne 14-18 : le professeur des écoles est sollicité pour faire travailler ses élèves de cycle 3 sur cette période et pour les amener, lors de la cérémonie du 11 Novembre, devant le monument aux morts de leur commune. Du point de vue géographique, sept mémoires sont produits dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est à dire dans une région qui a connu la Grande Guerre, que ce soit dans le cadre des combats ou de l'occupation allemande. La mémoire du conflit y est donc encore très vive et surtout, la proximité des champs de bataille fait que les élèves et les enseignants y ont été investis plus qu'ailleurs dans le cadre des commémorations du Centenaire.

Quels sont les sujets traités par ces mémoires ? Deux d'entre eux sont « classiques » et abordent simplement, de manière générale, la question de l'enseignement de la Grande Guerre. Un troisième est lui aussi traditionnel et traite de l'utilisation des témoignages dans l'enseignement de l'histoire dans le cadre de la Grande Guerre. Deux autres montrent comment utiliser un film de fiction ou des archives filmiques respectivement pour présenter aux élèves le conflit, ce qui, là aussi, se fait depuis longtemps, tout comme un autre encore étudie l'utilisation de la littérature jeunesse pour enseigner cette période. Les quatre autres mémoires développent des approches ou s'intéressent à des sujets plus proches des recherches historiques récentes. Le premier d'entre eux, qui s'attache aux moyens d'enseigner la vie dans les tranchées, montre bien comment, à l'heure actuelle, les intérêts de la recherche portent sur les hommes qui ont vécu le conflit et non plus simplement sur l'histoire des batailles. Le but est de faire comprendre aux élèves comment se passait la vie dans les tranchées il y a cent ans, puis de les amener sur un champ de bataille ou dans un centre d'interprétation. C'est d'ailleurs ce que montre un autre mémoire, réalisé dans le Nord, qui a pour but d'insérer la visite d'un musée (en l'occurrence l'Historial de la Grande Guerre de Péronne) dans la progression pédagogique des élèves et donc de faire le cours d'histoire à partir du travail fait lors de cette visite. Le choix de Péronne, en pointe dans la recherche sur la Grande Guerre, montre bien ici la pénétration de la recherche historique sur 14-18 dans le milieu enseignant. Le mémoire qui traite de l'enseignement de la place des femmes dans le conflit répond bien lui aussi aux attentes de la recherche actuelle qui est d'insérer les études genrées dans l'histoire de la Grande Guerre. Ce mémoire est d'ailleurs assez ambitieux, car enseigner la place des femmes en cycle 3 peut apparaître compliqué face à des élèves qui n'ont pas, la plupart du temps, les connaissances suffisantes pour comprendre

le reste du conflit. Mais ici, avec un travail spécifique de la jeune enseignante, cette approche est rendue possible. Le dernier mémoire est un mémoire de didactique, puisqu'il cherche à étudier la place de l'enseignement de la Grande Guerre dans les manuels scolaires de cycle 3 (CM1 et CM2³⁸). Là aussi ce travail est intéressant, car il cherche à montrer à la fois les permanences (le fait que la Grande Guerre soit enseignée depuis les années 1920) et les mutations constatées dans la façon d'enseigner celle-ci, surtout à partir de la notion de mémoire qui est étudiée dans le travail de la jeune enseignante. Encore une fois, la localisation est importante : le mémoire a été rédigé dans le Nord, un des espaces les plus touchés par le conflit. Le devoir d'histoire est donc à cet endroit peut être plus important qu'ailleurs, c'est sans doute la raison pour laquelle la majorité des mémoires que nous avons trouvé sur DUMAS sont localisés dans cette région.

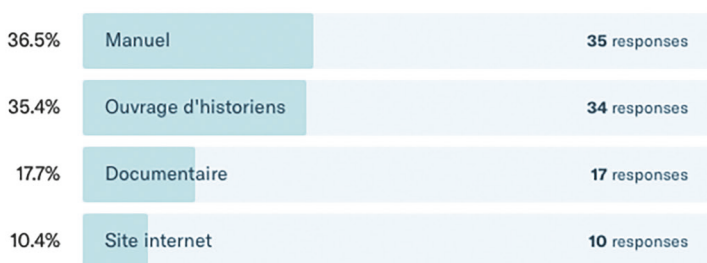
Il a été demandé aux enseignants d'évoquer la manière dont ils préparaient leur cours sur la Première Guerre mondiale. Des 117 répondants, 53 % enseignent en collège, 36 % au lycée, 7,5 % à l'Université et 4 % en lycées professionnels. Les réponses sont très intéressantes, car elles nous permettent de comprendre, au-delà de la formation même des enseignants, quel type de contenu est donné aux élèves.



24

Pour préparer votre séquence sur la Première Guerre mondiale, quels sont vos supports ?

96 out of 117 people answered this question



1. Supports utilisés pour préparer les cours portant sur la Grande Guerre, enquête « enseignants »

³⁸ Le cycle 3 comprend les niveaux de CM1, CM2 et 6^e ; il est à cheval sur l'école primaire et le collège, mais le programme d'histoire du collège est spécifique en 6^e et non lié au reste du cycle (enseignement de la période antique).

Le résultat montre clairement la place des livres d'histoire scientifique dans le processus. Il est à noter qu'une seule réponse était possible, ce qui invite les enseignants à classer des supports de préparation qu'ils utilisent, en réalité, alternativement.

La première source d'information pour les enseignants reste bien le manuel scolaire, d'où l'importance d'en analyser le contenu (voir *infra*).

Documentaires et sites internet constituent le troisième tiers des analyses, montrant des pratiques diversifiées. Dans les réponses, les vidéos de l'INA sont souvent citées. En entrant un peu plus dans le détail, l'« Abécédaire » publié par *Historiens et Géographes* semble avoir été une ressource majeure, car plus de la moitié des répondants affirment l'avoir lu. Les courtes notices étaient, selon les enseignants, très pratiques à utiliser pour la classe.

22 Avez-vous lu l'Abécédaire de la Grande Guerre paru dans les numéros 427, 428 et 429 de la revue *Historiens et géographes* ?

113 out of 117 people answered this question



2. Diffusion de l'« Abécédaire » de la Grande Guerre de la revue *Historiens et Géographes*, enquête « enseignants »

Ces quelques réponses montrent la diversité des pratiques, qui se fondent avant tout sur la lecture et l'utilisation des manuels, mais se marient également avec les formations officielles, les conférences qui permettent de rencontrer les acteurs de la recherche scientifique, mais aussi des espaces plus larges de la vulgarisation, comme les documentaires ou les sites internet. On voit, au sein de cette nébuleuse, l'importance des manuels qui sont le vecteur principal de transmission du savoir auprès des élèves. Il est donc intéressant de se pencher sur leur contenu.

LA GRANDE GUERRE DANS LES PROGRAMMES SCOLAIRES DU SECONDAIRE DURANT LE CENTENAIRE

Si le Centenaire a eu un effet sur les programmes du secondaire en ce qui concerne le traitement de la Grande Guerre, celui-ci fut d'abord modéré (programme d'enseignement du collège de 2016), ensuite beaucoup plus net (programme d'enseignement du lycée de 2019). En effet, l'incroyable vague éditoriale de 2014, la création de nombreux nouveaux outils à destination des enseignantes et des enseignants, et la mobilisation, autour de centaines

de projets pédagogiques, du corps enseignant et des élèves ne se sont traduites que tardivement par une modification des programmes scolaires. Ainsi, pour toute la durée du Centenaire, le programme pour les classes de Premières L et ES, défini par le Bulletin officiel du 30 septembre 2010, ne prévoyait que 3 à 5 heures d'enseignement consacrées à la Première Guerre mondiale³⁹. L'architecture horaire des classes de 3^e, réaménagée dans le contexte de la réforme du collège⁴⁰, accorde un volume chronologique assez similaire. La « boulimie commémorative », pour reprendre une expression de Pierre Nora⁴¹, a donc eu, dans l'immédiat, un impact résiduel, marginal, voire nul sur les programmes scolaires.

350

C'est dans ce cadre normatif que cette analyse se propose d'analyser l'intitulé des programmes consacrés à la Grande Guerre, d'étudier également la manière dont ceux-ci sont interprétés par les auteurs de manuels et d'évaluer les éventuelles inflexions historiographiques récentes des programmes de 2019, à la sortie des années de commémoration. Trois points seront abordés : d'abord, la place du premier conflit mondial dans les programmes du secondaire, puis les angles d'attaque retenus par les prescripteurs institutionnels, et, enfin, l'orientation historiographique éventuelle de ces mêmes programmes.

LA GRANDE GUERRE DANS LES PROGRAMMES À L'ORÉE DU CENTENAIRE

L'enseignement de la Première Guerre mondiale occupe une place différente en classe de 3^e et de Première.

Au collège, la Première Guerre mondiale fait l'objet du premier chapitre d'étude de l'année de 3^e. Il appartient au « Thème 1 » : « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales ». Celui-ci forme la grosse partie du programme de 3^e avec trois gros chapitres (Première Guerre mondiale, régimes totalitaires et démocratie, Seconde Guerre mondiale). La Première Guerre mondiale est donc un sujet important, sur lequel les collègues passent souvent un peu plus de temps que le volume horaire recommandé (3 à 5 heures), comme il trouve sa place au début de l'année et qu'il est nécessaire de donner au groupe-classe des habitudes de travail et de comportement. Il existe des modalités pour disposer de quelques heures supplémentaires, par le biais du travail interdisciplinaire (enseignements pratiques interdisciplinaires, EPI), notamment avec les lettres ou les arts plastiques. Au collège, il n'y a désormais plus d'horaire fléché sur les parties du programme en histoire. C'est donc aux enseignants que revient la tâche de gérer

39 Bulletin officiel spécial n° 11 du 26 novembre 2015 (https://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?pid_bo=33400, consulté le 3 août 2021).

40 *Ibid.*

41 Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, t. III, 1997, p. 4687.

l'organisation des séquences sur l'ensemble de l'année. Ce qu'ils consomment en surplus sur une thématique se répercutera sur une autre, amputant la seconde autant qu'elle a valorisé la première.

Au lycée et jusqu'en 2019, la place de la Grande Guerre était plus réduite. La Première Guerre mondiale appartenait à la thématique « La guerre au XX^e siècle ». Trois thèmes devraient être étudiés, « la Grande Guerre », « la Seconde Guerre mondiale » vue sous l'angle de la guerre d'anéantissement et « les espoirs de paix » qu'ont suscités ces deux conflits planétaires (avec l'étude de la SDN et de l'ONU). L'enseignant disposait donc d'une dizaine d'heures au total pour ces trois thèmes, évaluations incluses, évidemment. Cela dégagait un volume horaire de 3 heures pour l'étude de la Grande Guerre, ce qui est peu. En Première S, le conflit relevait de la thématique « La guerre et les régimes totalitaires au XX^e siècle », à laquelle le professeur devait consacrer 16 à 17 heures, en sachant qu'il y avait alors plus de sous-thèmes à aborder. La place horaire « réservée » à la Première Guerre mondiale était donc sensiblement la même en Première S que dans les séries L et ES.

On constate également que les perspectives au collège et au lycée sont désormais semblables, les deux conflits mondiaux étant temporairement, nous allons y revenir, placés dans le vaste thème « la guerre au XX^e siècle ». Cette approche peut sembler novatrice au profane. Elle n'est toutefois que l'écho très récent (programmes de 2010) d'un renouvellement historiographique ancien, entamé depuis les années 1990, comme l'a souligné Nicolas Offenstadt⁴². Il ne s'agit plus d'étudier l'« histoire-bataille ». Cette nouvelle manière d'envisager l'étude de la guerre a profité des apports féconds de l'histoire culturelle et d'un renouvellement complet des problématiques. Comme l'écrit un des pionniers de cette histoire, John Keegan, « la guerre est un acte culturel⁴³ » ; ce postulat a marqué le renouveau des approches historiographiques.

Cette place réduite de l'histoire de la Grande Guerre dans les programmes se retrouve dans les manuels. Précisons d'emblée que ceux-ci offrent une interprétation personnelle des programmes fixés par l'institution, mais que les marges de manœuvre des équipes éditoriales sont cependant très minces, dans le cadre d'un nombre de signes limité (5 000 signes pour une double page) et d'une maquette contraignante, pour ne pas dire plus. C'est dans ce cadre qu'ils proposent des modalités particulières de mise en œuvre des programmes. Cela dit, aucun enseignant n'est prisonnier d'un manuel. Il a naturellement le droit

42 Nicolas Offenstadt, *Enseigner les batailles de la Grande Guerre, quelques remarques*, dans Rémy Cazals et Caroline Barrera (dir.), *Enseigner la Grande Guerre*, Toulouse, Éditions midi-pyrénéennes, 2018, p.64-67.

43 John Keegan, *Histoire de la guerre* [1993], Paris, Dagorno, 1998, p. 10.

et même le devoir, au titre de la liberté pédagogique, inscrite dans le marbre de la loi de refondation de l'école, de s'appuyer sur plusieurs manuels pour bâtir son cours, voire de ne pas en utiliser en classe. La place de la Grande Guerre dans les cours dispensés est donc assez variable. On peut s'intéresser, ici, à la place de la Grande Guerre dans quelques manuels parmi les plus utilisés.

Tableau 2. Nombre de pages consacrées à la Grande Guerre dans une sélection de manuels de lycée (programme en vigueur au début du Centenaire)

	Pages consacrées à la Grande Guerre	% du total
Nathan/Klett (manuel franco-allemand), 2008	45	12 %
Belin, coll. D. Colon, 2015	25	7 %
Magnard, coll. Ployé-Billard, 2015	11	4 %
Nathan, coll. G. Le Quintrec, 2016	28	7,5 %
Nathan, coll. S. Cote, 2017	23	6 %

352

On le voit, hormis le manuel franco-allemand, manuel ancien, mais toujours utilisé dans les sections européennes et Abibac, la place de la Grande Guerre ne dépasse jamais les 8 % du total d'un manuel. Ce volume réduit reflète parfaitement la place occupée dans l'architecture générale des programmes. À titre de comparaison, en 1982, dans le manuel Berstein-Milza, chez Hatier, la Première Guerre mondiale occupait 43 pages, soit plus de 11 % du total. Ce manuel toutefois, véritable *best-seller* en son temps, a été conçu avant le tournant des années 1990, où l'image a pris le pas sur le texte, les documents iconographiques étant désormais au cœur des manuels du secondaire. Douze années plus tard, dans le manuel Nathan, issu de la collection de l'historien Jacques Marseille, 17 pages étaient destinées à l'étude du premier conflit mondial, soit 4,5 % de l'ouvrage, un taux voisin de celui d'aujourd'hui. La place réduite dans les programmes est toutefois contrebalancée au lycée, du moins, par la présence de la Grande Guerre en classe de Terminale.

Le Bulletin officiel du 13 octobre 2011 relatif aux programmes des classes de L/ES fait en effet apparaître de nouveau la Grande Guerre dans deux des thématiques à enseigner dans cette fin de cycle⁴⁴. Une fois encore, l'approche n'est plus chronologique. 2011 marque d'ailleurs une rupture au lycée. Car c'est l'année où sont apparues en Terminale ces thématiques déclinées en questions générales. Dans le cadre des regards actuels sur le monde contemporain, l'impétrant doit étudier différentes thématiques, dont deux évoquent le premier conflit mondial, d'une part, le socialisme et le mouvement ouvrier en Allemagne de 1875 à aujourd'hui et, d'autre part, les chemins de la puissance empruntés par les États-

44 Bulletin officiel spécial n°8 du 13 octobre 2011 (https://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?pid_bo=25847, consulté le 3 août 2021).

Unis depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours. L'élève retrouve donc la Grande Guerre à deux reprises. L'étude du socialisme permet d'étudier le Parti social-démocrate allemand (SPD) face au choc de la guerre, avec des documents montrant son évolution. Si l'été 1914 s'accompagne d'une forme d'« Union sacrée » (*Burgfrieden*), l'écroulement du mythe de la guerre courte avec l'apparition de la guerre de tranchée entraîne une scission au sein du parti. Enfin, certains manuels proposent d'étudier le vaste mouvement révolutionnaire qui éclate à la fin de la guerre en Allemagne. Pour la seconde thématique, la Première Guerre mondiale fait l'objet de quelques documents et d'une partie de cours. Plusieurs affiches de propagande sont mobilisées pour montrer les raisons de l'engagement et/ou les moyens utilisés aux États-Unis pour convaincre la population de partir à la guerre. Mais ce sont les « quatorze points » de Wilson qui sont le plus souvent mobilisés, dans un cours qui repose sur la dialectique « isolationnisme/interventionnisme ».

Dans le secondaire, avant la dernière réforme des programmes, la Première Guerre mondiale avait donc une place à la fois réduite et disséminée. Un élève avait cependant étudié, à la fin de la classe de Terminale, l'expérience combattante, la totalisation du conflit, les raisons et les modalités de l'intervention américaine, l'impact de la guerre sur le mouvement socialiste allemand, ce qui n'est pas négligeable pour appréhender ce que fut ce conflit.

UNE GUERRE BICÉPHALE

Si on étudie de plus près les programmes, on s'aperçoit que l'enseignement de la Grande Guerre mobilise deux notions principales, « l'expérience combattante » d'une part, la « guerre totale », de l'autre.

Au collège, la thématique choisie s'intitule « Civils et militaires dans la Première Guerre mondiale ». Il s'agit de montrer comment la guerre a mobilisé ces deux types de populations, les exposant à des « violences extrêmes ». Au lycée, la focale est placée sur l'expérience combattante dans une « guerre totale ». Ce concept est issu du tournant historiographique des années 1990. Il est présent outre-Rhin dès les années 1970, où les manuels évoquent, à partir de lettres de soldats, de photographies de paysages dévastés et de combattants tués, la *Fronterfabrung*, l'expérience du front, dans l'intention patente de transmettre un message pacifiste. Mais cette expérience du front ne concerne pas uniquement les combattants.

Combattant n'est pas synonyme de *soldat*. Ce terme recouvre une réalité bien plus large, désignant tous ceux qui ont pris part au conflit. Le civil devient combattant du front, d'un autre front, celui de l'arrière. Les langues allemande et anglaise mettent bien l'accent sur une communauté d'expériences entre civils et militaires, à la différence de la nôtre. Pour les Allemands, l'arrière est désigné par le concept

de *Heimatfront* (front de la « petite patrie ») tandis que les Britanniques évoquent le *Homefront*, le « front domestique ». Qui donc alors est « combattant » ? D'abord, les soldats, près de huit millions d'hommes mobilisés pour la France. Ensuite, on trouve les femmes qui ont participé aux activités productives et logistiques, puis les enfants, dont les collectes, les dessins, les lettres participent de l'effort de guerre. Mais les civils, en tant que population non militaire, se retrouvent parfois dans la guerre, la subissant, comme les deux millions de Français vivant dans un territoire occupé entre 1914 et 1918. C'est donc l'impact de la guerre sur l'ensemble de la société qui est au cœur de ce chapitre.

354 À cette aune, l'expérience ne peut être laissée au singulier, même en se focalisant sur l'expérience des seuls soldats. Rémy Cazals et André Loez, dans un ouvrage publié en 2008, ont rappelé que cette expérience n'avait pas la même signification selon qu'on était fantassin ou aviateur, artilleur ou brancardier, simple soldat ou officier⁴⁵. N'oublions pas, non plus, les expériences différentes selon les phases de la guerre (guerre de mouvement, guerre de position), les théâtres d'opération (front occidental/front d'Orient ; secteurs calmes/secteurs agités). L'expérience combattante doit donc se décliner au pluriel, ce qui fait apparaître une autre notion, celle de « culture de guerre ». Ce concept, qui figurait dans la fiche-ressources *ad hoc* Éduscol de 2012, peut se définir comme l'ensemble des représentations de la guerre forgées par les contemporains du conflit. Plusieurs éléments la composent : la construction d'une figure de l'ennemi, l'acceptation conséquente d'une violence inouïe, tant dans ses formes que dans sa durée, une guerre érigée en croisade eschatologique. Par son impact, par la somme des expériences qu'elle nourrit, la guerre a changé d'échelle et de dimension. Façonnée par un processus de totalisation, on peut alors la désigner comme une guerre totale.

Tant les programmes du collège que ceux du lycée font de la Première Guerre mondiale une guerre totale, c'est-à-dire un conflit dans lequel toutes les ressources, économiques, financières, humaines, intellectuelles d'une société sont engagées, aussi bien celles de la métropole que des colonies, afin de vaincre l'ennemi. Tous les moyens de production sont donc mis au service de la destruction de l'autre. Tous les esprits sont mobilisés afin de donner du sens à cette destruction. Notons toutefois que la fiche-ressources Éduscol créée en 2016 est plus prudente car elle évoque une guerre « en voie de totalisation » (p. 4).

Si l'on peut comprendre, surtout au collège, la nécessité de simplifier des phénomènes historiques complexes, on voit dans cette dernière inflexion survenue en 2016 une volonté d'éviter le « prêt-à-penser pédagogique ». Il y a un débat historiographique sur la notion de « guerre totale » qui se retrouve dans

45 Rémy Cazals et André Loez, *14-18. Vivre et mourir dans les tranchées*, Pau, Éd. Cairn, 2008.

les manuels. Ceux-ci évoquent désormais, comme Jean-Jacques Becker à plusieurs reprises, le « processus de totalisation » en cours entre 1914 et 1918. Faire de la Première Guerre mondiale la première « guerre totale », c'est, en quelque sorte, encourager une vision téléologique de l'histoire et c'est pour cette raison que les manuels sont en grande partie nuancés sur ce concept, qu'ils placent souvent entre guillemets. C'est aussi, évidemment, penser la Grande Guerre en relation avec le second conflit mondial. Ce lien est évoqué par un autre marqueur des programmes : la violence.

Si l'on suit les programmes du secondaire, c'est en effet la violence extrême qui totalise le conflit. Au collège, le génocide des Arméniens (1915) illustre ce pic de violence et ce brouillage entre civils et combattants. Au lycée, cette violence inédite, tant dans sa nature que son intensité, est une étape essentielle dans la compréhension de la mutation de la guerre au XX^e siècle. Elle est le révélateur de la dimension totale qu'elle acquiert. Rappelons que la Grande Guerre ne remplit pas tous les critères de ce qu'est une guerre totale. Il manque, en effet, les bombardements systématiques, programmés, assumés des civils. Certes, la Grande Guerre en a connu, comme à Karlsruhe en 1915, ou à Paris en 1918. Mais en aucun cas ils ne sont comparables aux tapis de bombes qui dévastèrent Rotterdam, Varsovie, Coventry et Dresde pendant la Seconde Guerre mondiale. Or, la suppression de la distinction entre civils et combattants est une des signatures de la guerre totale. Ensuite, ce concept de « guerre totale » a une généalogie, qui le tire vers la Seconde Guerre mondiale. Utilisé par Léon Daudet en 1918⁴⁶, il est employé par Erich Ludendorff en 1935⁴⁷. Ce dernier s'interroge sur le nouveau temps de la guerre révélé par ces « batailles de matériel » (*Materialschlacht*) comme la Somme. Mais Ludendorff écrit aussi pour montrer que la guerre de 14-18 n'a pas été totale, et comment procéder pour que la prochaine le soit. L'expression est ensuite utilisée par les nazis à partir de janvier 1943 et le discours de Joseph Goebbels au Sportpalast.

La Grande Guerre devient donc, dans ces programmes, le prodrome de la guerre d'anéantissement et de la Shoah. Cette vision, certes cohérente, simple à didactiser, séduisante même dans la lecture linéaire qu'elle offre du XX^e siècle, est toutefois discutée par les historiens et est loin de faire l'objet d'un consensus historiographique. Or, n'importe-t-il pas de montrer à nos élèves que l'histoire est une science en discussion, une discipline en devenir, où les certitudes académiques sont bien souvent provisoires ? Cela nous amène à la dernière partie de cette contribution, qui s'attachera à l'inflexion historiographique des programmes du secondaire.

46 Léon Daudet, *La Guerre totale*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1918.

47 Erich Ludendorff, *Der totale Krieg*, Munich, Ludendorffs, 1935.

Il est intéressant d'étudier les manuels de collège et de lycée disponibles durant le Centenaire – et donc conçus avant cette période – pour mieux comprendre les inflexions apportées par la suite, notamment avec les nouveaux programmes du lycée de 2019. L'évocation d'un certain nombre de concepts qui avaient été au cœur des combats historiographiques dans les années 2000, comme ceux de « brutalisation » ou de « culture de guerre », a en effet changé de forme. Au lycée, la « brutalisation », qui figurait dans la fiche-ressources Éduscol de 2012 pour la classe de Première, avec une indication lapidaire de son caractère discuté, a été retirée de la version de 2015. Autre nouveauté, l'écho des débats historiographiques apparaît en tant que tel dans les manuels.

356

Auparavant, seul le manuel franco-allemand, destiné à la fois aux classes françaises et allemandes, évoquait la controverse historiographique. Plusieurs s'y intéressent dorénavant, lui accordant une place variable. Elle apparaît parfois dans la partie cours, soit de manière unique (Magnard, Nathan 2016) soit en bénéficiant de plusieurs mentions. Le manuel Nathan de 2017 mentionne ainsi à la fois le débat « contrainte/consentement » et la querelle sur la notion de « brutalisation ». L'évocation du débat est même parfois placée dans le résumé du cours (Nathan 2016) destiné aux élèves. Plus rarement, sur le modèle du manuel franco-allemand, sont confrontés des écrits d'historiens appartenant à deux écoles différentes. Le manuel Nathan de 2016, dans le dossier « Fraternisation et refus de guerre », associe ainsi des extraits de l'ouvrage d'André Loez sur les refus de guerre au livre *Retrouver la guerre* d'Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau⁴⁸. Chez le même éditeur, en 2017, on retrouve cette disposition (coll. S. Cote) avec une double page intitulée « Accepter de combattre » qui décline la problématique suivante : comment les historiens peuvent-ils comprendre les raisons pour lesquelles les soldats acceptent de combattre ? Pour y répondre, les auteurs ont placé côte à côte des extraits du *Carnet du Centenaire*, rédigé par deux historiens du CRID sur les refus de combattre en juin 1917, et les extraits d'un article d'Antoine Prost qui résume les arguments des deux écoles⁴⁹.

L'inflexion historiographique constatée dans les manuels se traduit également par l'apparition de nouveaux dossiers, de nouvelles thématiques. Citons le manuel Nathan de 2017 qui évoque la bataille du Chemin des Dames ou la question des fraternisations et des refus de guerre, voire les refus de combattre pour

48 André Loez, *14-18, les refus de guerre. Une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010 ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18, retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

49 André Loez, Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du Centenaire*, Paris, A. Michel, 2013.

le manuel Nathan de 2016 (déjà mentionnés). On peut comparer cette approche historiographique avec celle du manuel Magnard, édité en 2015, qui consacrait une double page aux mutineries de 1917 avec une vision classique des refus de guerre. Malgré ces changements, on peut discerner qu'une orientation historiographique imprègne encore les manuels destinés aux enseignants. À cet égard, une explication pourrait être trouvée dans la composition des équipes éditoriales des manuels. Il semble que celles dont l'ossature repose sur des enseignants en classes préparatoires aux grandes écoles soient davantage sensibilisées aux questions historiographiques que les collègues des établissements secondaires.

Au lycée, le programme prescrit l'étude de « quelques cas significatifs, une bataille, un personnage, une année particulière pour faire percevoir le basculement dans la guerre totale et les effets de la violence de guerre sur les sociétés⁵⁰ ». La manière dont les manuels ont transcrit cette injonction révèle une persistance des thématiques du débat « consentement/contrainte » :

Tableau 3. Personnages, batailles et année de la Grande Guerre recevant un éclairage particulier dans une sélection de manuels de Première

	Personnage (s)	Bataille	Année particulière
Belin	Gino Severini (peintre futuriste)	Verdun Somme	***
Magnard	Femmes	Verdun Somme	1917 (mutineries)
Nathan	Poilus Main d'œuvre coloniale Main d'œuvre féminine	Verdun	1915 (génocide arménien)
Nathan 2016	Populations civiles As des as Femmes combattantes	Chemin des Dames	

Le manuel Nathan, dans la double page 90-91 consacrée à l'artisanat de guerre, fait de cette pratique un des vecteurs de la « culture de guerre », une des explications de la ténacité des soldats. Ce faisant, il évacue la question du temps libre, de la nécessité d'améliorer l'ordinaire en vendant des objets. Or, cette approche demanderait à être nuancée. Thierry Hardier et Jean-François Jagielski ont en effet rappelé qu'en moyenne, les soldats ne passaient que 20 % de leur temps au front⁵¹. Cette double page originale s'appuie de manière évidente sur la « culture de guerre », sur la banalisation de celle-ci par le biais des objets forgés dans les tranchées. L'expression « culture de guerre » revient dans un dossier consacré à la « guerre des enfants » (p. 98-99).

50 Fiche-ressources Éduscol, août 2015.

51 Thierry Hardier et Jean-François Jagielski, *Combattre et mourir pendant la Grande Guerre, 1914-1925*, Paris, Imago, 2001.

Cette orientation se retrouve donc dans des dossiers qui évoquent explicitement ou non la « culture de guerre » et la « banalisation de la mort », pour reprendre les concepts forgés par Georges L. Mosse⁵². On la devine également dans la partie cours. Dans le manuel Magnard de 2015, le concept de « brutalisation » figure à la page 74, avec une définition sommaire, sans aucune précision de son origine, de même que la notion de « groupes primaires », utilisée notamment par Omer Bartov dans un ouvrage consacré à la Wehrmacht. La référence est significative au sens où l'ouvrage de Bartov érigeait la guerre comme moment d'expérimentation individuelle de la violence extrême. On trouve là un faisceau net de notions historiographiques. Enfin, les pages de synthèse destinées aux élèves témoignent aussi de cette inflexion, comme en témoigne la page 89 du manuel Belin de 2015 où la violence au front est au cœur des concepts présentés.

LES PROGRAMMES DE LYCÉE EN VIGUEUR EN SEPTEMBRE 2019

358

La réforme des programmes est entrée en application en septembre 2019. Par souci de clarté, nous ne traiterons ici que de ces programmes-là, dont les contenus ont été conçus pendant le Centenaire, alors que les précédents programmes remontaient à 2010. Il est cependant possible de les comparer, pour mieux comprendre les changements apportés entre ces deux dates.

Les nouveaux programmes du lycée ont été publiés au Bulletin officiel en janvier 2019⁵³. La Première Guerre mondiale est enseignée en classe de Première, qu'elle soit générale ou technologique. En filière générale, les nouveaux programmes prévoient trois chapitres consacrés à la Grande Guerre, pour un volume horaire d'environ 11 à 13 heures, contre environ 4 à 5 heures pour les programmes de 2010. Le nombre d'heures d'enseignement consacrées à la Grande Guerre augmente donc sensiblement. Cependant, comme ces chapitres se trouvent à la fin du programme, il est possible que les enseignants, déjà confrontés à un programme relativement long, ne puissent pas traiter la thématique dans son entièreté. Quoiqu'il en soit, on discerne bien, avec le doublement de la durée d'enseignement, un « effet Centenaire ». La Grande Guerre est présente dans trois chapitres (« Un embrasement mondial et ses grandes étapes » ; « Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre » ; « Sortir de la guerre : la tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques »). Le titre général du thème est le suivant : « La Première Guerre mondiale :

52 Georges L. Mosse, *Fallen Soldiers. Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford, Oxford UP, 1990.

53 Bulletin officiel spécial n° 1 du 22 janvier 2019 (https://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?pid_bo=38502, consulté le 3 août 2021).

le « suicide de l'Europe » et la fin des empires européens ». Nous le voyons, le titre du thème ne va pas dans le sens de la recherche historique actuelle, avec l'expression très connotée de « suicide de l'Europe » qui donne une vision téléologique de l'histoire de la Grande Guerre et de ses conséquences. Cette notion, qui peut poser problème aux historiens, est semble-t-il parlante pour les élèves qui se rendent compte de la perte de l'hégémonie européenne sur le monde après 1918 et surtout de la disparition d'empires majeurs sur le continent.

Un embrasement mondial et ses grandes étapes (chapitre 1)

Ce chapitre vise à présenter les phases et les formes de la guerre (terrestre, navale et aérienne). On peut mettre en avant : les motivations et les buts de guerre des belligérants ; l'extension progressive du conflit et les grandes étapes de la guerre ; l'échec de la guerre de mouvement et le passage à la guerre de position ; l'implication des empires coloniaux britannique et français ; la désintégration de l'empire russe.

Points de passage et d'ouverture :

- août-septembre 1914 : Tannenberg et la Marne ;
- 1915 : l'offensive des Dardanelles ;
- 1916 : la bataille de la Somme ;
- mars 1918 : la dernière offensive allemande.

Ce chapitre est donc fermement enraciné dans la chronologie, avec une volonté d'ouverture (Dardanelles, front Est) ainsi que sur les différents belligérants (Allemagne, France, Grande-Bretagne, Empire ottoman). Il s'agit de poser le cadre mondial du conflit, ce qui est en adéquation avec la recherche actuelle qui vise à écrire une histoire mondiale de la Grande Guerre. La visée chronologique apparaît clairement lorsque l'on compare avec le programme précédent, centré sur « l'expérience combattante », notion qui a moins d'importance dans le programme de 2019. Elle est toutefois présente à travers des études de cas, mais n'est pas au cœur des « points de passage » qui sont tous centrés sur l'étude d'une bataille. On entre donc dans cette thématique à travers le prisme des batailles. Les notions d'histoire sociale, mais aussi culturelle de la Grande Guerre se retrouvent, elles, surtout dans le deuxième chapitre.

Les sociétés en guerre : des civils acteurs et victimes de la guerre (chapitre 2)

Le deuxième chapitre vise à souligner l'implication des sociétés, des économies, des sciences et des techniques dans une guerre longue. On peut mettre en avant : les dimensions économique, industrielle et scientifique de la guerre ;

les conséquences à court et long terme de la mobilisation des civils, notamment en ce qui concerne la place des femmes dans la société ; le génocide des Arméniens, en articulant la situation des Arméniens depuis les massacres de 1894-1896 et l'évolution du conflit mondial.

Points de passage et d'ouverture :

- Marie Curie dans la guerre ;
- 24 mai 1915 : la déclaration de la Triple Entente à propos des « crimes contre l'humanité et la civilisation » perpétrés contre les Arméniens de l'Empire ottoman ;
- les grèves de l'année 1917.

360

Ce chapitre entretient un lien plus fort avec ce qui se fait déjà en classe de 3^e (sur le génocide des Arméniens notamment) et surtout avec la recherche récente, car il inclut les travaux sur les civils et leur rôle dans cette guerre. L'arrière n'est ici pas déconnecté du front, même si on peut se poser des questions sur le fait d'avoir séparé en deux chapitres « front » et « arrière », ce qui peut rendre difficile aux yeux des élèves la perception de la cohésion de l'ensemble. Nous le voyons, l'histoire des femmes est mise en avant, ce qui est en adéquation avec l'intégration progressive des *Gender Studies* dans les travaux universitaires sur la Première Guerre mondiale.

Sortir de la guerre : la tentative de construction d'un ordre des nations démocratiques (chapitre 3)

Le troisième chapitre vise à étudier les différentes manières dont les belligérants sont sortis de la guerre et la difficile construction de la paix. On peut mettre en avant : le bilan humain et matériel de la guerre ; les principes formulés par le président Wilson et la fondation de la Société des Nations ; les traités de paix et la fin des empires multinationaux européens ; les interventions étrangères et la guerre civile en Russie jusqu'en 1922 ; les enjeux de mémoire de la Grande Guerre tant pour les acteurs collectifs que pour les individus et leurs familles.

Points de passage et d'ouverture :

- 1919-1923 : les traités de paix ;
- 1920 : le « soldat inconnu » et les enjeux mémoriels ;
- 1922 : le passeport Nansen et le statut des apatrides.

Ce dernier chapitre du programme de classe de Première générale fait écho à la recherche actuelle sur les « sorties de guerre », et notamment à tout ce qui a trait avec la « plus grande guerre », concept développé par l'historiographie anglo-saxonne prolongeant la guerre au-delà de 1918, jusqu'en 1923 notamment

en Europe de l'Est, et repris récemment par la jeune recherche française⁵⁴. Outre les parties « classiques » sur le bilan de la guerre, ce chapitre intègre aussi une partie sur les « mémoires de la Grande Guerre ». Cela reflète l'apport des travaux historiques récents, dans le cadre du Centenaire, qui viennent s'insérer directement dans les programmes.

Les parties du chapitre choisies montrent l'optique des éditeurs autour de l'expérience combattante avec l'apport réel et visible de la recherche universitaire. Contrairement à ce qui est dit en mars 2019 au moment de la polémique autour de la prétendue disparition de Verdun des programmes, il convient de noter que la bataille n'était pas présente en tant que telle dans les manuels de l'ancien programme, mais distillée à de nombreux endroits à travers des exemples ou des sources. Verdun, bataille emblématique dans l'imaginaire collectif de la Première Guerre mondiale, n'est qu'un affrontement franco-allemand, contrairement à la Somme où les nations en présence sont plus nombreuses, ce qui démontre bien le caractère mondial du conflit. Il n'est donc pas anormal que le point de passage obligatoire des programmes 2019 soit la bataille de la Somme. Cela n'empêchera pas les enseignants de choisir des exemples impliquant Verdun pour étayer leur cours, ce qui n'est évidemment pas interdit par l'Éducation nationale, au nom de la liberté pédagogique de l'enseignant. Enfin, nous voyons que les civils étaient beaucoup moins représentés dans les programmes de 2010, ne serait-ce que dans l'intitulé même ce celui-ci. Ce n'est plus le cas avec celui de 2019 où tout un chapitre leur est consacré, preuve de la pénétration de la recherche universitaire sur 14-18 dans les programmes du lycée.

Tableau 4. La place de la Grande Guerre dans une sélection de manuels de lycée, programme en vigueur en septembre 2019

	Pages consacrées à la Grande Guerre	% du total
Hatier, coll. M. Invernel, 2019	69	21 %
Belin, coll. D. Colon, 2019	79	25 %
Magnard, coll. J.-M. Vidal, 2019	91	26 %
Nathan, coll. G. Le Quintrec, 2019	83	23 %
Nathan, coll. S. Cote, 2019	83	23 %
Hachette, coll. M. Navarro, 2019	73	22 %

Comme nous le voyons ici chez les principaux éditeurs, la Première Guerre mondiale occupe désormais entre un cinquième et un quart des manuels. C'est une augmentation quantitativement importante par rapport aux programmes de 2012 où la Grande Guerre, réduite à l'expérience combattante, n'en occupait que 4 à 7,5 % (contre 21 à 26 % aujourd'hui). Cela s'explique par le fait qu'il s'agit désormais de

54 Voir par exemple le réseau Une plus Grande Guerre (<https://unepiusgrandeguerre.wordpress.com/>, consulté le 3 août 2021).

l'un des quatre grands thèmes au programme en classe de Première à la rentrée 2019. Les éditeurs suivent donc les programmes pour ce qui est de la représentativité de la Grande Guerre. Cette nette augmentation de la place de la Première Guerre mondiale dans les programmes de lycée est sans doute due au Centenaire puisque, si ces programmes sont applicables en 2019, ils ont été en gestation au ministère de l'Éducation nationale durant le Centenaire. De même, on peut y retrouver la trace de travaux historiographiques récents, surtout sur les civils et les sorties de guerre. En effet, le premier des trois chapitres sur la Grande Guerre demeure classique puisqu'il concerne le front et les soldats. Les deux suivants le sont moins et reflètent les travaux des chercheurs sur les civils, en montrant bien la pluralité des « arrières » puisque désormais, les civils des régions occupées, à la suite des travaux d'Annette Becker et de Philippe Nivet notamment⁵⁵, ont une vraie place dans le programme (tout comme les femmes, d'ailleurs).

362

Outre l'intégration de la question des civils durant le conflit dans ces nouveaux manuels l'autre nouveauté est donc la partie sur les « sorties de guerre ». Celle-ci ne se contente pas de dresser le bilan du conflit, mais intègre de nouvelles problématiques directement issues de l'historiographie récente⁵⁶. On peut estimer que la partie « mémoire de la Grande Guerre » présente dans ces chapitres de manuel doit beaucoup au Centenaire. En effet, tout le travail accompli autour de la mémoire du conflit, notamment par les enseignants du secondaire, est ici bien mis en valeur. Ainsi, l'on peut émettre l'hypothèse que la place occupée par l'histoire des mémoires de 1914-1918 est, au moins en partie, une réaction directe du ministère de l'Éducation nationale à la mobilisation importante du corps enseignant pendant le cycle mémoriel venant de s'achever. Il y a donc eu, là aussi, une influence du Centenaire de la Grande Guerre dans les programmes.

En définitive, la place de la Grande Guerre dans les programmes du secondaire est réduite (même si elle connaît une réelle augmentation quantitative dans le nouveau programme 2019 pour le lycée) et disséminée, et son étude présente encore une dimension téléologique. Un enseignant peut certes ponctuellement s'affranchir des injonctions de l'institution et dépasser le volume horaire accordé à l'étude de la Première Guerre mondiale. Mais à ce problème s'en ajoute un second, évoqué également dans cette contribution : celui de la formation des enseignants du secondaire aux questions historiographiques. Cette question est d'autant plus cruciale qu'ils forment désormais la majorité des rédacteurs des manuels. Si nous

55 Annette Becker, *Les Cicatrices rouges. La France et la Belgique occupées*, Paris, Fayard, 2010; Philippe Nivet, *La France occupée (1914-1918)*, Paris, A. Colin, 2011.

56 Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violences et guerres civiles sur les décombres des empires (1917-1923)*, Paris, Le Seuil, 2017.

voulons former les jeunes générations à un véritable esprit critique, il convient que la formation professionnelle des enseignants, en poste ou à venir, offre une solide étude des grandes questions historiographiques. Cela ne pourra que contribuer à une initiation approfondie de nos élèves à la démarche investigatrice, ferment d'une citoyenneté active.

Il faut aussi ajouter à cela la dimension politique importante que génère l'enseignement de la Grande Guerre, surtout dans le cadre du Centenaire. L'émoi chez certains hommes politiques meusiens, relayé par de nombreux conservateurs, devant la prétendue disparition de l'enseignement de Verdun en lycée le montre bien. Il convient ici de rappeler que l'étude du cas de la Somme, nous l'avons vu, était déjà préférée à celle de Verdun dans les manuels issus des programmes de 2010 en raison de son caractère plus international et plus révélateur de la mondialisation du conflit, Verdun restant avant tout une bataille franco-allemande. Il n'y a donc pas de réelle nouveauté en cela dans les programmes 2019. Il faut aussi rappeler ici la liberté pédagogique des enseignants, qui peuvent étudier les cas qu'ils souhaitent dans le cadre de leur enseignement. Verdun, sacro-sainte bataille pour une partie de l'opinion publique et politique, est donc toujours enseignée dans les classes, mais la controverse relayée par les réseaux sociaux et les médias montre bien que l'enseignement de l'histoire en France est toujours objet de polémique et que 14-18 reste, cent ans après, un sujet qui suscite le débat.

Il y a eu, durant le Centenaire et en particulier dans le cadre des projets labellisés par la Mission, une volonté de faire un travail plus interdisciplinaire : tout comme dans la recherche historique, les enseignants d'histoire-géographie sont incités à travailler en commun avec d'autres matières sur les points du programme qu'ils veulent. Les travaux interdisciplinaires avec le français (autour des « lettres de Poilus ») ou les arts plastiques (sur les artistes en guerre) sont nombreux. Face à cette demande, les enseignants cherchent à aller au-delà d'une transmission des connaissances rudimentaires et indispensables à la compréhension du conflit. Ils se sont donc tournés de plus en plus vers les travaux d'historiens pour alimenter leurs cours mais surtout leur production annexe dans le cadre des cours d'AP⁵⁷ ou d'EPI. La réforme du collège, qui s'est déroulée pendant le Centenaire, a eu un effet positif sur l'enseignement de la Grande Guerre qui s'est trouvé développé dans le cadre de ces projets annexes. On peut estimer que les institutions ont souhaité accompagner le Centenaire par un encadrement plus solide, et ainsi permettre aux enseignants de nourrir les interrogations, sans doute nombreuses, de leurs élèves pendant ces cinq années de commémorations.

57 Aide personnalisée fournie aux élèves en plus des cours « obligatoires ». C'est un temps où l'enseignant peut travailler différemment en approfondissant d'avantage certains aspects de la leçon avec un petit groupe d'élèves.

LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC, VECTEUR DE VULGARISATION PENDANT LE CENTENAIRE

Sylvain Delpout

Alors que la Grande Guerre a longtemps été un objet mémoriel refroidi¹, surpassé par la Seconde Guerre mondiale, elle a recouvré à partir des années 1980 une réelle présence dans la société. En 2000, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker observaient ainsi un « retour spectaculaire de la Grande Guerre dans la conscience collective française² ». Peu à peu, le conflit est devenu une « pratique sociale et culturelle d'envergure » portée par les institutions mais aussi et surtout par de nombreuses associations, ou par de simples individus³. Loin d'être un dernier sursaut, ce regain d'intérêt de la part des Français a été largement confirmé au moment du centenaire de la Première Guerre mondiale, générateur de multiples événements largement fréquentés par le public. Cette contribution se propose d'étudier, parmi ces derniers, les conférences sur le sujet à destination du grand public tenues entre 2012 et avril 2019.

Les premières questions qui viennent à l'esprit concernent les acteurs principaux de ces conférences : les conférenciers eux-mêmes. Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Quelles disciplines représentent-ils ? Sont-ils spécialistes de la Première Guerre mondiale ou bien d'autres périodes ? D'emblée, notons qu'il a fallu opérer des arbitrages, et laisser de côté certains locuteurs non académiques, dont il n'est évidemment pas question de discuter la qualité. Ces derniers ont certes été nombreux à prendre la parole, mais cet ouvrage se voulant un bilan du fait scientifique pendant le Centenaire, il se concentre sur l'action des spécialistes universitaires et d'autres professionnels de l'histoire. En sciences humaines, on en reste aux individus ayant *a minima* commencé une thèse de doctorat. Dans les disciplines ou professions plus techniques (conservation, archéologie, géologie)

- 1 François Mauriac dans le *Figaro littéraire* (1957) : « Les protagonistes du drame ont presque tous quitté la scène [...], ce que nous appelons encore "la grande guerre" disparaît sous la marée boueuse de 40 », cité par André Loez et Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre. Carnet du Centenaire*, Paris, A. Michel, 2013, p. 212.
- 2 Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18. Retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000, p. 7.
- 3 André Loez et Nicolas Offenstadt, *La Grande Guerre, op. cit.*, p. 215.

sont pris en compte les individus dont les compétences sont sanctionnées par une fonction ou un statut : ingénieurs de recherche, conservateurs des différentes filières.

De même, qu'est-ce qu'une « conférence grand public » ? Il importe là aussi de fixer un cadre, pour ne pas négliger certains formats originaux (café littéraire/historique/géographique, projection-débat, conférence-cocktail, etc.) tout en garantissant la faisabilité de notre étude. Par exemple, une distinction a été établie parmi les colloques. Ceux qui sont organisés par une université et destinés à une avancée de la recherche ne sont pas pris en compte ici : adressés à un public socioprofessionnellement restreint, universitaire, ils sont analysés par Elisa Marcobelli dans ce livre. En revanche, de nombreuses associations locales d'érudition ont organisé des « colloques grand public » dont les conférences, ouvertes à tous, sont recensées ici lorsqu'elles sont le fait d'un scientifique. De la même manière, toute conférence organisée par une entité professionnelle pour ses seuls membres est exclue de ce chapitre. Ainsi les conférences destinées à un public d'enseignants ou uniquement scolaire sont-elles écartées⁴. Elles sont traitées ailleurs dans ce volume, dans la contribution de Nicolas Charles, qui examine l'« action pédagogique » suscitée par le Centenaire. Les interventions d'historiens au sein d'autres services de l'État, comme l'Armée⁵, ou à l'invitation d'entreprises, ne sont pas non plus prises en compte.

366

En dépit de ces restrictions, on compte plus de 1 700 « conférences grand public » en France, de 2012 au début de l'année 2019 (le recensement a pris fin au mois d'avril 2019). Elles sont la forme classique du travail commémoratif à l'échelle locale, comme l'observent François Bouloc et Cédric Marty au sujet de l'Aveyron : « l'organisation d'une exposition et/ou d'une conférence apparaît ainsi comme un invariant⁶ ». Elles furent distribuées à travers l'ensemble du territoire, et l'un des principaux intérêts de ce chapitre réside peut-être ici : par sa thématique, il est l'occasion, en plus d'une sociologie des acteurs, d'établir une géographie du Centenaire. Des espaces concentrent-ils les conférences ? Dans quelle mesure cette répartition rejoue-t-elle la géographie de la guerre ? En d'autres termes, jusqu'où

4 C'est le cas par exemple des « Journées nationales de l'histoire et de la géographie » organisées par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie (APHG) en 2016, ou encore d'événements (nombreux) organisés par les rectorats des différentes académies.

5 Les conférences comme, par exemple, celle de François Cochet sur Verdun (25 avril 2016) pour la session « Brigadex » de l'Armée de Terre n'ont donc pas été intégrées dans notre analyse.

6 François Bouloc et Cédric Marty, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale en Aveyron, un bilan d'étape fin 2017 », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/centenaire-regions> (consulté le 1er août 2021), p. 10.

le Centenaire peut-il s'affranchir de ce que fut, géographiquement, le front ? Ces questions font potentiellement écho à des interrogations plus larges et relevant de la géographie, celles du dynamisme des territoires et des articulations entre centres, périphéries et marges. Si certains espaces restèrent (ou furent laissés) en retrait du Centenaire, on peut se demander dans quelle mesure les explications mémorielles conjoncturelles prennent le pas sur les motifs structurels plus classiques (accès à l'offre culturelle, éloignement physique, isolement, etc.).

Enfin, ce Centenaire est, depuis le départ, pensé par ses différents promoteurs et acteurs comme un événement international⁷. Il ne faut donc pas négliger une déclinaison multiscale des interrogations et examiner la participation des historiens français aux Centenaires étrangers. 2012-2019 a-t-il été un moment privilégié de promotion de l'historiographie française, et si oui, dans quel pays : plutôt ceux de l'Entente – les anciens Alliés –, ou au contraire ceux de l'ancienne Triple Alliance ? On verra qu'ici, les évolutions politiques de la fin du xx^e siècle et du début de notre millénaire prennent le dessus sur les relations internationales des années 1914-1918. Inversement, la question de la prise en compte de la recherche internationale en France et par la société française se pose : la présence scientifique étrangère – hors des cénacles universitaires dont elle est déjà familière – est à étudier.

Outre cet aspect géographique majeur, l'analyse des interventions scientifiques en assemblées profanes permet de relire les rythmes et les thèmes privilégiés du Centenaire, et de saisir les centres d'intérêt du public. Ici, une nouvelle batterie de questions se déploie, qu'il s'agisse des thèmes abordés et des interrogations du public ou des temporalités du Centenaire à travers les conférences. De nouveau, la question de l'articulation de cette chronologie avec celle de la guerre se pose. Si le souci de l'intelligibilité des événements semble plaider pour une répartition des manifestations sur quatre ans, au rythme suivi jadis par le conflit, on verra que ce n'est pas nécessairement ce qui s'est déroulé. Par ailleurs, sans s'inscrire pleinement dans la dichotomie « Centenaire d'en bas » / « Centenaire d'en haut »⁸, ces

7 Voir Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport remis au président de la République*, septembre 2011, <https://www.vie-publique.fr/rapport/33552-commemorer-la-grande-guerre-2014-2020-propositions-pour-un-centenaire> (consulté le 1^{er} août 2021), p. 22 : « le centenaire de la Première Guerre mondiale se distinguera par sa dimension internationale : guerre des nations, guerre européenne, la Grande Guerre est aussi, dès l'automne 1914, une guerre mondiale ».

8 Sur cette distinction, voir par exemple Stéphane Audoin-Rouzeau, « 2014 : Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ? », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/politiques-memorielles> (consulté le 1^{er} août 2021). Cet article est issu de la table ronde organisée par l'EHESS à l'Institut historique allemand (IHA) le 4 décembre 2014. John Horne, Nicolas Offenstadt

conférences sont un point d'articulation, une interface entre deux sphères qui se rencontrent traditionnellement peu. Elles mettent en effet en contact la communauté scientifique, faite de professionnels diplômés de l'université et celle, bien plus large et hétérogène, des auditeurs : historiens amateurs, érudits locaux, simples curieux, individus passionnés ou indifférents en quête d'une sortie culturelle divertissante... Les premiers sont vecteurs d'un savoir scientifique, lorsque les seconds sont parfois davantage porteurs d'une mémoire, et peu au fait des évolutions de l'historiographie. Ces deux trajectoires se sont-elles rencontrées sur des points de convergence ? Plus simplement, quelles étaient les attentes du public ? Autant de questions qui nous permettront d'observer les pratiques du Centenaire à travers le territoire et la société.

ENQUÊTES, SONDAGES ET BASE DE DONNÉES

368

Afin de rassembler une première série d'informations, trois questions ont été consacrées à ce sujet dans les enquêtes adressées en 2017 puis 2018 à un vaste échantillon de 150 spécialistes français de la Grande Guerre ainsi qu'à quelques chercheurs étrangers habitués de l'Hexagone. Les sondés furent ainsi invités à indiquer les « conférences, tables rondes, débats grand public auxquels [ils ont] été invité[s] en France » et « à l'étranger ». Dans la partie du questionnaire consacrée aux aspects qualitatifs, ils furent interrogés sur les « questions, préoccupations, etc. les plus récurrentes » rencontrées dans leurs « échanges avec le public et les acteurs non scientifiques »⁹. Les emplois du temps et les priorités de chacun ont permis de recueillir, à la fin de l'année 2017, 113 questionnaires complétés pour les années 2012-2017 ; à la deuxième vague d'envois, réalisée à la fin de l'année 2018, et qui portait sur les années 2018 et 2019, 87 sondés ont répondu¹⁰.

Il a donc été indispensable de compléter ces données par des recherches effectuées sur Internet, *via* le moteur de recherche généraliste *Google*. Cette méthode n'autorise pas, cependant, à penser atteindre l'exhaustivité. En effet,

et Arndt Weinrich étaient également présents à cette discussion, présidée par Emmanuel Saint-Fuscien.

9 Voir annexe.

10 Dans la très grande majorité des questionnaires retournés se trouvent des réponses aux questions qualitatives systématiquement exploitables. Il en va néanmoins différemment des questions quantitatives – des renseignements plus fastidieux à rassembler, il est vrai. Un certain nombre de questionnaires, au demeurant bien remplis, restent vides concernant les questions portant sur les conférences grand public, ou trop vagues pour être exploités. Par ailleurs, de nombreux chercheurs et chercheuses, notamment de premier plan, n'ont pas trouvé le temps de renvoyer une réponse.

toutes les conférences n'apparaissent pas dans le moteur de recherche, certaines ayant disparu avec la mise à jour progressive des agendas des sites événementiels, d'autres n'ayant tout simplement jamais été inscrites sur Internet. Toutefois, à défaut d'exhaustivité, il semble qu'on puisse parler de représentativité. À l'été 2018, quelques échanges avec des spécialistes permirent une estimation vague de l'effectivité de la démarche. Ainsi, par exemple, sur 5 conférences de Philippe Salson entrant dans les critères de cette étude, 4 avaient été retrouvées sur *Google*. Dans le cas d'Erwan Le Gall, sur 26 événements, 5 seulement manquaient. On observe la même proportion pour l'activité d'André Loez, d'Élise Julien ou d'Arndt Weinrich. En revanche, 14 des 15 communications de Thierry Hardier étaient alors identifiées¹¹. Il semblerait qu'on puisse donc estimer avoir rassemblé les quatre cinquièmes des interventions grand public faites en France par les 150 spécialistes de l'échantillon retenu, entre 2012 et avril 2019. Lors des cycles de conférences, ils partagèrent l'affiche (et les programmes) avec de nombreux collègues (spécialistes ou non du conflit). Ces derniers sont également pris en compte lorsqu'ils sont au moins doctorants. On en arrive ainsi au chiffre de 368 intervenants.

En annexe, toutes ces interventions sont rassemblées en deux tableaux : le premier pour le territoire français, le second pour le monde. Soulignons que la base de données a été construite par événement (une ligne par manifestation) et non par spécialiste. Or, certaines manifestations se déroulent à plusieurs voix. À la lecture des tableaux, il est donc normal que les concernés aient, de prime abord, l'impression d'être intervenus plus souvent. On trouve, ci-dessous, la liste des catégories utilisées pour le classement ; la répartition des thématiques a été effectuée selon la taxinomie générale collectivement retenue pour ce bilan.

Tableau 1. Organisation des tableaux « conférences grand public » présentés en annexe (à chaque lettre correspond une colonne)

<i>A</i> : Nom	<i>I</i> : Intervention (type)	<i>Q</i> : Institution organisatrice 2 (type)
<i>B</i> : Prénom	<i>J</i> : Intervention (sujet)	<i>R</i> : Lieu
<i>C</i> : Spécialiste / Non -spéc.	<i>K</i> : Géographie (sujet)	<i>S</i> : Ville
<i>D</i> : Discipline	<i>L</i> : Chronologie (sujet)	<i>T</i> : Département
<i>E</i> : Année de naissance	<i>M</i> : Thématique 1	<i>U</i> : Pays
<i>F</i> : Statut	<i>N</i> : Thématique 2	<i>V</i> : Date
<i>G</i> : Événement (type)	<i>O</i> : Institution(s) organisatrice(s) (nom)	<i>W</i> : Autres participants
<i>H</i> : Événement (nom)	<i>P</i> : Institution organisatrice 1 (type)	

¹¹ J'adresse mes remerciements à ces chercheurs pour la bienveillance et la précision de leurs réponses.

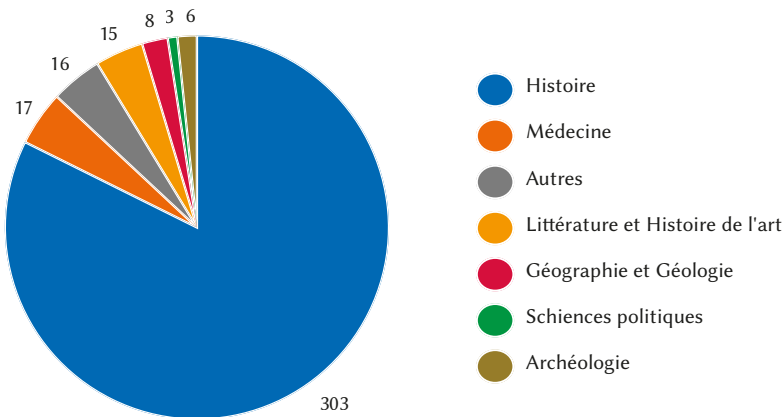
LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC EN FRANCE : ACTEURS, THÈMES ET RÉPARTITION SPATIO-TEMPORELLE

Pour le temps du Centenaire, au total, 1 725 conférences grand public tenues en France par des chercheurs français ou étrangers (au nombre de 368) ont été recensées. Les premiers sont par ailleurs intervenus à un peu plus de cent reprises dans d'autres pays du monde. Leurs statuts et spécialités méritent d'être interrogés, de même que la nature des institutions organisatrices des événements. Enfin, la distribution spatiale et temporelle de ces manifestations est intéressante à analyser¹². Rappelons que seules les communications destinées à un public large furent prises en compte.

LES ACTEURS DES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC : INTERVENANTS ET ORGANISATEURS

370

Au total, 368 scientifiques apparaissent dans la base de données. Ces 368 personnes sont très majoritairement de nationalité française ou rattachées à des structures françaises¹³. Elles se répartissent parmi les disciplines suivantes :



1. Répartition par discipline des spécialistes ayant proposé des conférences grand public (n=368)

- ¹² D'indispensables remerciements doivent être adressés ici à Martin Joffres, Juliette Delpout et Alexandre Leonardi, dont les compétences techniques ont été décisives dans l'interrogation de la base de données.
- ¹³ On compte 36 spécialistes étrangers parmi les intervenants principaux, soit 10 % de l'effectif recensé. Ils participèrent à 123 conférences et tables rondes en France. Il reste difficile de déterminer la catégorie la plus pertinente pour les chercheurs étrangers installés en France au service d'établissements étrangers tels que l'Institut historique allemand ; pour des raisons de cohérence, nous les avons cependant comptés parmi les spécialistes « étrangers ».

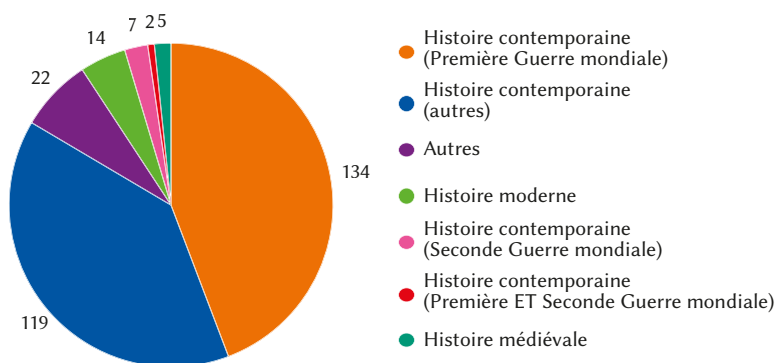
Le poids des historiens est écrasant : sans surprise, ils sont les premiers sollicités pour parler de la guerre¹⁴. Soulignons néanmoins la diversité des disciplines invitées à compléter ce récit. En plus de la médecine, de la littérature, de l'histoire de l'art, de la géographie, des sciences politiques et de l'archéologie, la catégorie « autres » regroupe l'anthropologie, les études italiennes ou anglaises, la musicologie, les sciences du langage, la philosophie et l'ethnologie, le sport, l'esthétique filmique, l'économie, la sociologie, la démographie, le droit, pour un total de plus de vingt disciplines. L'implication universitaire dans le Centenaire est donc très large. Notons du reste que parmi ces intervenants, seuls 1 54, soit moins de la moitié, peuvent être comptabilisés comme spécialistes de la Grande Guerre, qu'ils soient chercheurs en histoire ou, plus rarement, en littérature ou géographie. La part des non-spécialistes est donc impressionnante : ils représentent presque 60 % de l'effectif. Un « effet Centenaire » s'exprime ici nettement. La vague de vulgarisation enclenchée par les commémorations a mobilisé bien au-delà du cercle des experts du conflit, face à une demande sociale forte.

Les historiens sollicités sont par ailleurs loin d'être tous des spécialistes du conflit¹⁵, ni même des spécialistes de l'histoire contemporaine. Si aucun antiquisant ne fait partie de notre corpus, les médiévistes, les modernistes et les dix-neuviémistes sont bien représentés, comme en témoigne le graphique ci-dessous. Parmi les contemporanéistes, nombreux sont les chercheurs ayant rattaché leur sujet d'étude à la Grande Guerre à l'occasion du Centenaire. C'est le cas, parmi tant d'autres, de Jean-François Condette par exemple, spécialiste des structures éducatives de la fin du XIX^e siècle à la fin du XX^e et qui a pu proposer en décembre 2018 une conférence intitulée « Vivre et étudier à Lille en 1914-1918 ». Face à ce phénomène, observé aussi dans d'autres chapitres du présent ouvrage¹⁶, on peut formuler l'hypothèse d'un certain effet d'opportunité de la profession, rarement mise à l'honneur et sollicitée dans des proportions comparables à celles manifestées durant le Centenaire. Mais ce qui s'exprime ici est peut-être aussi le résultat d'une demande trop grande face à un vivier de spécialistes de la Grande Guerre somme toute restreint, voire localement absent : toutes les universités n'ont pas dans leurs murs un spécialiste, et surtout toutes les villes n'ont pas d'université.

¹⁴ Les archivistes furent rangés dans la catégorie « histoire ».

¹⁵ Cette remarque se fonde sur l'examen des sujets de thèses, de mémoires d'HDR, ou des travaux récents (publiés avant le Centenaire), ainsi que sur les déclarations des historiens ayant répondu aux enquêtes successives.

¹⁶ Voir *supra* la contribution de Franziska Heimburger et le bilan général dressé par Arndt Weinrich et Nicolas Patin.



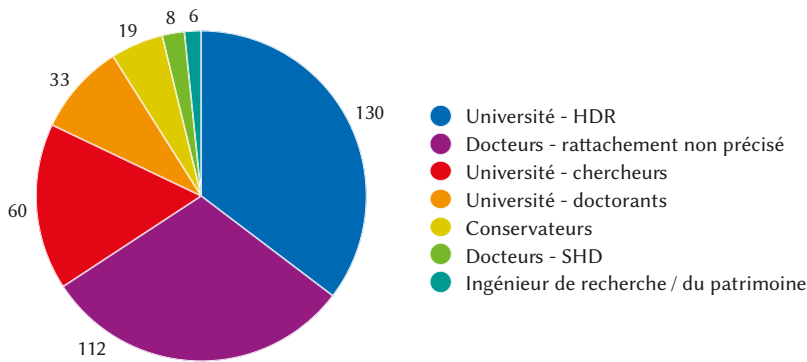
2. Nombre d'historiens par spécialité (n=303)

372

Après l'histoire, c'est la médecine qui se distingue dans le contingent des spécialistes, avec 17 personnalités actives, et autant d'interventions. Celles-ci se sont concentrées autour de trois « colloques grand public » tenus à Paris et en Gironde en 2014, 2015 et 2017. Bien plus significatives sont donc les participations venues de l'histoire de l'art et de la littérature, de la géographie et de la géologie, et de l'archéologie. Au sein de cette dernière discipline, on peut relever le dynamisme de Mickaël Landolt et de Gilles Prilaux. Sur 93 interventions d'archéologues, le premier en assura 23 et le second 41. Un constat analogue peut être dressé en géographie : Jean-Paul Amat a proposé 39 communications, sur les 45 recensées. Notons que ces interventions se concentrent très largement dans le Nord de la France, et particulièrement sur les anciennes lignes de front, où les traces archéologiques et paysagères de la guerre sont les plus présentes. On pourrait avancer l'idée que les publics de l'Aisne, de la Somme, de la Meuse et de la Marne sont suffisamment familiers de la guerre – on verra plus bas que ces quatre départements sont parmi les plus parcourus par les conférenciers – pour s'ouvrir à des paroles non historiennes. C'est ici que les conférences en musicologie, sport (Reims), et études italiennes (Péronne) furent données. La place de l'histoire de l'art, en revanche, est essentiellement due à l'activité de spécialistes tels que Laurent Véray ou Clément Puget lors de festivals du film.

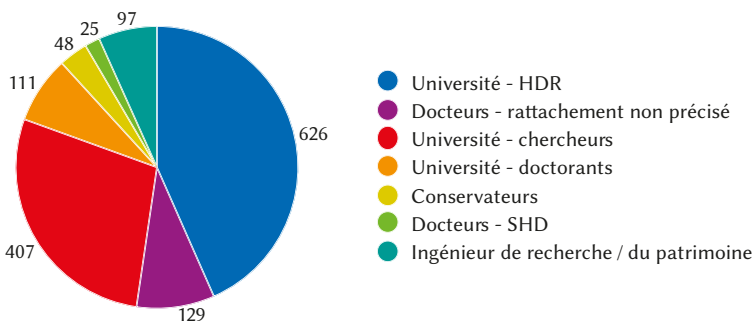
Qu'en est-il du statut des intervenants ? Si les universitaires (maîtres de conférences, PRAG, professeurs, dont émérites et honoraires) apparaissent en nombre, l'effectif des docteurs ou doctorants en poste dans le secondaire ou ailleurs est lui aussi important. Le graphique ci-dessous présente une répartition des statuts dans l'effectif de la base de données¹⁷.

17 Notons que le statut de certains chercheurs a évolué au fil du Centenaire. Néanmoins, repérer les évolutions de carrière de façon systématique a été difficile ; il est possible que certaines n'aient pas été prises en compte.



3. Nombre de spécialistes par statut (n=368)

Les professeurs et maîtres de conférences HDR (au nombre de 90) ainsi que les directeurs de recherche (40, dont émérites et honoraires) constituent le gros de l'effectif. La renommée et l'ancrage local sont ici des éléments d'explication. Relevons, au sein de cet ensemble, l'importance des professeurs (31) et directeurs (1) émérites ou honoraires (5). Leur statut renvoie de fait à un emploi du temps allégé et à une volonté de poursuite des activités au-delà de l'âge conventionnel de départ à la retraite. Cette disponibilité a donc été mise à profit. Parmi les « docteurs au rattachement non précisé », qui constituent le deuxième effectif, la grande majorité est en poste dans le secondaire ou à la retraite¹⁸. Cette vaste catégorie a été particulièrement nourrie au moment d'intégrer les « colloques grand public », car ces événements sont presque systématiquement organisés par des « associations d'érudition locale », comme nous le verrons plus loin. Or, de nombreux titulaires de thèse de doctorat y sont actifs sans être, dans le même temps, rattachés à une université. Pour le reste, on peut noter la présence de 10 conservateurs et de 5 ingénieurs de recherche (tous archéologues) ou du patrimoine. Le nombre d'interventions est regroupé ci-dessous en fonction du statut des intervenants.



4. Nombre d'interventions par catégorie de statut (n=1443)

¹⁸ On compte aussi un inspecteur académique (IA-IPR) et un inspecteur général (IG) de l'Éducation nationale.

La répartition change : les chercheurs rattachés à l'Université et les ingénieurs de recherche se distinguent particulièrement. Les premiers, maîtres et maîtresses de conférences, chercheurs et chercheuses (du CNRS notamment), et PRAG, se sont particulièrement investis, puisqu'on compte 407 événements pour 60 chercheurs¹⁹. Dans le cas des derniers, on retrouve le dynamisme déjà souligné des archéologues. Dans la catégorie « Université - HDR », qui reste ici la plus représentée, les interventions se répartissent de la manière suivante :

Tableau 2. Status, effectifs et nombre de conférences grand public

Statut	individus	conférences
Professeurs ou directeurs de recherche émérites ou honoraires	40	240
Professeurs, directeurs de recherche et MCF/Dr - HDR	94	386

374

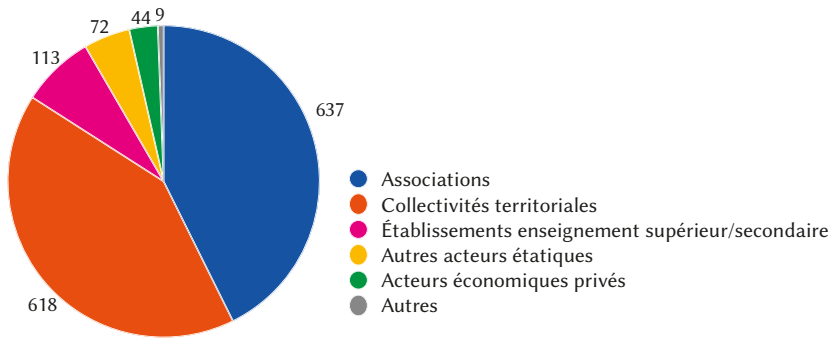
Dans la première ligne, l'essentiel des interventions fut le fait de quelques individus, tels Jean-Paul Amat (39 interventions comme orateur principal), Rémy Cazals (56), Gerd Krumeich (21) et Antoine Prost (33). À eux seuls, ces quatre historiens représentent plus de 60 % des communications de cette première catégorie. À l'inverse, de nombreux membres de celle-ci n'ont tenu qu'une seule conférence.

En somme, les intervenants sont en majorité des historiens contemporanéistes, rattachés à l'enseignement supérieur, même si le secondaire est bien représenté²⁰. Qu'en est-il des structures organisatrices ? A-t-on plutôt affaire à des associations, ou bien à des acteurs institutionnels ? Les graphiques ci-après, explicités plus bas, présentent les différents acteurs et leur implication respective (en nombre de conférences)²¹.

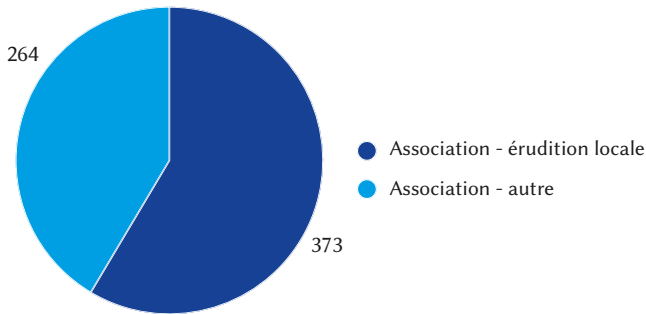
19 Rappelons que chaque intervention grand public s'est vue attribuée à un orateur principal. Toutefois, dans de nombreux cas, et singulièrement dans celui des tables rondes, plusieurs historiens ont participé. Autrement dit, un intervenant peut se voir attribuer un nombre de conférences d'apparence réduite, alors qu'il a participé en sus à d'autres discussions. Ces dernières sont cependant rattachées à un autre spécialiste.

20 Une étude des âges a aussi été envisagée. Néanmoins, le relevé des années de naissance n'a pu être achevé de façon complète : les dates de naissances de 90 des 368 intervenants n'ont pu être trouvées, malgré des recherches dans le SUDOC et le VIAF. On a considéré que cette proportion (près du quart) était trop importante pour permettre de tirer des conclusions solides.

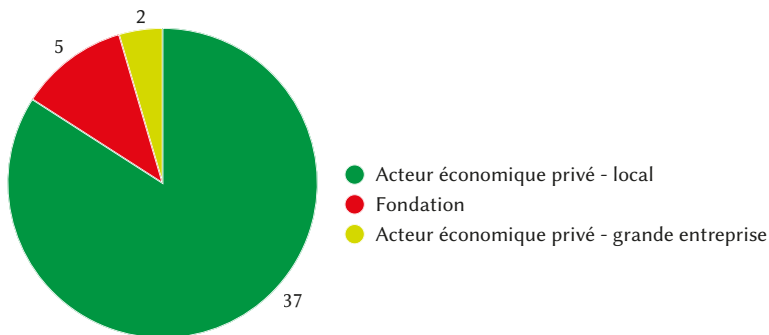
21 Comme pour la géographie et la distribution des conférences à travers le Centenaire, qui seront présentées plus bas, les « colloques grand public » n'apparaissent ici qu'une seule fois. En revanche, dans les statistiques précédentes sur les intervenants, chaque communication était prise en compte. Il en sera de même au moment d'étudier les thématiques abordées.



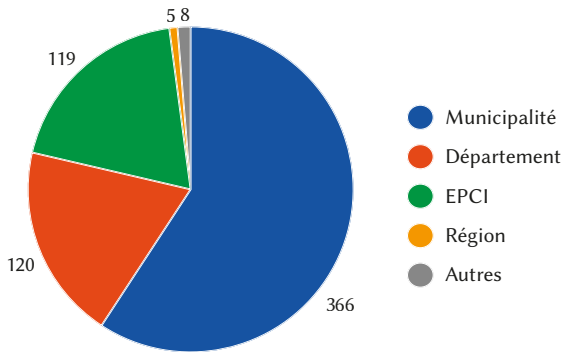
5. Typologie des acteurs impliqués dans l'organisation de conférences grand public (n=1493)



6. Associations organisatrices de conférences grand public (n=637)

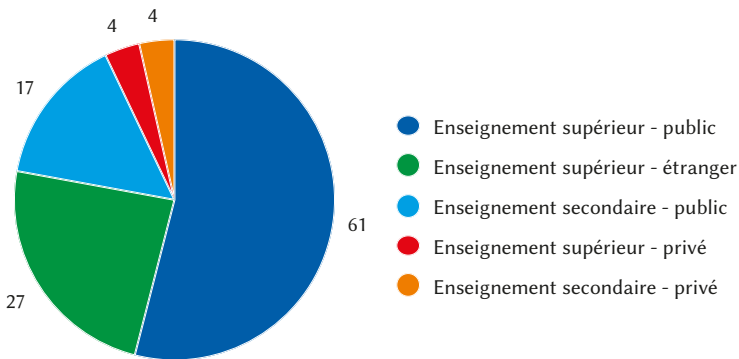


7. Acteurs privés organisateurs de conférences grand public sur la guerre de 14-18 (n=44)

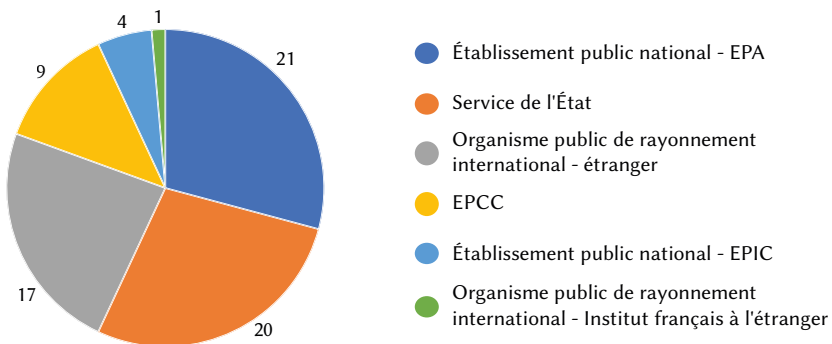


8. Collectivités territoriales organisatrices de conférences grand public sur la Grande Guerre (n=618)

376



9. Établissements d'enseignement et de recherche organisateurs de conférences grand public pendant le Centenaire (n=113)



10. Autres acteurs étatiques organisant des conférences grand public sur la guerre de 14-18 (n=72)

Pour chaque conférence, dans la mesure du possible, nous avons retenu le, ou les organisateurs principaux. Les « partenaires » n'apparaissent pas ici ; il s'agit uniquement des porteurs et réalisateurs du projet. Rassembler ces informations a été fastidieux, elles sont parfois manquantes car souvent oubliées des journalistes relatant les faits. Par ailleurs, il peut s'avérer difficile de faire la part entre l'action d'une « association des amis de X » (catégorie « association-érudition locale ») et le musée municipal qui accueille l'événement (« collectivités territoriales-municipalité ») : la ville est-elle aussi organisatrice ? Enfin, la grande variété des statuts des organismes au service de l'État ne rend pas la tâche plus aisée.

Quoi qu'il en soit, le poids des associations est indéniable : elles sont les premières organisatrices d'événements, comme de nombreux observateurs l'ont déjà souligné²². Parmi elles, les associations d'« érudition locale » (sociétés diverses d'histoire, d'archéologie, etc., rattachées à un territoire précis) sont majoritaires. Mais celles au périmètre d'action plus large apparaissent aussi en nombre (fig. 7). On y retrouve quelques grands acteurs de l'histoire et de la mémoire tels que l'Historial de Péronne, le CRID 14-18 ou encore les associations organisatrices de festivals²³.

La deuxième grande série d'acteurs est aussi ancrée localement puisqu'il s'agit des collectivités territoriales. Ici, une légère entorse a été faite aux règles territoriales et administratives, puisque les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)²⁴ ont été intégrés à cet ensemble comme rang intermédiaire entre le département et la région. Terminons en explicitant la catégorie « collectivités – autres » : elle renvoie aux collectivités territoriales qui ne sont ni département ni région, comme la Corse (« collectivité de Corse »), la Nouvelle-Calédonie (« collectivité d'outre-mer à statut particulier ») et la Polynésie française (« collectivité d'outre-mer »). En tous les cas, les municipalités

- 22 François Bouloc et Cédric Marty, « Le centenaire de la Première Guerre mondiale en Aveyron, un bilan d'étape fin 2017 », art. cit., p. 9, et Rémy Cazals, « Un historien dans le Centenaire », *Observatoire du Centenaire*, <https://www.pantheonsorbonne.fr/autres-structures-de-recherche/observatoire-du-centenaire/> (consulté le 1^{er} août 2021), p. 2. Voir aussi les propos d'Anne Rasmussen rapportés dans Philippe Mesnard, « À la moitié du centenaire de 14-18. Entretien avec Anne Rasmussen et Nicolas Beaupré », *Mémoires en jeu*, 1, septembre 2016, p. 30-34.
- 23 Un parti politique complète cette première grande catégorie : Lutte ouvrière, dont la fête annuelle fut l'occasion d'une conférence historique en mai 2015. On y trouve également trois syndicats.
- 24 Concrètement, il s'agit des groupements de communes, dont les appellations peuvent varier : « communauté de communes », « d'agglomération » ou encore, pour la majorité des préfectures de régions, « X-métropole ». Même si des élus y siègent de droit et les dirigent, aucun suffrage n'est demandé pour ces postes spécifiquement, à la différence des collectivités.

puis les conseils départementaux (encore appelés « conseils généraux » au début du Centenaire) se distinguent nettement dans ce groupe. Ce constat insiste encore sur l'importance des dynamiques locales. Ces deux niveaux de collectivités sont pleinement impliqués dans le « Centenaire d'en bas » ; on les retrouve très souvent dans un rôle de co-organisatrices aux côtés des associations locales.

À l'inverse, l'implication des conseils régionaux est très faible. Elle fait écho au quadrillage mémoriel du territoire mis en place par la Mission du Centenaire : dans tous les départements furent installés des comités départementaux du Centenaire (CDC), une organisation qui rappelle celle de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG). Dans les deux cas, il n'existe pas d'équivalent à l'échelle régionale. Du reste, les régions administratives n'existaient pas à l'époque de la Grande Guerre. Il s'agit par conséquent de structures qui, à la différence des départements, ne portent pas en elles-mêmes l'histoire ni le souvenir du conflit. Soulignons également que les archives sont organisées en niveaux municipaux et départementaux. Là non plus, l'échelon régional n'existe pas, alors même que ces services de conservation ont fait preuve d'un réel dynamisme. Ainsi la région n'est-elle pas porteuse d'histoire, fût-ce sous la forme brute d'une archive. Enfin, le calendrier de la réforme des régions, concomitant au Centenaire, a pu rendre difficile la mise en œuvre de politiques d'envergures. D'ailleurs, si certains découpages de régions étaient déjà, avant la réforme, plus fonctionnels (Île-de-France ou Centre, par exemple) qu'identitaires (Bretagne, Auvergne), les nouveaux tracés forment d'immenses ensembles, auxquels le rattachement affectif est encore moins évident. À cet égard, la région ne répond pas à l'injonction locale qui, nous y reviendrons, est à la base de la mobilisation dans le Centenaire.

En troisième lieu, on relève l'implication des structures d'enseignement. Notons que la place assez restreinte des établissements d'enseignement secondaire ne dit rien de l'engagement global de l'Éducation nationale dans le Centenaire. N'ont été relevées, rappelons-le, que les conférences ouvertes à un public large. Or de très nombreuses actions furent mises en œuvre par les collèges, lycées, et rectorats autour de la Grande Guerre à la destination spécifique des enseignants ou des élèves²⁵. Plus rares, donc, furent celles ouvertes au grand public. Les universités organisèrent parfois des cycles de conférences, ce fut le cas en 2014 à Nancy et à Pau, par exemple. À Paris, l'EHESS a également consacré plusieurs soirées à la Grande Guerre. De nouveau, le dynamisme de l'Institut historique allemand transparait à travers les événements d'un « établissement d'enseignement supérieur étranger ».

25 Voir, à ce sujet, la contribution de Nicolas Charles et Alexandre Lafon (dir.), *Le Centenaire à l'école. Un laboratoire pédagogique*, préface de Jean-Michel Blanquer, Paris, Mission du Centenaire, 2019.

La catégorie « acteurs étatiques », quant à elle, met en avant le rôle de divers organismes publics aux statuts variés. On y trouve les établissements publics de coopération culturelle (EPCC), structures mettant en relation des collectivités territoriales, et parfois l'État central. C'est le statut qui régit nombre de grandes institutions culturelles d'intérêt local et national, comme, depuis janvier 2018, le Mémorial de Verdun. Les établissements publics à caractère administratif (EPA) sont le Louvre, la Bibliothèque nationale de France, le Musée du quai Branly, l'ONACVG, etc. De structure comparable, les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) sont financés par l'État mais aussi par leurs prestations, sources de revenus. On trouve ici l'Office national des forêts, l'Institut national de l'audiovisuel, ou encore la Réunion des musées nationaux. Le choix a été fait d'associer à ces structures le Service historique de la Défense et les ministères de la Défense et des Armées, celui des Anciens Combattants, ainsi que la Mission du Centenaire, en qualité de services de l'État, même si, là encore, les statuts diffèrent. Enfin, la sous-catégorie « organisme de rayonnement international » renvoie aux ambassades et aux institutions culturelles implantées hors des frontières. Pour le cas français, cet ensemble sera plus utile au moment de traiter des conférences faites à l'étranger. Cela dit, des organes de ce genre liés à d'autres pays sont présents à Paris (l'Institut Goethe, par exemple).

Enfin, la **fig. 8** est consacrée aux acteurs privés. Des fondations en font partie, comme le Mémorial de la Shoah ou encore l'Institut du monde arabe, à Paris, mais aussi des entreprises, telles que La Poste ou le groupe allemand Würth. Mais on note aussi et surtout la présence d'acteurs économiques locaux. Ainsi, certaines librairies proposèrent de nombreuses interventions d'historiens, venus présenter et dédicacer leurs ouvrages. Ombres blanches, à Toulouse, en est un très bon exemple. Ce sous-ensemble est aussi constitué, quoique dans une moindre mesure, de restaurants ou de cafés organisant eux-mêmes une programmation culturelle. On peut citer cette fois l'Auberge de la Treille, en Touraine. De nouveau, l'ancrage territorial du Centenaire se manifeste. On verra plus bas que l'inscription dans le territoire du récit de la Grande Guerre est une attente manifeste du grand public. L'implication de ces acteurs locaux répond au désir d'une lecture locale de la guerre.

Cette typologie des acteurs, hélas incomplète faute d'une étude des publics des conférences, montre avec clarté premièrement l'implication des acteurs locaux issus du monde associatif ou des collectivités territoriales, et deuxièmement la mobilisation historique et universitaire massive, essentiellement française. On peut comprendre les mots de Nicolas Offenstadt, prononcés en décembre 2014, à la fin de la table ronde organisée par l'EHESS à l'Institut historique allemand (Paris). À un auditeur qui considérait « manqué » le « rendez-vous entre les passionnés et les historiens », il avait répondu : « Je crois qu'il y a eu un grand

effort au contraire [...]. Les historiens ont publié, ils se sont déplacés, toute la France a été couverte, il n'y a pas un canton qui n'ait pas eu un historien de 14-18 pour venir discuter de la guerre²⁶ ».

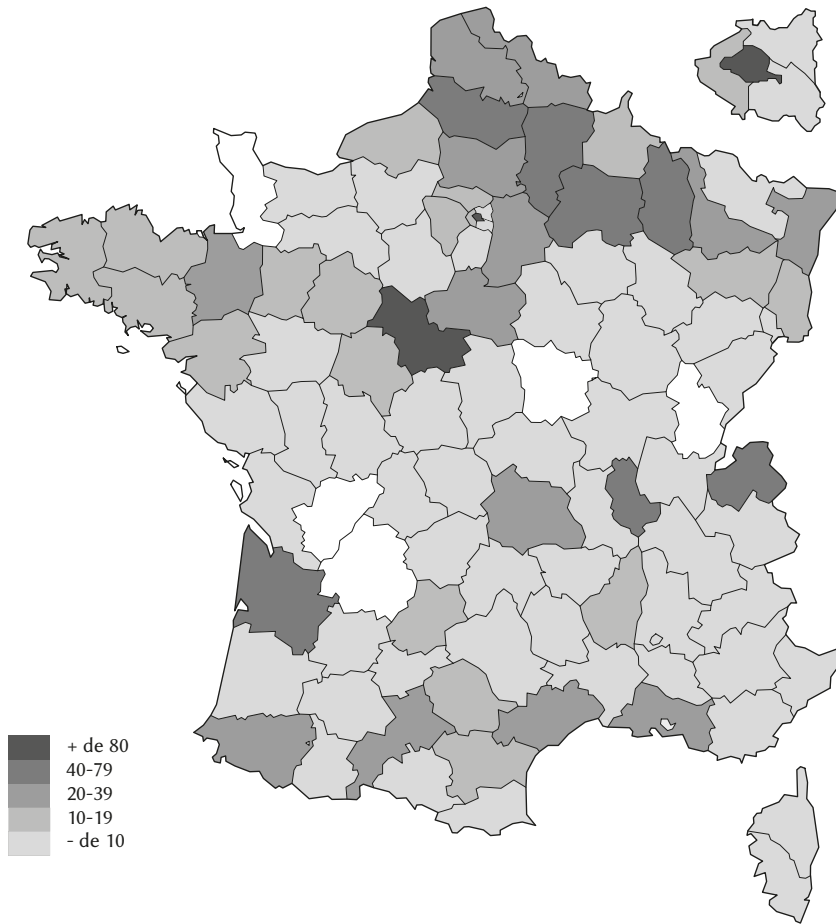
Pour autant, dans le numéro que la revue *Matériaux pour l'histoire de notre temps* consacrait au Centenaire, il notait toute la complexité de la géographie de la mémoire, prenant pour exemple les « unes » de la presse régionale le 11 novembre 2010, aux contenus très inégaux²⁷. Qu'en est-il alors des conférences, entre ce retrait de certains espaces et l'injonction à commémorer propre au Centenaire ? Quelles furent les régions les plus parcourues en 2012-2019 par les spécialistes ? Certaines sont-elles restées en marge de ce vaste mouvement de vulgarisation ? Ce travail est l'occasion d'une géographie du Centenaire, à la lumière des conférences grand public.

Ici, les « colloques grand public » n'apparaissent chacun qu'une seule fois, eussent-ils compté plusieurs communications réalisées par des spécialistes entrant dans le cadre de l'étude. Ils sont en effet très limités dans le temps (d'une demi-journée à deux jours), à la différence des cycles de conférences qui offrent, eux, plusieurs rendez-vous. En attribuant à une localité une dizaine d'interventions sur une période aussi restreinte, dans un seul et même événement, nous avons considéré que les résultats étaient biaisés. Par exemple, la ville d'Auxerre a accueilli l'un de ces colloques en novembre 2013. Huit communications y furent assurées par des chercheurs. Pour autant, aucune autre conférence ne fut tenue sur les rives de l'Yonne par un spécialiste pendant la période du Centenaire. Compter l'ensemble des interventions d'un colloque aboutit à un biais évident, exagérant le dynamisme d'une localité. Ce n'est pas le cas d'un festival, plus étendu dans le temps, mais surtout répété au fil des ans.

La France n'a pas été couverte dans sa totalité. Si l'échelle cantonale n'a pas été retenue pour cette étude, on observe que plusieurs départements ou collectivités n'ont pas accueilli de représentant du monde de la recherche. Les cartes et les tableaux suivants montrent la répartition géographique des conférences tenues en métropole et dans les territoires d'outre-mer, de 2012 au début de 2019.

26 Nicolas Offenstadt, lors de la table ronde dédiée au Centenaire organisée à l'IHA, Paris, le 4 décembre 2014 (voir note 8).

27 *Id.*, « Pratiques contemporaines de la Grande Guerre en France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 113-114, « Mémoires de la Grande Guerre », dir. Benjamin Gilles et Nicolas Offenstadt, 2014, p.91.



11. Cartographie des conférences grand public dans la métropole française (2012-2019)

Ainsi, 5 départements ne sont pas représentés dans la base de données. Correspondant chacun à ce que fut « l'arrière » au moment du conflit, ils sont par ailleurs particulièrement ruraux par leur population et leur structure : aucune des grandes métropoles nationales ne s'y trouve. Ces difficultés sont partagées avec les 49 départements de la catégorie supérieure (« moins de 10 conférences »)²⁸. Beaucoup de ces départements figurent sur la « diagonale des faibles densités », autre outil commode de représentation de la ruralité en déclin. Du nord au sud, le Territoire-de-Belfort, la Haute-Marne, la Haute-Saône, le Doubs et le Jura, l'Ain,

28 La Seine-Saint-Denis est ici une exception notable. Département essentiellement urbain, elle est cependant elle aussi marquée par des difficultés économiques et sociales structurelles. Par ailleurs, une partie de sa population, issue d'une immigration récente (bien que beaucoup soient originaires des anciennes colonies, mises à contribution pendant le conflit), n'a peut-être pas trouvé sa place dans ce cycle commémoratif national. Cette délicate question mérite une plus large étude.

l'Yonne et la Nièvre, l'Allier, le Cantal, la Loire et la Haute-Loire, la Vienne et la Haute-Vienne, la Creuse, la Dordogne, les Landes, le Gers, les Pyrénées-Orientales et les Hautes-Pyrénées s'inscrivent sur ce tracé. Si on a bien affaire ici à une série de handicaps, il convient de se garder de tout déterminisme. Nous le verrons, certains départements très ruraux, et pas seulement ceux du front, témoignent, au prisme des conférences grand public, d'une certaine vivacité mémorielle.

Quoi qu'il en soit, un constat analogue peut s'opérer dans les territoires ultramarins (départements, régions et collectivités d'outre-mer [DROM-COM]).

Tableau 3. Conférences dans les DROM et COM (2012-2018)

Conférences	Département / collectivité
Plus de 10 conférences	-
Moins de 10 conférences	Nouvelle-Calédonie (9), La Réunion (5), Guadeloupe (1) Polynésie française (1)
Aucune conférence identifiée	Martinique, Guyane, Wallis et Futuna, Saint-Pierre et Miquelon, Mayotte

382

Comme le montre le tableau ci-dessus, seule la Nouvelle-Calédonie a accueilli plus de 5 conférences. Ceci s'explique par l'histoire de l'île et le souvenir de la révolte kanak de 1917. Les interventions historiennes se proposèrent ainsi souvent de resituer cet épisode dans le contexte de la Grande Guerre. En revanche, la Martinique est absente de la base de données, de même que la Guyane, Saint-Pierre et Miquelon, Wallis et Futuna et Mayotte. L'éloignement du conflit et une participation parfois quasi nulle permettent d'expliquer ces observations. Par exemple, le statut de Wallis-et-Futuna était encore incertain au moment du conflit, entre protectorat et annexion. La faible importance stratégique de ces îles et terres situées hors d'atteinte de la Triple Alliance y a certainement atténué encore l'impact du conflit, même si des hommes furent envoyés sur le front. La taille et les effectifs réduits des structures universitaires locales complètent cette explication. Attention, en métropole comme outre-mer, l'absence de conférence tenue par un scientifique ne signifie pas l'absence d'événement, et encore moins le vide commémoratif. Le silence ultra-marin n'est pas si assourdissant qu'il y paraît : dans le cas de La Réunion, l'interview de Stéphane Gombaudo par Nicolas Offenstadt publiée sur le site *Observatoire du Centenaire* rapporte de nombreuses actions, et insiste sur la pluralité des acteurs engagés²⁹.

À l'extrême inverse de ces territoires de l'arrière, les anciens départements du front se dégagent largement en tête du premier tableau. Ici, l'appartenance

29 Nicolas Offenstadt, « Le centenaire de la Grande Guerre à La Réunion, interview de Stéphane Gombaudo », *Observatoire du Centenaire*, <https://observatoireducentenaire.pantheonsorbonne.fr/centenaire-regions> (consulté le 1er août 2021), p. 2-3.

pourtant pleine et certaine à la diagonale des faibles densités ne crée pas les mêmes effets. Non seulement la mémoire de la guerre joue à plein, mais les potentialités événementielles du Centenaire sont perçues comme telles. On comprend ainsi aisément les 67 conférences tenues dans la Somme, les 59 dans la Marne, les 54 interventions dans la Meuse et les 45 autres dans l'Aisne. Ces quatre départements concentrent à eux seuls 225 communications, soit plus de 15 % des 1 487 recensées. La Somme, qui profite de la vivacité événementielle de l'Historial de Péronne, se place en tête de ce quatuor. La Marne a quant à elle été portée par le programme ambitieux de la Ville de Reims, réparti sur chaque année, de 2014 à 2018. La Meuse bénéficie manifestement du statut mémoriel de la bataille de Verdun, sans commune mesure en France³⁰, et supérieur à celui du Chemin des Dames dont le théâtre, l'Aisne, apparaît légèrement en retrait. On peut ajouter à ces départements le Pas-de-Calais (28 événements) et la Meurthe-et-Moselle (26), qui ont aussi vécu les combats. Le cas des départements occupés est cependant moins tranché. Les Ardennes figurent en bas de tableau, avec seulement 11 conférences ; le Nord en compte 25. Quant à la Moselle, aux Bas- et Haut-Rhin, allemands de 1871 à 1919, les résultats y sont inégaux : la première n'a accueilli que 8 conférences ; en revanche le Bas-Rhin et le Haut-Rhin se détachent davantage (respectivement 31 et 18 prises de parole scientifiques). Il n'est pas étonnant de voir Strasbourg rassembler le plus d'événements. Ville universitaire, c'est surtout une ville d'envergure et de fonction européenne, qui a pu bénéficier de la tonalité pro-européenne insufflée au Centenaire.

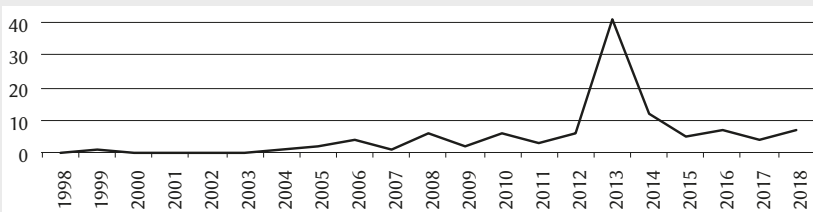
Attardons-nous enfin sur les cas de Paris et du Loir-et-Cher, qui occupent le haut du tableau. Le second profite évidemment de son festival annuel, organisé chaque automne par le Centre européen de promotion de l'histoire : les « Rendez-vous de l'histoire ».

Paris dépasse de loin le Loir-et-Cher et tous les autres départements, avec ses 166 conférences. Sa centralité culturelle, intellectuelle et universitaire, peut-être aussi plus simplement sa démographie, sont autant d'éléments classiques d'explication qui semblent fonctionner ici. Gardons-nous toutefois de faire de Paris un ensemble homogène. Certains arrondissements sont ainsi très dynamiques, en fonction, largement, des institutions culturelles et historiques qui y sont implantés. On peut ainsi citer l'Institut historique allemand (dans le III^e arrondissement), qui a organisé plusieurs cycles de conférences et accueilli de nombreux événements, ou encore la BnF et l'Institut du monde arabe. À l'inverse, le X^e arrondissement n'a accueilli aucune conférence.

30 Voir sur ce sujet Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun 1916*, Paris, Tallandier, 2015.

La Grande Guerre aux « Rendez-vous de l'histoire » de Blois 2012-2018: un « effet Centenaire » ?

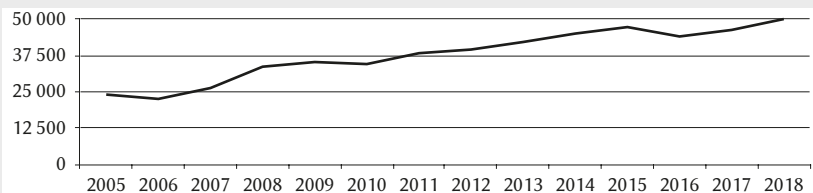
Le festival rassemble chaque année au mois d'octobre des spécialistes et amateurs d'histoire autour d'un thème central. C'est le grand moment de vulgarisation en France, à Blois. Un tel événement ne pouvait passer à côté du Centenaire. L'association a pris en compte l'agenda mémoriel dans ses programmations. Ce fut particulièrement le cas en 2013, lorsque le sujet retenu fut « La guerre ». L'année précédente, « Les paysans » avaient été à l'honneur. En 2014 vinrent « Les rebelles », en 2015 « Les empires », en 2016 le thème « Partir » et en 2017 « Eurêka ». Enfin, en octobre 2018, ce fut au tour de la « Puissance des images » d'être mise en exergue. Autrement dit, en ce qui concerne Blois, le choix a été fait de lancer en quelque sorte la séquence du Centenaire en créant un temps fort en 2013, choix qui a permis d'interroger la commémoration à venir. Par conséquent, c'est de loin l'édition des « Rendez-vous » de l'année 2013 où la Première Guerre mondiale a donné lieu au plus grand nombre de conférences, comme le démontre sans détour le graphique ci-dessous.



12. « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, nombre de communications portant sur la Grande Guerre par édition (1998-2018)

Notons toutefois que dès 2012 et jusqu'en 2018, la Mission du Centenaire fut présente au festival, organisant des tables rondes dans le cadre des « cartes blanches » et disposant d'un espace propre au Salon du livre associé à partir de 2013.

En tout cas, les chiffres de fréquentation du festival, présentés ci-dessous, ne montrent pas d'inflexion notable en corrélation avec l'importance donnée à la Grande Guerre dans le programme. La seule légère rupture est la conséquence vraisemblable des attentats de novembre 2015. En d'autres termes, la Grande Guerre, en 2013, n'attirait pas particulièrement davantage qu'un autre sujet : ici, pas « d'effet Centenaire ».



13. « Rendez-vous de l'histoire » de Blois, nombre de visiteurs par an (2005-2018)

En dehors de ces deux premiers exemples, plusieurs points retiennent l'attention. Tout d'abord, le dynamisme des départements abritant une ville universitaire ressort assez nettement. C'est le cas de Bordeaux et de la Gironde, de Montpellier et de l'Hérault, de Marseille et des Bouches-du-Rhône, de Lyon et du Rhône, d'Orléans et du Loiret, de Toulouse et de la Haute-Garonne. On pourrait ajouter à cet ensemble le cas de Clermont-Ferrand, qui polarise largement l'Auvergne, dont l'attractivité est sans commune mesure avec les autres villes de la région. L'Ille-et-Vilaine et la Loire-Atlantique ont aussi avec Rennes et Nantes deux centres importants d'enseignement supérieur.

Mais ici se croisent peut-être plusieurs explications. D'abord, dans le cas breton, on peut associer les Côtes-d'Armor (19), le Morbihan (19), le Finistère (12) à l'Ille-et-Vilaine (33) et à la Loire-Atlantique (16), et remarquer qu'ensemble, ces départements qui formaient jadis la Bretagne³¹ témoignent d'un certain dynamisme mémoriel, puisqu'ils comptent 99 conférences au total. On peut mettre ceci en relation avec la permanence de questions et mythes mémoriels régionaux, tels que celui d'une surexposition délibérée des Bretons au feu et – ce qui est lié – celui des 240 000 soldats morts³². Erwan Le Gall, qui a tenu à lui seul 28 conférences, suggère par ailleurs d'y voir un écho au repli identitaire qui s'est fait sentir en Bretagne dans le sillage des « Bonnets rouges » (2013)³³.

Enfin, certains départements se démarquent du reste de l'Hexagone en vertu de l'activité d'un historien. C'est le cas, indéniablement, de la Haute-Savoie et de la Savoie : sur les 51 conférences qui s'y tinrent, 46 furent prononcées par Sébastien Chatillon-Calonne. Cette situation singulière de quasi-monopole et d'hyperactivité ne s'observe nulle part ailleurs dans ces proportions. D'autres inlassables porteurs de la parole historique se distinguent néanmoins, comme Rémy Cazals, qui a délivré plus d'un tiers des communications recensées en Occitanie, sans se réserver au seul public toulousain. On pourrait trouver d'autres exemples encore, tels ceux de Stéphane Tison autour du Mans, de Chantal Antier en Seine-et-Marne, ou du géologue Daniel Hubé dans la région Centre.

Au total, la géographie qui s'exprime ici complète celles proposées dans les autres contributions, par Elisa Marcobelli s'agissant des colloques, et par Bérénice Zunino concernant les expositions. Dans tous les cas, Paris domine, suivi

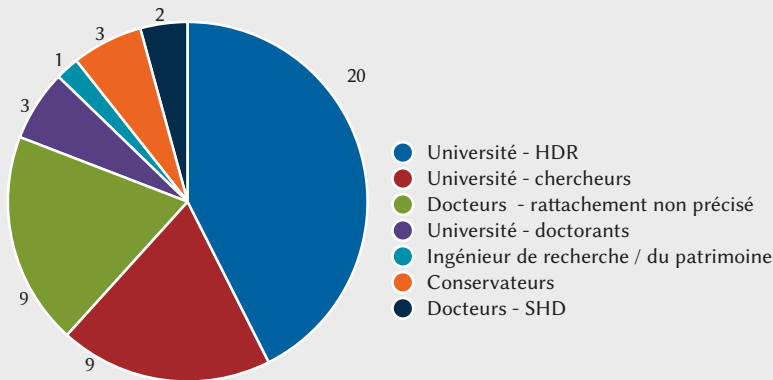
31 La « Loire-Inférieure » fut administrativement bretonne jusqu'en 1955. On inclut par conséquent sa successeuse, dite « Loire-Atlantique », à ce passage sur la mémoire bretonne.

32 Voir à ce sujet Erwan Le Gall, Yann Lagadec et Michaël Bourlet (dir.), *Petites patries dans la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013 ; et Didier Guyvarc'h et Yann Lagadec, *Les Bretons et la Grande Guerre*, Rennes, PUR, 2013.

33 Erwan Le Gall, dans un échange électronique, août 2018.

Les spécialistes français de la Grande Guerre dans le monde Statuts, destinations, organisateurs

D'après la base de données, 113 conférences furent tenues dans le monde par 47 scientifiques français^a. Parmi eux, les professeurs, directeurs de recherches (dont émérites et honoraires) et maîtres de conférence forment le plus gros contingent. La « visibilité » offerte par un poste en université peut être avancée comme explication. Cette fois, la place des historiens est véritablement écrasante, puisqu'on compte seulement un archéologue et une spécialiste de la littérature dans cet ensemble.



14. Statut des spécialistes intervenus à l'étranger (n=47)

Où s'exprimèrent-ils ? Le tableau ci-dessous présente un classement par pays et continents de leurs destinations. Les noms apparaissant en gras sont ceux des pays ayant été impliqués dans le conflit.

Tableau 4. Les conférences françaises à travers le monde

Conférences	Pays (nombre de conférences)
Plus de 20	Allemagne (29)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Congo (11)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	États-Unis d'Amérique (8), Belgique (7), Gabon (7), Angleterre (5), Canada (5) Suisse (5)
Moins de 5	Lettonie (4), Monaco (4), Atlantique (3), Djibouti (3), Chine (3), Italie (2), Serbie (2), Japon (2), Arabie saoudite (1), Arménie (1), Australie (1), Autriche (1), Émirats arabes unis (1), Espagne (1), Estonie (1), Luxembourg (1), Pologne (1), République tchèque (1), Roumanie (1), Slovaquie (1), Vanuatu (1)

Sans surprise, d'anciens pays mobilisés ou occupés pendant le conflit sont les plus représentés. L'Europe concentre 59,2 % des interventions, en particulier en Allemagne, qui apparaît loin devant l'Angleterre. L'amitié franco-allemande, l'Union européenne et le Brexit ont ainsi largement pris le pas sur les anciennes alliances. On retrouvera plus loin cette tendance. Ensuite, la place de l'Afrique est elle aussi remarquable : le Gabon et le Congo accueillirent des cycles originaux sur la Grande Guerre et leurs implications respectives.

Mais la lecture à proposer de cette présence française est délicate. Témoigne-t-elle d'un Centenaire international, voire mondial, ou bien est-ce plutôt un Centenaire français qui s'invite et s'exporte, voire s'installe hors de France ? L'importance de la catégorie « organisme public de rayonnement international » parmi les organisateurs autorise à considérer sérieusement la deuxième proposition. En effet, sur ces 113 manifestations, 45 furent organisées ou co-organisées par un institut français de l'étranger, et deux par des ambassades françaises. En 2017, la Mission du Centenaire mit en place avec la Mission culturelle et universitaire française aux États-Unis un partenariat emblématique de cet effort de promotion du savoir français à l'occasion du Centenaire. 14 manifestations furent prévues : concerts, expositions, projections, remise de prix mais aussi un « *road-trip* universitaire ». Organisé à l'automne comme une véritable tournée, il fut l'occasion de journées d'études dans les universités de Washington, New-York, Raleigh, Boston et Chicago. À chaque étape se tinrent également des conférences ou tables rondes ouvertes au grand public.

On a donc affaire à une présence historique qui touche tous les continents, mais dans des proportions très inégales : en Europe, l'Allemagne attire la majorité des prestations françaises ; l'Amérique du Sud, très en retrait pendant le conflit, est complètement délaissée. Cette image du rayonnement de l'historiographie française peut être complétée par l'analyse de la participation des historiens et autres spécialistes français à des colloques à l'étranger, premièrement, et deuxièmement par un inventaire de l'exportation et la traduction de leurs ouvrages^b.

- a Ces chiffres sont toutefois à considérer avec plus de précaution que les autres de cette étude : les recherches internet complétant les réponses aux enquêtes furent plus délicates à réaliser, se trouvant pour ainsi dire diluées dans le monde entier.
- b Voir à ce sujet les contributions d'Elisa Marcobelli sur les colloques scientifiques et de Nicolas Patin sur les publications.

des départements du front ou qui furent occupés. L'ampleur de la distribution varie cependant. Si les colloques scientifiques sont absents de près de la moitié des départements métropolitains (47 sur 95), ce n'est pas le cas des conférences grand public, et encore moins des expositions : tous les départements ont accueilli au moins une exposition labellisée par la Mission du Centenaire³⁴. Quoiqu'il en soit, et outre cette activité hexagonale soutenue, les conférences grand public ont aussi contribué à un certain rayonnement dans le monde.

En somme, si l'on se fie à l'indicateur que constituent les conférences destinées au grand public, le Centenaire s'est déployé en France sans grande originalité, en respectant la distribution des champs de batailles de la Grande Guerre, d'une part, et de l'autre en confirmant le dynamisme des territoires. Quelques « points chauds » mémoriels ressortent, et quelques engagements locaux de spécialistes distinguent ponctuellement un espace donné. Mais, dans l'ensemble, la géographie qu'on vient de dessiner était prévisible : Paris domine le pays, suivi des grandes villes universitaires et des départements du front. Les zones rurales en difficultés et éloignées des champs de bataille restent en retrait, sinon en marge. À cette tension spatiale s'ajoute une dialectique temporelle : de 2012 à 2019, les mois qui se succèdent n'ont pas tous donné lieu au même nombre de conférences.

388

CHRONOLOGIE : LES CONFÉRENCES À TRAVERS LE TEMPS DU CENTENAIRE

En janvier 2015, Rémy Cazals notait dans une contribution à l'*Observatoire du Centenaire* avoir eu une activité très dense l'année précédente : 14 colloques universitaires, 29 conférences grand public, trois conférences pédagogiques, 15 interventions en lien avec les médias. Il indiquait en outre avoir prêté sa plume à 7 articles, préfaces ou postfaces. Il ajoutait :

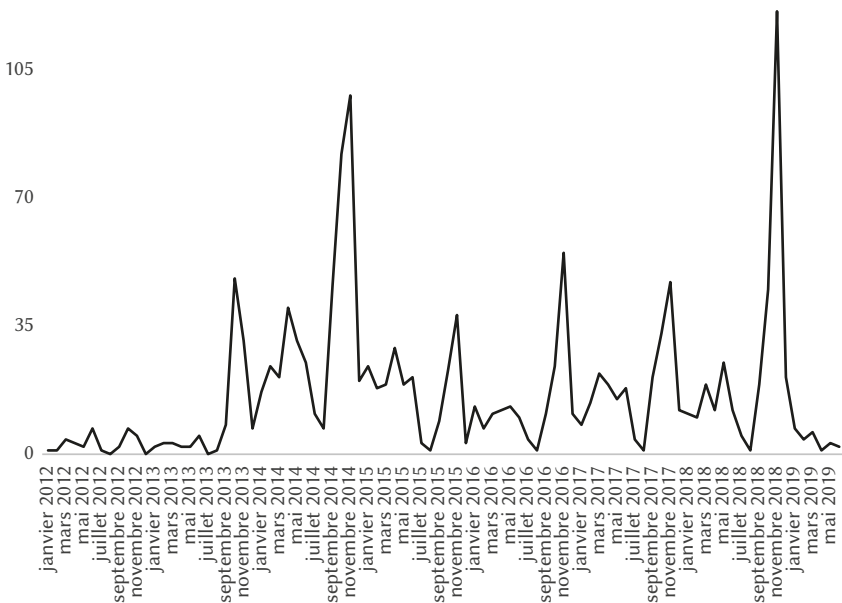
Mon calendrier prévisionnel pour 2015 ne compte que des colloques universitaires ; cela donne l'impression que les associations et les structures locales en ont terminé avec la Grande Guerre, et vont passer à autre chose. Cette impression demandera à être validée³⁵.

34 À ce sujet, voir en complément de la géographie proposée ici celle présentée par la Mission du Centenaire à partir de ses fichiers de labellisations : Nadia Wainstain, *Bilan territorial 2013-2018 du centenaire de la Première Guerre mondiale*, Mission du Centenaire, 2019 (https://web.archive.org/web/20210429111907/https://www.centenaire.org/sites/default/files/references-files/bilan_territorial.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

35 Rémy Cazals, « Un historien dans le Centenaire », art. cit., p. 1-2.

Le graphique ci-dessous permet de mettre en contexte l'évolution du nombre de conférences données par mois³⁶. Les rythmes sont clairs : après une année 2013 comptant 112 conférences au total, on observe une explosion en 2014 (421), une stabilisation en 2015 (197), 2016 (172) et 2017 (212) et une nouvelle augmentation en 2018 (303). En dépit de l'apparence du graphique, dont le plus haut pic concerne novembre 2018, c'est bien l'année 2014 qui a connu le plus grand dynamisme événementiel, étalé tout au long de l'année. Pour l'année 2019, seules 24 conférences grand public ont été repérées, mais ce résultat est à considérer avec prudence, dans la mesure où les recherches ont été terminées en avril 2019.

140



15. Distribution des conférences grand public dans le temps du Centenaire (n=1487) 10 conférences n'ont pu être précisément datées. Elles n'apparaissent donc pas ici.

Les « Rendez-vous de l'histoire » de Blois expliquent le premier pic, en octobre 2013. Cela mis à part, ce sont très nettement 2014 et 2018 qui comptent le plus de conférences et se démarquent des autres années. Si chaque mois de novembre se manifeste par l'augmentation nette des manifestations, celui de 2014 atteint un sommet, dépassé seulement en 2018. Pourtant, le 11 novembre 1914 n'est en rien une date historique ; celui de 1913 non plus. On remarque néanmoins que près de 30 conférences se sont tenues en novembre 2013.

36 De nouveau, les « colloques grand public » n'apparaissent qu'une fois chacun.

Ces premières observations peuvent être complétées des tableaux suivants, qui croisent géographie et histoire du Centenaire³⁷. Pour des raisons mentionnées plus haut, la Somme (Historial de la Grande Guerre) et le Loir-et-Cher (« Rendez-vous de Blois ») apparaissent souvent en haut du classement. Pour le reste, ces tableaux exposent avec clarté le parallélisme précis entre le déroulement du conflit et les distributions chronologique et spatiale de sa mémoire. En 2014, des départements variés se sont impliqués pour commémorer et comprendre l'entrée de la France entière dans le conflit. Mais on pouvait déjà noter la place particulière de la Marne, en écho aux combats qui s'y sont déroulés en 1914. En 2016, c'est la Meuse qui se distingue ; de nombreuses conférences s'y tiennent sur la bataille de Verdun et l'année 1916. Quant à l'Aisne, en retrait auparavant, elle fait preuve d'un plus grand dynamisme événementiel en 2017, cent ans après le Chemin des Dames. L'année 2018 est, à l'instar de 2014, moins contrastée : toute la France trouve à s'intéresser à la fin du conflit.

390

Tableau 5 : Distribution géographique des conférences grand public en 2013

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Loir-et-Cher (41)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	-
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Paris (8), Aisne (7)
Moins de 5	Somme (4), Meuse (4), Charente-Maritime (4), Tarn-et-Garonne (4), Rhône (3), Bas-Rhin (3), Haute-Savoie (3), Indre-et-Loire (2), Marne (2), Hérault (2), Ille-et-Villaine (2), Seine-et-Marne (2), Meurthe-et-Moselle (2), Oise (2), Nord (2), Haute-Garonne (2), Haut-Rhin (1), Gironde (1), Pas-de-Calais (1), Loiret (1), Lot (1), Tarn (1), Vosges (1), Nouvelle-Calédonie (1), Savoie (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Yonne (1), Hautes-Alpes (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

37 En raison de la réserve déjà exprimée plus haut, le choix a été fait d'en rester ici aux années 2013 à 2018.

Tableau 6. Distribution géographique des conférences grand public en 2014

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (53)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Ille-et-Vilaine (18), Marne (17), Rhône (14), Bouches-du-Rhône (14), Loir-et-Cher (13), Hérault (13), Loiret (11), Pyrénées-Atlantiques (11), Meurthe-et-Moselle (10), Oise (10), Puy-de-Dôme (10)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Somme (9), Nord (9), Gironde (9), Aisne (8), Haute-Garonne (8), Bas-Rhin (7), Haute-Savoie (7), Sarthe (7), Finistère (7), Seine-et-Marne (6), Côtes d'Armor (6), Corrèze (6), Meuse (5), Haut-Rhin (5), Pas-de-Calais (5), Loire-Atlantique (5), Morbihan (5), Saône-et-Loire (5)
Moins de 5	Lot (4), Val-de-Marne (4), Essonne (4), Hauts-de-Seine (4), Aude (4), Moselle (4), Haute-Vienne (4), Charente-Maritime (3), Tarn (3), Seine-Maritime (3), Val-d'Oise (3), Indre (3), Drôme (3), Loire (3), Alpes-Maritimes (3), Eure-et-Loir (3), Haute-Corse (3), Nouvelle-Calédonie (2), Vaucluse (2), Yvelines (2), Ardèche (2), Mayenne (2), Aube (2), Orne (2), Aveyron (2), Gard (2), Vienne (2), Calvados (2), Cantal (2), Lozère (2), Deux-Sèvres (2), Doubs (2), Territoire de Belfort (2), Tarn-et-Garonne (1), Indre-et-Loire (1), Savoie (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Yonne (1), Ardennes (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Haute-Loire (1), La Réunion (1), Eure (1), Seine-Saint-Denis (1), Gers (1), Maine-et-Loire (1), Guadeloupe (1), Polynésie Française (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

391

SYLVAIN DELPEUT Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation

Tableau 7. Distribution géographique des conférences grand public en 2015

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (20)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Somme (13)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Marne (8), Bouches-du-Rhône (8), Pas-de-Calais (8), Hérault (7), Rhône (6), Aisne (6), Haute-Savoie (6), Seine-Maritime (6), Loir-et-Cher (5), Oise (5), Haut-Rhin (5), Mayenne (5)
Moins de 5	Nord (4), Essonne (4), Hauts-de-Seine (4), Ille-et-Vilaine (3), Meuse (3), Loire-Atlantique (3), Morbihan (3), Val-de-Marne (3), Aude (3), Val-d'Oise (3), Nouvelle-Calédonie (3), Var (2), Meurthe-et-Moselle (2), Gironde (2), Bas-Rhin (2), Sarthe (2), Seine-et-Marne (2), Saône-et-Loire (2), Tarn (2), Drôme (2), Aveyron (2), Indre-et-Loire (2), Vosges (2), Corse-du-Sud (2), Landes (2), Loiret (1), Haute-Garonne (1), Finistère (1), Côtes d'Armor (1), Corrèze (1), Moselle (1), Charente-Maritime (1), Vaucluse (1), Yvelines (1), Ardèche (1), Aube (1), Orne (1), Calvados (1), Cantal (1), Lozère (1), Allier (1), Lot-et-Garonne (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Maine-et-Loire (1), Haute-Saône (1), Côte d'Or (1), Hautes-Pyrénées (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 8. Distribution géographique des conférences grand public en 2016

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Meuse (21)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus) conférences	Paris (14), Somme (14)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Haute-Savoie (8), Loir-et-Cher (7), Bas-Rhin (7), Yvelines (7), Marne (6), Rhône (6), Gironde (5), Indre-et-Loire (5), Loiret (5), Pyrénées-Atlantiques (5)
Moins de 5	Pas-de-Calais (4), Seine-et-Marne (4), Bouches-du-Rhône (3), Aisne (3), Ille-et-Vilaine (3), Meurthe-et-Moselle (2), Tarn (2), Côtes d'Armor (2), Aube (2), Côte d'Or (2), Lot (2), Haute-Loire (2), Hérault (1), Seine-Maritime (1), Oise (1), Haut-Rhin (1), Mayenne (1), Nord (1), Aude (1), Val-d'Oise (1), Nouvelle-Calédonie (1), Haute-Garonne (1), Finistère (1), Orne (1), Calvados (1), Cantal (1), Allier (1), Isère (1), Cher (1), Haute-Marne (1), Haute-Saône (1), Puy-de-Dôme (1), Indre (1), Loire (1), Eure-et-Loir (1), Gard (1), Vienne (1), Deux-Sèvres (1), Ardennes (1), Gers (1), Vendée (1), Ain (1), Ariège (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 9: Distribution géographique des conférences grand public en 2017

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (22)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Meuse (16), Gironde (16), Somme (12), Marne (11), Aisne (11)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Meurthe-et-Moselle (9), Haute-Savoie (8), Seine-et-Marne (7), Pas-de-Calais (6), Savoie (5).
Moins de 5	Loir-et-Cher (4), Rhône (4), Bas-Rhin (4), Loiret (4), Haute-Garonne (4), Loire-Atlantique (4), Hérault (2), Côtes d'Armor (3), Sarthe (3), La Réunion (3), Creuse (3), Ille-et-Vilaine (2), Morbihan (2), Essonne (2), Aude (2), Val-d'Oise (2), Indre (2), Nouvelle-Calédonie (2), Aube (2), Loire (2), Alpes-Maritimes (2), Gard (2), Côte d'Or (2), Haute-Loire (2), Bouches-du-Rhône (1), Oise (1), Nord (1), Puy-de-Dôme (1), Haut-Rhin (1), Indre-et-Loire (1), Lot (1), Finistère (1), Ardèche (1), Mayenne (1), Vosges (1), Moselle (1), Orne (1), Aveyron (1), Vienne (1), Eure-et-Loir (1), Lozère (1), Yonne (1), Eure (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Tableau 10. Distribution géographique des conférences grand public en 2018

Conférences	Départements (nombre précis de conférences)
Plus de 20 (inclus)	Paris (39)
Entre 20 (exclu) et 10 (inclus)	Marne (15), Somme (12), Puy-de-Dôme (11), Gironde (10)
Entre 10 (exclu) et 5 (inclus)	Aisne (9), Haute-Savoie (9), Seine-et-Marne (8), Rhône (8), Bouches-du-Rhône (8), Pyrénées-Atlantiques (8), Rhône (8), Loir-et-Cher (7), Côtes d'Armor (7), Oise (7), Bas-Rhin (6), Haute-Garonne (6), Sarthe (6), Lot (6), Ardèche (6), Loiret (5), Hérault (5), Ille-et-Vilaine (5), Morbihan (5), Nord (5), Seine-Maritime (5)
Moins de 5	Pas-de-Calais (4), Vosges (4), Yvelines (4), Val-de-Marne (4), Vendée (4), Meuse (3), Loire-Atlantique (3), Indre (3), Haut-Rhin (3), Hauts-de-Seine (3), Ardennes (3), Var (3), Essonne (2), Indre-et-Loire (2), Finistère (2), Orne (2), Vienne (2), Tarn (2), Saône-et-Loire (2), Drôme (2), Haute-Marne (2), Haute-Vienne (2), Isère (2), Hautes-Alpes (2), Seine-Saint-Denis (2), Meurthe-et-Moselle (1), Savoie (1), La Réunion (1), Aude (1), Val-d'Oise (1), Gard (1), Mayenne (1), Aveyron (1), Yonne (1), Charente-Maritime (1), Corrèze (1), Allier (1), Calvados (1), Cantal (1), Vaucluse (1), Lot-et-Garonne (1), Alpes-de-Haute-Provence (1), Pyrénées-Orientales (1)
Aucune identifiée	Tout le reste du territoire

Le Centenaire a donc été l'occasion d'un déploiement des spécialistes à travers tout le territoire, particulièrement entre 2014 et 2018. Majoritairement historiens, français et universitaires, ils furent appelés à prendre part à plus de 1 700 interventions dans toutes les régions de l'Hexagone, en délaissant toutefois quelques départements, ainsi que l'Outre-mer (en grande partie). Quelles furent les thématiques de ces conférences ? Comment se jouèrent les rencontres entre les spécialistes et leur public ? C'est l'objet du troisième mouvement de cette étude, aux contours plus qualitatifs³⁸.

38 L'absence de tout développement consacré à la fréquentation des conférences n'aura pas échappé au lecteur. Initialement prévu, ce sujet a été abandonné face à la difficulté du recueil des informations, trop irrégulièrement communiquées. Il aurait été possible d'utiliser les réponses de Gilles Prilau, qui a fait l'effort très louable d'indiquer pour chacune des conférences qu'il a prononcées le nombre approximatif de ses auditeurs. On aurait pu obtenir ces mêmes chiffres concernant les « Rendez-vous » de Blois. Mais comment les mettre en perspective ? Et surtout qu'en déduire ?

CONTENU DES INTERVENTIONS ET RÉACTIONS DU PUBLIC

On débutera cette partie avec une étude des sujets traités lors des conférences grand public tenues de 2012 à 2019 sur le territoire français³⁹. Le propos évoluera ensuite vers les attentes du public, ses questionnements, et les impressions que ces rencontres et ces échanges ont pu laisser aux spécialistes.

CADRES SPATIAUX ET SUJETS : LA FRANCE ET LES FRANÇAIS AU CŒUR DES CONFÉRENCES

394 C'est d'abord le poids écrasant des sujets consacrés à la France qui transparaît. Ainsi, au total, 1 290 interventions se donnèrent pour cadre l'Hexagone, 20 autres l'Empire français⁴⁰. Au sein des premières, 374 agrandirent l'échelle pour étudier des portions plus restreintes du territoire : on compte ainsi 102 « études régionales »⁴¹ et 272 « études locales ». De nouveau, le niveau régional est en retrait, excepté dans le cas de quelques régions historiques et périphériques aux identités plus fortes : la Savoie (37), la Bretagne (29). Leur constitution en entité administrative repose sur une épaisseur historique rare (qu'on songe, à l'inverse, à la Champagne ou au Centre-Val de Loire déjà nommé). On retient donc surtout l'importance des petites et très petites « patries » : de nouveau, l'intérêt pour l'expérience locale de la Grande Guerre s'exprime ici. Le marqueur « (Petites) patries dans la Grande Guerre », ajouté en fin d'interrogation dans les colonnes « thématiques », confirme ceci, puisqu'il mesure 116 conférences, dont 41 portent sur la Bretagne et les Bretons. On reviendra plus bas sur ce point. Par ailleurs, les départements du front sont très souvent retenus comme cadre d'étude : la Somme (13 conférences), la Marne (14), le Haut-Rhin (10) et l'Aisne (19), notamment. La Meuse (30) se démarque, en vertu du poids mémoriel de la bataille de Verdun.

C'est donc avant tout et très majoritairement de la France qu'il a été question (69,9 % des conférences, 71,1 % en comptant les interventions sur l'empire colonial). Restent 418 communications. 240 d'entre elles sont consacrées à l'histoire « transnationale ». Celle-ci renvoie à des sujets qui dépassent les frontières ou associent plusieurs pays sans perspective comparative : « l'économie

39 Avertissement : les différents classements thématiques peuvent contenir des approximations, dans la mesure où seul le titre de l'intervention est communiqué dans la très grande majorité des cas.

40 Les soldats et la société de l'Empire furent néanmoins plus souvent à l'honneur (voir *supra*, « Méthode » sur la taxinomie). Cette remarque vaut pour les autres groupes ethnoculturels impliqués dans le conflit.

41 Pour garantir davantage de sens et de lisibilité spatiale, on a gardé ici, en dépit de la réforme territoriale, les anciennes régions.

pendant la guerre », les « causes de la guerre », « négocier la paix », etc., autant de thèmes qui touchent les belligérants dans leur globalité. 46 autres conférences optent pour la comparaison⁴². Mais nombreuses furent celles ayant pour objets des pays bien ciblés, sans qu'il ne s'agisse de la France. Or, ici, les relations de jadis ne sont plus le facteur déterminant : c'est l'ennemi d'hier qui occupe le plus d'interventions. 42 conférences sont consacrées uniquement à l'Allemagne, 12 autres proposent une histoire franco-allemande (non comparative), tandis que 39 comparent les deux côtés du Rhin et de la Moselle. En revanche, la Russie n'a motivé que 15 interventions (essentiellement en 2017), trois de plus que l'Angleterre (soit moins de 1 % du total des conférences). La réconciliation franco-allemande et la construction européenne ont fait leur chemin. Le « Boche », figure extrêmement négative dès la guerre, garde une place incomparable, jouissant de son double statut : ennemi d'hier, de 1870, de 14-18, et de 39-45, ami d'aujourd'hui, il est l'associé de l'histoire contemporaine des Français, et, à ce titre, l'objet de leur curiosité⁴³.

Les conférences restantes se répartissent entre l'Empire ottoman et le Moyen-Orient (34), les États-Unis (13), la Belgique (10), et quelques rares études (parfois comparatives) sur l'Autriche-Hongrie, l'Italie, les Balkans. La thématique « (Petites) patries dans la Grande Guerre », ajoutée ultérieurement, a permis de mettre en lumière l'intérêt pour les Américains. Si les conférences portant (géographiquement) sur l'Amérique sont très rares, celles s'intéressant aux soldats sont plus nombreuses (18). Sans surprise, elles se sont tenues en 2017.

Se dégage en somme de cette première analyse thématique l'importance des ancrages territoriaux et d'une mémoire locale, dans lesquels on peut chercher à comprendre et à replacer l'expérience d'un ancêtre. Le poids du contexte politique actuel, largement supérieur à celui du début du XX^e siècle, est confirmé.

L'étude des thèmes va dans le sens du premier point, accordant une large place aux individus dans la guerre. Le tableau ci-dessous présente pour chaque grande catégorie thématique le nombre de conférences concernées. Signalons que dans la base de données, deux cases pouvaient être remplies par conférence (donc deux thèmes signalés).

42 Il est évident que dans de nombreux autres cas (notamment celui des communications portant sur la France) les analyses ont pu être développées par des allusions à ce qui se passait ailleurs. Mais ici, on prend en compte les interventions qui se fondent complètement sur une comparaison.

43 Les contributions de Simon Catros, Nicolas Patin, Franziska Heimburger et Lise Galand parviennent à la même conclusion.

Tableau 11. Sujets traités dans les conférences grand public (2012-2019) (n=2802)

Thèmes	Nombre de conférences concernées
Les combattants et le combat	773
Sociétés en guerre	441
Mémoire et traces	367
Opérations	264
Culture(s)	201
Genre, familles	157
Politique	162
Avant-guerre et entrée en guerre	93
Sorties de guerre	86
Historiographie	67
Sciences, technologies et médecine	65
Économie	51
Général	45
Alimentation	25
Autres	5 (droit, climatologie)

396

« Les combattants et le combat » est de très loin le thème qui est revenu le plus souvent. La sous-catégorie « expérience de guerre » est la plus représentée, avec 405 conférences. Cet angle d’approche des individus en guerre ne reste pas limité au front ni au combat : le « quotidien » des soldats, le cas des « prisonniers de guerre », des « refus et contestations », pour reprendre les titres des différentes sous-catégories, furent aussi souvent évoqués. La catégorie « Sociétés en guerre » élargit cette perspective, sur l’arrière cette fois. L’ajout à la taxinomie de la thématique « (Petites) patries dans la Grande Guerre » a quelque peu rebattu ces résultats : 116 conférences ont ainsi été comptabilisées, traitant surtout des Bretons (41), mais aussi des Savoyards (29), des Étatsuniens (18, comme évoqué plus haut). Les données des deux premiers cas s’expliquent par le dynamisme mémoriel local et l’engagement humain de quelques spécialistes, quasiment ancrés dans un terroir. Par effet de vases communicants, la catégorie « Sociétés en guerre » est ainsi passée de 441 à 427 conférences. « Les combattants et le combat » a elle aussi perdu en importance, passant à 735 interventions. L’équilibre global n’est cependant pas modifié.

Quoi qu’il en soit, les thèmes liés à une histoire politique et événementielle apparaissent plus bas dans ce classement : 264 conférences concernent les opérations, et 162 présentent un contenu politique. On remarque donc, de la part des spécialistes, un effort de partage des évolutions historiographiques avec le grand public. Les questions liées au genre et à la famille furent ainsi souvent traitées ; de très nombreuses conférences eurent pour intitulé « Les femmes dans la Grande Guerre ». Ces efforts réels de vulgarisation et d’explicitation de la recherche se retrouvent aussi dans les conférences dédiées à l’historiographie (67). On retiendra enfin le nombre de conférences portant sur la mémoire (367).

Si de nombreuses publications, dont celle à laquelle nous contribuons ici, ont proposé dès le lancement du Centenaire et proposent encore des éléments analytiques, on observe que ce mouvement autoréflexif est partagé par le grand public. Ce travail du Centenaire ne fut pas l'apanage des universitaires ou des autorités organisatrices, ni même des acteurs et praticiens de la mémoire ; il sut, dès 2013, non seulement s'ouvrir, mais aussi attirer le plus grand nombre.

C'est donc une parole éminemment scientifique, par ses acteurs et ses contenus, mais pas uniquement historique, qu'a reçu le grand public. Quelles questions souleva-t-elle auprès de ses auditeurs ?

ENTRE CHERCHEURS ET GRAND PUBLIC : QUELLE RENCONTRE ?

Pour mener à bien cette réflexion, nous nous sommes appuyés sur la troisième partie de l'enquête adressée aux spécialistes de la Grande Guerre en décembre 2017. Ils furent invités, nous l'avons dit, à répondre à la question suivante : « dans vos échanges avec le public et les différents acteurs non scientifiques, quelles ont été les questions, les préoccupations, etc. les plus récurrentes ? » Les réponses furent assez détaillées et nombreuses (79) pour alimenter ces paragraphes.

L'histoire des individus, à la fois intime et locale, a motivé le plus de questions. La figure du combattant, son quotidien et son expérience, est ainsi un point de fixation de la curiosité du grand public cité dans 13 réponses. Le penchant pour une lecture émotionnelle de la Grande Guerre, qui en permet une (ré)appropriation, passe aussi par la perspective généalogique et le souvenir familial (cités 7 fois), par les questions sur les « petites patries » (11) et enfin par celles relevant de la victimisation (11). De même, les enfants, les femmes, le couple sont à l'origine d'intérêts nouveaux. Ce souci de l'individu et du local s'accompagne presque nécessairement d'une interrogation interne, qui semble parfois relever de l'angoisse : *quid* du devenir de la mémoire et du patrimoine, de la transmission du souvenir (thème cité à 10 reprises) ?

Ce rapport émotionnel du grand public à la Grande Guerre n'est pas sans conséquences : d'autres aspects, autrefois centraux, sont désormais assez négligés. Il en est ainsi de la question des responsabilités (4 occurrences dans les retours) et de celle des traités et de leurs conséquences (2). Par ailleurs, l'inscription locale de cette mémoire laisse peu de place aux enjeux internationaux. Ainsi, seul Xavier Boniface mentionne des questions sur l'islam en guerre, et seul Robert Frank observe un intérêt réel pour l'étranger. André Loez parle sans détour d'une « curiosité très franco-française ». De ce point de vue, indéniablement, le Centenaire « d'en bas » ne se joue pas à l'unisson avec celui « d'en haut » dans lequel la dimension internationale était centrale. Pour Philippe Nivet, justement,

le succès du premier est prouvé par la grande place de l'histoire locale. Doit-on, dès lors, considérer que la réussite du Centenaire « d'en bas », nécessairement pensé sur le mode de la grande échelle (donc du territoire restreint), rend moins audible et visible le Centenaire « d'en haut », et que l'un devait forcément prendre le dessus sur l'autre ?

En tout état de cause, plusieurs sondés soulignent un « besoin d'histoire et une gratitude » du grand public envers les historiens qui ont accepté de se porter à eux. C'est le cas de Nicolas Beaupré, dans le premier numéro de la revue *Mémoires en jeu* :

Avec le besoin de mémoire lié aux commémorations, une forte demande d'histoire s'est exprimée. La parole des historiens a été très demandée, notamment pour éclairer des aspects tels que la guerre à l'arrière, la guerre des femmes ou des enfants... Cette demande rejoignant ce sur quoi s'est orienté déjà depuis une vingtaine d'années l'histoire dite « culturelle » de la Grande Guerre. Il y a donc eu une forme de rencontre⁴⁴.

398

Il retient cependant aussi « un certain décalage entre la mémoire et l'historiographie », et la « résurgence de quelques grands *topoi* éculés tels que “la fleur au fusil” ou bien des combattants présentés comme sacrifiés dans une grande boucherie ». Ce décalage n'a rien d'étonnant, chacun venant armé de son bagage historique, parfois léger et/ou solide. La question des morts bretons va dans le même sens, de même que celle de l'engagement des soldats du Midi, relevée par Jean-Yves Le Naour. Il aurait été intéressant de mener une enquête directe auprès des auditeurs pour compléter cette première volée d'impressions, *via* la distribution d'un questionnaire⁴⁵.

En somme, un vaste mouvement vulgarisant s'est déployé sur l'Hexagone et dans une moindre mesure outre-mer depuis 2012 : au moins 1 725 conférences furent présentées par des spécialistes universitaires et d'autres professionnels de l'histoire aux Françaises et aux Français. Ces manifestations aux contours divers ont porté et accompagné les renouvellements historiographiques et les nouvelles questions auprès du grand public. Thématiquement, on peut retenir la place des

44 Nicolas Beaupré cité par Philippe Mesnard, « À la moitié du centenaire de 14-18. Entretien avec Anne Rasmussen et Nicolas Beaupré », art. cit., p. 30.

45 Des expériences de ce type ont été menées à l'occasion du Centenaire dans des musées. Voir *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 121-122, « La commémoration en pratique. Usages et appropriations du centenaire de la Première Guerre mondiale », dir. Sylvain Antichan, Sarah Gensburger et Jeanne Teboul, 2^e semestre 2016. Hélas, ce genre d'étude, pour être pleinement significative, pose d'évidents problèmes de réalisation pratique. Un dispositif pensé en amont, dès 2012, aurait été nécessaire à sa mise en place.

petites patries, de l'histoire locale et familiale, de l'Allemand et de l'Allemagne. L'ampleur géographique de ces manifestations implique de les penser à l'échelle de l'ensemble du territoire français. Néanmoins, force est de constater que tous les départements ne sont pas touchés de la même manière : certains concentrent les conférences, d'autres en voient peu, quelques-uns n'en ont aucune, d'après la base de données. Répétons toutefois que l'absence de conférence tenue par un scientifique n'est pas synonyme d'absence totale d'événement, ni de désintérêt mémoriel. Dans tous les cas, le dynamisme mis en œuvre témoigne une nouvelle fois de la « réussite du Centenaire “d'en bas”, difficilement contestable⁴⁶ ».

Par leur distribution et leurs thèmes, les conférences grand public confirment donc que « le Centenaire n'est pas [celui] du seul champ de bataille. C'est celui de tous les Français et de tous les territoires⁴⁷ », ou presque.

46 Stéphane Audoin-Rouzeau, « Centenaire d'en haut, Centenaire manqué ? », art. cit., p. 3.

47 Joseph Zimet dans une entrevue accordée à la *Dépêche du Midi*, parue le 7 novembre 2013, mise en ligne le 21 novembre 2013, consultée en juillet 2018.

LES SPÉCIALISTES ET LES MÉDIAS
DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE (2012-2018) :
QUELLES PRISES DE PAROLE POUR QUELLE VULGARISATION ?

Lise Galand

« Centenaire de l'armistice : un événement à suivre sur TF1, LCI et LCI.fr ». C'est ainsi que la rédaction de LCI titre la page web annonçant le dispositif spécial mis en place par le groupe TF1 à l'occasion des commémorations du 11 novembre 2018¹. Loin d'être un cas isolé, cette annonce révèle le vif intérêt porté par les médias au centenaire de la Première Guerre mondiale². La grande manifestation culturelle européenne « Sarajevo cœur de l'Europe », organisée du 22 au 29 juin 2014 dans la capitale de la Bosnie-Herzégovine, avait à elle seule fait l'objet de multiples traitements médiatiques, ayant été abordée respectivement à 248 reprises dans les médias audiovisuels et à 434 reprises dans la presse nationale et internationale³.

La présente contribution interroge la place des historiens et des spécialistes dans cette importante médiatisation du Centenaire (2012-2018), à partir de leurs différentes prises de parole. S'ils sont indiscutablement les mieux placés pour aborder la Première Guerre mondiale d'un point de vue scientifique, leur participation ne va pas toujours de soi. Les contraintes de temps et les impératifs économiques qui obligent les médias à travailler dans l'urgence et à conditionner leurs productions, au moins en partie, au critère de l'audience apparaissent peu compatibles de prime abord avec les temporalités des chercheurs et l'exigence d'analyse critique qui guide leurs travaux. Cette antinomie initiale peut dissuader

- 1 « Centenaire de l'armistice : un événement à suivre sur TF1, LCI et LCI.fr », 8 novembre 2018 (<https://www.lci.fr/medias/centenaire-de-l-armistice-premiere-guerre-mondiale-un-evenement-a-suivre-sur-tf1-lci-et-lci-fr-2103886.html>, consulté le 1^{er} août 2021).
- 2 Voir par exemple *lefigaro.fr* qui titre « Le 11 novembre 1918, à 5h10... : notre grand récit d'une journée historique » (9 novembre 2018), ou encore France Télévisions qui annonce sur son site internet « mobilise[r] ses rédactions nationales, régionales et ultramarines, ses chaînes linéaires et ses offres numériques pour que vive la mémoire de la Grande Guerre et que celle-ci se transmette aux jeunes générations ».
- 3 *Rapport d'activité 2014*, Paris, Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 2014, p. 25 (voir annexe).

les uns de se livrer à une pratique d'« histoire publique » (*Public History*⁴) et les autres de réserver dans leurs colonnes ou sur leurs plateaux une place aux spécialistes. Dans le contexte du Centenaire, dont les historiens ont maintes fois souligné qu'il était porté par une mémoire sociale et familiale particulièrement vive⁵, ce problème se double d'une difficulté liée aux logiques parfois contradictoires qui animent mémoire et histoire. Comme l'écrit Pierre Nora, la première est « affective et magique », « sensible à tous les transferts, écrans, censure ou projections » et « ne s'accommode que des détails qui la confortent » ; la deuxième, quant à elle, est une « opération intellectuelle » qui repose sur l'« analyse et [le] discours critique »⁶. Au vu de ces différents obstacles, il s'agit ici d'étudier comment et avec quelle intensité les spécialistes ont pu mener une activité d'histoire publique à travers les médias, ces derniers constituant un point de rencontre indirect entre les scientifiques et le grand public. Quelle a été la nature de leurs interventions et la qualité de leurs relations avec les acteurs médiatiques ? Dans quelle mesure ont-ils pu porter à la connaissance du grand public les avancées de la recherche sur la Première Guerre mondiale ?

En raison du caractère international de certaines des commémorations, comme celle du 11 novembre 2018⁷, ce chapitre interroge aussi cette dimension dans les prises de parole des spécialistes, tant en ce qui concerne les acteurs que les aires géographiques abordées. Dans quelle mesure, par exemple, les chercheurs étrangers ont-ils eu la possibilité de s'exprimer dans les médias français ? Le caractère mondial de la guerre, bien mis en avant par l'historiographie depuis les années 2000, a-t-il pu trouver un écho dans les prises de parole dans les médias ?

Ce travail s'intéresse également à l'action de la Mission du Centenaire auprès des médias, volet occupant une place importante dans le Centenaire « d'en haut ». Créée en 2012 en vue de mettre en œuvre le programme commémoratif du centenaire de la Première Guerre mondiale, elle s'était fixée comme objectif d'« assurer la diffusion des connaissances sur la Grande Guerre »

-
- 4 Les contours de la définition de l'« histoire publique » sont assez flous. Née aux États-Unis dans les années 1970 et aujourd'hui pratiquée dans de nombreux pays, elle désigne de manière générale la communication de l'histoire à un public non académique. Selon l'historien Thomas Cauvin, cette pratique inclut aussi « une participation du public et une application de la méthode historique aux enjeux du temps présent » (« The Rise of Public History: An International Perspective », *Historia Crítica*, 68, 2018, p. 4).
- 5 Voir par exemple l'interview d'Antoine Prost par Véronique Soulé, « La mémoire de 14-18 vient d'en bas », *Libération*, 25 janvier 2013.
- 6 Pierre Nora, « Introduction : entre mémoire et histoire », dans *id.* (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, t. 1, *La République*, 1984, p. XIX.
- 7 Pour un aperçu des cérémonies internationales ayant été organisées pendant le Centenaire, voir les rapports d'activité annuels de la Mission du Centenaire réunis en annexe.

auprès d'un large public⁸. Quels ont été les moyens mis en œuvre à cette fin ? Dans quelle mesure a-t-elle favorisé l'intégration du discours savant dans les médias ?

Pour finir, on appliquera à titre comparatif une partie de ces questionnements aux décennies qui ont précédé le Centenaire pour appréhender les évolutions et mesurer les apports de cette vaste saison commémorative.

MÉTHODE ET CORPUS

Le présent rapport repose sur une démarche de recherche qui se veut à la fois quantitative et qualitative. Le corpus étudié et les méthodes utilisées méritent quelques remarques liminaires.

L'étude quantitative a été réalisée à partir d'un échantillon composé de 87 spécialistes français et étrangers de la Grande Guerre. La sélection a été effectuée selon plusieurs critères. D'une part, il s'est agi de travailler sur les spécialistes les plus éminents et les plus actifs dans les médias pendant le temps du Centenaire. D'autre part, on a cherché à obtenir un échantillon diversifié, reflétant un large panel de statuts, d'affiliations, de champs de recherche et d'ancrages géographiques. Par ailleurs, si cette étude porte essentiellement sur les historiens, elle prend aussi en compte des spécialistes venant d'autres disciplines, comme la littérature pour les sciences humaines ou la géologie pour les sciences exactes (voir annexes).

Les recherches effectuées ont permis de recenser 1 602 prises de parole, classées dans trois annexes différentes par nom de spécialiste (voir annexes). La première porte sur les interventions des spécialistes français sur le territoire national, la deuxième sur celles réalisées à l'étranger, et la troisième s'intéresse aux prises de parole des spécialistes étrangers en France. Ont été prises en compte des interventions de natures et de formats différents : articles, entretiens – qu'ils aient été reproduits intégralement ou partiellement, et passages sur des plateaux audiovisuels, d'une durée allant de quelques minutes à plusieurs heures à l'occasion d'éditions spéciales. L'étude a également eu vocation à recenser les contributions des spécialistes à la réalisation de documentaires, qu'ils soient intervenus directement en donnant des éléments d'explication et de compréhension, qu'ils aient joué le rôle de conseillers historiques ou qu'ils aient été eux-mêmes les réalisateurs du produit⁹. Les canaux pris en compte sont la radio, la télévision, les journaux, les agences de presse et les revues non scientifiques. Méritant un

8 *Rapport d'activité 2014, op. cit.*, p. 26.

9 Si la plupart des spécialistes sont intervenus dans les documentaires soit pour conseiller les réalisateurs, soit directement pour donner des éléments d'explication ou de compréhension, certains – et notamment Jean-Yves Le Naour – ont eux-mêmes réalisé des documentaires, voir par exemple *La Guerre de tous les Français*,

traitement à part entière, les médias en ligne ont été exclus de l'analyse¹⁰, tout comme les productions des journaux et des médias audiovisuels publiés exclusivement sur leur site internet.

Les recherches ont été réalisées à partir de l'utilisation systématique de deux outils : Europresse et le catalogue en ligne de l'Inathèque. Le premier donne accès à une douzaine de journaux nationaux, à une trentaine d'organes de presse régionaux et à un nombre bien plus important de titres étrangers. Le deuxième couvre 120 chaînes de radio et de télévision nationales et régionales. Les résultats obtenus ont été complétés à l'aide de recherches effectuées sur *google.com* et, le cas échéant, des réponses aux questionnaires envoyés aux spécialistes par l'équipe scientifique en charge du bilan du Centenaire, du moins lorsque ces réponses étaient exploitables.

404

Malgré le nombre important d'interventions recensées, ce rapport n'a aucune prétention à l'exhaustivité. Cette limite tient d'une part à la nécessité de circonscrire l'étude à un échantillon de spécialistes. Elle résulte d'autre part des outils utilisés. Certes, ils ont donné à maints égards des résultats satisfaisants, mais ils ne permettent pas de retracer les prises de parole des spécialistes dans leur intégralité. Si le nom du spécialiste n'est pas indiqué dans le catalogue de l'Inathèque sur la fiche descriptive de l'émission à laquelle il a participé, il est impossible de retrouver la trace de son intervention. La comparaison des résultats collectés avec les réponses apportées au questionnaire montre que ce cas de figure s'est présenté surtout pour les médias suivants : radios et télévisions régionales, chaînes satellite, chaînes d'information en continu et chaînes de la TNT. Par ailleurs, les outils utilisés ne recouvrent pas l'ensemble des médias existants, cette limite se manifestant à des degrés variables selon que l'échelle d'analyse est nationale, régionale ou internationale. Plus une échelle comporte de médias, moins les données recueillies sont exhaustives. Ainsi, pour les médias nationaux, peu nombreux, les résultats obtenus sont très satisfaisants. La comparaison entre les questionnaires les mieux remplis et les données collectées au moyen d'Europresse et du catalogue de l'Inathèque en atteste¹¹. La seule limite de cette échelle concerne les revues spécialisées, Europresse ne disposant que d'un nombre limité d'entre elles, parmi lesquelles figurent tout de même *L'Histoire* et *Historia*. Sur le plan régional, les résultats sont plus décevants, les deux outils de recherche ne couvrant qu'une partie limitée des médias régionaux. Dès lors, s'ils sont intégrés dans les

diffusé sur France 3 le 7 novembre 2018 et coécrit par Cédric Condon et Jean-Yves Le Naour.

¹⁰ Voir, sur cet aspect, la contribution de Frédéric Clavert à cet ouvrage.

¹¹ Dans certains cas, les résultats collectés sont même plus importants que ceux figurant dans les questionnaires les mieux remplis, montrant que ces outils ont parfois permis de pallier les oublis.

graphiques présentés dans le rapport, il a fallu renoncer à toute étude quantitative visant à établir une différenciation systématique entre les productions nationales et régionales. Quant aux recherches effectuées à l'échelle internationale, le peu de résultats obtenus a rendu impossible toute analyse quantitative fiable. Les recherches effectuées n'en ont pas moins permis de formuler quelques hypothèses sur la présence des spécialistes français dans les médias étrangers.

Enfin, soulignons que ce travail rend insuffisamment compte des interventions des spécialistes dans les documentaires dont il a parfois été difficile de retrouver la trace. Bien souvent, leur nom était absent des fiches descriptives du catalogue de l'Inathèque ainsi que des tableaux de labellisation et de financement de la Mission du Centenaire, consultés par l'équipe en charge de ce bilan.

Si la dimension quantitative de ce travail a parfois été difficile à appréhender, la dimension qualitative a été beaucoup plus abordable. Elle a été examinée au moyen d'entretiens réalisés avec une quinzaine d'actrices et d'acteurs médiatiques et scientifiques, ayant joué pour la plupart un rôle essentiel pendant le Centenaire (voir annexes). Ces acteurs ont été sélectionnés en grande partie parmi les partenaires médiatiques de la Mission et les membres de son conseil scientifique, tous éminents spécialistes de la Première Guerre mondiale. Afin de saisir au plus près l'action de la Mission, Laurent Veyssière, son dernier directeur général adjoint (2017-2019), a également été interviewé. Pour évaluer les éventuelles différences dans les prises de parole entre les spécialistes localisés à Paris et ceux rattachés à des institutions situées en région, un soin particulier a aussi été apporté à la sélection de chercheurs travaillant ailleurs qu'en région parisienne.

La durée de ces témoignages a varié entre 30 minutes et 2 heures. Si, en bonne méthode, il a parfois fallu faire preuve de prudence dans leur utilisation en raison des effets d'oubli et de subjectivité inhérents à ce type de production, ils ont fourni des informations précieuses à tous points de vue. Nous remercions très chaleureusement les personnes interviewées pour le temps si généreusement accordé et la grande qualité de leurs réponses¹². Afin de préserver lorsque nécessaire leur anonymat, leurs propos n'ont pas toujours été directement sourcés.

12 Nous remercions également Antoine Prost et Laurent Veyssière pour leurs relectures attentives et leurs conseils avisés. Nous adressons aussi tous nos remerciements à Valérie Hannin, la directrice de la rédaction de la revue *L'Histoire*, qui nous a donné libre accès à cette dernière et a ainsi grandement facilité notre travail.

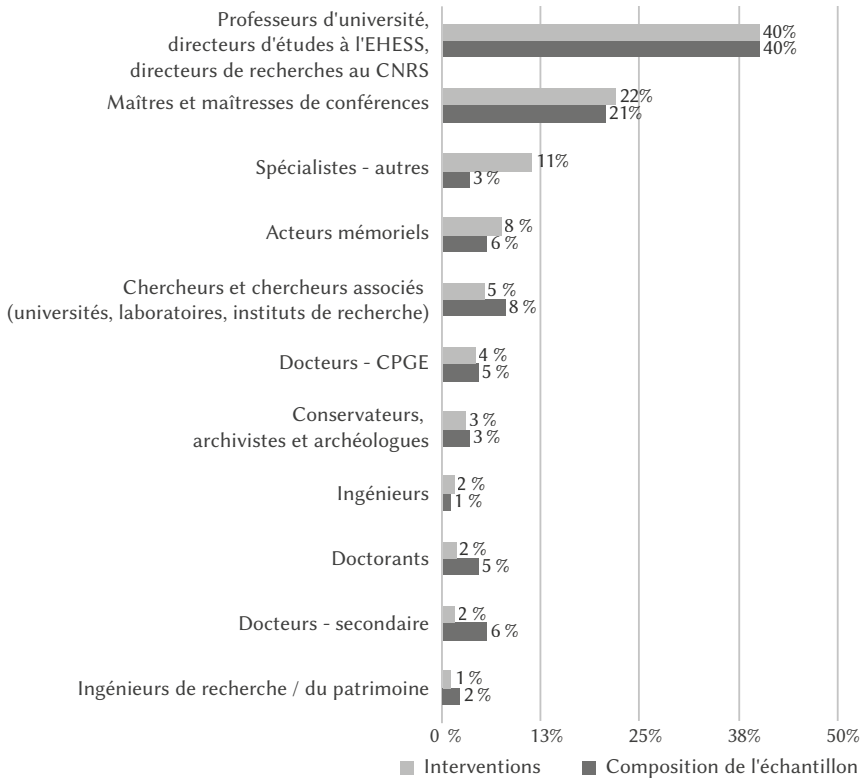
LES PRISES DE PAROLE DES SPÉCIALISTES UNIVERSITAIRES DE LA GRANDE GUERRE DANS LES MÉDIAS EN FRANCE : ASPECTS QUANTITATIFS ET QUALITATIFS

Les résultats présentés ont été obtenus à partir d'une base de données composée de 1 507 entrées, représentant le total des interventions des spécialistes français et étrangers en France¹³.

SPÉCIALISTES ET TYPES DE MÉDIAS

Le graphique ci-dessous présente les prises de parole des spécialistes du corpus en fonction de leur statut. À titre comparatif, la répartition des différents statuts représentés dans l'échantillon d'étude est également indiquée.

406



1. Répartition des intervenants par statut (en %)

¹³ La différence entre les 1 602 interventions recensées au total et les 1 507 mentionnées ci-dessus s'explique par le nombre d'interventions des spécialistes français à l'étranger, qui s'élève à 95 (ce chiffre est évidemment très en deçà de la réalité, voir les explications fournies dans la partie intitulée « Les spécialistes français dans les médias étrangers »).

Les professeurs d'université, les directeurs d'études à l'EHESS et les directeurs de recherches au CNRS (y compris émérites et honoraires) ont effectué deux cinquièmes des interventions recensées, soit un peu plus de 600 au total, et ainsi occupé une place importante dans l'espace public. Ce constat n'a rien d'étonnant compte tenu du fait que la renommée, le nombre de publications, le temps nécessaire pour se faire connaître et la visibilité qui accompagnent ces critères constituent des facteurs d'intervention médiatique non négligeables.

De prime abord, les maîtres de conférences (y compris HDR) semblent aussi avoir été particulièrement sollicités, mais ces résultats sont liés principalement à l'activité de Nicolas Offenstadt, qui a été l'un des spécialistes les plus actifs dans les médias. À lui seul, il totalise 170 prises de parole, ce qui est par ailleurs très probablement en deçà du nombre d'interventions réellement effectuées. Si l'on retire les résultats lui étant relatifs, les prises de parole des maîtres de conférences tombent à 12 % et celles des professeurs, directeurs d'études et directeurs de recherches montent à 45 %. Au sein de l'Université, ce sont donc bel et bien ces derniers qui sont les plus présents dans les médias, quels que soient les facteurs expliquant ce phénomène (disponibilité, renommée, visibilité, etc.).

L'écart entre la part des « Spécialistes – autres » dans le corpus et celle de leurs prises de parole peut surprendre¹⁴. Là aussi, il y a un cas particulier qui explique cette « distorsion » : celui de Jean-Yves Le Naour, qui, avec 154 interventions (ce chiffre est aussi très probablement inférieur à la réalité), a également été l'un des spécialistes les plus actifs dans les médias¹⁵.

La disproportion entre la part d'enseignants dans le secondaire intégrés au corpus et celle de leurs interventions est notable. Elle relève probablement d'un manque de temps et de visibilité. Le même constat s'impose pour les doctorants, d'autant plus que cet écart aurait été encore beaucoup plus important si trois des quatre doctorants du corpus n'avaient pas déjà eu à leur actif la publication d'au moins un ouvrage¹⁶. Au-delà de l'absence de visibilité et du temps nécessaire pour

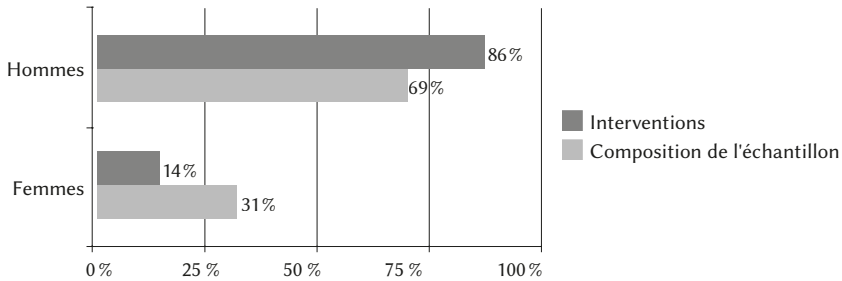
14 Parmi cette catégorie figurent notamment des spécialistes ayant assumé des fonctions de conseil ou de direction au sein de missions interministérielles ou régionales, comme Alexandre Lafon et Yves Le Maner, ou encore des spécialistes travaillant pour d'autres ministères que celui de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, comme Laurent Wirth.

15 Jean-Yves Le Naour a été enseignant en classes préparatoires aux IEP pendant la majeure partie du Centenaire. Ce type d'établissements étant à distinguer de ce qu'on appelle les CPGE, il a été répertorié dans la catégorie « Spécialiste avec affiliation autre ».

16 Ces trois doctorants sont Erwan Le Gall, Jean-Michel Steg et Damien Accoulon. La seule doctorante à ne pas avoir encore publié d'ouvrage est Aude-Marie Lalanne Berdouticq, qui n'est intervenue pendant le Centenaire qu'une seule fois dans les médias (voir les extraits de l'entretien publié dans « Une formation en ligne sur la bataille de Verdun », *La Croix*, 22 février 2016). Il est à noter qu'Erwan Le Gall

devenir un spécialiste et être reconnu comme tel, cette faible présence dans les médias est aussi le résultat d'un travail de thèse soit bien trop précis pour intéresser le grand public, soit trop novateur pour que les médias le prennent en compte. À l'exception de certaines émissions spécialisées comme *La Fabrique de l'histoire* ayant à cœur d'être au fait de l'actualité historiographique¹⁷, l'agenda médiatique a toujours quelque temps de retard sur les recherches les plus récentes.

Sans réelle surprise, les spécialistes ayant été présents dans les médias sont en grande majorité des hommes, comme le montre le graphique suivant.



2. Répartition des interventions hommes/femmes

Déjà très manifeste dans le monde universitaire, l'inégalité hommes/femmes semble l'être au moins tout autant dans les médias, si ce n'est plus. Selon un rapport publié en 2019 par le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, les femmes constituent 37 % du corps enseignant titulaire dans l'enseignement supérieur. D'après le site internet *Expertes France*, créé en 2014 en partenariat avec France Télévisions et Radio France pour donner de la visibilité aux femmes, ces dernières ne représentent, pour la période qui nous intéresse, que 19 % de l'ensemble des experts invités dans les médias¹⁸. Il est tout à fait probable que cette disproportion soit en partie elle-même le résultat des inégalités présentes dans le monde universitaire. En effet, on a vu que les professeurs, en général plus connus et, pour les émérites, plus disponibles, constituaient la catégorie de spécialistes la plus présente dans les médias. Or ce corps ne se compose que de 25 % de femmes.

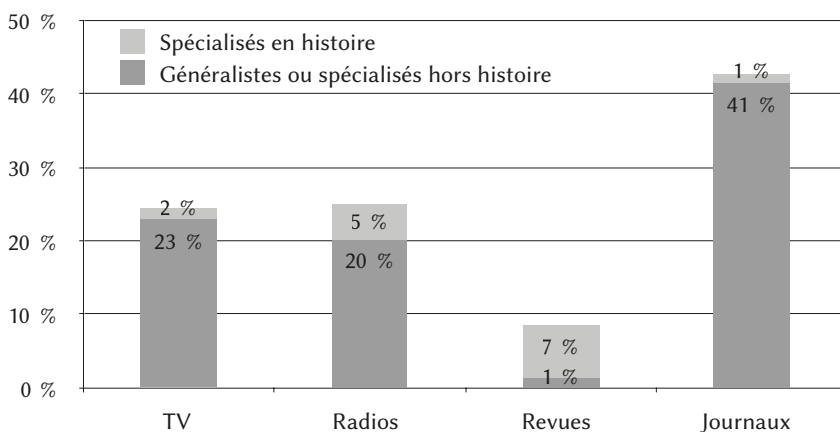
(décembre 2019), Jean-Michel Steg (mai 2019) et Aude-Marie Lalanne Berdouticq (décembre 2020) ont soutenu leurs thèses.

¹⁷ Entretien avec Emmanuel Laurentin (26 juin 2018).

¹⁸ Pour le site *Expertes France* et le chiffre pour 2020, voir <https://expertes.fr/le-projet/> (consulté le 1^{er} août 2021). Les données fournies par le ministère s'appliquent à l'année 2017-2018. Voir Isabelle Kabla-Langlois (dir.), *Vers l'égalité femmes-hommes ? Chiffres clés*, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, 2019, p. 30, 32 (https://cache.media.enseignementsup-recherche.gouv.fr/file/Egalite_et_discrimination/52/9/parite2019_1087529.pdf, consulté le 1^{er} août 2021).

Notons, malgré tout, les efforts de certains médias pour contrer cette tendance. France 2, tout particulièrement, a mené une véritable politique volontariste pendant le Centenaire et pris soin d'inviter presque systématiquement une experte femme sur le plateau de ses éditions spéciales¹⁹.

Les données ci-dessous présentent les interventions des spécialistes par type de médias. Pour des raisons déjà évoquées, certains médias sont sous-représentés (revues, médias régionaux, chaînes de la TNT, chaînes d'information en continu et chaînes satellite). Ces résultats sont donc à lire avec beaucoup de prudence. Ils méritent malgré tout d'être exposés car ils permettent d'identifier quelques caractéristiques intéressantes de la présence médiatique des spécialistes pendant le Centenaire. Par ailleurs, pour mieux appréhender la place de l'histoire dans des productions ne lui étant habituellement pas réservées, le graphique établit une différence entre les médias et les émissions consacrés exclusivement à l'histoire, comme la chaîne de télévision Histoire, et les médias et les émissions généralistes ou spécialisés dans d'autres domaines, comme le journal *Le Monde* ou *Le Magazine de la santé*, diffusé sur France 5.



3. Répartition des interventions par type de médias

Il apparaît d'une part une présence largement majoritaire des spécialistes dans la presse écrite. À cet égard, il faut noter le rôle particulier du journal *Le Monde* qui totalise à lui seul près d'un sixième de l'ensemble des productions de presse recensées. Sans être un facteur exclusif, les dix numéros du « Journal du Centenaire »

¹⁹ Lors de l'entretien réalisé avec lui en juillet 2018, Pascal Doucet-Bon, l'ancien rédacteur en chef des éditions spéciales, a évoqué très explicitement sa volonté de donner la voix aux spécialistes femmes. Pour les éditions spéciales de France 2, les femmes suivantes ont été invitées : Charlotte Siney-Lange, 11 novembre 2013 ; Manon Pignot, 1^{er} avril 2014 ; Élise Julien, 11 novembre 2014 ; Isabelle Veyrat-Masson, 11 novembre 2015 ; Élise Julien, 21 février 2016 ; et Manon Pignot, 11 novembre 2018.

publiés en partenariat avec la Mission du Centenaire entre novembre 2013 et novembre 2014 ne sont pas étrangers à ce phénomène²⁰. Il ressort d'autre part que les interventions des spécialistes ont largement dépassé le seul cadre des médias généralistes ou des émissions spécialisées en histoire. Ces résultats révèlent donc une ouverture réelle à leurs discours, voire une volonté ponctuelle de spécialisation, comme en témoigne la publication pendant la saison commémorative de nombreux hors-séries comportant des articles d'historiens. Les numéros spéciaux de *L'Express* et de *Paris-Match* publiés en 2016 à l'occasion du centenaire de la bataille de Verdun en sont de bons exemples. Enfin, plus rarement, ces résultats traduisent de la part des revues et des médias spécialisés dans d'autres domaines un intérêt pour la Première Guerre mondiale, en cohérence avec l'ouverture croissante de la recherche sur 14-18 à de nouvelles disciplines. Par exemple, l'archéologue Stéphanie Jacquemot a publié en février 2016 un article sur les villages martyrs du champ de bataille de Verdun dans la revue *Sciences & Vie*.

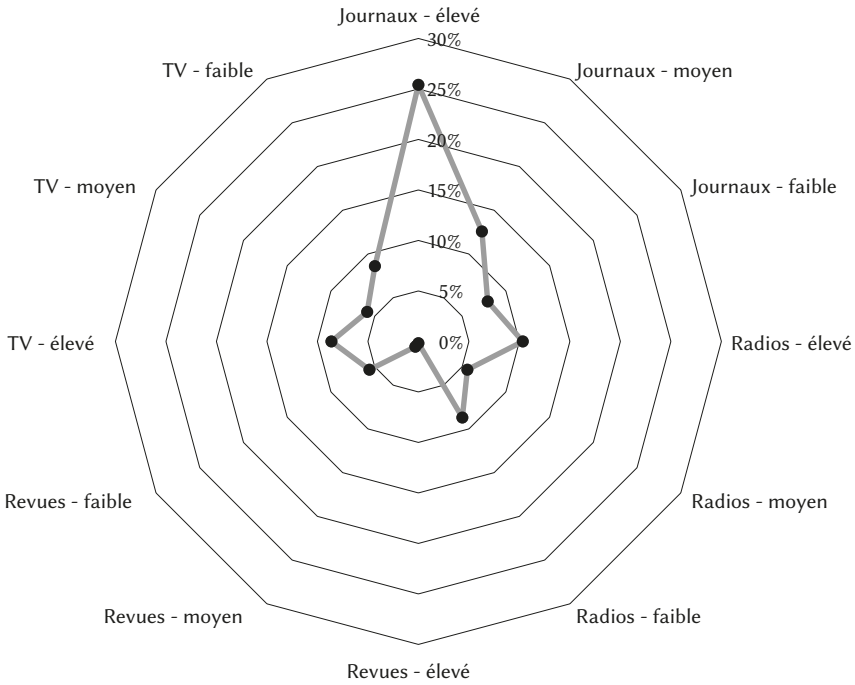
410

Le graphique suivant, établi en grande partie à partir des données présentées en annexe provenant de Médiamétrie et de l'Alliance pour les chiffres de la presse et des médias (ACPM), s'intéresse à la présence des spécialistes dans les médias en fonction de leur audience ou de leur diffusion (les médias pour lesquels aucune donnée fiable n'a été trouvée en matière de diffusion ou d'audience n'ont pas été pris en compte)²¹.

Même si, en raison des limites imposées par les outils de recherche utilisés, toute comparaison systématique des médias entre eux est impossible, ces résultats tendent à montrer que les spécialistes ont eu une certaine place dans des médias à audience élevée et à forte diffusion, comme TF1 et France 2 pour la télévision, France Inter pour la radio, ou *Le Figaro* et *Le Monde* pour la presse écrite. Le discours savant a ainsi pu se faire entendre auprès d'un large public. Les résultats particulièrement élevés concernant les journaux à forte diffusion peuvent étonner. Ils s'expliquent en grande partie par le dynamisme déjà mentionné du journal *Le Monde*.

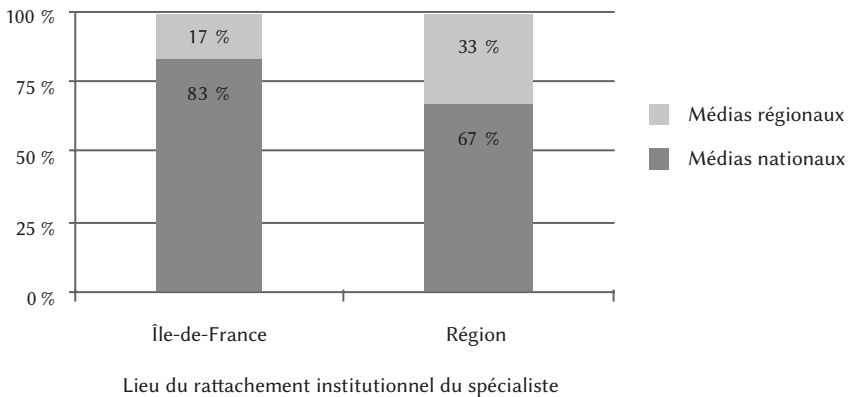
20 Pour en apprendre davantage sur ces dix numéros, voir *infra* « La Mission du Centenaire, un relai entre les spécialistes et les acteurs médiatiques : relais, succès et mésaventures », p. 438.

21 Des recherches complémentaires sur d'autres sites ont parfois été nécessaires. Les chiffres d'audience et de diffusion retenus se rapportent tous soit au deuxième semestre de l'année 2018, soit aux premiers mois de l'année 2019. Les catégories « élevé », « moyen » et « faible » ont été établies à partir des critères suivants : 1) élevé : à partir d'une diffusion supérieure à 150 000 exemplaires pour la presse et d'une part d'audience moyenne supérieure à 10 % pour les médias audiovisuels ; 2) moyen : diffusion entre 50 000 et 150 000 exemplaires pour la presse et part d'audience entre 2 % et 10 % pour les médias audiovisuels ; 3) faible : diffusion inférieure à 50 000 exemplaires et part d'audience moyenne inférieure à 2 %.



4. Répartition des interventions en fonction de l'audience ou de la diffusion des médias

Le graphique ci-dessous présente la répartition des prises de parole des spécialistes dans les médias nationaux et régionaux en fonction de leur lieu de rattachement institutionnel (ceux qui en sont dépourvus ou dont la localisation géographique n'a pas pu être identifiée ne sont pas compris dans l'analyse).

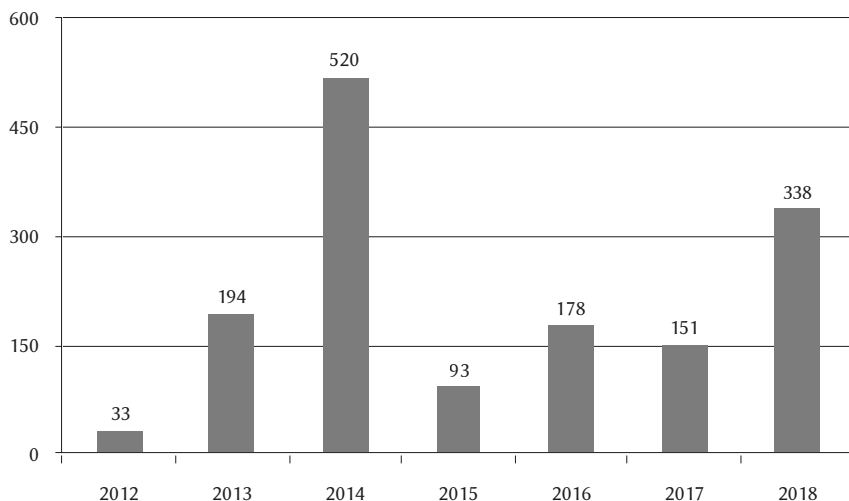


5. Répartition des interventions Paris/région

Les spécialistes travaillant à Paris sont intervenus davantage que les autres dans les médias nationaux, dont les locaux se situent en général en Île-de-France. Lors des entretiens, les spécialistes localisés en région ont confirmé que leur ancrage géographique rendait l'accès aux médias nationaux plus difficile, ces derniers ayant refusé en général de les défrayer, sauf à les vouloir absolument. Cependant, comme le montre aussi ce graphique, cet ancrage ne constitue en rien un obstacle insurmontable. Plusieurs facteurs peuvent être invoqués : le caractère centralisé de la recherche, qui conduit les spécialistes travaillant en région à se rendre souvent à Paris, la possibilité de réaliser des entretiens au téléphone, et, enfin, la différence éventuelle entre le lieu de travail et le lieu de résidence.

CHRONOLOGIE DES INTERVENTIONS

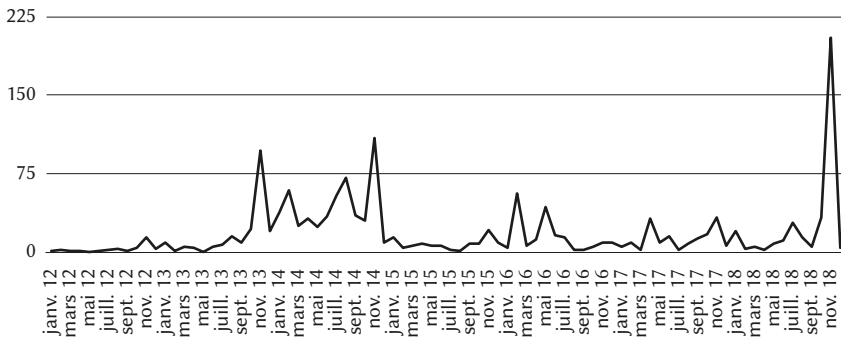
412



6. Nombre d'interventions par année (n=1507)

La présence des historiens dans les médias répond à une chronologie très contrastée. L'année 2012, antérieure au lancement officiel du Centenaire, a donné lieu à un nombre limité d'interventions. L'année 2013 s'est caractérisée par une nette augmentation, qui a débouché sur un pic en 2014, véritable moment fort de la saison commémorative. Celui-ci a ensuite été suivi d'un essoufflement en 2015. Les années 2016 et 2017 ont été marquées par une certaine reprise, qui a été suivie d'une nette hausse en 2018.

Le tableau ci-dessous, qui présente la chronologie des interventions par mois, permet d'appréhender plus en détail les dynamiques et les temps forts de ces prises de parole.



7. Chronologie des interventions par mois

Ce graphique révèle l'existence de deux moments clés. Le premier s'inscrit dans le temps long. Il a commencé avec le lancement du Centenaire par le président de la République François Hollande le 7 novembre 2013 et s'est terminé avec les commémorations du 11 novembre 2014. Ces deux moments correspondent à de véritables temps forts, entre lesquels se situent deux pics plus faibles au début de l'année et surtout à l'été 2014, à la faveur des cent ans du début de la guerre. Le deuxième moment s'inscrit dans une période de temps beaucoup plus courte et enregistre un record d'interventions concentrées sur la fin de la saison commémorative à l'automne 2018. Celle-ci s'est conclue par une sorte d'apothéose, avec notamment l'hypertrophie commémorative spatiale et temporelle engendrée par l'« itinérance mémorielle » du 4 au 11 novembre, la cérémonie internationale du 11 novembre à Paris et la rencontre très symbolique des chefs d'État allemand et français le 10 novembre dans le wagon reconstitué de l'armistice à Rethondes.

Au-delà de ces deux moments forts, le reste du Centenaire a témoigné de l'existence de pics ponctuels de degrés variables. Leur apparition a coïncidé le plus souvent avec le calendrier des cérémonies commémoratives, ces dernières ayant agi comme un véritable déterminant des apparitions médiatiques des spécialistes. Toutes les commémorations, cependant, n'ont pas fait l'objet d'une intervention massive. Ont été privilégiés les 11 Novembre annuels, la bataille de Verdun (février et mai 2016) et le cycle d'avril 2017, englobant la bataille d'Arras, la prise de la crête de Vimy et la bataille du Chemin des Dames. Le centenaire de l'entrée en guerre des États-Unis, également situé dans ce cycle, est un cas un peu particulier. Alors même qu'aucune commémoration nationale n'a été organisée le 6 avril 2017 sur le territoire français (les cérémonies se sont déroulées aux États-Unis)²², il a

22 Dans la plupart des cas, les historiens n'ont pas fait référence dans leurs interventions aux cérémonies se déroulant sur le sol américain, sauf Bruno Cabanes (voir les extraits d'un entretien publiés dans « 6 avril 1917 : l'entrée en guerre oubliée des États-Unis », *Le Monde*, 6 avril 2017).

donné lieu à une certaine présence des scientifiques dans les médias. Cependant, ces prises de parole ont été réalisées essentiellement dans la presse spécialisée ou de référence comme *Le Monde*. Elles s'expliquent par ailleurs en grande partie par l'impulsion donnée par la Mission du Centenaire²³. Le centenaire de la révolution russe de février 2017 a suscité le même phénomène, à savoir un nombre assez important d'interventions, réalisées cependant essentiellement dans les médias spécialisés²⁴.

414 Si le graphique révèle un lien très étroit entre la présence des spécialistes dans les médias et les moments commémoratifs, il masque les autres événements étant à l'origine de ces interventions, souvent eux-mêmes concomitants aux événements commémoratifs. Parmi eux figurent notamment les publications des spécialistes ainsi que les manifestations scientifiques et culturelles auxquelles ils participent, comme les conférences ou les expositions. L'effet démultiplicateur de ces événements est d'autant plus grand quand ils portent sur des questions ayant un poids important dans les mémoires collectives. L'exemple d'Antoine Prost et de Gerd Krumeich est sans aucun doute le plus révélateur à cet égard. Le livre *Verdun 1916*, qu'ils ont écrit à quatre mains, a été publié le 12 novembre 2015²⁵. La demande médiatique, parfois anticipée par le contexte mémoriel du 11 Novembre, a été immédiate²⁶. Sans jamais s'être vraiment éteinte, elle a connu un nouvel élan avec les commémorations du 21 février 2016 et la réouverture du Mémorial de Verdun. Cet élan a ensuite repris de la vigueur avec les commémorations franco-allemandes du 29 mai 2016. En tout, Gerd Krumeich et Antoine Prost ont respectivement effectué plus de 20 et 30 passages dans les médias entre novembre 2015 et juin 2016.

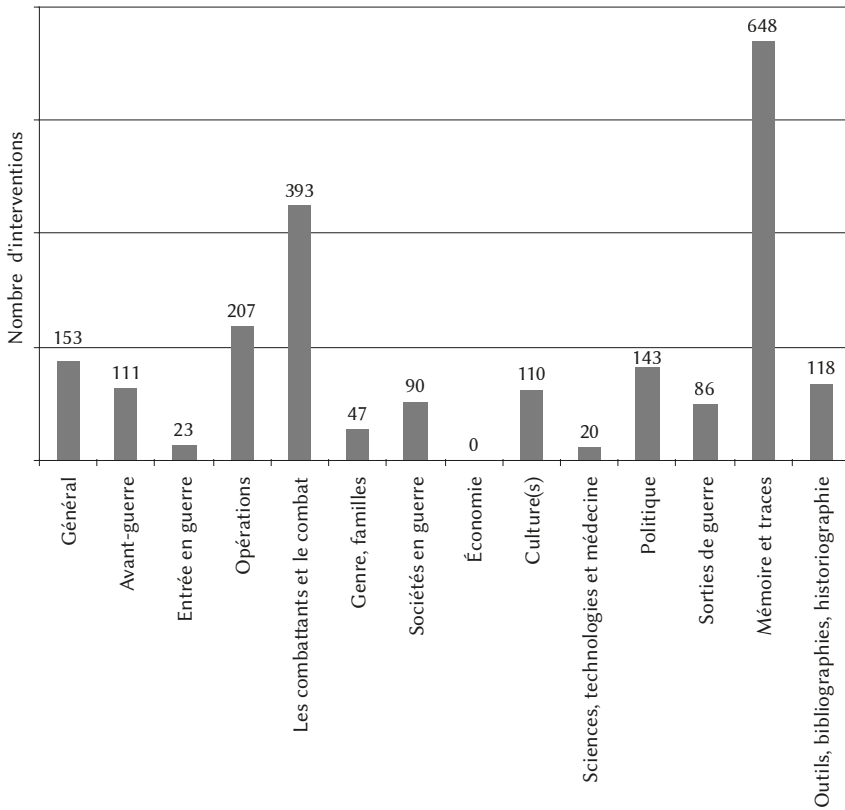
23 Voir par exemple les articles de Bruno Cabanes et d'Annette Becker parus dans le numéro de *L'Histoire* consacré à l'entrée en guerre des États-Unis et établi en partie en partenariat avec la Mission du Centenaire (Annette Becker et Philippe Gumpłowicz, « Jazz-band et basket-ball » et Bruno Cabanes, « La Grande Guerre des Américains », *L'Histoire*, 434, « 1917, l'Amérique en guerre », avril 2017).

24 Voir par exemple Nicolas Werth, « La révolution russe de février 1917 », France Inter, émission *La Marche de l'histoire*, 23 février 2017 et Alexandre Sumpf, « Révolutions russes », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 20 février 2017.

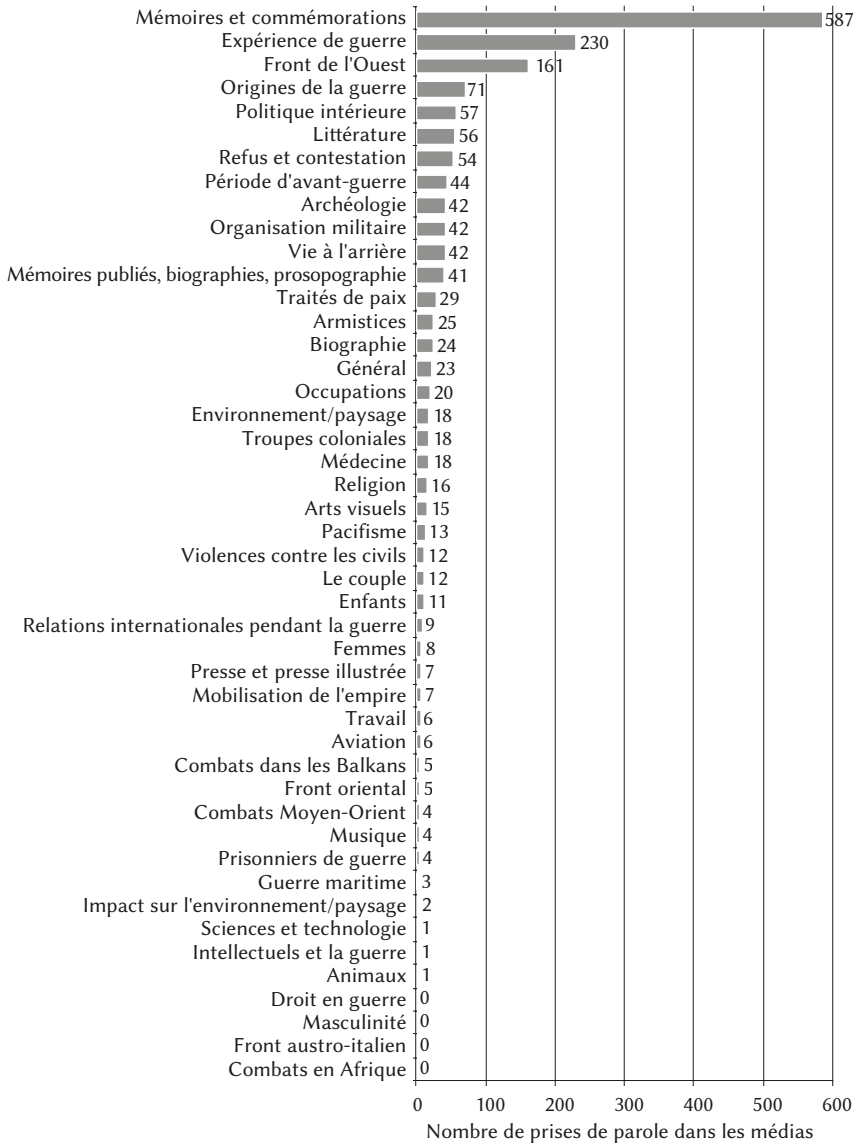
25 Antoine Prost et Gerd Krumeich, *Verdun 1916. Une histoire franco-allemande de la bataille*, Paris, Tallandier, 2015.

26 Pour les demandes médiatiques anticipées, voir par exemple Antoine Prost et Gerd Krumeich, « Verdun 1916 – une bataille de légende vue des deux côtés », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 9 novembre 2015 ou encore Gerd Krumeich, « Verdun 1916 », France 24, 10 novembre 2015.

Les deux graphiques qui suivent présentent le nombre d'interventions médiatiques en fonction des différents thèmes et sous-thèmes répertoriés dans la taxinomie transversale établie par l'équipe de travail en charge du bilan scientifique du Centenaire. Seules quelques modifications ont été opérées. Le thème « Entrée en guerre » et le sous-thème « Armistices », inséré dans la thématique « Politique », ont été ajoutés. Le thème « Outils et bibliographies », quant à lui, s'est vu enrichi du terme « Historiographie ». Notons qu'il a été possible d'affecter deux thèmes à chaque intervention et que celles dont la thématique principale a fait l'objet d'un traitement très généraliste n'ont pas été dotées de sous-thème.



8. Répartition thématique des interventions (n=2149)



9. Répartitions des interventions par sous-thématique

Le thème « Mémoire et traces » et le sous-thème « Mémoire et commémorations » lui étant rattaché ont été de toute évidence prédominants. Ces résultats sont à mettre en lien avec l'inflation d'interventions constatée plus haut au moment des cérémonies commémoratives (fig. 7). Les prises de parole portant sur la mémoire se déclinent selon trois axes principaux.

- Les spécialistes sont souvent intervenus pour expliquer le sens des commémorations et les commenter, notamment sur les plateaux des éditions spéciales organisées à cette occasion par les chaînes de télévision et de radio.

Ce faisant, ils ont en général été amenés, comme pour expliquer l'ampleur de ce phénomène commémoratif, à parler de la mémoire elle-même, de sa prégnance dans la société française, voire, dans certains cas, de son évolution. On note à cet égard le rôle essentiel joué par Nicolas Offenstadt et Antoine Prost qui ont eu à cœur dès son lancement d'accompagner ce vaste cycle mémoriel de références historiennes²⁷. Tous deux éminents spécialistes des questions de mémoire et acteurs scientifiques de premier plan de la saison commémorative, ils ont diffusé à maintes reprises des questionnements placés au centre de l'historiographie sur la Grande Guerre depuis plusieurs décennies. Leurs interventions ont notamment permis de proposer une mise à distance scientifique, en mettant en avant les effets d'optique et de distorsion que la mémoire produisait sur l'objet historique. Ainsi, par exemple, ils ont montré que le poids de la bataille de Verdun dans la mémoire collective française pouvait facilement faire oublier le caractère tout aussi terrible d'autres batailles, comme celle de la Somme. Ils ont par ailleurs rappelé que le poids de cette mémoire laissait croire à tort que cette bataille aurait constitué un tournant dans la guerre sur le plan stratégique et militaire²⁸.

- Les spécialistes ont également souvent pris la parole dans les médias pour s'exprimer en tant qu'« experts » de la politique mémorielle du pays. Certes, l'emploi de ce terme peut être contestable, ce dernier tendant à suggérer une approche technique peu compatible avec l'exigence de mise à distance critique inhérente au métier d'historien²⁹; mais il est ici entendu au sens très large d'un savant faisant usage de ses compétences pour conseiller et aider à la résolution d'un problème pratique. La lancinante question de la réhabilitation des fusillés est un bon exemple de ce cas d'« expertise ». La sollicitation médiatique était ici en partie liée au rapport que Kader Arif, ministre délégué auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants, avait commandé à Antoine Prost. À l'automne 2013, lors de la remise du rapport, l'historien a été invité à plusieurs reprises dans les médias généralistes pour faire connaître ses conclusions. Il en va de même pour Nicolas Offenstadt, qui avait fait partie de l'équipe de rédaction. Au vu de la résonance de ce sujet dans l'espace public

27 Voir par exemple Antoine Prost et Nicolas Offenstadt, « La Grande Guerre, ce n'est pas si loin de nos préoccupations actuelles », France Inter, émission *Le 7/9*, 7 novembre 2013; Antoine Prost « Une mémoire portée par la société », *L'Histoire*, Collections « 14-18. La Catastrophe », n° 61, octobre-décembre 2013 et Nicolas Offenstadt, Europe 1, émission *L'Invité*, 8 novembre 2013.

28 Voir par exemple Nicolas Offenstadt, France 2, édition spéciale, 29 mai 2016.

29 Voir l'entretien avec Nicolas Offenstadt, « 1914-1918: la mémoire ou l'oubli? », *La Vie des idées*, 11 novembre 2014.

– résultat de mémoires encore non apaisées³⁰ –, la demande médiatique a pris de l'ampleur. D'une part, elle s'est tournée vers d'autres spécialistes, à l'exemple de Jean-Yves Le Naour et de Rémy Dalisson³¹. D'autre part, elle s'est allongée dans le temps, entre autres sous l'effet de l'exposition organisée en 2014 à Paris et consacrée aux fusillés³².

418

Le thème « Combats et combattants » et le sous-thème « Expérience de guerre » apparaissent dans les graphiques en deuxième position. En effet, une des interrogations récurrentes des journalistes a porté sur la prégnance de la Première Guerre mondiale dans la mémoire nationale. Pour répondre à cette question, les spécialistes ont souvent invoqué l'expérience de guerre combattante, notamment – mais pas seulement – dans le contexte du cycle commémoratif de la bataille de Verdun. Par exemple, dans une interview accordée au quotidien *L'Humanité dimanche* le 19 février 2016, Antoine Prost explique ce phénomène en évoquant l'« extraordinaire violence des combats », la « noria des divisions » et l'« intériorisation de l'enjeu » par les combattants³³. Cette demande médiatique a de toute évidence été corrélée à la demande sociale, le « vécu des soldats » occupant une place centrale dans la mémoire collective française de la guerre, celle-ci étant avant tout, comme nous l'avons déjà dit, une « mémoire sociale et familiale »³⁴.

S'il est ainsi permis de penser que l'intérêt du public pour cette question relève au moins en partie de l'affect, il n'en reste pas moins que ces questionnements entretiennent des liens étroits avec ceux de la recherche historique. Depuis la fin des années 1980, l'expérience combattante est en effet un axe d'étude privilégié, les spécialistes ayant cherché à prendre leurs distances par rapport à cette « histoire-bataille » dépourvue de combattants longtemps pratiquée³⁵. Cette thématique a

30 Antoine Prost, *Quelle mémoire pour les fusillés de 1914-1918 ? Un point de vue historien*, Paris, ministère des Anciens combattants, octobre 2013, p. 18-21 (<https://www.vie-publique.fr/rapport/33530-quelle-memoire-pour-les-fusilles-de-1914-1918-un-point-de-vue-histoire>, consulté le 1^{er} août 2021).

31 Voir l'entretien avec Rémy Dalisson, « Fusillés de 1914-1918 : ces soldats sont déjà réhabilités dans la mémoire nationale », *L'Express*, 7 novembre 2013 et les extraits de l'entretien avec Jean-Yves Le Naour publiés dans « Fusillés : suffisant pour tourner la page ? », *L'Est républicain*, 10 novembre 2013.

32 L'exposition est intitulée « Fusillé pour l'exemple, 1914-2014. Les fantômes de la République ». À ce sujet, voir par exemple l'intervention de Nicolas Offenstadt, France Inter, émission *Un temps de Pauchon*, 5 février 2014.

33 Entretien avec Antoine Prost, « Qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre, disent les survivants », *L'Humanité Dimanche*, 19 février 2016.

34 Entretien avec Antoine Prost, « La mémoire de 14-18 vient d'en bas », *Libération*, 25 janvier 2013.

35 Jean-Jacques Becker, « L'évolution de l'historiographie de la Première Guerre mondiale », *Revue historique des armées*, 242, 2008, p.4. Pour plus de détails sur

été abordée soit de manière générale, soit selon un thème particulier. Le panel de ces thèmes est particulièrement large.

Le thème de la « contrainte » a occupé une place particulière, comme le montrent les 96 occurrences observées pour les sous-thèmes « Refus et contestation[s] » et « Organisation militaire », ce dernier étant à entendre ici surtout dans le sens de « justice militaire », en relation avec le débat sur les fusillés et les sentences expéditives. Malgré l'intérêt pour ces thématiques, il ne s'est pas directement agi d'attiser le débat historiographique sur la « contrainte » et le « consentement », thème qui a lui-même rarement été abordé explicitement en tant que tel³⁶. L'objectif a plutôt été d'appréhender à partir d'un aspect particulier la question plus large du vécu et du ressenti des soldats. Les différents thèmes présentés ci-dessous témoignent plus en avant du vif intérêt pour ces questionnements et des multiples angles sous lesquels ils ont été traités.

Avec 42 occurrences, l'archéologie de la guerre a trouvé un certain écho dans les médias. Comme l'explique l'archéologue-historien Alain Jacques à propos de la bataille d'Arras et des carrières situées sur ce site à vingt mètres de profondeur, cette approche permet de « travailler au niveau de l'homme » et d'appréhender l'« état d'esprit » des soldats « à la veille de la bataille »³⁷. Les nombreuses interventions de Gilles Prilaux à propos de sa découverte en 2014 d'une multitude de graffitis laissés par des milliers de soldats dans la Cité souterraine de Naours témoignent de l'engouement médiatique suscité par l'archéologie³⁸.

La thématique des productions culturelles a également trouvé voix au chapitre, surtout à travers l'écriture en guerre, comme le montrent les 56 occurrences du sous-thème « Littérature »³⁹. Elle a été déclinée sous deux angles principaux : d'un côté l'écriture des hommes de lettres et de l'autre celle des combattants ordinaires dont les lettres ou les carnets de guerre ont été retrouvés et publiés,

l'évolution de l'historiographie de la Grande Guerre, voir Antoine Prost et Jay Winter, *Penser la Grande Guerre. Un essai d'historiographie*, Paris, Le Seuil, 2004.

36 Voir le bilan général établi par Arndt Weinrich et Nicolas Patin, dans le présent ouvrage.

37 Alain Jacques, « La bataille d'Arras », Europe 1, émission *Au cœur de l'Histoire*, 9 avril 2017.

38 Voir par exemple les entretiens avec Gilles Prilaux, « Les inscriptions 14/18 de Naours », *L'Abeille de la Ternoise*, 28 avril 2015 ; « Les graffitis de Naours », *Le Courrier Picard*, 19 janvier 2016 ; ou l'interview pour un reportage diffusé sur France 3, 17 juin 2016.

39 Voir par exemple Nicolas Beaupré, « Ernst Jünger », France Inter, émission *La Marche de l'histoire*, 23 mars 2012 ; Laurence Campa, Peter Read et Jean-Yves Le Naour, « Guillaume Apollinaire », France Culture, émission *Une vie, une œuvre*, 1^{er} février 2014 ; les extraits d'un entretien avec Clémentine Vidal-Naquet dans « L'expo qui parle d'amour et de guerre », *Aujourd'hui en France*, 18 mai 2018.

à l'exemple du carnet de Louis Barthas⁴⁰. Si, pour les écrivains, les spécialistes ont surtout cherché à étudier l'impact de l'expérience de guerre sur la production littéraire, leurs travaux ont rejoint les préoccupations du public en ce sens qu'ils se sont aussi intéressés à la manière dont le conflit a été vécu par les artistes. Ainsi, que ce soit dans un cas ou dans l'autre, les spécialistes ont proposé une histoire centrée sur l'individu (en témoignent les 41 occurrences pour le sous-thème « Mémoires publiés, biographie, bibliographie »), en parfaite adéquation à la fois avec la recherche et la demande sociale.

En écho à la diversification actuelle de la recherche historique sur le vécu des combattants, la médecine, la santé, la psychiatrie et l'alimentation sont des thématiques qui ont également fait l'objet d'interventions de la part des spécialistes⁴¹.

420

Enfin, dernier champ thématique en lien avec l'expérience combattante, du moins en partie : les « Opérations » (207 occurrences), avec une forte prédominance du « Front de l'Ouest » (161 occurrences). Si les considérations militaires ont pu faire ici l'objet de longs développements, rappelant parfois un peu l'« histoire-bataille », un certain nombre des interventions liées à ces questions a porté la marque des questionnements historiographiques sur l'expérience combattante, ce thème ne pouvant que difficilement se comprendre sans tenir compte du contexte des opérations militaires dans lequel il s'inscrit⁴². À noter que l'importance de cette thématique a aussi découlé tout logiquement du contexte commémoratif. De nombreuses cérémonies ont en effet été organisées à l'occasion du centenaire de certaines batailles de la Grande Guerre (Verdun, la Somme, etc.).

Si la mémoire et l'expérience combattante ont occupé une place prépondérante dans les prises de parole des spécialistes dans les médias, d'autres thèmes ont aussi été abordés, dans une proportion cependant moindre.

Ainsi, les interventions généralistes sur la guerre ont été relativement nombreuses (153 occurrences). Elles ont eu en quelque sorte une vocation pédagogique. Il s'est agi d'expliquer le déroulement du conflit dans son ensemble

40 Voir par exemple les extraits d'un entretien avec Rémy Cazals dans « Les carnets du tonnelier Barthas ont révolutionné notre vision de 14-18 », *La Dépêche du Midi*, 29 août 2014 et Laurence Campa, « Apollinaire, un poète en guerre », France Inter, émission *L'heure des rêveurs*, 30 janvier 2015.

41 Voir par exemple l'entretien avec Annette Becker dans le documentaire *La Grande Guerre en couleurs*, épisode « Dans l'enfer des tranchées », *France 5*, 14 septembre 2014 ; Vincent Viet, « Évacuer, soigner, opérer sous la mitraille », *Paris-Match*, hors-série « Verdun », février 2016 ; Stéphane Tison, « Du trauma des soldats au stress post-traumatique », *Sciences humaines*, « Les grands dossiers de sciences humaines », 28, 1^{er} octobre 2012 ; et Stéphane Le Bras, « 1917 : la guerre contre le vin est déclarée », *L'Histoire*, 440, « L'affaire Galilée », octobre 2017.

42 Voir par exemple les extraits d'entretiens avec Antoine Prost et Damien Baldin dans « Le massacre du 22 août 1914 », *Le Monde*, 22 août 2014.

et ses principales caractéristiques. Ce faisant, les spécialistes ont toujours su rendre compte des avancées historiographiques, à plus forte raison dans les émissions spécialisées⁴³. Par exemple, Nicolas Beaupré a été invité le 20 avril 2015 dans l'émission *La Marche de l'histoire* de Jean Lebrun sur France Inter pour revenir sur l'année 1915 et la « totalisation » de la guerre. Cette sollicitation entraine en résonance avec l'ouvrage, paru en 2012, consacré aux *Grandes guerres (1914-1945)* dans lequel le spécialiste proposait parmi d'autres considérations une réflexion sur ce phénomène. Pendant l'émission, l'historien a pu faire part de faits peu connus du grand public, comme le blocus imposé par les puissances de l'Entente aux puissances centrales.

La période d'avant-guerre et notamment les origines du conflit ont aussi fait l'objet d'un certain nombre d'interventions médiatiques, concentrées sans surprise sur l'année 2014 (53 occurrences en 2014 sur un total de 71). Les spécialistes ont pu rendre compte de certaines avancées de la recherche, et notamment de la tendance actuelle à réévaluer sous un jour plus positif la période d'avant-guerre. Par exemple, dans une interview accordée à l'AFP, Nicolas Offenstadt a rappelé qu'« il y avait [avant 1914] des éléments de tension, mais aussi des capacités à régler les crises⁴⁴ ». De même, la fin de la guerre a été à l'origine de plusieurs interventions offrant une réflexion sur les sorties de guerre et le prolongement du conflit au-delà de la borne traditionnelle du 11 novembre 1918 (cf. « Sorties de guerre », « Traités de paix » et « Armistices » qui totalisent 140 occurrences)⁴⁵. Le renouvellement des recherches sur le traité de Versailles, qui portent désormais un regard moins déterministe sur l'ordre versaillais, a aussi trouvé sa place. Ces considérations semblent cependant avoir été réservées à la presse spécialisée ou aux produits élaborés en partenariat avec la Mission du Centenaire, du moins autant qu'il est possible d'en juger dans le cadre de cette étude dont le champ d'investigation s'arrête à la fin de l'année 2018⁴⁶.

43 Dans le cas d'éditions spéciales où les spécialistes ont évoqué un large panel de thèmes, le choix a été fait de classer ces productions dans la rubrique « Général ». Il en va de même pour les documentaires ayant eu vocation à expliquer la guerre dans son ensemble.

44 Ces extraits d'entretiens ont été publiés dans l'AFP, puis repris dans *L'Express*; voir « 1914-1918: l'Europe surprise par la guerre malgré des années de tensions », *L'Express*, 7 février 2014.

45 Voir par exemple François Cochet, « Armistice de 1918: la fin de la guerre, vraiment? », *Le Figaro*, série d'été « Il y a 100 ans, la Grande Guerre », 12, 25 juillet 2014.

46 Voir Bruno Cabanes, « Versailles: l'échec n'était pas inscrit », *L'Histoire*, 1^{er} juillet 2018 et Antoine Prost, « Un nouveau siècle commence », *Le Un*, hors-série « Le traité de Versailles. Un nouveau monde », 2018, produits réalisés en partenariat avec la Mission du Centenaire.

Le sous-thème « Politique intérieure » a fait l'objet de 57 prises de parole parmi les spécialistes pris en compte dans le corpus. Les thèmes privilégiés ont été ici l'Union sacrée, Clemenceau et les révolutions ayant éclaté à la fin de la guerre.

Enfin, le thème « Sociétés en guerre » (90 occurrences), lié aux avancées de la recherche sur la Première Guerre mondiale, n'a pas été totalement absent non plus. Plusieurs interventions ont ainsi porté sur le couple, les femmes et les enfants (31 occurrences). D'autres, plus nombreuses, ont traité de la vie à l'arrière (42 occurrences), y compris dans les territoires occupés, dévastés ou annexés⁴⁷. À cet égard, il n'est pas étonnant que les Hauts-de-France et le Grand-Est représentent dans les résultats rassemblés la moitié des études régionales et locales⁴⁸. Malgré tout, le nombre d'interventions relatives aux « Sociétés en guerre » reste limité et les médias sont loin d'avoir répondu dans toute son ampleur au souhait qu'Annette Becker avait formulé au début du Centenaire. Dans un entretien accordé à *L'Express* en 2013, l'historienne avait appelé à ouvrir les commémorations à tous ceux qui, à l'arrière, avaient aussi souffert de la guerre⁴⁹.

422

Au vu de cette dernière remarque, un constat s'impose : si les spécialistes ont abordé des thèmes et des questionnements faisant écho aux avancées historiographiques sur la Grande Guerre, seuls quelques sujets ont bénéficié d'une véritable visibilité, la concentration massive des interventions sur la mémoire et l'expérience combattante rendant difficile toute réelle diversification. Le délaissement de pans entiers de l'historiographie est sans doute la meilleure illustration du rétrécissement thématique observable dans ces prises de parole. Par exemple, en histoire militaire, la question de l'aviation et de la guerre navale est quasiment absente ; et, quand elle est traitée, c'est la plupart du temps dans des émissions spécialisées ou dans des médias à faible diffusion⁵⁰. La même remarque s'impose pour les réfugiés ou les prisonniers de guerre⁵¹. Et le constat de l'absence de l'économie de guerre est sans appel. Ceci est d'autant plus frappant que la contribution qu'offre Franziska

47 Voir par exemple Clémentine Vidal-Naquet, « En 1917, les femmes accèdent à une première reconnaissance sociale », France 3, émission *Grand soir*, 1^{er} février 2017 et les extraits d'un entretien avec Michael Bourlet publiés dans « La souffrance des civils », *La Voix du Nord*, 18 octobre 2018.

48 Pour un exemple de ce type d'intervention, voir par exemple Annette Becker, « Les déportations dans le Nord de la France occupée », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 24 avril 2014.

49 Entretien avec Annette Becker, « Arrêtons de commémorer uniquement les soldats, commémorons aussi les civils ! », *L'Express*, 11 novembre 2013.

50 Voir par exemple Damien Accoulon, « Les aviateurs de la Grande Guerre », France Inter, émission *La Marche de l'histoire*, 12 septembre 2017 et « René Fonck », *Vosges Matin*, 1^{er} mai 2018.

51 Voir par exemple Annette Becker, Alexandre Sumpf et Laurence Van Ypersele, « Violence et génocide contre les civils », RFI, émission *La Marche du monde*, 7 septembre 2014.

Heimburger sur les « publications scientifiques » montre que ce thème a été assez présent dans les publications scientifiques⁵².

Pour finir sur une note plus positive, remarquons tout de même que les médias ont parfois permis aux spécialistes de s'exprimer sur l'historiographie et les outils utilisés par les historiens (118 occurrences). L'émission *La Fabrique de l'histoire* a naturellement été un format particulièrement propice à cet exercice, Emmanuel Laurentin se définissant lui-même comme un « journaliste de l'histoire⁵³ ». Par exemple, il a réuni sur son plateau Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt pour revenir sur l'origine et l'évolution de la querelle historiographique autour du « consentement » et de la « contrainte ». Il a aussi invité Stéphane Audoin-Rouzeau à partager ses réflexions avec Florence Gétrau sur le son comme matériau historique⁵⁴. Dans certains cas, et au-delà même des dix numéros du « Journal du Centenaire » publiés par *Le Monde* en partenariat avec la Mission du Centenaire, ces considérations ont pu dépasser le cadre étroit des médias spécialisés. En témoignent par exemple les réflexions historiographiques sur les mutineries proposées par Rémy Cazals dans *L'Humanité*, ou celles d'André Loez dans *La Croix* sur les possibilités offertes par les documents recueillis dans le cadre de la Grande Collecte⁵⁵. Ces remarques témoignent de la part des médias d'une prise en compte réelle de l'histoire en tant que science et questionnement. Elles montrent une fois de plus que les spécialistes ont eu la possibilité de donner au public les outils lui permettant de prendre de la hauteur par rapport à une certaine utilisation de l'histoire consistant à nourrir une mémoire affective sujette à des contre-vérités et à des simplifications abusives.

MÉDIAS ET DISCOURS DE SPÉCIALISTES : UN MAUVAIS MÉNAGE ?

Ces derniers constats tendent à montrer que les spécialistes ont eu la possibilité de diffuser dans les médias un discours plus complexe qu'on aurait pu le penser. Est-ce à dire que leur marge de manœuvre a été réelle et que les médias ont su s'adapter pour accueillir leur parole ?

52 Voir *supra* la contribution de Franziska Heimburger.

53 Entretien avec Emmanuel Laurentin (26 juin 2018).

54 Stéphane Audoin-Rouzeau et Nicolas Offenstadt, « Guerre et société », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 17 janvier 2013 ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Florence Gétrau, « Histoire des sensibilités. Comment faire une histoire des sons de la Première Guerre mondiale ? », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 24 septembre 2014.

55 Rémy Cazals, « Les mutineries de 1917, un refus de la guerre "massif et multiforme" », *L'Humanité*, 19 mai 2017 et les extraits d'un entretien avec André Loez publiés dans « Nouvelle histoire de la Grande Guerre. Interroger les traces ordinaires », *La Croix*, 8 novembre 2013.

Pour répondre à cette question, quelques remarques sur la relation entre spécialistes et acteurs médiatiques sont nécessaires. Cette relation a donné lieu de manière générale à des expériences très contrastées, qui dépendent du type de médias, du format des interventions, du public visé ainsi que de facteurs humains.

Dans la grande majorité des cas, les revues et les émissions de radio spécialisées, comme *L'Histoire*, *La Fabrique de l'histoire* (France Culture) ou encore *Les Lundis de l'histoire* (France Inter) ont procuré aux chercheurs et chercheuses une grande satisfaction. Ce sentiment tient à un format qui laisse aux spécialistes plus de place pour s'exprimer que d'ordinaire dans les médias. Il relève aussi du haut niveau de préparation des journalistes⁵⁶, et s'explique enfin par l'importance accordée dans ce type d'émissions à la parole du savant⁵⁷.

424 La réalisation de hors-séries, surtout dans les médias à vocation assez intellectuelle, semble aussi avoir été à l'origine d'expériences satisfaisantes de part et d'autre. Par exemple, Nicolas Beaupré a édité en 2016 avec Michel Lefebvre, le directeur des hors-série du *Monde*, un numéro se voulant être une « anthologie des textes de la Grande Guerre⁵⁸ ». L'historien a été très libre dans la conception du produit et le choix des documents, les journalistes ayant même accepté qu'il publie (et traduise) certains textes et poèmes étrangers⁵⁹.

En ce qui concerne d'autres types de médias (émissions de radio non spécialisées, télévision, presse à vocation moins intellectuelle), de nombreux problèmes se sont posés aux spécialistes, notamment – mais pas seulement – à la télévision. Ils ont été de différentes natures.

Parmi eux l'un des principaux a tenu au temps de parole accordé, à plus forte raison quand les spécialistes ont partagé le plateau avec d'autres invités. Plusieurs d'entre eux notent parfois avoir eu assez peu l'occasion de s'exprimer, s'étant dès lors retrouvés dans l'impossibilité de développer réellement leur pensée, surtout sur les chaînes d'informations en continu.

Un autre problème, qui n'a pas toujours été sans lien avec le premier, a été l'impression désagréable d'être confiné à un rôle figuratif ou de servir de simple caution historique, comme si le journaliste ne sélectionnait dans les discours des spécialistes que des informations venant confirmer une opinion déjà toute faite.

56 Par exemple entretiens avec Nicolas Beaupré (9 juillet 2018) et Annette Becker (4 avril 2019).

57 Entretien avec Emmanuel Laurentin (26 juin 2018).

58 Michel Lefebvre, « Orages d'acier, déluges de mots », *Le Monde*, hors-série « 14-18. Les textes de la Grande Guerre et les photographies de Verdun et de la Somme », juillet 2016, p.3.

59 Entretien avec Nicolas Beaupré (9 juillet 2018).

La culture journalistique de l'urgence a aussi parfois été un obstacle certain pour les spécialistes, habitués à un autre rapport au temps et souvent très pris par leurs obligations professionnelles. Il est arrivé qu'ils soient contactés la veille ou le jour même et qu'ils n'aient pas toujours été en mesure de répondre favorablement à la demande⁶⁰.

Des facteurs d'ordre humain ou liés à une méfiance réciproque entre les deux professions ont également pu nuire à la relation entre journalistes et spécialistes. Cette tension a parfois été palpable sur le plateau, comme le montrent certains échanges entre Antoine Prost et Jean-Pierre Elkabbach lors de l'émission *Bibliothèque Médicis* du 7 novembre 2014.

Enfin, précisons que les cas évoqués ci-dessus ne représentent que des tendances générales et qu'il faut se garder de considérer ces expériences comme un ensemble homogène. Annette Becker explique par exemple avoir bénéficié avec ses confrères d'un temps suffisamment long pour s'exprimer lors de l'édition spéciale de la chaîne BFMTV organisée à l'occasion des commémorations du 10 novembre 2018⁶¹. Soulignons également que les journalistes ont régulièrement donné la possibilité aux spécialistes de relire et de corriger si nécessaire les interviews avant leur diffusion⁶², ce qui tend à témoigner d'un réel désir de retranscrire le plus fidèlement possible la parole du savant. Certains historiens ont aussi noté la qualité de leur travail préparatoire⁶³. Notons enfin, de manière générale, l'absence de sentimentalisme dans les questions posées aux spécialistes, de sorte que toute confusion des genres a été évitée.

Les spécialistes et la vulgarisation de l'histoire dans les médias :
quelles possibilités ?

Dans le cadre défini ci-dessus, quelles ont été les possibilités données aux spécialistes pour diffuser un discours scientifique, par nature exigeant ?

Certes, certains spécialistes semblent avoir eu un rapport quelque peu contrarié aux médias. Mais si l'on part du principe que le discours scientifique vise à introduire une réflexion critique en déconstruisant des idées toutes faites, force est de constater que leurs interventions n'en ont pas moins été couronnées de succès.

Par exemple, dans la presse écrite, un simple titre peut suffire pour annoncer clairement la démarche de l'historien et gagner ensuite en efficacité dans

60 Par exemple entretiens avec Jean-Noël Grandhomme (1^{er} septembre 2018), Nicolas Beaupré (9 juillet 2018) et Arndt Weinrich (28 août 2018).

61 Entretien avec Annette Becker (4 avril 2019).

62 Par exemple entretiens avec Annette Becker (4 avril 2019), Stéphane Audoin-Rouzeau (19 septembre 2018) et Arndt Weinrich (28 août 2019).

63 Par exemple entretien avec Gerd Krumeich (12 novembre 2018).

le traitement du sujet à l'instar des titres « Le Chemin des Dames : mythes et réalités » ou encore « Mutineries de 1917 : sortir des idées reçues »⁶⁴.

Dans le cas d'entretiens, la construction dialogique est une aide précieuse. C'est encore plus vrai lorsque la question du journaliste porte en elle une idée toute faite, que ce soit par manque de préparation ou pour jouer le rôle du « sachant » et du « non-sachant »⁶⁵. Ce type de questions constitue en effet un gain de temps considérable pour le spécialiste qui peut contester d'emblée, dans un esprit de confrontation directe, l'avis émis par son interlocuteur. Par exemple, dans l'édition spéciale que France 2 organisait à l'occasion des commémorations du 11 novembre 2013, un court documentaire a été diffusé sur la société française d'avant-guerre. Après le visionnage, Marie Drucker s'est adressée à l'historienne Charlotte Siney-Lange, en affirmant sur un ton interrogatif que la guerre allait changer véritablement cette société. Dans sa réponse, la spécialiste a immédiatement déconstruit cette idée reçue. D'une part, elle a précisé à propos des femmes que si la guerre avait considérablement transformé leur place dans la société, ce n'était pas tant parce qu'elles avaient travaillé que parce qu'elles avaient occupé des postes qui, jusqu'alors, avaient été réservés aux hommes. Ce faisant, l'historienne a même introduit une référence bibliographique en citant les travaux de Sylvie Schweitzer. D'autre part, elle a pu préciser que, contrairement à une autre idée reçue, un « retour de bâton » avait eu lieu après 1918 et que beaucoup de femmes avaient été renvoyées dans leur foyer et s'étaient vues de nouveau cantonnées à leur statut de mère.

426

Notons également que le sens de la formule et de la synthèse constitue un adjuvant précieux pour déconstruire en un temps limité certains mythes profondément ancrés dans les consciences collectives. Par exemple, dans un entretien avec André Loez sur les mutineries de 1917, publié le 30 décembre 2016 dans *L'Obs*, la journaliste Nathalie Funes déclare que « Philippe Pétain, nommé en remplacement de Robert Nivelle, [a été] souvent présenté comme l'artisan du rétablissement du moral des troupes ». L'historien conteste d'emblée cette idée en répondant que le « rôle [de Pétain] est évidemment plus complexe » et qu'il a « mani[é] le bâton et la carotte ». Cette expression, à la fois imagée et parlante, est apte à marquer les esprits tout en ayant le mérite d'introduire avec concision et efficacité le propos antithétique qui suit. En effet, l'historien poursuit

64 Voir François Cochet, « Le Chemin des Dames : mythes et réalité », *Le Figaro*, série d'été « Il y a 100 ans, la Grande Guerre », 22 juillet 2014 ; et l'entretien avec Antoine Prost, « Mutineries de 1917 : sortir des idées reçues », *L'Histoire*, 433, 23 février 2017.

65 Cette expression est de Stéphane Audoin-Rouzeau. Il l'utilise à propos de Marie Drucker – il souligne par ailleurs la qualité de son travail (entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau, 19 septembre 2018).

en expliquant que si Pétain a su prendre des mesures permettant de « remobiliser les troupes », il n'a pas hésité non plus à recourir à la répression⁶⁶.

Finalement, les spécialistes ont été plusieurs à constater qu'il n'y avait pas de différence fondamentale entre les prises de parole dans le monde académique et dans les médias. En effet, dans un format de temps beaucoup plus limité, elles exigent toutes deux précision, clarté et concision. Finalement, osons l'hypothèse que c'est en utilisant ses propres outils que l'historien peut le mieux répondre à l'exercice médiatique. Les médias ne seraient dans cette perspective qu'un autre cadre à accepter comme tel avec ses propres règles.

Dans un registre beaucoup plus symbolique, remarquons que, au-delà du respect de la parole historique, certains journalistes ont procédé à de véritables mises en scène ayant vocation à valoriser la figure du savant, comme dans le hors-série de *L'Express* consacré à la bataille de Verdun. On y voit sur les premières pages un long entretien avec Antoine Prost et Gerd Krumeich, accompagné d'une photo d'une demi-page sur laquelle figure le journaliste amateur d'histoire Emmanuel Hecht, entouré des deux spécialistes. Les mains jointes, il écoute avec attention Antoine Prost. S'y trouve aussi une photo-portrait des deux historiens, occupant chacune un tiers de page et les représentant comme des figures d'autorité⁶⁷.

De même, certains spécialistes ont fait l'objet d'un véritable intérêt à la fois pour leur personne et leur qualité de scientifique. Ces articles en général élogieux stylisent la figure du savant et valorisent son travail, tout en lui donnant une identité à la fois scientifique et biographique dans un espace public médiatique occupé par des experts en tout genre⁶⁸.

LES SPÉCIALISTES DANS LES MÉDIAS : QUELLES DYNAMIQUES INTERNATIONALES ?

Un des marqueurs essentiels du Centenaire a été la dimension internationale des commémorations, ambition affichée dès le départ avec une extrême netteté : « Commémorer la Grande Guerre (2014-2018) : propositions pour un centenaire international », tel était le titre du rapport déposé en septembre 2011 par

66 André Loez, « 1917 : des mutineries éclatent partout dans l'armée française », *L'Obs*, 30 décembre 2016.

67 Emmanuel Hecht, « Antoine Prost et Gerd Krumeich. Verdun, "l'hyper bataille" », *L'Express*, « Grand Format » n°16, janvier-mars 2016, p.6-11.

68 Voir par exemple Béatrice Bouniol, « Stéphane Audoin-Rouzeau, vigie malgré lui », *La Croix*, 18 février 2018; Daniel Bermond, « Jay Winter, un Américain dans la Somme », *L'Histoire*, 391, septembre 2013; et les extraits d'un entretien avec Annette Becker dans « La Grande Guerre est en elle », *Presse Océan*, 11 novembre 2017.

Joseph Zimet auprès du président de la République Nicolas Sarkozy. Et l'auteur de formuler plus bas l'ambition suivante : « retrouver les liens anciens que la France et ses territoires [avaient] noués avec de nombreux pays étrangers, à partir du souvenir partagé des combats de la Première Guerre mondiale »⁶⁹.

Dans ce qui suit, l'objectif sera de déterminer dans quelle mesure les interventions médiatiques des spécialistes reflètent la dimension internationale appelée de leurs vœux par les promoteurs du Centenaire. La question est déclinée sous différents angles. L'attention portera d'abord sur les aires géographiques traitées et les approches méthodologiques adoptées, puis s'orientera vers les acteurs eux-mêmes, en cherchant à déterminer les logiques d'internationalisation à l'œuvre dans leurs apparitions médiatiques.

AIRES GÉOGRAPHIQUES ET APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES EN VUE D'UNE HISTOIRE OUVERTE SUR LE MONDE

428

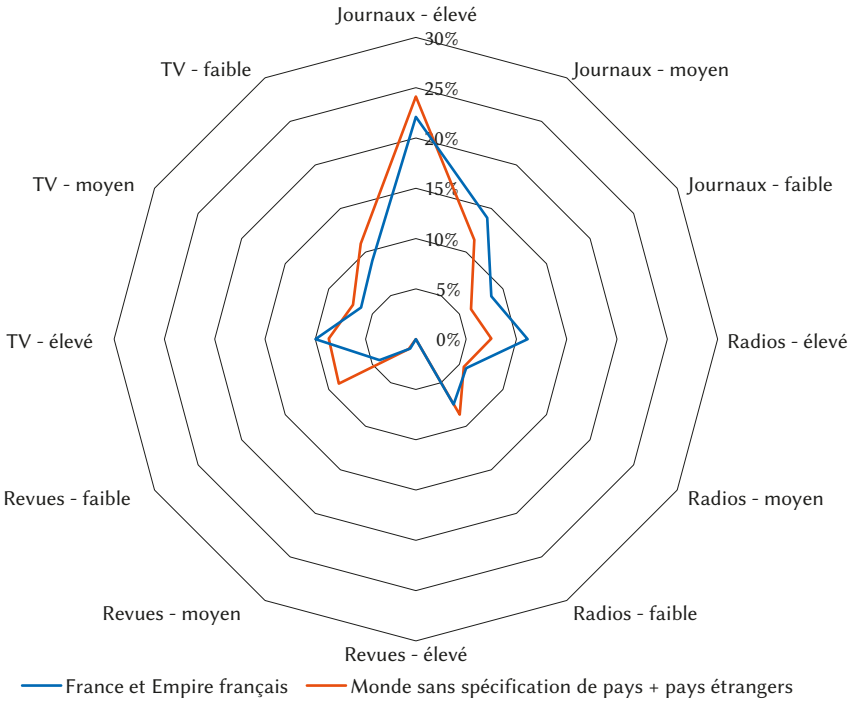
Sans surprise, l'aire géographique qui arrive en tête est la France. Ainsi, 56 % des interventions avaient pour objet la France (et son empire colonial). 20 % des interventions abordaient un autre cas national, et près d'un quart des interventions (24 %) traitaient de la guerre mondiale en évoquant plusieurs belligérants⁷⁰. Par conséquent, l'écart entre les interventions portant sur l'Hexagone et celles traitant soit d'autres aires géographiques, soit du monde dans sa globalité n'est que de 12 points⁷¹, ce qui est relativement peu comparé à la place que prend la France dans d'autres types de prise de parole historique⁷². Ainsi est-il possible d'affirmer que le caractère intrinsèquement mondial du conflit a réellement été pris en compte par les médias. C'est même sans doute une des avancées historiographiques qui s'y reflète le plus, bien que le graphique ci-dessous nous oblige à nuancer d'emblée ce constat (les médias dont l'audience ou la diffusion est inconnue n'ont pas été pris en compte) :

69 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre (2014-2020) : propositions pour un centenaire international. Rapport au président de la République*, Secrétariat général pour l'administration, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives, 2011, p. 17.

70 Les résultats présentés dans cette partie ont été obtenus à partir de la base de données déjà citée (1 507 entrées).

71 La catégorie « Monde sans spécification de pays » renvoie à un sujet dont le traitement s'applique à un ensemble de belligérants ou aux belligérants dans leur globalité.

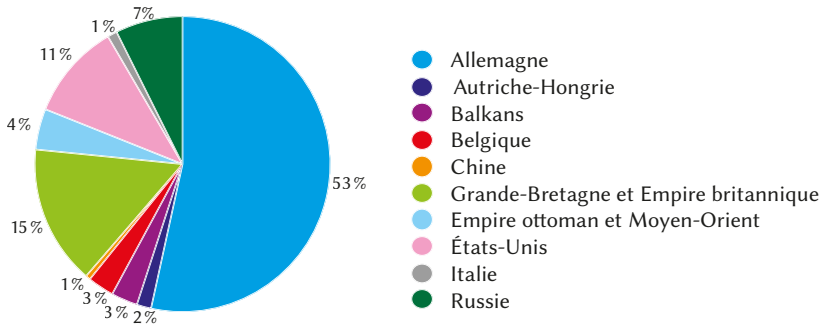
72 Voir par exemple *supra* la contribution de Franziska Heimburger.



10. Répartition des interventions médiatiques des spécialistes par aires géographiques et en fonction de la diffusion/audience des médias

Dans les médias audiovisuels à forte audience, les spécialistes ont davantage adopté une perspective nationale qu'internationale, ce qui a considérablement limité la diffusion du discours sur le caractère mondial de la guerre. En revanche, ils ont pu largement en rendre compte dans la presse à forte diffusion. Il faut de nouveau noter le rôle particulier du journal *Le Monde*, qui, dans cette catégorie, totalise près de la moitié des interventions ayant dépassé le seul cadre de la France.

La répartition des pays étrangers traités par les spécialistes dans leurs interventions est la suivante :



11. Répartition des interventions médiatiques en fonction des pays étrangers abordés

Parmi les 20 % d'interventions portant sur des pays étrangers (soit 380 au total – précisons que plusieurs pays étrangers ont pu être comptabilisés pour une même intervention), l'Allemagne occupe une place prédominante, avec 203 occurrences. Ce résultat est lié au poids de l'affrontement franco-allemand dans la mémoire collective française et résulte d'une véritable politique volontariste de la Mission du Centenaire. Comme Joseph Zimet l'énonçait dans son rapport : « C'est main dans la main avec l'Allemagne, partenaire, depuis près de cinquante ans, d'une réconciliation historique et de l'édification d'une Europe pacifique, qu[e] [la guerre] devra être racontée et commémorée⁷³ ». D'où, notamment, la cérémonie au Hartmannswillerkopf du 3 août 2014, le long cycle commémoratif de la bataille de Verdun ponctué par la cérémonie du 29 mai 2016, l'inauguration officielle de l'Historial franco-allemand du Hartmannswillerkopf le 10 novembre 2017 ainsi que la cérémonie sur la clairière de l'Armistice du 10 novembre 2018. Ces cérémonies ont fait se rencontrer à chaque fois chefs d'État ou représentants des deux pays, s'inscrivant dans ce qu'on pourrait presque appeler la longue tradition des commémorations franco-allemandes de la Grande Guerre. Initiées par les cérémonies de 1962 à Mourmelon et à Reims, elles constituent un symbole essentiel de l'amitié franco-allemande⁷⁴.

Dans une mesure largement moindre, le Royaume-Uni a aussi suscité un certain intérêt (58 occurrences). Ce résultat tient surtout à la prise en compte de son empire et tout particulièrement du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande⁷⁵. L'importance accordée à ce pays a été favorisée par la politique commémorative de la Mission du Centenaire, comme en témoigne par exemple la cérémonie organisée le 9 avril 2017 à l'occasion de la bataille d'Arras et de Vimy⁷⁶.

Si certains historiens spécialistes d'autres aires géographiques ont été très présents dans les médias à l'occasion par exemple du centenaire de la révolution bolchévique – c'est le cas notamment d'Alexandre Sumpf – leurs interventions ont souvent été dépourvues de liens réels avec la Première Guerre mondiale, cette

73 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre, op. cit.*, p. 10.

74 Voir par exemple Reiner Marcowitz, « Vers une mémoire franco-allemande de la Grande Guerre ? Les gestes symboliques, de Mourmelon (1962) au Hartmannswillerkopf (2014) », dans Laurent Jalabert, Reiner Marcowitz et Arndt Weinrich (dir.), *La Longue Mémoire de la Grande Guerre. Regards croisés franco-allemands de 1918 à nos jours*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2017, p. 217-231.

75 Voir par exemple Annette Becker, « 1915, une guerre totale. Australiens et Néo-Zélandais en guerre », France Inter, émission *La Marche de l'histoire*, 22 avril 2015 ; Bruno Cabanes, « Le grand sacrifice des diggers », *L'Histoire*, 66, « L'Australie : naissance d'une nation, des Aborigènes à l'Anzac », janvier-mars 2015.

76 Voir par exemple Laurent Veyssièrre, « Les Canadiens et la Grande Guerre », France Inter, émission *La Marche de l'histoire*, 19 avril 2017 ou encore l'interview d'Yves Le Maner diffusée par France 3 Hauts-de-France le 9 avril 2017.

dernière ne constituant que le cadre général de leurs propos. Par conséquent, le choix a été fait de ne pas les comptabiliser en tant qu'interventions sur la Grande Guerre.

De manière générale, exception faite de l'Allemagne, ces résultats tendent à montrer que l'intérêt pour les pays étrangers reste limité. Certes, dans leurs prises de parole, les spécialistes ont pris en compte des territoires situés au-delà des frontières nationales, mais c'est davantage pour situer le conflit dans son contexte mondial que pour traiter de l'histoire d'un pays en particulier. L'absence d'interventions portant sur les autres fronts que celui de l'Ouest, très clairement mise en avant dans la **figure 9**, en témoigne. Les mémoires, plurielles par nature, peinent donc à se croiser.

Malgré les différentes limites évoquées ci-dessus, notons que les interventions dépassant le cadre national ont eu le mérite de vulgariser des approches historiques propres à ce type d'études, comme l'histoire des relations internationales, l'histoire globale, l'histoire comparative ou encore l'histoire transnationale. La première, déjà ancienne, ne nécessite pas d'explication particulière. Elle a été appliquée surtout dans le cadre des questionnements sur les origines du conflit. La deuxième est revenue à montrer que les questions traitées pour la France, comme celles de l'expérience combattante ou des civils, étaient applicables à de nombreux autres pays voire qu'elles portaient sur des réalités correspondant à des phénomènes mondiaux⁷⁷. L'histoire comparative, quant à elle, a été principalement appliquée dans le cas de la France et de l'Allemagne et a permis aux spécialistes de mettre en avant la pluralité des expériences et des mémoires de la guerre⁷⁸. Enfin, la quatrième et dernière approche, celle de l'histoire transnationale, est revenue à rendre compte des points de contact entre individus, groupes humains et cultures venant du monde entier. Les graffitis de Naours, déjà mentionnés ci-dessus, en sont un bon exemple. Ils constituent en effet des traces laissées par des soldats étrangers ayant combattu sur le sol français. Cette histoire transnationale a parfois été croisée avec une approche d'histoire locale ou régionale, conséquence de la relative prise en compte de l'arrière. Notons par exemple les interventions portant sur les contacts entre les troupes américaines et les populations de l'Ouest de la France⁷⁹. Dans ce cas

77 Voir par exemple Annette Becker et John Horne, « Violence et génocide contre les civils », RFI, émission *La Marche du monde*, 7 septembre 2014; Stéphane Audoin-Rouzeau, « Le temps des soldats couchés », *L'Histoire*, 61, « La catastrophe », octobre-décembre 2013.

78 Voir par exemple Antoine Prost et Gerd Krumeich, « Verdun 1916 – une bataille de légende vue des deux côtés », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 9 novembre 2015.

79 Voir par exemple Erwan Le Gall, « Il y a 100 ans, Nazairiennes et Sammies unis », *Ouest France*, 16 juin 2017 et « Saint-Nazaire renoue avec l'heure américaine », *La Croix*, 26 juin 2017.

précis, ce double mouvement vers une histoire à la fois transnationale et régionale a été représenté principalement par l'historien breton Erwan Le Gall et largement encouragé par le contexte commémoratif. Les cérémonies organisées en France à l'occasion de l'entrée en guerre des États-Unis se sont en effet déroulées en région⁸⁰.

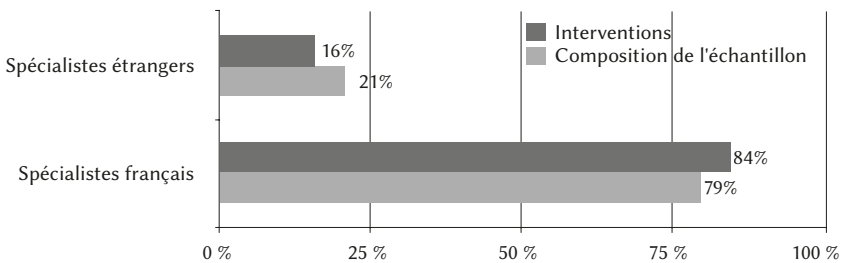
LES SPÉCIALISTES ET LES DYNAMIQUES INTERNATIONALES DE LEURS PRISES DE PAROLE MÉDIATIQUES

Au-delà des aires géographiques couvertes par les interventions médiatiques des spécialistes et des méthodes adoptées, la dimension internationale du Centenaire s'est aussi manifestée à l'échelle des acteurs eux-mêmes : certains spécialistes étrangers se sont exprimés dans des médias français, et inversement.

432

Les spécialistes étrangers dans les médias français :
quelle réalité pour quel apport ?

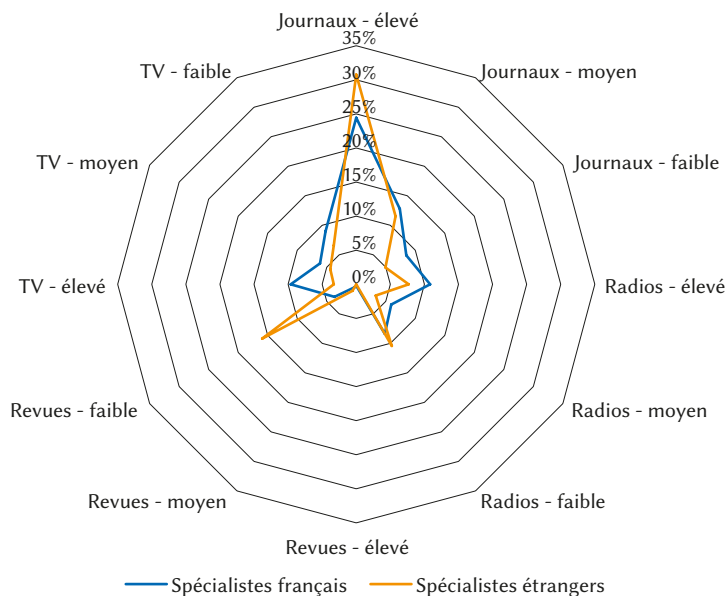
La majorité des spécialistes étrangers ayant pris la parole dans les médias français proviennent essentiellement des pays européens et d'Amérique du Nord, à l'exemple des historiens allemand et américain Gerd Krumeich et Jay Winter. Les 18 chercheurs étrangers du corpus ont donc été sélectionnés en priorité parmi ces aires géographiques. Leurs interventions s'élèvent à 236 (16 %) sur un corpus en totalisant 1507 (spécialistes français et étrangers confondus). Le graphique ci-dessous montre que, relativement à la composition de l'échantillon, les spécialistes étrangers sont moins intervenus par rapport à leurs confrères dans les médias français.



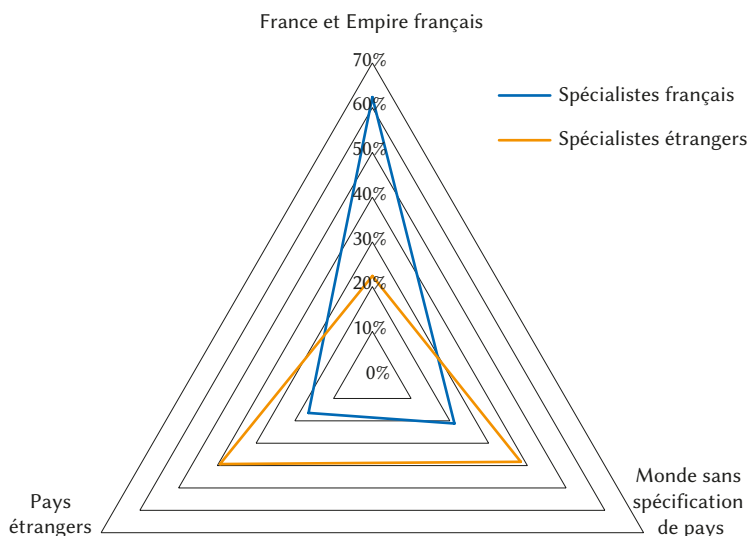
12. Répartition des interventions en fonction de la nationalité du spécialiste (française ou étrangère)

80 C'est le cas, par exemple, des commémorations du 13 juin 2017 à Boulogne-sur-Mer, de celles du 23 au 25 juin 2017 à Saint-Nazaire et de celles organisées à Brest du 21 au 23 juin 2017. Voir *Rapport d'activité 2017*, Paris, Mission du Centenaire, 2017, p. 76-78.

Le premier graphique ci-dessous présente la répartition des interventions des spécialistes étrangers en fonction de la part d'audience ou de la diffusion du média ; le deuxième expose les aires géographiques traitées. Les résultats sont indiqués en comparaison proportionnelle avec les interventions des spécialistes français.



13. Répartition des interventions des spécialistes français et étrangers en fonction de l'audience/diffusion du média



14. Répartition des aires géographiques abordées (spécialistes français et étrangers)

Les spécialistes étrangers ont été moins présents dans les médias audiovisuels à forte audience que les chercheurs et chercheuses français, ces résultats montrant que la culture médiatique audiovisuelle à destination du grand public peine à les intégrer. Ce phénomène est évidemment lié à un traitement plus important chez eux des aires géographiques situées au-delà des frontières nationales (fig. 14), relativement peu prises en compte par ce type de médias. À cela s'ajoutent également les problèmes éventuels de langue (accents, sous-titres ou traductions simultanées) qui peuvent avoir un effet dissuasif. Cet effet est évidemment moindre dans des médias plus spécialisés, comme RFI, chaîne à diffusion internationale, et dans des émissions spécialisées comme *La Fabrique de l'histoire* et *La Fabrique mondiale de l'histoire*⁸¹.

434

Si les spécialistes étrangers n'ont pas toujours pu atteindre un large public à la radio ni à la télévision, ils ont été très présents dans les journaux à forte diffusion. Trois facteurs d'explication peuvent être invoqués : une sollicitation provenant essentiellement de la presse nationale, en général à plus forte diffusion que la presse régionale ; l'absence de problème de langue en raison de la possibilité de publier des articles ou des entretiens directement traduits en français ; et une sollicitation particulièrement élevée du quotidien *Le Monde*, qui totalise près de la moitié de leurs interventions dans la presse à forte diffusion. Ce journal ayant à cœur de rendre compte de la dimension mondiale du conflit (voir *supra*), il est naturellement demandeur de chercheurs étrangers. C'est sans doute ainsi que l'on peut interpréter l'apparition répétée de Jay Winter dans ses colonnes⁸², la localisation parisienne du spécialiste aidant.

Au-delà de la politique volontariste de certains médias, les facteurs de cette présence relative des spécialistes étrangers sont multiples. Outre le rôle de la Mission du Centenaire, sur lequel nous reviendrons par la suite, on peut évoquer l'internationalisation de la recherche et l'institutionnalisation de cette dernière. L'Historial international de la Grande Guerre de Péronne et l'Institut historique allemand à Paris en sont de bons exemples. Ils favorisent la présence de chercheurs

81 Voir par exemple Stéfanie Prezioso, « Centenaire 14-18 : les immigrés, les étrangers pendant la Première Guerre mondiale », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 12 novembre 2015 ; Arndt Weinrich, « Verdun », France Culture, émission *La Fabrique mondiale de l'histoire*, 29 avril 2016 ou encore « La Première Guerre mondiale en Allemagne », RFI, 4 juillet 2016.

82 Parmi ses prises de parole dans *Le Monde* figurent par exemple « La guerre a déserté nos esprits » (11 octobre 2013), les extraits d'un entretien publiés dans « La guerre à hauteur d'homme » (28 février 2014), « La paix est un échec dès le milieu des années 1920 » (« Journal du Centenaire », 10, 11 novembre 2014), « Une histoire globale pour une génération transnationale aux identités multiples » (6 septembre 2017) et les extraits d'un entretien publiés dans « Le 11-Novembre dans tous ses sens » (3 novembre 2018).

étrangers sur le sol français et facilitent ainsi la rencontre entre spécialistes étrangers et médias. Par exemple, l'historien allemand Arndt Weinrich, qui a travaillé jusqu'en 2017 à l'Institut historique allemand à Paris, a pu se rendre à de nombreuses reprises sur les plateaux de radio et de télévision de la capitale⁸³. Il faut remarquer aussi le rôle joué par la mobilité croissante des médias et la modernisation des moyens de communication, qui facilitent d'une part la recherche de spécialistes et d'autre part la réalisation du produit (*via* Skype, des émissions en duplex, etc.). Cette remarque vaut naturellement aussi bien pour les spécialistes étrangers en France que pour les spécialistes français à l'étranger⁸⁴.

Les spécialistes français dans les médias étrangers

Au vu du nombre limité de résultats obtenus concernant les interventions des spécialistes français dans les médias étrangers, l'étude se garde ici de toute approche quantitative et propose à la place quelques hypothèses. Ces dernières sont établies à partir de recherches sur *google.com*, des indications fournies dans les questionnaires et des entretiens menés pour la réalisation du présent travail. Le nombre d'interventions collectées s'élève à 95. Ce chiffre est de toute évidence en deçà du total réellement effectué, même si les réponses aux questionnaires semblent indiquer que les prises de parole des spécialistes français à l'étranger ont été dans l'ensemble relativement peu nombreuses. En effet, il semblerait que seul un tiers de ceux figurant dans le corpus se soient exprimés dans les médias situés en dehors de l'Hexagone. Parmi eux, le nombre d'interventions à l'étranger a presque toujours été inférieur au moins de moitié à celui réalisé en France. Ces résultats sont cependant à prendre avec précaution. La comparaison entre les réponses apportées au questionnaire et les informations recueillies au moyen de recherches *Google* tend à montrer que certains spécialistes n'ont pas toujours très bien gardé en mémoire leurs prises de parole à l'étranger et que le nombre d'interventions indiqué est en réalité parfois inférieur à celui réellement effectué.

83 Voir par exemple Arndt Weinrich, « 14-18, une guerre mondiale : les mémoires allemandes de la Grande Guerre », France Inter, *La Marche de l'histoire*, 15 novembre 2013 ; « La Première Guerre mondiale », Public Sénat, émission *Bibliothèque Médicis*, 25 avril 2014 ; « Verdun », France Culture, émission *La Fabrique mondiale de l'histoire*, 29 avril 2016.

84 Par exemple, l'émission suivante a été tournée à Bruxelles : Laurence van Ypersele, Chantal Kesteloot et Emmanuel Debruyne, « La Grande Guerre », France Culture, émission *La Fabrique de l'histoire*, 12 novembre 2013. Dans cette autre émission, Gerd Krumeich a été interviewé depuis Freiburg, voir Nicolas Offenstadt et Gerd Krumeich, « Verdun et la Première Guerre mondiale », Europe 1, émission *L'Interview de Jean-Pierre Elkabbach*, 16 mai 2016. Nicolas Beaupré explique avoir réalisé une interview par Skype pour un journal polonais (voir entretien avec Nicolas Beaupré, 9 juillet 2018).

Par ailleurs, même si l'activité des spécialistes français dans les médias étrangers semble ne pas avoir été particulièrement dense, il y a eu des exceptions. Annette Becker, notamment, s'est montrée très dynamique, beaucoup plus que ne le laissent penser les données recueillies en annexe.

Malgré le caractère non exhaustif des éléments collectés, il est possible de formuler plusieurs constats. Les spécialistes ayant pris la parole dans les médias étrangers ont pu s'exprimer sur tous les continents, avec une dominante qui apparaît pour l'Europe, les pays du Commonwealth et les États-Unis, du moins autant qu'on peut en juger à partir des données collectées⁸⁵. Selon les cas, leurs interventions ont porté sur la France, sur un pays étranger en particulier (en général, celui du média qui réalisait l'entretien), sur le monde dans sa globalité, ou encore sur un ensemble déterminé de belligérants, que ce soit selon une approche d'histoire internationale, transnationale ou comparative⁸⁶.

436 Ces passages médiatiques ont été favorisés par les mêmes raisons que celles évoquées précédemment pour les historiens étrangers en France. On note tout particulièrement le rôle important de l'internationalisation de la recherche. Au-delà de la participation à des manifestations scientifiques, qui, pour les grands événements, ont pu être à l'origine d'une prise de parole dans les médias⁸⁷, la carrière internationale de certains spécialistes a joué un rôle déterminant. À cet égard, il n'est pas anodin qu'Annette Becker ait sans doute été l'historienne française la plus sollicitée par les médias étrangers, cette dernière ayant au cours de sa carrière travaillé dans de nombreux pays, que ce soit sur des échelles de temps courtes ou longues. La promotion des travaux de spécialistes français réalisée par des institutions hexagonales a également joué en faveur d'une visibilité de la recherche française dans les médias étrangers. Par exemple, Rémy Cazals a donné une conférence de presse le 13 juin 2014 à l'Institut français de Madrid à l'occasion de la traduction en espagnol des *Carnets de guerre de Louis Barthas (1914-1918)*. Trois journaux ont ainsi cité ses propos : *La Razón, El Mundo, El País*.

85 Pour les interventions sur les autres continents, voir par exemple Jean-Yves Le Naour, « Commémoration de la Grande Guerre : quel enjeu pour l'Afrique ? », *Télé Congo*, 13 novembre 2012 ; Claire Mouradian, « El genocidio es un problema actual », *Página 12*, 24 avril 2014 ; Gilles Prilaux, « First World War soldiers live on in cave graffiti found near Battle of the Somme », *South China Morning Post*, 27 avril 2016.

86 Voir par exemple l'entretien avec Nicolas Beaupré, « In Frankreich ist die Erinnerung an den 1. Weltkrieg sehr lebendig », *Badische Zeitung*, 14 juillet 2014 ; Jean-Noël Grandhomme, émission à propos de la Grande Guerre et la Roumanie, RFI Romania, 22 avril 2014 ; Annette Becker, « En quoi la Grande Guerre a-t-elle changé le monde ? Des historiens expliquent », *La Libre*, 21 février 2014 et Julie d'Andurain, « Les accords de Sykes-Picot », *Al-Jazeera*, 16 mai 2016.

87 Voir par exemple les entretiens avec Nicolas Beaupré (9 juillet 2018) et Jean-Noël Grandhomme (1^{er} septembre 2018).

La maîtrise d'une ou de plusieurs langues étrangères a également été un facteur favorisant les prises de parole dans les médias étrangers. Annette Becker a par exemple une excellente maîtrise de l'anglais, et Nicolas Beaupré, qui est intervenu plusieurs fois outre-Rhin, s'exprime sans difficulté aucune en allemand.

De toute évidence, le Centenaire a aussi favorisé cette internationalisation de la demande médiatique. Certains historiens pensent même qu'ils n'auraient autrement jamais été sollicités. Le Centenaire a agi à deux niveaux. Il a suscité un intérêt certain pour la France, ou plutôt pour sa mémoire et ses commémorations, la plupart des articles relatifs à l'Hexagone ayant en effet porté sur ces aspects⁸⁸. Pour de nombreux pays, comme la Chine ou les anciennes colonies françaises⁸⁹, il a également été l'occasion d'un retour sur leur propre passé⁹⁰, parfois effectué selon des logiques globales ou transnationales. Dans ce contexte, les graffitis de la grotte de Naours découverts par Gilles Prilaux ont éveillé la curiosité des pays ayant combattu sur le front Ouest, malgré la distance qui les sépare parfois de l'ancienne zone de front, comme l'Australie ou le Canada. Cette découverte faisant se croiser mémoire française et mémoires étrangères a valu au spécialiste quelques passages dans les médias étrangers⁹¹.

Ces différents constats témoignent d'un intérêt au moins relatif de ces médias pour les spécialistes français, tant en ce qui concerne leurs recherches sur l'Hexagone que leurs travaux sur des pays étrangers ou sur la Grande Guerre. La reprise par la presse étrangère de contenus provenant de l'AFP ou d'autres journaux étrangers citant des propos de spécialistes français est un des autres signes qui témoignent indirectement de cet intérêt⁹². Les rediffusions et les reprises étant exclues du champ de cette étude, ces dernières ne figurent pas dans les données collectées en annexes, mais il faut savoir qu'elles n'ont pas été rares.

88 Outre les cas déjà évoqués, voir les extraits d'entretiens avec Jean-Michel Guieu et Alexandre Lafon dans « Warum die Schlacht von Verdun zum Symbol wurde », *Der Tagesspiegel*, 28 mai 2016 ou Isabelle Davion, « Emmanuel Macron porownal obecna sytuacja w Europie do lat 30 », Radio polonaise, 2 novembre 2018.

89 Entretien avec Annette Becker (4 avril 2019).

90 *Ibid.*

91 Voir par exemple les interviews sur les inscriptions 14/18 de Naours sur Channel 7 (Australie), 22 avril 2015 ; et dans le *Toronto Star* (Canada), 16 juin 2015.

92 Voir par exemple l'article « Francia, ante el espejo de la Gran Guerra » publié le 7 novembre 2018 dans le journal espagnol *La Vanguardia* avec deux citations d'Isabelle Davion, republié deux jours après en intégralité par le journal péruvien *La Prensa*. Voir par exemple aussi les extraits d'une interview d'Annette Becker cités dans l'article « El arte después de 1918, estallido y búsqueda de nuevos horizontes » publié par l'AFP le 31 octobre 2018 et cités de nouveau le 4 novembre 2018 par le journal mexicain *La Voz de la Frontera*.

LA MISSION DU CENTENAIRE, UN RELAIS ENTRE LES SPÉCIALISTES ET LES ACTEURS MÉDIATIQUES : SUCCÈS, LIMITES ET MÉSAVENTURES

Nous avons jusqu'ici étudié la place des historiens de manière individuelle. Or, la Mission du Centenaire a voulu, dès le début des commémorations, « donner un cadre scientifique au Centenaire », comme l'avait exprimé Joseph Zimet dans son rapport⁹³, y compris sur le versant médiatique en tant qu'opérateur central du Centenaire. Quels ont été les moyens déployés à cet effet dans les médias ? Les résultats obtenus ont-ils été à la hauteur des objectifs fixés ?

LA MISSION DU CENTENAIRE ENTRE VISIBILITÉ INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIATS AVEC LES ACTEURS MÉDIATIQUES

438 La Mission du Centenaire est parvenue à être très présente sur la scène médiatique, notamment en raison de sa visibilité institutionnelle et de ses nombreux partenariats.

Acteur et promoteur central du Centenaire, elle a été un point de référence pour les médias, qui ont été nombreux à se tourner vers elle dès lors qu'ils étaient à la recherche de documents ou de spécialistes à interviewer. La cellule de presse de la Mission a joué à cet égard le rôle d'une interface entre sphères médiatique et scientifique. Conseillée notamment par Laurent Veyssière et certains autres spécialistes, comme Nicolas Offenstadt, l'attachée de presse a été chargée de recommander et de répartir les membres du conseil scientifique en fonction des demandes et des domaines de compétence⁹⁴. Malgré leur appartenance à une instance de la Mission, ils bénéficiaient d'une entière liberté. D'une part, ils pouvaient tout à fait refuser les sollicitations médiatiques effectuées par le biais de la Mission. Cette affirmation est d'autant plus vraie qu'ils ne savaient pas toujours que c'était elle qui les avait recommandés⁹⁵. D'autre part, il n'a jamais été question de restreindre leur liberté de parole. La critique adressée par Stéphane Audoin-Rouzeau sur le plateau de France Télévisions contre le discours prononcé par le président de la République François Hollande lors de l'inauguration de l'Anneau de la Mémoire (11 novembre 2014) en est un bon exemple ; d'autant que cette critique a été formulée lors d'une édition spéciale organisée dans le cadre

93 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, op. cit., p. 88.

94 Entretiens avec Laurent Veyssière (19 mars 2019) et Nicolas Offenstadt (1^{er} février 2019).

95 Entretiens avec Gerd Krumeich (12 novembre 2018) et Nicolas Offenstadt (1^{er} février 2019).

d'un partenariat avec la Mission, deuxième volet principal de son action auprès des acteurs médiatiques.

Les partenariats représentent un type d'interventions beaucoup plus direct que celui précédemment décrit, reposant sur des discussions et des négociations permanentes avec les partenaires médiatiques en ce qui concerne la nature et la réalisation du produit. Ils ont été conclus aussi bien avec les médias nationaux que régionaux, ces derniers constituant aux yeux des principaux responsables de la Mission un levier indispensable pour toucher de vastes pans de la population.

S'il est impossible d'énumérer l'ensemble des partenariats, mentionnons les principaux. Pour la presse régionale, on compte notamment ceux noués avec *Le Parisien* (2014) et le groupe Rossel – *La Voix du Nord* (2014-2018). Parmi les médias nationaux partenaires figurent principalement Radio France (2014-2018), France Télévisions (2014-2017), TF1-LCI (2018), *Le Monde* (2014), *L'Histoire*, *La Croix*, *Le Un*, ou encore *Paris-Match*⁹⁶. Comme on peut le voir, la Mission a cherché à toucher aussi bien des médias spécialisés que généralistes, en accordant une importance particulière aux supports grand public à forte diffusion, comme *Le Parisien*, *Paris-Match* ou TF1. Le partenariat signé en 2014 avec France Médias Monde, regroupant RFI, France 24 et MCD, montre par ailleurs que les débuts du Centenaire ont été marqués par la volonté d'atteindre des chaînes à diffusion mondiale.

Ces partenariats ont eu un coût financier. Le budget total consacré aux médias n'est pas connu, mais certaines données permettent d'indiquer quelques ordres de grandeur. Un des plus onéreux a sans doute été celui signé avec *Le Monde*. Il a rendu possible la publication de dix suppléments entre novembre 2013 et novembre 2014, sous le nom « Journal du Centenaire ». Ce partenariat a coûté à la Mission 299 000 euros, à raison de presque 30 000 euros par numéro. À titre comparatif, ce budget est supérieur à l'ensemble des subventions accordées en 2018 aux projets pédagogiques, ces derniers ayant été financés à hauteur de 247 000 euros⁹⁷. Et il représente environ un quart de l'ensemble des grands partenariats culturels, scientifiques et médias organisés pour l'année 2014, dont le total s'élève à 1,1 million d'euros⁹⁸. À cela s'ajoute la somme de 78 936 euros accordée au Monde Interactif en vue de la mise en place d'un mini-site sur le site

96 Rappports d'activité de la Mission du Centenaire, 2014, 2016, 2017 et 2018, et entretien avec Laurent Veyssière (19 mars 2019). Lorsque les dates des partenariats ne sont pas indiquées, cela signifie qu'elles ne sont pas connues avec certitude. Le partenariat avec France Télévisions s'est resserré à partir de 2015 ou 2016 sur les chaînes France 2, France 3 et Francetvinfo.

97 Convention de partenariat avec *Le Monde*, Archives de la Mission du Centenaire, p. 3; et *Rapport d'activité 2018*, Paris, Mission du Centenaire, 2018, p. 31.

98 *Rapport d'activité 2014*, op. cit., p. 71-72.

du *Monde* consacré à la Première Guerre mondiale⁹⁹. Parmi les coûts occasionnés par ces partenariats, on note aussi tout particulièrement le soutien financier (20 000 euros) apporté à la réalisation de la semaine documentaire « Mémoire mondiale de la Grande Guerre », diffusée depuis Sarajevo sur France Culture pendant la semaine du 23 juin 2014. Les partenariats avec la presse quotidienne régionale ont conduit en général à assumer 50 % des frais de production, sans que le montant exact de ces derniers soient connus. Il en va de même pour les partenariats avec la télévision¹⁰⁰.

Les coûts sont loin d'avoir toujours été d'ordre financier. Dans bien des cas, ils ont pris la forme de services rendus à la presse. Pour la réalisation du numéro spécial de *Paris-Match* sur l'armistice (2018), la Mission a proposé à la rédaction du magazine son accompagnement intellectuel tout en se rendant avec elle aux archives ainsi que sur certains sites, comme la butte de Vauquois. Le magazine a ainsi pu enrichir le numéro de nombreuses réflexions et de documents, parfois inédits¹⁰¹.

440

LES PARTENARIATS : UN OUTIL AU SERVICE D'OBJECTIFS AUTOPROMOTIONNELS ET SCIENTIFIQUES

Quel a été l'intérêt de ces partenariats pour la Mission du Centenaire ? Cette question mérite d'être posée. Elle permettra ensuite de mieux comprendre le choix de certains partenariats et, le cas échéant, les raisons de leurs échecs. Il faut ici distinguer deux volets : l'autopromotion et la promotion du discours scientifique sur la Grande Guerre, objectifs qui, à bien des égards, se sont recoupés.

Commençons par les aspects autopromotionnels. Avec ses partenariats, la Mission s'est dotée d'un outil puissant pour se donner les moyens de ses ambitions, qui consistaient à « amener les commémorations ainsi que les événements du Centenaire au plus près des Français¹⁰² ». Au-delà de l'exemple bien connu des éditions spéciales organisées sur les chaînes de télévision à forte audience à l'occasion des événements commémoratifs, comme les commémorations annuelles du 11 Novembre, cette politique a pu conduire la Mission à favoriser l'édition de numéros spéciaux pour accompagner l'inauguration de certains monuments ou musées. Par exemple, le jour de l'inauguration officielle du musée Clemenceau – de Lattre en Vendée (13 juin 2018), *Ouest-France* a publié un numéro spécial

99 Convention de partenariat avec *Le Monde*, doc. cit., p. 4.

100 Entretien avec Laurent Veyssière (19 mars 2019) et convention de partenariat avec France Télévisions, archives de la Mission du Centenaire, p. 4.

101 Entretien avec Laurent Veyssière (19 mars 2019).

102 *Rapport d'activité 2018*, op. cit.

cofinancé avec la Mission du Centenaire et le ministère de la Culture¹⁰³. Il s'est agi à chaque fois de créer un événement autour des cérémonies et des manifestations organisées par la Mission. Les mesures déployées à cette fin étaient clairement stipulées dans les contrats. Par exemple, celui déjà mentionné signé avec France Culture sur la « Mémoire mondiale de la Grande Guerre » prévoyait notamment les actions suivantes : annonce par communiqué de presse de l'événement aux médias, diffusion de quinze messages antenne d'autopromotion (aussi bien en amont que pendant la diffusion) et mise en place d'un dispositif de soutien sur Internet et les réseaux sociaux de la chaîne¹⁰⁴.

Les partenariats n'ont pas seulement présenté l'intérêt de porter à la connaissance du grand public les événements organisés par la Mission, ils ont également offert la possibilité de donner de la visibilité à l'institution elle-même. C'est par exemple ainsi qu'il faut interpréter la présence du label ou du logo sur les produits en étant issus ainsi que les nombreuses annonces signalant leur existence sur les chaînes de radio et de télévision. De même, aux moments clés du Centenaire, le directeur général de la Mission, Joseph Zimet, a pu profiter des liens de l'institution avec certains acteurs médiatiques pour apparaître sur la scène publique. Il a par exemple été particulièrement présent lors des événements à dimension internationale. Ainsi, il a été invité sur le plateau de France 2 le 11 novembre 2014 et sur celui de France 3 le 10 novembre 2017, respectivement à l'occasion de l'inauguration de l'Anneau de la Mémoire et de l'Historial franco-allemand du Hartmannswillerkopf. De manière similaire, le numéro spécial de la revue *L'Histoire* consacré à l'entrée en guerre des États-Unis a été introduit par un article signé de son nom. Il y annonçait le lancement de la saison commémorative américaine et les principales manifestations prévues à cet effet. L'argent investi dans ce type de productions écrites permettait ensuite d'assurer une large diffusion et une réelle publicité à la Mission, aux événements qu'elle organisait ainsi qu'au discours scientifique qu'elle entendait véhiculer¹⁰⁵.

Car, en dépit de ses objectifs de communication institutionnelle, la Mission a eu à cœur, tout au long de la saison commémorative, de diffuser au moyen de ses partenariats un discours savant auprès du grand public. Pour ce faire, elle a agi auprès de ses partenaires selon deux types d'interventions différents.

Le premier a été pris en charge en interne par les membres scientifiques de la Mission, à l'exemple de Laurent Veysseyre et d'Alexandre Lafon. Il a été réalisé principalement auprès de la presse quotidienne régionale et a souvent consisté

103 Entretien avec Laurent Veysseyre (19 mars 2019).

104 Convention de partenariat avec France Culture, archives de la Mission du Centenaire, p. 3.

105 Entretien avec Laurent Veysseyre (19 mars 2019).

à participer à des réunions de travail en vue de la conception des produits et, selon les cas, à rédiger des articles généralistes non signés¹⁰⁶.

Le deuxième type d'action a eu lieu davantage – mais pas seulement – à l'échelle des médias nationaux et a reposé sur l'intervention des membres du comité scientifique de la Mission. Leur fonction s'est déclinée sous deux formes principales. D'une part, ils ont participé à la réalisation du produit en donnant des interviews, en rédigeant des articles, ou encore en se rendant sur des plateaux audiovisuels. D'autre part, ils ont aussi parfois contribué activement à la conception du produit. Cela a été par exemple le cas pour les hors-séries du journal *Le Un* et la série « 1918, un monde en révolutions » diffusée à l'été 2018 sur France Inter avec Nicolas Offenstadt au micro d'Ali Baddou¹⁰⁷. La qualité primant sur toute autre considération, la Mission n'a pas hésité à mobiliser d'autres chercheurs dès lors que les spécialistes incontournables des questions traitées manquaient dans ses rangs. Par exemple, pour l'année Clemenceau (2018), elle s'est tournée vers Sylvie Brodziak et Samuël Tomei. Ces deux historiens ont notamment participé aux partenariats évoqués ci-dessus avec *Ouest-France* et avec *Le Un* consacré au « Tigre dans la guerre »¹⁰⁸.

442

LA MISSION DU CENTENAIRE ET LA DIFFUSION DE LA PAROLE SAVANTE : QUEL APPORT SCIENTIFIQUE DANS LES MÉDIAS ?

Si l'on veut évaluer les apports scientifiques de la Mission du Centenaire auprès des médias, le premier constat qui s'impose est le suivant : à l'échelle de notre corpus, les prises de parole des membres de son conseil scientifique représentent un peu plus de la moitié de l'ensemble des interventions recensées (788 contre 719) alors même que ces spécialistes constituent moins d'un tiers des spécialistes du corpus (24 sur 87). Ces résultats témoignent de leur dynamisme et autorisent à penser que le facteur institutionnel a largement favorisé leur présence dans les médias, même si ce facteur n'est évidemment pas exclusif. Cet effet est encore plus visible pour les historiennes et historiens étrangers, puisqu'au sein de ce groupe,

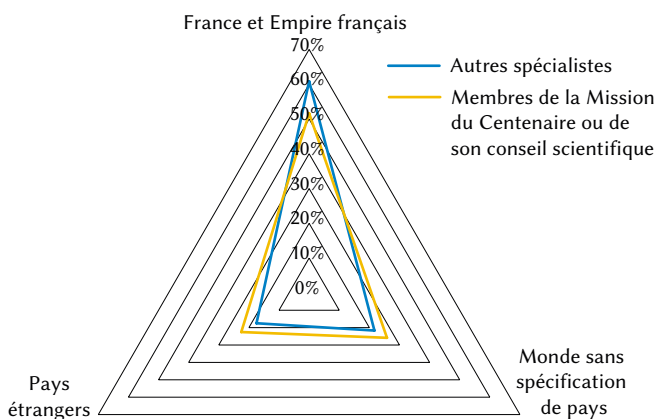
¹⁰⁶ Voir par exemple l'article rédigé en interne « À l'aube d'une nouvelle stratégie militaire, la bataille des Tanks » introduisant le supplément « Les 100 ans de la bataille de Cambrai » publié en 2017 par le Groupe Rossel – *La Voix du Nord*.

¹⁰⁷ Pour les hors-séries du *Un*, « C'était Verdun » (2016), « Clemenceau, un Tigre dans la guerre » (2018), et « Le traité de Versailles. Un nouveau monde » (2018). Pour l'émission de Nicolas Offenstadt et d'Ali Baddou, France Inter, émission *1918, un monde en révolutions*, du 8 juillet au 19 août 2018.

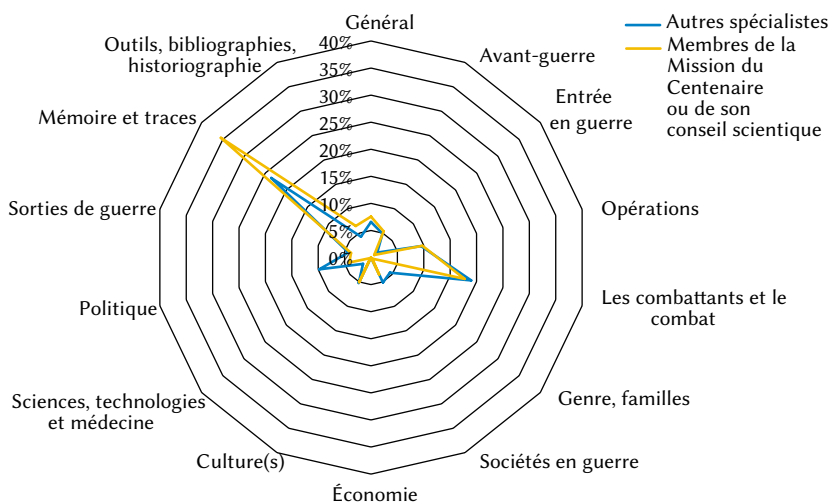
¹⁰⁸ Sylvie Brodziak, « Clemenceau et le docteur Faust », Samuël Tomei, « Dans la fureur de la guerre », *Le Un*, hors-série « Clemenceau. Un tigre dans la guerre » (2018) et entretiens avec Sylvie Brodziak, « Des questions toutes simples mais pas si bêtes », « Le musée du soir, l'autre musée », *Ouest France*, demi-supplément, 12 juin 2018.

les membres du conseil scientifique monopolisent presque la parole en réalisant 83 % des interventions. De toute évidence, cette forte participation s'explique aussi par la renommée de certains de ces spécialistes ainsi que par le réseau qu'ils s'étaient déjà parfois constitué auprès des acteurs médiatiques, à l'exemple de Stéphane Audoin-Rouzeau ou encore d'Annette Becker.

Pour mesurer dans le détail le discours porté par la Mission du Centenaire, analysons les deux graphiques ci-dessous. Ils renseignent sur les aires géographiques et les thèmes privilégiés par les spécialistes de la Mission, en comparaison proportionnelle avec les autres chercheurs.



15. Répartition des aires géographiques en fonction de l'appartenance ou non du spécialiste à la Mission du Centenaire ou à son conseil scientifique



16. Répartition des thèmes en fonction du rattachement ou non du spécialiste à la Mission du Centenaire ou à son conseil scientifique

Le premier graphique montre que les spécialistes rattachés à la Mission du Centenaire ont proposé plus souvent que leurs confrères des interventions dépassant le seul cadre national. Ainsi, ils ont contribué à la prise en compte de la dimension internationale de la guerre dans les médias. Sur le plan thématique, le deuxième graphique permet de voir que leurs interventions ont souvent porté sur la « Mémoire ». Il autorise ainsi à supposer que ces spécialistes ont été particulièrement soucieux d'accompagner le cycle mémoriel et commémoratif, apportant donc un éclairage historique sur les politiques mémorielles comme Joseph Zimet l'avait souhaité dans son rapport¹⁰⁹.

444

Les dix numéros du « Journal du Centenaire » publiés par *Le Monde* et coordonnés du côté de la Mission par André Loez et Nicolas Offenstadt sont de toute évidence le meilleur exemple du discours que la Mission souhaitait porter. Insérés dans le quotidien sans majoration de prix¹¹⁰, ils ont bénéficié d'une large diffusion et ont donné à voir au public la guerre dans toute sa dimension mondiale. Plusieurs numéros portent sur un pays ou une aire géographique spécifique. D'autres contiennent des articles traitant de questions relatives à plusieurs pays, comme la violence des armes industrielles. Enfin, ils sont plusieurs à comporter des articles ou des entretiens réalisés avec des historiennes et historiens étrangers. Ont été invités à s'exprimer les Allemands Gerd Krumeich, Michael Pesek et Arndt Weinrich, la Britannique Heather Jones, l'Irlandais John Horne et l'Américain Jay Winter (2^e, 3^e, 5^e, 6^e, 8^e et 9^e numéros). Sur le plan thématique, ces dix numéros ont aussi le mérite d'aborder certains sujets peu connus du grand public et éloignés de l'expérience combattante, comme la guerre navale ou les violences perpétrées contre les civils (7^e et 9^e numéros). Ils ont par ailleurs l'intérêt de proposer des changements d'échelle, comme on peut le voir dans le 4^e numéro qui adopte une perspective d'histoire régionale. Enfin, soulignons les réflexions historiographiques proposées dans chacun d'eux à partir du commentaire d'un ouvrage scientifique ainsi que les cartes et les chronologies fournies. Tout doit permettre au lecteur de s'approprier les outils indispensables à la compréhension du conflit et au métier d'historien¹¹¹.

Autre exemple des produits issus d'un partenariat avec la Mission : la série « 1918, un monde en révolutions », diffusée à l'été 2018 sur France Inter par

¹⁰⁹ Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, op. cit., p. 88.

¹¹⁰ Convention de partenariat avec *Le Monde*, doc. cit., p. 2.

¹¹¹ Les titres des dix suppléments montrent à eux seuls le vaste champ thématique et régional recouvert par ces suppléments : « 1914, l'Europe s'embrase » (1), « Les civils dans la tourmente » (2), « Face à la violence inédite des armes industrielles » (3), « La Grande Guerre des régions » (4), « À l'Est, l'Allemagne gagne une bataille » (5), « La guerre redessine les empires coloniaux » (6), « Les premiers chocs de la guerre navale » (7), « Aux origines du chaos moyen-oriental » (8), « Les violences de guerre faites aux civils » (9), « Noël fraternel dans les tranchées » (10).

Nicolas Offenstadt au micro d'Ali Baddou. Ses mérites sont multiples. Elle présente en effet l'intérêt non seulement de traiter un thème peu connu du grand public, mais aussi de le décliner chaque semaine sur des aires géographiques différentes (Allemagne, Chine, Russie, Syrie, Palestine, Arménie, etc.)¹¹². Par ailleurs, tout a été pensé pour assurer une large diffusion. Ces sujets ont profité de la forte audience de France Inter et de deux autres supports de communication : le journal *La Croix* et le site de presse de la BnF *RetroNews*, également membres du partenariat.

Le numéro du journal *Le Un* consacré en 2018 au traité de Versailles est, lui aussi, intéressant à maints égards : l'Allemand Gerd Krumeich, l'Irlandais John Horne et le Français Antoine Prost y ont proposé des réflexions sur les sorties de guerre, en prenant en compte le monde dans son ensemble. Leurs interventions ont également présenté l'avantage de déconstruire l'illusion rétrospective d'un traité de paix qui aurait à lui seul porté la responsabilité de la Seconde Guerre mondiale¹¹³.

Autre aspect important concernant l'ouverture sur l'international : les partenariats ont rendu possible la participation de l'historien allemand Arndt Weinrich à l'édition spéciale de France 2 organisée à l'occasion des commémorations de la bataille de Verdun du 29 mai 2016. La présence d'un historien étranger sur une chaîne de télévision à forte audience dans le contexte des commémorations de la Première Guerre mondiale est sans doute un fait inédit. Arndt Weinrich a par ailleurs partagé le plateau avec Nicolas Offenstadt. Le premier a parlé essentiellement de l'Allemagne, le deuxième de la France. Cette émission a donc eu le grand mérite de montrer presque physiquement au public le travail d'histoire comparée se réaliser devant ses yeux. Cela a tenu d'une part aux questions posées par la présentatrice Marie Drucker, résolument orientées dans cette direction, et d'autre part au caractère dialogique que la présence même de deux historiens a conféré à l'émission.

LA MISSION DU CENTENAIRE ET LA QUALITÉ DE SES PARTENARIATS MÉDIATIQUES : QUELLE COOPÉRATION ENTRE SPÉCIALISTES ET ACTEURS MÉDIATIQUES ?

Les considérations ci-dessus tendent à montrer que les partenariats ont apporté des résultats fructueux, permettant de diffuser dans les médias un discours scientifique en lien avec les avancées de la recherche. Mais ce phénomène a-t-il

¹¹² Pour connaître les titres des émissions et des articles, voir les productions de Nicolas Offenstadt entre le 7 juillet et le 26 août 2018 (en annexe).

¹¹³ Voir Antoine Prost, « Un nouveau siècle commence » ; entretien avec John Horne, « La paix ne se décrète pas, c'est un processus lent » ; Gerd Krumeich, « Le malentendu », *Le Un*, hors-série « Le traité de Versailles, un nouveau monde », 2018.

été systématique ? Quelle a été exactement la place du spécialiste et sa marge de manœuvre dans ce type de production ? A-t-il été le maître d'œuvre, un partenaire écouté ou bien une simple caution scientifique ?

La presse écrite et la radio semblent dans l'ensemble avoir donné lieu à des expériences satisfaisantes, allant d'une coopération fructueuse entre journalistes et historiens à une véritable liberté de manœuvre permettant au spécialiste de concevoir presque tout seul le produit. Les partenariats avec *Le Un* et *L'Histoire* en sont de bons exemples, tout comme celui avec France Inter pour la série « 1918, un monde en révolutions »¹¹⁴.

446 En revanche, malgré des résultats de qualité, la coopération avec *Le Monde* a été très conflictuelle, d'ailleurs peut-être plus en raison de facteurs personnels que partenariaux. Certes, les deux coordinateurs envoyés par la Mission du Centenaire, Nicolas Offenstadt et André Loez, ont participé avec les membres du journal à la conception intellectuelle des suppléments. Un comité éditorial avait été créé à cet effet et prévu par les termes du contrat¹¹⁵. De même, ils ont bénéficié au sein du journal d'une grande liberté pour la rédaction des articles à caractère strictement historique ainsi que pour la sélection des historiens à interviewer. Mais leurs conseils se sont heurtés à une véritable résistance dès lors qu'ils ont voulu intervenir sur les productions des journalistes. Dans bien des cas, ils étaient pourtant à même de les conseiller, ne serait-ce que partiellement. Beaucoup des articles rédigés par les journalistes portaient en effet sur des questions de mémoire. Conflit insoluble s'il en est : les journalistes ont refusé de transiger sur leurs méthodes habituelles de travail, et, notamment, ont voulu garder le dernier mot sur le « BAT » (bon à tirer). En d'autres termes, les écritures des historiens et des journalistes pouvaient figurer sur un même support à condition qu'elles restassent parallèles.

Malgré les heurts et les difficultés, les historiens ont cependant toujours fini par obtenir gain de cause. Mais les tensions ont été telles que les journalistes du *Monde* ont décidé de préparer seuls le sommaire du hors-série que les deux parties contractantes avaient initialement prévu de réaliser ensemble après le « Journal du Centenaire ». La Mission a alors décidé d'abandonner ce deuxième projet et de retirer au journal le soutien financier prévu par le contrat. Le journal *Le Monde* a donc publié le hors-série seul, proposant notamment des interviews de George-Henri Soutou, de Stéphane Audoin-Rouzeau, de Nicolas Offenstadt et de Jay Winter¹¹⁶.

114 Entretiens avec André Loez (29 juin 2018), Laurent Veyssière (19 mars 2019) et Nicolas Offenstadt (1^{er} février 2019).

115 Voir la convention de partenariat avec *Le Monde*, doc. cit., p. 2.

116 Voir *Le Monde*, hors-série « 14-18. Les leçons d'une guerre. Les enjeux d'un centenaire », 2014. Si Nicolas Offenstadt a accordé un entretien, il ne s'est pas associé à la réalisation du hors-série (entretien avec Nicolas Offenstadt, 1^{er} février 2019).

Au-delà de la presse, la Mission du Centenaire a aussi essayé d'intervenir au niveau des chaînes de télévision, y compris celles à forte audience. Les partenariats conclus à cet effet prévoyaient une coopération plus lâche qu'avec le journal *Le Monde*. Si l'esprit voulait que les spécialistes participent à l'élaboration du produit, cette coopération n'était en rien rendue obligatoire par les termes du contrat. Par exemple, la convention signée avec France Télévisions stipulait seulement que la Mission devait s'engager à « mobiliser » les membres de son comité scientifique pour « accompagner les réflexions des chaînes et la préparation de leurs programmes » autour des événements commémoratifs. Ce flottement a donné lieu à des expériences parfois décevantes, montrant qu'il n'a pas toujours été évident pour la télévision de faire intervenir des spécialistes à la fois dans la conception et la réalisation des produits.

Notons cependant que les débuts du partenariat avec France Télévisions ont été fructueux. Par exemple, dans le cadre des éditions spéciales, France 2 a largement respecté l'esprit du contrat en cherchant à associer sur certains points les spécialistes à la conception du produit, notamment au moyen de réunions préparatoires. Certes, il ne s'est agi en aucun cas d'une réelle coproduction entre journalistes et historiens, mais ces derniers ont parfois été sollicités pour conseiller sur le choix des intervenants voire sur celui de certains sujets, en fonction des doutes rencontrés par l'équipe de réalisation. Stéphane Audoin-Rouzeau, qui est intervenu à plusieurs reprises sur le plateau de ces éditions spéciales et qui a joué un rôle essentiel dans ce partenariat, note par ailleurs le très bon niveau de préparation de l'ancienne présentatrice Marie Drucker et de l'ancien rédacteur en chef des éditions spéciales Pascal Doucet-Bon. Soulignons également que France 2 a cherché à réunir toutes les conditions pour que la coopération se déroule le mieux possible sur le plateau. Par exemple, la chaîne a en général informé les historiennes et historiens dans les grandes lignes des sujets qui allaient être traités. Elle leur a parfois aussi rappelé les contraintes de temps inhérentes à la télévision pour les inviter à densifier au maximum leurs propos¹¹⁷.

Malgré ces débuts prometteurs, le groupe a progressivement moins associé la Mission qu'auparavant dans le choix des spécialistes à inviter sur le plateau¹¹⁸. Par ailleurs, à l'exception de celle dédiée à la bataille de Verdun, le groupe a refusé de diffuser sur France 2 les commémorations de batailles faisant intervenir la mémoire d'autres pays : celles de la Somme et celles de Vimy et d'Arras ont été diffusées respectivement sur France 3 Picardie et sur France 3 Hauts-de-France,

117 Entretien avec Pascal Doucet-Bon (29 juillet 2018).

118 Entretien avec Laurent Veysièrre (19 mars 2019).

chaînes régionales à plus faible audience¹¹⁹. L'outil dont avait voulu se doter la Mission pour « retrouver les liens anciens que la France et ses territoires [avaient] noués avec de nombreux pays étrangers, à partir du souvenir partagé des combats de la Première Guerre mondiale » n'a donc pas toujours été aussi efficace que prévu¹²⁰.

Au vu de cette dégradation, la Mission du Centenaire a décidé de mettre fin au partenariat avec France Télévisions et de s'associer avec TFI pour l'année 2018. Mais cette coopération a également été source de déceptions, notamment en ce qui concerne l'édition spéciale du 11 novembre 2018. Certes, des réunions préparatoires ont été organisées, mais la chaîne n'aurait pas toujours bien tenu compte des conseils donnés par les historiens¹²¹. D'où un certain mélange des voix sur le plateau entre la parole historique et celle de Daniel Cohn-Bendit.

448

Malgré ces déceptions, la Mission n'en a pas moins réussi à peser fortement sur la composition des plateaux et le choix des spécialistes pendant l'itinérance mémorielle de 2018, et notamment pour le 11 novembre 2018¹²². Cette remarque vaut également pour France Télévisions, montrant que la fin du partenariat mentionnée ci-dessus, au sens strict du terme, n'avait pas mis fin à une certaine coopération entre le groupe et la Mission du Centenaire. Ainsi, malgré un certain nombre de déconvenues, les projets de cette dernière concernant la télévision sont loin d'avoir totalement échoué.

APOCALYPSE. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE (2014), ESPOIRS ET DÉCEPTIONS
POUR LA MISSION DU CENTENAIRE

Le documentaire *Apocalypse. La Première Guerre mondiale* est un exemple intéressant permettant d'appréhender au plus près la politique médiatique de la Mission et les difficultés parfois rencontrées par rapport aux objectifs scientifiques fixés. Il l'est d'autant plus que le documentaire a constitué un produit culturel phare de la saison commémorative, qui a suscité un vif intérêt de la part du public. Composé de cinq épisodes de 52 minutes chacun et diffusé trois mardis d'affilée sur France 2 en mars et avril 2014, il a obtenu en moyenne une audience de 6,18 millions de téléspectateurs et une part d'audience de 22,7 % (différé et *replay* inclus)¹²³. Autre preuve de l'intérêt suscité par ce type de production :

119 Il y a eu d'autres déceptions : la commémoration de la bataille du Chemin des Dames a été diffusée sur France 3 de même que l'inauguration de l'Historial franco-allemand du Hartmannswillerkopf le 10 novembre 2017.

120 Joseph Zimet, *Commémorer la Grande Guerre*, *op. cit.*, p. 17.

121 Entretien avec Nicolas Offenstadt (1^{er} février 2019).

122 Entretien d'Arndt Weinrich avec Joseph Zimet (21 mars 2019).

123 Ces données ont été fournies par Médiamétrie.

comme l'explique Nicolas Patin dans le chapitre qu'il consacre aux « livres du Centenaire », le nombre de recherches relatives à la Première Guerre mondiale effectuées sur *google.com* a augmenté de manière considérable au moment de la diffusion du documentaire¹²⁴.

Un documentaire à succès, vecteur important pour la Mission du Centenaire

Réalisé par Daniel Costelle et Isabelle Clarke, *Apocalypse. La Première Guerre mondiale* s'inscrit dans la lignée de la longue série *Apocalypse* dont les premiers épisodes ont été diffusés en 2009. Cette production à succès a pour vocation de toucher les jeunes générations en dressant une vaste fresque du XX^e siècle. À cette fin, les réalisateurs, qui se conçoivent davantage « comme des cinéastes que comme des documentaristes¹²⁵ », ont pour habitude de produire un véritable spectacle et de recourir à un vaste arsenal : musiques, archives filmiques, mise en couleurs, sonorisation, reformatage des images, et voix de l'acteur Mathieu Kassovitz, dont Daniel Costelle souligne la force émotionnelle¹²⁶.

Au vu des scores d'audience habituellement enregistrés et malgré leur baisse depuis 2009, *Apocalypse* représentait un intérêt certain pour la Mission. Dès le lancement du projet en 2011-2012, avant même la création de la Mission, Joseph Zimet et Laurent Veyssière, qui travaillaient alors tous deux au ministère de la Défense au sein de la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), s'étaient rapprochés des réalisateurs en vue de soutenir la production. L'enjeu était d'autant plus important pour le ministère que l'ECPAD était coproducteur du documentaire. Dans le cadre de ce partenariat, la DMPA a pu recommander elle-même les conseillers historiques : Frédéric Guelton (colonel, docteur en histoire et ancien chef du département de l'Armée de Terre du Service historique de la défense, SHD), qui avait déjà travaillé par le passé pour les réalisateurs, et André Loez (agrégé, docteur en histoire et enseignant en classes préparatoires). Le troisième conseiller, Paul Malmassari (lieutenant-colonel, docteur en histoire et directeur de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de Tunisie), a été recommandé auprès des réalisateurs directement par Frédéric Guelton¹²⁷.

Une fois créée, la Mission s'est associée étroitement au projet, en lui accordant des subventions et son label. En échange, elle a notamment obtenu les droits

124 Voir *supra* la contribution de Nicolas Patin, notamment p. 273.

125 Voir l'entretien avec Isabelle Clarke et Daniel Costelle réalisé par France 2 et mis en ligne le 25 février 2014 (<https://www.youtube.com/watch?v=EaP6nRxfnEQ>, notamment 9'07"-9'15", consulté le 1^{er} août 2021).

126 *Ibid.*

127 Entretien avec Paul Malmassari (16 juillet 2018).

d'utiliser gratuitement le documentaire dans tout le réseau culturel français, se dotant ainsi d'un puissant vecteur de diffusion.

Le rôle et l'influence des conseillers historiques

Si, avant même sa création, la Mission avait pu recommander les conseillers historiques du documentaire pour s'assurer de la qualité du produit, quelles ont été la place et la marge de manœuvre des spécialistes dans cette vaste entreprise ?

450 Pour apporter quelques éclairages, revenons d'abord brièvement sur la répartition des rôles entre les différents conseillers¹²⁸. Paul Malmassari, spécialiste des trains blindés français, a été chargé des questions techniques et matérielles. Ainsi, lors de la phase du dérushage¹²⁹, il a daté les images et identifié le matériel, puis s'est ensuite consacré à la mise en couleurs. Ayant rédigé sa thèse sur le général Weygand, vice-président du Conseil supérieur de la Guerre (1931-1935), Frédéric Guelton s'est concentré sur l'histoire militaire. À ce titre, il a participé aux mêmes tâches que son confrère tout en assumant en plus le rôle de l'historien généraliste chargé d'apporter à l'équipe de réalisation des connaissances sur la Première Guerre mondiale. Il lui a également été demandé de corriger le scénario rédigé par les réalisateurs. Enfin, André Loez a participé en tant qu'historien généraliste de la Première Guerre mondiale. Il a rédigé un document d'une soixantaine de pages ayant vocation à servir de base de travail aux réalisateurs. Y figuraient des explications sur l'évolution de l'historiographie de la Grande Guerre et les principaux aspects du conflit. Tout comme Frédéric Guelton, il a aussi participé à la correction du scénario. Considérés dans leur ensemble, les spécialistes sont donc intervenus tant sur les images que sur le contenu.

En ce qui concerne le premier point, les trois historiens ont été inégalement écoutés. Le premier problème a porté sur le matériau lui-même ou plutôt l'absence de matériau, très peu d'images de combat existant pour la Première Guerre mondiale. Les réalisateurs n'ont pas tenu compte des recommandations d'André Loez, qui les avait invités à accepter cette réalité telle quelle et à construire la guerre en creux. Les réalisateurs ont préféré utiliser des images reconstituées ou bien des images provenant soit de la propagande, soit de fictions réalisées après la guerre. En revanche, sur les recommandations insistantes de leurs conseillers, ils ont accepté de jouer en partie la carte de la transparence, en admettant au début du documentaire : « Pendant la Première Guerre mondiale, les cameramen du monde entier ont pris des risques pour tourner ces images. Ils en ont reconstitué

128 Entretien avec Frédéric Guelton (9 juillet 2018).

129 Le dérushage est l'étape pendant laquelle sont sélectionnées les images à partir desquelles les réalisateurs monteront ensuite le documentaire.

certaines. Nous avons ajouté la couleur et le son¹³⁰ ». Puis, dans la suite du documentaire, il est précisé ici et là que certaines images proviennent de la propagande de l'époque¹³¹. Certes, le problème du sourçage a donc en partie été pris en considération, mais André Loez avait en réalité suggéré une solution plus fidèle à la méthode historique, proposant que chaque image soit sourcée au moyen d'un sous-titre optionnel. Les réalisateurs ont rejeté cette idée. À en croire l'historien, ils auraient justifié leur position en arguant simplement de sa complexité¹³². Enfin, autre problème concernant l'utilisation des images : le respect de leur chronologie. Sur ce point, les conseillers ont cependant obtenu gain de cause dans la grande majorité des cas.

Sur le plan de la mise en couleurs, question très controversée, les conseillers ont bénéficié d'une grande marge de manœuvre et ont pu réaliser un travail extrêmement minutieux. La place qui leur a été accordée dans ce domaine a donc été jugée tout à fait satisfaisante¹³³. Quant au traitement de l'image, s'il est arrivé que les réalisateurs interviennent pour contourner certaines d'entre elles afin que les tirs des combattants aillent dans la bonne direction, ce cas de figure a été extrêmement rare. Le travail du spécialiste a donc été respecté en tant que tel¹³⁴.

La question du contenu est plus complexe. Le documentaire possède indéniablement de grandes qualités. On note tout particulièrement la mise à mal d'un certain nombre d'idées reçues, la présence de nombreuses cartes facilitant la compréhension, et surtout la prise en compte de la dimension mondiale du conflit, mise en avant par des images venues du monde entier. Tous ces aspects positifs sont à souligner. Ils témoignent d'un travail considérable et d'une véritable prise en compte de certaines avancées de la recherche. Cependant, en parallèle, le documentaire véhicule aussi des interprétations simplificatrices voire erronées qui nuisent à sa qualité historique¹³⁵. À ce titre, il a été décrié par certains historiens¹³⁶. Et les conseillers notent que, sans leurs interventions, les erreurs auraient été beaucoup plus nombreuses. En effet, les corrections ont été multiples, et, pour la plupart, prises en compte. Par exemple, le scénario initial pouvait plus ou moins

130 Voir l'épisode 1, « Furie », 0'30" à 0'46" (<https://www.youtube.com/watch?v=MIVK1YG597Q>, consulté le 1^{er} août 2021).

131 Voir par exemple le 3^e épisode, « Enfer », 5' à 5'34" (<https://www.dailymotion.com/video/x3tiump>, consulté le 1^{er} août 2021).

132 Entretien avec André Loez (29 juin 2018).

133 Entretien avec Paul Malmassari (16 juillet 2018).

134 *Ibid.*

135 Par exemple, il laisse entendre dans le premier épisode que le conflit aurait été voulu par les industriels. Voir l'épisode 1, « Furie », lien déjà cité, à 6'50".

136 Voir par exemple l'entretien avec Jacques Frémeaux, « *Apocalypse* ne prend pas assez de distance par rapport aux images de propagande de la Grande Guerre », *Télérama*, 18 mars 2014.

laisser penser que l'entrée en guerre de l'Allemagne avait été en quelque sorte un moyen pour Guillaume II de compenser son handicap au bras gauche¹³⁷. Si, après l'intervention d'André Loez, les réalisateurs ont maintenu leur développement sur le handicap du souverain allemand, ils ont supprimé toute allusion à un éventuel lien avec le déclenchement de la guerre¹³⁸. De même, ayant fini par écouter les recommandations insistantes de leurs conseillers, ils ont renoncé à désigner les Français au moyen du pronom personnel « nous », ce qui a permis d'éviter toute vision partisane du conflit¹³⁹.

452

Mais, en aucun cas, il ne s'est agi d'une véritable coopération. Si les historiens ont pu intervenir à de nombreuses reprises sur des points ponctuels, que ce soit en amont ou en aval de la réalisation, ce documentaire est uniquement l'œuvre de ses réalisateurs. Étant les seuls auteurs du scénario, ce dernier porte la marque de leur propre interprétation de l'histoire et d'une narration toute faite qu'il a été difficile de déconstruire¹⁴⁰. Par exemple, Frédéric Guelton a voulu lutter contre toute vision déterministe du conflit¹⁴¹. Mais le documentaire est tout imprégné de ce type de lecture. D'une part, il regorge de formules fatalistes. Par exemple, on y entend que « l'engrenage des alliances s'[est] enclench[é] inexorablement » après l'attentat de Sarajevo. D'autre part, il établit des raccourcis entre les deux guerres mondiales, laissant penser que la Première serait l'antichambre de la Seconde. Par exemple, comme pour suggérer une continuité entre la guerre de 14-18 et l'Allemagne nazie, l'épisode « Peur » est introduit par la cérémonie de Tannenberg que les nazis ont organisée en 1933 en hommage à Paul von Hindenburg. Le dernier épisode, quant à lui, se conclut par la promesse de sombres lendemains : « Une génération d'enfants allemands va grandir dans l'humiliation et le rêve de revanche¹⁴² ». Enfin, les conseillers ont été impuissants à lutter contre le misérabilisme de la guerre qui transparait dans tout le documentaire. Et c'est peut-être là que réside la différence fondamentale entre la démarche des historiens et celle d'Isabelle Clarke et de Daniel Costelle : les premiers veulent comprendre, expliquer et questionner, les deux autres cherchent avant tout à dénoncer l'horreur et l'absurdité de la guerre pour éviter que ne se reproduise pareille tragédie¹⁴³.

¹³⁷ Entretien avec André Loez (29 juin 2018).

¹³⁸ Voir l'épisode 1, « Furie », lien déjà cité, 8'52" à 9'31".

¹³⁹ Entretien avec Frédéric Guelton (9 juillet 2018).

¹⁴⁰ Entretien avec André Loez (29 juin 2018).

¹⁴¹ Entretien avec Frédéric Guelton (29 juin 2018).

¹⁴² Voir l'épisode 2, « Peur », 24'22" à 24'29" (<https://www.youtube.com/watch?v=llLTxoc7AqM>); épisode 5, « Délivrance », 50'47" à 50'54" (https://www.youtube.com/watch?v=mBehSN_cyaM, consultés le 1^{er} août 2021).

¹⁴³ Voir par exemple les déclarations de Daniel Costelle sur le plateau de France 2 qui explique vouloir « préserver » la « mémoire de l'horreur » (« *Apocalypse, la Première Guerre mondiale: la mémoire vive* », France 2, édition spéciale, 1^{er} avril 2014).

Pour poursuivre ses objectifs autopromotionnels et scientifiques, la Mission du Centenaire a voulu accompagner la diffusion du documentaire. À cette fin, elle a participé notamment à l'édition spéciale organisée par et sur France 2 le 1^{er} avril 2014 depuis la Galerie des glaces du château de Versailles après la diffusion du dernier épisode d'*Apocalypse*. Joseph Zimet a été invité sur le plateau avec Stéphane Audoin-Rouzeau (membre du conseil scientifique de la Mission), Jean-Pierre Verney (conseiller de la Mission) et Manon Pignot (à cette date-là, cette dernière n'était pas encore membre du conseil scientifique de la Mission). Ont aussi été conviés les deux réalisateurs du documentaire et l'écrivain et acteur Christophe Malavoy. L'émission a été regardée par 4 millions de téléspectateurs, avec une part d'audience de 17,1 % (différé et *replay* inclus)¹⁴⁴.

Cette édition spéciale n'est pas à comprendre comme un commentaire direct d'*Apocalypse*, Stéphane Audoin-Rouzeau ayant jugé préférable d'éviter toute discussion à ce sujet¹⁴⁵. Elle a plutôt été conçue comme une émission d'histoire généraliste sur la Première Guerre mondiale, qui a donné essentiellement la parole aux spécialistes tout en faisant des références occasionnelles au documentaire. À cet égard, il n'est peut-être pas anodin que les réalisateurs n'aient été conviés qu'en deuxième partie d'émission.

Malgré les contraintes de temps inhérentes à la télévision, les spécialistes ont eu l'occasion de faire acte d'histoire : ils ont déployé toute une panoplie thématique (mémoire, archéologie, expérience combattante, société en guerre, etc.), proposé des analyses nuancées¹⁴⁶, abordé des questions laissées de côté par le documentaire¹⁴⁷, déconstruit des idées reçues¹⁴⁸, et même apporté quelques réflexions sur la méthode historique. Par exemple, ils ont pratiqué en direct une histoire à partir de l'objet, envisagée selon une perspective anthropologique. À propos d'une mandoline apportée par Jean-Pierre Verney, Stéphane Audoin-Rouzeau a notamment mis en avant les enseignements que l'historien pouvait tirer de la présence de cet instrument de musique dans les tranchées. Comme il l'explique, il montre que, dans un univers marqué par la

144 Données fournies par Médiamétrie.

145 Entretien avec Stéphane Audoin-Rouzeau (19 septembre 2018).

146 Par exemple, Marie Drucker a montré un extrait de l'épisode 3 (« Enfer ») portant sur les « gueules cassées », ce qui a été l'occasion pour Manon Pignot de rappeler qu'elles n'étaient pas un cas majoritaire. L'historienne a ainsi pu établir une différence entre la réalité du conflit et les symboles établis dans la mémoire collective.

147 Manon Pignot propose par exemple une description de la société française d'avant la guerre en adoptant une perspective d'histoire sociale.

148 Stéphane Audoin-Rouzeau rappelle par exemple que les soldats ne combattaient pas souvent, malgré des « pertes incroyables ».

mort, les soldats sont restés des hommes, ces derniers ayant maintenu une vie artistique et musicale.

Cette édition spéciale se composait aussi de courts reportages contenant des entretiens avec les spécialistes Jean-Pierre Amat, Laurent Véray et Yves Desfossés, qui ont également permis de corriger en partie les lacunes du documentaire. L'un d'eux évoquait justement l'absence d'images de combat : interrogé, l'historien du cinéma Laurent Véray a rappelé que toutes celles qui avaient été montrées dans les productions audiovisuelles sur la Grande Guerre étaient des reconstitutions¹⁴⁹. Commenté ensuite par Marie Drucker et les deux réalisateurs d'*Apocalypse*, ce reportage a amené Isabelle Clarke à souligner, plus clairement que dans le documentaire, qu'il y avait très peu d'images d'amateurs à cette époque et que la plupart provenaient de la propagande.

454

Malgré les vertus de ce type d'émission, on peut supposer qu'elle a été évidemment impuissante à pallier durablement ce que les historiennes et historiens considèrent comme les lacunes du documentaire. Les ventes du coffret DVD, qui se seraient élevées à cent mille en un mois et demi seulement¹⁵⁰, la large couverture médiatique du documentaire¹⁵¹, son utilisation à l'école, et ses différentes déclinaisons (exposition au Canada, bande-dessinée animée) ont rendu tout combat difficile. Si la Mission a apporté son soutien à *Apocalypse. Verdun* (2016), la vision trop déterministe du troisième volet, *Apocalypse. La paix impossible* (2018), a fini par la convaincre de quitter l'aventure et de cesser d'utiliser ce support dans ses manifestations culturelles. D'ailleurs, André Loez avait abandonné la partie dès la fin du premier *Apocalypse*, et Frédéric Guelton avait refusé d'être associé au troisième volet. Daniel Costelle était-il si ironique lorsqu'il déclarait en 2014 que les historiens auraient « persécuté » les réalisateurs, comme pour suggérer les nombreux conflits qui avaient marqué les relations avec le monde de la recherche ? Au vu des éléments exposés ci-dessus, il est permis d'en douter. Et peut-être serait-il à peine exagéré d'y voir un aveu détourné du peu de place qu'il semble parfois avoir été prêt à leur accorder¹⁵².

149 Une semaine auparavant, l'historien avait publié une interview dans *Télérama* dénonçant à propos d'*Apocalypse* une utilisation du matériau historique « tourn[ant] à la manipulation » (« *Apocalypse*, une modernisation de l'histoire qui tourne à la manipulation, selon l'historien Laurent Véray », *Télérama*, 25 mars 2014).

150 « Centenaire de la Première Guerre mondiale : un succès à la télé, pas en librairie », *Le Parisien*, 31 octobre 2018.

151 « *Apocalypse*. La Première Guerre mondiale, une série documentaire inédite », *rtl.fr*, 18 mars 2014, ou « Il y a une pépite dans *Apocalypse. La Première Guerre mondiale*: le reportage d'un journaliste américain embeddé », *slate.fr*, 18 mars 2014 (<https://www.slate.fr/culture/84159/pepite-apocalypse-premiere-mondiale-reportage-journaliste-american-allemand>, consulté le 1^{er} août 2021).

152 Voir l'interview d'Isabelle Clarke et de Daniel Costelle réalisée par France 2 et mise en ligne le 25 février 2014 (<https://www.youtube.com/watch?v=EaP6nRxfneQ>, consulté le 1^{er} août 2021).

L'exemple d'*Apocalypse* montre qu'il existe encore des incompatibilités difficilement réductibles entre les exigences scientifiques et celles de ce type de productions grand public. Il met aussi en évidence les difficultés, voire les échecs parfois rencontrés par la Mission du Centenaire dans son effort destiné à réconcilier deux pôles souvent attirés par des logiques différentes.

Y A-T-IL EU UN « EFFET CENTENAIRE » ?

Quel a été l'effet du Centenaire sur les prises de parole des spécialistes de la Grande Guerre dans les médias ? A-t-il impulsé un phénomène nouveau ou a-t-il intensifié une présence médiatique déjà existante ? Autant de questions qui invitent à titre comparatif à observer ces prises de parole sur une échelle de temps plus longue.

MÉTHODOLOGIE ET BREFS RAPPELS HISTORIQUES

Commençons à cette fin par quelques remarques liminaires sur la méthodologie employée. L'étude a été réalisée à partir de l'analyse de cinq médias : le journal *Le Monde* et les chaînes de radio et de télévision France Inter, France Culture, TF1 et France 2. Toutes ces chaînes sont issues de l'ORTF (anciennement RTF) et, à l'exception de TF1, privatisée en 1986-1987, appartient au service public¹⁵³. L'analyse recouvre une période allant des années 1950 à nos jours, et observe l'évolution des interventions sur deux échelles de temps : un intervalle resserré allant du 15 octobre au 15 novembre de chaque anniversaire décennal en 8 (1958, 1968, etc.) et un autre étendu sur une année entière, centré sur chaque anniversaire

153 Pour plus d'informations sur le sujet, voir « Histoire de la régulation audiovisuelle », *clesdelaudiovisuel.fr* (<https://www.csa.fr/Informateur/Toutes-les-actualites/Actualites/Histoire-de-la-regulation-audiovisuelle>, consulté le 11 décembre 2021); et « 70 ans de télévision », *ina.fr*, <https://institut.ina.fr/collections/70-ans-de-television> (consultés le 1^{er} août 2021); Jean-Noël Jeanneney, *Une histoire des médias : des origines à nos jours*, Paris, Le Seuil, 5^e édition, 2015; Fabrice d'Almeida et Christian Delporte, *Histoire des médias en France : de la Grande Guerre à nos jours*, Paris, Flammarion, 2003. Depuis leur création, les chaînes ont souvent changé de nom. Voici les différentes appellations qui leur ont été données depuis leur création (la date depuis laquelle elles portent leur nom actuel est indiquée entre parenthèses) :
– France Culture (1963) : Radiodiffusion de la nation française, Programme national et France III-Nation
– France Inter (1963) : Paris Inter et France 1
– TF1 (1974) : première chaîne de la RFD, première chaîne de la RTF et première chaîne de l'ORTF
– France 2 (1992) : deuxième chaîne de la RTF, deuxième chaîne de l'ORTF et Antenne 2.

décennal en 6 (1966, 1976, etc.). L'analyse a été effectuée à partir d'une recherche par mot clé (« Première Guerre mondiale », « Grande Guerre », « Verdun », « armistice », « 14-18 », etc.) sur le catalogue de l'INA et le moteur de recherche du *Monde* (édition abonnés). Ce dernier ne permettant pas d'effectuer une recherche composée de plusieurs mots, l'étude a été réalisée pour ce journal à partir de la seule période resserrée autour du 11 Novembre. Au total, le nombre d'interventions collectées s'élève à 172.

Les limites de la méthode sont évidentes : au-delà du nombre réduit d'années et de médias étudiés, toute notice descriptive du catalogue de l'INA insuffisamment fournie peut masquer une éventuelle émission portant sur la Première Guerre mondiale. Néanmoins, les résultats obtenus sont assez contrastés pour, d'une part, tolérer ces lacunes éventuelles et, d'autre part, être significatifs malgré le nombre réduit d'informations collectées. Les critères retenus pour définir un spécialiste sont les mêmes que ceux indiqués *supra*. Cela implique par exemple que l'ancien combattant Jacques Meyer, qui était pourtant normalien, agrégé et auteur de plusieurs livres d'histoire, n'a pas été pris en compte dans l'analyse¹⁵⁴.

456

LE CENTENAIRE : UN DÉMULTIPLICATEUR

Les tableaux suivants présentent le nombre d'interventions des spécialistes dans les médias entre 1958 et 2018 selon les deux échelles de temps retenues. La deuxième chaîne de la RTF n'ayant été créée qu'en 1963, tous les résultats relatifs aux médias audiovisuels antérieurs à cette date n'ont été collectés qu'à partir des trois autres chaînes sélectionnées pour cette étude.

Tableau 1. Évolution quantitative de la parole savante sur la Grande Guerre dans les médias, des années 1950 à nos jours

Radio et télévision, 11 novembre des anniversaires décennaux en 8						
1958	1968	1978	1988	1998	2008	2018
1	2	4	8	19	17	27
Anniversaires décennaux des années en 6						
1956	1966	1976	1986	1996	2006	2016
0	6	1	2	4	20	30
Journal <i>Le Monde</i>						
1958	1968	1978	1988	1998	2008	2018
0	1	2	0	4	3	19

154 Comme le catalogue de l'Inathèque permet de le voir, Jacques Meyer est souvent intervenu dans les médias sur des sujets relatifs à l'histoire de la Grande Guerre tout au long des années 1960. Par ailleurs, il a animé plusieurs émissions sur France Culture, comme « Le Cinquantenaire de l'armistice de 1918 », 11 novembre 1968.

Le constat est clair : balbutiements entre les années 1950 et 1980, essor à partir de la fin des années 1990, envolée confirmée dans la décennie suivante et intensification pendant le Centenaire. Le résultat obtenu pour l'année 1966 peut paraître de prime abord étonnant. Il est lié au contexte du cinquantième de la bataille de Verdun et de la Somme. L'historien Henry Contamine est apparu à cette occasion plusieurs fois dans l'émission de France Culture *14-18 : magazine mensuel de la Première Guerre mondiale* (voir annexe). Le pic d'interventions dans les médias audiovisuels en 1998 s'explique entre autres par la polémique lancée par Lionel Jospin au sujet des « fusillés pour l'exemple ». Il est aussi le résultat de toute une série d'évolutions apparues à partir des années 1990 et qui expliquent plus généralement l'augmentation du nombre de prises de parole à partir de ces années-là. Parmi ces évolutions figurent notamment l'allongement et la diversification des programmes médiatiques¹⁵⁵ ; le renouvellement de l'historiographie sur la Première Guerre mondiale ; la visibilité croissante de certains spécialistes auprès des acteurs médiatiques¹⁵⁶ ; le développement de l'histoire publique ; la fin d'un déséquilibre de la mémoire des deux guerres mondiales en faveur de la Seconde ; enfin, la raréfaction, puis la disparition complète des Poilus à partir de 2008. Ce dernier point est particulièrement important. Tout se passe en effet comme si la parole testimoniale avait constitué dans la sphère publique une entrave à la parole historique. Jusqu'à la fin des années 1980, les spécialistes pouvaient certes être présents ici et là dans les émissions audiovisuelles, mais ils étaient minoritaires par rapport à l'ensemble des voix « disant » la Grande Guerre, et notamment celle des témoins¹⁵⁷. Par ailleurs, quand ils intervenaient dans les médias, leur temps de parole pouvait être nettement inférieur à celui des témoins avec lesquels ils partageaient le plateau¹⁵⁸.

155 À ce sujet, voir par exemple Sophie Bachmann, « La suppression de l'ORTF en 1974. La réforme de la "délivrance" », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 17, janvier-mars 1988, p. 63-72 et Jean-Noël Jeanneney, *Une histoire des médias*, *op. cit.*

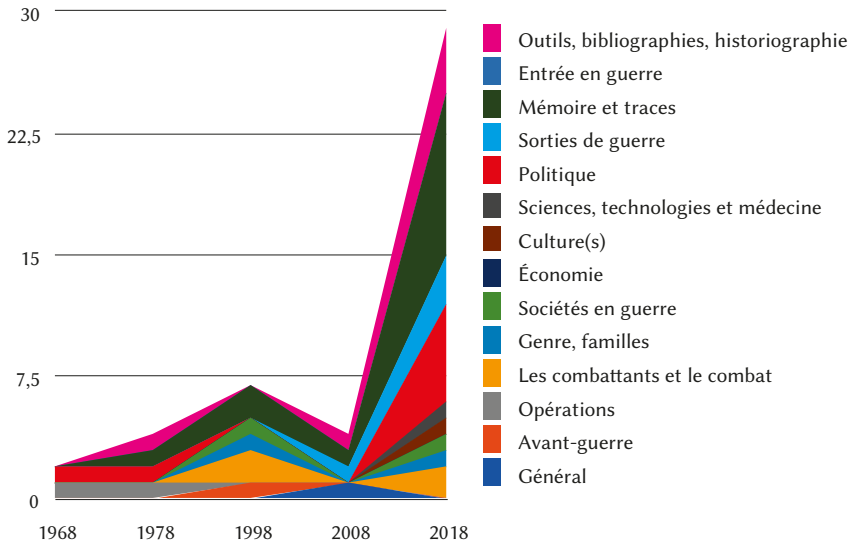
156 À cet égard, il n'est pas étonnant que les spécialistes de l'Historial comptent parmi les principaux acteurs des interventions recensées pour l'année 1998.

157 Ces témoins pouvaient être de différente nature. On trouvait par exemple beaucoup de Poilus, d'écrivains anciens combattants et d'acteurs politiques, voir par exemple Pierre Waline, « Les Crapouillots (1914-1918). Naissance, vie et mort d'une arme », France Inter, émission *Enquêtes et commentaires*, 10 février 1966 ; Maurice Genevoix, « La guerre navale (août 1914-janvier 1915) », France Culture, émission *14-18 : magazine mensuel de la Première Guerre mondiale*, 9 novembre 1968 ; Georges Wormser et Henri Deledicq, « Ce que fut l'armistice », France Culture, émission *Le Cinquantième de l'armistice de 1918*, 11 novembre 1968. Sur le rapport entre l'historien et le témoin, voir Nicolas Beaupré, « La Grande Guerre : du témoin à l'historien, de la mémoire à l'histoire ? », *Témoigner. Entre histoire et mémoire*, 118/2014, (<https://journals.openedition.org/temoigner/900#ftn16>, consulté le 1^{er} août 2021).

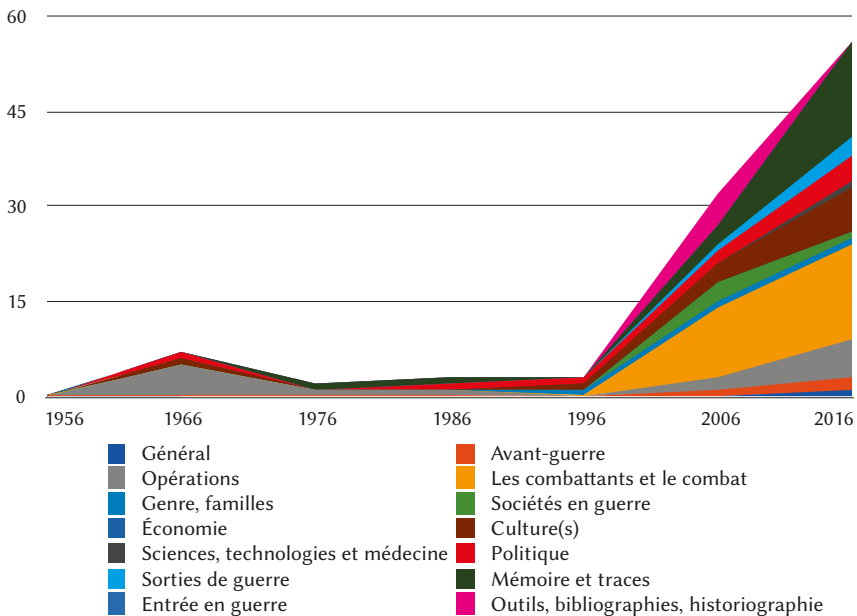
158 Pierre Miquel et Jean-Pierre Verney, « Commémoration du 11 Novembre », Antenne 2, émission *Du côté de chez Fred*, 10 novembre 1988.

Loin de n'avoir été que quantitatives, les évolutions au cours des décennies se sont également manifestées sur le plan thématique, comme le révèlent les graphiques suivants.

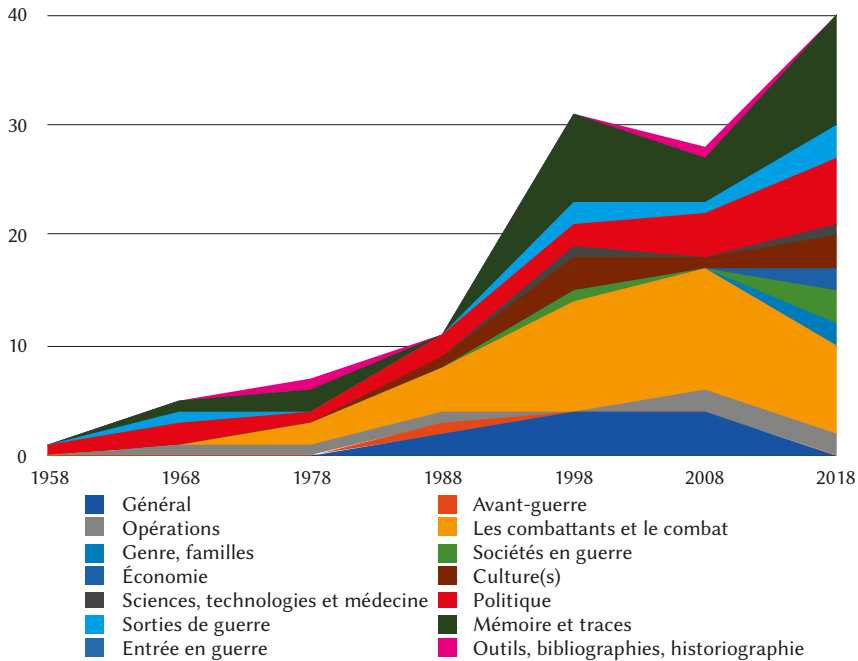
458



17. Évolution des thèmes abordés par les interventions médiatiques des spécialistes dans le journal *Le Monde*, 1968-2018



18. Évolution des thèmes abordés par les spécialistes dans les médias audiovisuels sélectionnés – anniversaires décennaux en 6, 1956-2016



19. Évolution des thèmes abordés par les spécialistes dans les médias audiovisuels sélectionnés – anniversaires décennaux autour du 11 novembre des années en 8, 1958-2018

En cohérence avec l'évolution de l'historiographie, ces résultats mettent en évidence une diversification thématique à partir des années 1980-1990, comme le montre la prise en compte nouvelle des thèmes suivants : sorties de guerre, relatifs au genre et à la famille, aux sociétés en guerre, à l'économie, aux sciences, aux technologies et à la médecine. Ils témoignent également d'une augmentation importante de l'intérêt pour les combattants et le combat ainsi que pour la mémoire et les commémorations, à des niveaux cependant inégaux selon les médias. *Le Monde* reste en effet assez éloigné de ce type d'histoire très centrée sur la mémoire familiale et sociale.

Au-delà des graphiques, notons l'évolution de la nature des interventions, tout particulièrement à la télévision. À en croire les résultats collectés, la période du Centenaire a été la première pendant laquelle les spécialistes ont pu s'exprimer aussi longtemps à propos de la Grande Guerre sur des chaînes à audience élevée, et notamment France 2. En effet, dans les décennies précédentes et dans la limite des données collectées, seule TF1 avait fait intervenir longuement un historien. Il s'agissait de Max Gallo, qui avait été invité lors de l'édition spéciale organisée par la chaîne à l'occasion des commémorations du 11 novembre 2008. Jusqu'au Centenaire, les autres spécialistes avaient manifestement été sollicités uniquement dans le cadre de simples interviews réalisées pour des reportages diffusés aux

journaux de 20 heures. En d'autres termes, même si ces résultats sont à mettre en relation avec l'évolution des pratiques télévisuelles et la place croissante des éditions spéciales dans les programmes¹⁵⁹, il n'en reste pas moins que les savants n'ont jamais eu autant l'occasion que pendant le Centenaire de s'exprimer sur des laps de temps aussi longs et devant un public aussi large.

Enfin, il faut remarquer que les interventions des spécialistes dépassent déjà depuis longtemps le cadre national. Par exemple, le documentaire de Marc Ferro *Les Illusions d'une victoire*, diffusé le 11 novembre 1968 sur la première chaîne de l'ORTF, évoque de nombreux pays, comme les États-Unis, le Japon, la Russie et l'Allemagne. De même, Henry Contamine, Louis Cordier et Maurice Baumont ont été invités au micro de France Culture le 26 octobre 1968 pour évoquer la libération du Nord de la France par les Alliés, les « succès des armées d'Orient » ainsi que les « armistices bulgare, turc, et autrichien ». L'aire géographique semble ensuite avoir subi un rétrécissement ponctuel dans les années 1980 et la première moitié des années 1990, moment à partir duquel l'expérience combattante a véritablement pénétré le discours des historiens. Elle s'est ensuite visiblement élargie de nouveau à partir de la fin des années 1990, bénéficiant de l'intérêt porté à des aspects pouvant concerner l'ensemble des belligérants, comme la « guerre technologique »¹⁶⁰, ou faisant se rencontrer selon une logique transnationale plusieurs sociétés et groupes humains, à l'exemple de l'archéologie du conflit. L'Historial de la Grande Guerre de Péronne semble avoir joué un rôle essentiel dans cette dynamique, comme en témoignent les nombreuses interventions de ses membres rendant compte de la dimension mondiale de la guerre¹⁶¹.

De même, notons que la présence d'étrangers dans les médias n'est pas tout à fait nouvelle. Un colloque franco-allemand organisé en 1958 à Paris avait déjà été l'occasion d'une émission sur France Culture réunissant les Français Jean-Baptiste Duroselle, Pierre Renouvin, Jacques Bariéty et les Allemands Werner Conze et Eberhard Jäckel. Elle semble ensuite s'être développée véritablement à compter

159 Pour en apprendre davantage sur l'évolution des éditions spéciales à la télévision, voir Pascal Doucet-Bon, « Charlie, 14-18, Débarquement : la télévision et ses commémorations », France Inter, émission *L'Instant M*, 5 janvier 2016.

160 Hélène Gispert et Olivier Lepick, « 14-18, guerre technologique, guerre totale », France Culture, émission *Le Temps des sciences*, 10 novembre 1998; Alain Schnapp, Alain Jacques, Stéphane Audoin-Rouzeau et Frédérique Boura, « Archéologie de la Grande Guerre, passé récent, passé encombrant ? », France Culture, émission *Mémoire d'hommes*, 9 novembre 1998.

161 Par exemple Michel Winock, Bruno Cabanes, Annette Becker et Dominique Jeanneney, « La Première Guerre mondiale », France Culture, émission *Panorama*, 5 novembre 1998; Annette Becker et Stéphane Audoin-Rouzeau, « 11 novembre 1918, le basculement d'un monde », France Culture, émission *L'Histoire en direct*, 9 novembre 1998; Stéphane Audoin-Rouzeau, autour de son livre *La Grande Guerre 1914-1918*, France Culture, émission *Agora*, 11 novembre 1998.

des années 1990. Huit neuvièmes des spécialistes étrangers recensés en annexe sont en effet intervenus dans les médias français à partir de 1998. On peut estimer que cette présence accrue est en partie liée aux réseaux internationaux tissés autour de l'Historial de Péronne. Parmi les historiens étrangers ayant pris la parole dans les médias français figurent en effet plusieurs figures pionnières et centrales de ce centre de recherches, comme Jay Winter et Gerd Krumeich.

Ainsi, il résulte de toutes ces remarques que le Centenaire ne marque pas une rupture. Il a intensifié un processus qui avait débuté dans les années 1990. Celui-ci a ensuite profité du contexte mémoriel et de l'action de la Mission du Centenaire, cette dernière lui ayant donné un caractère plus organisé et collectif.

Cette contribution s'est efforcée de mettre en évidence et d'analyser quelques faits saillants concernant la diffusion de la parole savante dans l'espace médiatique pendant la longue séquence commémorative du centenaire de la Première Guerre mondiale.

Les prises de parole des spécialistes dans les médias ont été nombreuses pendant le Centenaire, y compris dans les médias grand public et à forte diffusion. Elles ont été rythmées en grande partie par le calendrier commémoratif.

Par conséquent, elles ont été marquées par une concentration sur le thème de la mémoire et des commémorations ainsi que sur son dérivé principal, l'expérience combattante. Si de nombreux autres thèmes, en résonance avec les avancées historiographiques, ont été traités ici et là, comme les sociétés en guerre, ils ont bénéficié d'assez peu de visibilité. En ce sens, le Centenaire se caractérise par un certain rétrécissement thématique par rapport à la diversité existante dans l'historiographie de la Grande Guerre. Il n'en reste pas moins que les thèmes ayant été massivement traités ont permis une réelle mise à distance historique de la mémoire et une prise en compte de l'expérience combattante sous des angles originaux et diversifiés. En termes de vulgarisation, l'apport a donc été réel.

Les relations entre acteurs médiatiques et spécialistes ont donné lieu à des expériences très différentes selon les cas : la coopération a été fructueuse dans la presse spécialisée et les médias de référence comme *Le Monde*. Les expériences ont parfois été moins heureuses dans les autres types de médias, et notamment à la télévision, où la parole du savant semble avoir eu quelques difficultés à être respectée en tant que telle. Il n'empêche que les spécialistes ont réussi la plupart du temps à proposer une démarche critique et à démonter des narrations toutes faites. Il semble ainsi y avoir un certain décalage entre la qualité des interventions dans leur ensemble et la suspicion des spécialistes à l'égard des médias. Peut-être serait-il opportun que la dimension médiatique de l'« histoire publique » soit davantage pensée et développée dans l'enseignement universitaire. Ceci aurait peut-être le

mérite de faciliter et de favoriser, à terme, les prises de parole scientifique dans les médias.

Le Centenaire a indéniablement été marqué par une perspective internationale, tant du point de vue des aires géographiques abordées dans les interventions que de la géographie des prises de parole des acteurs. Cependant, cette perspective internationale peine à être intégrée dans les médias audiovisuels à forte audience. Ce constat tend à montrer que, malgré une réelle ouverture vers l'extérieur, la mémoire est restée nationale.

462 La Mission du Centenaire s'est dotée d'outils efficaces pour introduire une parole savante dans les médias, souvent intégrée dans un cadre plus vaste d'objectifs autopromotionnels. Certes, elle a ainsi été en partie responsable du rétrécissement thématique constaté ci-dessus, les membres du conseil scientifique ayant été chargés de donner sens à la saison mémorielle et commémorative. Mais rien ne permet de penser que ce rétrécissement aurait été moindre sans son action. En effet, les interventions des spécialistes dépendent aussi de la demande médiatique, elle-même conditionnée en partie par la demande sociale, orientée sur une mémoire familiale et affective de la guerre. En réalité, sur des produits ponctuels, réalisés dans le cadre de ses partenariats, la Mission a eu un véritable effet correcteur, permettant de sortir du cadre national et d'ouvrir les interventions à d'autres champs thématiques, y compris dans des médias à forte diffusion et à audience élevée. Certes, elle n'a pas réussi à infléchir durablement la demande dans ce type de médias, mais ses tentatives n'en ont pas moins été couronnées ponctuellement de succès, malgré un certain nombre d'échecs, de conflits et de mésaventures. L'introduction d'une parole historique dans les médias a eu un coût, tant financier que parfois relationnel, mais il n'a sans doute pas été totalement vain.

L'effet Centenaire a été réel, même s'il s'agit davantage d'une différence de degré que de nature. Il a amplifié, intensifié, voire systématisé un phénomène déjà existant depuis la fin des années 1990.

À cet égard, il n'est pas totalement interdit d'espérer que cette présence massive et constante des représentantes et représentants du monde de la recherche dans les médias, qui s'est étendue sur plus de quatre années, ait permis une légère évolution de la culture médiatique dans son rapport aux savants et plus spécifiquement aux historiens.

Frédéric Clavert

Le centenaire de la Grande Guerre est la première commémoration de grande ampleur à se dérouler dans un cadre médiatique nouveau, le World Wide Web, arrivé à un état précis : celui des réseaux sociaux numériques. Conçu en 1989, le Web a été d'abord un système documentaire, s'appuyant sur un réseau, Internet, qui s'ouvre aux transactions commerciales au milieu des années 1990, c'est-à-dire sort des milieux restreints, le plus souvent académiques, où il était utilisé dans un premier temps. Le Web repose sur l'hyperlien, imaginé notamment par Ted Nelson dans les années 1960¹ : la notion de *lien*, dès les origines, a permis au Web d'être social, collaboratif, participatif. Le milieu des années 2000, qui voit naître les réseaux sociaux numériques, apporte néanmoins une couche qualitative et quantitative supplémentaire, impliquant de plus en plus d'internautes/de citoyens. Le nombre d'utilisateurs du réseau, en France et ailleurs, est alors marqué par un accroissement constant : ainsi, en 1998, l'ARCEP² comptait 1,28 million d'abonnements Internet, contre un peu plus de 26 millions en 2014. En outre, la consommation de données *via* les abonnements à la téléphonie mobile est passée de 2,93 pétaoctets en 2008 à 305 en 2014 : l'explosion en quelques années des usages mobiles est vraisemblablement l'une des sources du succès des réseaux sociaux numériques³. Ces chiffres donnent à voir l'infiltration des usages liés au réseau dans le quotidien, dont ils sont devenus une part essentielle.

Parallèlement à l'explosion de l'accès à Internet depuis quinze ans dans le monde, un nouveau type de sites web a peu à peu trouvé sa place, celui des réseaux sociaux numériques, depuis la création de Myspace en 2003, qui a

- 1 Ted H. Nelson, *Complex Information Processing: A File Structure for the Complex, the Changing and the Indeterminate*, New York, ACM Press, 1965.
- 2 ARCEP, *Marché des communications électroniques en France. Année 2017. Résultats définitifs*, 2018 (<https://www.arcep.fr/cartes-et-donnees/nos-publications-chiffres/observatoire-des-marches-des-communications-electroniques-en-france/obs-marches-an2017-def.html>, consulté le 1^{er} août 2021).
- 3 D'après le rapport *Digital, social, mobile : les chiffres 2017* du collectif We are social, la moitié du débit internet est, en 2017, issu des téléphones portables.

pu compter jusqu'à 300 millions d'utilisateurs. Aujourd'hui, Facebook, créé en 2004 et ouvert au grand public en 2006, se distingue largement, avec plus de deux milliards d'utilisateurs. A suivi deux ans plus tard la création de Twitter (en 2006), qui compte désormais un peu plus de 300 millions de comptes. Ces réseaux sociaux numériques – auxquels on peut ajouter YouTube, WhatsApp, Instagram, Snapchat, etc. – ont opéré une modification en profondeur des modes de circulation de l'information. Souvent qualifiée de « virale », cette circulation relève aujourd'hui de « vibrations »⁴, moments très brefs, mais extrêmement intenses, de propagation mémétique de l'information. Les traces issues du Big Data, c'est-à-dire des données massives engendrées par les grandes plateformes du Web dont les réseaux sociaux numériques, en permettent d'ailleurs des analyses très fines lorsque les données sont accessibles.

464

Le centenaire de la Grande Guerre a ainsi été organisé dans un contexte médiatique différent et nouveau en comparaison des grandes commémorations précédentes. Le basculement de médias centrés autour de la télévision vers des médias centrés autour des réseaux sociaux numériques utilisés au quotidien par une large partie de la population⁵ a des effets dans de nombreux domaines, et en premier lieu dans la sphère politique. Nous formulons ici l'hypothèse qu'ils en ont également dans le domaine de l'histoire et, surtout, dans le domaine de la mémoire : étudier les représentations du passé et les commémorations implique d'intégrer ce contexte médiatique nouveau dans nos recherches.

L'une des particularités du passé, de ses représentations, de ses mémoires, sur les réseaux sociaux numériques est constituée de la multiplication et de l'interpénétration des temporalités : la temporalité ouverte, infinie, immédiate, dense des réseaux sociaux numériques – dans le cas de Twitter, le flux constant d'un demi-milliard de *tweets* par jour ; la temporalité de la circulation de l'information que permet ce flux constant, bref, parfois violent, souvent intense ; la temporalité de chaque utilisateur (pourquoi tweeter ou poster quelques mots sur Facebook à tel instant ?) ; la temporalité, dans le cas qui nous intéresse, du Centenaire, en partie linéaire et en partie cyclique et s'insérant dans un cycle plus grand, annuel, décennal, etc. des commémorations de la Grande Guerre ; la temporalité, en partie base de la précédente à cent ans de distance, mais néanmoins très différente, de la Grande Guerre elle-même.

La question sur laquelle nous allons nous pencher ici est triple : comment commémore-t-on la Grande Guerre sur les réseaux sociaux numériques ? Quel

4 Dominique Boullier, « Les sciences sociales face aux traces du *big data*. Société, opinion ou vibrations ? », *Revue française de science politique*, 65, 2015/5-6, p. 805-828.

5 En France le taux de pénétration des réseaux sociaux numériques est de 56 %, d'après le rapport *Digital, social, mobile* déjà cité, p. 41.

y est le rôle/le comportement des historiens et historiennes ? Quel y a été le rôle, plus précis, de la Mission du Centenaire ?

Cette contribution progressera au fil de quatre grandes sections : la première se penchera sur notre approche méthodologique et sur les données utilisées ; la deuxième analysera plus particulièrement la présence de la Grande Guerre, de sa mémoire et de son centenaire sur Twitter ; la troisième étudiera le rôle qu'y jouent ceux et celles se définissant comme historiens ou historiennes ; enfin, la quatrième amorcera une réflexion sur le rôle qu'ont pu jouer la Mission du Centenaire et son site internet sur les réseaux sociaux numériques en ligne.

APPROCHE, MÉTHODOLOGIE ET CORPUS DE DONNÉES

L'objet de ce travail est l'étude de l'engagement des historiens et historiennes, spécialistes de la Grande Guerre ou non, qui ont eu une activité en ligne autour de la Grande Guerre, et du rôle qu'a joué la Mission du Centenaire auprès d'eux. Les activités en ligne des historiens et historiennes sont de nombreuses natures : interventions sur les réseaux sociaux numériques au sens large (Twitter, Facebook – *via* des comptes personnels, des pages et des groupes –, Instagram ou *Pinterest* pour la publication de contenus visuels) ; activités sur les plateformes vidéos en ligne comme YouTube ou DailyMotion ; sites personnels, comme les carnets de recherche ; contribution hypothétique à des notices de l'encyclopédie contributive en ligne *Wikipédia* touchant à la Grande Guerre ; production de podcasts, etc. Nous excluons la publication d'articles scientifiques en ligne, celle d'articles de vulgarisation, d'interviews et toute autre activité relevant du périmètre d'autres contributions à cet ouvrage.

Toutefois, entre ce que nous pouvons définir comme « activité en ligne » et ce que nous pouvons raisonnablement collecter et analyser, le fossé est grand. Pour ce travail, nous nous limiterons à une analyse des données dont nous disposons sur un réseau social – Twitter – et qui permettront d'abord de fixer un cadre général. Nous les compléterons au moyen d'analyses qualitatives, reposant notamment sur Facebook, et d'analyses quantitatives et qualitatives issues de ce que nous avons pu collecter à partir du site internet de la Mission. Cet objet a nécessité la constitution de deux corpus de données : le premier est centré sur Twitter, et déduit d'un corpus nettement plus large préalablement constitué dans le cadre d'une recherche menée par l'auteur de cette contribution⁶ ; le second a été constitué à partir de la section « scientifique » du site internet de la Mission du Centenaire.

6 Pour un descriptif de ce projet de recherche et des conditions de protection des données personnelles, voir <https://www.c2dh.uni.lu/data/le-projet-ww1-traces-de-memoire-collective-de-la-grande-guerre-sur-twitter> (consulté le 1^{er} août 2021), ainsi

Nous avons pris le parti de cibler Twitter pour des raisons pragmatiques. Les données relatives au réseau sont d'une part moissonnables dans certaines conditions, largement satisfaisantes pour cette étude, et les pratiques des chercheurs et chercheuses sur ce réseau social numérique en particulier sont plutôt bien connues, d'autre part⁷. Nous posons l'hypothèse que les réseaux sociaux numériques « donnent le ton » aujourd'hui, en tout cas pour le « monde en ligne », si jamais il est séparable du « monde hors ligne ».

Depuis le 1^{er} avril 2014 et jusqu'au 3 décembre 2018, nous avons collecté un peu plus de 7,2 millions de *tweets*, sur la base de mots clés en anglais, français et allemand⁸. Certains mots clés ont été collectés dès le départ, d'autres – #1j1p pendant l'été 2014, ou #Somme100 quelques jours avant le 1^{er} juillet 2016, par exemple – ont été ajoutés plus tard. Les *tweets* en allemand sont quantités négligeables. La répartition linguistique estimée est la suivante : 85 % de *tweets* anglophones, 10 % de *tweets* francophones, 5 % de langues diverses. Ces 7,2 millions de *tweets* ont été émis par environ 1,2 million de comptes Twitter.

466

que certaines publications récentes sur le sujet : par exemple Frédéric Clavert, « Face au passé : la Grande Guerre sur Twitter », *Le Temps des médias. Revue d'histoire*, 31, 2018, p. 173-186.

7 Par exemple, la communauté des chercheurs en humanités numériques, qui a très tôt adopté Twitter, a été étudiée depuis plusieurs années (voir Anabel Quan-Haase, Kim Martin et Lori McCay-Peet, « Networks of Digital Humanities scholars: The informational and social uses and gratifications of Twitter », *Big Data & Society*, 2, 2015/1 ; Claire S. Bailey Ross, Melissa Terras, Claire Warwick et Anne Welsh, « Enabled backchannel: Conference Twitter use by Digital Humanists », *Journal of Documentation*, 67, 2011/2, p. 214-237 ; Kim Holmberg et Mike Thelwall, « Disciplinary differences in Twitter scholarly communication », *Scientometrics*, 101, 2014/2, p. 1027-1042 ; ou encore Martin Grandjean, « A social network analysis of Twitter: Mapping the Digital Humanities community », *Cogent Arts & Humanities*, 3, 2016/1). Twitter peut ainsi être vu dans les usages des chercheurs comme un laboratoire virtuel, invisible, passant outre certains contextes professionnels et certaines hiérarchies académiques. Le cas des historiens et historiennes a fait l'objet d'un chapitre de la main de Caroline Muller, « Autour d'une machine à café virtuelle. Twitter et les historien-ne-s », dans Caroline Muller et Frédéric Clavert (dir.), *Le Goût de l'archive à l'ère numérique*, en ligne : <http://www.gout-numerique.net/table-of-contents/autour-dune-machine-a-cafe> (consulté le 1^{er} août 2021).

8 Les mots clés sont les suivants : #wwiafrica, #wwi, #ww1, #1gm, #1wk, #wk1, #1Weltkrieg, #centenaire, #centenaire14, #centenaire1914, #GrandeGuerre, #centenaire2014, #centenary, #fww, #WW1centenary, 1418Centenary, #1ereGuerreMondiale, #WW1centenary, #1j1p, #11NOV, #11novembre, #poppies, #WomenHeroesofWWI, #womenofworldwarone, #womenofww1, #womenofwwi, #womenww1, #ww1athome, #greatwar, #100years, #firstworldwar, #Verdun, Verdun2016, #Somme, #Somme100, #PoilusVerdun, #RemembranceisEveryday, arras100, vimy100, chemindesdames, CWGC100, #passchendaele, passchendaele100, #RussianRevolution, #RussianRevolution1917, #Hartmannswillerkopf, #Cambrai100, #Testamentsdepoilus, #anzacday, #anzacday2018, #waac, #waac2018.

Autour des deux tiers d'entre eux sont des *retweets*, c'est-à-dire des citations d'autres *tweets*. Ce corpus est utilisé, parfois divisé en sous-corpus anglophone et sous-corpus francophone, dans la deuxième partie de cette contribution.

Pour analyser plus précisément l'activité des historiens et historiennes sur Twitter, nous avons rencontré une difficulté majeure : comment connaître les historiens et historiennes ayant ouvert des comptes sur les différentes plateformes sociales du Web ? Une première approche revenait à sélectionner un groupe de comptes Twitter se définissant comme « historien » dans leur biographie publique sur le réseau. Cela permettrait de circonscrire une population plutôt large, mais reposant sur la définition de chaque compte par lui-même. Nous aurions pu également utiliser l'enquête qui a été menée auprès des historiens et historiennes français et étrangers dans la perspective de cet ouvrage, si tant est que ceux-ci y ont déclaré un compte et l'ont utilisé avec des éléments permettant la collecte. Cette seconde approche revenait à se concentrer sur une population que nous avons estimée trop restreinte. Pour cette raison, nous avons préféré adopter la première approche.

Le sous-corpus historien que nous avons pu alors créer, sur la base des termes « historien », « historienne » (au singulier et au pluriel), « *historian* » et « *historians* », et en ajoutant le compte de la Mission du Centenaire, afin de comprendre les liens qu'elle a entretenus avec ce groupe, est composé d'un peu plus de 162 514 *tweets* anglophones et francophones, dont 63 598 *tweets* originaux et 98 916 *retweets*, c'est-à-dire citations telles quelles d'un *tweet* original. La part des *tweets* francophones est inférieure à 10 % du total. On dénombre 7 163 comptes Twitter impliqués. La proportion de *retweets* est plutôt basse. Le nombre de *tweets* par utilisateur est très élevé (un peu plus de 24). Ce sous-corpus a été utilisé dans la troisième partie de ce travail.

Les limites du corpus de *tweets* que nous utilisons ici, et notamment deux d'entre elles, doivent faire l'objet de quelques explications.

La première limite tient à la taille du corpus. Malgré un volume non négligeable, ces données ne peuvent être considérées comme exhaustives, notamment en raison de contraintes techniques. Nous utilisons un dispositif fourni par Twitter, appelé API (« Application Programming Interface », soit « interface de programmation ») : une API permet des échanges de fonctionnalité ou de données entre deux logiciels. L'API que nous employons est dite « de *streaming* » : elle permet de capturer les *tweets* en temps réel. Autrement dit, nous ne fouillons pas dans l'historique des *tweets* émis, mais essayons de prévoir les mots clés qui seront utilisés dans les *tweets* à collecter. Cela implique que l'un des mots clés que nous collectons – souvent sous la forme de mot-dièse⁹ – doit être utilisé dans un

9 Pratique inventée par les utilisateurs de Twitter (voir Jim Edwards, « The inventor of the Twitter hashtag explains why he didn't patent it », *Business Insider*, 2013), les

tweet pour que ce dernier soit stocké dans notre base de données. Pour certaines commémorations ou événements particuliers, aucun mot-dièse spécifique n'a pu être collecté – il en va ainsi de la bataille de la Marne –, ou bien le mot-dièse utilisé dans les *tweets* était trop large. Ce dernier cas concernait par exemple l'assassinat de Jean Jaurès, davantage commémoré dans le cadre d'une « année Jaurès » que dans celui du Centenaire. D'une certaine manière, le cas de Georges Clemenceau, commémoré en 2017, est similaire à celui de Jaurès.

468

Plus important est le cas du mot-dièse #lestweforget. L'expression est tirée d'un poème de Rudyard Kipling, « *Recessional* », composé en 1897, soit plus de 15 ans avant le début de la Grande Guerre. Elle est très largement utilisée pour tout type de commémorations ou d'événements liés à la mémoire collective notamment, mais pas exclusivement, britannique. Ce mot-dièse n'est ainsi pas spécifique à la Première Guerre mondiale. Nous avons, en conséquence, décidé de ne pas le collecter. Toutefois, à l'automne 2018, son usage dans le cadre des commémorations du Centenaire est devenu incontournable, et explique la grande activité constatée sur Twitter en novembre 2018 (fig. 1). Ne pas l'avoir collecté auparavant peut avoir entraîné des conséquences s'agissant de certaines des interprétations qui seront délivrées ici et, notamment, le fait que les 11 Novembre (sauf celui de 2018) sont majoritairement francophones.

En outre, un *tweet* collecté qui engendrerait une discussion sans reprendre les mots clés et mots-dièse que nous collectons se retrouvera seul dans notre base de données, sans la conversation dont il est tiré ou, éventuellement, avec une partie de la discussion seulement¹⁰. Enfin, nous ne fouillons pas dans l'historique des *tweets* émis, car Twitter a restreint fortement cette possibilité : l'API dite « de recherche » ne permet pas de collecter plus de quelques milliers de *tweets* sur quelques jours dans le passé, bien que des techniques se fassent jour pour contourner cette limitation¹¹.

La seconde limite que présentent les données collectées sur Twitter est relative aux comptes et aux difficultés d'identification de ces comptes. Un compte Twitter peut être utilisé par une personne privée, par une personne publique (homme ou femme politique, journaliste, etc.), par une institution publique ou privée

mots-dièse ou *hashtags* sont des mots clés précédés d'un croisillon et utilisés par les comptes Twitter à des fins et selon des usages très variés : ironiser, insister sur un mot ou un concept, rapporter en direct un événement (« livetweeter »), mais aussi rejoindre une conversation globale.

10 Evelien D'heer, Baptist Vandersmissen, Wesley De Neve, Pieter Verdegem et Rik Van de Walle, « What are we missing? An empirical exploration in the structural biases of hashtag-based sampling on Twitter », *First Monday*, 22, 2017/2.

11 Depuis l'écriture de ce chapitre, Twitter a toutefois changé sa politique d'accès, rendant possible, pour les chercheurs et chercheuses, la collecte de 10 millions de tweets par mois dans l'historique de Twitter.

(ministère, musée, bibliothèque, service d'archive par exemple) ou encore, pour s'en tenir à quelques cas, par une entreprise. En outre, les comptes Twitter peuvent être automatisés, en partie – le compte de l'auteur de ce travail, @inactinique, est ainsi un *cyborg*, car pour partie automatisé – ou en totalité (*bot*). Le compte Twitter @RealTimeWW1 est ainsi un *bot*¹², racontant la guerre à cent ans de distance, sur la base d'un travail réalisé par des étudiants du master d'histoire européenne contemporaine de l'université du Luxembourg. Les conséquences de la présence dans notre corpus de comptes totalement automatisés et poussant à la controverse, qui dans des « affaires » récentes ont été médiatiquement très exposés¹³, n'ont pas encore été analysées. Néanmoins, de premières investigations montrent que le nombre de ce type médiatisé de *bot*, orienté vers la controverse, est insignifiant.

Notre corpus reste, malgré toutes ces remarques, une bonne base pour une analyse du Centenaire sur Twitter : parce que certains mots clés (#ww1, #pgm) sont restés valables et utilisés sur toute la période ; ensuite, parce qu'au fur et à mesure de la période l'usage de mots clés et mots-dièse communs s'est répandu – le compte Twitter de la Mission en offre d'ailleurs un bon exemple (voir *infra*).

Pour analyser cette base de données, nous proposons d'utiliser différents types d'approche. En premier lieu, nous pouvons nous appuyer sur des statistiques relativement simples : le nombre de *tweets* émis par jour dans notre base de données, par exemple. Ensuite, nous recourons à une classification hiérarchique descendante¹⁴ pour analyser les contenus publiés. Enfin, nous mobilisons des visualisations de données issues de la sociologie des réseaux sociaux.

12 Voir H-Europe, « World War One goes Twitter » (https://h-europe.uni.lu/?page_id=621, consulté le 1^{er} août 2021).

13 Voir par exemple Samuel Laurent et Léa Sanchez, « L'impossible quête des *bots* russes de l'affaire Benalla », *lemonde.fr*, 8 août 2018.

14 Pour des détails sur la méthode utilisée, voir Max Reinert, « Une méthode de classification descendante hiérarchique : application à l'analyse lexicale par contexte », *Les Cahiers de l'analyse des données*, 8, 1983/2, p. 187-198 et *id.*, « Les “mondes lexicaux” et leur “logique” à travers l'analyse statistique d'un corpus de récits de cauchemars », *Langage et société*, 66, 1993/1, p. 5-39. Pour son implémentation dans le logiciel IRaMuTeQ que nous utilisons, voir Pierre Ratinaud et Sébastien Dejean, « IRaMuTeQ : implémentation de la méthode ALCESTE d'analyse de texte dans un logiciel libre », Toulouse, 2009. Plus rapidement, la classification hiérarchique descendante (méthode Reinert) est ici opérée grâce au logiciel IRaMuTeQ (<http://iramuteq.org>). Cette classification permet de dégager des « profils » (*clusters*, ou classes) de *tweets* sur la base notamment des co-occurrences de mots présents dans ces *tweets*. Sur ces figures, les mots apparaissant en liste correspondent aux mots les plus caractéristiques de chaque profil de *tweets*. Le pourcentage indiqué correspond à la proportion des *tweets* de ces profils dans l'ensemble du corpus. Les *tweets* analysés sont les *tweets* originaux et non les *retweets*, c'est-à-dire les citations par un compte Twitter d'un *tweet* original tel quel. Ces *retweets* sont exclus car ils entravent l'analyse du contenu, le logiciel étant trompé par la trop grande similarité entre les *tweets* et leurs versions *retweetées*. Les

Pour l'analyse des liens entre le site internet de la Mission du Centenaire et le Web académique français, nous avons utilisé le logiciel Hyphe, développé au « médialab » de Sciences Po Paris¹⁵. Ce logiciel, sur la base d'une adresse web de départ, suit les hyperliens et en propose une « cartographie » sous forme de réseau. Nous nous sommes fondés sur la section « espace scientifique » du site, notre présent ouvrage étant centré sur les aspects du Centenaire liés à la recherche¹⁶.

#WW1: LE CENTENAIRE DE LA GRANDE GUERRE SUR TWITTER

470 Nous proposons de poser un cadre général du centenaire de la Grande Guerre sur Twitter, afin, dans la troisième partie de cette recherche, d'effectuer des comparaisons avec les pratiques historiennes sur le même réseau. Nous nous attacherons notamment à décrire les temporalités du Centenaire tel qu'il apparaît sur Twitter, par trois moyens essentiels : la temporalité générale (le nombre de *tweets* par jour tout au long de la période), la temporalité linguistique et un descriptif des contenus des *tweets* en anglais et en français ainsi que leurs temporalités.

TEMPORALITÉ GÉNÉRALE DU CORPUS

La **figure 1** montre différents pics d'activité correspondant à différents moments du Centenaire tel qu'il s'est traduit sur Twitter. Ces différents pics d'activité sont les suivants :

- 4 et 5 août 2014 : centenaire des entrées en guerre, notamment de l'entrée en guerre du Royaume-Uni ;
- 11 novembre 2014 ;
- 11 novembre 2015 ;
- 21 février 2016 : commémoration du déclenchement de la bataille de Verdun ;

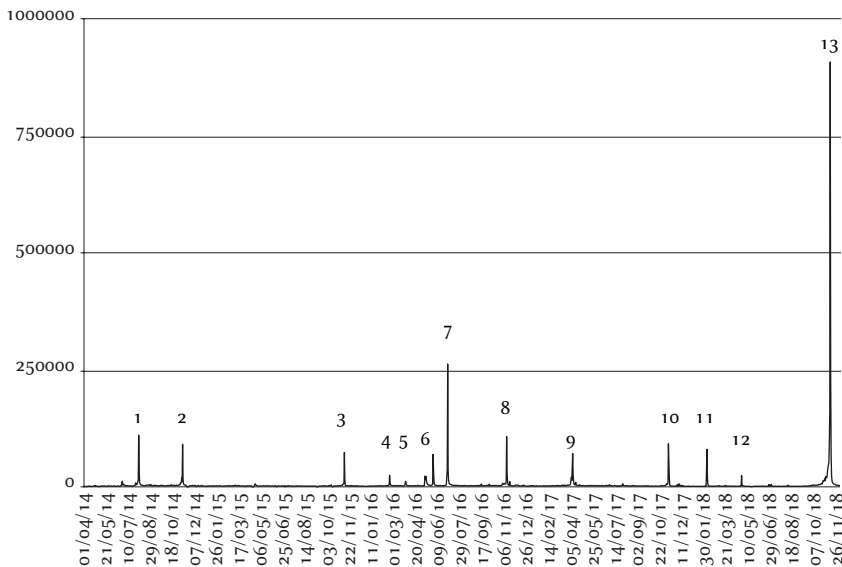
hashtags collectés, les URLs et les noms des comptes ont été enlevés, les résultats n'étant pas interprétables si on les laisse dans le corpus. Nous utilisons cette même classification pour séparer le corpus entre anglais, français et autres langues. Le logiciel, face à un corpus multilingue, aura tendance à créer un profil par langue.

15 <http://hyphe.medialab.sciences-po.fr/>. Pour les fondements méthodologiques, lire Mathieu Jacomy, Paul Girard, Benjamin Ooghe et Tommaso Venturini, *Hyphe, a Curation-Oriented Approach to Web Crawling for the Social Sciences*, Palo Alto, Association for the Advancement of Artificial Intelligence, 2016.

16 Sur le Web « amateur » de la Grande Guerre, nous renvoyons nos lecteurs à Valérie Beaudouin, Philippe Chevallier et Lionel Maurel, *Le Web français de la Grande Guerre. Réseaux amateurs et institutionnels*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2019, qui, néanmoins, ne couvre pas uniquement les pratiques amateurs. Sur le cas #1j1p, voir Marta Severo, *L'impératif participatif. Institutions culturelles, amateurs et plateformes*, Paris, INA, 2021.

- 29 mars 2016 : concert pour les « Pâques sanglantes » (*Easter Rising*), donné la veille de leur centenaire ;
- 11-15 mai 2016 : controverse Black M, puis 29 mai 2016 : commémoration franco-allemande de la bataille de Verdun (un « double » pic) ;
- 1^{er} juillet 2016 : centenaire du déclenchement de la bataille de la Somme ;
- 11 novembre 2016 ;
- 9 avril 2017 : centenaire de la bataille de la crête de Vimy ;
- 11 novembre 2017 ;
- 6 février 2018 : centenaire de l'ouverture du droit de vote aux femmes au Royaume-Uni ;
- 25 avril 2018 : célébration de la « Journée de l'ANZAC » (*ANZAC Day*) à Villers-Bretonneau ;
- 11 novembre 2018 : jour où la Grande Guerre a été le plus tweetée.

À ces 13 pics très visibles peuvent être ajoutées des journées plus discrètes, mais faisant l'objet d'un nombre de *tweets* non négligeable, notamment celles du 28 juin 2014 avec le centenaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand et du 25 avril 2015 avec le centenaire de la bataille de Galipolli, devenu le jour de commémoration annuel en Australie et Nouvelle-Zélande (*ANZAC Day*). Le 1^{er} juillet 2017, enfin, a été évoqué à nouveau le déclenchement de la bataille de la Somme.

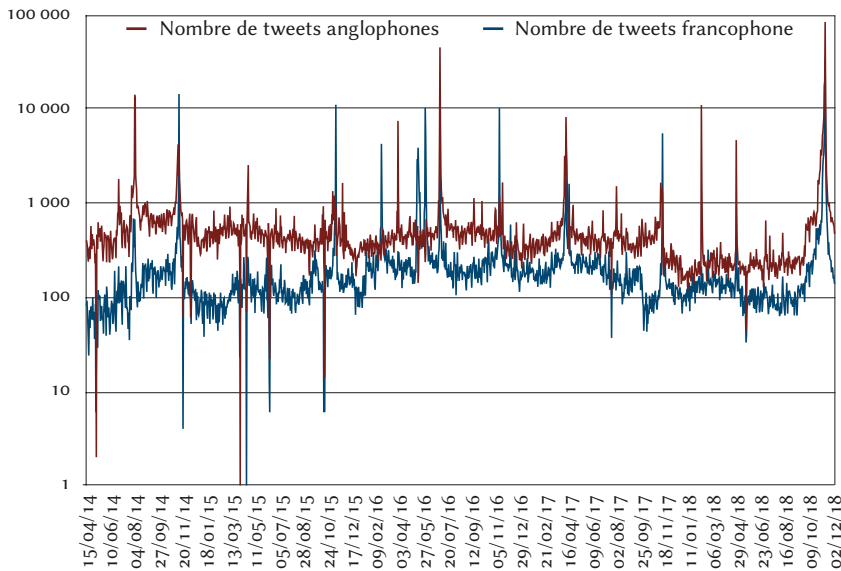


1. Nombre de *tweets* par jour contenant les mots clés collectés du 1^{er} avril 2014 au 3 décembre 2018. Le nombre moyen de *tweets* émis par jour est de 3 325, le nombre médian de 2 164 (ensemble du corpus, comprenant *tweets* et *retweets*).

Dans l'ensemble, les événements qui ressortent sont fortement liés à des moments de commémoration importants. Il n'y a ainsi pas, dans cette temporalité générale, de grande originalité. Le 11 novembre – bien que le 1^{er} juillet soit présent non seulement pour le centenaire de la Somme mais également les années qui suivent, cependant de manière bien moins importante – est la seule commémoration réellement récurrente.

TEMPORALITÉS LINGUISTIQUES

472

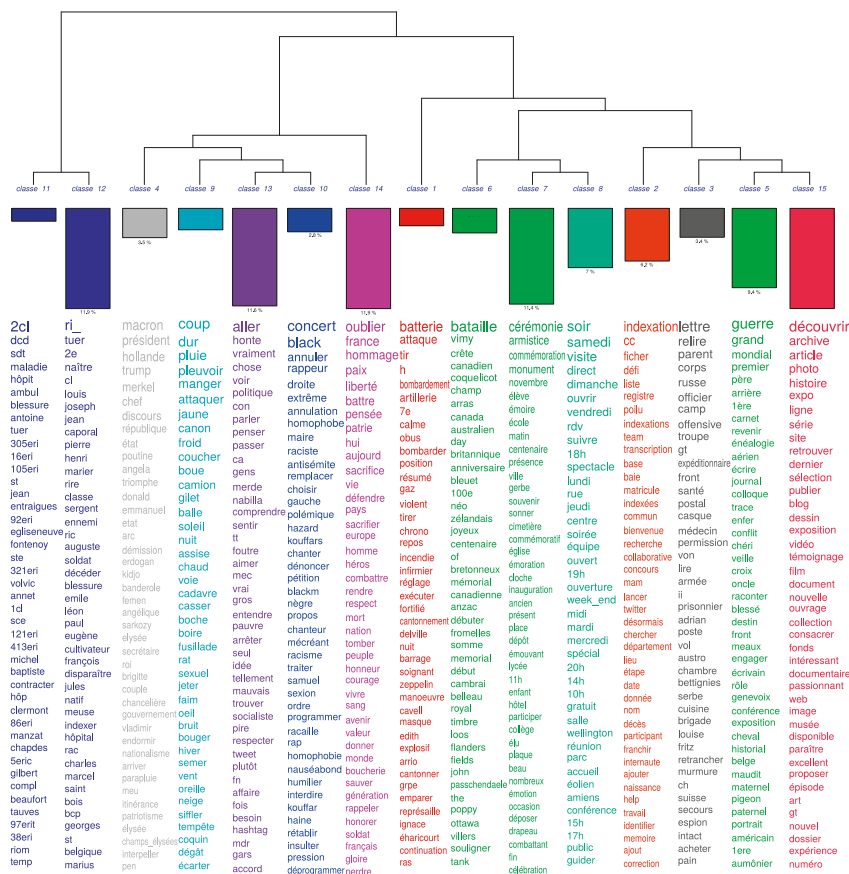


2. Répartition linguistique entre *tweets* anglophones et *tweets* francophones (*tweets* originaux uniquement, sans *retweets*), échelle logarithmique

La **figure 2** nous montre que certains moments sont plus francophones : les 11 Novembre, hors celui de 2018, et les commémorations de la bataille de Verdun particulièrement. Le reste de l'année, les *tweets* anglophones sont majoritaires. Cette dissymétrie entre les deux communautés linguistiques n'est pas surprenante : le taux de pénétration¹⁷ de Twitter est plus élevé dans les pays anglo-saxons qu'en France, et l'anglais est plus communément pratiqué que le français, y compris par des francophones, sur les réseaux sociaux numériques. Les *tweets* francophones ont néanmoins augmenté en moyenne au fur et à mesure de la période. L'explication en est liée à l'activité déployée par des comptes Twitter autour de la base de données des « Morts pour la France » et leur usage du mot-dièse #1j1p.

17 D'après We are social-Singapore, et le rapport *Digital in 2016*, le taux de pénétration de Twitter en France est de 11 %, contre 20 % au Royaume-Uni par exemple.

Les figures 1 et 2 ne disent rien du contenu des tweets émis contenant des mots clés liés au centenaire de la Grande Guerre. Après division en deux du corpus pour créer un sous-corpus francophone et un sous-corpus anglophone, nous pouvons nous pencher sur ce contenu et tenter une comparaison.



3. Classification hiérarchique descendante (méthode Reinert) des tweets francophones (2014-2018)

Dans le cas du sous-corpus des tweets francophones analysé par la méthode Reinert (fig. 3), trois grands thèmes se dégagent. En premier lieu, les classes 11, 12 et 2 sont liées aux Poilus, et à la base de données des « Morts pour la France »¹⁸. La classe 2,

¹⁸ La base de données des « Morts pour la France » est une base de données du ministère des Armées, publiée sur le site internet *Mémoire des hommes* (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/>, consulté le 1^{er} août 2021). Elle recense les actes administratifs des personnes déclarées, selon la loi de 1915, mortes pour la France, soldats ou civils. Ces actes administratifs sont stockés dans la base de données sous forme d'images avec quelques métadonnées textuelles. La base a été ouverte au début des années 2000 ; y a été adjoint en 2013 un module d'indexation,

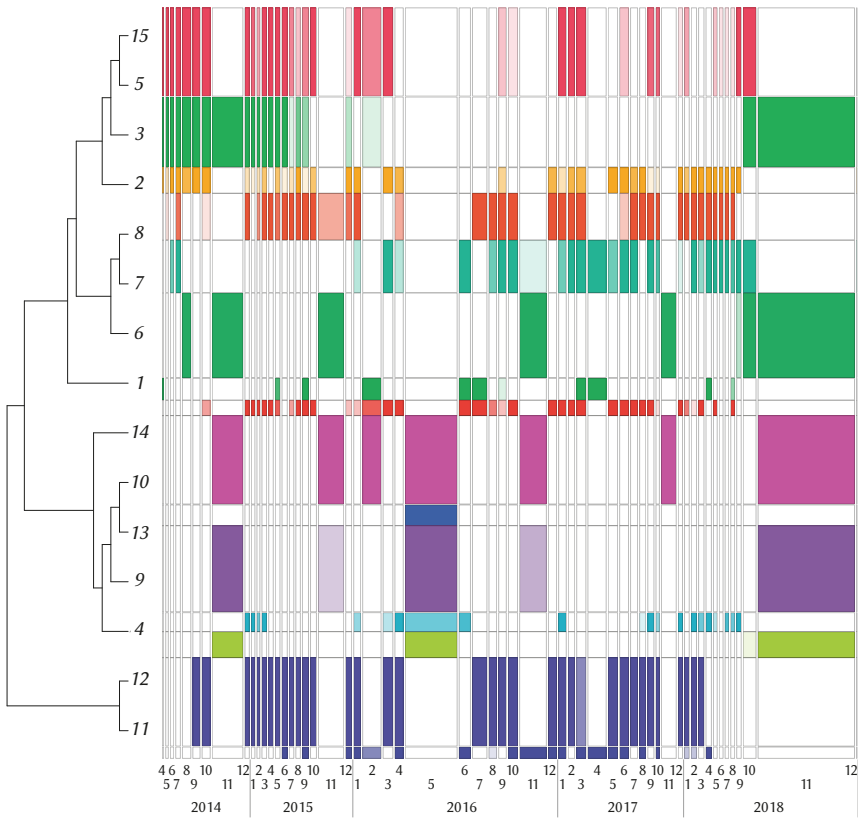
notamment, relate les éléments les plus techniques de l'indexation de la base ; les deux autres classes sont relatives aux Poilus eux-mêmes : avec leur prénom, leur classe, leur régiment, les conditions de leur décès. À ce grand thème, nous pouvons aussi ajouter la classe 9, qui relate la condition (ou du moins sa narration) des soldats sur le champ de bataille. La classe 1, enfin, évoque les conditions de combat.

474 En second lieu, un certain nombre de classes abordent les commémorations elles-mêmes : certains aspects politiques généraux (classe 9) où l'on reconnaît des noms d'hommes et femmes politiques français (E. Macron), des descendants des anciens vainqueurs (D. Trump) et anciens vaincus (A. Merkel) invités en France. Les classes 13 et 10 se réfèrent aux controverses françaises autour de la commémoration du centenaire de la bataille de Verdun, en mai 2016 – et, dans le détail, à d'autres controverses qui ont été moins médiatisées, comme celle survenue à l'occasion de l'inauguration par le président de la République François Hollande de l'Anneau de la Mémoire de Notre-Dame-de-Lorette le 11 novembre 2014. Lors d'analyses centrées sur mai 2016, le vocabulaire et les *tweets* autour du concert annulé du rappeur français Black M puis de la commémoration elle-même de Verdun est plus explicite¹⁹. La classe 14 touche aux commémorations avec un vocabulaire plus général, confinant à l'hommage. La classe 6 se rapporte à la bataille de Vimy notamment, avec une référence aux forces de l'ANZAC, aux forces britanniques et canadiennes. Les classes 7 et 8 relatent plutôt les commémorations du 11 novembre 2018, qui ont été, respectivement, le point d'orgue des commémorations du Centenaire, sur le versant français.

Enfin apparaît une troisième grande thématique, relative au travail historien et mémoriel (classes 3, 5, 15). On y parle archives, publications, photographies, mémoire (carnet, généalogie, journal, colloque, etc).

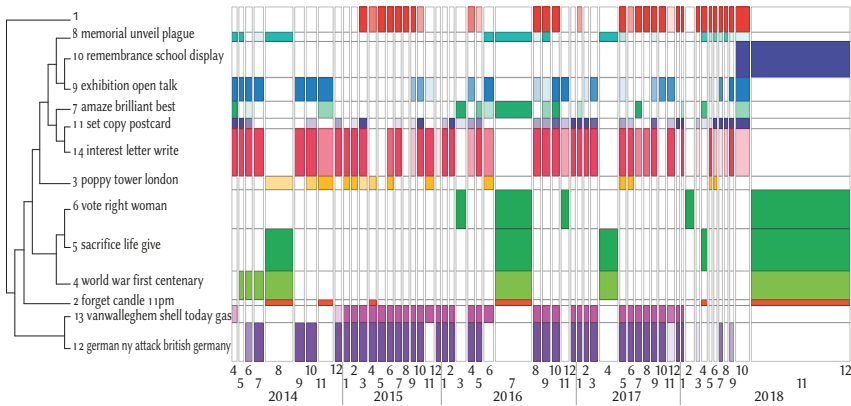
c'est-à-dire un dispositif autorisant tout un chacun à retranscrire ces images d'un texte administratif en texte vu comme du texte par l'ordinateur, afin de faciliter les recherches par mots clés, par exemple. De nombreux internautes, se coordonnant sur Twitter ou Facebook, ont pris en main ce module et, plusieurs mois avant le 11 novembre 2018, la base de données des « Morts pour la France » a été pleinement indexée. Le *hashtag* #1j1p – pour « 1 jour, 1 Poilu » –, collecté dans la base de données qui sert de support à cette étude à partir de l'été 2014, a été l'un des moyens utilisés par certains indexeurs pour s'organiser, mais également répondre collectivement à certains problèmes rencontrés lors des indexations ou encore faire la publicité des fiches indexées. L'indexation a été réalisée dans une double perspective mémorielle (avec la volonté de rendre hommage aux morts pour la France) et historique (celle de permettre aux historiens de mieux utiliser la base de données officielle), voir notamment le site internet du « défi collaboratif #1j1p » (<https://www.1jour1poilu.com/>, consulté le 1^{er} août 2021).

19 Pour une analyse détaillée, voir Frédéric Clavert, « Commémorations, scandale et circulation de l'information : le centenaire de la bataille de Verdun sur Twitter », *French Journal for Media Research*, 10/2018, 2018 (<http://frenchjournalformediaresearch.com/lodel-1.0/main/index.php?id=1620>, consulté le 1^{er} août 2021).



4. Les classes de la figure 3 sont représentées ici sur un axe chronologique, mois par mois. En abscisses, les mois, dont la largeur dépend du nombre de *tweets* émis. En ordonnées, les classes, dont l'épaisseur dépend de l'importance de la présence de la classe dans le corpus des *tweets* francophones. Lorsqu'une classe est laissée blanche, elle n'est pas pertinente pour ce mois. Lorsque sa couleur est présente, mais affaiblie, elle l'est un peu. Lorsque la couleur est pleine, elle est particulièrement pertinente pour ce mois précis.

Les grandes thématiques qui ressortent des classes issues de l'analyse Reinert et commentée ci-dessus n'ont pas la même importance en fonction du moment du Centenaire (fig. 4). La classe 10, par exemple, dont les mots les plus représentatifs sont très polémiques et qui contient le terme *black*, faisant référence au rappeur Black M, est caractéristique du mois de mai 2016 et des controverses liées à la commémoration du centenaire de Verdun. La classe 13, qui contient un vocabulaire polémique également, fait son apparition à presque chaque grande commémoration, ainsi que la classe 14, qui est celle de l'hommage général aux Poilus. Les classes 11, 12 et 2, liées à un hommage plus particulier aux Poilus – on les nomme, on dit que l'on a indexé leur entrée sur la base de données des « Morts pour la France » – sont plus représentatives des mois sans commémoration. En d'autres termes, en France, si l'on a rendu hommage



6. Représentation chronologique de la classification hiérarchique descendante des *tweets* anglophones (2014-2018)

Nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que le corpus anglophone est nettement plus important, en nombres de *tweets*, que le corpus francophone, alors que le nombre de classes sur lesquelles repose l'analyse est similaire, dans un souci de lisibilité. Cela signifie que notre étude relève des détails dans le corpus francophone qui ne peuvent être relevés dans le corpus anglophone. Si nous avons poussé un peu plus loin l'observation, il est probable que des événements comme les « Pâques sanglantes », le « Jour de l'ANZAC » ou encore la bataille de Vimy ressortiraient davantage.

Les figures 5 et 6 correspondent pour le corpus anglophone aux figures 3 et 4 pour le corpus francophone. Certains éléments sont communs : on évoque sur Twitter l'histoire et la mémoire de la Grande Guerre (classes 12 et 13) et on rend hommage aux soldats (classe 2). Ces éléments manifestent toutefois des différences notables, par exemple s'agissant des batailles évoquées (Ypres dans le cas britannique, peu invoquée dans le cas français). On peut ajouter à ce bloc la classe 14, très liée à des projets d'« histoire publique » (*Public History*), discipline née dans les années 1970 et très présente au Royaume-Uni, qui valorise les projets d'histoire impliquant des citoyens ou à leur destination. On notera que l'équivalent de la base de données des « Morts pour la France » et, surtout, de son indexation, n'est pas présent dans cette analyse : la Commonwealth War Grave Commission (www.cwgc.org) ressort d'une logique différente. Fondée pour l'entretien des tombes et des cimetières des pays du Commonwealth, la commission remplit des fonctions (notamment celle d'émettre des certificats) qui l'ont probablement encouragée à entretenir une base de données complète bien plus tôt. De plus, sa base de données recense des cimetières et des tombes, et non des actes administratifs. La classe 5 regroupe les *tweets* recelant un champ sémantique lié à l'hommage, général, aux soldats.

La majorité des classes de *tweets* représentées ici touchent à l'activité de commémoration elle-même, et montrent la richesse des types d'événements

organisés au Royaume-Uni. Dès juillet 2014, un exemple frappant a été celui de l'installation « Blood Swept Lands and Seas of Red » à la Tour de Londres (classe 3) : des coquelicots en céramique représentaient les soldats du Commonwealth morts pendant la Grande Guerre. Cette exposition a ensuite tourné, après novembre 2014. Le bleuet, vu comme l'équivalent français du coquelicot, n'a, lui, pas fait l'objet d'une telle popularité sur Twitter. Une autre grande différence avec le corpus francophone et liée aux histoires distinctes du Royaume-Uni et de la France est la forte présence (classe 6) de la commémoration du centenaire du droit de vote accordé aux femmes britanniques en 1918, droit rejeté pour les femmes française par le Sénat en 1922. Cette classe contient également des *tweets* mentionnant les présidents des États-Unis (D. Trump) et de la République française (E. Macron) : elle est aussi représentative des commémorations de novembre 2018, très suivies dans le corpus anglophone.

478 Peu de termes liés à la notion de controverse sont présents dans cette analyse, l'exception principale étant le terme *fuck* (classe 6). La vue chronologique montre aussi une forte distinction entre le champ sémantique des grands jours de commémoration et celui du reste de l'année.

Réseau

Cette visualisation montre une division dans notre corpus entre deux grands groupes²¹ : le premier (en vert) est constitué, pour l'essentiel, de comptes francophones ; le second (en bleu), de comptes anglophones.

Du côté anglo-saxon, les nœuds les plus importants dépendent des médias (BBC notamment) et de musées (Imperial War Museums), ou d'initiatives liées aux anciens combattants (@PoppyLegion, @HeritageLottery). On peut aussi constater l'importance prise par des historiens amateurs (@HistoryNeedsYou) ou accordée à des projets d'« histoire publique » (@Livesofww1).

Du côté francophone, le rôle majeur joué par la Mission du Centenaire est très net, ainsi que par le compte Twitter de Stéphanie Trouillard, la dynamique journaliste chargée de suivre les commémorations du Centenaire pour *France24*. On notera la faible présence des médias. Si les comptes des chaînes publiques de télévision notamment ont suivi les commémorations, ils ont peu utilisé de *hashtags* d'une part, et sont surtout cités par d'autres comptes Twitter d'autre part. Les musées français sont quasiment absents, soit qu'ils ne tweetent pas ou

21 Nous utilisons l'algorithme de *clustering* dit « de Louvain ». Pour le détail de la méthode, voir Vincent D. Blondel, Jean-Loup Guillaume, Renaud Lambiotte et Étienne Lefèbre, « Fast unfolding of communities in large networks », *Journal of Statistical Mechanics: Theory and Experiment*, octobre 2008, P10008.

peu (Historial de Péronne), soit qu'ils tweetent sans *hashtag* (Invalides), ce qui revient à publier des *tweets* dans le vide ou, du moins, en dehors d'une conversation globale qui pourrait être rejointe par l'usage d'un mot-dièse.

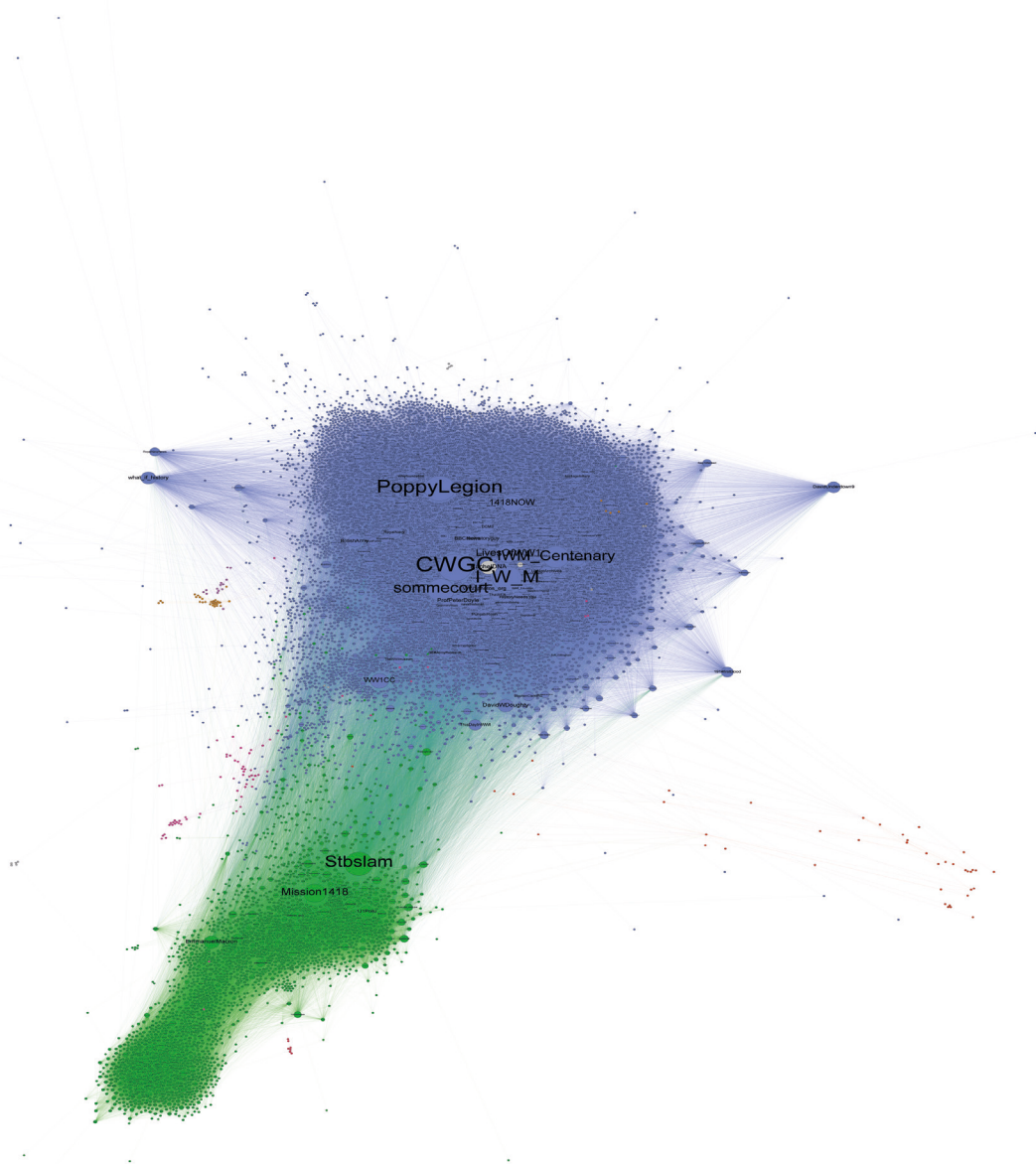
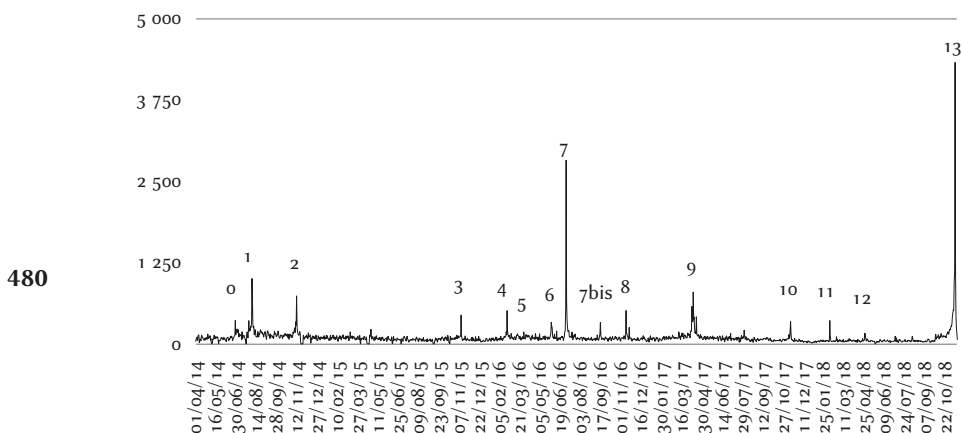


Fig. 7. Visualisation « réseau » des principaux comptes participant aux *hashtags* collectés. Chaque nœud correspond à un compte Twitter. Les liens sont des mentions, des *retweets* ou des réponses. La taille des nœuds dépend de leur degré (calculé sur la base du nombre d'interactions). Nous opérons ce type de visualisation sur une partie des comptes Twitter seulement (1 à 2%), pour des raisons techniques.

HISTORIENS ET HISTORIENNES SUR TWITTER

La deuxième section nous a permis de mettre un place un cadre général, où nous allons réinsérer les spécificités des historiens et historiennes sur Twitter qui communiquent sur la Grande Guerre.

TEMPORALITÉ GÉNÉRALE DU SOUS-CORPUS HISTORIEN



8. Nombre de *tweets* par jour dans le sous-corpus historique du 1^{er} avril 2014 au 3 décembre 2018. La moyenne du nombre de *tweets* par jour est de 99, sa médiane de 85.

Si l'on reprend les éléments de la **figure 1** et qu'on les compare à ceux révélés par la **figure 8**, on constate immédiatement que le ratio entre les pics entre eux, d'une part, et entre les pics et l'activité quotidienne, d'autre part, est plus faible. Cela a pour conséquence de faire ressortir certains pics peu présents dans la **figure 1**. Par exemple, le centenaire de l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand a été proportionnellement plus tweeté par ce groupe historique. Le centenaire des entrées en guerre ressort de manière manifeste, mais l'ensemble de la période allant de l'assassinat de l'archiduc aux entrées en guerre, voire au 11 novembre 2014, a un profil nettement différent de celui du corpus général décrit précédemment.

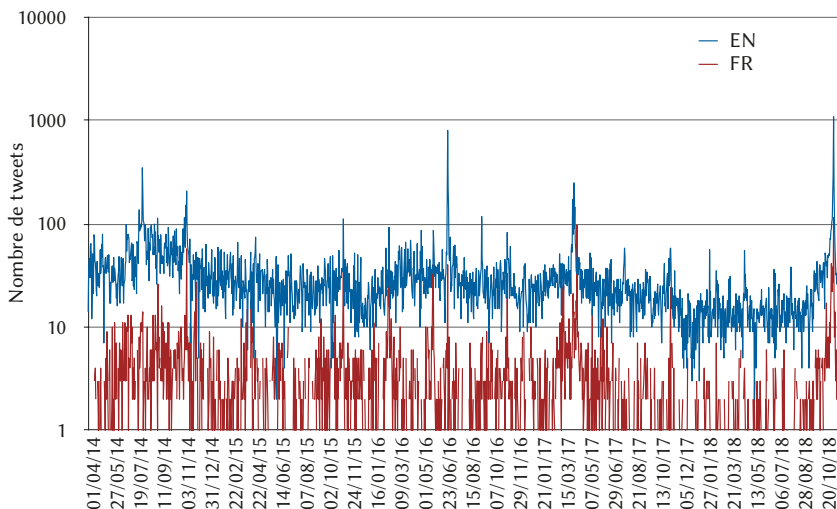
Le 11 Novembre reste le seul moment récurrent, avec une régularité un peu moindre, le 11 novembre 2017 étant moins saillant. Certains événements historiques ressortent davantage, parmi eux le centenaire du débarquement à Gallipoli, commémoration de la « Journée de l'ANZAC ». Le centenaire de la Somme est plus marqué que celui de Verdun, ce qui appelle une interrogation sur le caractère national de la commémoration, même dans ce groupe historique, et alors même que l'historiographie de la Grande Guerre est largement internationale.

Cette temporalité historique montre également une plus grande imperméabilité à la controverse, notamment autour de Verdun : la controverse

Black M puis celle qui a touché la commémoration franco-allemande de la bataille de Verdun elle-même sont peu présentes. Toutefois l'analyse du contenu fait ressortir cette controverse, plutôt chez les professeurs d'histoire-géographie (voir *infra*). Outre cette controverse, d'autres pics visibles dans la **figure 1** ne ressortent pas dans la **figure 8**, de manière surprenante, et en premier lieu le centenaire des « Pâques sanglantes » en avril 2016.

En outre, sur la base du calcul des moyennes (nombre moyen de *tweets* par jour) et du nombre médian de *tweets* par jour, on peut déduire que les historiens et historiennes tweetent plus souvent, plus régulièrement, et retweetent moins. S'ils réagissent aux commémorations officielles comme le groupe général, ils et elles y sont néanmoins un peu moins perméables.

TEMPORALITÉS LINGUISTIQUES



9. Répartition linguistique (anglais/français) du corpus « historien » (échelle logarithmique)

Dans ce groupe, les *tweets* rédigés en anglais sont majoritaires sur l'ensemble de la période (**fig. 9**), à l'exception du cas particulier de six journées incluant la date, notable, du centenaire du Chemin des Dames (16 avril 2017). Les 11 Novembre ne figurent pas dans ces exceptions. Les *tweets* rédigés en français sont également aussi nombreux pour le centenaire de la bataille de Verdun (29 mai 2016) que pour celui de la bataille de la Somme. Cela nous ramène en premier lieu aux pratiques de communication académique et de vulgarisation ayant cours dans les deux pays et, probablement, au fait que le Royaume-Uni a été un pionnier de l'« histoire publique ». Les projets d'histoire publique ayant souvent pour but d'impliquer

des citoyens dans la « fabrique » de l'histoire, il se peut que ces projets aient favorisé un angle local et national. Cette hypothèse sera à vérifier à l'avenir.

Contenu du sous-corpus historien francophone



10. Principaux thèmes abordés dans le corpus historien francophone

La classification hiérarchique descendante exposée dans la **figure 10** et effectuée sur le sous-corpus historien francophone (5 291 *tweets* originaux) montre des éléments communs avec le corpus général, dont la présence du « défi 1 jour, 1 Poilu » (classe 1). La présence d'éléments de publicité pour des livres à paraître, des numéros de revue ou des expositions (classe 3) est plus forte dans le corpus « historien ». On rend hommage aux Poilus, parfois de manière précise ou *via* un monument aux morts (classe 4). Les classes 5 et 6 font, lorsque l'on regarde le détail des *tweets* qui y sont classés, plutôt référence à des *tweets* d'historiens et géographes, enseignants du secondaire. On remarque que les thèmes qui y sont abordés sont assez larges : l'Italie (et les Italiens) dans la Grande Guerre, le conflit en Orient, Marie Curie au front et les progrès de la radiologie pendant la Première Guerre mondiale, pour ne citer que quelques exemples. Enfin, la classe 7 est plus attendue, correspondant aux mots génériques de la commémoration. On y voit des traces de certains 11 Novembre, comme « Lorette » pour l'inauguration de l'Anneau de la Mémoire de Notre-Dame de Lorette par le président François Hollande. Un regard précis sur le terme « président » montre l'importance de la séquence finale du Centenaire, durant le mois de novembre 2018 : remis en contexte, il est exemplaire de l'« itinérance mémorielle » d'Emmanuel Macron en ce même mois²².

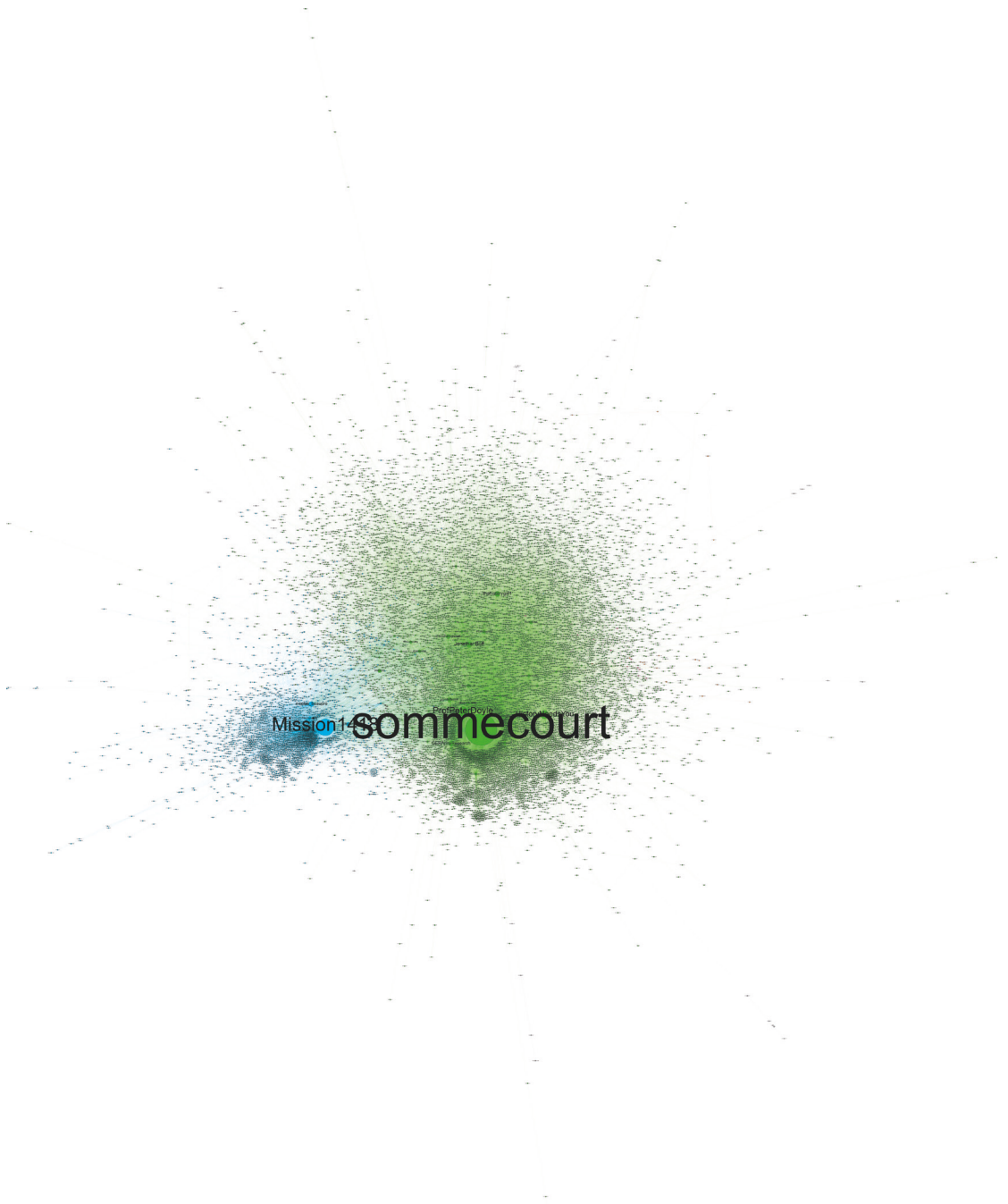
Dans des analyses précédemment menées, sur une base de données de *tweets* plus réduite excluant le mois de novembre 2018, le vocabulaire de la controverse autour de la commémoration de la bataille de Verdun en mai 2016 était davantage présent, dans une classe correspondant plutôt à l'enseignement secondaire. Toutefois, même dans ces analyses antérieures, les polémiques étaient moins présentes que dans le corpus francophone général.

Visualisation « réseau » des comptes Twitter « historiens » francophones et anglophones

Si l'on mesure la centralité d'intermédiarité²³, les comptes @SommeCourt (Paul Reed, historien indépendant) et @Mission1418 (Mission du Centenaire) ressortent. On notera également la présence importante des historiens indépendants du côté anglophone. Plus discrets, des historiens français font également le pont entre comptes Twitter plutôt francophones et comptes plutôt anglophones, dont, par exemple, le compte de Nicolas Beaupré, spécialiste de la Première Guerre mondiale, maître de conférences à l'université de Clermont-Ferrand.

22 « Itinérance mémorielle : retour en photos sur une semaine de commémorations », *Le Monde*, 10 novembre 2018.

23 La mesure d'intermédiarité, ou *betweenness*, repose sur le nombre de chemins passant par un nœud donné. Plus concrètement, cet indice permet de regarder les nœuds – ici, les comptes Twitter – qui font lien avec les autres nœuds.

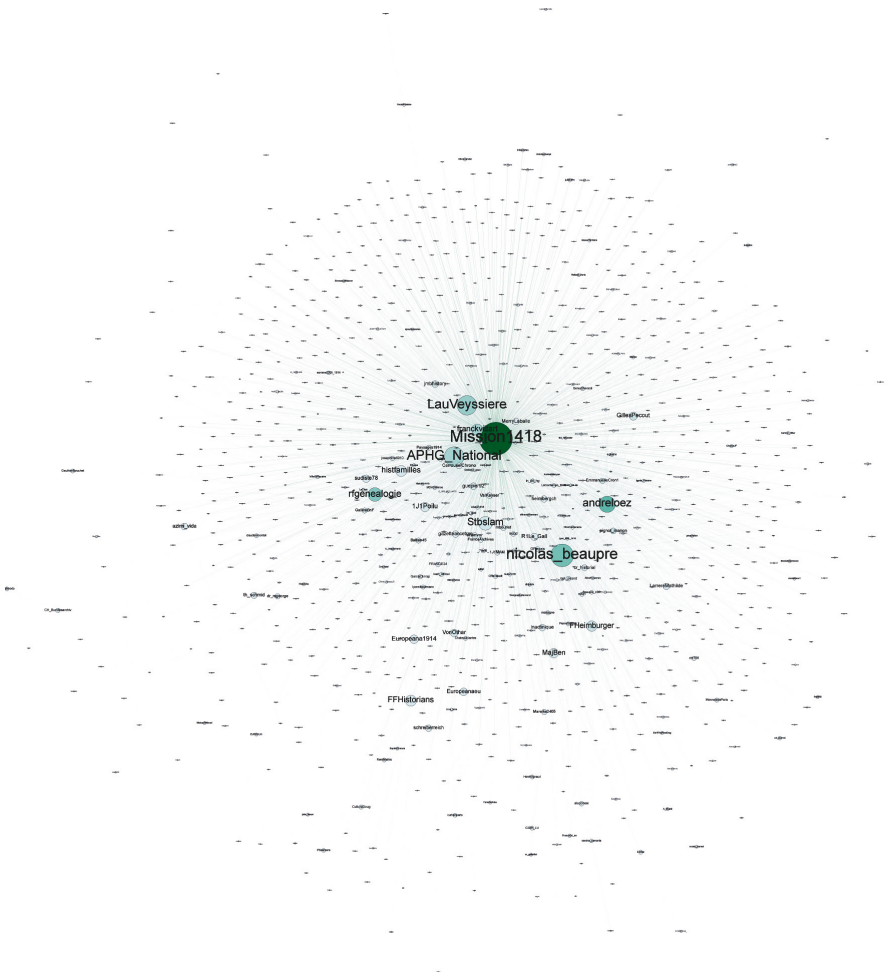


11. Représentation « réseau » du corpus « historiens ».

Le graphe « réseau » a été calculé de la manière suivante avec, comme algorithme de spatialisation, une combinaison de Fruchterman Rheingold et Force Atlas 2; le degré des noeuds est celui de l'« Autorité »; et le calcul des communautés (classes de modularité) a été calculé avec l'algorithme de Louvain.

Visualisation du réseau des comptes francophones

La **figure 12** montre sans aucun doute le rôle central sur Twitter de la Mission du Centenaire et de certains de ses membres (notamment Laurent Veysière, son directeur adjoint), y compris vis-à-vis du monde des « historiens ». Le calcul de modularité, non représenté, permettant une détection de communautés, montre qu'outre un groupe « central » contenant la Mission il existe des communautés plus « scientifiques » associant André Loez, Nicolas Beaupré, Benoît Majerus par exemple – ces historiens appartenant à des écoles historiographiques distinctes, des généalogistes (@rfgenealogie, par exemple), des professeurs du secondaire et, en premier lieu, l'une de leurs associations parmi les plus importantes (@APHG_National).



12. Représentation « réseau » du sous-corpus « historien » francophone

Nous aborderons ici rapidement le cas de quatre historiens français occupant un poste d'enseignement ou de recherche en France : Nicolas Beaupré, Michaël Bourlet, Franziska Heimburger (également autrice d'une contribution à cet ouvrage) et André Loez²⁴. Ces quatre historiens sont issus d'écoles historiographiques différentes (Nicolas Beaupré et Franziska Heimburger appartiennent au comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne ; André Loez est membre du CRID 14-18). Leur activité sur Twitter est diverse : Michaël Bourlet a, par exemple, publié des *threads*, c'est-à-dire des ensembles de *tweets* qui, ensemble, forment un mode de narration spécifique à Twitter, dans le cas présent, d'un événement lié à la Grande Guerre. Leurs affectations respectives sont également variées : Nicolas Beaupré est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Clermont Auvergne ; Michaël Bourlet est un ancien officier, désormais professeur agrégé au ministère de l'Éducation nationale ; Franziska Heimburger est maîtresse de conférences en civilisation britannique à Sorbonne Université et André Loez est professeur agrégé en classes préparatoires aux grandes écoles. Leurs recherches respectives, enfin, portent sur des thématiques distinctes : Nicolas Beaupré a soutenu une thèse consacrée aux « Écrivains combattants français et allemands de la Grande Guerre (1914-1920), essai d'histoire comparée » sous la direction d'Annette Becker²⁵. Michaël Bourlet a dédié sa thèse, dirigée par Jacques Frémeaux (Paris IV), aux « Officiers français des 2^e et 5^e bureaux de l'État-Major de l'Armée (août 1914-juin 1919) »²⁶. Franziska Heimburger s'est penchée lors de son doctorat, dirigé par John Horne et Christophe Prochasson, sur la « Mésentente cordiale : langues et coalition alliée sur le front Ouest de la Grande Guerre »²⁷. André Loez s'est intéressé aux mutins de 1917 sous la direction de Frédéric Rousseau²⁸.

Nous considérons leurs seuls *tweets* contenant l'un des mots clés que nous collectons et nous cantonnons ici l'analyse à leurs seuls comptes personnels. Nous avons aussi inclus la période décembre 2018-décembre 2019.

24 Nous avons sollicité et obtenu l'accord de nos quatre collègues avant de rédiger ce développement précis.

25 Nicolas Beaupré, « Les écrivains combattants français et allemands de la Grande Guerre (1914-1920). Essai d'histoire comparée », université Paris-Nanterre (Paris 10), 2002.

26 Michaël Bourlet, « Les officiers français des 2^e et 5^e bureaux de l'État-Major de l'Armée (août 1914-juin 1919) », université Paris-Sorbonne (Paris IV), 2009.

27 Franziska Heimburger, « Mésentente cordiale : langues et coalition alliée sur le front Ouest de la Grande Guerre », EHESS, 2014.

28 André Loez, « "Si cette putain de Guerre pouvait finir" : histoire et sociologie des mutins de 1917 », université Paul-Valéry (Montpellier 3), 2009.

Le nombre de *tweets* émis par ces historiens pendant le Centenaire et étant contenus dans notre base de données est largement inégal. Nicolas Beaupré en a ainsi émis 2 969, Michaël Bourlet 1 367, Franziska Heimbürger 224 et André Loez 427. Ces différences peuvent s'expliquer de manières diverses : par les situations professionnelles de chacun, par l'usage systématique ou non de mots-dièse, par un usage différencié de Twitter pour communiquer sur ses activités.

Le rythme de publication, assez soutenu, de Nicolas Beaupré dépend notamment de la temporalité des commémorations du Centenaire, avec des années 2015 et 2017 moins actives ou, du moins pour 2017 où l'activité est soutenue pour la première partie de l'année, moins marquée par des pics d'activité très élevée. Les débuts du Centenaire, les grandes commémorations comme la commémoration des batailles de 1916, les 11 Novembre sont présents. L'activité de Nicolas Beaupré a, par ailleurs, continué au-delà de novembre 2018. La grande particularité du compte Twitter d'André Loez est d'avoir, proportionnellement au reste du Centenaire, davantage évoqué – en relation avec le sujet de son doctorat – l'épisode de la bataille du Chemin des Dames (offensive Nivelles) et le cas des fusillés de la Grande Guerre. Franziska Heimbürger qui, pendant et après le Centenaire, a aussi tweeté avec deux autres comptes est, des quatre historiens cités, celle qui a le moins tweeté. On peut toutefois noter un certain rythme lié au Centenaire : entrées en guerre, année 2016 et novembre 2018 ressortent très nettement. Le point commun à ces trois historiens est que leur rythme de publication est plutôt influencé par la temporalité de la commémoration.

Le cas de Michaël Bourlet est un peu différent, en raison de son mode de publication. Il a en effet régulièrement publié des *threads* ou « fils » de *tweets* consacrés, pour la plupart, à un événement militaire précis et souvent méconnu de la Grande Guerre. Par exemple, le 6 novembre 2018, il a décrit en 21 *tweets* la bataille de Morhange (août 1914)²⁹. Le rythme de publication de Michaël Bourlet est marqué par ces fils de discussion et en est un peu plus constant que celui de Nicolas Beaupré. Le rythme s'atténue largement après novembre 2018.

LA MISSION DU CENTENAIRE SUR TWITTER

On peut déduire de ce qui précède que le compte Twitter de la Mission du Centenaire a pu assumer un rôle central de structuration autour du Centenaire sur le réseau social numérique Twitter, que ce soit dans l'ensemble du corpus ou vis-à-vis du sous-corpus historien. Ce rôle est assumé en premier lieu avec la communauté francophone, dont elle est le liant. Il n'y a pas de compte équivalent

29 Michaël Bourlet, *tweet* du 6 novembre 2018 et suivants (<https://twitter.com/mbourlet/status/1059810578703757312>, consulté le 1^{er} août 2021).

– car il n’y a pas existé véritablement d’homologue de la Mission au Royaume-Uni – dans le corpus anglophone, sauf à considérer le compte Twitter des Imperial War Museums (@I_W_M). Le corpus anglophone est nettement plus polyphonique d’une part, relativement décentralisé d’autre part. D’une certaine manière, cette situation révèle probablement plus des traditions mémorielles et administratives différentes de part et d’autre de la Manche. *In fine*, il est indubitable que, pour la communauté historique comme pour la communauté plus globale, la Mission a su s’imposer et acquérir une légitimité certaine sur Twitter. Pour ce faire, comment la mission a-t-elle tweeté ?

La Mission du Centenaire a tweeté pendant toute la période sur laquelle nous avons collecté des *tweets*. En comparaison de comptes institutionnels présents dans le corpus anglophone (le compte des Imperial War Museums, ou le compte spécialisé de la BBC @bbcww1), la Mission a tweeté plus souvent, plus régulièrement, avec une temporalité naturellement influencée par celle du Centenaire³⁰.

488

En comparaison des deux comptes mentionnés, la Mission a toutefois mis plus de temps à s’intégrer dans les pratiques de Twitter. Au début de l’activité du compte, la Mission tweete comme beaucoup de musées français, c’est-à-dire sans mots-dièse. Cela revient à attendre des utilisateurs de Twitter qu’ils viennent spontanément sur la page du compte de la Mission ou qu’ils suivent ce compte pour obtenir les informations qui y sont publiées. Au fur et à mesure, le compte a pris l’habitude d’ajouter des mots-dièse à ses publications, parfois de manière contextuelle – en utilisant un mot-dièse lié à une commémoration ou à une bataille précise –, parfois de manière plus générale, en utilisant #Centenaire, par exemple.

Utiliser les mots-dièse sur Twitter n’est pas une pratique univoque. On peut mettre un croisillon devant un mot pour ironiser, pour insister sur un concept ou pour rejoindre une discussion liée à un événement comme une conférence ou une commémoration. Le compte Twitter de la Mission a donc relativement vite intégré ce type de pratiques, lui permettant de rejoindre les grandes discussions autour du Centenaire sur Twitter.

La pratique de la Mission sur Facebook est relativement différente. Nous n’avons ici procédé à une analyse qualitative que sur quelques semaines. Sur Facebook, premier réseau social dans le monde et en France, les institutions n’ont pas un compte similaire à celui de tous les autres utilisateurs privés, mais une « page » administrée par un ou plusieurs utilisateurs privés qui l’ont créée,

30 Voir Frédéric Clavert, « Temporalités du centenaire de la Grande Guerre sur Twitter », dans Valérie Schafer (dir.), *Temps et temporalités du Web*, Nanterre, Presses universitaires de Paris Nanterre, 2018, p. 113-134.

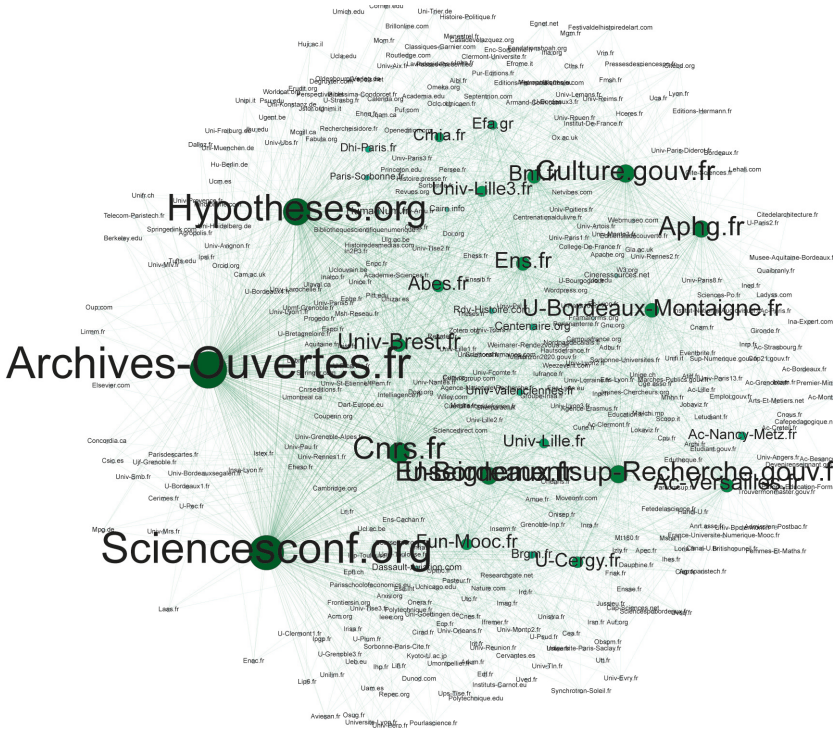
ou ont été appelés par le créateur de la page comme administrateurs³¹. Le modèle correspond bien mieux, finalement, à la logique de communication des musées français que nous avons d'ailleurs observée sur Twitter : la logique de la « page » sur Facebook revient à attendre des utilisateurs qu'ils y viennent eux-mêmes pour y lire les billets ou pour s'y abonner en cliquant sur le bouton « J'aime ». Le peu que nous avons pu observer sur Facebook, d'ailleurs, tend à montrer que les musées et les institutions français y sont bien plus à l'aise, comme le prouve le succès du Poilu fictif « Léon Vivien », une « page » créée par le Musée de la Grande Guerre de Meaux³². La page Facebook de la Mission n'échappe pas à cette règle : elle fonctionne bien, les informations – presque toujours illustrées d'une iconographie ou d'un lien – sont régulièrement reprises par les utilisateurs de Facebook. Nous n'avons pas pu, en revanche, clairement analyser l'activité des historiens et historiennes sur Facebook en relation avec cette page, les données étant plus difficiles à collecter.

Que ce soit pour la page Facebook ou le compte Twitter de la Mission, cette dernière a manifestement réussi à atteindre une position de légitimité sur les réseaux sociaux numériques, position liée bien sûr à son statut – celui d'organisme central des commémorations du Centenaire en France – mais aussi à ses pratiques de communication. Cette légitimité peut aussi se mesurer par l'analyse de son site web et des liens tissés avec d'autres sites web (fig. 13).

L'analyse que nous avons effectuée se concentre sur l'espace scientifique de la Mission. En collectant les liens ressortant de la Mission du Centenaire vers d'autres sites web à partir de cet espace et les liens entre ces autres sites web, nous pouvons observer l'excellente insertion de la Mission dans le Web universitaire français, avec des liens solides vers des universités, vers le dépôt national d'archives ouvertes (*archives-ouvertes.fr*), vers le site d'organisation de colloques du CNRS (*sciencesconf.org*), vers les carnets de recherche (*hypotheses.org*), vers de nombreuses universités ou institutions de l'enseignement supérieur (le ministère, le CNRS, l'ENS, diverses universités, l'Institut historique allemand, etc). La présence du secondaire est aussi manifeste et importante. Comme dans le cas de notre corpus de *tweets* francophone, les historiens-géographes du secondaire et leurs sites web y détiennent également une place non négligeable.

31 Pour une analyse de la page Facebook d'une institution patrimoniale, voir Olivier Glassey et Stéfanie Prezioso, « Auschwitz sur Facebook : un livre d'or avant la visite », *Culture & Musées*, 20, 2012/1, p. 95-120.

32 Musée de la Grande Guerre de Meaux, *Léon 1914. Léon Vivien, le Poilu aux 60 000 fans*, Paris, Opportun, 2013.



13. Liens sortant de la section scientifique du site web de la Mission du Centenaire

Notre analyse du centenaire de la Grande Guerre sur Twitter permet de dégager quelques grands traits des pratiques de commémoration dans un contexte médiatique nouveau. La temporalité générale des activités sur Twitter relatives au Centenaire est liée au rythme des commémorations. Elle est marquée, en termes linguistiques, par des temporalités nationales, celles de la France et du Royaume-Uni, en grande partie, dans notre corpus. Si le discours général autour de la Grande Guerre n'est pas fondamentalement transformé par les réseaux sociaux numériques, les pratiques de participation sont bien plus répandues, pour le meilleur, notamment dans le cas de l'indexation de la base de données des « Morts pour la France », ou au prix de la controverse, dans le cas du centenaire de la bataille de Verdun. En ligne, la commémoration devient collaborative mais aussi, parfois, « mémétique » dans le cas des controverses.

Lorsque nous nous focalisons sur un groupe plus historique, nous remarquons une perméabilité moins importante de ce groupe au rythme des commémorations officielles et à celui de la controverse. Des thématiques plus particulières émergent, parfois liée à des projets pédagogiques, à des projets de recherche, à des expositions ou à des événements scientifiques, ainsi qu'un souci de la promotion, dans un moment où les publications, expositions, etc. ont été très nombreuses.

En faisant évoluer ses pratiques sur Twitter, en les différenciant de ses pratiques sur Facebook, la Mission du Centenaire s'est insérée avec un succès notable dans une logique globale et nouvelle, celle des réseaux sociaux numériques et du Web, gagnant au fil du Centenaire une légitimité certaine sur ces médias. Ce dernier point ne nous semble pas avoir été une évidence dès le départ. Si la légitimité de la Mission comme institution centrale de l'organisation du Centenaire en France est évidente, puisque déterminée administrativement et politiquement, sa légitimité sur les réseaux sociaux numériques n'a pas la même source. Elle a été rendue possible par une réelle acceptation des pratiques propres à ces plateformes, dont l'usage des mots-dièse est un exemple.

Il nous avait semblé, comme utilisateur de ces plateformes, que cette légitimité de la Mission sur les réseaux sociaux numériques aurait pu être remise en cause à l'occasion des grandes controverses de mai 2016 autour de Verdun. Il n'en a rien été et ce, peut-être, parce que les historiens et historiennes, du secondaire comme du supérieur, n'ont pas été autant touchés par ces controverses que le reste de la « population Twitter » – et probablement parce que les participants de ces controverses, sur Twitter, n'ont pas été les principaux acteurs du Centenaire en ligne.

Concernant le groupe historien que nous avons aussi étudié ici, nous aimerions relever quelques éléments de réflexion sortant du cadre de cet ouvrage. Le premier est une distinction manifeste entre le groupe historien francophone et le groupe historien anglophone. Ces derniers sont nettement plus à l'aise avec Twitter – le cas de Facebook serait à creuser – que leurs collègues francophones. Dans un contexte français de forts débats entre historiens³³ ou impliquant des historiens³⁴, il nous semble que les historiens et historiennes français et francophones devraient

33 Pensons aux polémiques entre historiens survenues autour de l'inclusion de Charles Maurras dans le Livre des commémorations (voir « La référence à Maurras retirée du Livre des commémorations nationales », *lemonde.fr*, 2018), à l'article publié par Nicolas Marriot dans le *Libé des historiens* (Laurent Joffrin, « *Libé des historiens*, émotion et polémique », *liberation.fr*, 2017), etc.

34 Nous pensons à certains débats liés au Centenaire, comme la controverse suscitée par Emmanuel Macron en novembre 2018 autour de Pétain, ou celle liée à l'absence supposée de la bataille de Verdun dans les programmes de lycée (Carole Belingard, « La bataille de Verdun est-elle vraiment évincée des programmes d'histoire au lycée ? », France Info, 2019). La Grande Guerre n'est toutefois pas le seul objet de débat : nous pouvons mentionner les échanges musclés par tribunes et interviews interposées entre certains historiens et historiennes (dont l'auteur de ces lignes) et l'auteur d'un livre très politique autour de l'Union européenne, en mars 2019 (« Philippe de Villiers n'a pas le droit de falsifier l'histoire de l'UE au nom d'une idéologie », *lemonde.fr*, 2019), ou le livre récent de Gérard Noiriel (*Le Venin dans la plume*, Paris, La Découverte, 2019) qui analyse notamment le discours du journaliste Éric Zemmour.

réfléchir collectivement à leur rôle sur les réseaux sociaux numériques. Cette réflexion, déjà entamée par certains et certaines³⁵, est d'autant plus importante que notre contexte médiatique, ainsi que nous espérons l'avoir montré, engendre de nouvelles pratiques, encourage la participation du plus grand nombre à la fabrique de l'histoire et, plus largement encore, de la mémoire.

35 Bien sûr, une grande littérature sur les historiens et historiennes et leurs engagements auprès du grand public existe. Nous faisons ici référence précisément à l'usage des médias sociaux. On peut se référer à Mathilde Larrère, par exemple, qui a fait part de son expérience lors du deuxième congrès de la Société pour l'histoire des médias (« L'histoire en 140 signes, ou se servir de Twitter comme d'un outil d'éducation populaire », non publié). Il nous semble néanmoins que les médias sociaux pourraient nous permettre d'aller au-delà de la notion ici utilisée d'« éducation populaire ».

REMERCIEMENTS

Une entreprise telle celle qui a donné naissance au présent ouvrage est par essence collective, d'autant qu'il ne s'agit pas « simplement » là d'un ouvrage collectif, mais bien de l'achèvement d'un projet qui s'inscrit, par sa genèse et sa mise en œuvre, dans différents contextes institutionnels. Par voie de conséquence, son achèvement n'aurait pas été envisageable sans le soutien sans faille d'un nombre élevé de structures et de personnes qui non seulement ont accompagné et encouragé l'équipe chargée de sa rédaction tout au long de la durée du projet, mais dont les témoignages et les retours critiques ont enrichi de manière absolument déterminante cette analyse de l'extraordinaire cycle commémoratif qu'a été le centenaire de la Grande Guerre.

Les directeurs d'ouvrage souhaitent témoigner leur gratitude à Joseph Zimet, directeur général de la Mission du Centenaire : il est à l'origine de l'idée même d'un bilan du « fait scientifique » pendant le Centenaire, prouvant une fois de plus, s'il en est besoin, la sensibilité historiographique qui a été la sienne tout au long des années 2012-2019. Il a assuré le financement de l'entreprise, et a fait preuve d'une grande disponibilité et d'une non moins grande bienveillance à l'égard du groupe d'auteurs réunis autour de ce projet, tout en leur laissant, cela va sans dire, une liberté d'interprétation et d'action totale.

Quand bien même le projet d'un bilan scientifique du Centenaire est né, donc, au sein de la Mission du Centenaire elle-même, il a été discuté au sein du conseil scientifique de la Mission. Nous tenons à adresser nos remerciements à l'ensemble de ses membres, et en particulier à son président, Antoine Prost, pour les conseils prodigués et, plus généralement, leur souci partagé de se tenir à la disposition des co-auteurs afin d'enrichir la réflexion des uns et des autres.

Le projet qui s'achève avec cette publication a été porté par le Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne (CIRHGG). Nous tenons à remercier son président, Stéphane Audoin-Rouzeau, sa directrice, Caroline Fontaine, ainsi que tous les membres de son comité directeur pour la confiance dont ils ont témoigné et leur présence constructive à nos côtés pendant toute la durée de nos travaux.

Afin de suivre efficacement l'avancée du projet et de rendre possible un véritable échange entre les différentes parties prenantes, un comité de pilotage a été mis sur pied. Nous sommes très reconnaissants envers ses membres, Stéphane Audoin-Rouzeau, Caroline Fontaine, Alexandre Lafon, Nicolas Offenstadt,

Antoine Prost, Laurent Veysseyre, Jay Winter et Joseph Zimet, dont le soutien a non seulement facilité le bon déroulement du travail, mais qui nous ont également fait profiter d'une relecture fine de différentes versions du manuscrit. Les erreurs qui pourraient cependant subsister sont évidemment de notre fait.

Nous souhaitons également exprimer notre gratitude envers Olivier Forcade, directeur de Sorbonne Université Presses, qui a accepté d'accompagner la publication du présent ouvrage de la manière la plus engagée qui soit.

Enfin, nous sommes redevables aux équipes de la Mission du Centenaire, à celle de Sorbonne Université Presses, à l'Institut historique allemand, qui a facilité l'hébergement d'un certain nombre de réunions de travail et, surtout, à tous les collègues, chercheuses et chercheurs toutes disciplines confondues, enseignants de tous niveaux, conservatrices et conservateurs du patrimoine et des bibliothèques, qui ont eu l'infinie gentillesse et la patience de répondre aux différentes enquêtes que nous leur avons adressées. Sans les données que nous avons pu rassembler par cette voie, le contenu même de notre bilan eût été bien plus pauvre. Tous les collègues ne partageront sans doute pas l'ensemble de nos conclusions, qui n'engagent naturellement que nous ; mais nous espérons sincèrement que tous se reconnaîtront dans le tableau que nous dressons, tableau qui, sans être exhaustif, dit tout de même l'ampleur de l'investissement et l'engagement du monde de la recherche pendant ces longues années de Centenaire.

NOTICES BIOGRAPHIQUES

Simon Catros est docteur en histoire des relations internationales et de l'Europe et professeur agrégé (INSPE de Paris, Sorbonne Université). Sa thèse sous la direction d'Olivier Forcade, soutenue en 2015, a été publiée en 2020 sous le titre *La Guerre inéluctable. Les chefs militaires français et la politique étrangère, 1935-1939*. Lauréat du 1^{er} prix de thèse de l'IHEDN et partenaire du laboratoire SIRICE, il poursuit ses recherches en histoire des relations internationales et travaille actuellement sur les sociétés en guerre et sur la didactique de l'histoire.

Nicolas Charles est agrégé d'histoire et chercheur. Il s'intéresse aux occupations du Nord de la France par les Allemands pendant la Première Guerre mondiale. Il est l'auteur de plusieurs articles et chapitres d'ouvrages sur le sujet. Il vient notamment de coordonner avec Stéphane Tison *Reconstruction(s), les Ardennes après la Grande Guerre*, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion. Il est aussi le créateur et l'animateur du podcast *Histoire en séries*, qui permet d'analyser les séries à travers le regard d'universitaires (<https://www.histoireenseries.com>).

Frédéric Clavert, docteur en histoire contemporaine de l'université de Strasbourg, est professeur assistant au Centre for Contemporary and Digital History de l'université du Luxembourg. Il s'est d'abord intéressé à l'histoire de l'organisation monétaire du continent européen dans l'entre-deux-guerres, avant de se tourner vers l'usage des sources primaires nativement numériques en histoire et dans les *Memory Studies*. Ses recherches sur la Première Guerre mondiale sur Twitter ont fait l'objet de diverses publications, y compris sur les conséquences méthodologiques de l'usage de données massives en histoire. Avec Caroline Muller (université Rennes 2), il coordonne l'ouvrage en ligne *Le Goût de l'archive à l'ère numérique* (<https://www.gout-numerique.net>).

Sylvain Delpout est agrégé d'histoire. Titulaire d'un master recherche de l'université Panthéon-Sorbonne, ses travaux sous la direction de Nicolas Offenstadt et Alya Aglan portaient sur la mémoire de la Première Guerre mondiale sous le Troisième Reich. Il enseigne au lycée Henri Moissan de Meaux et a récemment participé à des ouvrages scolaires et parascolaires parus aux éditions Nathan et Atlande.

Lise Galand est agrégée d'allemand. Elle a travaillé comme ATER en histoire contemporaine et en LEA allemand à Sorbonne Université. Elle a soutenu, en 2021, une thèse d'histoire et de civilisation sous la direction d'Hélène Miard-Delacroix et Olivier Forcade, intitulée « L'Allemagne impériale et le spectre de l'encerclement : diffusion, circulation et transformations d'une notion dans l'espace public (1906-1914) », à Sorbonne Université, au sein de l'UMR SIRICE. Elle a publié, entre autres, « Le blocus dans l'Allemagne impériale d'avant 1914 : représentations et anticipations du conflit à l'exemple des questions navales », dans les *Cahiers Sirice* (n° 26, « Le blocus en 1914-1918. Histoire et mémoire », dir. Olivier Forcade et Arndt Weinrich, 2021, p. 47-57), « Servir l'Allemagne impériale par l'expertise historique. Des universitaires en action face à la menace de guerre, 1911-1914 », dans les *Cahiers Sirice* également (n° 18, « Experts et gouvernance. Quelles expertises pour quelle autorité ? », dir. Yasmina Aziki, 2017, p. 13-28).

496

Benjamin Gilles est directeur du réseau des bibliothèques universitaires de l'université de Picardie Jules-Verne. Préparant actuellement une thèse consacrée à la genèse de *Témoins* de Jean Norton Cru sous la direction de Stéphane Audoin-Rouzeau, il est l'auteur de *Lectures de Poilus. 1914-1918, livres et journaux dans les tranchées*, publié chez Autrement (2013) et avec Arndt Weinrich de *1914-1918, une guerre des images. France-Allemagne*, édité par La Martinière (2014). Il a été commissaire de l'exposition « Vu du front » (BDIC/Musée de l'Armée) et membre du conseil scientifique de la Mission du Centenaire de la Grande Guerre.

Franziska Heimbürger est historienne, maîtresse de conférences en civilisation britannique à Sorbonne Université. Elle travaille sur le rôle et la place des langues dans les coalitions militaires et comme outil pour écrire l'histoire différemment.

Elisa Marcobelli est post-doctorante à l'université de Picardie Jules-Verne. En 2015, elle a soutenu une thèse intitulée *Solidarité en crise ? Les socialistes français, allemands et italiens face aux crises internationales, 1889-1915* (EHESS/Freie Universität Berlin), publiée en 2020 aux éditions Arbre bleu. En 2021, une traduction anglaise en a été publiée aux éditions Palgrave Macmillan (sous le titre *Internationalism Toward Diplomatic Crisis*). Ses recherches portent sur l'histoire des socialismes, de l'opposition à la guerre, de la Première Guerre mondiale.

Nicolas Patin est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Bordeaux Montaigne et membre junior de l'Institut universitaire de France. Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon, il est spécialiste de l'Allemagne du premier XX^e siècle, de la Première Guerre mondiale et du

nazisme. Il a publié chez Fayard *La Catastrophe allemande, 1914-1915* (2014) et *Krüger, un bourreau ordinaire* (2017), ainsi que *La Grande Guerre vue d'en face* (Albin Michel, 2016) avec Nicolas Beaupré, Gerd Krumeich et Arndt Weinrich.

Arndt Weinrich est DAAD-Fachlektor en histoire contemporaine à Sorbonne Université et chercheur associé à l'UMR SIRICE. Il s'intéresse à l'histoire culturelle du fait militaire aux XIX^e et XX^e siècles. Membre du comité directeur du Centre international de recherche de l'Historial de la Grande Guerre de Péronne, il a fait partie, entre 2012 et 2019, du conseil scientifique de la Mission du Centenaire. Il a publié, entre autres, *Writing the Great War. The Historiography of World War I from 1918 to the present* (Berghahn Books, 2021, avec Christoph Cornelissen) et *Der Weltkrieg als Erzieher. Jugend zwischen Weimarer Republik und Nationalsozialismus* (Klartext, 2013).

Bérenice Zunino, agrégée d'allemand, docteure en études germaniques et en histoire contemporaine, est maîtresse de conférences en histoire et civilisation des pays de langue allemande à l'Université Bourgogne-Franche-Comté (CRIT, EA 3224) et membre partenaire de l'UMR SIRICE (Sorbonne Université). Elle consacre ses travaux de recherche à l'histoire culturelle de la Première Guerre mondiale en Allemagne, aux études visuelles et à la presse illustrée. Elle a notamment publié *Die Mobilmachung der Kinder im Ersten Weltkrieg* (Berlin, Peter Lang, série *Zivilisationen und Geschichte*, dir. Ina Ulrike Paul et Uwe Puschner, 2019), et, avec Claire Aslangul (dir.), *La Presse et ses images. Die Presse und ihre Bilder* (même série, 2021).

TABLE DES ANNEXES

L'ensemble des annexes relatives au Bilan scientifique du Centenaire est disponible, en téléchargement, sur la plateforme d'archive ouverte pluridisciplinaire HAL à l'adresse suivante : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03484213>. Ce fichier correspond à l'ensemble des annexes évoquées dans le bilan, et donne accès, avec une transparence maximale, aux données qui ont aidé à le construire. Les données sont ordonnées selon le classement ci-dessous.

ARNDT WEINRICH & NICOLAS PATIN BILAN GÉNÉRAL

499

1. Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes français de la Première Guerre mondiale dans le cadre du centenaire de la Première Guerre mondiale (année 2012-2017) et Enquête portant sur les activités scientifiques et non scientifiques des spécialistes internationaux de la Première Guerre mondiale ayant participé au centenaire de la Première Guerre mondiale en France (année 2012-2017)
2. Liste des entretiens réalisés par Arndt Weinrich
3. Taxinomie transversale
4. Notes du conseil scientifique
 - a. Note sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (octobre 2012)
 - b. Note pour le président de la République sur le centenaire de la guerre de 1914-1918 (mars 2013)
 - c. Le génocide des Arméniens : un bilan des recherches
 - d. Note sur les commémorations de 1916 (avril 2015)
 - e. Les caractéristiques des mutineries françaises de 1917 (décembre 2016)
 - f. Retour sur 1917, « l'année terrible » de la Grande Guerre (décembre 2016)
 - g. Traités de paix 1919-1923 : quels sens, cent ans après ? (juin 2018)
5. Comptes rendus des réunions du conseil scientifique de la Mission du Centenaire
 - a. Compte rendu de la réunion du 20 septembre 2012
 - b. Compte rendu de la réunion du 29 janvier 2013
 - c. Compte rendu de la réunion du 12 mai 2014
 - d. Compte rendu de la réunion du 29 septembre 2014

- e. Compte rendu de la réunion du 20 avril 2015
 - f. Compte rendu de la réunion du 31 mai 2018
6. Convention constitutive du groupement d'intérêt public « Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale, 1914-2014 »

SIMON CATROS

LA JEUNE RECHERCHE DURANT LE CENTENAIRE :
SÉMINAIRES, MASTERS, DOCTORATS

Thèses soutenues (1985-2011)

Thèses soutenues (2012-2018)

Thèses déposées ou en cours (2012-2018)

500

ELISA MARCOBELLI

COLLOQUE ET JOURNÉES D'ÉTUDES :
UN ÉTAT DES LIEUX (2012-2019)

Liste des colloques scientifiques

Programme du colloque « Batailles » (1916)

Base de données des colloques scientifiques

Feuille 1 : Base de données des colloques et journées d'études durant le Centenaire
(n=374)

Feuille 2 : Nombre d'interventions par des intervenants français durant le
Centenaire (n=2556)

Feuille 3 : Institutions de rattachement des intervenants français (n=927)

Feuille 4 : Nombre d'interventions par des intervenants étrangers durant le
Centenaire (n=974)

FRANZISKA HEIMBURGER

LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES DU CENTENAIRE

Bibliographie scientifique du centenaire français de la Grande Guerre (436 pages)

BENJAMIN GILLES

SERVICES D'ARCHIVES ET BIBLIOTHÈQUES PENDANT LE CENTENAIRE :
AU CŒUR DE LA DIFFUSION SCIENTIFIQUE ?

Questionnaire envoyé aux archives (municipales, départementales, nationales)

Questionnaire envoyé aux bibliothèques municipales et intercommunales

NICOLAS PATIN

LES LIVRES DU CENTENAIRE : PUBLICATION, DIFFUSION, RÉCEPTION

Base de données des livres publiés en français durant le Centenaire (2012-2018)

Point focus « Paroles de Poilus »

Point focus « Mai 1968 »

Point focus « Littérature »

BÉRÉNICE ZUNINO

LA DYNAMIQUE MUSÉALE DU CENTENAIRE :

RETOUR SUR LES EXPOSITIONS CONSACRÉES À LA GRANDE GUERRE

Base de données des expositions durant le Centenaire

NICOLAS CHARLES

LA PLACE DES ENSEIGNANTS :

LE LIEN ENTRE L'ÉCOLE ET LA RECHERCHE

Questionnaire envoyé aux référents académiques 14-18

SYLVAIN DELPEUT

LES CONFÉRENCES GRAND PUBLIC :

VECTEUR DE VULGARISATION DURANT LE CENTENAIRE

Conférences grand public en France

Conférences grand public à l'étranger

LISE GALAND

LES SPÉCIALISTES ET LES MÉDIAS

DANS LE TEMPS DU CENTENAIRE (2012-2018) :

QUELLES PRISES DE PAROLE POUR QUELLE VULGARISATION ?

1. Méthode de constitution des annexes – informations complémentaires
2. Liste des personnes sélectionnées pour l'étude quantitative
3. Liste des personnes interviewées
4. Les interventions des spécialistes français dans les médias français
5. Les interventions des spécialistes français dans les médias étrangers
6. Les interventions de spécialistes étrangers en France
7. Les interventions des spécialistes français en France entre 1956 et 2018

8. Liste des médias utilisés dans les annexes 1 et 3 avec indication de diffusion ou de part d'audience
9. Rapports d'activités de la Mission du Centenaire
 - a. Rapport d'activité 2014
 - b. Rapport d'activité 2016
 - c. Rapport d'activité 2017
 - d. Rapport d'activité 2018

TABLE DES MATIÈRES

Préface	
Stéphane Audoin-Rouzeau.....	7
Quel bilan scientifique pour le Centenaire de 1914-1918 ? Bilan général	
Arndt Weinrich & Nicolas Patin.....	11
La jeune recherche durant le Centenaire : séminaires, masters, doctorats	
Simon Catros.....	93
Colloques et journées d'études : un état des lieux (2012-2019)	
Elisa Marcobelli.....	145
Les publications scientifiques du Centenaire	
Franziska Heimburger.....	179
Services d'archives et bibliothèques publiques pendant le Centenaire : au cœur de la diffusion scientifique ?	
Benjamin Gilles.....	197
Les livres du Centenaire : publication, diffusion, réception	
Nicolas Patin.....	269
La dynamique muséale du Centenaire : retour sur les expositions consacrées à la Grande Guerre	
Bérénice Zunino.....	303
La place des enseignants : le lien entre l'école et la recherche	
Nicolas Charles.....	335
Les conférences grand public, vecteur de vulgarisation pendant le Centenaire	
Sylvain Delpeut.....	365
Les spécialistes et les médias dans le temps du Centenaire (2012-2018) : quelles prises de parole pour quelle vulgarisation ?	
Lise Galand.....	401
Le Centenaire et les nouveaux médias	
Frédéric Clavert.....	463

Remerciements.....	493
Notices biographiques.....	495
Table des annexes.....	499